INVENTAIRE HISTORIQUE DE LA MRC D'ARTHABASKA
PATRIMOINE BÂTI
PROJET 14 ET 15 EDC 2009-2012
(RAPPORT PRÉLIMINAIRE)



Étude préparée par :

Myriam Letendre, anthropologue, M. Sc.
Consultante en archéologie et vulgarisation de la culture

1104 route Lemire, Sainte-Clotilde-de-Horton (Québec) J0A 1H0
819.336.2193
myriamletendre@hotmail.com

Novembre 2014

SOMMAIRE

Ce rapport de recherche se penche sur la problématique de l'identification des éléments de bâti ancien en milieu rural. Il présente des données succinctes sur l'histoire coloniale de la MRC d'Arthabaska et les aspects religieux, municipaux, scolaires et économiques des communautés ayant vécu sur ce territoire entre 1790 et 1940. Il met au-devant des centaines de personnages, pionniers, exploitants ou missionnaires qui ont marqué le développement de la municipalité historique, il détaille le cadre bâti des premiers noyaux villageois et préconise l'étude des cartes anciennes pour comprendre l'évolution matérielle du territoire arthabaskien. L'objectif premier consiste à documenter avec exhaustivité les schèmes d'occupation passés afin de mieux comprendre le mode d'établissement arthabaskien et les éléments de bâtis qui ont caractérisé son territoire. La réalisation d'un macro-inventaire du patrimoine bâti peut dorénavant s'appuyer sur ces données pour débuter un répertoire de bâtiments d'intérêt patrimonial et une cartographie associée. Des recommandations concernant divers volets qui pourraient suivre cette recherche de même que diverses avenues de mise en valeur et de sensibilisation au patrimoine, sont présentés à la fin du rapport.

En page couverture :
Sainte-Clotilde-de-Horton, rue Principale avant 1925 (collection Pauline Langlois)

Table des matières

Sommaire i
Table des matières ii
Liste des tableaux iv
Liste des figures viii
Chapitre 1 : Introduction 2
Chapitre 2 : Méthodologie 4
2.1 Mandat et territoire concerné 4
2.2 Étapes de réalisation 4
2.3 Ressources en histoire et patrimoine bâti 5
Chapitre 3 : Paléoécologie du territoire 9
3.1 Géomorphologie du territoire 9
3.2 Hydrographie 10
3.3 Ressources naturelles 10
3.4 Conclusion 11
Chapitre 4 : Histoire des municipalités arthabaskiennes 12
4.1 Chesterville 12
4.2 Daveluyville 39
4.3 Ham-Nord 67
4.4 Kingsey Falls 90
4.5 Maddington 114
4.6 Notre-Dame-de-Ham 143
4.7 Saint-Albert 166
4.8 Saint-Christophe-d'Arthabaska 184
4.9 Saint-Louis-de-Blandford 210
4.10 Saint-Norbert-d'Arthabaska 232
4.11 Saint-Rémi-de-Tingwick 264
4.12 Saint-Rosaire 283
4.13 Saint-Samuel 303
4.14 Saint-Valère 322

4.15 Sainte-Anne-du-Sault 352
4.16 Sainte-Clotilde-de-Horton 380
4.17 Sainte-Élizabeth-de-Warwick 411
4.18 Sainte-Hélène-de-Chester (Chester-Est) 441
4.19 Sainte-Séraphine 457
4.20 Saints-Martyrs-Canadiens 476
4.21 Tingwick 511
4.22 Warwick 540
Chapitre 5 : Synthèse et recommandations 573
5.1 Présence amérindienne 573
5.2 Les modes d'établissement coloniaux anglais 574
5.4 Caractère du patrimoine bâti arthabaskien 581
5.5 Recommandations 587
Bibliographie 592

Liste des tableaux

Tableau 1.1 – Les missionnaires et curés catholiques de Chesterville 18
Tableau 1.2 – Les éléments patrimoniaux de Chesterville inventoriés par le MCC, 2013 30
Tableau 1.3 – Inventaire préliminaire du patrimoine bâti de la municipalité de Chesterville 31
Tableau 1.4 – Les croix de chemin de la municipalité de Chesterville 32
Tableau 2.1 – Les missionnaires et curés de Daveluyville 44
Tableau 2.2 – Les premières écoles de Daveluyville 48
Tableau 2.3 – Les anciens commerces de Daveluyville, excluant les marchés et épiceries 51
Tableau 2.4 – Quelques industries du début de la période moderne – Daveluyville 54
Tableau 2.5 – Les éléments patrimoniaux inventoriés par le MCC, 2013 59
Tableau 2.6 – Inventaire préliminaire du patrimoine bâti de la municipalité de Daveluyville 60
Tableau 3.1 – Élément patrimonial de Ham-Nord inventorié par le MCC, 2013 84
Tableau 4.1 – Occupation initiale des lots de Kingsey Falls 93
Tableau 4.2 – Les curés catholiques de Kingsey Falls 96
Tableau 4.3 – Les éléments patrimoniaux de Kingsey Falls inventoriés par le MCC, 2013 107
Tableau 4.4 – Inventaire préliminaire du patrimoine bâti de la municipalité de Kingsey Falls 108
Tableau 5.1 – Les missionnaires et curés de Maddington 118
Tableau 5.2 – Les premiers maires de Maddington 121
Tableau 5.3 – Les premières écoles de Maddington 123
Tableau 5.4 – Les anciens commerces de Maddington-Falls, excluant les magasins généraux 126
Tableau 5.5 – Les hôtels de Maddington Falls 127
Tableau 6.1 – Les premiers curés de Notre-Dame-de-Ham 147
Tableau 6.2 – Les premiers maires de Notre-Dame-de-Ham 150
Tableau 6.3 – Les éléments patrimoniaux de Notre-Dame-de-Ham inventoriés par le MCC, 2013 160
Tableau 7.1 – Les premiers colons de Saint-Albert 168
Tableau 7.2 – Les missionnaires et curés de Saint-Albert 169
Tableau 7.3 – Les moulins à scie de Saint-Albert 172
Tableau 7.4 – Les fromageries de Saint-Albert 173
Tableau 7.5 – Maisons centenaires de Saint-Albert 177
Tableau 8.1 – Les missionnaires et premiers curés de Saint-Christophe-d'Arthabaska 190
Tableau 8.2 – Les chemins anciens de Saint-Christophe-d'Arthabaska 202

Tableau 8.3 – Les éléments patrimoniaux de Saint-Norbert inventoriés par le MCC, 2013 203
Tableau 9.1 – Les colons présents sur le territoire de Saint-Louis en 1833 (première requête) et 1835 (deuxième requête) 213
Tableau 9.2 – Les missionnaires et curés de Saint-Louis-de-Blandford 215
Tableau 9.3 – Premiers maires de la municipalité de Saint-Louis-de-Blandford 217
Tableau 9.4 – Municipalités créées par détachement de Saint-Louis-de-Blandford 218
Tableau 9.5 – Les écoles de Saint-Louis-de-Blandford 218
Tableau 9.6 – Les premiers commerces de Saint-Louis-de-Blandford 220
Tableau 9.7 – Élément patrimonial de Saint-Louis-de-Blandford inventorié par le MCC, 2013 225
Tableau 9.8 – Les croix de chemin de la municipalité de Saint-Louis-de-Blandford 226
Tableau 9.9 – Inventaire préliminaire du patrimoine bâti de la municipalité de Saint-Louis-de-Blandford 226
Tableau 10.1 – Les squatters de Saint-Nobert-d'Arthabaska 234
Tableau 10.2 – Les premiers colons de Saint-Nobert-d'Arthabaska (tiré de Robert 1992 : 17) 234
Tableau 10.3 – Missionnaires et premiers curés de Saint-Norbert-d'Arthabaska 237
Tableau 10.4 – Vicaires de la paroisse de Saint-Norbert, 1903-1923 239
Tableau 10.5 – Premiers maires de la municipalité de Saint-Norbert-d'Arthabaska 241
Tableau 10.6 – Premiers maires de la municipalité de Chester-Nord 242
Tableau 10.7 – Premiers maires de la municipalité du village de Norbertville 242
Tableau 10.8 – Les premières écoles de Saint-Norbert-d'Arthabaska 243
Tableau 10.9 – Les premières écoles de Chester-Nord 244
Tableau 10.11 – Les fromageries de Saint-Norbert 248
Tableau 10.12 – Les chemins anciens de Saint-Norbert-d'Arthabaska 249
Tableau 10.13 – Les éléments patrimoniaux de Saint-Norbert inventoriés par le MCC, 2013 255
Tableau 10.14 – Les croix de chemin de la municipalité de Saint-Norbert-d'Arthabaska 255
Tableau 11.1 – Les premiers colons d'origine canadienne-française 266
Tableau 11.2 – Les écoles de Saint-Rémi-de-Tingwick 270
Tableau 11.3 – Les éléments patrimoniaux de Saint-Rémi-de-Tingwick inventoriés par le MCC, 2013 277
Tableau 12.1 – Les missionnaires et premiers curés de Saint-Rosaire 287
Tableau 12.2 – Les maires de Saint-Rosaire 288
Tableau 12.3 – Les écoles de rangs de Saint-Rosaire 289
Tableau 12.4 – Les moulins à scie de Saint-Rosaire 289
Tableau 12.5 – Les bâtiments patrimoniaux de Saint-Rosaire inventoriés par le MCC (2013) 295

Tableau 12.6 – Les croix de chemin de Saint-Rosaire 295
Tableau 13.1 – Les missionnaires et curés de Saint-Samuel 308
Tableau 13.2 – Les premiers maires de Saint-Samuel 309
Tableau 13.3 – Les bâtiments patrimoniaux de Saint-Rosaire inventoriés par le MCC (2013) 316
Tableau 14.1 – Les premiers colons de Saint-Valère entre 1835 et 1845 325
Tableau 14.2 – Les missionnaires et curés de la municipalité de Saint-Valère 328
Tableau 14.3 – Les premiers maires de Saint-Valère 331
Tableau 14.4 – Les écoles de rang de Saint-Valère 332
Tableau 14.5 – Les moulins à scie de Saint-Valère 334
Tableau 14.6 – Les fromageries de Saint-Valère 336
Tableau 14.7 – Les bâtiments patrimoniaux de Saint-Valère inventoriés par le MCC (2013) 343
Tableau 14.8 – Éléments d'intérêt de Saint-Valère 343
Tableau 15.1 – Missionnaires et curés de Sainte-Anne-du-Sault 357
Tableau 15.2 – Les maires de Sainte-Anne-du-Sault 359
Tableau 15.3 – Les premières écoles de Sainte-Anne-du-Sault 361
Tableau 15.4 – Les anciens commerces de Sainte-Anne-du-Sault 367
Tableau 15.5 – Croix de chemin répertoriée à Sainte-Anne-du-Sault 374
Tableau 16.1 – Les premiers propriétaires terriens de Sainte-Clotilde-de-Horton 383
Tableau 16.2 – Les missionnaires et curés de Sainte-Clotilde-de-Horton 385
Tableau 16.3 – Les écoles de rang de Sainte-Clotilde-de-Horton 388
Tableau 16.4 – Les moulins à scie de Sainte-Clotilde-de-Horton 389
Tableau 16.5 – Les éléments patrimoniaux de Sainte-Clotilde-de-Horton inventoriés par le MCC, 2013 400
Tableau 16.6 – Inventaire préliminaire du patrimoine bâti de Sainte-Clotilde-de-Horton 404
Tableau 17.1 – Les premiers propriétaires terriens de Sainte-Élizabeth-de-Warwick ... 413
Tableau 17.2 – Les missionnaires et curés de Sainte-Élizabeth-de-Warwick 418
Tableau 17.3 – Les premiers maires de Sainte-Élizabeth-de-Warwick 419
Tableau 17.4 – Les éléments patrimoniaux de Sainte-Élizabeth-de-Warwick inventoriés par le MCC, 2013 433
Tableau 17.5 – Bâtiments patrimoniaux répertoriés par la Société La Haye et Ouellet (1982). 433
Tableau 17.6 – Les croix de chemin et calvaire répertorié à Sainte-Élizabeth-de-Warwick 434
Tableau 18.1 – Les premiers colons et la date de leur arrivée à Sainte-Hélène-de-Chester 443
Tableau 18.2 – Les écoles de rang de Sainte-Hélène-de-Chester 445

Tableau 19.1 – Les éléments patrimoniaux de Sainte-Séraphine répertoriés par le MCC, 2013 470
Tableau 20.1 – Les colons d'origine anglaise, irlandaise ou écossaise de Saints-Martyrs-Canadiens 479
Tableau 20.2 – Les premiers colons francophones des Saints-Martyrs-Canadiens 481
Tableau 20.3 – Les premiers colons de Ham-Sud d'après Gravel (1967) 482
Tableau 20.4 – Les missionnaires et curés de Saint-Olivier-de-Garthby 487
Tableau 20.5 – Les missionnaires et curés de Ham-Sud (Boucher, 1979 : 21) 489
Tableau 20.6 – Inventaire préliminaire du patrimoine bâti de Saints-Martyrs-Canadiens 503
Tableau 21.1 – Éléments patrimonial de Tingwick inventorié par le MCC, 2013 531
Tableau 21.2 – Inventaire préliminaire du patrimoine bâti de Tingwick 532
Tableau 22.1 – Les pionniers canadiens-français de Warwick recensés en 1839 (Dawson et al., 1999) 542
Tableau 22.2 – Les pionniers anglo-saxons de Warwick 542
Tableau 22.3 – Les missionnaires et curés de la paroisse de Saint-Médard-de-Warwick 545
Tableau 22.4 – Les maires de la municipalité du Township de Warwick 550
Tableau 22.5 – Les maires du canton de Warwick 550
Tableau 22.6 – Les maires de la ville de Warwick 550
Tableau 22.3 – Les éléments patrimoniaux de Warwick inventoriés par le MCC, 2013 563
Tableau 22.5 – Les croix de chemin historique de Warwick 565

Liste des figures

Figure 1.1 – Limites actuelles de la municipalité de Chesterville (Statistique Canada, 2014 : 2439030) 13
Figure 1.2 – Extrait du plan de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117). À cette époque, seul le chemin Craig permettait d'atteindre les terres boisées de la future municipalité de Chesterville..... 24
Figure 1.3 – Extrait de la carte des Cantons de l'Est, 1867 (BAnQ : 107580) où se distinguent les premiers chemins de pénétration, soit le rang Roberge menant à Saint-Christophe (devenant le chemin du Petit-9) et le chemin Saint-Philippe.... 26
Figure 1.4 – Plan cadastral du comté d'Arthabaska, 1920 (BAnQ : 2684630). On y observe le chemin Craig traversant la municipalité entre Sainte-Hélène-de-Chester et Tingwick ainsi que le rang Saint-Philippe dont la trajectoire sud-nord quitte Ham-Nord pour se rendre à Saint-Christophe-d'Arthabaska. 27
Figure 1.5 – Extrait de la carte topographique 21E/13, 1934 (BAnQ : 2669951). Sur cette carte figurent les deux noyaux villageois du canton de Chester, Saint-Paul-de-Chester et Saint-Philippe-de-Chester (Coin Saint-Philippe). 27
Figure 1.6 – Extrait de la carte topographique 21E/13, 1934 (BAnQ : 2669951). Sur cette carte figurent les détails du bâti de Saint-Paul 28
Figure 1.7 – Extrait de la carte topographique 21E/13, 1934 (BAnQ : 2669951). Sur cette carte figurent les détails du bâti de Saint-Paul 28
Figure 1.8 – Le village de Chesterville et les bâtiments patrimoniaux identifiés par la Société La Haye et Ouellet, 1982..... 30
Figure 1.9 – La portion rurale de Chesterville et les bâtiments patrimoniaux identifiés par la Société La Haye et Ouellet, 1982..... 31
Figure 2.1 – Limites actuelles de la municipalité de Daveluyville (Statistique Canada, 2014 : 1123) 40
Figure 2.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117)..... 56
Figure 2.3 – Extrait d'une carte des *Eastern Townships*, 1867 (BAnQ: 107580). 57
Figure 2.4 – Extrait de la carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre, 1920 (BAnQ : 2684630). 58
Figure 2.5 – Extrait de la carte topographique 31I/01,1944 (BAnQ : 2670191). 58
Figure 2.6 – La municipalité de Daveluyville et les bâtiments patrimoniaux identifiés par la Société La Haye et Ouellet, 1982..... 60
Figure 3.1 – Limites actuelles de la municipalité de Ham-Nord (Statistique Canada, 2014 : 2439010) 68
Figure 3.2 – Le canton de Ham-Nord sur une carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117). Le chemin Dudswell [Gosford] est illustré en bas à droite, traversant le canton de Wolfes avant de longer le lac Nicolet dans l'augmentation de Ham (Ham-Sud)..... 81

Figure 3.3 – Plan cadastral du canton de Ham-Nord, 1912 (BAnQ-2684398). Le chemin Saint-Philippe est bien identifié sur cette carte en portion est du canton. 81
Figure 3.4 – La municipalité de Ham-Nord en 1944 (BAnQ : 2670172)..... 82
Figure 4.1 – Limites actuelles de la municipalité de Kingsey Falls (Statistique Canada, 2014 : 1287) 91
Figure 4.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117). Aucun chemin ni aucune occupation n'y sont représentés. 104
Figure 4.3 – Extrait d'une carte des Cantons de l'Est, 1867 (BAnQ : 107580). Sur cette carte apparait le chemin de Warwick et celui de Saint-Félix 104
Figure 4.4 – Plan du village de Kingsey Falls en 1897 (BAnQ : 225091) 105
Figure 4.5 – Extrait de la carte du comté de Drummond d'après le cadastre, 1930 (BAnQ : 2684788) 107
Figure 4.6 – Extrait de la carte topographique 31H/16, 1943 (BAnQ : 2670139), illustrant le village de Kingsey Falls 107
Figure 4.7 – Extrait de la carte topographique 31H/16, 1943 (BAnQ : 2670139), illustrant le hameau de Lorne autour de gare de Kingsey 107
Figure 5.1 – Limites actuelles de la municipalité de Maddington (Statistique Canada, 2014 : 2439165) 116
Figure 5.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117). Aucun chemin ne figure sur cette carte, mais des lots sont cultivés le long de la rivière Bécancour dans la portion est de la future municipalité. 128
Figure 5.3 – Extrait d'une carte des *Eastern Townships*, 1867 (BAnQ: 107580). Les premiers chemins de la colonie de même qu'un premier noyau d'occupations est représenté. 129
Figure 5.4 – Extrait de la Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre, 1920 (BAnQ : 2684630). Découpage du territoire et premiers chemins de la colonie. 129
Figure 5.5 – Extrait de la carte topographique 31I/01, 1944 (BANQ : 2670191). Les maisons d'école y sont positionnées (*S*) de même que le bureau de poste. 130
Figure 5.6 – Extrait de la carte topographique 31I/01, 1924 (BANQ : 2684672). 131
Figure 5.7 – Extrait de la carte topographique 31I/01, 1944 (BANQ : 2670191). 131
Figure 5.8 – Carte de La Haye et Ouellet, 1982, représentant les bâtiments patrimoniaux d'intérêt. 136
Figure 6.1 – Limites actuelles de la municipalité de Notre-Dame-de-Ham (Statistique Canada, 2014 : 2439015) 144
Figure 6.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90 117). Bien que le territoire soit arpenté, aucun chemin ne figure encore sur le futur territoire de Notre-Dame-de-Ham..... 156

Figure 6.3 – Extrait de la carte des *Eastern Townships*, 1867 (BAnQ : 107 580). Aucun chemin ne figure sur le futur territoire de Notre-Dame-de-Ham à cette époque. 157
Figure 6.4 – Extrait du plan cadastral de 1912 (BAnQ : 2 684 398). Quatre chemins principaux figurent sur cette carte. 158
Figure 6.5 – Extrait du plan cadastral de 1927 (BAnQ : 2 684 726). Le territoire de Notre-Dame-de-Ham comprend les deux premiers rangs du canton de Ham-Nord de même qu'une partie des 10e et 11e rangs de Wolfestown. 158
Figure 6.6 – Extrait de la carte topographique 21E/13, 1934 (BAnQ : 2 669 951) illustrant le territoire municipal de Notre-Dame-de-Ham 159
Figure 6.7 – Extrait de la carte topographique 21E/13, 1934 (BAnQ : 2 669 951) présentant le noyau de village de Notre-Dame-de-Ham 159
Figure 7.1 – Limites actuelles de la municipalité de Saint-Albert (Statistique Canada, 2014 : 2439085) 167
Figure 7.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117). Cette carte illustre le territoire de Saint-Albert avant le début de la colonisation. 174
Figure 7.3 – Extrait d'une carte des Cantons de l'Est, 1867 (BAnQ : 107580). 175
Figure 7.4 – Extrait de la Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre, 1920 (BAnQ : 2684630). 175
Figure 7.5 – Extraits des cartes topographiques 31H/16 et 31I/01 de 1944 présentant le réseau routier et les bâtiments historiques (BAnQ : 2670190 et 2670191). 176
Figure 7.5 – Carte illustrant des bâtiments patrimoniaux d'intérêts répertoriés dans les années 1980 (Société La Haie et Ouellet, 1982). 178
Figure 8.1 – Limites actuelles de la municipalité de Saint-Christophe-d'Arthabaska (Statistique Canada, 2014 : 2439060) 185
Figure 8.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117). Saint-Christophe n'est pas encore occupé. 200
Figure 8.3 – Extrait d'une carte des Cantons de l'Est, 1867 (BAnQ : 107580). 200
Figure 8.4 – Plan cadastral du comté d'Arthabaska, 1920 (BAnQ-2684630). 201
Figure 8.5 – Extrait de la carte topographique 21L/04, 1935 (BAnQ : 2669964). 202
Figure 8.6 – Le territoire rural de Saint-Christophe et les bâtiments patrimoniaux identifiés par la Société La Haye et Ouellet, 1982 203
Figure 9.1 – Limites actuelles de la municipalité de Saint-Louis-de-Blandford (Statistique Canada, 2014 : 2439170) 211
Figure 9.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1815 (BAnQ : 90115). Aucune terre n'est occupée à cette époque, mais les lots ont été arpentés dans les cantons de Bulstrode et Stanfold. 221
Figure 9.3 – Extrait de la carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117). Quatre chemins apparaissent déjà sur le territoire et des lots sont cultivés le long de la rivière Bécancour dans la portion ouest de la future municipalité 221

Figure 9.4 – Extrait d'une carte des Eastern Townships, 1867 (BAnQ : 107580). Les premiers chemins de la colonie de même qu'un premier noyau d'occupations est représenté à la croisée de la route de Gentilly et du chemin du 11e rang. 222
Figure 9.5 – Extrait de la Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre, 1920 (BAnQ : 2684630). Découpage du territoire et premiers chemins de la colonie. 223
Figure 9.6 – Extrait de la carte topographique 31I/08, 1923 (BAnQ : 2684649). Peu de bâtiments longent le chemin de Gentilly sur le territoire de Saint-Louis. 223
Figure 9.7 – Extrait de la carte topographique 21L/05, 1929 (BAnQ : 2684764). Un bureau de poste et quelques bâtiments occupent le secteur de la rivière Bourbon, à l'extrémité est de la municipalité de Saint-Louis. 223
Figure 9.8 – Extrait de la carte topographique 31I/01, 1924 (BAnQ : 2684672). Le lieu de culte occupait le chemin du 10e rang. 224
Figure 9.9 – Extrait de la carte topographique 21L/04, 1926 (BAnQ : 2684707). Peu de bâtiments longent la Grande Ligne sur le territoire de Saint-Louis. 224
Figure 9.10 – Les bâtiments patrimoniaux identifiés par la Société La Haye et Ouellet, 1982. 225
Figure 10.1 – Limites actuelles de la municipalité de Saint-Norbert-d'Arthabaska (Statistique Canada, 2014 : 2439043) 233
Figure 10.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117), illustrant le futur territoire de Saint-Norbert-d'Arthabaska. À noter : Le territoire est arpenté, mais aucun site d'occupation n'est représenté. 251
Figure 10.3 – Extrait d'une carte des Cantons de l'Est, 1867 (BAnQ : 107580). 251
Figure 10.4 – Extrait de la *Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre*, illustrant la municipalité de Saint-Norbert en 1920 (BAnQ : 2684630). Des chemins sont aménagés autour de la municipalité de Chester-Nord. 252
Figure 10.5 – Extrait de la carte 21L/04, 1935 (BAnQ : 2669964), illustrant le territoire de Saint-Norbert. 252
Figure 10.6 –Extrait de la carte 21L/04, 1935 (BAnQ : 2669964), illustrant le village de Saint-Norbert. 253
Figure 10.7 –Extrait de la carte 21L/04, 1935 (BAnQ : 2669964), illustrant la concentration de bâtiments dans le secteur de Larochelle. 253
Figure 10.8 –Extrait de la carte 21L/04, 1935 (BAnQ : 2669964), illustrant la concentration de bâtiments dans Chester-Nord. 254
Figure 10.9 – Le village de Saint-Norbert-d'Arthabaska et les bâtiments patrimoniaux identifiés par la Société La Haye et Ouellet, 1982. 256
Figure 10.10 – La portion rurale de Saint-Norbert-d'Arthabaska, canton d'Arthabaska, et les bâtiments patrimoniaux identifiés par la Société La Haye et Ouellet, 1982. 257

Figure 10.11 – La portion rurale de Saint-Norbert-d'Arthabaska, canton de Chester, et les bâtiments patrimoniaux identifiés par la Société La Haye et Ouellet, 1982. 257
Figure 11.1 – Limites actuelles de la municipalité de Saint-Rémi-de-Tingwick (Statistique Canada, 2014 : 2439020) 265
Figure 11.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1831(BAnQ : 90117) illustrant le territoire de Saint-Rémi-de-Tingwick. 273
Figure 11.3 – Extrait de la carte des *Eastern Townships*, 1867 (BAnQ : 107580) illustrant le territoire de Saint-Rémi-de-Tingwick. 274
Figure 11.4 – Extrait du schéma cadastral de 1920 (BAnQ : 2684630), illustrant le territoire de Saint-Rémi-de-Tingwick. 275
Figure 11.5 – Extrait de la carte topographique 21E/13, 1934 (BAnQ : 2669951), illustrant le territoire de Saint-Rémi-de-Tingwick. 276
Figure 12.1 – Limites actuelles de la municipalité de Saint-Rosaire (Statistique Canada, 2014 : 2439145) 284
Figure 12.2 – Le territoire de Saint-Rosaire sur un extrait de la carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117). Un chemin semble tracé sur la ligne de division des cantons de Bulstrode et de Stanfold. 293
Figure 12.3 – Le territoire de Saint-Rosaire sur un extrait de la carte des Eatern Townships, 1867 (BAnQ : 90117). Le chemin de Stanfold ne semble pas se poursuivre vers le nord. La carte nous rappelle aussi que le territoire de Saint-Rosaire est situé en périphérie de Princeville. 293
Figure 12.4 – Extrait de la Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre, 1920 (BAnQ : 2684630), illustrant l'emplacement des lots sur le territoire de Saint-Rosaire. 294
Figure 12.5 – Extrait de la Carte topographique 21E/13, 1932 (BAnQ : 2669964), illustrant le hameau du Petit-Bécancour 294
Figure 12.6 – Extrait de la carte topographique 21L/04, 1935 (BAnQ : 2684845), illustrant le village de Saint-Rosaire. 294
Figure 12.7 – Carte de La Haye et Ouellet, 1982, représentant les bâtiments patrimoniaux d'intérêt. 296
Figure 13.1 – Limites actuelles de la municipalité de Saint-Samuel (Statistique Canada, 2014 : 2439130) 304
Figure 13.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117). Le territoire de Saint-Samuel n'est pas encore occupé. 313
Figure 13.3 – Extrait de la carte des Cantons de l'Est, 1867 (BAnQ : 107580). Malgré le développement de chemins de pénétration et la présence de petites communautés comme Sainte-Clotilde et Saint-Albert, Saint-Samuel ne figure pas encore sur les cartes. 314

Figure 13.4 – Saint-Samuel extrait de la carte du comté de Nicolet d'après le plan cadastral de 1920 (BAnQ : 2684625). Les premiers chemins de la colonie y sont bien présentés. 314
Figure 13.5 – Saint-Samuel extrait d'une carte topographique, 1944 (BAnQ : 2670191). À noter : le réseau routier principal est bien implanté et de nombreux bâtiments longent ces axes. 315
Figure 13.6 – Carte de La Haye et Ouellet, 1982, représentant les bâtiments patrimoniaux d'intérêt. 317
Figure 14.1 – Limites actuelles de la municipalité de Saint-Valère (Statistique Canada, 2014 : 2439135) 323
Figure 14.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117). Aucune occupation n'y est répertoriée. 338
Figure 14.3 – Le territoire de Saint-Valère sur un extrait de la carte des *Eatern Townships*, 1867 (BAnQ : 90117). Un hameau d'habitations est représenté, non pas le long de la rivière Bulstrode, mais le long de la rivière Noire. 339
Figure 14.4 – Extrait de la Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre, 1920 (BAnQ : 2684630), illustrant l'emplacement des lots sur le territoire de Saint-Valère 339
Figure 14.5 – Extrait de la carte topographique 21E/13, 1932 (BAnQ : 2669964), illustrant le territoire de la municipalité de Saint-Valère. 340
Figure 14.6 – Extrait de la carte topographique 21E/13, 1932 (BAnQ : 2669964), illustrant la portion ouest de la municipalité de Saint-Valère, à l'emplacement de la gare Walker's Cutting et du moulin à scie de Walker en œuvre depuis la fin des années 1860. Figurent aussi un bureau de poste et une école. 340
Figure 14.7 – Extrait de la carte topographique 21E/13, 1932 (BAnQ : 2669964), illustrant le village de Saint-Valère. Cet emplacement a aussi obtenu un bureau de poste, une école et des moulins. 341
Figure 14.8 – Extrait de la carte topographique 21E/13, 1932 (BAnQ : 2669964), illustrant le hameau de Rivière-Noire près de la gare du même nom. Cet emplacement a aussi obtenu un bureau de poste, une école et des moulins. 341
Figure 14.9 – Carte de La Haye et Ouellet, 1982, représentant les bâtiments patrimoniaux d'intérêt le long des chemins des 10e et 11e rangs de Bulstrode... 344
Figure 14.10 – Carte de La Haye et Ouellet, 1982, représentant les bâtiments patrimoniaux d'intérêt le long du chemin du 12e rang de Bulstrode. 345
Figure 15.1 – Limites actuelles de la municipalité de Sainte-Anne-du-Sault (Statistique Canada, 2014 : 2439150) 353
Figure 15.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117), illustrant le territoire de Sainte-Anne-du-Sault. 370
Figure 15.3 – Extrait d'une carte des *Eastern Townships*, 1867 (BAnQ : 107580), illustrant le territoire de Sainte-Anne-du-Sault. 370

Figure 15.4 – Extrait de la Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre, 1920 (BAnQ : 2684630), illustrant le territoire de Sainte-Anne-du-Sault. 371
Figure 15.5 – Extrait de la Carte topographique 31I/01, 1944 (BAnQ : 2670191), illustrant le territoire de Sainte-Anne-du-Sault 371
Figure 15.6 – Extrait de la Carte topographique 31I/01, 1944 (BAnQ : 2670191), illustrant le hameau de Defoy (Bulstrode-Station)..... 372
Figure 15.7 – Carte de La Haye et Ouellet, 1982, représentant les bâtiments patrimoniaux d'intérêt. 373
Figure 16.1 – Limites actuelles de la municipalité de Sainte-Clotilde-de-Horton (Statistique Canada, 2014 : 2439117). 381
Figure 16.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1815. Le territoire n'est pas encore colonisé, mais un chemin de pénétration, le chemin des « Townships » y figure déjà et traverse la future municipalité. 394
Figure 16.3 – Localisation des cantons de Horton, Simpson, Wendover et Warwick sur une carte de Bouchette, 1831. À noter : la zone déjà bâtie et en culture située entre les deux rivières du canton de Horton 395
Figure 16.4 – Les premiers chemins de la colonie présentés sur une carte datant de 1867 (BAnQ : 107580). Y sont positionnés, de façon approximative, le chemin des « Townships » qui traverse la portion ouest de Sainte-Clotilde de même que la route de la rivière Ouest qui traverse la rivière Nicolet pour joindre le chemin de Saint-Albert (partie du chemin du 5e rang). 395
Figure 16.5 – Extrait du plan cadastral du comté d'Arthabaska, 1920. Y figurent les premiers chemins de la colonie. 397
Figure 16.6 – Le noyau villageois de Sainte-Clotilde en 1919. Extrait de la carte topographique 31H/16 (BAnQ : 2669842). 398
Figure 16.7 – Le secteur du rang Saint-Léopold en 1919. Extrait de la carte topographique 31H/16 (BAnQ : 2669842). 398
Figure 16.8 – Le village de Sainte-Clotilde illustré sur une carte topographique datant de 1944 (BAnQ : 2670190). Le réseau routier est semblable à l'actuel à l'exception du secteur du rang des Chalets qui n'est pas encore développé. On peut voir sur cette carte la portion de la route de la rivière Ouest qui n'existe plus aujourd'hui et l'emplacement du moulin Rousseau. 399
Figure 16.9 – Le village de Sainte-Clotilde-de-Horton et les bâtiments patrimoniaux identifiés par la Société La Haye et Ouellet, 1982 401
Figure 16.10 – Le milieu rural de Sainte-Clotilde-de-Horton et les bâtiments patrimoniaux identifiés par la Société La Haye et Ouellet, 1982 402
Figure 16.11 – La portion rurale de Sainte-Clotilde-de-Horton anciennement rattachée à Saint-Jacques-de-Horton et les bâtiments patrimoniaux identifiés par la Société La Haye et Ouellet, 1982 403

Figure 17.1 – Limites actuelles de la municipalité de Sainte-Élizabeth-de-Warwick (Statistique Canada, 2014 : 2439090) 412
Figure 17.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117). Sainte-Élizabeth-de-Warwick n'est pas encore occupé. 429
Figure 17.3 – Extrait de la carte des Cantons de l'Est, 1867 (BAnQ : 107580) où se distingue une route de pénétration, soit le chemin de Saint-Albert reliant Warwick à Saint-Albert..... 429
Figure 17.4 – Plan cadastral du comté d'Arthabaska, 1920 (BAnQ : 2684630) illustrant le réseau routier et le découpage du territoire élizabéthois. 430
Figure 17.5 – Extrait de la carte topographique 31H/16, 1927 (BAnQ : 2684724) illustrant le territoire de Sainte-Élizabeth. 431
Figure 17.6 – Les bâtiments patrimoniaux identifiés à Sainte-Élizabeth-de-Warwick par la Société La Haye et Ouellet, 1982..... 433
Figure 18.1 – Limites actuelles de la municipalité de Sainte-Hélène-de-Chester (Statistique Canada, 2014 : 2439035) 442
Figure 18.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117), illustrant le futur territoire de Sainte-Hélène-de-Chester. À noter : les premiers lots cultivés et les bâtiments relatés à cette époque longent le chemin Craig. 448
Figure 18.3 – Chester Est présenté sur une carte des Cantons de l'Est, 1867 (BAnQ : 107580). En plus d'être reliée aux paroisses de Maple Grove et Chester Ouest via le chemin Craig, la mission peut atteindre la paroisse de Saint-Norbert d'Arthabaska. 449
Figure 18.4 – Extrait de la *Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre*, illustrant la municipalité de Sainte-Hélène-de-Chester en 1920 (BAnQ : 2684630). À noter : le chemin Craig traverse la rivière Buldstrode (Nicolet branche Est) un peu au sud de ce qui deviendra le hameau de Trottier Mills. 450
Figure 18.5 – Sainte-Hélène-de-Chester sur une carte topographique de 1935 (BAnQ : 2669964). À noter : le hameau de Sainte-Hélène-de-Chester situé le long du chemin du 3e rang et le parcours interrompu du chemin Craig dans la municipalité. 450
Figure 19.1 – Limites actuelles de la municipalité de Sainte-Séraphine (Statistique Canada, 2014 : 2439105) 458
Figure 19.2 – Sainte-Séraphine présenté sur une carte des Cantons de l'Est, 1867 (BAnQ : 107580). Le territoire ne présente aucun chemin d'accès. 466
Figure 19.3 – Extrait de la *Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre*, illustrant la municipalité de Sainte-Séraphine en 1920 (BAnQ-2684630). 467
Figure 19.4 – Extrait d'une carte topographique illustrant la municipalité de Sainte-Séraphine en 1919 (BAnQ : 2669842)..... 468

Figure 19.5 – Extrait d'une carte topographique illustrant la municipalité de Sainte-Séraphine en 1944 (BAnQ : 2670190)..... 469
Figure 20.1 – Limites actuelles de la municipalité de Saints-Martyrs-Canadiens (Statistique Canada, 2014 : 2439005)..... 477
Figure 20.2 – Extrait d'une carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117). Noter le passage du chemin Gosford au sud et à l'est du lac Nicolet et les cantons non arpentés. Bouchette avait l'habitude d'identifier les secteurs en culture. Il appert ici qu'aucun lot n'était encore défriché ou cultivé..... 500
Figure 20.3 – Extrait d'une carte réalisé en 1867 (BAnQ :107580). Le chemin Gosford et le chemin Pacaud (chemin de Mégantic) se rencontrent..... 501
Figure 20.4 – Plan du comté de Wolfe d'après le Cadastre, 1927 (BAnQ : 2684726). Sur ce plan cadastral figurent les anciens chemins de la colonie. Quelques sentiers sont également représentés. 501
Figure 20.5 – Extrait de la carte topographique 21E/13, 1925 (BAnQ : 2669870) illustrant les bâtiments qui sont localisés dans le hameau de Beaudoin-Centre. 502
Figure 20.6 – Extrait de la carte topographique 21/E13, 1925 (BAnQ : 2669870). Sur cet extrait sont illustrées quelques habitations sises autour du lac Nicolet..... 502
Figure 20.7 – Extrait de la carte topographique 21/E13, 1953 (BAnQ : 2670358). Sur cet extrait sont illustrées plusieurs habitations sises autour du lac Nicolet et point de rencontre des chemins Gosford et Saint-Philippe. 502
Figure 21.1 – Limites actuelles de la municipalité de Tingwick (Statistique Canada, 2014 : 2439025) 512
Figure 21.2 – Distribution des lots et des propriétés terriennes dans le canton de Tingwick, vers 1804 (tiré du Comité du 125e de Tingwick, 1987)..... 514
Figure 21.3 – Le canton de Tingwick en 1831 tel qu'arpenté par Joseph Bouchette (BAnQ : 90117). C'est le long du chemin Craig que se sont établis les premiers colons de Tingwick. 525
Figure 21.4 – Le canton de Tingwick en 1867 (BAnQ : 107580). Sur cette carte, la petite communauté de Tingwick prenait le nom de St-Patrick's Hill. 526
Figure 21.5 – Les municipalités de Tingwick et de Chénier sont présentées sur un plan cadastral de 1920 (BAnQ : 2684630). À noter : les premiers chemins de la colonie, dont le chemin Craig traversant le village de Pontgravé (Tingwick).... 526
Figure 21.6 – Extrait de la carte topographique 21E/13, 1934 (BAnQ : 2669951), illustrant le territoire de Tingwick et les nombreux chemins historiques qui parcourent son territoire. 527
Figure 21.7 – Extrait de la carte topographique 21E/13, 1934 (BAnQ : 2669951), illustrant le village de Tingwick (Saint-Patrice). 527
Figure 21.8 – Extrait de la carte topographique 21E/13, 1934 (BAnQ : 2669951), illustrant le hameau de Trout Brook..... 527

Figure 21.7 – Village de Tingwick où sont représentés des bâtiments à valeur patrimoniale. Tiré de la Société La Haye et Ouellet, 1982. 534
Figure 22.1 – Limites actuelles de la municipalité de Warwick (Statistique Canada, 2014 : 2439077) 541
Figure 22.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117). Aucun chemin ni aucune terre cultivée ne figurent sur cette carte ancienne. 559
Figure 22.3 – Extrait de la carte des Cantons de l'Est, 1867 (BAnQ : 107580) où se distinguent les premiers chemins de pénétration, soit le chemin de Saint-Albert et le chemin d'Arthabaska..... 560
Figure 22.4 – Le plan du village de Warwick en 1906 (BAnQ : 3031210)..... 561
Figure 22.5 – Extrait du plan cadastral de la MRC d'Arthabaska, 1920 (BAnQ : 2684630). Le village comprend déjà plusieurs rangs, routes et chemins de déplacement..... 562
Figure 22.6 – Extraits des cartes topographiques 21L/04 et 21E/13 datant de 1953..... 564
Figure 22.7 – Le noyau urbain de Warwick et les bâtiments patrimoniaux identifiés par la Société La Haye et Ouellet, 1982..... 565

CHAPITRE 1 : INTRODUCTION

Le patrimoine bâti compose une part centrale de l'identité collective. En tant que représentants matériels et culturels du savoir-faire, des idées et intérêts historiques de ceux nous ont précédés, ses caractéristiques contribuent à définir notre milieu de vie et nos intérêts économiques et sociaux. Certains bâtiments revêtent une valeur exceptionnelle en raison de leur architecture unique et vétuste et de leur importance historique et culturelle pour la communauté qui les a vus contribuer à l'essor de leur municipalité. Sur le territoire de la MRC d'Arthabaska, le patrimoine bâti correspond à une ressource essentiellement rurale répartie au sein d'une vingtaine de municipalités. Ce type de patrimoine fait partie intégrante du paysage culturel. Assurer un équilibre entre la modernité et le passé constitue tout un défi. Mieux connaître cette ressource permettra de mieux agir pour sa protection et la mise en valeur, de sorte que le citoyen et les administrateurs locaux et régionaux seront mieux outillés pour la reconnaître, la restaurer et la préserver.

Le projet de recherche historique et architecturale issu de la démarche politique et culturelle de la MRC d'Arthabaska et de l'Entente de développement culturel intervenue entre la MRC et le ministère de la Culture et des Communications (projet 14 et 15 EDC 2009-2012), a pour objectif la production d'un rapport de recherche et d'un macro-inventaire identifiant les lieux, les personnages et le patrimoine bâti significatifs de l'histoire culturelle des 22 municipalités de la MRC d'Arthabaska, la Ville de Victoriaville étant exclue. Ce projet de recherche historique est la première phase d'une action de sensibilisation au patrimoine culturel.

« Étudier, écrire l'histoire d'une paroisse, c'est surtout – peut-être d'abord – observer la vie paroissiale, tracer son évolution, faire ressortir ses transformations au fil des ans. » Ainsi s'exprimait Daniel Robert (1994 : 30) lorsqu'il décrivait la définition et le rôle de la paroisse dans le Bas-Canada du XIXe siècle. La notion de *paroisse* est intimement liée à celle de *l'Église* et l'auteur en donne la définition suivante :

> … tout simplement un territoire circonscrit et habité par une communauté de fidèles, ces deux éléments constitutifs étant indissociables l'une de l'autre puisque la paroisse s'entend à la fois comme une entité géographique et cellule sociale [deux dimensions de la paroisse]. Portion du territoire diocésain, elle est administrée par un curé qui a la charge d'âmes (*cura animarum*) et le Conseil de paroisse… (Robert, 1994 : 30).

Les nombreuses spéculations qui ont eu cours lors de la concession des derniers cantons du comté de Buckinghamshire au début des années 1800 ont retardé la colonisation véritable des Cantons de l'Est. La période d'occupations initiale du territoire arthabaskien débute au cours du XIXe siècle, à la fin de l'occupation millénaire amérindienne.

Afin d'établir une fine chronologie des occupations et d'identifier le potentiel de mise en valeur et de sensibilisation du patrimoine bâti des 22 municipalités inscrites à l'étude, différentes données de nature historique ont été extraites d'archives sorties de monographies, d'ouvrages de vulgarisation et de divers répertoires. Une présentation générale des caractéristiques géographiques et humaines du territoire à l'étude est offerte au chapitre 2. Au chapitre suivant (chapitre 3), la méthodologie de travail est présentée. Au chapitre 4, une analyse expose pour chacune des municipalités les facteurs ayant contribué à leur développement (caractéristiques physiques et humaines), les premiers colons et leurs origines, les faits historiques marquants, l'évolution du réseau routier et les recommandations liées au potentiel de mise en valeur. Les ouvrages et les ressources humaines consultés y sont également présentés. Enfin, un dernier chapitre (chapitre 5) résume les grands faits de l'histoire coloniale arthabaskienne et propose des voies afin de favoriser la protection et la mise en valeur du bâti qui a survécu aux aléas de l'occupation historique et moderne de ce territoire.

CHAPITRE 2 : MÉTHODOLOGIE

2.1 Mandat et territoire concerné

Le mandat octroyé par la MRC d'Arthabaska consistait à réunir un maximum d'outils qui permettraient de mieux comprendre l'histoire de son territoire en identifiant les lieux, les personnages et le patrimoine culturel significatif de la MRC de façon à réfléchir sur les actions qui pourraient être envisagées pour protéger et mettre en valeur le patrimoine bâti, véritable jalon de cette histoire.

L'étude effectuée englobe tout le territoire de la MRC d'Arthabaska, à l'exception du territoire couvert par la Ville de Victoriaville, soit un total de 22 municipalités. Elle se veut générale et explore diverses avenues sans prétendre avoir toutes les réponses. De même, elle prend en compte l'état actuel des connaissances. Cette étude non exhaustive du patrimoine historique arthabaskien permet cependant d'offrir un modèle de gestion et de mise en valeur des ressources en patrimoine bâti prenant en compte les différentes composantes du patrimoine.

2.2 Étapes de réalisation

La première étape du projet de recherche a consisté à réunir les principaux outils nécessaires à la mise en œuvre du projet et à définir les objectifs spécifiques, la méthodologie et le cheminement du projet. Une rencontre de démarrage entre les intervenants de la MRC d'Arthabaska et la chargée de projet a ainsi été réalisée afin de déterminer les aspects techniques et scientifiques de l'étude. Par la suite, des rencontres trimestrielles ont permis de faire un suivi de l'évolution du projet.

La deuxième étape du projet a consisté à consulter divers documents de nature historique afin d'élaborer la chronologie des occupations du territoire de la MRC d'Arthabaska. À cette étape, le chercheur rassemble les informations relatives à des questionnements précis, en l'occurrence l'histoire coloniale, les acteurs principaux et, dans la mesure du possible, la caractérisation des bâtiments anciens. Des tableaux de synthèse ont été créés pour colliger la plupart de ces données.

L'analyse prend compte également des biens patrimoniaux immobiliers du territoire ayant un statut légal. C'est le *Répertoire du patrimoine culturel du Québec* (MCC, 2013) qui a permis de dresser l'inventaire de ces éléments. La Loi sur les Biens culturels (1986), devenue Loi sur le patrimoine culturel depuis 2012, encourage et guide depuis sa

création, les municipalités à protéger leur patrimoine par la citation de monuments historiques et la constitution de sites du patrimoine. Il en est de même avec les désignations accordées par le gouvernement fédéral sur les lieux historiques et archéologiques de la région. Voici les différents statuts pris en compte pour chacun des éléments culturels :

- Le classement et la reconnaissance (mesure de protection légale provinciale, référence : Loi sur le patrimoine culturel)
- La désignation (mesure de protection légale fédérale)
- La citation et la constitution d'un site du patrimoine (mesure de protection légale utilisée par les municipalités, référence : Loi sur le patrimoine culturel)
- Le plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA, règlement municipal, référence : Loi sur l'aménagement et l'urbanisme).

Plusieurs municipalités appliquent dorénavant le plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA), un outil de gestion de leur territoire, en plus de participer au respect du Plan de développement et d'aménagement de la MRC d'Arthabaska. Un regard a été porté sur cet aspect de la définition de ce vaste territoire.

Une fois l'acquisition de données complétées, la dernière étape a consisté à produire un rapport de recherche et un macro-inventaire préliminaire du patrimoine culturel de la MRC d'Arthabaska (excluant la ville de Victoriaville). Ce rapport comprend ainsi les éléments soutirés d'une analyse et d'une interprétation de données entourant l'histoire locale et régionale. Il comprend également une section énonçant les différentes recommandations qui permettent d'aller plus avant dans la reconnaissance patrimoniale, la mise en valeur du patrimoine bâti et la sensibilisation de la population face à l'occupation historique de son territoire.

2.3 Ressources en histoire et patrimoine bâti

Sur le territoire de la MRC d'Arthabaska, la Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville génère une quantité importante d'archives régionales. Fondé en 2002, cet organisme assure la conservation et à la diffusion de différents fonds d'archives à caractère culturel ou patrimonial.

Au niveau municipal, les ressources historiques se trouvent principalement au sein des communautés religieuses et les fabriques de paroisses. La tenue des registres de baptêmes, de mariages et de sépultures au Québec est une institution qui remonte aux origines de la colonie. Ces registres débutent habituellement lors de l'ouverture d'une

mission, alors qu'un prêtre-desservant assure la communion des pionniers réunis en petits hameaux de village. Au-delà de leur valeur juridique, les registres paroissiaux ont acquis avec le temps une fonction scientifique et historique en alimentant les analyses de la démographie, de la migration, de la natalité, de la nuptialité, de la mortalité, etc. Ces registres décrivent ainsi le progrès du peuplement sur le territoire. Par l'entremise des procès-verbaux produits depuis leur érection civile, les municipalités ont également généré de bonnes sources d'informations sur le développement des communautés. Dans la majorité des municipalités, des monographies de paroisses ont été produites pour célébrer les 100e, 125e ou 150e anniversaires de leur fondation. Ces documents regorgent de données inédites et d'archives en colligeant très souvent les données chiffrées primaires mentionnées plus haut.

Quelques documents anciens abordent l'histoire de l'occupation euroquébécoise de la région des Bois-Francs (Day, 1863; Mailhot, 1914; Caron, 1923; Magnan, 1925; Saint-Amant, 1932; Comité d'initiative des Bois-Francs, 1959; Martel, 1960), sans oublier les textes rapportés par les premiers missionnaires (Suzor, Ph. H., 1892). En outre, le ministère des Affaires culturelles avait amorcé à la fin des années 70 un projet de documentation patrimoniale par la production d'un macro-inventaire dans la région de la MRC d'Arthabaska (Beaudet, 1984; Brunelle, 1980; CELAT, 1982; Société La Haye et Ouellet, 1982; Cyr, 1980; Chouinard, 1980; MRC d'Arthabaska, 1984; Parent, 1980a; 1980b; 1980c; 1980d; Roy, 1980a; 1980b; Ruel-Bouillon, 1980; Quintin, 1980). Ce projet d'inventaire avait pour objectifs de satisfaire aux exigences de l'article 5.5 de la nouvelle Loi sur l'aménagement et, ainsi, d'offrir à la MRC des outils de gestion du patrimoine architectural et des pistes de réflexion pour maniement des données historiques, ethnologiques et archéologiques dans le cadre de l'élaboration d'un schéma d'aménagement. Cette initiative a été engendrée par la parution d'ouvrages spécialisés par des particuliers ou spécialistes de l'histoire culturelle et du patrimoine bâti (Kesteman, 1976; Carrier *et al.*, 1977; Hardy *et al.* 1977; Fournier, 1978; Hardy, 1979; Bergevin, 1981). Notons également la présence de documents dédiés à la vie de certains personnages qui ont laissé une marque importante dans la collectivité, tels que Louis-Victor (1950); Antoine (1961); Bécotte (1974); Fleury (1994). Il faudra attendre la fin des années 90, mais surtout le début des années 2000 pour voir se développer divers répertoires de données historiques : patrimoine économique (moulins), patrimoine institutionnel (églises, presbytères, cimetières, croix de chemin), patrimoine immatériel (baptême, mariage, décès), patrimoine architectural et même, patrimoine photographique (Mathieu, 2009). C'est également à la fin des années 90 qu'un intérêt marqué pour l'histoire et le patrimoine régional se fait sentir et favorisera la création de base de données et de documents plus spécialisés (Hallé, 1994; Lambert 1998; Paul, 1998; Bergeron 1999; Gendron 1999; Martin 1999; Little, 2006; Auclair, 2007; Kesteman, 2007; Lemire, 2007; Pépin, 2007; Farfan, 2008; Palemer 2008; Bernard et Perron, 2009;

Croteau 2009; Desrochers 2009; Laperrière, 2009; Giroux 2010). Un répertoire de données bibliographiques et d'archives voit également le jour durant cette période (Geiser, 1999). La création du *Répertoire du patrimoine culturel du Québec* en 1986 (MCC, 2013) permet aujourd'hui d'accéder à des données historiques sur l'ensemble du territoire québécois. Ce répertoire regroupe tous les biens mobiliers et immobiliers qui portent une reconnaissance municipale, provinciale ou fédérale. Enfin, une base de données en histoire régionale du Centre-du-Québec est disponible au http://cdq.cieq.ca/ et répertorie des informations historiques sous la forme de fiches documentaires tirées de journaux, d'études, de brochures et de documents d'archives. Elle également rend accessible des illustrations et présentent des références bibliographiques pertinentes.

Dans le cadre de notre enquête sur l'histoire des municipalités de la MRC d'Arthabaska, il s'agissait davantage d'offrir un aperçu de l'histoire coloniale et historique et des avenues de recherches et de mise en valeur plutôt que d'exploiter avec exhaustivité l'ensemble des données disponibles pour cette région. Pour cette raison, ce sont essentiellement les monographies de paroisse et les livres consacrés à l'histoire des Bois-Francs qui ont fourni les données contextuelles relatées dans cette recherche. Bien qu'ils souffrent souvent de rigueur scientifique (auteurs, références), ces documents ont habituellement été conçus à l'aide des registres diocésains, paroissiaux, municipaux, scolaires ainsi qu'avec des procès-verbaux tirés des délibérations des divers organismes sociaux ou religieux et recèlent ainsi quantité de données primaires et inédites. Notre analyse de ces documents a permis d'établir la chronologie des occupations et les événements pertinents du développement des municipalités concernées. Elles ont aussi mené à l'identification des plus anciens tronçons routiers, des premiers colons et leur famille, du choix des emplacements, de l'appartenance culturelle du bâti ancien de ces municipalités et des données de nature historique qui sont associées à ce bâti. Ont ainsi été puisés des éléments d'histoire locale (colon-fondateur, colon-colonisateur, premiers bâtiments, leur fonction et leur localisation), diverses analyses (natalité, mortalité, mouvements migratoires) ainsi que des histoires de famille (événements marquants).

L'étude du potentiel historique architectural d'un territoire passe également par l'analyse de plans de ville ou de village généralement dressés à la suite de son incorporation. Certaines municipalités ont des plans d'agglomérations réalisés par des compagnies d'assurances. Ainsi, la ville de Warwick a été représentée en 1909 et 1953 en plusieurs feuillets où apparaît la localisation des constructions, ce qui facilite le repérage. Il en est de même pour Kingsey Falls où un plan de ville réalisé en 1906 permet d'apprécie la position du bâti ancien. Lorsque des caractéristiques des bâtiments sont présentées, l'âge des constructions peut être évalué et comparé à l'âge des registres fonciers. En l'absence de plan de ville ou de village, le plan cadastral de la paroisse élaboré à la fin du XIXe siècle permet d'étudier le morcellement des terres découlant de l'agglomération du

village ou de la ville, la dimension des anciens emplacements et le nom des propriétaires. L'étude des cartes anciennes permet également d'analyser l'état du réseau de déplacement et son évolution au cours du développement du territoire. Tant le réseau routier que le chemin de fer ont eu une incidence sur ce développement. Sur ces cartes apparaissent également des bâtiments, dont certains sont identifiés à l'aide d'une légende plus spécifique (ex. l'église, le bureau de poste, les moulins à scie, les forges, etc.). Il sera possible pour le lecteur, les agents culturels ou autres intervenants, d'examiner les détails des différentes cartes présentées au rapport, à l'aide des numéros de dossier, en consultant directement le site de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ).

CHAPITRE 3 : PALÉOÉCOLOGIE DU TERRITOIRE

La Municipalité régionale de comté d'Arthabaska est située à l'extrémité sud de la région administrative du Centre-du-Québec. Son territoire physique sera connu comme le pays des Bois-Francs à l'orée du XIXe siècle (Desrochers, 2009 : 6).

L'occupation humaine d'un territoire est intimement liée à ses caractéristiques physiques, celles-ci générant des ressources de subsistance que ces acteurs ont été en mesure de s'approprier. Dans le territoire arthabaskien, le réseau hydrographique et les espaces s'insèrent dans un contexte physio-géographique relativement jeune aux multiples expressions, où se distinguaient à l'époque historique un domaine forestier millénaire et une faune sauvage tout aussi ancienne.

3.1 Géomorphologie du territoire

Jusque vers 13 000 ans AA, une calotte glaciaire recouvrait le territoire sud-québécois de sorte qu'aucune occupation humaine n'était envisageable. Une dernière avancée glaciaire a généré la moraine d'Ulverton-Tingwick (13 500 – 13 100 ans calBP) qui comprend tout un mélange de matériaux lithiques arrachés par la force des glaces. À la suite du retrait glaciaire, le lac Candona (13 100 – 13 000 ans calBP) puis la mer de Champlain (13 000 – 10 500 ans calBP) dominaient l'espace de la MRC d'Arthabaska (Occhietti et Richard, 2003).

La MRC d'Arthabaska étant situé aux confins de la plaine laurentienne formée par cette mer a été l'une des premières à se libérer de ces eaux saumâtres, vers 10 500 calBP. Sa position dans cet espace favorisait théoriquement l'occupation de son territoire à partir de cette date où pouvaient se positionner des paléoplages. Des plans d'eau ont persisté après le retrait marin limitant du même coup l'occupation de certains espaces : « L'endiguement d'un tel plan d'eau [mer de Champlain] permettrait aussi d'expliquer la mise en place de rivages anciens dont les formes ont été relevées plus en amont dans la vallée. Ce scénario a déjà permis d'expliquer l'existence d'une trentaine de plans d'eau qui ont continué d'occuper plusieurs vallées de la région voisine du Haut Saint-François, après la vidange des lacs de barrage glaciaire » (Larocque *et al.*, 2003).

Comme il fut ennoyé par une mer, le territoire de la MRC d'Arthabaska dans sa portion nord-ouest est couvert d'argile et de sable marin qui caractérise la plaine du Saint-Laurent. Dans sa portion sud-est, les Appalaches dominent le paysage avec ses hauts plateaux et montagnes plissées. La portion centrale de la MRC se qualifie ainsi comme « une région inclinée aux formes ondulées, constituées de matériaux d'érosion étalés au

pied d'un ensemble montagneux » (Blanchard, 1937 dans Gendron, 1999 : 21), que Raoul Blanchard nomma le piémont des Appalaches. Ce paysage parsemé de petites collines aux crêtes rocheuses forme ainsi un relief de transition entre la région particulièrement plane des basses terres du Saint-Laurent et les hauts plateaux rocheux des Appalaches.

3.2 Hydrographie

Le territoire de la MRC comprend deux bassins hydrographiques qui vidangent les eaux appalachiennes vers le fleuve Saint-Laurent. Les rivières Nicolet, Nicolet Sud-Ouest et Buldstrode constituent le bassin de la rivière Nicolet et occupent l'essentiel du territoire arthabaskien. Le bassin de la rivière Bécancour occupe quant à lui la portion nord du territoire. Les deux bassins versants du réseau hydrographique arthabaskien prennent leur source dans les Appalaches et se dirigent vers le fleuve Saint-Laurent pour s'y déverser. Leur débit est plus fort sur le plateau des Appalaches alors que dans la plaine, elles deviennent sinueuses et serpentent les basses terres sans présenter d'importantes variations. Le débit de ces rivières est cependant variable selon la saison et des chutes ou cascades en jalonnent leurs cours, notamment dans le secteur qui traverse le piémont des Appalaches.

3.3 Ressources naturelles

Avant l'aménagement du territoire rural tel que nous le connaissons actuellement, la région du sud du Québec était recouverte d'une dense forêt mixte composée essentiellement d'érables, de hêtres, de bouleaux, de tilleuls, de sapins, de cèdres et de pins. Les conditions climatiques étaient particulièrement chaudes et optimales pour la pratique de l'horticulture et de l'agriculture, tant pour les Eurocanadiens que pour les Amérindiens. Associée à ce domaine forestier, une faune diversifiée occupait les différents milieux de vie (biomes) : les terrasses fluviales, les marais, les Appalaches. Le sol sableux recouvre normalement un niveau d'argile (vestige de la mer de Champlain) dans la plaine, apprécié pour sa teneur élevée en matière organique. Quant au sous-sol appalachien, il comporte des ressources lithiques (pierres denses de qualité pour la taille) et minérales (cuivre, amiante, antimoine).

3.4 Conclusion

L'occupation du territoire d'Arthabaska se relie à sa composition géographique. Le territoire se compose de basses terres et de plateaux qui forment deux entités différentes. Cette diversité se répercute dans les formes d'exploitation des ressources, mais aussi dans la croissance des activités de colonisation au cours des siècles. La circulation sur le territoire est caractérisée par l'accès au vaste réseau hydrographique. D'est en ouest, le réseau des rivières et des lacs traverse les terres de « l'arrière-pays ». Les différentes phases d'occupation du territoire sont tributaires du potentiel économique de l'espace arthabaskien.

CHAPITRE 4 : HISTOIRE DES MUNICIPALITÉS ARTHABASKIENNES

4.1 Chesterville

L'essentiel des données concernant l'histoire de Chesterville a été acquis à la lecture et l'analyse d'une monographie historique publiée en 1986 à l'occasion du 125e anniversaire de la municipalité. Ce document regroupe des données d'archives sur les conditions de l'arrivée des premiers colons, les premières familles à s'être établies et l'évolution du cadre religieux, municipal, scolaire et économique. Des données pertinentes au sujet de la création d'un noyau protestant ont également été extraites d'un ouvrage réalisé par Florent Charest en 2011 et un autre par Monique Giroux (s.d).

À ces sources d'informations s'ajoutent la consultation de divers répertoires renfermant la liste des biens ou sites patrimoniaux ayant une valeur culturelle majeure, tels que le Répertoire du patrimoine culturel du Québec (MCC, 2013), le Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens (Parc Canada, 2013), le Répertoire des lieux de culte du Québec (MCC, 2012), le Répertoire des croix de chemin (Milot et Simard, 1994), le Répertoire toponymique du Québec (Commission de toponymie du Québec, 2013), l'Inventaire des sites archéologiques du Québec (MCC, 2013), le Répertoire de cartographie numérique du site de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec et divers macro-inventaires mandatés par le ministère des Affaires culturelles et élaborés à compter des années 1980 dont ceux du CÉLAT (1980) et de la Société La Haye et Ouellet (1982). Ces documents ont permis d'établir l'état des connaissances et la valeur patrimoniale déjà inventoriée, reconnue, classée ou simplement répertoriée de certains bâtiments.

4.1.1 Site d'implantation

La municipalité de Chesterville, autrefois connue sous le nom de Chester Ouest, est essentiellement située dans le canton de Chester. Le territoire occupe les 6e et 11e rangs de Chester en intégrant une partie du canton de Tingwick. La municipalité est enserrée entre les municipalités de Saint-Christophe d'Arthabaska, Saint-Norbert-d'Arthabaska et Sainte-Hélène-de-Chester au nord, Saint-Fortunat à l'est, Notre-Dame-de-Ham et Saint-Rémi-de-Tingwick au sud et Tingwick à l'ouest (figure 1.1). Le cours d'eau le plus important est la rivière Nicolet qui traverse son territoire dans un axe général sud-est/nord-ouest.

La municipalité est reconnue pour son panorama montagneux spectaculaire qui lui a valu la désignation de « Petite Suisse du Québec ». Occupant la région physio-géographique

des Appalaches, cette région présente des surfaces inclinées, des bombements rocheux et des vallées de rivières bien encaissées dans le roc. L'altitude variant entre 150 et 350 mètres (ANMM) est ainsi ponctuée de collines culminant à 500 mètres (ANMM) où plusieurs sommets se démarquent majestueusement.



Figure 1.1 – Limites actuelles de la municipalité de Chesterville (Statistique Canada, 2014 : 2439030)

La roche mère affleure donc en plusieurs endroits et une quantité appréciable de blocs et de cailloux intègrent le sol sableux la recouvrant. Aux bas des pentes se profilent souvent des zones marécageuses et ravinées. L'ensemble de ces caractéristiques concourt à donner à la région de magnifiques points de vue, mais en même temps de mauvaises qualités de culture. Et pourtant, au tournant du XXe siècle, presque tous les lots du canton de Chester seront occupés et les sols qui y sont cultivés procureront un rendement suffisant pour la survie des familles. La forêt étant composée d'érables, de hêtres, de bouleaux, de tilleuls, de sapins et de cèdres, elles témoignent de la bonne fertilité du sol malgré la présence d'un substrat généralement sableux et pauvre en dépôts organiques.

4.1.2 Familles et personnages

Les premiers colons

Malgré l'octroi rapide de terres par le gouvernement, les spéculations ont retardé quelque peu la colonisation du canton de Chester où il faudra attendre environ une vingtaine d'années suite à l'arpentage du canton (1802) pour que des lots soient occupés par les

premiers colons. En effet, profitant de ce mouvement de rétrocession frauduleuse de grandes superficies de terrain vers la fin du XVIIIe siècle, Simon McTavish se voit octroyer 11 550 acres de terre dans le canton de Chester sans jamais y mettre les pieds (De L'Isle, 1986 : 3). Celui-ci profitera de l'intérêt des colons pour cette région afin d'empocher d'importantes sommes d'argent.

Une étude de la Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville (Giroux, s.d) a réussi à démontrer qu'un certain M. Brook, dont les origines sont méconnues, serait le premier colon à s'établir sur le futur territoire de Chesterville. Celui-ci opérait une auberge sise le long du chemin Craig, où il offrait principalement le déjeuner aux passants qui y faisaient halte. Cette auberge a dû être établie peu de temps après l'aménagement du chemin Craig, soit après 1810. À la suite de la noyade de M. Brook dans la rivière qui porte aujourd'hui son nom, la tradition orale affirme que l'auberge a été exploitée par la famille Goodhue qui arriva en terre chestervilloise en 1821 en provenance du New Hampshire, via le Maine. Cette famille protestante était composée de James Goodhue, de sa femme Elizabeth Perkins et de leurs trois enfants : Julia, James fils et Nathaniel. Trois autres enfants Goodhue sont par la suite nés dans le canton de Chester : Jacob, Joseph et Elizabeth.

La famille Goodhue ne se limita pas à tenir auberge. Elle exploita également le sol en ensemençant des patates qu'elle réussissait à vendre aux premiers colons des cantons voisins, notamment à Charles Beauchesne, premier colon de Saint-Christophe-d'Arthabaska. James Goodhue réservait cependant une bonne partie des récoltes à la confection d'un whisky à base de patates qui était, semble-t-il, particulièrement apprécié des voyageurs.

L'emplacement exact de cette auberge reste encore un mystère. Charest (2011) mentionne qu'elle était située près du Coin Saint-Philippe, alors que Giroux souligne que M. Brook avait installé son commerce le long du chemin Craig. Est-ce que Goodhue aurait déplacé son auberge vers le hameau de Saint-Philippe après l'arrivée massive de la population canadienne-française? La question méritera d'être développée.

Si le titre de pionniers-colonisateurs est accordé à MM. Brook et Goodhue, le titre de colon-fondateur revient vraisemblablement à Charles Houd dit Desrochers, originaire de Sainte-Croix-de-Lotbinière. Alors dans la mi-vingtaine, il entreprit un voyage au printemps 1849 à la recherche d'une terre à occuper. Il aurait alors parcouru le cours de la rivière Nicolet en traversant les terres montagneuses des Appalaches pour atteindre le 7e lot du 10e rang de Chester (ce lieu appartiendra plus tard au hameau de Saint-Philippe). Il entreprendra rapidement le défrichage d'une partie de cette terre où il construira sa

première cabane de bois rond. Il épousait la même année Hermine Tourigny originaire de la mission de Saint-Christophe. De cette union sont nés plusieurs enfants, dont Nazaire, l'ainé, qui fut le premier de Chester-Ouest à être baptisé dans la paroisse de Saint-Norbert. Après quelques années de travail sur sa terre, Charles l'échangea contre celle de Zoël Béliveau situé sur le 18e lot du 11e rang de Chester.

L'année suivant l'arrivée de Charles Desrochers, deux colons originaires de Saint-Jean-Chrysostome se présenteront en terres chestervilloises, Louis-Hyppolyte Hinse qui se maria à Henriette Demers de Saint-Jean-Chrysostome, et Louis Demers qui épousa Antoinette Bruneau originaire de Saint-Louis-de-Blandford. Ses familles s'installeront sur deux lots voisins du 11e rang.

L'exemple de ces premiers défricheurs a assurément influencé l'arrivée de nouveaux colons, puisqu'à partir de l'automne 1850, plus d'une dizaine de familles originaires de Saint-Jean-Chrysostome se présenta dans le canton de Chester avec la ferme intention d'en défricher les terres. André Simoneau, Firmin Hinse, Magloire Hinse, Julien Demers, Damase Hinse, Vital Cantin, Magloire Roberge Pierre Roberge, Jacques Dubois, Gobert Dubois et Moïse Boutin, comptent parmi ses pionniers. Autour des mêmes années arrivent Zoël Béliveau de Saint-Grégoire de Nicolet et Étienne, Jean, Jacques et Charles Campagna de Saint-Gervais de Bellechasse.

Origine des familles

Comme présenté plus haut, les premiers colons de Chesterville sont des loyalistes dont les origines sont variées : ils sont Irlandais, Écossais ou Anglais. Ainsi, M. Brook, James Goodhue et sa famille, mais aussi Jasper E. Emerson et son épouse Poly Pope, Thomas Booth et son épouse Émilie Emerson, sœur de Jasper, ont emprunté le chemin Craig vers 1815 pour atteindre les Appalaches et se sont installés sur des lots du rang Craig. Leur histoire est cependant mal connue, puisque les registres n'en font que rarement référence. Florent Charest (2011) mentionne cependant que c'est grâce à l'octroi de terre par le gouvernement entre autres dans le canton de Garthby, Ham et Chester-Ouest, et grâce à l'aménagement du chemin Craig, que ces colons auraient spécifiquement choisi Chester-Ouest comme lieu d'établissement.

Les premiers colons d'origine canadienne-française emprunteront d'abord le chemin Craig (1810), mais aussi le chemin Saint-Philippe mis en service au milieu de XIXe siècle. Il semble que certains voyageront au travers des Cantons de l'Est grâce au cours sinueux de la rivière Nicolet, comme c'est le cas pour le colon fondateur Charles Houd dit Desrochers. Les colons sont en majorité originaires des seigneuries prospères établies

le long du Saint-Laurent, principalement Sainte-Croix-de-Lotbinière, Saint-Jean-Chrysostome et Nicolet. La région beauceronne (dont Bellechasse) constitue également un foyer d'émigrants importants compte tenu du passage du chemin Craig dans cette région. Enfin, un peu plus tard, des colons ont également migré des paroisses adjacentes comme Saint-Christophe-d'Arthabaska et Ham-Nord.

Personnages importants

Parmi les personnages qui ont marqué l'histoire de la municipalité de Chesterville, la communauté garde en mémoire la bonté du **Frère Dominique Campagna**. Né Cléophas Campagna le 21 mai 1902 à Chesterville, le frère Dominique Campagna devint membre congrégation des Frères du Sacré-Cœur. Homme lettré, il était éducateur et directeur d'école puis devint l'un des pionniers de la généalogie au Québec en fondant l'Association des familles Campagna. Il fut auteur et éditeur de nombreux ouvrages sur la généalogie et il marqua le cœur des Québécois grâce à ses talents de conteurs d'histoire.

4.1.3 Faits historiques

Histoire religieuse

La municipalité de Chesterville a vu naître deux types d'institutions religieuses sur son territoire : l'institution catholique et l'institution protestante. Les habitants identifiés à chacune de ces pratiques se sont côtoyés pendant près de 50 ans.

Les catholiques de Chesterville

Les premiers colons devaient se rendre à Saint-Norbert ou à Arthabaskaville pour assister aux services religieux, puisque dans les premiers temps, la colonie ne comptait ni chapelle ni missionnaire. Entre 1851 et 1857, les habitants de Chester Ouest sont desservis par l'abbé Philippe Hippolyte Suzor, premier curé de la paroisse de Saint-Christophe et premier missionnaire de Chester Ouest, la première messe étant célébrée en 1855, dans la maison de Moïse Dupuis située au Coin Saint-Philippe sur le 9e lot du 10e rang. Avant 1860, les baptêmes, les mariages et les funérailles des catholiques du canton de Chester étaient célébrés à Warwick, Arthabaska, Somerset et Saint-Norbert, où se rendait le missionnaire.

Lorsque l'augmentation démographique le permettait enfin, les curés de Saint-Norbert et de Saint-Christophe-d'Arthabaska, J.O. Prince et P. H. Suzor, ont dû assumer la tâche de choisir l'emplacement de la première chapelle. Deux emplacements prometteurs avaient été sélectionnés. Le premier était le terrain de Jasper Edward Emerson où se trouvait déjà un magasin général (emplacement de l'église actuelle) et le deuxième était le site du Coin Saint-Philippe, où se démarquait aussi un noyau de peuplement. Comme la première terre appartenait, semble-t-il, à un protestant[1] (les négociations auraient été difficiles) et que la seconde a été offerte par son propriétaire, Joseph Pellerin, ce fut ce dernier emplacement, non sans mécontentement, qui fut choisi.

La construction de la chapelle de bois de 12,2 m (40 pieds) sur 9,1 m (30 pieds) s'amorça au printemps 1856 sur le 10e lot du 10e rang du Coin Saint-Philippe, malgré la présence d'un sol marécageux. La chapelle fut bénie le 12 février 1857.

La communauté dut cependant attendre quelque trois années, en 1860, avant l'arrivée d'un premier missionnaire résident, l'abbé Damase Sicard de Carufel. Les premiers registres paroissiaux sont ouverts durant cette même année. Le site de la chapelle accueillit en 1862 un presbytère et une sacristie qui servit aussi d'école.

La chapelle venait à peine d'être construite qu'elle était déjà trop petite pour les 1 930 paroissiens catholiques. En 1859, ses dimensions étaient insuffisantes, mais son état était aussi particulièrement délabré. De plus, son emplacement fut de nouveau remis en question puisqu'elle ne se trouvait plus au centre des intérêts. Les habitants qui étaient favorables au lot 5 du rang Craig Sud pour l'établissement de la première chapelle reviennent en force pour implanter une nouvelle chapelle sur ce territoire. Ses mêmes contestataires semblaient également désappointés de la présence de l'auberge Goodhue au coin Saint-Philippe, « … les pères de famille auraient pu se réfugier en traversant la rue pour échapper aux trop longs sermons du dimanche (Charest, 2011 : 17) ».

Les demandes de transfert de la chapelle ont duré plus de dix ans (Charest, 2011 : 25). Étant donnée l'impossibilité de favoriser une implantation au centre du territoire, le site actuel de l'église (lot 5 du rang Craig Sud) sur lequel une croix du jubilé avait été implantée en 1857 fut retenu pour la construction de la seconde chapelle. Le décret a été donné par Mgr Laflèche en 1871, lequel permettait la construction d'une chapelle en

[1] Les registres soulignent que le premier titre légal de propriété du lot 5 du rang Craig Sud a été accordé à Jasper Emerson ou son représentant en 1882. Conséquemment, en 1855, lorsque le site du premier lieu de culte a été choisi, Emerson n'était pas le propriétaire de ce lot et alors l'histoire des événements entourant l'établissement de la chapelle se serait déroulée autrement si la population avait été mise au courant (Charest, 2011 : 31).

bois, d'une nouvelle sacristie et d'un presbytère sur la terre reçue de Thomas Booth (mandaté en 1865 pour gérer les intérêts de son beau-frère Jasper. E. Emerson) en guise de quittance d'hypothèque et au profit de la construction du lieu de culte. Ce projet reçut encore une fois les contestations de quelques paroissiens, mais il fut réalisé assez rapidement par les habitants du bas de la paroisse qu'il a été possible de bénir la chapelle le 30 janvier 1873. Le refus du transfert des ornements de la vieille chapelle amena le vicaire général et administrateur du diocèse, Charles-Olivier Caron, à interdire l'utilisation de la vieille chapelle pour réaliser des offices religieux (Charest, 2011 : 35-40).

En 1895, la chapelle est à nouveau trop petite et mal entretenue. Un projet d'église vit le jour grâce à Mgr Gravel. Construite par Johnny Bergeron et Louis Caron selon les plans de ce dernier, l'église reçut sa première messe le 12 mars 1897 et fut bénie le 16 août 1898 par Mgr Gravel.

Enfin, le presbytère actuel a été construit en 1876 au côté de la nouvelle chapelle. Cette dernière occupe aujourd'hui, sous la forme de vestiges enfouis, le terrain de stationnement actuel entre l'église et le presbytère. Quant à la vieille chapelle, elle fut vendue et déplacée au centre de la paroisse en octobre 1873.

Les curés qui se sont succédé à la paroisse de Saint-Paul-Apôtre durant la période historique sont nombreux (tableau 1.1). Seul deux curés y pratiquèrent plus de dix ans, soit le curé Bellemare durant la montée de la mission protestante, et le curé Masson au cours de la 2e Guerre mondiale au long de l'Après-Guerre.

Tableau 1.1 – Les missionnaires et curés catholiques de Chesterville

Nom	**Année**
Abbé Philippe Hippolyte Suzor (missionnaire)	1851-1857
Abbé Télesphore Lacoursière (missionnaire)	1857-1860
Abbé Damase Sicard de Carufel	1860-1866
Abbé Joseph-Agénor Moreau	1866-1875
Abbé Édouard Laflèche	1875-1878
Abbé Charles Trudel	1878-1883
Abbé Joseph-Dosithée Comeau	1883-1884
Abbé Jean-Baptiste Hercule Bellemare	1884-1898
Abbé Charles-Édouard Mailhot	1898-1908
Abbé Louis-Majorique Ouvrard-Laperrière	1898-1911
Abbé Joseph-Thomas Philippe Bourassa	1911-1916
Abbé Joseph Omer Melançon	1916-1925
Abbé Théobald Joyal	1925-1933
Abbé Joseph Léon Farly	1933-1938
Abbé Charles Masson	1938-1952

Les protestants de Chesterville

Avec les discordes entourant l'emplacement de la première chapelle sont apparus des comportements d'hostilité envers la religion catholique. Des ministres protestants du culte méthodiste parcouraient depuis quelque temps le territoire entre Danville et Saint-Paul pour assouvir les besoins des dissidents. Ces événements ont favorisé l'érection d'une chapelle protestante au Coin Saint-Philippe en 1893 laquelle fut desservie plus d'une vingtaine d'années.

Les années 1871-1873 sont marquées par la présence assidue de missionnaires protestants menant certaines familles se convertir au protestantisme. La famille d'Octave Dupuis, de Moyse St-Cyr et la famille Laprise font partie des familles nouvellement converties à la tradition méthodiste. En 1879, le rapport sur l'état de la paroisse souligne que les familles de Benjamin Roberge et Adélaïde Spénard sont également non-catholiques. Lorsque ces familles quittent la paroisse au début des années 1880 (les raisons de ce départ sont expliquées plus loin), le rapport de paroisse ne présente plus aucun protestant. Jasper E. Emerson a quitté la paroisse vers 1867. Quant à Thomas Booth, il se convertira au catholicisme en 1877 et deviendra alors maire de la paroisse en 1878 et entre 1884 et 1886. « La paix est revenue est le "mal", enfin éradiqué (Charest, 2011 : 57) », disait-on à cette époque.

L'étude de Charest (2011) mentionne que les succès obtenus chez les membres des familles Dupuis, Fortier, Roberge et St-Cyr, malgré leur départ pour d'autres paroisses, auraient stimulé la présence de missionnaires protestants dans la région. Ainsi, après 1883, les missionnaires continuent à visiter le village de Saint-Paul. Leur mission est appuyée dans la région par le prosélytisme d'Octave Dupuis qui distribue le journal du pasteur Thomas Dorion de Danville. À Saint-Philippe (comme ailleurs), la naissance et l'essor de la mission protestante dépendent de l'implication des familles qui adhèrent à la voie protestante. Les familles d'Arthur Perron, de Benjamin et Luc Gagnon, avec l'appui de quelques familles plus éloignées dont celle de Xavier Fortier et ses gendres, et celles du Rang de la Montagne à Saints-Martyrs-Canadiens [anciennement attaché à Ham-Nord], feront ainsi rayonner la mission protestante de Saint-Philippe. Les acteurs de la période 1870-1883 ont quitté Saint-Paul, mais, contre toute attente, la mission de Saint-Philippe se renouvelle. D'autres familles se convertissent alors, formant désormais un véritable noyau protestant : se joignent à la communauté protestante la famille Adélard Gagnon, beau-frère d'Arthur Perron, les parents d'Olivine Gagnon, épouse d'Arthur Perron, Jean-Baptiste Dupuis, le pasteur Augustin-François Rivard de même que plusieurs des enfants et des frères et sœurs d'Olivine Gagnon.

En 1892, la communauté protestante décide de se doter d'un lieu de culte qui leur est propre (1893). Pour ce faire, Jean-Baptiste Dupuis vend une parcelle de terre (partie du lot 341 anciennement inclus dans lot 9 du 10e rang de Chester) à « The Trustees of St-Paul de Chester Congregation of the Methodist Chruch ». Une maison est également construite pour le ministre responsable et l'école du dimanche. Dans le journal *L'Aurore* du 8 septembre 1894, il est mention du passage du pasteur Léopold Massicotte aux missions de « Saint-Philippe, North et South Ham » (Charest, 2011). Le nombre de membres de la Congrégation méthodiste est en croissance entre 1896 et 1903. À cette date, une trentaine de familles, incluant les résidents de Saint-Philippe, de Wotton (Xavier Fortier), de Saint-Adrien (Luc Gagnon et Moïse Dupuis fils) et de Ham-Nord (Rang de la Montagne). Cette dernière a d'ailleurs déjà une chapelle depuis plusieurs années. En 1904, un service religieux est offert à Saint-Philippe aux deux semaines et une école du soir permet de familiariser les jeunes à la lecture. Le nombre d'enfants augmente assez pour envisager l'ouverture d'une école de jour avec pensionnat, ce qui sera chose faite à l'automne 1904 avec la création de la municipalité scolaire protestante. Le presbytère a été aménagé pour y accueillir les élèves. Cette salle évangélique du presbytère méthodiste servait également de local pour les assemblées de la « Municipalité scolaire de Saint-Philippe de Chester ». En 1906, la nouvelle école est construite. En décembre 1906, des familles catholiques festoient avec les chrétiens évangéliques. Il semble que la présence des deux institutions ne créait pas d'animosité dans la paroisse.

L'année 1908 marque la fin de la mission Saint-Philippe au profit des missions plus populeuses d'Acton Vale et de Saint-Hyacinthe. La mission méthodiste deviendra la mission presbytérienne à Saint-Philippe. En 1909, un petit cimetière est aménagé à Saint-Philippe, ce qui permettra d'inhumer des défunts protestants dans la localité. Le pasteur Martin aurait cessé sa pratique à Saint-Philippe à l'été 1910. Le Rapport annuel de l'Église presbytérienne de l'année 1912 souligne qu'une classe était donnée à Saint-Philippe. Le pensionnat (dortoir) sera en usage entre 1915 et 1917. La démission du pasteur Henri Dubois amènera la fermeture de l'école, de son pensionnat et des services religieux de la mission. La fermeture de la mission et de l'école est cependant associée à plusieurs autres facteurs, dont la mort des pionniers de la mission, le départ de certaines familles dans d'autres communautés et le départ des jeunes à la Guerre. La diminution rapide de la communauté méthodiste et la dispersion des quelques familles restantes n'auraient pas favorisé le maintien des services de la mission.

Ainsi, malgré les dernières tentatives du début du XXe siècle pour sauver la mission et la commission scolaire dissidente de Saint-Philippe, celles-ci disparaîtront. Les enfants de protestants devront désormais fréquenter l'école française catholique de Saint-Philippe

ouverte en 1908 (Charest, 2011 : 93). Les immeubles sont vendus, le mobilier exporté et les corps sont exhumés du cimetière.

La chapelle protestante ferma ainsi définitivement ses portes en 1917. Elle était située à environ 50 mètres derrière le numéro civique 7201 du chemin Saint-Philippe (Charest, 2011 : 94). Elle fut achetée par Fortunat Rouleau en 1919. Lorsque son fils Fortunio devient propriétaire du terrain en 1943, il transforme l'emplacement du petit cimetière en jardin potager. En 1945, il déménagera la chapelle sur l'emplacement du numéro civique 7000 du chemin Saint-Philippe où elle brûlera en février 1983.

Histoire municipale

L'arrivée massive de colons canadiens-français au cours des années 1850 a favorisé l'érection de la municipalité dès 1859 avant même la formation de la paroisse. À cette époque, la population comptait déjà plus de 1 800 âmes. C'est donc dire que le territoire de Chesterville a été colonisé très rapidement. La paroisse catholique a été érigée canoniquement peu de temps après sa constitution légale, en 1861, sous le vocable « Saint-Paul-Apôtre ». Au début du XXe siècle, en 1903, le conseil municipal se divisera en deux pour former les conseils de village et de paroisse. Il faudra attendre plusieurs années, soit en 1982, pour voir la fusion du village de Chester et la municipalité du canton de Chester-Ouest en une seule municipalité qui prit le nom de Chesterville.

L'histoire scolaire

Une recherche en archives devra être réalisée pour bonifier les connaissances de l'histoire scolaire puisque la source consultée (Comité de l'album-souvenir, 1986) présentait peu de données à ce sujet. Néanmoins, cet ouvrage mentionne que les plus anciens registres scolaires où il est possible de retracer l'évolution du cadre scolaire sont datés de 1898. À cette époque, dix arrondissements occupent le territoire de Chesterville, chacun ayant son école, en plus de l'école du village. La tradition populaire raconte que la première école a été construite au Coin Saint-Philippe vers les années 1860 (Comité de l'album, 1986 : 49). La carte topographique présentée au chapitre suivant (figure 1.4) présente la localisation des maisons d'école dans les années 1930.

Histoire économique et industrielle

Il faut rappeler qu'au début de l'époque coloniale, les familles étaient généralement pauvres et autosuffisantes. Elles possédaient entre 2 et 3 vaches, un cochon et quelques poules et moutons, des bœufs et, parfois, un cheval. À proximité de la maison se trouvaient habituellement la grange-étable, le potager, un champ de patates et de choux de Siam. Les principales sources de revenus se limitaient, à cette époque, à la préparation de la potasse grâce au défrichage et à la production de sirop d'érable. Comme l'exploitation de la ferme ne suffisait pas toujours à assurer la subsistance des familles, certains membres quittaient la région saisonnièrement pour travailler aux États-Unis (d'où certains ne revenaient jamais) ou dans les forêts afin d'assurer un revenu supplémentaire.

Il y avait à Saint-Paul-de-Chester un moulin à farine exploité par Narcisse Durand dès 1852. Son emplacement n'est pas connu, mais les documents historiques précisent que les gens venaient d'aussi loin que Stanfold (Princeville) pour y faire moudre leurs grains. Ce moulin devait être situé près du Coin Saint-Philippe. Les moulins devenaient, comme les lieux de culte, des lieux de rencontre et d'échanges.

Comme il a été mentionné plus tôt, le choix de l'emplacement de l'église était névralgique pour la communauté. Le magasin général qui se trouvait à proximité de la deuxième chapelle et de la future église a longtemps permis à son tenancier de servir les clients après la messe du dimanche pour accommoder les colons des rangs éloignés. Un bureau de poste, quelques commerces et entreprises de service ont alors formé un noyau qui a rapidement pris l'allure d'un embryon de village à la croisée des chemins Saint-Philippe et Craig, à deux milles au nord-ouest du Coin Saint-Philippe qui avait accueilli la première chapelle.

C'est donc dire que la communauté de Chesterville développa avant la fin du XIXe siècle, deux centres d'activités où il était possible d'envisager, à un certain moment, l'établissement de deux villages distincts (Giroux, s.d). Les mécontentements face à l'emplacement du lieu de culte, soit dans le bas du canton soit d'en le haut, devaient prendre origine au sein du développement des commerces et petites industries.

Afin d'inciter les colons à demeurer sur leurs terres, le curé Charles Trudel entreprit dès 1879 plusieurs ovations où il s'exprima en faveur du travail local et régional. Il encourageait également les habitants à aller travailler à Saint-Christophe-d'Arthabaska où une manufacture de sucre de betterave devait s'établir. Alcide Fleury raconte que les cultivateurs de plusieurs municipalités environnant Saint-Christophe avaient accepté

d'ensemencer leur champ de betteraves et qu'un investisseur français, M. Legru, devait s'occuper de l'industrie. Malgré la bonne volonté des habitants, le projet n'aura jamais éclos.

C'est plutôt l'introduction de l'industrie laitière en 1884 qui favorisera l'économie de Chesterville. À cette époque, on retrouve dans la municipalité, deux moulins à farine, cinq moulins à scie et deux fromageries d'importance. Le commerce du beurre et du fromage était particulièrement florissant. Les ainés racontent qu'avec le temps et les besoins grandissants, s'est développée une beurrerie ou une fromagerie dans chacun des rangs de la municipalité.

L'agriculture rapportait peu en regard aux efforts qu'elle demandait (surtout l'absence de véhicules à moteur et de l'électricité) et face aux revenus plus importants générés par l'exploitation forestière, mais cette économie finit par devenir le pilier du développement chestervillois. Au même moment, l'achat et la vente des animaux se transformaient peu à peu en un véritable commerce local. Valère Croteau vers 1885 se distingua parmi les commerçants d'animaux dans la municipalité. Les ainés de la paroisse se souviennent aussi d'Ernest Laroche, ainsi que de ses fils qui lui ont succédé après sa mort. Le commerce local survivra jusqu'en 1950. À partir de cette époque, les commerçants d'animaux traditionnels ne sont plus les seuls liens commerciaux entre les cultivateurs de la région et les consommateurs, ce qui affectera les pratiques d'élevage de la période moderne.

Faits marquants

Les évènements les plus marquants de la municipalité correspondent sans nul doute aux discordes associées au choix de l'emplacement du culte religieux catholique. Les mécontentements étaient tels qu'aucune cérémonie n'a pu être réalisée à la suite de l'érection de la deuxième chapelle : les marguillers responsables, Israël Comtois et Richard Vachon, se sont opposés au transfert des vases sacrés et autres ornements du culte dans le nouveau lieu de culte. La résistance fut assez importante pour que, durant un mois, des hommes armés se soient relayés, jour et nuit, pour faire le guet à l'ancienne chapelle et empêcher cette mutation. En plus de créer de l'animosité entre les familles de la paroisse, cette discordance favorisa l'éclosion du culte protestant et l'érection d'une chapelle pour desservir les intérêts des dissidents. Enfin, les paroissiens qui se sont écartés de la ligne dictée par l'Église catholique, qui était, précisons-le, le moteur de l'évolution en milieu rural, se sont vu éventuellement exclu de la vie religieuse, sociale et parfois même économique (Charest, 2011 : 67). Les familles de Xavier Fortier et

« Régis » Laprise ont dû quitter la paroisse de Saint-Paul-de-Chester à la suite de leurs gestes qualifiés de libéraux. D'autres familles auraient ainsi quitté la paroisse pour les mêmes motifs.

4.1.4 Routes et chemins anciens

Les premiers chemins

Au début des années 1800, les gouverneurs favorisaient l'occupation des Cantons de l'Est par les loyalistes américains, ce qui devait permettre d'empêcher l'invasion américaine pour l'avancée de leur frontière, en plus de limiter l'occupation canadienne-française le long du fleuve. Pour ce faire, ils feront aménager des chemins de pénétration, dont les chemins Craig et Saint-Philippe qui ont, à leurs grandes surprises, avantageusement servi la migration de famille canadienne-française.

Le territoire de Chesterville doit donc ses premières occupations à l'aménagement d'un chemin de pénétration, le chemin Craig terminé en 1810 sous les directives de l'arpenteur Kilborne et du gouverneur Craig. Ce chemin parcourait les terres des Cantons de l'Est en suivant un axe général est-ouest et aurait favorisé le passage de voyageurs, de commerçants puis de familles à la recherche d'une terre fertile. Comme relevé par Joseph Bouchette en 1831 (figure 1.2), il s'avère que les premiers lots cultivés sont situés de part et d'autre de ce chemin.

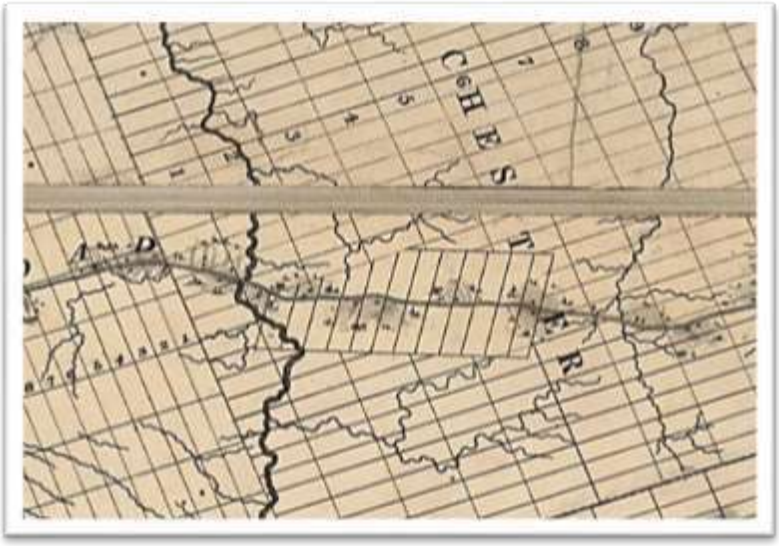

Figure 1.2 – Extrait du plan de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117). À cette époque, seul le chemin Craig permettait d'atteindre les terres boisées de la future municipalité de Chesterville.

Un autre chemin contribua substantiellement à l'occupation du canton de Chester. Il s'agit du chemin Saint-Philippe, connu aussi sous le nom de « chemin Pacaud », qui traversait les Cantons de l'Est dans un axe nord-sud à partir de 1853. L'origine de ce chemin résulte d'abord du besoin de relier le poste Coulombe établi sur le chemin de Gosford au chemin Craig qui passait précisément à Saint-Paul-de-Chester. Il faut ajouter à cette nécessité, celle de créer un lien plus direct entre les lignes américaines et les noyaux de colonisation des Cantons de l'Est, tel que décrit par Philippe Napoléon Pacaud dans son rapport dédiée à la couronne britannique :

> Ce chemin [Saint-Philippe] est la continuation du chemin de Mégantic et doit être considéré comme un des plus importants des Townships de l'Est, vu qu'il ouvre une communication directe avec le chemin de fer d'Arthabaska (…) Il commence sur le chemin de Craig, à un point qui se trouve à vingt-quatre chaînes et soixante-sept mailles du ruisseau Poudrier, traverse le township de Chester dans le huitième et septième rang; de là, il prend la ligne qui divise les Townships de Ham et celui de Wolfstown et la suit jusqu'au chemin Gosford (Vézina, 1988 : 34-35).

Le chemin Saint-Philippe porte encore aujourd'hui son appellation d'origine. Son emprise jouera un rôle prépondérant quant au choix de l'emplacement des deux noyaux résidentiels et commerciaux en favorisant l'implantation de colons à sa jonction avec le chemin Craig d'une part, et à un emplacement qui sera connu sous le nom de Coin Saint-Philippe, en aval du ruisseau Goupil, ce qui orienta le défrichement des terres à proximité de cet axe. Entre le chemin Goupil et la portion nord du canton de Ham, un embranchement partage les rangs 10 et 11 du canton de Chester. Prenant sa source sur le chemin Saint-Philippe dans Chester, il joint le village de Notre-Dame-de-Ham vers sud. Ce chemin a longtemps pris le nom de « rang des Binette ». Les actes notariés utilisent abondamment cette appellation pour désigner ce rang double et ses occupants (Charest, 2011 : 14).

À la figure 1.3 se distinguent le premier hameau d'occupation et les seconds chemins de pénétration, soit le rang Roberge menant à Saint-Christophe (devenant le chemin du Petit-9) et le chemin Saint-Philippe menant à Ham-Nord. À la figure 1.4, le plan cadastral permet d'observer l'évolution du réseau routier local qui a permis, d'une part, aux familles de se déplacer au sein de leur propre paroisse pour se rendre au centre institutionnel, aux commerces et chez les voisins et, d'autre part, de voyager vers d'autres municipalités plus aisément.

Parmi les premiers chemins de la colonie, les chemins du 1er, 2e, 3e et 4e rangs ont rapidement constitué le réseau routier privilégié. À ces chemins s'ajoutent les rangs Campagna, Desharnais, Hinse et Grenier ainsi que le chemin Goupil. La mémoire vivante

raconte que la paroisse comptait, vers les années 1900, une ferme avec maison et bâtiments en moyenne aux deux arpents et demi de front. Avec la masse démographique (plus de 2 000 âmes) et afin de permettre l'établissement d'autres colons, le conseil de la municipalité aurait prolongé des rangs dans les montagnes, dont le rang « petit-7 » (rang Pellerin) jusqu'au rang des Ramsay dans la « Grande ligne » de Ham, derrière le mont Sévigny. « Le chemin fut tracé, mais il semble que personne ne s'y soit établi, affirme le comité de l'album (1986 : 36). »

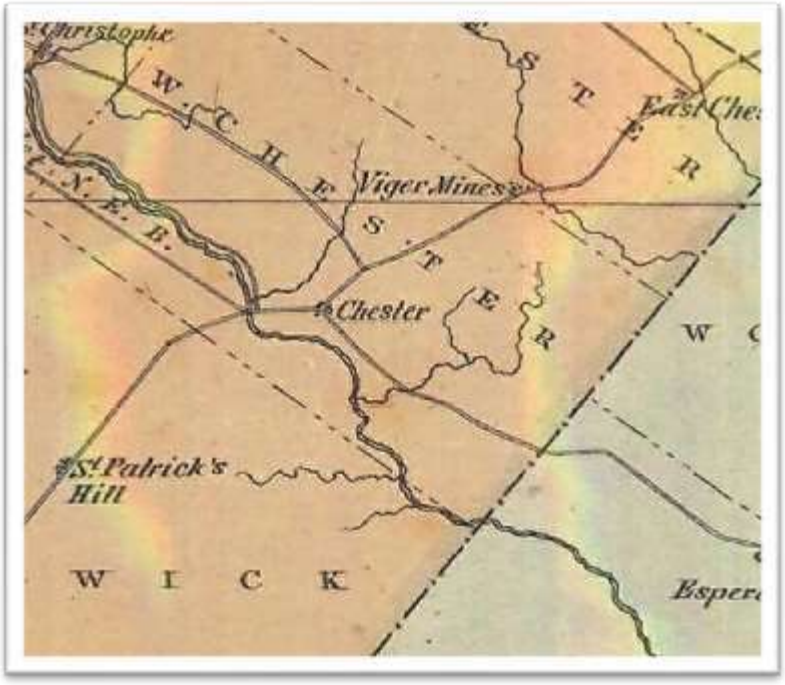

Figure 1.3 – Extrait de la carte des Cantons de l'Est, 1867 (BAnQ : 107580) où se distinguent les premiers chemins de pénétration, soit le rang Roberge menant à Saint-Christophe (devenant le chemin du Petit-9) et le chemin Saint-Philippe.



Figure 1.4 – Plan cadastral du comté d'Arthabaska, 1920 (BAnQ : 2684630). On y observe le chemin Craig traversant la municipalité entre Sainte-Hélène-de-Chester et Tingwick ainsi que le rang Saint-Philippe dont la trajectoire sud-nord quitte Ham-Nord pour se rendre à Saint-Christophe-d'Arthabaska.

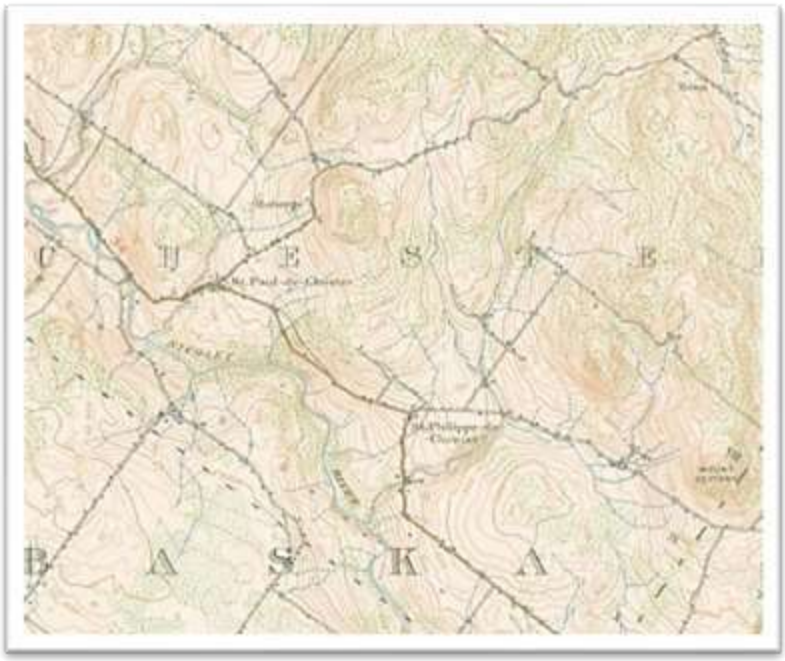

Figure 1.5 – Extrait de la carte topographique 21E/13, 1934 (BAnQ : 2669951). Sur cette carte figurent les deux noyaux villageois du canton de Chester, Saint-Paul-de-Chester et Saint-Philippe-de-Chester (Coin Saint-Philippe).

L'ensemble des rangs et chemins qui composaient le réseau routier du début du XXe siècle est figuré sur la carte topographique de 1934 (figure 1.5). Force est de constater

que le réseau routier a peu changé entre les débuts des années 1900 et cette date. La carte illustre également la densité du bâti vers les années 1930. On y aperçoit les deux noyaux villageois de Saint-Paul et de Saint-Philippe.

Un zoom réalisé sur cette carte (figures 1.6 et 1.7) permet d'observer la localisation assez précise de certains éléments du bâti, en plus des résidences, dont le lieu de culte catholique (+), les bureaux de poste (*P*), les maisons d'école (*S*), les moulins à scie (*SM*), les moulins à farine (*GM*) et autres moulins et les forges (*F*).

Les noyaux de peuplement

La communauté du canton de Chester développa ainsi deux centres d'activités au cours de la période coloniale, chacun associé au passage de ces chemins de pénétration. La première agglomération naîtra à la jonction des chemins Craig et Saint-Philippe (figure 1.6). Cet emplacement sera désigné « Saint-Paul-de-Chester » ou encore « le Bas de la Paroisse ». S'y trouvent un bureau de poste, des écoles, des forges (et magasins généraux) et des moulins à scie et à farine. Comme il a été vu précédemment, un long tiraillement engendré par la localisation du lieu de culte a éclaté entre ce centre d'activité et le site de la première chapelle qui constitue le deuxième pôle d'occupations.



Figure 1.6 – Extrait de la carte topographique 21E/13, 1934 (BAnQ : 2669951). Sur cette carte figurent les détails du bâti de Saint-Paul



Figure 1.7 – Extrait de la carte topographique 21E/13, 1934 (BAnQ : 2669951). Sur cette carte figurent les détails du bâti de Saint-Paul

L'accroissement du nombre de colons mena à l'édification d'une première chapelle non pas le long du chemin Craig, mais sur le chemin Saint-Philippe près du chemin Goupil. Cet emplacement formera une seconde agglomération sur le territoire de Chesterville (Saint-Philippe-de-Chester ou encore « le Haut de la paroisse »). L'activité locale qui s'y développe mènera à la création d'un « carré » routier autour des établissements (habitations et bâtiments commerciaux et de service). Ce carrefour deviendra le « coin Saint-Philippe » et pendant un moment de l'histoire de la municipalité de Chesterville, ce coin était désigné distinctement de sa localité sœur située plus nord en raison de la présence d'un bureau de poste et de la communauté protestante. Cette agglomération comprenait aussi une école, une forge et des moulins (figure 1.7).

4.1.5 Patrimoine bâti

Les caractéristiques géographiques du territoire de Chesterville ont permis de voir évoluer une organisation spatiale singulière et l'aménagement d'éléments architecturaux significatifs dont certains ont bien traversé le temps, conférant une valeur privilégiée à certains emplacements.

Le village actuel de Chersterville correspond en effet à un type d'organisation spatiale linéaire implantée à la croisée de deux chemins. L'église est le pôle de l'agglomération et occupe cet emplacement névralgique. Ce schéma traditionnel est renforcé par la géographie du site perché dans les montagnes. Il semble que l'architecture modeste y est encore homogène et relativement unifiée.

L'année 1900 marque la fin de l'augmentation de la population chestervilloise. À cette époque, près de 2 000 personnes habitaient la municipalité. Presque tous les lots étaient alors occupés. Avec la diminution importante de la population à partir de cette période (jusqu'en 1940, la municipalité perdra presque la moitié de sa population), de nombreuses terres autrefois défrichées et bâties ont été abandonnées, retournant progressivement à la forêt. Les secteurs abandonnés sont principalement situés dans le sud de la paroisse vers le canton de Wolfe, dans le haut du chemin Craig et dans le 6e rang en se dirigeant vers Sainte-Hélène-de-Chester. Le Coin Saint-Philippe perdit également de nombreux habitants au profit de Saint-Paul-de-Chester ou des autres municipalités. Les vestiges qui témoignent de cette époque révolue consistent aux amoncèlements de pierre des champs distribués à la limite des anciennes zones cultivées, aux dignes de pierre imposante qui irriguaient les champs ainsi qu'aux restes culturels enfouis dans le sol et camouflés par la reprise de la végétation (fondations, solage de terre battue, poutres de bois, matériaux de construction, verre à vitre, restes de structures

secondaires affaissées ou démolies et tout objet usuel du quotidien abandonné, entre autres).

Parmi les éléments patrimoniaux ayant un statut légal se trouve l'ensemble institutionnel catholique inventorié par le MCC (tableau 1.2). À ce jour, aucun autre lieu ni bâtiment n'est classé, désigné, cité ou répertorié par les différentes instances gouvernementale ou municipale.

Quelques grandes maisons à deux étages et à fonction mixte ont cependant été répertoriées lors d'une étude réalisée par la Société La Haye et Ouellet en 1982 (figures 1.7 et 1.8). Une fois l'état des bâtiments et les numéros civiques identifiés, ces données pourront constituer le point de départ d'une cartographie exhaustive du patrimoine bâti.

Tableau 1.2 – Les éléments patrimoniaux de Chesterville inventoriés par le MCC, 2013

Dénomination	**Numéro civique**	**Type de rue**	**Nom de la rue**	**Date d'origine**	**Statut**	**Fonction d'origine**
Église de Saint-Paul-Apôtre	500	rue	de l'Accueil	1895-1897	Inventorié	Lieu de culte catholique
Presbytère de Saint-Paul-Apôtre	500	rue	de l'Accueil	1876	Inventorié	Résidence curiale



Figure 1.8 – Le village de Chesterville et les bâtiments patrimoniaux identifiés par la Société La Haye et Ouellet, 1982



Figure 1.9 – La portion rurale de Chesterville et les bâtiments patrimoniaux identifiés par la Société La Haye et Ouellet, 1982

Le tableau 1.3 fait état des bâtiments existants qu'il a été possible d'identifier lors de notre étude. Ces données ne sont pas exhaustives et soulignent une des lacunes des documents de sources secondaires pour une analyse exhaustive du bâti. Une fois l'inventaire complété grâce à l'étude du rôle d'évaluation, l'analyse comparative des cartes anciennes, la consultation d'archives, la visite au terrain et la communication avec des personnes-ressources (notamment les ainés de la municipalité), ces données pourront constituer le point de départ d'une cartographie exhaustive du patrimoine bâti.

Tableau 1.3 – Inventaire préliminaire du patrimoine bâti de la municipalité de Chesterville

Dénomination	**Numéro civique**	**Type de rue**	**Nom de la rue**	**Date d'origine**	**Fonction d'origine**	**Fonction actuelle**
Maison Johny-Paquin	405	rue	de l'Accueil		Résidence	Résidence
Moulin Goupil	7901	chemin	Goupil		Moulin à eau (farine)	Gîte au Vieux Moulin
Moulin Campagna		chemin	7e rang		Moulin	
Maison Narcisse-Leclerc	8901	route	161		Résidence	Résidence
Maison François-Rouleau	5130	rue	de la Plaisance		Résidence	Résidence
Maison Joseph-Didier-Verville				Après 1883	Résidence	Ferme Tournevent

Enfin, un autre tableau (tableau 1.4) présente les croix de chemin qui ont été identifiées par le CÉLAT (1980) et Milot et Simard (1994) et qui témoignent parfaitement de la mainmise de l'église sur le développement colonial.

Tableau 1.4 – Les croix de chemin de la municipalité de Chesterville

Dénomination	**Localisation**	**Date d'origine**
Croix du rang 7	Chemin du 7e rang	
Croix de la route Craig	Rang Campagna	
Croix Lucien Gagnon		
Croix Josaphat Bergeron		
Croix Michel-Ducoeur	Chemin du 10e rang	1934
Croix Albert Garelick		
Croix Conrad Côté		

4.1.6 Conclusion

Synthèse de l'histoire coloniale

Le canton de Chester a bénéficié à la fois du passage du chemin Craig aménagé au début du XIXe siècle et du chemin Saint-Philippe, aménagé au milieu du XIXe siècle, ce qui a favorisé un va-et-vient intermittent dans la région. Certaines personnes profiteront avantageusement des allées et venues le long du chemin Craig pour y entretenir un commerce. Par la suite, il faudra attendre l'intérêt des Canadiens français pour la région avant de voir se développer une véritable colonie. La première mission catholique est établie en 1857 avec la construction de la première chapelle au Coin Saint-Philippe.

Les documents consultés font référence à l'arrivée de colons d'origine irlandaise, écossaise ou anglaise entre les années 1820 et 1849. Joseph Bouchette, arpenteur général du Bas-Canada, souligne par l'intermédiaire de ses cartes du territoire, la présence d'habitations et de champs cultivés le long du chemin Craig en 1831, ce qui corrobore cette information. Ainsi quelques familles de loyalistes s'étaient installées dans la région avant l'avènement des premières familles catholiques françaises, dont Charles Houd dit Desrochers est l'instigateur en 1849.

Au tournant du XXe siècle, la municipalité qui se composera de plus de 2 000 âmes est directement tributaire de la présence des deux chemins de pénétration, d'axes de rivières favorisant l'exploitation de moulins, des ressources forestières et des richesses agricoles des premiers temps. L'augmentation rapide de la population favorisera d'ailleurs l'ouverture de plusieurs commerces, des industries artisanales ainsi que des établissements civils et religieux. Deux hameaux se sont distingués, l'un à la croisée des

chemins Craig et Saint-Philippe et l'autre, sur le chemin Saint-Philippe, en amont de la rivière Blanche. Des discordes quant au choix de la localisation de la première chapelle de même que des lieux de culte qui suivront, soulignent ici la création précoce de deux centres d'intérêt.

Cependant, la population souffrira, comme plusieurs autres municipalités d'ailleurs, de son isolement, du manque de fertilité des sols et du manque d'opportunités économiques et ce, malgré l'arrivée massive de colons canadiens-français jusqu'au début du XXe siècle; à la fin de la période historique récente, en 1940, Chesterville compte moins de 1 200 habitants. C'est ainsi que plusieurs anciens bâtiments ont dû être abandonnés et détruits faute d'avoir été entretenus. De nombreux autres sont encore aujourd'hui des lieux d'activités domestiques et administratives à valeur patrimoniale élevée.

Recommandations

Nous avons abordé l'étude de l'habitat rural ancien en identifiant les différentes phases du peuplement, en identifiant les aspects matériels de la culture qui pourraient subsister du développement initial de Chesterville et enfin, en documentant le développement des principaux réseaux de communication. Chacun des aspects abordés dans ce chapitre a ainsi contribué à expliquer divers phénomènes reliés à l'histoire sociale, économique, culturelle et religieuse de ce territoire, dont la présence de certains bâtiments que l'occupation ininterrompue a permis de conserver. Il ne s'agit toutefois pas d'une étude approfondie et beaucoup reste à faire pour documenter, analyser et mieux comprendre les différentes facettes de l'héritage bâti.

L'inventaire préparé dans ce chapitre est à l'état préliminaire. Il constitue un outil de référence pour faciliter l'identification plus formelle du patrimoine à la grandeur de la municipalité. La création d'un inventaire exhaustif grâce à l'étude des cartes, des titres de propriété et de l'analyse architecturale au terrain permettra de mener plus loin les efforts de préservation et de mise en valeur du patrimoine chestervillois. Nous proposons ici diverses avenues pouvant mener à une meilleure compréhension du patrimoine bâti :

1) **Choisir des thèmes d'interprétation en fonction de l'impact que les phénomènes sociaux, économiques et culturels ont eu sur la vie des habitants du territoire.** En fait, certains thèmes ont marqué l'ensemble de la MRC alors que d'autres sont plus spécifiques à la municipalité. Ainsi, l'occupation initiale de Chesterville par l'implantation d'une auberge le long du chemin Craig assurera une présence précoce sur le territoire. En revanche, l'occupation canadienne-française moins précaire est plus tardive, comme ailleurs dans les Cantons de

l'Est, et sera réalisée en deux emplacements, l'un à Saint-Paul-de-Chester, le noyau villageois actuel, et l'autre à Saint-Philippe-de-Chester, où ne subsistent que quelques rares maisons de ferme et un moulin.

2) **Pousser plus avant la recherche documentaire en fonction des choix thématiques.** Le processus de mise en valeur des thèmes patrimoniaux choisis devra tenir compte du potentiel qu'ils présentent en regard des richesses historiques, archéologiques et documentaires qu'ils recèlent. Pour un thème donné, par exemple l'exploitation agricole et l'opération de moulin à scie et à farine en milieu appalachien, il sera important de connaître en profondeur l'ensemble du phénomène, les différentes phases de son développement et les acteurs principaux, ce qui permettra d'identifier les installations ou les sites les plus représentatifs et les plus susceptibles d'offrir des avenues de mise en valeur ainsi que des facilités de recherches, d'accessibilité, d'aménagement, etc. Parmi les études à réaliser, nous recommandons :

   - Des études reliées au patrimoine bâti et au paysage culturel de la municipalité de Chesterville :
     - Documenter les moulins, les installations agricoles, les zones de culture et d'élevage et autres petites industries qui ont marqué l'économie initiale de Chesterville de façon à faire ressortir les variantes locales;
     - Documenter au moyen d'archives les relations entretenues entre les pratiquants catholiques et protestants;
     - Mieux documenter les écoles de rang et les commerces qui ont servi la communauté coloniale;
     - Documenter, à l'aide de la réalisation d'une chaîne de titre, les diverses propriétés privées répertoriées au rôle d'évaluation;
     - Établir des critères menant à la sélection d'immeubles et de sites patrimoniaux voués à être reconnus au niveau fédéral, provincial et/ou municipal;
     - Identifier et analyser les caractéristiques physiques des bâtiments patrimoniaux et équipements associés qui méritent cet intérêt légal;
     - Identifier le potentiel archéologique des établissements les plus caractéristiques en vue de leur protection et d'une éventuelle mise en valeur archéologique;
     - Définir et détailler les lieux culturels et les paysages significatifs.

   - Des études reliées au réseau de transport de la municipalité de Chesterville :

  - Identifier les principales caractéristiques physiques des routes et des ponts à l'aide de relevés appropriés.

- Des études reliées aux personnages ayant marqué la municipalité de Chesterville :
  - Retracer la vie des personnages qui ont marqué l'histoire de Chesterville.

- Des entrevues avec des personnes-ressources, élus et ainés de la municipalité.

3) **Poursuivre le macro-inventaire du bâti ancien et le mettre à jour**.

4) À la lumière de la présente recherche historique, nous recommandons également la mise sur pied d'un certain nombre d'autres **mesures visant à mieux protéger et à mettre en valeur le patrimoine bâti de la municipalité de Chesterville**. Ces mesures représentent des pistes de réflexion qui pourront alimenter les débats pour la réalisation d'autres volets d'étude et de mise en valeur prévus à la suite de ce premier volet. Les recommandations présentées devront être développées dans un prochain rapport.

   - Cartographier les éléments du bâti et autres traces culturelles
   - Traduire la présente recherche en un document accessible au citoyen
   - Créer une banque de photographies anciennes
   - Revoir et créer des circuits patrimoniaux
   - Diffuser l'information sur le patrimoine
   - Accompagner et outiller le citoyen
   - Inciter les propriétaires à mettre en valeur leur bâtiment patrimonial
   - Conserver et mettre en valeur les immeubles publics
   - Se doter d'outils d'urbanisme efficaces

Bibliographie

Allard, Manon (2006) : *La petite séduction.* Chesterville : M. Allard, 60 p.

Charest, Florent (2011) : *Les communautés protestantes de Chesterville et Ham-Nord, 1855-1982.* Montréal : Histoire Québec, 298 p.

Campagna, Dominique (1986) : *Répertoire de mariages : St-Paul-de-Dorchester, 1860-1970, Comté d'Arthabaska.* Longueuil : Club de généalogie de Longueuil, 115 p.

Campagna, Dominique (1983) : *Paroisse Saint-Paul-de-Chester, 1849-1983.* Cap Rouge :
[s.e.], 76 p.

Campagna, Dominique (1972) : *Répertoire des mariages, Saint-Paul de Chester, comté d'Arthabaska, 1860-1970.* Cap-Rouge : D. Campagna, 115 p.

CELAT (1980) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska – Ethnologie.* Arthabaska : MRC d'Arthabaska. Rapport déposé au Ministère des Affaires culturelles, Direction générale du patrimoine, Service des Inventaires.

Comité de l'album-souvenir (1986?) : *Chesterville vous raconte... 125e anniversaire.* Chersterville : Le Comité, 363 p.

Desrochers, Marthe (1995) : *La vie sur la terre de Saint-Paul au temps de Marie-Louise et William, 1910-1950.* Lévy : Publication Médéric Desrochers, 434 p.

Dominique, frère, s.c. (s.d.) : *Généalogie de la famille Trefflé Campagna.* s.l. : s.n., 19 p.

Giroux, Monique (s.d) : *Les protestants de Chesterville. Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville.* En ligne. http://www.shgv.ca/histoire/protestant.htm

Hardy, René, Gamelin, Alain et Carmen Rousseau (1979) : *Publications du Groupe de recherche sur la Mauricie, Université du Québec à Trois-Rivières. Cahier 1 : La Mauricie et les Bois-Francs, chronologie, 1850-1950*, 151 p.

Kessal, Nacer (1996) : *Une nouvelle banlieue dans nos campagnes : cas de Saint-Valère et de Chesterville.* Université Laval, Faculté d'architecture et d'aménagement, Département d'aménagement, Programme interdisciplinaire de maîtrise, aménagement du territoire et développement régional.

MCC (2013) : *Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ)*. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2013) : *Cartographie des sites et zones d'interventions archéologiques du Québec.* Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2012) : *Inventaire des lieux de culte du Québec*. Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.lieuxdeculte.qc.ca, consulté en octobre 2012]

MCC (2013) : *Répertoire du patrimoine culturel du Québec (RPCQ).* Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca]

Milot, Jean et Jocelyne Simard (1994) : *Les croix de chemin du Québec : inventaire sélectif et trésor*. Collection Patrimoines. Dossier, 10. Québec, Les publications du Québec.

Morrissette, Rolland (1996) : *Réprouvés, malvats, hurlots et autres gentilshommes.* Montréal : Guérin, 315 p.

PARC CANADA (2013) : *Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens.* Gouvernement du Canada. [http://www.historicplaces.ca/]

Pépin, Jean-Pierre-Yves (2005) : *Saint-Paul-de-Chester, 1852-1940, comté d'Arthabaska, paroisse Saint-Paul-Apôtre : 2382 fichiers-images*. Longueuil : Éditions historiques et généalogiques Pepin, 1 CD-Rom.

Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville (2009) : *Répertoire des baptêmes, mariages et sépultures, paroisse de St-Paul Apôtre, Chesterville, QC : baptêmes (1852-1940), mariages (1852-1970), sépultures (1852-1940).* Victoriaville : Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville, 311 p.

Société La Haye et Ouellet (1982) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska - Analyse du paysage architectural*. Arthabaska : La Société La Haye-Ouellet, 166 p.

Cartes et plans anciens

1831 Bouchette, Joseph. *To his most Excellent Majesty, King William IV. This topographical map of the districts of Quebec, Three Rivers, St.Francis and Gaspé, Lower Canada : exhibiting the new civil division of the districts into counties pursuant to a recent Act of the provincial legislature; is with his Majesty's gracious and special permission, most humbly and gratefully dedicated by his Majesty's most devoted and loyal Canadian subject.* Londres : James Wyld. BAnQ- 90117.

1867 *Map of the Eastern Townships of Canada : compiled and engraved expressly for the Eastern Townships Gazetteer.* St. Johns : Smith & Co. BAnQ: 107580.

1920 *Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre.* Québec (Province) : s.n. BAnQ-2684630.

1934 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:63 360. 21-E-13, Warwick.* Québec Topographique. BAnQ -2669951.

Sites Internet

Répertoire des municipalités du Québec
http://www.mamrot.gouv.qc.ca

Commission de toponymie du Québec
http://www.toponymie.gouv.qc.ca/

Municipalité de Chesterville
http://www.chesterville.net/

Statistique Canada – Profil du recensement
http://www12.statcan.ca/

4.2 Daveluyville

L'essentiel des données composant cette synthèse sur l'histoire de Daveluyville a été acquis à la lecture et l'analyse d'un document généalogique produit par un comité organisateur en 1987 à l'occasion du 100e anniversaire de la municipalité de Sainte-Anne-du-Sault. Cet ouvrage renferme des données inédites qui concernent les conditions de l'arrivée des premiers colons sur ce grand territoire, les premières familles à s'y être établies et l'évolution du cadre religieux, municipal, scolaire et économique. Il comprend également des informations substantielles sur les familles daveluyviennes et leurs origines. Certaines données sont cependant traitées avec peu de détails et mériteront une recherche en archives.

À cette source d'informations s'ajoute la consultation de divers répertoires renfermant la liste des biens ou sites patrimoniaux ayant une valeur culturelle majeure, tels que le Répertoire du patrimoine culturel du Québec (MCC, 2013), le Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens (Parc Canada, 2013), le Répertoire des lieux de culte du Québec (MCC, 2012) et le Répertoire des croix de chemin (Milot et Simard, 1994), le Répertoire toponymique du Québec (Commission de toponymie du Québec, 2013), l'Inventaire des sites archéologiques du Québec (MCC, 2013), le Répertoire de cartographie numérique du site de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec et divers macro-inventaires mandatés par le ministère des Affaires culturelles et élaborés à compter des années 1980 dont ceux du CÉLAT (1980) et de la Société La Haye et Ouellet (1982). Ces documents ont permis d'établir l'état des connaissances et la valeur patrimoniale déjà inventoriée, reconnue, classée ou simplement répertoriée de certains bâtiments.

4.2.1 Site d'implantation

Aujourd'hui enserrée entre les municipalités de Maddington au nord, Saint-Louis-de-Blandford à l'est, Sainte-Anne-du-Sault au sud et Aston Jonction à l'ouest, la municipalité de Daveluyville était, tout au début de la colonie, partie intégrante de la paroisse de Sainte-Anne-du-Sault. Elle occupe actuellement une partie des premier et deuxième rangs du canton de Bulstrode (figure 2.1).

La rivière Bécancour borde son territoire immédiatement au nord, ce qui favorise l'accès à ce territoire. Cette rivière coule en direction est-ouest entre les cantons de Maddington et de Bulstrode. Elle prend sa source dans Appalaches et se déverse dans le fleuve Saint-Laurent. Quelques cascades accidentent son parcours. « La rivière Bécancour serpentant nos terres agrémente le paysage d'une beauté naturelle au gré de ses humeurs saisonnières », souligne le Comité organisateur (1987). Les Abénaquis nommaient cette

rivière *Solinak*, ce qui signifie « cours d'eau qui décrit plusieurs détours ». Le territoire de Daveluyville intègre également une île autrefois dénommée « Grosse Île » (île Côté) et qui divise les deux bras de la rivière. Lorsque ces bras se rejoignent en aval de l'île se forment alors de tumultueuses chutes et cascades d'eau (chutes de Maddington). Les forts courants et le parcours accidenté de cette rivière rendaient néanmoins difficile les traversées d'une rive à l'autre de sorte que différentes paroisses ont vu le jour, dont Saint-Sylvère et Maddington-Falls au nord ainsi que Sainte-Anne-du- Sault et de Daveluyville au sud. Il est à noter que la présence amérindienne est connue de la population sur cette partie de territoire. À l'époque coloniale, des campements étaient installés aux abords du grand « sault » à l'occasion des portages obligés (Comité organisateur, 1987).



Figure 2.1 – Limites actuelles de la municipalité de Daveluyville (Statistique Canada, 2014 : 1123)

La municipalité se trouve à la limite sud-est de la plaine du Saint-Laurent. Le territoire occupe donc une région à peine vallonnée et bordée au sud-est par les petites collines qui définissent le piémont des Appalaches. L'altitude varie généralement entre 80 et 90 mètres (ANMM). À partir de l'île Côté, le lit de la rivière se trouve particulièrement encaissé avec des dénivellations allant parfois jusqu'à quinze mètres. La présence des chutes Maddington à cet emplacement favorisa l'implantation de moulins à scie et, plus tard, l'implantation d'un réseau d'exploitation hydro-électrique. Avant la création du paysage rural que l'on connait aujourd'hui, une forêt mature composée de conifères et de feuillus favorables au commerce du bois (notamment le pin, l'érable, le merisier, le hêtre et le tilleul) occupait le territoire, ce qui attira l'œil d'entrepreneurs dans ce domaine. Cette forêt s'est implantée dans un sol principalement composé d'argile et de sable marin favorable à l'agriculture.

4.2.2 Familles et personnages

Les premiers colons

Un total de 24 463 acres a été concédé à Patrick Langan, écuyer, époux de Dame Juliana Lagan en 1803, dans le canton de Bulstrode. Malgré cet octroi précoce de terres, l'occupation réelle tarda sur ce territoire. La majorité des terres avait d'abord été octroyée à des miliciens anglais comme Lagnan et bien peu sont venus défricher et occuper leur terre.

Même si Pierre Bruneau, époux d'Élisabeth Lamy, arrive dans le canton de Maddington aussitôt qu'en 1827[2], la vague colonisatrice officielle le long de la rivière Bécancour pour cette partie de territoire ne débuta pas avant les années 1878. Qu'est-il advenu des nouveaux venus durant ces quelque 50 années? Les terres de Maddington et de Sainte-Anne-du-Sault étaient-elles si peu attirantes ou inaccessibles? Les concessions de Patrick Lagan ont-elles été rétrocédées à ce moment tardif de la colonisation des Bois-Francs. En fait, tout porte à croire que de nombreux « squatters » se sont installés sur les terres de Sainte-Anne-du-Sault, c'est-à-dire des familles qui ne disposaient pas de titre de propriété et qui, par la même occasion, n'ont pu être reconnues historiquement parlant. Il faudra attendre la fin des années 1860 pour que certains industriels commencent à s'intéresser à cette région encore en « bois debout ».

Georges Benson Hall et Henry Early Hall établissent en effet d'importants chantiers de coupe dès 1862. James Hodges s'y rend également pour affaire entre 1869 et 1871, possédant des lots dans le canton de Bulstrode. Les familles Bradley et Sharples arrivent quant à elles en 1873, pour s'investir dans l'industrie du tanin et le commerce du bois. Point focal de la localité, les sites de leurs premiers moulins à scie virent s'établir une dizaine de familles au troisième quart du XIXe siècle. Si les anglophones fourmillent à la tête du domaine industriel, les Canadiens français ne tarderont pas à s'imposer en nombre pour vivre de la présence de ces industries à la fin du XIXe siècle. Jules-Ferdinant Esnouf, Ferdinant Laroche et Pierre Arseneault comptent parmi ces premiers colons.

En 1890, le curé Cléomène Lafond raconte dans son rapport annuel livré à son évêque les débuts modestes de sa paroisse qui englobe à cette époque le territoire de Sainte-Anne-du-Sault, mais aussi celui de Maddington et de Daveluyville (Comité organisateur, 1987). La population d'environ 600 âmes comprend alors 112 familles catholiques. L'ensemble des familles est d'origine canadienne-française à l'exception d'une famille d'origine écossaise.

[2] L'arrivée de Pierre Bruneau sur le territoire de Maddington sera suivie quelques années plus tard par celle d'un de ses beaux-frères, d'Emmanuel Lamy et de trois compagnons en provenance de Maskinongé.

Personnages importants

James Hodges, pionnier-colonisateur, 1869.

James Hodges, ingénieur, est né en Angleterre le 6 avril 1814. Apprenti chez un entrepreneur dès l'âge de 17 ans, il s'investira rapidement dans la construction ferroviaire. Lorsqu'il arrive au Canada en 1853, il est engagé dans la *Compagnie du Grand Tronc* et y dirige de grands travaux, dont celui de la construction du pont Victoria à Montréal. Son retour en Angleterre à la fin de ce grand projet fut de courte durée, car sa femme décéda prématurément. Il revint à Montréal en 1863 et se trouvera un emploi à titre d'agent du *Grand Tronc*. Des terres lui furent concédées en 1869 dont celles de la Grosse Île, le lot 22 et plusieurs autres lots dans les 1er, 2e, 3e, 4e, 5e, 6e et 7e rangs du canton de Bulstrode. Il s'investira un temps dans l'exploitation de la forêt de sa propriété, notamment celle du 6e rang de Bulstrode emprise dans une tourbière afin de procurer du bois à brûler aux habitants du territoire. Devant la non-rentabilité de son industrie de coupe, il retourna en Angleterre en 1871 dans son domaine de Surrey, où il mourut en 1879. Malgré l'échec de son entreprise, James Hodges a généré des retombées importantes : la venue de colons dans cette portion du canton de Bulstrode. La route Hodges a été nommée en l'honneur de James Hodges.

La tradition orale raconte que James Hodges rapporta avec lui en Angleterre des bouleaux « disant qu'il espérait réussir à transplanter ces arbres qu'il trouvait particulièrement beaux et qui étaient inconnus dans son pays (Comité organisateur, 1987). »

Adolphe Daveluy, premier maire de Daveluyville (1902-1904)

Adolphe Daveluy (1841-1915) était un riche marchand possédant plusieurs lots dans le canton de Bulstrode. Il fut le premier maire de Sainte-Anne-du-Sault (1889-1891). Le 22 juillet 1894, il fit don de deux lots à la Fabrique, soit les lots 22 du 1er rang et 23 du 2e rang de Bulstrode, pour la construction d'un presbytère. Plus tard cette même année 1894, il fera également don d'un terrain pour la construction d'un couvent. Lors de l'incorporation municipale du village qui prit son nom en 1901, il a également rempli cette fonction le temps d'un mandat de 1902 à 1904.

Notons également l'importance de **J. Zéphirin Beaumier**, médecin de campagne (1903-1929).

4.2.3 Faits historiques

Histoire religieuse

Avant l'érection de leur première chapelle, les futurs daveluyviens et les saintanois devaient se rendre à Saint-Louis-de-Blandford et parfois à Gentilly pour obtenir l'assistance d'un prêtre (baptêmes, mariages, sépultures, onction aux malades). C'est en 1873 que le premier missionnaire, en l'occurrence Charles-Théodore Bellemare, curé de Saint-Louis, se rendit pour la première fois sur le territoire du « Sault », tel qu'il était nommé à l'époque (tableau 2.1). Cette première visite non officielle fut suivie en 1875 par celle dédiée à la préparation des fidèles à la fête de Pâques. À partir d'octobre de cette même année, l'abbé Bellemare vint se consacrer à la mission du Sault régulièrement, soit une fois par mois. Durant cette mission, il semble qu'aucun mariage ne fut célébré et qu'aucune sépulture ne fut inhumée en terre saintanoise. Les actes religieux étaient plutôt prononcés et enregistrés à la paroisse de Saint-Louis. Plus tard, à la suite de la fondation des paroisses environnantes (Saint-Wenceslas, Sainte-Gertrude, Saint-Sylvère, Sainte-Eulalie), les habitants de Sainte-Anne-du-Sault ne se déplaçaient plus seulement vers Saint-Louis afin d'accéder aux services religieux, mais vers le lieu de culte qui leur convenait le plus, la proximité étant un facteur clé dans ce choix.

Durant la mission de l'abbé Bellemare, les habitants du Sault ont organisé une corvée permettant de transformer en chapelle un hangar situé près de l'ancienne manufacture de pulpe, sur le lot 22 du 1er rang de Bulstrode (emplacement du futur village de Daveluyville). C'est dans ce lieu que l'abbé Bellemare octroie ses premiers services. Après son départ de la mission à la fin de l'automne 1875, l'abbé Honoré Julien, nouveau curé de Saint-Louis, viendra donner la messe et autres services de façon régulière. Cependant, il semble se désintéresser de cette mission puisqu'en l'espace de quelques mois, il choisit d'offrir ses services deux fois par année, ne conservant que les visites des fêtes de Pâques et de Noël. Puis, le 20 avril 1879, l'abbé Julien vint donner sa dernière mission. Le territoire du Sault sera ainsi privé de services religieux pour une période de huit années consécutives. La chapelle fut alors abandonnée.

En 1882, des habitants du canton de Maddington envoyaient une requête à Mgr Laflèche, évêque de Trois-Rivières, afin d'établir une paroisse sur leur territoire. Une seconde requête fut envoyée en 1884 à Trois-Rivières, puis une autre en 1885, cette fois à Mgr Elphège Gravel, évêque du nouveau diocèse de Nicolet. Ces requêtes ne furent pas encore entendues, mais la nomination de l'abbé Charles-Édouard Mailhot à la cure de la paroisse de Saint-Louis a permis la reprise de la mission du Sault qui fut menée une fois par mois entre 1887 et 1888. La messe était célébrée chez certains habitants qui acceptaient de transformer leur maison en chapelle pour cette occasion. À la suite de

l'érection canonique formulée le 29 juin 1888, les habitants de la nouvelle paroisse de Sainte-Anne-du-Sault, nommée ainsi pour honorer Sainte-Anne et aussi pour évoquer la présence des chutes et cascatelles de la rivière Bécancour, recevaient leur premier prêtre résident, le curé Cléomène Lafond. La chapelle du 1er rang de Bulstrode fut alors rénovée et permettra la desserte des offices religieux jusqu'à la construction d'une église. Dans l'attente de la construction du presbytère, le curé Lafond habita une maison prêtée par Adolphe Daveluy situé sur le lot 41-111. Cette maison a d'ailleurs longtemps été le lieu de résidence de Charles-Borromée Lord.

Tableau 2.1 – Les missionnaires et curés de Daveluyville

Nom	**Année**
Abbé Charles-Théodore Bellemare	1875-1875
Abbé Honoré Julien	1875-1879
Aucun missionnaire durant cette période	1879-1888
Abbé Cléomène Lafond (curé fondateur)	1888-1893
Abbé Georges Béliveau	1893-1896
Abbé Lucien Lavallée	1896-1898
Abbé Alfred Manseau	1898-1905
Abbé Majorique Laperrière	1905-1908
Abbé Rémi Généreux	1908-1916
Abbé Charles-Édouard Provencher	1916-1928
Abbé Alfred Tétreau	1928-1937
Abbé Eugène Autate	1937-1952

En 1889, Mgr Gravel demandait dans une lettre adressée au paroissien d'envisager le déplacement de la chapelle sur la pointe du lot 22 du 1er rang de Bulstrode afin de libérer l'espace pour la construction d'une nouvelle chapelle. Au final, la première chapelle sera déménagée au lot 42-7 et devint une école. Elle fut transformée en maison par la suite et en 1981, elle fut démolie pour faire place au stationnement du Marché Létourneau.

De manière inattendue, les paroissiens estimaient qu'il fallait attendre d'acquérir les fonds nécessaires avant d'envisager la construction de leur église et, ainsi, avec l'accord de Mgr Gravel le projet fut repoussé. Pendant ce temps, des discordes sont nées au sujet de l'emplacement de ladite chapelle. Les habitants de Maddington-Falls argumentaient que leur territoire était plus central et plus ancien que les terres de Bulstrode situées de l'autre côté de la rivière. Une division importante survint alors entre les paroissiens des deux rives de la rivière. Malgré les oppositions, une chapelle de bois (Johny Bergeron, entrepreneur) fut construite en 1893 à l'emplacement initialement visé. Voici la description donnée de ce lieu de culte (Comité organisateur, 1987) :

> La chapelle mesure 42 pieds de largeur par 80 pieds de longueur tandis que la sacristie mesure 30 pieds par 25 pieds. Le tout est bâti en bois par Johnny Bergeron au coût de 2 957,89$. La première cloche, œuvre londonienne fabriquée en 1871, provient de la paroisse

de Saint-Léonard-d'Aston. Le maître-autel ainsi que les deux autels latéraux en bois sculpté, dons de la paroisse de Bécancour, se révèlent être des œuvres d'art d'une grande beauté.

Les mécontentements quant au choix de l'emplacement de la chapelle amenèrent plusieurs paroissiens à cesser leur pratique religieuse pour un temps. Les tensions étaient si fortes que Mgr Gravel commandera la fermeture du lieu de culte afin d'imposer une réflexion aux paroissiens, principalement à ceux qui avaient cessé d'observer les prescriptions religieuses et ceux qui avaient acquis des bancs de manière contraire aux règles canoniques. La période de réflexion fut brève et le curé Georges Béliveau revint rapidement à ses fonctions. À l'automne 1908, l'arrivée du curé Rémi Généreux calmera les ardeurs des paroissiens et ceux qui avaient délaissé l'église reprirent leur pratique avec enthousiasme. Comparativement à son prédécesseur, le curé Généreux était « d'une grande bonté » et « d'une intelligence supérieure », selon les anciens (Comité d'organisation, 1987 : 47).

Le 22 juillet 1894, Adolphe Daveluy, écuyer et marchand, fit don de deux lots à la Fabrique, soit les lots 22 du 1er rang et 23 du 2e rang de Bulstrode, pour la construction d'un presbytère. Suivant les plans de l'architecte David Deshaies, le presbytère est alors recouvert de briques identiques à celles de l'église. D'importants travaux sont réalisés au presbytère en 1953. Le garage attenant au presbytère est, quant à lui, construit beaucoup plus tard, en 1973. La grange de la Fabrique est démolie pour l'aménagement d'un stationnement la même année.

Le projet de construction d'une nouvelle église réapparaît au début des années 1900. La population ayant considérablement augmenté sur le territoire de Sainte-Anne-du-Sault, les paroissiens avaient de plus en plus de mal à assister au culte catholique sans être bousculés dans leur pratique. La population globale atteignait effectivement près de 1 500 âmes au tournant du siècle sur le large territoire qu'était Sainte-Anne avant le détachement de Maddington et de Daveluyville. La demande sera réitérée à maintes reprises durant les années 1900. D'après Mgr Brunault, évêque de Nicolet, cette problématique n'était pas suffisante pour envisager la construction d'une nouvelle église avant les années 1920. Ainsi, en 1912, devant l'accroissement de la population, Mgr Brunault accepta seulement le projet d'agrandissement de la chapelle et de la sacristie, ce qui sera réalisé suivant les plans de Louis Caron et le travail de Lauzophe Nault. Cependant, dès 1926, la chapelle aura grand besoin de rénovations. Les réparations envisagées concernaient les fondations, la voûte, le clocher, la couverture, la cheminée, le perron, le revêtement extérieur et l'intérieur du bâtiment, bref, tout était à refaire et un budget éloquent de 40 000 $ était prévu pour la réalisation des travaux. Le contrat sera confié à Henri Levasseur de Victoriaville qui réussira à terminer les travaux pour les fêtes de Pâques de 1928. En 1939, l'œuvre de la Fabrique fera l'acquisition d'un orgue électrique Everett-Orgatron de la maison Lindsay Cie, mais celui-ci sera vendu aux

enchères en 1975 après l'acquisition d'un orgue à tuyau Casavant Opus 1428 (1931) des Révérendes Sœurs de la Présentation de Saint-Hyacinthe.

Histoire municipale

Le canton de Bulstrode a été arpenté en 1802. Il fallut attendre plusieurs décennies, soit en 1848, pour que Mgr Joseph Signay, archevêque de Québec, érige la paroisse de Saint-Louis-de-Blandford en annexant au canton de Blandford une partie des cantons de Maddington (rang 7 à 11) et de Bulstrode (rang 1 à 6), démembrant par la même occasion la paroisse de Sainte-Gertrude. Avant ces annexions, la paroisse de Saint-Louis-de-Blandford n'avait pas la population de 300 âmes requise par la loi des municipalités et chemins du Bas-Canada (1855) pour former par elle-même une municipalité distincte.

Avant sa constitution légale, le territoire de Sainte-Anne-du-Sault était identifié sous la dénomination descriptive « Le Sault ». La population qui y vivait était alors désignée comme les habitants du Sault. En 1888, la municipalité de paroisse de Sainte-Anne-du-Sault est érigée par le détachement des paroisses de Sainte-Gertrude, de Saint-Louis-de-Blandford et de Saint-Valère-de-Bulstrode. L'occupation de ces dernières municipalités commence avant celle de Sainte-Anne-du-Sault. Tel qu'il a été vu précédemment, la communauté grandissante demandait depuis nombre d'années l'établissement d'un lieu de culte à leur proximité. En 1901, Daveluyville se détacha de Sainte-Anne-du-Sault pour former une municipalité de village.

Le bureau de poste de Sainte-Anne-du-Sault ouvert en 1897 portera le nom Daveluyville à compter de 1902 alors qu'était créée la municipalité du village de Daveluyville. Cette municipalité doit son gentilé à Adolphe Daveluy, écuyer et marchand, premier maire de Sainte-Anne-du-Sault (1889-1891) et de Daveluyville (1902-1904).

L'histoire scolaire

Avant la création de la commission scolaire Sainte-Anne-du-Sault, le territoire de la municipalité actuelle était rattaché à la commission scolaire de la paroisse de Saint-Louis-de-Blandford. La première commission scolaire de Sainte-Anne-du-Sault est née en 1889 peu de temps après la création de la paroisse. Des arrondissements permettaient de desservir les besoins en éducation sur le grand territoire et à ces arrondissements était rattachée une école. À l'époque coloniale, le territoire de Daveluyville a été le lieu de l'établissement de l'école du village et, plus tard, avec l'augmentation importante de la

population du territoire rural de Sainte-Anne-du-Sault et du village de Daveluyville, des écoles plus volumineuses ont été aménagées (tableau 2.2).

Écoles du village. Avant 1893, il semble que l'éducation des enfants se donnait à la chapelle. Aucune école n'est connue au village avant cette date. La première école décrite dans les registres est située sur le lot 42-5 entre la vieille chapelle et la maison de Dame Dunn (Adrien Bédard en 1987). En 1909, l'école sera agrandie, puis l'année suivante, les religieuses en prendront la direction. Un hangar à bois est construit en 1919 sur le terrain de l'école par Félix Houle. L'année 1939 est celle de la construction de la nouvelle école à trois classes du village par Donat Laroche et Arthur Fournier (entrepreneurs conjoints). Adrien Bédard deviendra le nouveau propriétaire de l'ancienne école. La nouvelle école du village occupe désormais les lots 41-114 et la moitié de 41-113 (436, rue Principale) acquis d'Ernest Gélinas. Elle prendra le nom d'école Sainte-Marie jusqu'à sa fermeture. Le bâtiment deviendra une garderie à compter de 1981 et prendra le nom de « La petite école ».

Couvent des Sœurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge (1910-1953). Adolphe Daveluy avait dans l'esprit depuis les années 1890, la construction éventuelle d'un couvent et pour favoriser une telle entreprise, il fit don d'un terrain en 1894 (lot 41-112). Il faudra néanmoins attendre quelque quinze années avant de voir s'officialiser la donation à la communauté des Sœurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge. L'entente contractuelle est conclue en 1910 devant notaire et la construction du couvent est alors entreprise (Lauzophe Nault, commerçant et entrepreneur) sur cet emplacement qui deviendra le 414, rue Principale. Dès 1913, 43 filles fréquentent le couvent, dont 25 sont pensionnaires. Les couventines sont issues des paroisses environnantes, mais parfois elles proviennent d'aussi loin que l'Ontario ou les États-Unis. En 1922, le couvent sera agrandi et sera doté de sa propre petite chapelle. La clientèle diminuera cependant à partir des années 1940 et le couvent fermera ses portes en juin 1953. Abandonné pendant 3 ans, le bâtiment sera loué par la Commission scolaire en 1956, puis celle-ci s'en portera acquéreuse en 1961 pour le convertir en école centrale qui prendra le nom d'école Notre-Dame-de-l'Assomption. Dix classes seront aménagées dans l'ancien couvent par G. Beaudet inc. de Warwick. En 1981, l'école sera rallongée et réaménagée. Il s'agissait essentiellement d'agrandir le corps principal du bâtiment dans deux directions. D'un côté, le gymnase et ses services ont pris la place de l'ancienne résidence des religieuses qui, pour ce faire, a été démolie. D'un autre côté, des locaux d'enseignement ont été ajoutés dans un axe perpendiculaire au bâtiment principal.

École Sainte-Anne. L'école Sainte-Anne (111, 7e Avenue) occupe une partie des lots à la propriété d'Hermann Fournier. Elle fut construite en 1956 sur le territoire de la Commission scolaire de Sainte-Anne-du-Sault afin d'offrir des cours allant de la 7e à la

11e année. Après la fondation de la Commission scolaire régionale des Bois-Francs, en 1964, l'école dispensera les niveaux I et II du secondaire. Depuis les années 1980, les cinq niveaux du secondaire sont dispensés à l'école Sainte-Anne sous la direction de la Commission scolaire Prince-Daveluy.

Tableau 2.2 – Les premières écoles de Daveluyville

Nom	Période d'utilisation	Emplacement	Notes historiques
Première école du village	Avant 1893	Vieille chapelle	
Deuxième école du village	1893-1939 1939- ? (résidence ?)	Lot 42-5 entre la vieille chapelle et la maison de Dame Dunn	Agrandissement de l'école en 1909. Arrivée des religieuses en 1910. Vendue à Adrien Bédard.
Troisième école du village (école Sainte-Marie)	1939-1980? (école) 1981-auj. (garderie)	436, rue Principale, lots 41-114 et partie du lot 41-113.	Construite par Donat Laroche et Arthur Fournier. Devenue une garderie (CPE) depuis 1981.
Deuxième école du 2e rang	1958-auj. (résidence)	À l'origine, située sur les lots 26, 27-28. Déménagée au 200 de la 2e rue de Daveluyville.	Construite par Ernest Deshaies de Lemieux. Convertie en résidence privée dans les années 1960 (famille Hébert).
Deuxième école du 4e rang Ouest (école Sacré-Cœur)	1958-auj. (résidence)	À l'origine, située sur le chemin du 4e rang Ouest de Bulstrode. Déménagée au coin de la 2e rue et du 2e rang de Daveluyville.	Construite par Arthur Morin. Convertie en résidence privée dans les années 1960 (Famille Vigneault).

Enfin, il est à noter que parmi les écoles de rangs qui ont desservi les besoins éducatifs des enfants de la portion rurale de Sainte-Anne-du-Sault (municipalité actuelle), deux écoles ont été déménagées à Daveluyville à la fin des années 1950 et ont été réaménagées en résidence privée (école du 2e rang et école du 4e rang Ouest).

Histoire économique et industrielle

L'exploitation du bois

L'économie initiale de Sainte-Anne-du-Sault et de Daveluyville, au XIXe siècle, se caractérise par l'ouverture de nombreux chantiers de coupe de bois. Le commerce du bois est le moteur de l'économie de Sainte-Anne-du-Sault et ce, dès 1862 avec la migration des grands chantiers de Georges Benson Hall et de Henry Early Hall dans les townships de Maddington, de Bulstrode et de Blandford. Les Hall possédaient toute une suite de lots le long de la rivière Bécancour et ils parvenaient à déplacer l'ensemble des billots de leur chantier jusqu'à leur scierie de Bécancour par voie d'eau (drave). Avec l'arrivée du

chemin de fer du Grand Tronc puis de l'Intercolonial, l'amélioration des voies de communication terrestres et la présence du pouvoir hydraulique, cette industrie ne saura que grandir.

Néanmoins, le territoire verra sa première occupation permanente officielle en 1869 lors de l'arrivée d'Anglais pratiquant le commerce du bois au niveau local. C'est ici qu'entre en jeu James Hodges. Par la suite, la compagnie *The Canada Tanning Extract Limited*, créée en 1873 par Bradley et Sharples, exploita le bois pour la production de tanin[3]. Cette compagnie a acheté de David Aikman, un capitaliste anglais, une vaste étendue de terre en bois debout qui comprend les lots 19 à 28 de Bulstrode et ainsi les rangs 1 à 6 de Sainte-Anne-du-Sault. Placée au cœur d'une immense pépinière composée surtout de pruches, la compagnie exploite, même à excès, ces grandes étendues de forêts vierges. Le 20 juillet 1874, la compagnie du tanin achète de François-Hyacinthe Saint-Germain, homme d'affaires important et maire de la municipalité de Saint-Louis-de-Blandford, le pouvoir de l'eau de la rivière et une partie des lots 8, 9, 10, 11, 12 et 13 dans le 11e rang de Maddington (Comité organisateur, 1987: 173), ce qui lui permettait d'exploiter le pouvoir hydraulique pour le flottage du bois et d'installer un barrage à la pointe de l'île afin de contraindre les billots à descendre par le petit bras de la rivière Bécancour (embranchement ouest). Les billots pouvaient ainsi être recueillis directement à leur manufacture construite sur le lot 23 de Bulstrode (Daveluyville). L'exploitation du bois pour la production de tanin était vouée à l'exportation. La manufacture cessa ses activités en 1877.

Ainsi, à compter de 1877, le commerce du bois s'implanta sur une base encore plus importante avec l'implantation de moulins à scie. Ces premiers moulins locaux étaient situés à proximité des cours d'eau afin d'actionner les grandes roues à aubes ou bien les turbines. Lorsque le pouvoir de l'eau n'était pas suffisant, la vapeur était employée pour faire fonctionner le moulin avant que ne survienne l'invention des moteurs à l'huile.

Dans le futur village de Daveluyville, sur le lot 41-106, le moulin à scie de Joseph-Armand Esnouf fut une des premières de la localité : « Jules Ferdinand Esnouf, initié par son père au commerce du bois, lui succède comme propriétaire de ce moulin, situé près de la rivière Bécancour, face à la traverse de l'île, à l'endroit même de la manufacture de tanin. » (Comité organisateur, 1987 : 153). En 1901, J.-F. Esnouf vend son industrie à *The Drummond Lumber Company Ltd*, qui prendra localement le nom *Les Scieries Mitchell*. En 1907, *The Drummond Lumber Company Ltd* vend à Lauzophe Nault entrepreneur et commerçant de bois. Son moulin deviendra le plus imposant de l'époque puisqu'il sera actionné par trois engins à vapeur et une dynamo. Lauzophe Nault opérera également trois moulins à bardeau qui permettaient d'appareiller des madriers, des

[3] Ce produit a la propriété principale de rendre imputrescibles les peaux animales.

planches et des dormants. Le bois qu'il achetait en hiver était déposé sur les berges des rivières Blanche et Macartouche de sorte qu'au printemps, durant le flottage du bois, le travail des draveurs et hommes de berge était facilité. Le bois de pulpe était réservé à l'exportation par l'intermédiaire des wagons de l'Intercolonial alors que le bois de sciage passait dans le convoyeur qui dirigeait les billes directement au moulin. Le moulin demeurera en opération jusqu'en 1913 et ce, malgré l'incendie déclaré en 1908 qui nécessita une importante reconstruction.

Une importante cour à bois desservait le moulin Joseph-Armand Esnouf du village. Un mini-chemin de fer traversait cette cour à bois pour rejoindre la voie d'évitement de l'Intercolonial, ce qui a grandement facilité le transport des produits.

En 1914, Joseph et Alphonse Poisson achètent la terre agricole d'Adolphe Daveluy et quelques années plus tard, Alphonse la transforme en ferme expérimentale où se tiendront pendant plusieurs années des assemblées agricoles. Au début des années modernes, soit après 1950, le site prendra une vocation industrielle et résidentielle en raison des besoins d'expansion du village (Comité organisateur, 1987 : 157).

Les fromageries et beurreries

Très tôt dans l'histoire coloniale de Daveluyville apparaissent les fromageries et beurreries qui répondent à la demande de l'industrie laitière. La présence de cheptel composé de bovins laitiers de race holstein et de ayrshire fera de Daveluyville et de Sainte-Anne-du-Sault une région prospère dans ce domaine.

En 1899, Adolphe Daveluy vend une parcelle de terre à Georges Simoneau, fromager, et quatre années plus tard, celui-ci vend à la *Société Blais et Lavigne* où œuvre le fromager Jeffrey Hardy jusqu'en 1906, à sa fermeture. Une fromagerie à la propriété de Zéphir Côté a été en opération entre 1912 et 1924 sur le lot 131, près du village de Daveluyville. Une autre fromagerie-beurrerie était située au lot 20 du 2e rang était à la propriété de Trefflé Marcotte, fromager, jusqu'en 1913 lorsqu'il vend à la Société de Fabrication de beurre et de fromage du 2e rang de Sainte-Anne-du-Sault, représenté par Joseph Morissette. En 1920, la Société vend à Donat Gaudet, mais la fromagerie-beurrerie sera rétrocédée en 1931 à la Société, puis en 1934 à Trefflé Marcotte qui vendra la bâtisse à Ovila Laroche, industriel. Enfin, la fromagerie Cadotte du 4e rang (lot 216) de Sainte-Anne-du-Sault, après quelque 30 années d'opération, avait été vendue à Ovila Laroche, industriel qui déménagea l'équipement et la machinerie au lot 41-79 de Daveluyville, un lot qu'il acquiert de Syfroid Coulombe, rentier. En 1942, Ovila Laroche vend à Adélard Joyal, industriel, lequel vend à son tour à la Société Coopérative agricole de la paroisse

de Sainte-Anne-du-Sault. Par la suite, le commerce passera aux mains d'Alexandre Bazin (1950) avant de fermer ses portes sous la propriété de Paul-Émile Allard (1958). Cette fromagerie-beurrerie fut de loin la plus importante du village de Daveluyville puisqu'elle y a fonctionné très longtemps, entre 1934 et 1957, sans compter sa première vie au 4e rang !

Tableau 2.3 – Les anciens commerces de Daveluyville, excluant les marchés et épiceries.

Commerce	**Propriétaires**	**Localisation**
Boutique de charrons	Ludger Tourigny	À définir
Boutique de forge	Adolphe Gagnon (1875), Alfred Hébert, Anthime Boisvert, Alphonse Dubois, R. Roux	Lot 41-10
Boutique de forge	Philippe Cornier, Arthur Mailhot, Ludger Tourigny	À définir
Boutique de forge	Hector Beaudoin, Stanislas Massé	À définir
Boutique de selliers	François-Xavier Comeau, Paul-Émile Allard	À définir
Cordonnerie	Philippe Richard, Philippe Hélie, Roger Lamy, Paul-Émile Allard	À définir
Boulangerie	Charles Beaumier (1875), Eugène Germain, Hermas Demers, Pierre Leblanc, Arnelle Dubuc, Omer Marcotte, Omer Dunn, J. Alphonse et Wellie Bourque, Lucien Lavigne, Rodolphe et Hervé Pellerin, Adrien et Maurice Pépin	À définir
Boucherie	Adjutor René, Paul Dumas, Donat Laroche, Freddy Roy, Eusèbe Boucher, Arthur Brisson, Hormidas Crochetière, Philippe Smith, Rolland Joyal, Alfred et Paul Hardy, Jean-Paul Crochetière, Léo Morin	À définir
Salon du barbier	Georges Simoneau, Sigefroid Coulombe, Jos B. Fortier, Ludger Bélisle, Théode Désilets, Lucien Côté (1926-1961), Émile Bibeau, Henri Noël, Mareil Morel, Laurent Morin, Patrice Morin	À définir
Boutique du charretier	Amédée Lavigne, Oswald Trudel, Alexandre Baril, Alexandre Hugues, Hormidas Crochetière, Henri Côté	À définir
Garage	Stanislas Massé, Hermann Massé, Victor Massé, Julien Beaudoin, Ludger Tourigny, Roméo Tourigny, René Tourigny, Roméo Bergeron, Normand Bergeron, Hervé Provencher, Hervé Paris	À définir

Les premiers commerces et services

Les marchands et commerces spécialisés étaient nombreux à l'époque coloniale (tableau 2.3). Peu de temps après son arrivée en territoire saintanois (1890), Adolphe Daveluy avait fait construire un magasin général au village de Daveluyville (lot 41-111). Ce magasin connut une importante succession. Dans les années 1980, il prit le nom de Marché Daveluy. D'autres magasins généraux ont également pris part à l'histoire

coloniale : le magasin de Lucien Côté (1926-1961) qui comprenait également un salon de barbier (lot 41-83) ; le magasin de Paula Houle Côté qui tint un magasin de coupons et de chapeaux (devenu Les spécialités Daveluy dans les années 1980) ; le magasin général Omer-Marcotte (lot 41-72) ouvert en 1899 (actuellement Marché Fréchette, 276, rue Principale) ; le magasin Émile-Arsenault au lot 42-6 ; le magasin Raphaël Melançon au lot 41-20 ; ainsi que les magasins d'Émile Bergeron et de Gille Ladouceur.

De nombreux autres commerces se sont implantés à Daveluyville parallèlement à l'essor démographique que cette ville a connu. Parmi les métiers et professions qui se sont les mieux illustrés, se comptent des ferblantiers, plombiers, vendeurs de tissus et de vêtements, des vendeurs d'automobiles et des garages, des bijoutiers, horlogers et orfèvres, des artisans, sages-femmes et médecins, directeurs funéraires, notaires et quantité d'entrepreneurs (Comité d'organisation, 1987 : 168-170).

Tableau 2.4 Les hôtels de Daveluyville

Type d'hôtel	**Propriétaires**	**Localisation**
Hôtel d'hébergement « Hôtel Central »	Édouard Houle, Adolphe Houle, Robert Bergeron, Patry et Therrien, Monsieur Scott, Émile Tanguay, Édouard Bourassa, Émile Leblanc, George Provencher, Michel Provencher, André Rheault	Lot 41-63
Hôtel d'hébergement « La Brassette Villageoise »	Wilfrid Demers, Walter Hally, Gilles Lavigne, Gérard Houle, Marcel Rhéaume	Lot 41-106
Hôtel d'hébergement	John Mc Nulty	Site de la manufacture Albert Marchand

Daveluyville a également vu sur son territoire deux hôtels licenciés (tableau 2.4). Dans ces hôtels, le passant, le voyageur ou le travailleur pouvait y trouver gîte et couvert avant de reprendre sa route. Il faut dire qu'avant l'avènement de l'automobile, les déplacements plus lents exigeaient de plus nombreuses haltes. L'hôtel licencié d'Ernest Baril et de son fils Alexandre Baril est une bâtisse encore debout qui a connu toute une suite de propriétaires (tableau 2.4). Lorsqu'il fut à la propriété d'Adélard Lacourse, l'hôtel devint un point névralgique de rencontre. Il fut en opération entre 1933 et 1968. L'hôtel sert d'ailleurs toujours à la même fonction de nos jours sous l'appellation de l'*Hôtel chez Marcel* au lot 41-36. Quant à l'hôtel de John Mc Nulty, il était situé sur le site de la manufacture Albert Marchand. Il fut incendié en 1908 et ne fut pas reconstruit (Comité organisateur, 1987 : 165). À la suite de la résolution interdisant la vente de boissons alcoolisées, verront le jour les hôtels de tempérance (Philippe Perreault, Henri A. Beaudet, Eugène Bail, Alexandre Baril, Onésime Hamel). Une petite anecdote raconte que la maison d'Onésime Beauchesne s'était transformée en hôtel licencié (pour vendre de l'alcool) à la suite de l'incendie de l'hôtel Beauregard en 1908.

Les restaurants ont été nombreux à Daveluyville (Comité organisateur, 1987 : 166). Voici les noms des propriétaires qui se sont aguerris d'une vive compétition et qui se sont succédé : Raphaël Melançon, Segefroid Coulombe, Jos Bellefeuille, Ernest Gélinas, Adolphe Houle, Charles-Édouard Marcotte, Lionel Tourigny, Armand Goupil, Gustave Tourigny, Wilfrid Demers, Lucien Paul, Jean-Guy Deshaies, Sylvio Bergeron, Marcel Raymond, Alain Lebel, M. Boisvert, Georges-Arthur Houle, Roger Chillas, Réal et Jacqueline Ouellet, Claudie Brunelle.

Le développement d'un site industriel

Avec la diversification des commerces et petites industries villageoises, l'économie de Daveluyville a toujours su se distinguer en conservant son emprise sur l'industrie du bois (sciage et transformation) puis du textile et, ainsi, la municipalité a assisté à un grand cheminement industriel.

Effectivement, dès sa fondation, Daveluyville a centré son économie dans l'industrie du bois de sciage puis dans celle de la transformation, notamment la fabrication de meubles. Le 11 juin 1908, un incendie réduit en cendres des scieries, des usines à bois et une grande partie du village. À ce moment, la ville fit preuve « d'avant-gardisme en proposant des avantages fiscaux aux entreprises qui créent des emplois sur son territoire », souligne l'historienne Monique Giroux (2010 : 33). À titre d'exemple, en 1909, la compagnie *Lausophe Nault Enr.* obtint une exemption de taxes pour cinq ans, à la condition de donner du travail à six hommes au moins neuf mois par année. Ayant reçu une aide financière (prêt sans intérêt) pour démarrer sa manufacture, la *Compagnie de chaises de Daveluyville Ltd* (1913) s'est également vue dans l'obligation d'employer 25 hommes dès la première année d'exploitation et 40 hommes les années suivantes (Comité organisateur, 1987 : 134). Il faut savoir cependant que la Cour supérieure a décrété ses avantages illégaux à compter de 1916.

Un atelier de mica a ouvert ses portes dans l'usine d'Arthur Fournier en 1923. Le mica arrivait à l'état brut, soit en bloc ou en feuilles épaisses et était effeuillé ou écaillé à l'aide d'un couteau spécialisé. Le produit ainsi fabriqué permettait d'obtenir « des lamelles très minces d'un éclat métallique. » Encore une fois, le train permettait de transporter la matière effeuillée vers un centre de production.

En 1938, Édouard Ouellet bâtissait une usine sur un site de portes et châssis appartenant à Arthur Fournier. Les premières pièces fabriquées sont des chaises pliantes et des tables. La compagnie se spécialisera par la suite dans la confection de mobilier de chambre. L'usine sera mise en opération quelques mois à peine durant la période de la guerre. En

1945, avec l'association de Edgard et Marius, fils de Édouard, ainsi que de Hermann Fournier, son beau-frère, la compagnie prend le nom de *Meubles Daveluyville Ltée*. En 1953, le feu brûla une partie essentielle de cette usine et en 1956 un deuxième incendie détruisit complètement le bâtiment, mais l'usine fut reconstruite la même année. C'est en 1945 que Gérard Ouellet achète l'entreprise familiale. En 1965, la firme *Gérard Ouellet inc.* prend de l'expansion et achète une usine à Warwick qui exploita le mobilier de pin alors que l'entreprise de Daveluyville se consacra au mobilier d'érable. L'entreprise perdurera jusqu'en 1982 alors que Jules, fils de Gérard, était à la présidence. Cette compagnie prospéra et développa un marché canadien et américain, mais la vive concurrence du milieu de la fabrication de meubles aura cependant eu raison de cette entreprise familiale.

Tableau 2.4 – Quelques industries du début de la période moderne – Daveluyville

Nom de l'industrie	**Début des opérations**
Robert Lapierre inc., fabrique de poignée de meuble	1940
Compagnie de choucroute de Maddington	1941
Atelier Noé-Caron	1952
Atelier Julien-Beaudoin ltée	1959
Industrie Benoit Fournier inc.	1957
Reliance Varnish Co., usine de peinture pour meuble	1959
Daveluyville Furniture	Vers 1950. Brûle en 1956.
Vitrerie générale	Vers 1950

L'idée d'organiser un parc industriel sera proposée en 1964 alors qu'Hermann Fournier, venait d'obtenir le titre de 11e maire de Daveluyville. Des démarches ont alors été entreprises avec succès de sorte que des compagnies s'installent dans le parc industriel, telles que *Les Produits de chauffage J. L. Ltée* et *Tricot Domino Ltée*, lesquelles favoriseront la construction d'immeubles et l'achat de terrain. Le parc industriel de la période moderne verra au total onze industries marquer l'essor économique de la région (tableau 2.4). La crise économique des années 1980 amènera cependant plusieurs industries à fermer leur porte, mais elle n'affectera pas la vocation industrielle de Daveluyville, encerclé d'un milieu rural tout aussi prospère (Giroux, 2010 : 33).

Événements marquants

Quelques événements survenus au sein de la municipalité ont laissé des traces sur le territoire d'occupation. C'est le cas notamment des nombreux cours d'eau qui portent le nom de personnalités ayant marqué l'histoire de la municipalité. On retiendra ici Henri-Arsenault, Trefflé-Blais, Adélard-Joyal et Ernest-Provencher s'ajoutant à Amédée-Lavigne et Syfroid-Coulombe comme toponyme pour identifier des cours d'eau.

Il faut souligner également l'incendie survenu le 6 novembre 1906 dans le village de Daveluyville. Les secours qui ont rapidement été demandés à Saint-Hyacinthe et à Drummondville ont permis de sauver le village de la catastrophe, seuls les trottoirs avaient été incendiés. Cependant, un second incendie est survenu les 11 et 12 juillet 1908 brûlant cette fois un total de 45 maisons et leurs dépendances, les scieries mécaniques, la manufacture de bois et même, la station de chemin de fer. En mai 1905, le conseil avait pourtant été invité à considérer l'opportunité d'acheter une pompe à feu ! Le ravage de ces deux incendies et encore quelques années ont dû passer avant que l'inspecteur de la voirie ne soit autorisé à équiper le village d'une pompe à incendie dans une bâtisse conçue à cet effet. Une des plus grandes répercussions de ce grave incendie fut sans nul doute, la disparition de la station de chemin de fer au profit de la construction d'une nouvelle gare de l'autre côté de la rive, sur le territoire de Maddington Falls.

Finalement, une débâcle importante transporta les billots de Lauzophe Nault, propriétaire d'un moulin, aussi loin qu'à Bécancour lorsque la force de l'eau et les glaces firent céder le barrage situé à la tête de l'île. Une partie du bois a pu être récupéré. M. Nault avait pris l'habitude de payer une messe spéciale chaque printemps pour bénir le flottage du bois et la protection des hommes. Les draveurs narguaient M. Nault puisqu'il avait fait chanter une deuxième grande messe l'année de la grande débâcle pour favoriser la venue tardive du printemps : « C'est la faute de la deuxième messe, Monsieur Lauzophe! », raconte la tradition orale (Comité organisateur, 1987 : 154).

4.2.4 Routes et chemins anciens

En 1831, lorsque Joseph Bouchette, arpenteur général du Canada, visite le canton de Bulstrode, aucun chemin ni occupation n'est répertorié sur le futur territoire de Daveluyville (figure 2.2). En 1867, seule la marge droite (nord) de la rivière Bécancour possède un chemin en provenance de Saint-Louis-de-Blandford (figure 2.3). Un des plus vieux chemins de la région est sans aucun doute la route Hodges, anciennement connue sous le nom de « la vieille traverse » (figure 2.4). Cette route cheminait entre la rivière Bulstrode, située plus au sud, et la rivière Bécancour, à la hauteur de la « Grosse Île » (île

Côté). De là, il était possible de traverser la rivière via l'île pour atteindre la rive nord de la rivière Bécancour (Maddington). Cette route prendra plus tard le nom d'avenue de l'Église, puis avenue Sainte-Anne avant de devenir la rue Principale à Daveluyville. Jusqu'au premier quart du XXe siècle, cette route était fermée à la circulation périodiquement puisqu'elle devenait impraticable à chaque printemps et demandait trop d'entretien (Comité organisateur, 1987).

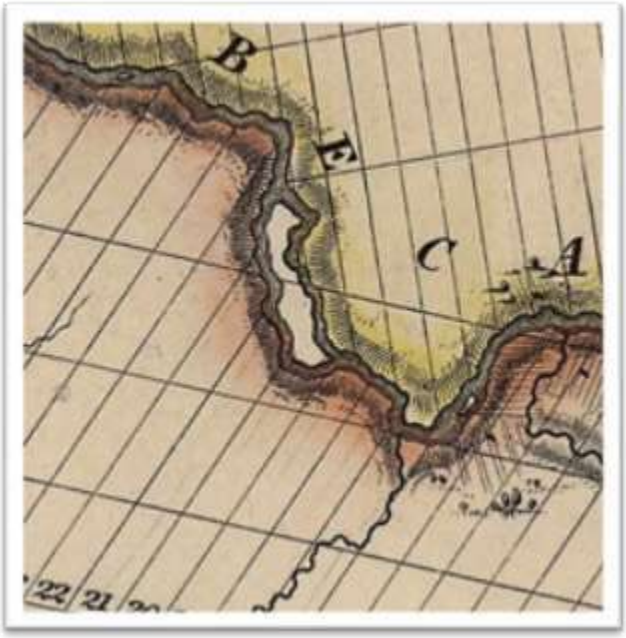

Figure 2.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117).

En 1864, le chemin de fer du Grand Tronc traversait désormais le territoire de Sainte-Anne-du-Sault lors de son parcours vers Québec. La Compagnie aménage une station portant le nom de Bulstrode Station, immédiatement au sud du village de Daveluyville près de l'intersection de la route Hodges et des 5e et 6e rangs de Bulstrode. La présence de cette station de chemin de fer a sans aucun doute favorisé l'essor de la région, dont l'exportation des produits du bois, l'implantation industrielle et manufacturière et, certainement, la venue de nouveaux colons en provenance de Québec. Vers 1893-1894, la *Cie Drummond County Railways (C.D.C.R.)* a terminé la portion de la voie ferrée qui traverse le canton de Bulstrode et de Maddington et démarra ces opérations. Une station fut construite à Sainte-Anne-du-Sault (Daveluyville) sur le lot 41-10 du 1er rang près des ponts de la rivière Bécancour. Cette voie ferroviaire avait officieusement pris le nom de « chemin de fer des Mitchell » pour la population locale. En novembre 1899, la C.D.C.R. est vendue au chemin de fer colonial qui, plus tard, se fusionne pour devenir les Chemins de fer nationaux du Canada (CN). Une voie de desserte est construite jusqu'à la hauteur des moulins. La gare est détruite lors de l'incendie de 1908. Le site de la reconstruction de la station se situa à Daveluyville.

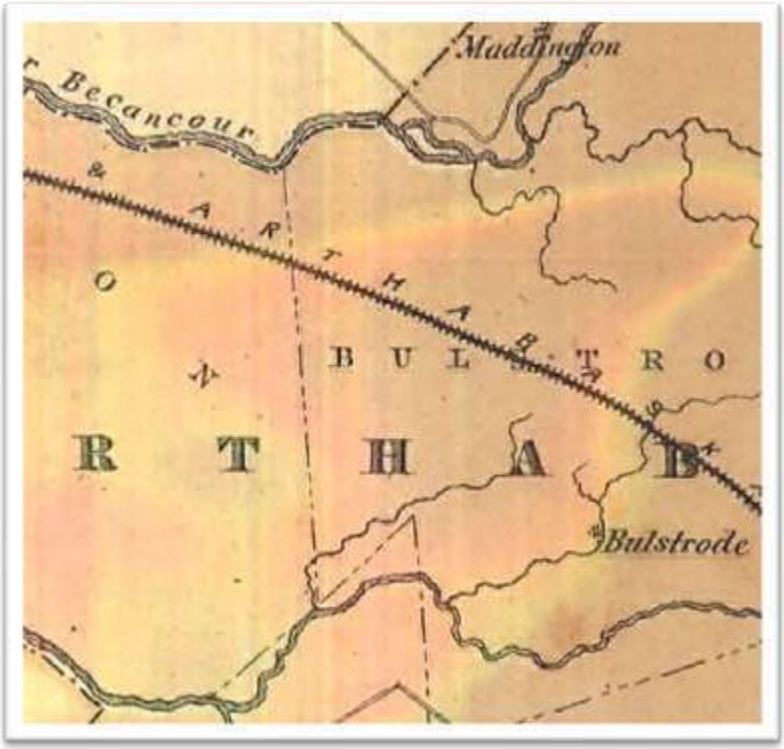

Figure 2.3 – Extrait d'une carte des *Eastern Townships*, 1867 (BAnQ: 107580).

En comparant les cartes 2.4 et 2.5, il est possible d'observer l'emplacement initial de la traverse de la rivière. Celle-ci empruntait les embranchements plus étroits de la rivière vis-à-vis de la « Grosse Isle » (île Côté). À compter des années 1930 ou 1940, un pont était construit au-dessus des chutes de Maddington. Il semble qu'avant 1952, seule une passerelle permettait de traverser la rivière Bécancour entre Daveluyville et l'Île Côté (Comité organisateur, 1987 : 130). En 1953, un pont aurait été construit par le propriétaire de l'île grâce à une subvention obtenue pour cette réalisation. Un peu plus tard, en 1960, le ministre des Travaux publics était enfin disposé à reconstruire le pont sur la rivière Bécancour entre Daveluyville et Maddington (pont actuel). La municipalité cède alors au Gouvernement du Québec le pont étroit et dangereux qui traversait déjà les chutes de Maddington. Elle s'engageait ainsi à obtenir les terrains requis pour l'aménagement d'un nouveau pont et de ses approches.

Au niveau territorial, Daveluyville connut un développement important après la Seconde Guerre. Avant cette période, la route d'Hodges (rue Principale) et le chemin du 2e rang constituaient l'essentiel du réseau de circulation terrestre (figure 2.5).

L'année 1965 marquera des changements dans l'identification des immeubles résidentiels, industriels et commerciaux, ces derniers étant dorénavant dotés d'un numéro civique. La nomenclature des voies d'accès routiers est également modifiée et la plupart

des chemins et des routes portent de nouveaux noms : ainsi, la rue Sainte-Anne est devenue la rue Principale; la rue Intercoloniale devient la Deuxième Rue; la rue Des Érables devient la Troisième Rue et les rues transversales à la rue Principale sont maintenant désignées comme des avenues.

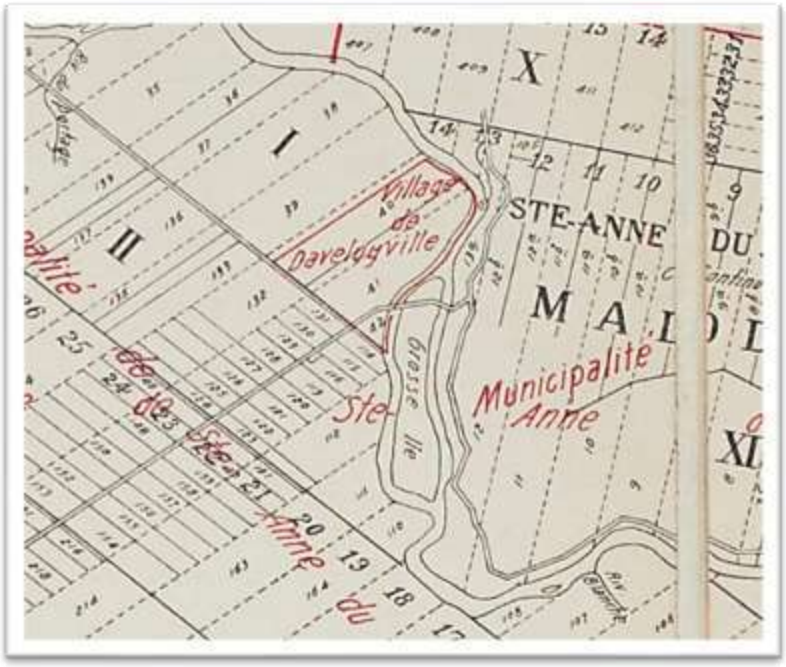

Figure 2.4 – Extrait de la carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre, 1920 (BAnQ : 2684630).

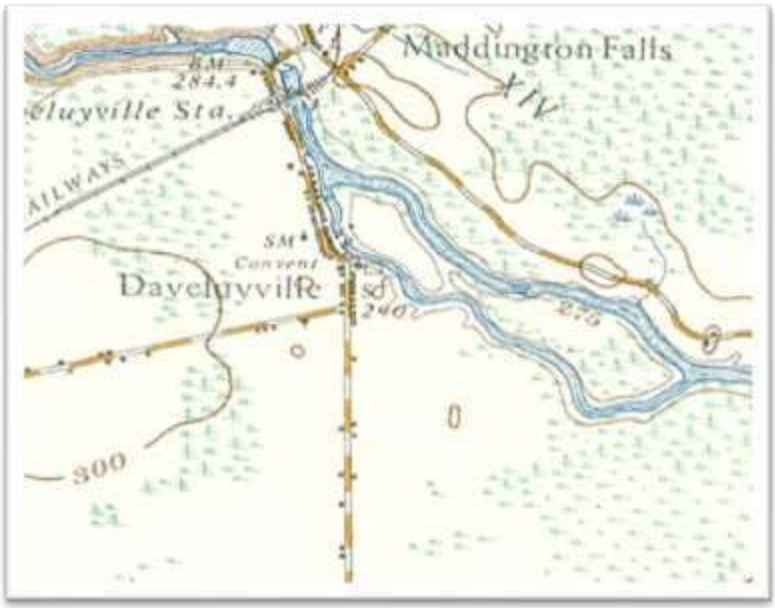

Figure 2.5 – Extrait de la carte topographique 31I/01,1944 (BAnQ : 2670191).

Les noyaux de peuplement

Le noyau villageois de Daveluyville constituait, avant le tournant du XXe siècle, le hameau le plus populeux du territoire de Sainte-Anne-du-Sault. Il se détacha de sa municipalité mère en 1901. Le village s'est implanté le long de la route d'Hodges, entre le chemin de fer Intercolonial (CN) et le chemin du 2e rang. Sur la figure 2.5, il est possible d'observer la concentration de bâtiment le long de cet axe.

4.2.5 Patrimoine bâti

Tel que discuté précédemment, la population de Daveluyville s'est implantée le long de la route d'Hodges qui deviendra la rue Principale actuelle. Le village correspond ainsi à un type d'organisation spatiale linéaire caractéristique. L'église et le chemin de fer correspondent au pôle de cette agglomération, en face de la « Grosse Île ». Notons cependant la relative densité de l'occupation le long du chemin du 2e rang à l'approche du village. Notons également que de nombreux éléments du bâti de l'époque coloniale sont partis en fumée en 1908, rajeunissant du même coup l'histoire des bâtiments de la rue Principale.

Parmi les éléments patrimoniaux ayant un statut légal se trouve l'ensemble institutionnel catholique inventorié par le MCC (tableau 2.5). À ce jour, aucun autre lieu ni bâtiment n'est classé, désigné, cité ou répertorié par les différentes instances gouvernementale ou municipale.

Tableau 2.5 – Les éléments patrimoniaux inventoriés par le MCC, 2013

Dénomination	Numéro civique	Type de rue	Nom de la rue	Date d'origine	Statut	Fonction d'origine
Église de Sainte-Anne-du-Sault	419	rue	Principale	1891-1892	Inventorié	Lieu de culte catholique
Presbytère de Sainte-Anne-du-Sault	419	rue	Principale	s.d.	Inventorié	Résidence curiale

Quelques bâtiments ont cependant été répertoriés lors d'une étude réalisée par la Société La Haye et Ouellet en 1982 (figure 2.6). Une fois l'état des bâtiments et les numéros civiques identifiés, ces données pourront constituer le point de départ d'une cartographie exhaustive du patrimoine bâti.

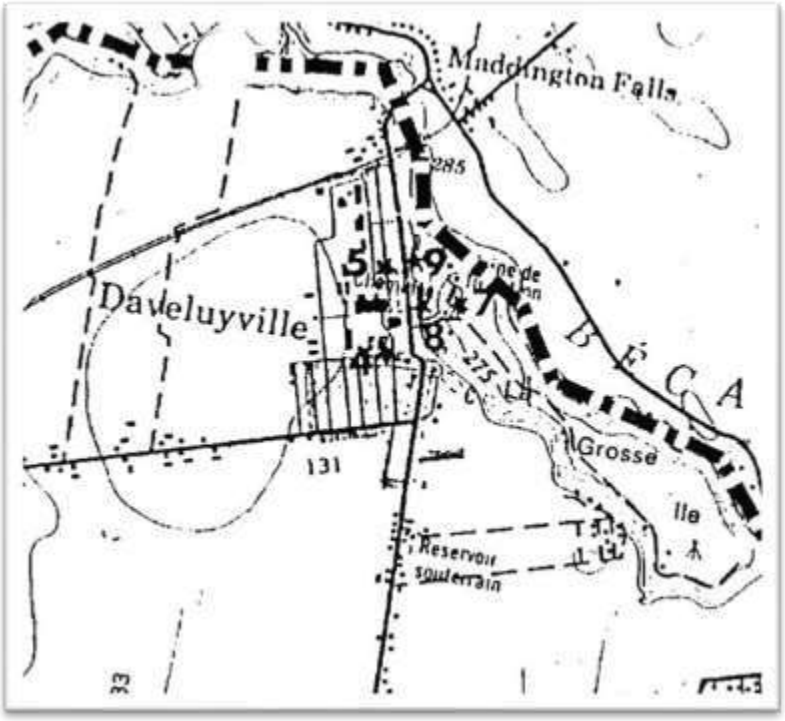

Figure 2.6 – La municipalité de Daveluyville et les bâtiments patrimoniaux identifiés par la Société La Haye et Ouellet, 1982

À ces éléments s'ajoutent les bâtiments que notre étude a permis de répertorier. Ces éléments sont présentés dans le tableau 2.6.

Tableau 2.6 – Inventaire préliminaire du patrimoine bâti de la municipalité de Daveluyville

Dénomination	**Numéro civique**	**Type de rue**	**Nom de la rue**	**Date d'origine**	**Fonction d'origine**	**Fonction actuelle**
École Saint-Marie	436	rue	Principale	1939	École Sainte-Marie	Garderie La petite école
Couvent des Sœurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge	414	rue	Principale	1913	Couvent	École de niveaux primaires
École Sainte-Anne	111	Avenue	7e	1956	École centrale	École de niveaux secondaires
Deuxième école du 2e rang	200	Rue	2e	1917	Maison d'école	Résidence?
Deuxième école du 4e rang Ouest		Rue	2e	1936	Maison d'école	Résidence?
Magasin général Omer-Marcotte	276	rue	Principale	1894?	Magasin général	Épicerie

Ces données ne sont pas exhaustives et soulignent une des lacunes des documents de sources secondaires pour une analyse exhaustive du bâti. Une fois l'inventaire complété grâce à l'étude du rôle d'évaluation, l'analyse comparative des cartes anciennes, la consultation d'archives, la visite au terrain et la communication avec des personnes-ressources (notamment les ainés de la municipalité), ces données pourront constituer le point de départ d'une cartographie exhaustive du patrimoine bâti.

4.2.6 Conclusion

Synthèse de l'histoire coloniale

Le canton de Bulstrode (1802) a bénéficié du passage de la rivière Bécancour à sa limite nord. Cet axe de circulation a favorisé un va-et-vient intermittent dans la région en bois debout. Une fois reconnue, elle a assuré un pouvoir hydraulique pour l'implantation de moulins et d'une station hydro-électrique.

La municipalité a officiellement été peuplée en 1863 par des Anglais investis dans le commerce du bois et du tanin. La migration canadienne-française se fera plutôt au troisième quart du XXe siècle. Les colons en provenance des vieilles paroisses situées le long du fleuve se sont alors établis le long de la route Hodges afin d'accéder aux chantiers de coupe et aux terres cultivables pour y installer leur famille. La vague colonisatrice perçue dans les registres fonciers à compter des années 1878 correspond probablement, pour une bonne part, à des propriétés acquises par les squatters à la suite de l'application de la nouvelle législation émise par le gouvernement du Bas-Canada pour répondre au problème des occupants sans titre de propriété.

Les origines de Daveluyville sont intimement liées à celles de Sainte-Anne-du-Sault, sa municipalité mère. En fait, tant au niveau religieux, social et économique, les deux municipalités ont évolué en complémentarité, la première y développant un milieu urbain, industriel et commercial unique, la deuxième, un milieu rural caractéristique (déboisement, mise en culture, implantation de maisons de ferme).

C'est à Daveluyville que s'est implantée l'institution religieuse catholique qui servira aux besoins de l'ensemble des occupants du canton de Bulstrode. Le premier missionnaire visitait la communauté naissante dès 1873, mais il faudra attendre 1888 pour voir le premier prêtre résident, également fondateur de la paroisse de Sainte-Anne-du-Sault. Au tournant du XXe siècle, la municipalité de Sainte-Anne-du-Sault se composera de plus de 1 500 âmes et la population mitigée par l'emplacement du lieu de culte forcera la création des nouvelles paroisses de Maddington et de Daveluyville. Ainsi reconnue comme

municipalité distincte en 1901, Daveluyville présentait déjà les prémisses de sa vocation industrielle moderne. De fait, les moulins à scie et les manufactures de meubles deviendront un moteur économique majeur et un des principaux employeurs de la municipalité grandissante. Ce développement manufacturier et industriel a tiré profit du passage du chemin de fer de l'Intercolonial. L'augmentation rapide de la population villageoise de Daveluyville favorisera plus tard l'ouverture de plusieurs commerces, des industries artisanales ainsi que de différents établissements scolaires.

Recommandations

Nous avons abordé l'étude du milieu villageois de Daveluyville en identifiant les différentes phases de son occupation, en identifiant les aspects matériels de la culture qui pourraient subsister du développement initial et enfin, en documentant le développement des principaux réseaux de communication. Chacun des aspects abordés dans ce chapitre a ainsi contribué à expliquer divers phénomènes reliés à l'histoire sociale, économique, culturelle et religieuse de ce territoire, dont la présence de certains bâtiments que l'occupation ininterrompue a permis de conserver. Il ne s'agit toutefois pas d'une étude approfondie et beaucoup reste à faire pour documenter, analyser et mieux comprendre les différentes facettes de l'héritage bâti.

L'inventaire préparé dans ce chapitre est à l'état préliminaire. Il constitue un outil de référence pour faciliter l'identification plus formelle du patrimoine à la grandeur de la municipalité. La création d'un inventaire exhaustif grâce à l'étude des cartes, des titres de propriété et de l'analyse architecturale au terrain permettra de mener plus loin les efforts de préservation et de mise en valeur du patrimoine daveluyvien. Nous proposons ici diverses avenues pouvant mener à une meilleure compréhension du patrimoine bâti :

1) **Choisir des thèmes d'interprétation en fonction de l'impact que les phénomènes sociaux, économiques et culturels ont eu sur la vie des habitants du territoire.** En fait, certains thèmes ont marqué l'ensemble de la MRC alors que d'autres sont plus spécifiques à la municipalité. Ainsi, l'occupation initiale de Daveluyville par l'implantation d'industries de coupe et de sciage le long de la route d'Hodges garantira une présence somme toute précoce sur le territoire. En revanche, la municipalité s'est développée tardivement comparativement aux municipalités adjacentes.

2) **Pousser plus avant la recherche documentaire en fonction des choix thématiques.** Le processus de mise en valeur des thèmes patrimoniaux choisis devra tenir compte du potentiel qu'ils présentent en regard des richesses

historiques, archéologiques et documentaires qu'ils recèlent. Pour un thème donné, notamment le développement de la vocation industrielle, il sera important de connaître en profondeur l'ensemble du phénomène, les différentes phases de son développement et les acteurs principaux, ce qui permettra d'identifier les installations ou les sites les plus représentatifs et les plus susceptibles d'offrir des avenues de mise en valeur ainsi que des facilités de recherches, d'accessibilité, d'aménagement, etc. Parmi les études à réaliser, nous recommandons :

- Des études reliées au patrimoine bâti et au paysage culturel de la municipalité de Daveluyville :
  - Documenter les moulins et autres petites industries qui ont marqué l'économie initiale de Daveluyville de façon à faire ressortir les variantes locales;
  - Mieux documenter les commerces qui ont servi la communauté coloniale ;
  - Documenter, à l'aide de la réalisation d'une chaîne de titre, les diverses propriétés privées répertoriées au rôle d'évaluation;
  - Établir des critères menant à la sélection d'immeubles et de sites patrimoniaux voués à être reconnus au niveau fédéral, provincial et/ou municipal;
  - Identifier et analyser les caractéristiques physiques des bâtiments patrimoniaux et équipements associés qui méritent cet intérêt légal;
  - Identifier le potentiel archéologique des établissements les plus caractéristiques en vue de leur protection et d'une éventuelle mise en valeur archéologique ;
  - Définir et détailler les lieux culturels et les paysages significatifs.

- Des études reliées aux personnages ayant marqué la municipalité de Daveluyville :
  - Détailler l'origine des premiers colons d'origine anglaise et canadienne-française.

3) **Poursuivre le macro-inventaire du bâti ancien et le mettre à jour**.

4) À la lumière de la présente recherche historique, nous recommandons également la mise sur pied d'un certain nombre d'autres **mesures visant à mieux protéger et à mettre en valeur le patrimoine bâti de la municipalité de Daveluyville**. Ces mesures représentent des pistes de réflexion qui pourront alimenter les débats pour la réalisation d'autres volets d'étude et de mise en valeur prévus à la suite de

ce premier volet. Les recommandations présentées devront être développées dans un prochain rapport.

- Cartographier les éléments du bâti et autres traces culturelles
- Traduire la présente recherche en un document accessible au citoyen
- Créer une banque de photographies anciennes
- Revoir et créer des circuits patrimoniaux
- Diffuser l'information sur le patrimoine
- Accompagner et outiller le citoyen
- Inciter les propriétaires à mettre en valeur leur bâtiment patrimonial
- Conserver et mettre en valeur les immeubles publics
- Se doter d'outils d'urbanisme efficaces

Bibliographie

[s.n.] (1960?): *Inventaire économique et industriel. Municipalité : Daveluyville, Weddington et Ste-Anne-du-Sault, comté : Arthabaska [Québec] : Ministère de l'industrie et du commerce, Commissariat industriel.*

CELAT (1980): *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska – Ethnologie.* Arthabaska: MRC d'Arthabaska. Rapport déposé au Ministère des Affaires culturelles, Direction générale du patrimoine, Service des Inventaires.

Comité organisateur du centenaire de Sainte-Anne-du-Sault (1987?): *La Paroisse de Sainte-Anne-du-Sault, 1888-1988.* Sainte-Anne-du-Sault : Paroisse de Sainte-Anne-du-Sault, 546 p.

Giroux, Monique (2010): *Les Bois-Francs, une volonté de fer.* Québec: Les Éditions GID, 205 p.

Inventaire industriel..,. Daveluyville, 1970- [périodique]. Québec : la Direction.

MCC (2013) : *Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ)*. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2013) : Cartographie des sites et zones d'interventions archéologiques du Québec. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2012) : Inventaire des lieux de culte du Québec. Gouvernement du Québec,

Québec. [http://www.lieuxdeculte.qc.ca, consulté en octobre 2012]

MCC (2013) : Répertoire du patrimoine culturel du Québec (RPCQ). Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca]

Milot, Jean et Jocelyne Simard (1994) : *Les croix de chemin du Québec : inventaire sélectif et trésor*. Collection Patrimoines. Dossier, 10. Québec, Les publications du Québec.

PARC CANADA (2013) : *Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens.* Gouvernement du Canada. [http://www.historicplaces.ca/]

Pépin, Jean-Pierre-Yves (2005): Sainte-Séraphine, 1914-1940 et Daveluyville, 1880-1940, comté d'Arthabaska, paroisses Sainte-Séraphine et Sainte-Anne-du-Sault : 1344 fichiers-images. Longueuil : Éditions historiques et généalogiques Pepin, 1 CD-Rom.

Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville (2011) : Répertoire des baptêmes, mariages et sépultures, paroisse de Ste-Anne-du-Sault, Daveluyville, QC : baptêmes, 1888-1940, mariages, 1888-1970, sépultures, 1888-1940. Victoriaville : Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville, 169 p.

Société La Haye et Ouellet (1982): *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska - Analyse du paysage architectural*. Arthabaska: La Société La Haye-Ouellet, 166 p.

Cartes et plans anciens

1831 Bouchette, Joseph. *To his most Excellent Majesty, King William IV. This topographical map of the districts of Quebec, Three Rivers, St.Francis and Gaspé, Lower Canada : exhibiting the new civil division of the districts into counties pursuant to a recent Act of the provincial legislature; is with his Majesty's gracious and special permission, most humbly and gratefully dedicated by his Majesty's most devoted and loyal Canadian subject.* Londres : James Wyld. BAnQ- 90117.

1867 *Map of the Eastern Townships of Canada : compiled and engraved expressly for the Eastern Townships Gazetteer.* St. Johns : Smith & Co. BAnQ: 107580.

1920 *Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre.* Québec (Province) : s.n. BAnQ-2684630.

1944 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:50 000. 31-I-01, Aston.* Québec Topographique. BAnQ : 2670191.

Sites Internet

Répertoire des municipalités du Québec
http://www.mamrot.gouv.qc.ca

Commission de toponymie du Québec
http://www.toponymie.gouv.qc.ca/

Statistique Canada – Profil du recensement
http://www12.statcan.ca/

Ville de Daveluyville
http://www.ville.daveluyville.qc.ca/

4.3 Ham-Nord

L'essentiel des données concernant l'histoire de Ham-Nord a été acquis à la lecture et l'analyse d'une monographie historique publiée en 1988 à l'occasion du 125e anniversaire de la municipalité (Vézina, 1988). Ce document regroupe des données d'archives sur les conditions de l'arrivée des premiers colons, les premières familles à s'être établies et l'évolution du cadre religieux, municipal, scolaire et économique. Des données pertinentes au sujet des protestants ayant occupé la paroisse des Saints-Anges de Ham-Nord au début de la période coloniale ont également été extraites d'un ouvrage réalisé par Florent Charest en 2011. Enfin, toujours parmi les ouvrages spécialisés, nous avons consulté les pages écrites par Albert Gravel et Louis-Philippe Demers (1967), lesquelles recèlent d'importantes informations au sujet du contexte de l'occupation du canton de Ham.

À ces sources d'informations s'ajoute la consultation de divers répertoires renfermant la liste de biens ou sites patrimoniaux ayant une valeur culturelle majeure, tels que le Répertoire du patrimoine culturel du Québec (MCC, 2013), le Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens (Parc Canada, 2013), le Répertoire des lieux de culte du Québec (MCC, 2012) et le Répertoire des croix de chemin (Simard et Milot, 1994), le Répertoire toponymique du Québec (Commission de toponymie du Québec, 2013), l'Inventaire des sites archéologiques du Québec (MCC, 2013), le Répertoire de cartographie numérique du site de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec et divers macro-inventaires mandatés par le ministère des Affaires culturelles et élaborés à compter des années 1980 dont ceux du CÉLAT (1980) et de la Société La Haye et Ouellet (1982). Ces documents ont permis d'établir l'état des connaissances et la valeur patrimoniale déjà inventoriée, reconnue, classée ou simplement répertoriée de certains bâtiments.

4.3.1 Site d'implantation

Dans les années 1830, Joseph Bouchette, arpenteur général du Bas-Canada, décrivait simplement le canton de Ham, comme étant situé entre les cantons de Wotton et Wolfestown, joignant Tingwick et Chester au nord-ouest et Weedon au sud-est. Ce territoire comprenait à l'époque l'augmentation de Ham qui correspond aujourd'hui au canton de Ham Sud. Actuellement, cette municipalité occupe l'essentiel du canton de Ham-Nord, la municipalité de Notre-Dame-de-Ham étant située immédiatement au nord-ouest dans le même canton (figure 3.1).

La municipalité de Ham-Nord est traversée par la rivière Nicolet, un cours d'eau particulièrement sinueux jalonné de seuils et de cascades et qui prend ses eaux du lac du

même nom. Il est également parcouru par la rivière Platte laquelle forme un embranchement de la rivière Nicolet en aval des villages de Ham-Nord et du hameau du Village-des-Chutes. La région est couverte de ruisseaux (nommément celui de Demers dont le cours traverse le village de Ham-Nord), qui drainent leurs eaux vers ces rivières principales et assurent l'irrigation des terres fertiles situées dans leurs parcours. Le sol est en effet favorable à la culture du blé et autres espèces de grains, alors que certaines parties de terre sont plus convenables pour la culture du lin et du chanvre.



Figure 3.1 – Limites actuelles de la municipalité de Ham-Nord (Statistique Canada, 2014 : 2439010).

Occupant la région physiogéographique des Appalaches, cette région présente des surfaces inclinées, des creux marécageux, des vallées de rivières bien encaissées dans le roc et des bombements rocheux aux surfaces de sable bien drainé. L'altitude variant entre 250 et 350 mètres (ANMM) est ainsi ponctuée de collines culminant à 400 mètres (ANMM) où la colline Boudreau, la colline Nadeau et la Montagne à Simoneau se démarquent magnifiquement. La forêt est composée d'érables, de hêtres, de bouleaux, de tilleuls, de sapins et de cèdres, bref, d'essences qui se contentent de la présence d'un substrat généralement sableux et pauvre en dépôts organiques.

4.3.2 Familles et personnages

Les premiers colons

Malgré l'octroi de terres par le gouvernement à la Compagnie des terres de l'Amérique britanniques (British American Land Company), les spéculations ont retardé la colonisation des terres de certaines régions des Cantons de l'Est. C'est le cas de Ham-Nord où ont été alloués, entre 1807 à 1815, les quatre premiers rangs, totalisant 9 800 acres, à quinze personnes seules. Malgré l'arpentage primitif des lots du canton, aucun des propriétaires terriens n'a habité sur les terrains qui leur avaient été octroyés par la Couronne britannique.

À l'époque où les deux cantons n'en formaient qu'un seul, la partie nord du canton, où se situe Ham-Nord, a été colonisée par des Canadiens français alors que des Anglais, Écossais et Irlandais (notamment Coulombe et Rice) ont occupé la partie sud, désignée aujourd'hui comme la municipalité des Saints-Martyrs-Canadiens. L'abbé Duhaut, curé de Wotton, mentionnait en 1853 dans une lettre adressée à l'évêque de Trois-Rivières qu'une trentaine d'habitants occupaient les terres de Ham. Quelques familles se sont établies dans le canton à titre de « squatters » et aucun document d'archives ne témoigne ainsi de leur présence. Cependant, comme le raconte l'histoire de Saint-Fortunat ou encore de Saint-Joseph-de-Ham-Sud, bien avant l'épisode de colonisation canadienne-française, les migrations loyalistes ont été particulièrement importantes pour le développement initial des colonies de Ham (Gravel et Demers, s.d.; Florent Charest, 2011).

Ainsi, il faudra attendre au moins cinquante ans après l'arpentage initial des lots de Ham pour que soient cédés les lots à des Canadiens français, c'est-à-dire au même moment où était réalisé l'arpentage définitif des lots entre 1857-1861. En 1868, le premier curé de Ham-Nord, l'abbé J. Charles Lemire, réalisa le recensement de la population où apparait la date d'arrivée des premiers colons de la culture française :

- Modeste Gosselin, natif de Pointe-de-Lévis (Lauzon), son épouse Olive Gagnon de Saint-Nicolas et leurs cinq enfants, les premiers colons de la future paroisse de Saint-Anges-de-Ham-Nord telle que nommée à l'époque coloniale, arrivent ainsi vers 1850 en provenance de la région Lévis. Ils construisent, une cabane sur l'actuel chemin Vézina au lot 47;
- Au cours de la même année, Narcisse Gaudet, marié à Julie Poisson ainsi que leurs cinq enfants quittent Sainte-Julie du canton de Somerset pour s'établir sur les bords de la rivière Nicolet dans les limites des 2e et 3e rangs. Ce terrain est en 1988 la propriété de M. Jean-Rock Girard;

- La tradition orale raconte également que Barthélémy Toupin, accompagnée de son épouse Sophie Gilbert dit Comtois de la paroisse Saint-Cuthbert, et de leurs huit enfants, ait quitté la région de Berthier pour s'installer dans le 1er rang de Ham où est situé l'actuel village de Notre-Dame-de-Lourdes de Ham;
- Vers 1852, Augustin Guertin, son épouse Adélaïde Provencher ainsi que son oncle Louis Guertin, marié à Marie Bourke, arrivent de Nicolet pour s'établir à la limite des cantons de Ham et de Wolfestown;
- Isidore Gaudet s'était installé sur les bords de la rivière Nicolet, non loin de la résidence de Pierre Comtois (Gravel, 1967);
- Durant l'hiver 1855-56, Marcellin Roy et son épouse Marie-Louise Couture, leur neveu, François Tardif et son épouse Desanges Couture, suivent la rivière Nicolet pour occuper des lots dans le 4e rang appelé aussi le rang des chutes. Également avec eux, nous retrouvons les frères Jacques, Camille et Paul Morin de même que leur cousin, Louis Morin, marié à Marie Gagné, tous originaires de Saint-Henri de la seigneurie de Lauzon;
- Les Gosselin, Toupin, Guertin et autres se sont installés sur les 1er, 2e, 3e et 4e rangs de Ham-Nord. Ils ont migré spécifiquement pour les opportunités offertes par la coupe du bois en y établissant un premier chantier aux environs du village actuel. Les fils de Barthélémy Toupin ont également joué un rôle important dans le développement de la colonie en favorisant le développement de l'agriculture puis en s'immisçant du côté de l'administration municipale et scolaire.

La future paroisse verra arriver à la suite de ces quelques pionniers les Vilbrun, Campagna, Laliberté, Tardif, Couture, Boudreau, Cloutier, Dubois, Provençal, Larose, Marcotte, Carrier, Biais, Ruel, Morasse, Poisson, Patry, Ramsay, Turcotte, Paquet, Richer, Martin, Picard, Bissonnette, Boulanger, Chrétien et plusieurs autres. C'est donc dire qu'à compter de la deuxième moitié du XIXe siècle, immédiatement après le parachèvement du chemin Saint-Philippe, le mouvement migratoire chez les Canadiens français a débuté rapidement et n'a cessé de se dynamiser.

Origine des familles

Les familles canadiennes-françaises arrivées à Ham-Nord avant 1860, sont en grande majorité originaires des paroisses situées près du fleuve dont celles de la Pointe-de-Lévis, Saint-Henri de Lauzon, Sainte-Claire de Dorchester, Saint-Nicolas, Saint-Antoine de Tilly, Saint-Pierre-les-Becquets, Montmagny, Bécancour, Gentilly, Saint-Grégoire et Nicolet.

D'après le recensement de 1871, onze familles des Saints-Anges ont des origines irlandaises, allemandes ou écossaises. Enfin, comme les Loyalistes, de nombreux Québécois qui avaient tenté une nouvelle vie aux États-Unis immigrent entre terres ham-nordoises pour se réapproprier des terres et leur culture.

Personnages importants

En plus de tous les colons, défricheurs, agriculteurs, premiers artisans et commerçants qui ont laissé leur trace dans l'édification de Ham-Nord, certaines personnes ont marqué l'évolution de la municipalité en conservant une place privilégiée dans la mémoire culturelle, et parmi ceux-ci se trouvent Philippe Napoléon Pacaud, Alexis Demers et Charles Lemire.

Philippe Napoléon Pacaud

Philippe Napoléon Pacaud, notaire de la paroisse de Saint-Norbert d'Arthabaska, originaire de Sainte-Hyacinthe et illustre patriote[4], facilitera la construction du chemin qui porte aujourd'hui son nom. En 1854, il construira également un magasin et une « perlasserie » à la sortie du village afin d'accommoder les 1er occupants de la région. Il contribua ainsi de façon mémorable à l'établissement colonial de Ham Nord.

Alexis Demers

Alexis Demers, premier maire de la municipalité du Canton de Ham-Nord (1864-1870), il siégeait déjà à Ham-Sud comme représentant du canton de Ham depuis 1860. Arrivé dans le canton cers 1858 avec sa famille, Alexis Demers s'installa aux lots 44 à 47 du rang A sud-ouest, chemin Saint-Philippe, où il entreprit la construction d'un moulin à scie sur la rivière qui porte aujourd'hui son nom. L'année suivante, il construisit le premier moulin à farine de Ham à proximité de son moulin à scie. Éduqué et énergique, cet homme se démarqua grâce à ses multiples talents, ses initiatives, autant dans le commerce que dans le secteur municipal. Les sommes d'argent qu'il investit dans la jeune municipalité ont permis de la voir éclore très rapidement.

Charles Lemire

Premier curé résident de Ham-Nord, Charles Lemire conservera sa fonction curiale quelque 56 années consécutives, de 1868 à 1924. Il est à l'origine de la construction d'un somptueux presbytère à Ham-Nord et participa à l'ouverture de plusieurs missions (dont celles de Tingwick, Saint-Olivier de Garthby, Saint-Adrien, et Sainte-Bernadette-de-la-Montagne). Il fonda également la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham en 1897.

[4] Philippe Napoléon Pacaud fut emprisonné pour son patriotisme durant les années de Rebellions de 1837-1838

En plus des sermons et des prônes qu'il a prodigués tout au long de son mandat, il a influencé la population autour d'une grande poignée de sujets, notamment en ce qui concerne le vote conservateur aux élections. Enfin, son caractère bienveillant et enthousiaste, sa promptitude et son engagement feront de lui une véritable légende : « Si les jeunes choristes manquent d'enthousiasme lors des répétitions, il les ramène à l'ordre en se servant de la baguette utilisée pour voiler les statues durant les jours saints ou lors des services funèbres, ou de la hampe de la croix de procession. Il relève les défis de tir au poignet, s'improvise arracheur de dents et brave le danger de contagion en visitant ses paroissiens atteints de la grippe espagnole durant la terrible épidémie de 1918 (Giroux, 2010 : 48). »

4.3.3 Faits historiques

Histoire religieuse

Au Québec, l'histoire coloniale est intimement liée à la foi religieuse. Des paroisses étaient généralement établies avant l'édification des municipalités. Les documents historiques soutiennent que c'est à partir de 1842 que le premier curé de Saint-Félix-de-Kingsey, l'abbé Hubert Robson, devait assurer les missions de Kingsey, Warwick, Chester et même celle de Ham.

Les premiers colons du canton, entre 1850 et 1857, devaient se déplacer vers Saint-Christophe d'Arthabaska pour partager les rites religieux catholiques. Entre 1857 et 1861, ils pouvaient se déplacer à la mission de Saint-Paul-de-Chester où l'abbé Télésphore Lacoursière, curé de Saint-Médard de Warwick, donnait la messe régulièrement. C'est à partir de 1860-1861, que l'abbé Lacoursière desservait la mission des Saints-Anges. Comme la chapelle n'était pas construite, ses messes étaient données chez Alexis Demers. Déjà en 1860, 610 personnes, appartenant à 90 familles, étaient établies dans la région. Selon l'abbé Moise Duguay, il s'agissait d'un développement inattendu dans ce canton, car il avait cru percevoir un intérêt plus marqué pour Chester et Warwick.

C'est au missionnaire Joseph Damase Sicard de Carufel, alors curé de Saint-Paul-de-Chester (1860-1866), que la paroisse des Saints-Anges-de-Chester doit sa première chapelle, laquelle fut bâtie en 1861. Peu après, il érigea un chemin de croix et envoya une requête au Mgr Cooke pour obtenir un cimetière. Malgré tous ces efforts, les paroissiens quémandaient les services d'un véritable curé : prêches régulières, bénédictions, communions leur manquaient. Ils durent cependant s'armer de patience puisqu'un troisième missionnaire, l'abbé Joseph Agenor Moreau fut assigné à la paroisse des

Saints-Anges entre 1866 et 1868. Sous son règne, une requête formelle demandant un prêtre résident a été signée par plus de 85 paroissiens.

À cette suite, la paroisse accueillait son premier prêtre résident, le curé Charles Lemire (1868-1924). Curé et missionnaire pendant plus de 50 ans à la paroisse des Saints-Anges-de-Ham, son influence dans le développement du canton de Ham fut majeure (voir chapitre précédent). Il occupa en 1869 le premier presbytère de la paroisse, construit à la corvée par les colons. En 1872, il construisit lui-même une deuxième maison qu'il relia à son presbytère par un passage recouvert. Cette bâtisse devait servir de cuisine et de résidence au personnel qui était à son service notamment sa servante et des indigents qui n'avaient nulle part ailleurs pour se loger. Cette maison fut déménagée par la suite et se trouvait à la propriété de Jean-Pierre Marcotte et sa famille en 1988. À partir de 1879, de nombreux travaux furent menés à la chapelle pour l'agrandir et la rendre plus adaptée.

C'est à la toute fin du XIXe siècle que le curé Lemire formula une requête pour l'érection d'une église; la chapelle maintenant vétuste ne pouvait plus contenir la population qui avait plus que doublé en quelque 25 ans. L'église fut construite en 1899-1900 à proximité de la chapelle (précisément, à quinze pieds du côté sud-est) selon les plans de l'architecte, M. Jean-Baptiste Verret, et ses dimensions sont demeurées inchangées au fil du temps. La première chapelle de la paroisse fut démolie en 1903 et le terrain fut nivelé. La même année, l'abbé Lemire fit déménager les deux maisons qui lui servaient de presbytère afin d'entamer la construction d'un nouveau presbytère à cet emplacement. Ce bâtiment, œuvre de Jean-Baptiste Verret et reconnu pour la richesse et la qualité de son architecture, fut détruit en 1982.

En 1920, la foudre frappa sur l'église. Alors que la plupart des paroissiens s'attendaient à voir leur église réduite à néant, l'énergie qui fut donnée à transporter des seaux d'eau et à prier permit de contrôler rapidement le feu qui s'était propagé au coin droit de la bâtisse, à l'endroit où un gabarit de métal ayant servi à tailler les fenêtres rondes de la voûte avait été oublié en 1900. Encore aujourd'hui, la dernière fenêtre qui donne sur la salle paroissiale, laquelle n'est pas composée des mêmes vitres que les autres, rappelle cet évènement.

En 1926, les citoyens et le nouveau curé de la paroisse des Saints-Anges, le curé Charles Alfred Gariépy entré en fonction deux années auparavant, participèrent à la bénédiction du nouveau cimetière (toujours actuel). Le curé Gariépy décéda en 1928 et fut remplacé par l'abbé Léonidas Adams, à titre de curé. Son frère Amédée devint vicaire de la paroisse.

Histoire municipale

En 1855, Ham-Nord faisait partie de deux municipalités unies (Ham-Nord et Ham-Sud), mais le 1er janvier 1864, suite à de nombreuses pétitions, les Townships de Ham et de Ham-Sud furent divisés en deux municipalités distinctes. À cette époque, 150 familles occupaient le 5e rang et le chemin Saint-Philippe ainsi que le 10e rang et 11e rang du Canton de Wolfestown, annexés à la municipalité depuis 1865. De son côté, la paroisse Saints-Anges de Ham-Nord a été érigée en 1860 et canonisée en 1870.

En 1881, un groupe de paroissiens du 1er et 2e rang de Ham demandaient la fondation d'une nouvelle paroisse à Fecteau's Mills, projet qui fut refusé catégoriquement par les autorités. En 1897, la demande a été réitérée et, cette fois, acceptée étant donnée l'importance démographique de ce noyau villageois (un peu plus de 400 âmes) qui, alors, se détacha de la paroisse des Saints-Anges de Ham.

L'histoire scolaire

À l'époque coloniale, l'utilité et la nécessité de l'éducation par l'intermédiaire d'un service d'enseignement institutionnalisé n'étaient pas très en vogue, les habitants préférant garder leurs enfants sur la ferme pour « faire de la terre ». Malgré tout, la première corporation scolaire du canton de Ham vit le jour en 1861 et à partir de ce moment, plusieurs écoles de rang virent le jour.

Alors qu'en 1876, 22 garçons et 40 filles fréquentaient les trois écoles érigées dans la paroisse, dont celle de la Chapelle du village fréquentée par plus de 40 élèves, en 1897, huit écoles assuraient l'éducation de 163 garçons et 132 filles. Quelque 20 ans plus tard, en 1917, 11 écoles de rang et une école au village assuraient un service en enseignement grâce à la présence d'institutrices natives et demeurant dans la paroisse, à l'exception d'une institutrice du nom de Mlle Larrivière. Cette dernière offrait un cours académique qui permettait aux élèves talentueux de poursuivre leurs études à même la paroisse en vue d'enseigner à leur tour dans les écoles élémentaires locales.

En 1914, une nouvelle école est construite au village. Ce projet permit d'obtenir deux classes au rez-de-chaussée et une salle publique à l'étage. Cette école est-elle toujours debout? Qu'est-elle devenue?

La crise économique de 1929-1939 affectera la réfection des maisons d'écoles, comme on les appelait autrefois, qui, déjà peu entretenues, ne répondaient plus aux besoins de la population grandissante. Ainsi, après cette période, un grand nombre d'écoles ont été

relocalisées et réaménagées. Plusieurs de ces écoles plus modernes qui comprenaient maintenant plus d'une classe, un vestibule, une chambre, une petite cuisine et un second étage accessible via un escalier et où étaient aménagées plusieurs chambres, ont été construites par Ulric Comtois, menuisier et manufacturier de portes et châssis de Ham-Nord.

En 1960, la centralisation des écoles amena la construction de l'école Notre-Dame du Perpétuel-Secours et, deux années plus tard, celle de Dominique Savio. Tour à tour, les maisons d'école furent fermées et vouées à des ventes aux enchères.

Histoire économique et industrielle

Au début de la colonie, le bois franc constituait la ressource de base d'une économie encore précaire. Plus tard, le sucre d'érable et la potasse s'ajoutèrent en tant que produits de commerce. La culture du sarrasin succédait souvent aux brulis ayant servi à réduire le bois en cendre pour façonner le « salt » (la potasse). Le magasin Pacaud (1857-1861) et celui des frères Blais (1866-1873) ont participé activement à la distribution de ces produits. Autrement, il arrivait que les colons doivent se déplacer pour vendre eux-mêmes aux municipalités voisines. Le commerce de la potasse prenant fin vers les années 1880-1890, il fut remplacé par le commerce du merisier (bouleaux jaunes) équarri à la hache.

En 1870, environ 150 familles occupent Ham-Nord. L'ouverture de nouveaux rangs favorisa l'occupation de nouvelles terres ainsi que l'ouverture de moulins. Néanmoins, un va et vient continuel dans la paroisse, faisait fluctuer la population au cours de la fin du XIXe siècle, de sorte que la mise en place de petites industries et des commerces subit une lente croissance.

Un moulin a façonné l'économie initiale de la municipalité de Ham-Nord : le moulin Alexis-Demers. Ce dernier était contemporain du moulin Pierre-Prince et de son magasin établis depuis 1855 au 1er rang de Ham, dans la future paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham. Alexis Demers construisit et opéra un moulin à scie puis un moulin à farine sur les marges de la rivière Demers en y exploitant le pouvoir hydraulique. Les chantiers de billots étaient nombreux au début de la colonie qui était en grande partie fondée sur l'exploitation forestière.

De nombreux propriétaires se sont succédé à la suite du démarrage de l'entreprise, et, même s'ils provenaient des municipalités voisines (Hégésippe Laroche, François Alyre et Bruneau Richard), ceux-ci employaient une bonne part des bûcherons établis dans canton

de Ham. Le moulin à farine cessa ses activités vers 1910, après quoi il fut vendu et plus tard, en 1923, la bâtisse fut déménagée pour servir de hangar et de cuisine d'été. Le moulin à scie, quant à lui, demeura en activité jusqu'en 1940 alors qu'il fut démoli par Alcide Lapointe et ses garçons. Le mécanisme fut toutefois vendu à Onésime Aubert qui le réutilisa dans un nouveau moulin qu'il fit construire au même endroit. Ce moulin eut une courte vie puisqu'en 1950-1955, il cessa ses opérations et fut vendu. L'emplacement de ces moulins a joué un rôle majeur dans le choix de l'emplacement de la 1ere chapelle.

La première maison de bois rond d'Alexis Demers était située immédiatement au bas de la chute de la rivière Demers, au lot 46 (rang A sud-ouest). Aujourd'hui, l'emplacement du moulin à scie serait perceptible au bas de la chut où il serait également possible de distinguer les fondations de la première maison Demers, celle de la grange, de la forge et du moulin à farine construit en 1859-1860[5]. Se distinguerait aussi le roc qui a été taillé afin de permettre l'installation d'un tuyau conducteur d'eau qui alimentait une turbine. Les tiges de fer qui soutenaient la turbine seraient toujours en place (Vézina, 1988 : 194).

Les documents d'archives font mention de deux mines ayant été en activité à Ham-Nord, l'une de cuivre, l'autre d'antimoine. La présence du cuivre dans le canton aurait été faite en 1860 par des prospecteurs. Tout un lot de spéculateurs s'appropria aussitôt les droits des mines des propriétaires terriens; le cuivre était à l'époque un minerai particulièrement recherché. Quant à la mine Pennayer, une filiale de la British American Land Company fut aménagée sur une terre appartenant auparavant aux quatre frères Boudreau[6]. Richard Heneker acheta de Pierre Boudreau en 1862 une partie du lot 28 du 4e rang où il édifia un moulin à scie, une forge et des dépendances luxueuses pour « loger ses hommes ». Dans un bâtiment dédié à broyer la pierre, il fit installer un broyeur d'une dimension si démesurée qu'il fallut environ trois semaines pour le déplacer d'Arthabaska-Station vers Ham-Nord au cours de l'hiver 1862-1863. Cette mine d'antimoine de Pennayer sera exploitée six années par plus de soixante mineurs. En décembre 1867, les dépendances de la mine ont pris feu et les actionnaires décidèrent de vendre leur entreprise. Le bois et le moulin passèrent aux mains d'Octave Gaudet, commerçant de Ham-Nord qui les vendit. Le curé Lemire fit l'acquisition du bois pour parachever la construction de la chapelle et entamer celle du presbytère. Quant au moulin (qui a été incendié criminellement en 1907), il avait été acheté vers 1900 par Joseph René. Enfin, les terrains de la mine ont été cédés à Louis T. Blais en 1896, lequel construisit une bâtisse occupée par la famille Lapointe en 1988 (Vézina, 1988 : 201)

[5] La maison Demers a été déménagée par Étienne Campagna (père). Elle a subi de nombreuses modifications, mais occupe aujourd'hui la propriété de la famille de Jean-Paul et Louis Nault.

[6] De là le nom donné à la colline où a été installé le moulin, sur la terre des Boudreau.

Stanislas Drapeau, souligne à la suite de son enquête sur les Cantons de l'Est, pour les années 1851-1861, que la nouvelle mission des Saints-Anges de Ham-Nord se développait assez bien et comptait déjà une population de 610 personnes réparties sur 90 familles. En plus de ses deux moulins à scie et un moulin à farine, la jeune paroisse comptait aussi une chapelle, un magasin, un bureau de poste appelé l'Espérance[7]. Quelques décennies plus tard, en 1897, se dénombraient en plus de ces premières industries, huit écoles, une beurrerie et sept fromageries.

Le premier bureau de poste prenait place chez Adolphe Stein, à même son magasin général à Arthabaska. De là, Pierre Beauchesne est relaté dans les documents historiques comme étant le premier à obtenir un contrat de transport du courrier à Ham-Nord à chaque semaine avant l'établissement du bureau de poste l'Espérance en 1861. Ce dernier ne sera tenu par nul autre que Pierre Prince, propriétaire du plus gros moulin à scie du canton de Ham (Notre-Dame-de-Ham) et homme suffisamment lettré pour tenir le bureau de poste. Celui-ci a donc été établi à Notre-Dame-de-Ham et à la suite d'une brève interruption de service après la mort de Pierre Prince en 1863, le bureau rouvrit ses portes en 1865 à Ham-Nord avec, comme maître de poste jusqu'en 1874, Alexis Demers. Le bureau sera par la suite tenu par la famille Balais pendant 44 ans dans une bâtisse à la propriété d'André Terrien en 1988. Avant l'installation d'un bureau de poste au Village-des-Chutes vers 1910, un dénommé Albéric Boisvert de Saint-Adrien de Ham, livrait le courrier.

Bien qu'il ne soit pas explicite au sujet des écoles existantes, le recensement national de 1871, mentionne la présence de 1043 habitants, un magasin général (magasin Blais), cinq moulins à scie et/ou à farine (moulins Joseph-Fecteau, Michel-Gaudet, Michel-Blais, Edward-Carrier et Octave Gaudet), deux boutiques de menuiserie (Louis Duquet et Charles Gagné), un forgeron (Joseph Shank) et un chantier de billots (François Cyr). Le même recensement comptait 163 maisons sur les fermes, neuf maisons dans les villages et six magasins ou commerces.

Le premier magasin général de Ham-Nord était celui du notaire Philippe Napoléon Pacaud. Il fut édifié en 1857 à la sortie du village, s'en allant vers Saints-Martyrs (Beaudois-Centre?) et M. Pacaud y écoulait des semences (blé, sarrasin) et des articles importants que les habitants fabriquaient chez eux. Au début de la colonie, ses produits pouvaient être acquis grâce en échange de la potasse. Lorsque Pacaud cessa ses activités en 1860, il fallut attendre six années avant l'établissement d'un autre commerce, celui des frères Blais entre les années 1866 et 1874. Ce commerce était la demeure d'André Therrier en 1988.

[7] Le nom l'Espérance pour désigner le bureau de poste proviendrait des durs labeurs partagés pas les colons et le courage dont il faisait foi dans les premiers temps de la colonie.

Lorsque la mine de cuivre fut en exploitation, Octave Gaudet fut lié à forfait avec la compagnie minière. Il fut chargé du transport du minerai jusqu'au chemin de fer, mais également de l'approvisionnement en nourriture, tabac, boisson et vêtements des miniers. Son expérience le mena à construire, vers 1870, un magasin situé au nord-ouest de la rivière Demers, magasin qu'il tint jusqu'à sa mort en 1918. Narcisse Goulet fut acquéreur de la bâtisse quelques années plus tard et, en 1988, elle était à la propriété d'André Larose.

Plusieurs autres magasins laisseront leur trace dans la mémoire collective : le magasin Luneau (1882-1912), le magasin-hôtel Alphonse Demers (1893-1919), le magasin Fréchette (1900-?) et enfin le magasin Georges Boulanger (1896-?)[8]. La colonie déjà prospère a réussi à développer beaucoup de petits commerces prospères. Parmi ceux-ci se sont distinguées des boutiques de forges dont les plus connus sont sans contredit les deux frères Juneau et Ludger Morin et de nombreuses fromageries/beurreries dont les premières étaient celles des Toupin de Notre-Dame et les Cloutier du 3e rang Ham-Nord en 1887. Chaque rang comptait une fromagerie de sorte qu'en 1892, sept fromageries étaient en activité : celles du village, du 3e rang, du chemin Saint-Philippe/Beaudoin centre, du 10e rang/village, du 6e rang et du rang de Chutes. La municipalité comptait également nombre de boulangers (Narcisse Goulet fut le premier), de bouchers (Délia René, Wilfrid Garneau, Alcide Lapointe) de selliers et cordonniers, de ferblantiers, de plombiers, de barbiers, de garagistes, de médecins et une chapelière.

En 1887, l'industrie laitière commence à s'affirmer et les années suivantes seront marquées par une production agricole orientée vers la production de fromage cheddar dont les Anglais seront particulièrement friands. L'économie se diversifia également à d'autres niveaux grâce à la multiplication des petites industries locales comme celles du cuir, du lainage, des meubles, etc. Même, au début du XXe siècle, les habitants ont pu profiter de l'arrivée de la machinerie aratoire : la charrue d'acier, la herse à disques, le semoir, l'épandeur de fumier, la faucheuse, l'écrémeuse, se qui modifia les pratiques de l'industrie agricole.

Le début du XXe siècle marque le début de la drave du bois : le flottage du bois coupé durant l'hiver. À Ham-Nord comme ailleurs, de bonnes quantités de bois de pâte (*pitoune*) destiné à l'industrie de pâte et papier étaient empilées près des rivières et jetées à l'eau au printemps pour descendre la rivière Nicolet jusqu'à Victoriaville. Les billes de bois étaient de leur côté destinées aux moulins à scie locaux et devaient être arrêtées au passage.

[8] Ces magasins sont respectivement devenus, en 1988, la propriété de Mariette et Roger Blais; Oscar Plante et Cérald Aubert; Lise et Gaston Bellerose; et Yves Plante (restaurant Laurentien).

Plus tard, la période de l'entre-deux-guerres (1920-1940) deviendra une période de raffermissement économique, de développement de l'industrie et de chemins de fer, la multiplication des écoles et la publication de journaux. Le mode de vie rural changera peu, mais l'accès à l'information et la mobilité ont quant à eux marqué la vie sociale.

Évènements marquants

En 1910, un missionnaire colonisateur, l'abbé Philippe-Antoine Bérubé, réussit à convaincre une centaine de colons français du Québec, dont une bonne part est originaire de Ham-Nord, de venir s'installer sur les terres fertiles du nord de la Saskatchewan, à Debden. Au début du XXe siècle, peu d'industries sont installées dans les régions du Québec et la plupart des bonnes terres agricoles sont occupées depuis plusieurs générations. Accompagnant la faible diversification économique de la municipalité, la crise économique aura tôt fait de multiplier les faillites en raison de l'impossibilité d'emprunter. Plusieurs milliers de Canadiens français ont déjà quitté la province pour se diriger vers les villes industrielles du Québec et vers de la côte atlantique des États-Unis. Quelques centaines d'autres seront attirés par les avenues d'avenir offertes par l'achat de terre cultivable dans l'Ouest canadien. Plusieurs hommes acceptent ainsi de suivre l'abbé Bérubé vers la Saskatchewan, délaissant pour un temps leur femme et leurs enfants, le temps de défricher leur terre et de construire leur première cabane. La plupart des familles établies dans la région de Debden en Saskatchewan à cette époque proviendraient de Ham-Nord. Celles-ci peuvent facilement être identifiées par leurs noms de famille : Bélair, Bisson, Blais, Chrétien, Couture, Demers, Houde, Labrecque, Lajeunesse, Larose, Lavigne, Lehouillier, Pouliot, Ruel, Sevigny et Tardif.

Parallèlement à cet exode, l'augmentation du taux de chômage favorisera, à compter des années 1930, un retour à une agriculture de subsistance.

4.3.4 Routes et chemins anciens

Les premiers chemins

Comme la plupart des nouveaux cantons, celui de Ham fut isolé pendant plusieurs années. Les routes aménagées étaient inexistantes et le tronçon de la rivière Nicolet qui traverse le canton n'était pas navigable, même si à l'époque coloniale le débit de cette rivière était de beaucoup supérieur à celui d'aujourd'hui.

Une des raisons ayant favorisé la venue des premiers colons canadiens-français à venir défricher les terres de Ham fut probablement l'aménagement de chemins de pénétration, dont le chemin Craig terminé en 1810 sous les directives de l'arpenteur Kilborne et du gouverneur Craig. En 1811, le chemin de Craig reliait Lévis à Shipton en passant dans le canton de Chester, à quelques kilomètres de Ham-Nord.

Il faut par la suite attendre jusqu'en 1835 avant qu'un deuxième chemin, du nom de Gosford, ne traverse le canton dans ses limites sud-est, près du lac Nicolet (figure 3.2). Ayant comme point de départ Saint-Gilles en Beauce, ce chemin parcourt le canton de Ham pour se rendre à Sherbrooke. Ce chemin croise le chemin Craig à Maple Grove dans le canton d'Halifax. Comme pour le chemin Craig, des postes distribués à intervalles d'une journée de marche furent établis le long de cet axe, ce qui facilita les déplacements des nouveaux venus en provenance des États-Unis et du sud des Cantons de l'Est ainsi que de ceux qui partaient des seigneuries situées au nord de la région. Jean-Baptiste Coulombe compte parmi les aubergistes locaux ayant établi un poste près du lac Nicolet.

Un autre chemin contribua directement à l'occupation du canton de Ham. Il s'agit du chemin Saint-Philippe, connu aussi sous le nom de Pacaud, qui traversait les Cantons de l'Est à partir de 1853 (figure 3.3). Ce chemin constituait le prolongement du chemin de Mégantic (Vézina, 1988 : 32).

L'origine de ce chemin résulte d'abord du besoin de relier le poste Coulombe établi sur le chemin de Gosford au chemin Craig qui passait à Saint-Paul-de-Chester. Il faut ajouter à cette nécessité celle de créer un lien plus direct entre les lignes américaines et les noyaux de colonisation des Cantons de l'Est, tel que décrit par Phillipe Napoléon Pacaud dans son rapport dédiée à la couronne britannique :

> Ce chemin [Saint-Philippe] est la continuation du chemin de Mégantic et doit être considéré comme un des plus importants des Townships de l'Est, vu qu'il ouvre une communication directe avec le chemin de fer d'Arthabaska (…) Il commence sur le chemin de Craig, à un point qui se trouve à vingt-quatre chaînes et soixante-sept mailles du ruisseau Poudrier, traverse le township de Chester dans le huitième et septième rang; de là, il prend la ligne qui divise les Townships de Ham et celui de Wolfstown et la suit jusqu'au chemin Gosford (Vézina, 1988 : 34-35).

Le chemin Saint-Philippe correspond aujourd'hui à une portion de la route 161. Son emprise jouera un rôle prépondérant quant au choix de l'emplacement du village de Ham-Nord, car il orienta le défrichement des terres le long de cet axe.



Figure 3.2 – Le canton de Ham-Nord sur une carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117). Le chemin Dudswell [Gosford] est illustré en bas à droite, traversant le canton de Wolfes avant de longer le lac Nicolet dans l'augmentation de Ham (Ham-Sud).

Sur le Plan cadastral du canton de Ham-Nord, 1912 (figure 3.3), le chemin Pacaud est bien tracé. Sur cette carte figure également le nom « L'Espérance » à l'emplacement du village de Ham-Nord.

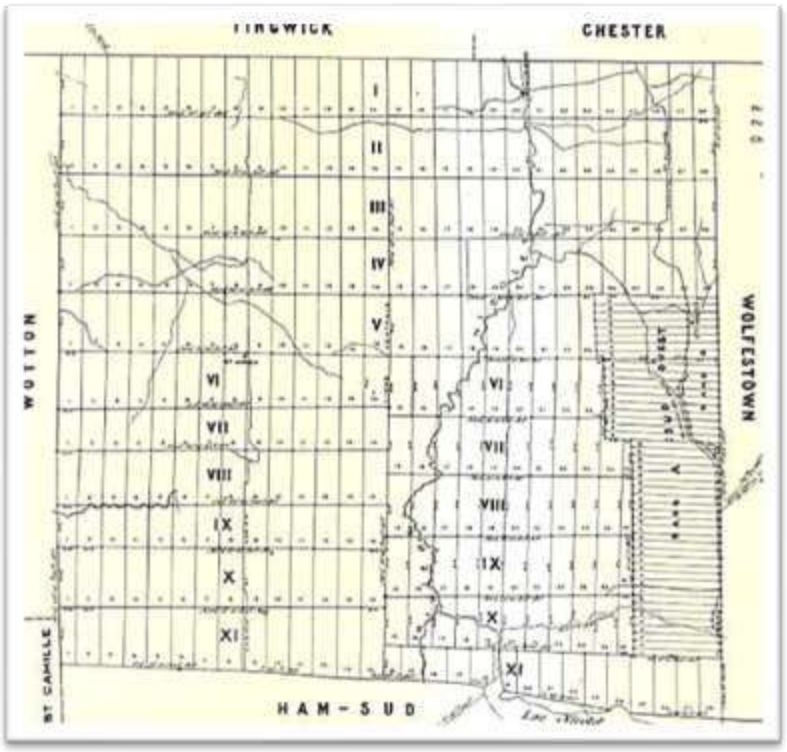

Figure 3.3 – Plan cadastral du canton de Ham-Nord, 1912 (BAnQ-2684398). Le chemin Saint-Philippe est bien identifié sur cette carte en portion est du canton.

L'année 1922 marque le début de l'aménagement de la route nationale 34 (route 161 actuelle). Plutôt que de poursuivre le chemin Saint-Philippe, celle-ci empruntera le rang des Chutes, situé sur la ligne de division des 4e et 5e rangs, à partir du village de Ham-Nord pour ensuite bifurquer sur un chemin qui joint le village de Notre-Dame-de-Ham. En 1925, c'est la construction d'un pont couvert chez Adélard Grimard et un autre sur la rivière Platte chez Clovis Richer. Des pluies torrentielles survenues en 1942 ont abîmé considérablement ce dernier pont. Enfin, notons que le chemin de fer n'atteignit jamais Ham-Nord, mais trois projets ont marqué l'initiative des gens en 1876, 1898 puis 1905.

Les noyaux de peuplement

Tel que raconté par l'histoire coloniale, le premier emplacement occupé était composé des lots 26 à 28 du 11e rang de Ham, près du lac Nicolet à compter de 1845 (Saints-Martyrs-Canadiens). Ces lots sont situés le long du chemin Gosford. L'importance historique de ce chemin est un fait établi. Il a assuré les déplacements de l'armée canadienne qui l'empruntait à maintes reprises au début du XXe siècle. Les troupes s'arrêtaient alors souvent à Ham-Nord pour se reposer et se ravitailler. C'est précisément le long du chemin Saint-Philippe que s'est développé le premier noyau villageois de Ham-Nord, le long du ruisseau Demers, où un moulin a été installé (Figure 3.4).

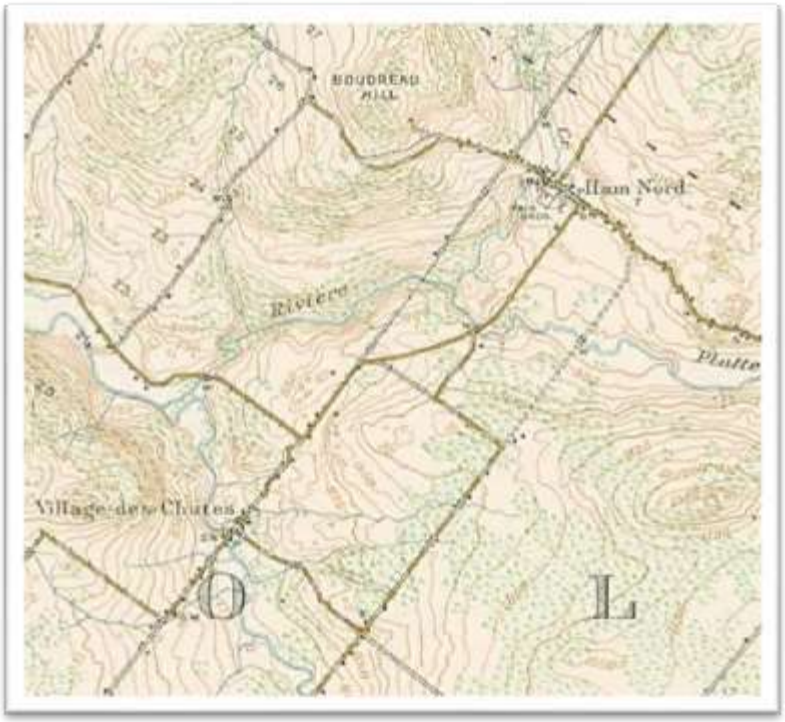

Figure 3.4 – La municipalité de Ham-Nord en 1944 (BAnQ : 2670172)

Un deuxième noyau de peuplement s'est développé le long du rang des Chutes. Le rang des Chutes est une appellation instaurée dès le début de la colonisation et rappelle la présence de cascades impressionnantes situées sur la ligne de division des 4e et 5e rangs. L'implantation du moulin Tardif vers 1900 en aval des cascades favorisa l'aménagement d'habitations de part et d'autre de la rivière Platte qui, rapidement, formèrent une agglomération que les habitants reconnaissaient comme le Village-des-Chutes. À son apogée, vers 1950, cet emplacement comprenait un véritable noyau colonial : le moulin et son barrage, un bureau de poste, une fromagerie, des magasins-restaurants, une école, une forge et plusieurs maisons (Vézina, 1988 : 212). Il est à noter que le barrage, œuvre de M. Tardif, qui s'en servit pour alimenter en eau la turbine de son moulin, a servi plus tard à produire de l'électricité distribuée au village et ce, bien avant l'arrivée de la *Shawinigan Water and Power*. L'ensemble des petits commerces a subi l'influence des grandes industries et de la centralisation des activités à Ham-Nord. Les bâtiments ont été tour à tour abandonnés et lorsque le moulin Tardif s'écroula à l'hiver 1982-1983, ce fût la fin de l'occupation de cette portion du territoire ham-nordois.

4.3.5 Patrimoine bâti

Aux caractéristiques architecturales du territoire arthabaskien, s'ajoutent des bâtiments, des lieux et des unités de paysage qui contribuent également à sa singularité (MRC d'Arthabaska, 1984 : 14). À Ham-Nord, la rue Principale présente un ensemble homogène de bâtiments traditionnels qui évoquent l'importance de cet axe à la période coloniale. Il en est de même pour le rang des Chutes, auquel s'attachait le village du même nom. Aujourd'hui y subsiste l'ancien moulin à scie près des chutes le long de la rivière Nicolet. « Le parcours sinueux du rang, le caractère dramatique du paysage qu'accuse la présence des chutes, les nombreux éléments d'architecture traditionnelle, tout cela contribue à la constitution d'un lieu patrimonial d'intérêt (MRC d'Arthabaska, 1984). »

Parmi les éléments patrimoniaux ayant un statut légal se trouvent le site institutionnel catholique inventorié par le MCC (tableau 4.1). À ce jour, aucun autre lieu ni bâtiment n'est classé, désigné, cité ou répertorié par les différentes instances gouvernementale ou municipale.

Tableau 3.1 – Élément patrimonial de Ham-Nord inventorié par le MCC, 2013

Dénomination	Numéro civique	Type de rue	Nom de la rue	Date d'origine	Statut	Fonction d'origine
Église des Saints-Anges	510	rue	Principale	1895-1897	Inventorié	Lieu de culte catholique

Il n'a pas été possible de réaliser l'inventaire du patrimoine bâti toujours existant lors de notre étude. Le manque de temps couplé au manque d'exhaustivité des données ont limité notre étude. Cet aspect de la recherche dénote les lacunes des documents de sources secondaires pour une analyse détaillé du bâti. Une fois l'inventaire complété grâce à l'étude du rôle d'évaluation, l'analyse comparative des cartes anciennes, la consultation d'archives, la visite au terrain et la communication avec des personnes-ressources (notamment les ainés de la municipalité), ces données pourront constituer le point de départ d'un macro-inventaire et d'une cartographie du patrimoine bâti.

4.3.6 Conclusion

Synthèse de l'histoire coloniale

Le territoire de la partie nord du canton de Ham a été colonisé entre 1850 et 1860 par des Canadiens français originaires des paroisses voisines, alors que des immigrés du Royaume-Uni (Anglais, Écossais, Irlandais) en défrichaient la partie sud. L'ouverture du chemin Gosford et l'arrivée du chemin de fer ont fortement contribué au développement de Ham Nord favorisant la migration et le transport des produits. La première mission voit le jour en 1861 et, dès 1870, l'érection canonique de la paroisse des Saints-Anges-de-Ham était réalisée.

La municipalité, qui se composera au tournant du XXe siècle d'environ 1 600 âmes, est directement tributaire de la présence des chemins de pénétration, d'axes de rivières favorisant l'exploitation de moulins, des ressources forestières et des richesses agricoles. L'augmentation rapide de la population favorisera d'ailleurs l'ouverture de plusieurs commerces, des industries artisanales ainsi que des établissements civils et religieux. Deux hameaux se sont distingués, l'un le long du chemin Saint-Philippe en marge de la rivière Demers et l'autre, le long du rang des Chutes, près des cascades qui procuraient un pouvoir hydraulique important au moulin.

Cependant, la population souffrira, comme plusieurs autres municipalités d'ailleurs, de son isolement et du manque d'opportunités économiques et ce, malgré l'arrivée massive de colons canadiens-français jusqu'au début du XXe siècle. C'est ainsi que plusieurs anciens bâtiments ont dû être abandonnés et détruits faute d'avoir été entretenus,

notamment dans le secteur du Village-des-Chutes qui connut un exode dans les années 1950. De nombreux autres sont encore aujourd'hui des lieux d'activités domestiques et administratives à valeur patrimoniale élevée.

Recommandations

Nous avons abordé l'étude de l'habitat rural ancien de Ham-Nord en identifiant les différentes phases du peuplement, en identifiant les aspects matériels de la culture qui pourraient subsister du développement initial de cette municipalité et enfin, en documentant le développement des principaux réseaux de communication. Chacun des aspects abordés dans ce chapitre a ainsi contribué à expliquer divers phénomènes reliés à l'histoire sociale, économique, culturelle et religieuse de ce territoire, dont la présence de certains bâtiments que l'occupation ininterrompue a permis de conserver. Il ne s'agit toutefois pas d'une étude approfondie et beaucoup reste à faire pour documenter, analyser et mieux comprendre les différentes facettes de l'héritage bâti.

L'inventaire préparé dans ce chapitre est à l'état préliminaire. Il constitue un outil de référence pour faciliter l'identification plus formelle du patrimoine à la grandeur de la municipalité. La création d'un inventaire exhaustif grâce à l'étude des cartes, des titres de propriété et de l'analyse architecturale au terrain permettra de mener plus loin les efforts de préservation et de mise en valeur du patrimoine ham-nordois. Nous proposons ici diverses avenues pouvant mener à une meilleure compréhension du patrimoine bâti :

1) **Choisir des thèmes d'interprétation en fonction de l'impact que les phénomènes sociaux, économiques et culturels ont eu sur la vie des habitants du territoire.** En fait, certains thèmes ont marqué l'ensemble de la MRC alors que d'autres sont plus spécifiques à la municipalité. Ainsi, l'occupation initiale de Ham-Nord par l'implantation de moulins et de mines favorisera rapidement l'économie du territoire. Bien que l'ensemble du territoire de Ham ait suscité l'attention de colons défricheurs, l'établissement de noyau villageois sera réalisé en deux emplacements, le premier le long de la rivière Demers (village actuel), le second, le long du rang des Chutes, où il ne subsiste d'ailleurs que quelques rares maisons et le moulin.

2) **Pousser plus avant la recherche documentaire en fonction des choix thématiques.** Le processus de mise en valeur des thèmes patrimoniaux choisis devra tenir compte du potentiel qu'ils présentent en regard des richesses archéologiques et documentaires qu'ils recèlent. Pour un thème donné, par exemple l'exploitation forestière en milieu appalachien, il sera important de

connaître en profondeur l'ensemble du phénomène et les différentes phases de son développement, ce qui permettra d'identifier les installations ou les sites les plus représentatifs et les plus susceptibles d'offrir des avenues de mise en valeur ainsi que des facilités de recherche, d'accessibilité, d'aménagement, etc. Parmi les études à réaliser, nous recommandons :

- Des études reliées au patrimoine bâti et au paysage culturel de la municipalité de Ham-Nord :
  - Documenter les moulins, les installations agricoles, les zones de culture et d'élevage, les commerces et les petites industries qui ont marqué l'économie de façon à faire ressortir les variantes locales;
  - Documenter, à l'aide de la réalisation d'une chaîne de titre, les diverses propriétés privées répertoriées au macro-inventaire patrimonial;
  - Identifier et analyser les caractéristiques physiques des bâtiments patrimoniaux et équipements associés;
  - Établir des critères menant à la sélection d'immeubles et de sites patrimoniaux voués à être reconnus au niveau fédéral, provincial et/ou municipal;
  - Identifier le potentiel archéologique des établissements les plus caractéristiques en vue de leur protection et d'une éventuelle mise en valeur.

- Des études reliées au réseau de transport de la municipalité de Ham-Nord :
  - Identifier les principales caractéristiques physiques des routes et des ponts à l'aide de relevés appropriés

- Des études reliées aux personnages ayant marqué la municipalité de Ham-Nord :
  - Retracer la vie des personnages qui ont marqué l'histoire du développement de Ham-Nord.

3) **Poursuivre le macro-inventaire du bâti ancien et le mettre à jour**.

4) À la lumière de la présente recherche historique, nous recommandons également la mise sur pied d'un certain nombre d'autres **mesures visant à mieux protéger et à mettre en valeur le patrimoine bâti de la municipalité de Ham-Nord**. Ces mesures représentent des pistes de réflexion qui pourront alimenter les débats pour la réalisation d'autres volets d'étude et de mise en valeur prévus à la suite de

ce premier volet. Les recommandations présentées devront être développées dans un prochain rapport.

- Cartographier les éléments du bâti et autres traces culturelles
- Traduire la présente recherche en un document accessible au citoyen
- Créer une banque de photographies anciennes
- Revoir et créer des circuits patrimoniaux
- Diffuser l'information sur le patrimoine
- Accompagner et outiller le citoyen
- Inciter les propriétaires à mettre en valeur leur bâtiment patrimonial
- Conserver et mettre en valeur les immeubles publics
- Se doter d'outils d'urbanisme efficaces

Bibliographie

s.n. (1989) : *Ham-Nord, portrait de famille, 1864-1989.* Québec (Province) : [s.n.].

CELAT (1980) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska – Ethnologie.* Arthabaska : MRC d'Arthabaska. Rapport déposé au Ministère des Affaires culturelles, Direction générale du patrimoine, Service des Inventaires.

Charest, Florent (2011) : *Les communautés protestantes de Chesterville et Ham-Nord, 1855-1982.* Montréal : Histoire Québec, 298 p.

Gravel, Albert et Louis-Philippe Demers (s.d.) : *Pages d'histoire régionale des Cantons de l'Est : deux paroisses en bordure des Bois-Francs : les Saints-Anges de Ham-Nord.* Sherbrooke : L.P. Demers, 20 p.

MCC (2013) : *Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ)*. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2013) : Cartographie des sites et zones d'interventions archéologiques du Québec. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2012) : Inventaire des lieux de culte du Québec. Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.lieuxdeculte.qc.ca, consulté en octobre 2012]

MCC (2013) : Répertoire du patrimoine culturel du Québec (RPCQ). Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca]

Milot, Jean et Jocelyne Simard (1994) : *Les croix de chemin du Québec : inventaire sélectif et trésor*. Collection Patrimoines. Dossier, 10. Québec, Les publications du Québec.

MRC d'Arthabaska (1984) : Renseignements sur le patrimoine culturel destinés aux municipalités régionales de comté. Arthabaska : MRC Arthabaska, 19 p. et annexes.

PARC CANADA (2013) : *Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens.* Gouvernement du Canada. [http://www.historicplaces.ca/]

Société de généalogie des Cantons de l'Est (2011) : *Baptêmes, mariages, annotations marginales et sépultures des Saints-Anges de Ham-Nord (Wolfe), 1865-2011*. Sherbrooke : Société de généalogie des Cantons de l'Est, 530 p.

Société La Haye et Ouellet (1982) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska - Analyse du paysage architectural*. Arthabaska : La Société La Haye-Ouellet, 166 p.

Vézina, Jean-Paul (1988) : *Ham-Nord, d'hier à aujourd'hui.* Shawinigan : [s.n.], 427 p.

Cartes et plans anciens

1831 Bouchette, Joseph. *To his most Excellent Majesty, King William IV. This topographical map of the districts of Quebec, Three Rivers, St.Francis and Gaspé, Lower Canada : exhibiting the new civil division of the districts into counties pursuant to a recent Act of the provincial legislature; is with his Majesty's gracious and special permission, most humbly and gratefully dedicated by his Majesty's most devoted and loyal Canadian subject.* Londres : James Wyld. BAnQ : 90117.

1912 *Cartes cadastrales de cantons du Québec Comté Wolfe, Ham*. BAnQ : 2684398.

1944 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:50 000. 31-I -01, Aston.* Québec Topographique. BAnQ : 2670191.

Sites Internet

Répertoire des municipalités du Québec
http://www.mamrot.gouv.qc.ca

Commission de toponymie du Québec
http://www.toponymie.gouv.qc.ca/

Municipalité de Ham-Nord
http://www.ham-nord.ca/

Statistique Canada – Profil du recensement
http://www12.statcan.ca/

4.4 Kingsey Falls

L'essentiel des données composant cette synthèse sur l'histoire de Kingsey Falls a été acquis à la lecture et l'analyse d'un document généalogique produit par Ian Smith et autres en 1986 à l'occasion du 100e anniversaire de la municipalité (Smith Ian et al., 1986). Cet ouvrage renferme des données inédites qui concernent les conditions de l'arrivée des premiers colons, les premières familles à s'être établies dans la région de Kingsey Falls et l'évolution du cadre religieux, municipal, scolaire et économique. Il comprend également des informations substantielles sur les familles kingseyfalloises et leurs origines.

À cette source d'informations s'ajoute la consultation de divers répertoires renfermant la liste de biens ou sites patrimoniaux ayant une valeur culturelle majeure, tels que le Répertoire du patrimoine culturel du Québec (MCCQ, 2013), le Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens (Parc Canada, 2013), le Répertoire des lieux de culte du Québec (MCCQ, 2012) et le Répertoire des croix de chemin (Simard et Milot, 1995), le Répertoire toponymique du Québec (Commission de toponymie du Québec, 2013), l'Inventaire des sites archéologiques du Québec (MCCQ, 2013), le Répertoire de cartographie numérique du site de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec et divers macro-inventaires mandatés par le ministère des Affaires culturelles et élaborés à compter des années 1980 dont ceux du CÉLAT (1980) et de la Société La Haye et Ouellet (1982). Ces documents ont permis d'établir l'état des connaissances et la valeur patrimoniale déjà inventoriée, reconnue, classée ou simplement répertoriée de certains bâtiments.

4.4.1 Site d'implantation

La municipalité de Kingsey Falls occupe la partie sud-ouest du canton du même nom, s'étendant du 2e au 7e rang dans sa partie nord et jusqu'au 9e rang dans sa partie sud (figure 4.1). Elle se trouve à la limite entre les plaines du Saint-Laurent et les Appalaches, dans la région communément appelée le « piémont des Appalaches ». Le territoire occupe ainsi une région vallonnée et parsemée de petites collines composées des roches plissées appalachiennes. L'altitude varie entre 115 et 130 mètres (ANMM) avec des sommets pouvant atteindre environ 250 mètres (mont Proulx). Les sols sont essentiellement composés de sable marin mais aussi de till glaciaire qui varie en composition.

Une rivière principale traverse la municipalité de Kingsey Falls, la rivière Nicolet Sud-Ouest dont la source, les Trois-Lacs, se situe à quelque quinze kilomètres à vol d'oiseau en direction du sud-est. Plusieurs cours d'eau dont l'emprise est moins large traversent la

région, notamment Little River dont le cours est parallèle à la rivière Nicolet Sud-Ouest aux environs de la ville de Kingsey Falls.



Figure 4.1 – Limites actuelles de la municipalité de Kingsey Falls (Statistique Canada, 2014 : 1287)

La présence de ces rivières et des nombreux ruisseaux qui serpentent la région de Kingsey Falls a avantageusement servi les premiers colons du territoire en fournissant une voie de pénétration, mais aussi un pouvoir hydraulique nécessaire au fonctionnement de moulins. La présence d'une forêt mature composée de conifères et de feuillus favorables au commerce du bois (notamment le pin, l'érable, le merisier, le hêtre et le tilleul) attirera d'ailleurs l'œil d'entrepreneur dans ce domaine.

4.4.2 Familles et personnages

Les premiers colons

Malgré l'octroi de terres par le gouvernement à la Compagnie des terres de l'Amérique britanniques (British American Land Company), les spéculations ont retardé la colonisation des terres de certaines régions des Cantons de l'Est. La spéculation consistait à frauder le gouvernement en se créant des contacts et alliances dans ce milieu, puis en réquisitionnant la concession d'étendue de terres convoitées, souvent référées par l'arpenteur général lui-même. Un acte de rétrocession était alors signé par le gouverneur au nom du spéculateur qui le plus souvent ne s'engageait pas à occuper ou exploiter la terre. Une bonne portion du canton de Kingsey a pendant un temps appartenu à George Longmore. Un total de 11 478 acres lui avait été concédé en 1803.

À Kingsey Falls, un arpenteur du nom de J. S. Kingsey s'est attardé à la division de la terre en lot à compter de 1792. Lors de son passage, il remarqua les chutes de la rivière Nicolet et les réserves de bois dont l'exploitation serait favorable à l'établissement d'un commerce. Ses efforts l'amenèrent à se faire concéder, au début du XIXe siècle, une large bande de terre de chaque côté de la rivière à cet emplacement, mais il semble ne pas avoir exploité jamais les ressources de cette terre.

Selon les registres du gouvernement provincial, les premiers propriétaires terriens légaux de la municipalité avaient des terres dans les 9e et 13e rangs, les premiers rangs étant plus anciens que les derniers. Le tableau 4.1 présente ces propriétaires, mais nombreux étaient ceux qui ne demeuraient pas sur leur terre au début de la colonie. Les premiers colons étaient en majorité originaires des États-Unis, des Loyalistes anglophones et protestants. Plusieurs d'entre eux étaient des squatters et ainsi, leur présence est difficile à documenter. Quant aux premiers colons canadiens-français, ils arrivent en 1827, mais la vague colonisatrice débutera véritablement dans les années 1860.

Malgré l'occupation précoce de Kingsey Falls, la population tardera à augmenter en raison des difficultés d'accès au territoire (retrait par rapport au hameau les plus populeux, absence de chemins carrossables), auxquels s'ajoute un facteur important : l'exode des familles anglophones et protestantes. Entre la moitié et la fin du XIXe siècle, un nombre important de fermes occupées par des familles anglophones étaient effectivement à vendre. Cet exode, couplé à la montée du secteur manufacturier qui achetait une quantité appréciable de bois coupé sur le territoire, favorisera l'arrivée massive des Canadien français. Au tournant du premier quart du XXe siècle, la population atteignait le millier d'individus et alors près de 200 terres en culture participaient alors à l'économie locale et régionale.

Personnages importants

Outre les nombreuses familles qui ont participé à l'éclosion économique de la colonie à ses débuts, notamment la famille Gilman ayant opéré le premier moulin du territoire, deux personnages originaires de Kingsey Falls ont marqué les mémoires de la municipalité. Le plus célèbre, dont la renommée est d'ailleurs devenue mondiale, est Conrad Kirouac, mieux connu sous le nom de Frère Marie-Victorin. Il naquit le 3 avril 1885 à l'emplacement actuel du 405 Marie-Victorin, rue qui fut nommée en son honneur. Pionnier de l'enseignement de la botanique au Québec et auteur d'une littérature spécialisée dans ce domaine, il fonda en 1920 l'Institut Botanique de l'Université de Montréal. Il décède lors d'un accident à son retour d'un voyage d'herborisation à Black Lake, le 15 juillet 1944.

Tableau 4.1 – Occupation initiale des lots de Kingsey Falls

Rang	Lot	Propriétaire	Année	Rang	Lot	Propriétaire	Année
9	1	Edward Baynes	1811	11	13	Thomas A. Stayer	1853
	2	W. C. Baynes	1857			Léonce Dumouchel	1920
	3	Edward Baynes	1811		14	Stanislas Vassal	1835
	4	Heirs of Oliver Barkerl	1832			Alphonse Drapeau	
	5	Heirs of Oliver Barkerl	1832			Clovis Blais	
	6	British American Land Comp.	1842		15	Louis Poudrier	1919
	7	Heirs of Oliver Barkerl	1832			W. Poithier	1925
	8	John Harvey	1823		16	Bates Blake	1919
	9	William Squire	1836			Edmon Mercier	1920
	10	Samule Hall	1832			Gaétan Dumouchel	1925
	11	John Hall				Elphège Dumouchel	1925
10	1	Edward Baynes	1811		17	Amédée Blais	1921
	2	Edward Baynes	1811		18	Joseph Guay	1921
	3	Edward Baynes	1811			Eusèbe Bélanger	1925
	4	British American Land Comp.	1842	12	1	British American Land Comp.	1842
	5	James Georges	1817		2	Hector McLean	1814
	6	Heirs of Oliver Barkerl	1832		3	Archibald McLean	1814
	7	Lieutenant James Thompson	1838		4	Eleanor McLean	1814?
	8	James Hating	1838		5	W. Poer French	1838
	9	James Harvie	1828		6	?	
	10	Thomas McGinnis	1832		7	Margaret McLean	1814
	11	British American Land Comp.	1842		8	British American Land Comp.	1842
	12	British American Land Comp.	1842		9	Legal Representatives of Joseph Voyer	1839
	13	British American Land Comp.	1842		10	Legal Representatives of Joseph Voyer	1839
	14	Thomas A. Stagner	1853		11	Legal Representatives of Joseph Voyer	1839
	15	Jos Lévesque	1919		12	Lt. Col. W. Morris	1839
		Alfred Lévesque	1919	13	1	James Georges	1817
	16	Philippe Boulet	1942		2	W. Poer French	1838
		Eugène Laverdière	1920			British American Land Comp.	1842
	17	Alfred Picard	1920		3	W. Poer French	1838
		Wilfrid Picard	1920			British American Land Comp.	1842
	18	Augustin Demarche	1925		4	Lt. Col. W. Morris	1839
		Léonide Dumouchel	1931		5	Lt. Col. W. Morris	1839
11	1	Edward Baynes	1811		6	Lt. Col. W. Morris	1839
	2	Edward Baynes	1812		7	Lt. Col. W. Morris	1839
	3	Robert Gibson			8	Lt. James Thompson	1838
	4	Robert Gibson			9	Lt. Col. Chas Rose R. N.	1845
	5	Suzannah McLean Jr	1814		10	British American Land Comp.	1842
	6	British American Land Comp.	1842		11	Lt. Col. W. Morris	1839
	7	Jeannet McLean	1814		12	Lt. Col. W. Morris	1839
	8	Robert et William Garden	1835				
	9	James Harvie	1828				
	10	W. Trenhome	1864				
	11	Stanislas Vassal	1835				
	12	Stanislas Vassal	1835				

4.4.3 Faits historiques

Histoire religieuse

L'Église protestante

La municipalité de Kingsey Falls se caractérise d'abord par ses racines protestantes. Les missions itinérantes ont d'abord permis de desservir la population du canton de Kingsey aussi tôt que dans les années 1830 et probablement avant cette date, puisque le Révérend Richard Williams, pasteur méthodiste de Melbourne, avait déjà visité des familles dans le canton de Shipton dans le deuxième quart de ce siècle (Smith Ian et al., 1986 : 72).

La première **église méthodiste** du territoire de Kingsey Falls a été érigée en 1839 (Smith Ian et al., 1986 : 72). Elle était située sur une partie du lot 2 du 10e rang, à côté de l'actuel cimetière Cassidy. Elle a été nommée « Sproule Church » en l'honneur de Catherine Sproule qui avait payé pour sa construction, mais cette église est aussi connue sous le nom de « Spite Church ». Les légendes racontent que Mme Sproule avait fait bâtir cette église pour éviter la construction d'une église dans le village. Cette église méthodiste se partageait les services du pasteur de Danville. Dès 1908, l'église recevait des offres d'achat comme si les activités qui y étaient menées de même que la fréquentation avaient diminué (Smith Ian et al., 1986). L'église a été vendue en 1921 à A. Harvey, mais nous ignorons ce qu'elle est devenue.

Entre 1874 et 1875, une **nouvelle église méthodiste** a été construite au village, sur la rue de l'Église (Caron), à proximité de l'actuelle école Cascatelle. Vers 1920, la diminution de la fréquentation de l'église a mené vers sa fermeture, puis à sa vente. Le bâtiment a été déménagé et transformé en garage dont les propriétaires ont été J. A. Beauchesne, Jean-Guy Rivard et enfin Michel Faucher. « Les cérémonies de culte se sont ensuite poursuivies dans une école située près de l'église anglicane et que l'on surnommait "The Chapel" » (Smith Ian et al., 1986 : 73).

En 1964, après avoir été vendue aux femmes du « Guild » (regroupement de femmes qui fournissait du support et des fonds à ses membres), à Robert Lemieux puis à Léo Lemieux, l'école (The Chapel) située aux côtés de l'Église anglicane, a été démolie (par Léo). De ces lieux de cultes protestants, il ne reste donc que quelques cimetières dont les morts sont recensés dans les registres paroissiaux de 1839 à 1971.

L'Église chrétienne

Agissant comme pasteur et missionnaire à la *Canada Baptist Missionary Convention East*, Judson W. Truesdell fondera la première église baptiste de Kingsey Falls qui fut construite entre 1861 et 1863 et qui sera nommée *Baptist Union Church*. Cette église était située « au bas de la côte où Raymond Blake habite maintenant » (Smith Ian et al., 1986 : 69). La maison située à gauche de cette église était celle de Allen Cameron et s'appelait Cameron Terrace. De nombreux rapports indiquent que cette église était difficile à maintenir active, car il y avait peu de membres. Peu de temps après la dernière inscription aux registres en 1905, l'église a été fermée puis vendue à la *Dominion Paper Co.* qui s'en servit comme entrepôt pour le papier de rebut. Elle a été démolie dans le courant des années 1960. Le cimetière attaché à cette église est situé sur le chemin Corriveau. Plusieurs pionniers y ont été enterrés et aujourd'hui ce lieu de sépultures est clôturé et entretenu (Smith Ian et al., 1986 : 71).

La chapelle baptiste devint, en 1884, un lieu de culte anglican. Le site convoité pour la construction de cette église était à la propriété de M. Morrow et correspond aujourd'hui au terrain de la maison de M. Jocelyn Tremblay située au 386 rue Marie-Victorin. L'église a été érigée en 1887 et fut nommée « Christchurch ». Elle a été consacrée par le révérend James Williams en 1888. Pendant plusieurs années, l'église anglicane de Kingsey Falls se partageait le même pasteur qu'à Lorne et Trout Brook. Un peu après 1974, le même sort que The Chapel (démolition) a été donné à l'église Christchurch, qui correspondait à la dernière organisation anglaise.

Vers 1870, les colons français sont de plus en plus nombreux à migrer vers Kingsey Falls. En fait, durant ces années et au cours de la décennie suivante, les protestants cherchent à vendre leurs terres et quittent Kingsey Falls pour s'établir ailleurs au Canada ou aux États-Unis. Pour satisfaire les citoyens francophones, en 1871, une chapelle catholique est construite en face de l'église actuelle. La population de Kingsey Falls a atteint environ 700 personnes, mais ce sont les curés des paroisses avoisinantes qui viennent y tenir la messe, une à deux fois par mois.

> En 1873, on parlait de construire une église à Sainte-Élisabeth-de-Hongrie. On croyait que les gens de Kingsey Falls viendraient y pratiquer. Alors qu'on était en assemblée pour fixer l'emplacement, une délégation de la part des habitants de Kingsey Falls annonça à l'assemblée qu'ils ne voulaient pas faire partie de la paroisse de Sainte-Élisabeth parce qu'ils voulaient eux-mêmes travailler dans le but d'obtenir l'érection de la paroisse de Kingsey Falls (Smith Ian et al., 1986 : 73).

En fait, dans une lettre de l'évêque, Mgr Laflèche considérait déjà qu'une paroisse était bel et bien mis en place entre les paroisses de Saint-Médard (Warwick) et de Saint-Félix, de Danville et Saint-Albert : « … il y [avait] amplement d'espace pour une paroisse à

venir (idem) ». Mais cela n'empêcha pas d'ériger la paroisse de Kingsey Falls. Le terrain de l'église actuelle sera alors convoité en 1874 par la corporation Épiscopale Catholique Romaine de Trois-Rivières pour l'érection d'une chapelle. La même année un chemin de croix est construit dans le lieu de culte. Cinq années plus tard, la cloche provenant d'une vieille locomotive du Moulin Kennedy est bénie.

Georges-Épiphane Caron, qui était prêtre desservant depuis deux ans, s'installera à Kingsey Falls en 1884 et deviendra le premier prêtre résident. Il décède en 1897 à l'âge de 41 ans en laissant la somme qu'il avait prêtée à la Fabrique.

Avant l'érection de la paroisse, la mission comptait 104 familles, dont 488 âmes catholiques et 300 protestantes. Dès le début de la desserte de l'abbé Caron, la mission comptait 115 familles dont 110 étaient françaises et 5 irlandaise. Ainsi durant cette année, près de 42 familles majoritairement canadiennes-françaises et catholiques ont migré à Kingsey Falls. Suivant ce recensement, le 18 janvier 1885, une requête est présentée à Trois-Rivières pour établir la mission en paroisse, laquelle sera reconnue canoniquement et civilement dès l'année suivante sous le nom de Saint-Aimé de Kingsey Falls.

Tableau 4.2 – Les curés catholiques de Kingsey Falls

Nom	**Année**
Abbé Georges Épiphane Caron	1882-1884
Abbé Sylvio Béliveau	1897-1906
Abbé Exilia Boisvert	1906-1910
Abbé Aimé Champoux	1910-1918
Abbé Alfred Tétreault	1918-1928
Abbé Alfred Beaudet	1928-1940
Abbé Gaston Dubé	1940-1946
Abbé Joseph Arthur Bergeron	1946-1955

Le presbytère actuel est construit l'année suivant l'érection de Saint-Aimé, soit en 1887. À cette date, il y a maintenant 674 catholiques à Kingsey Falls. Avec la hausse significative de la population, l'abbé Caron demandera, en novembre 1895, la construction d'une église. Cette dernière sera érigée à la fin de l'année suivante sur un terrain voisin du presbytère acquis par l'évêque quelque six ans auparavant. Donc en 1896, dix ans après la proclamation paroissiale, la chapelle est remplacée par l'église actuelle (œuvre de Louis Caron) dont le parement extérieur a conservé une bonne part de son intégrité ancestrale.

Les actes de baptêmes font ressortir qu'entre 1875 et 1900, un nombre total de 672 naissances. D'une moyenne de neuf naissances annuelles entre 1875 à 1880, elles grimperont jusqu'à 50 naissances de façon progressive en 1887. Malgré l'arrivée de

nombreuses jeunes familles dans la paroisse, le nombre de naissances annuelles ne devait jamais plus atteindre ce taux record (Smith Ian et al., 1986 : 23). La bénédiction du cimetière actuel date du 24 juin 1901. Comme la population s'est accrue rapidement, l'agrandissement du cimetière devenait nécessaire. L'impossibilité d'élargir le cimetière situé face à l'église actuelle pour des raisons d'hygiène a mené la municipalité, en 1915, à exhumer les corps du vieux cimetière et à les inhumer de nouveau sur le site obtenu de M. William Armstrong (Smith Ian et al., 1986 : 15).

Histoire municipale

La paroisse de Saint-Aimé de Kingsey Falls a été érigée canoniquement et civilement en 1886, mais déjà, apparaissant dans un extrait de l'acte 27-28V, C64 sanctionné le 30 juin 1864[9], le territoire formé des quatre derniers rangs du canton de Kingsey et les 4 derniers lots du 1er rang et les onze derniers lots des 2e, 3e, 4e, 5e et 6e rangs du canton de Warwick seront détachés pour former la nouvelle municipalité de Kingsey Falls. Le 18 septembre 1865 (acte 29V C62), les onze premiers lots du 9e rang de Kingsey y seront annexés. Saint-Aimé a été choisi comme titulaire de la paroisse en l'honneur de Louis-Aimé Masson, curé de Danville, premier prêtre desservant de la paroisse vers 1865. Les premiers colons français étaient arrivés depuis deux ans.

Alexander Gibson est élu premier maire de Kingsey Falls le 11 janvier 1865. Une rue a été nommée en son honneur pour nous rappeler ce fait historique. Une pétition de John Niable datant du 20 avril 1850 mentionnant l'établissement d'un district scolaire, évidemment anglophone, près de la rivière Nicolet, à « Kingsey Falls », rappelle que le toponyme a été adopté bien avant l'érection municipale.

Plusieurs maires anglophones se sont succédé avant l'élection du premier maire francophone en 1908, Pierre Tardif, le quinzième maire de Kingsey Falls. À la suite de son mandat, un seul autre maire anglophone dirigera les dossiers municipaux.

Le 3 janvier 1922, l'érection du village est réalisée par proclamation. Peu de temps après, le 26 janvier 1922, la municipalité de Kingsey Falls est divisée en deux entités municipales, les habitants de la campagne ne voulant pas payer les dépenses des villageois et vice versa.

[9] Extrait de « L'Avenir » par J. C. St-Amant

L'histoire scolaire

Un rapport datant du premier janvier 1851 fait mention qu'une demoiselle Anna Dickson a fait la classe durant trois mois à 15 garçons et 8 filles. Il s'agit des toutes premières traces d'enseignement à Kingsey Falls. En 1859, il est reconnu que les enfants fréquentent la classe qui est tenue par le pasteur Gordon W. Truesdell dans la chapelle de la « Regular Baptist Church ». En fait, durant les premières années de la colonisation du territoire, les premières classes sont tenues dans des maisons privées, des églises, des granges ou des hangars prêtés par son propriétaire jusqu'à ce que le nombre d'élèves augmente et qu'une école soit construite.

En 1863, lorsque la loi scolaire du Bas-Canada entre en vigueur, quatre écoles sont déjà reconnues sur le territoire de Kingsey Falls : la « Winter School » ou « Kingsey Falls School » (école de l'arrondissement 1 sise près de la rivière Nicolet), la « Cassidy's School » (école de l'arrondissement 2 située sur un chemin aujourd'hui fermé reliant le 10e et le 11e rang), la « Brown's School » (l'école de l'arrondissement 3 située sur la terre de la famille Brown), et la « Little Warwick School » ou « Summer School » (école de l'arrondissement 4 située dans la localité de Sainte-Élizabeth). Ces écoles ont probablement été érigées dans les années 1830 (Smith Ian et al., 1986 : 62).

La loi scolaire de 1863 qui visait essentiellement la promotion de l'éducation a mené vers la réorganisation des écoles du canton de Kingsey. Les commissaires nouvellement élus pour siéger à la commission scolaire (1866) ont ainsi remodelé la division du territoire scolaire en attribuant à chaque école de nouveaux arrondissements (les numéros 1 à 4 énumérés plus hauts).

Alors que les quatre premières écoles du territoire assuraient un enseignement anglophone et protestant, à compter de 1866, une école catholique romaine voit le jour (arrondissement 5) avec la formation de la commission scolaire et cette école dispensera un enseignement à une majorité de Canadiens français. Une deuxième école catholique romaine naîtra d'une revendication émise en 1867. D'après les registres, cette école était surtout irlandaise. Il faudra attendre près de 10 ans, en 1875 pour voir une troisième école catholique romaine ouvrir ses portes (arrondissement 7). Selon Ian R. Smith (Smith Ian et al., 1986 : 64), cette école se nommait « Peters School » et était située au croisement du 13e rang de Kingsey Falls et de la route de Warwick. Enfin, en 1883, l'école catholique de l'arrondissement no 8 sera construite sur le coin ouest du lot 23 dans le 3e rang de Warwick.

Jusqu'en 1876, l'ensemble des écoles de Kingsey Falls était administré par des commissaires majoritairement anglophones et protestants. L'établissement d'une

commission scolaire dissidente pour les catholiques canadiens-français sera réalisé en 1876. En 1872, Frédéric Laliberté devenait le premier commissaire francophone au sein de la commission scolaire protestante de Kingsey Falls.

L'école de Kingsey Falls a été reconstruite en 1879 sur le terrain de McLeod Gibson. Cette nouvelle école, connue sous le nom de « Model School », dispensait un enseignement élémentaire et « supérieur ». À compter de 1921, la bâtisse a été utilisée comme église par l'Église Unie du Canada et surnommée « The Chapel » (Smith Ian et al., 1986 : 66).

Cette communauté anglophone, qui fut pendant les premières décennies de l'occupation du territoire, particulièrement vigoureuse et prospère, a perdu sa place au sein de la communauté francophone grandissante. Les traces matérielles de son passage s'amenuisent aussi peu à peu avec le temps qui passe.

Les premiers registres scolaires, émis par la Commission scolaire de Kingsey Falls, débutent en 1911 (Smith Ian et al., 1986 : 46). À cette époque, seules trois écoles desservaient la jeune population kingsey-falloise. Celle de l'arrondissement 1 était située au village, celle de l'arrondissement 2, sur le chemin de Saint-Félix, près d'Arthur Dubois, et celle de l'arrondissement 3, sur le chemin de Warwick.

Une école privée a ouvert ses portes en 1921 pour accueillir quelques élèves du niveau 1 à 8. Cet enseignement était donné dans la vieille maison Kennedy, appartenant aujourd'hui à Émilien Patry. Par la suite, les élèves ont dû fréquenter l'école « Maple Grove », située au coin Brock (Jolibois), construite à la suite de l'établissement de huit autres arrondissements.

Les maisons d'école avaient une durée de vie limitée. Les matériaux utilisés pour leur confection étaient périssables et les besoins d'espace fluctuaient rapidement avec l'augmentation de la population. Ainsi fallait-il entretenir les écoles régulièrement, les agrandir et parfois les reconstruire. Les registres scolaires et municipaux relatent de nombreux évènements liés à cet état des faits, notamment l'achat de nouveaux terrains pour la construction d'écoles[10], les contrats de réparations, l'installation de nouvelles classes, etc. Il faut noter également que plusieurs changements dans la nomenclature des

[10] En 1915, M. Sosthème Dubois offre sa maison pour l'arrondissement 3, au 10e et 11e rang, de l'autre côté de la rivière Landry (Kingsey Falls, 1986 : 47). En octobre 1925, la Commission scolaire cherche à acheter un terrain qui, au final, sera donné par. G. Désilets. L'école numéro 3 sera construite sur ce terrain. M. Benjamin Dubois est l'entrepreneur de cette école. En 1921, la Commission scolaire achète le terrain de M. Zéphirin Marcotte, près de l'école de l'arrondissement numéro 2 et en 1927, l'école reconstruite au coût de 2 200 $ et l'ancienne école est vendue pour la somme de 32 $ à M. Alfred Lachance de Warwick.

arrondissements sont survenus au cours de l'histoire scolaire. Encore en 1942, l'école de l'arrondissement 2 devient celle du chemin de Warwick et celle de l'arrondissement 3 devient celle qui mène vers Saint-Félix.

Alors qu'auparavant l'éducation était dispensée par des institutrices qui enseignaient tous les niveaux d'étude de la 1ere année à la 6e année, en 1949, un couvent est construit au village et comprend une salle de récréation, une chapelle, une résidence et quatre classes où l'enseignement (de la 1ere à la 10e année) est maintenant prodigué par les religieuses de la Congrégation des Sœurs de Saint-Joseph de Sainte-Hyacinthe (Smith Ian et al., 1986 : 52). Ce couvent deviendra l'école Saint-Joseph qui, reliée à l'école Saint-Georges sise à ses côtés, porte depuis quelques années le nom d'École Cascatelle.

Les écoles numéro 2 et 3 ferment définitivement en 1956 et les enfants iront s'instruire l'année suivante dans la nouvelle école du village, l'école Saint-Georges. L'enseignement est dispensé dans la salle municipale en attendant la fin des travaux de construction. Les deux écoles assureront l'enseignement jusqu'en 1973, une année charnière puisque les religieuses quittent alors le couvent. L'instruction sera dorénavant assumée par des instituteurs laïques (Smith Ian et al., 1986 : 56).

Histoire économique

La colonie de Kingsey Falls avait développé une grande diversité de commerces. Ceux-ci étaient d'ailleurs beaucoup plus nombreux qu'à l'actuel.

En 1843, un premier moulin à scie est construit par Hayes Gilman sur la marge de la rivière Nicolet et sera par la suite opéré par ses fils, les frères J. et G. Gilman. Jusqu'en 1863, ce moulin était le seul de la région. Au cours de cette dernière année, Georges Rigley érige son moulin à scie et quelques années plus tard il y ajoute un moulin à farine. Ce dernier moulin correspond au plus vieux bâtiment qui occupe actuellement l'emplacement du vieux moulin de Cascades Inc. aux lots des rangs 9 à 13 (Smith Ian et al., 1986 : 30, voir aussi p. 79-80). Le moulin Rigley était situé sur les rives du ruisseau Clark qui se jette dans la rivière Nicolet, soit au bout de la terre habitée par Mme Velma Snaden dans les années 1980. Constituant du parc Marie-Victorin, un belvédère est aujourd'hui construit sur les ruines du vieux moulin à farine et offre une vue sur les chutes et la rivière.

La réussite économique de la municipalité de Kingsey Falls a d'abord débuté par la prospérité de ses premiers moulins. Par la suite se sont succédé de nombreux magasins généraux (Smith Ian et al., 1986 : 82). Un magasin général d'importance était situé sur l'île entre les deux ponts. Il appartenait à la *Dominion Paper Co*. J.B. Irénée Préfontaine

y fut le premier gérant. Cette bâtisse était en fait l'emplacement d'un moulin à papier. Entre 1925 et 1935, un deuxième magasin général était situé à l'emplacement de la salle paroissiale actuelle. Elle appartenait à J. M. Ponton. Un autre magasin général à la propriété de Napoléon Roux était situé de l'autre côté des ponts. Ce bâtiment servait à l'origine d'imprimerie et était tenu par M. Sénéchal. Plus tard, le magasin de M.et Mme Albert Grégoire y prendra place sur la rue Tardif. Dans les registres, on parle aussi d'un magasin général tenu par M. et Mme Josaphat Robidoux.

L'épicerie qui a laissé le plus de traces dans la mémoire collective est celle de M. et Mme Arthur Drapeau située sur la rue Marie-Victorin. La bâtisse qui abritait ce commerce servait auparavant de magasin général par les parents d'Arthur Drapeau (M. et Mme Alphonse Drapeau). Il correspond aussi au lieu de naissance de Marie Victorin. Une autre épicerie appartenait à M. et Mme Damien Bélanger. Elle était située sur la rue Tardif, dans une bâtisse qui appartenait à M. et Mme Albert René dans les années 1980. Enfin, M. et Mme Pépin tenaient également une épicerie-restaurant à côté de l'épicerie Bélanger.

Plusieurs restaurants ont marqué l'histoire de Kingsey Falls. Le plus important est celui qui a été bâti par Alex Roux. On le surnommait « le restaurant du coin ». En plus de satisfaire la communauté locale, ce restaurant était le premier à être aperçu par les touristes américains qui traversait le pays en empruntant la route no 5. Il occupait la résidence Marie-Victorin. Aussi reconnu des touristes, un restaurant connu sous le nom de « Vieux Fanal » occupait la résidence de M. et Mme Achille Pinard. Un autre restaurant, le « Normandie », était tenu par Cécile et Maurice Savage. Le bâtiment est dans les années 1980 la résidence de M. et Mme Robert Boucher. Peu après l'installation de l'électricité, vers 1936, Mme Blanche Olney sera propriétaire d'un restaurant et d'une maison de pension, une bâtisse qui appartenait à M. et Mme Claude Blake dans les années 1980.

Le bureau de poste actuel date des années 1970. Durant plus d'un siècle, il était tenu à la résidence du maître de poste. Un des plus anciens bureaux de poste était tenu par Robert Leith dans le bâtiment qui deviendra le magasin Robidoux. M. Stubbs l'entretiendra quelques années à cet emplacement puis le bureau déménagera chez M. Irénée Préfontaine, dans la grande maison blanche, sur la rue Tardif. Par après, M. Rosaire L'Heureux sera maître de poste au même endroit. Quelques années passèrent et les habitants iront chercher leur courrier chez M. Adélard Desharnais. Ce sera enfin chez M. et Mme Edgar Fournier que déménagera le bureau de poste jusqu'au jour où leur fille Pauline deviendra le nouveau maître de poste dans le bureau construit pour cette fonction (Smith Ian et al., 1986 : 84).

En plus de ces petits commerces, le territoire de Kingsey Falls comptait deux boutiques de forge, deux boulangeries, deux boucheries, des fromageries, des cordonneries, des tailleurs et même une imprimerie. Quatre médecins ce sont même installés dans la municipalité. Du côté des institutions financières, il y eut la *Eastern Township Bank* et aussi une Banque Canadienne Nationale. Quant à la Caisse Populaire, elle ouvrit ses portes en 1940. Enfin, la première salle paroissiale se trouvait près des ponts. Une petite pièce de cette salle servait de prison pour y confiner les malfaiteurs. La salle municipale actuelle a été inaugurée au tournant des années 1950.

Lorsque Rigley vend son moulin à farine aux frères W. et P. P. Curie, ces derniers le transforment en moulin à papier en 1872. La manufacture fut établie en 1873 et elle sera opérationnelle sous le nom de *Dominion Paper Mills Co*. Quelque 20 années passèrent et le moulin à papier brûla à la suite d'une explosion. La section de pulpe mécanique sera épargnée, ce qui permit de poursuivre les opérations. La compagnie acheta même une machine seconde main en 1902 pour augmenter sa production. Le feu fait encore des ravages en 1921. La machinerie est toutefois épargnée. On reconstruit le moulin, mais la production, qui était tournée au papier de toutes sortes, se limita cette fois au papier d'emballage et au carton servant à la fabrication de boîtes. La compagnie traversera le temps malgré la crise financière des années 30 qui causa la perte de nombre de commerce et industries. Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, la compagnie connaîtra des profits rocambolesques, mais la négligence quant au renouvèlement des équipements, mènera progressivement vers la vente de la compagnie. Après avoir été opérée par la *Sterling Paper Co*. entre 1951 et 1957, l'usine ferma ces portes jusqu'au jour où les instances gouvernementales, soit les autorités du village et le sous-ministre de l'Industrie et du Commerce, Louis Coderre, se portent acquéreur en 1957 des actifs de *Sterling Paper Co.* et opère sous le nom de *Kingsey Paper Mill Corporation*. Malgré des investissements, la compagnie ne deviendra jamais concurrentielle et rentable et fermera définitivement ses portes jusqu'en 1963, date à laquelle *l'Union* devient propriétaire des immeubles.

En 1964, l'*Union* signe une entente avec la famille Lemaire sous le nom de *Papier Cascades Inc*. et le président, Bernard Lemaire, secondé de ses frères Laurent et Alain, repart l'usine. En 1970, la division des pâtes moulées était créée. Deux ans plus tard, c'est la division des plastiques qui voit le jour. Ensuite se sont greffés successivement : *Papier Kingsey Falls inc.*, *Les emballages Cascades inc.* à Victoriaville, *Papier Cascades Cabano inc.*, *Les industries Cascades ltée* à Kingsey Falls, *Lupel SNA i*nc. à Cap-de-la-Madeleine, les *matériaux Cascades inc.* à Louiseville, *Indusfoam Canada Inc.* à Kingsey Falls, *Récupération Cascades Inc*. à St-Nicéphore, *Cascades East Ingus* et d'autres. Il ne semble pas y avoir de limites à l'expansion que peut envisager le groupe

Cascades. La prospérité de la compagnie devenue spécialiste du rebut de pâte a permis à l'économie et à l'emploi de Kingsey Falls de se régénérer.

Évènements marquants

Parmi les éléments qui ont marqué l'histoire de Kingsey Falls, le grand incendie figure sans nul doute parmi les plus mémorables. Le 16 juin 1881, un grand incendie brûlait une partie du village. Les documents d'archives racontent que le chemin menant à Sainte-Élisabeth était voué à des travaux (Smith Ian et al., 1986). Un feu a été allumé pour éloigner les insectes qui occupaient cette terre densément peuplée de forêt. Alors que les villageois croyaient le feu éteint, durant la nuit, de forts vents rallumèrent les braises qui s'empressèrent de brûler la forêt environnante en avançant promptement vers le secteur habité. « Les habitants ramassant un peu de nourriture et des vêtements se dirigèrent sur l'île formée par la rivière, au centre du village (Smith Ian et al., 1986 : 32). » Le feu emporta une vingtaine de maisons dans le secteur nord-ouest du village de même que le premier moulin. Cette même année, la petite vérole emporta plusieurs villageois, ce qui contribua, avec le feu qui fit fuir plusieurs habitants qui avaient tout perdu, à diminuer la population de la région.

Le territoire kingseyfallois a vu en 1886, la construction d'un barrage sur la rivière Nicolet Sud-Ouest par les propriétaires du moulin et la famille Currie pour en exploiter le pouvoir hydraulique. Des inondations causant d'importants dommages ont cependant été notées par la suite, notamment en juin 1923, alors que plusieurs maisons sont inondées près du magasin général de M. Ernest Roux (Smith Ian et al., 1986 : 33).

4.4.4 Routes et chemins anciens

Les premiers chemins de la colonie

Kingsey Falls n'a pas bénéficié de la présence d'une route de pénétration pour avantager l'occupation de ses terres. La rivière Nicolet Sud-Ouest a toutefois participé au transport de certaines familles, mais la présence de nombreux seuils et cascades devait limiter les passages. En 1831, à la suite de son voyage dans le cœur des Cantons de l'Est, Joseph Bouchette ne répertorie aucun chemin aménagé ni trace d'occupation eurocanadienne (figure 4.2). C'est en 1867 qu'une première carte fait mention de Kingsey Falls et des premiers chemins qui traversent une colonie embryonnaire (figure 4.3), soit les chemins de Warwick et de Saint-Rémi.

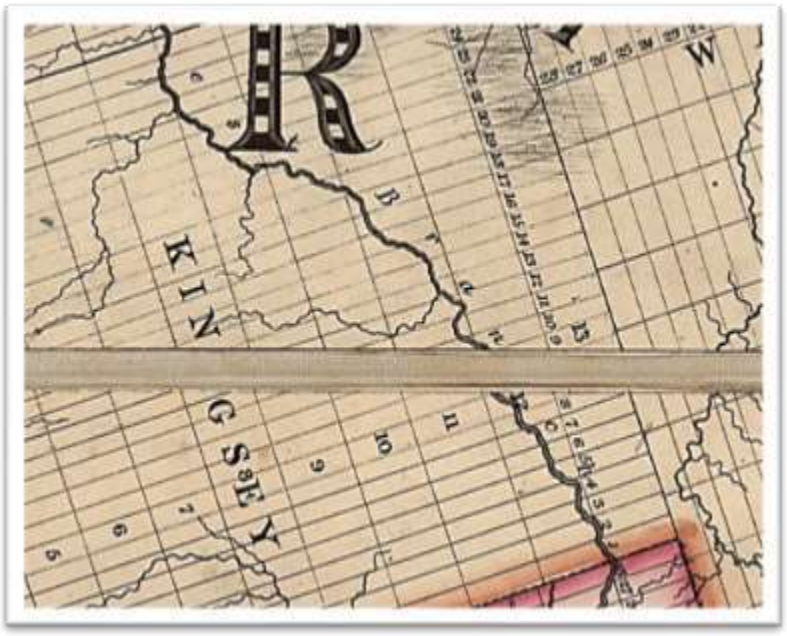

Figure 4.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117). Aucun chemin ni aucune occupation n'y sont représentés.

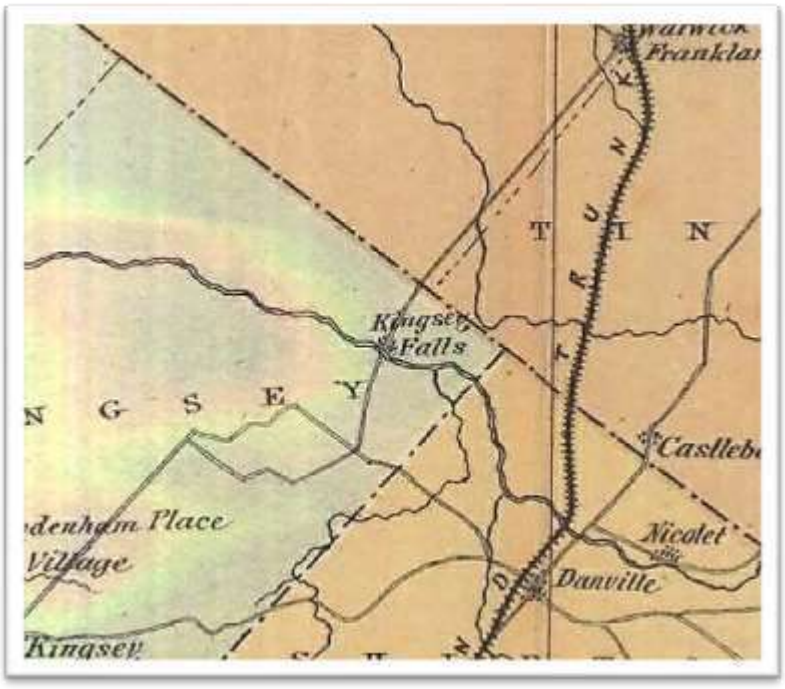

Figure 4.3 – Extrait d'une carte des Cantons de l'Est, 1867 (BAnQ : 107580). Sur cette carte apparait le chemin de Warwick et celui de Saint-Félix

Déjà à partir des années 1870, les questions entourant la construction ou la réfection des routes sont répétitives et une portion importante du budget municipal sera accordée à l'aménagement et à l'entretien de nombreux tronçons de route. C'est au cours de cette

année que la Compagnie Thomas Ridelle demande au conseil de voir à l'établissement d'une route carrossable pour se rendre à la station de Kingsey (Smith Ian et al., 1986 : 31). Il va s'en dire que l'état des routes de terre était souvent précaire, malgré l'énergie dépensée à combler les trous et aplanir les saillies. L'énergie dépensée à cette problématique souligne, sans équivoque, le développement démographique et économique de la communauté kingseyfallois, et l'importance de bon chemin pour établir des liens avec les communautés avoisinantes.

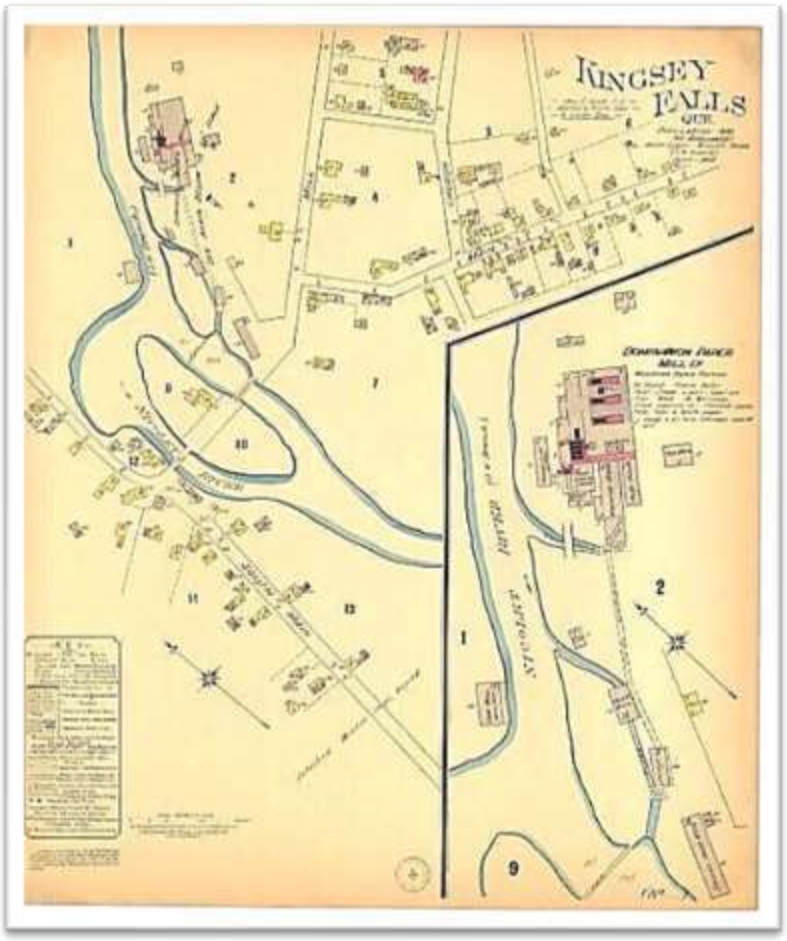

Figure 4.4 – Plan du village de Kingsey Falls en 1897 (BAnQ : 225091)

Lorsque Goad réalise le premier plan du village de Kingsey Falls en 1897 (figure 4.4), il figure les premiers chemins de la colonie de même que les bâtiments qui les longent en spécifiant leur forme et leur numéro civique. Une analyse attentive de ce plan permet d'y repérer la rue South Main (chemin Marie-Victorin Sud) située en rive gauche de la rivière Nicolet Sud-Ouest, la rue Main située en rive droite (chemin Tardif) ainsi que les rues Mill (chemin Marie-Victorin Nord) et Church (rue Caron).

Alors que l'économie se diversifiait, le noyau villageois devint plus densément peuplé, probablement au détriment de la campagne, comme c'est le cas dans les municipalités où la main-d'œuvre ouvrière prend le pas sur les producteurs artisanaux. Le plan cadastral du territoire kingseyfallois en date de 1930 (figure 4.5) et les cartes topographiques de 1919 (figure 4.6) et de 1953 (figure 4.7) ne présentent pas de changement au sein du réseau routier.

Le chemin de fer

La construction de la voie ferrée du « Grand Tronc » et des environs de la gare en 1854 seront marqués par une effervescence démographique non négligeable; le lieu a favorisé l'établissement de nombreuses familles, tant canadiennes-françaises qu'anglo-saxonnes, sans parler de l'effervescence économique qui s'ensuivit. La voie ferrée traversait à 20 kilomètres vers le sud. La gare de Kingsey (Kingsey-Station) a ainsi été bâtie à l'écart du noyau colonial de Saints-Aimés.

Les noyaux de peuplement

Un noyau villageois s'est formé de part et d'autre de la rivière Nicolet Sud-Ouest à l'emplacement d'une chute qui a servi à alimenter les premières industries du sciage. Des colons d'origine diverse, loyalistes, Anglais, Irlandais, puis Canadiens français, se sont implantés sur le territoire grâce à la rivière Nicolet et au potentiel d'exploitation forestière.

La figure 4.6 présente le hameau de village tel qu'il se présentait au début du XXe siècle. Le village comprend en rive droite le bureau de poste et une école (probablement le couvent) et de nombreux magasins qui n'y sont pas identifiés. En rive gauche se dresse une autre école, une forge et même un hôtel. Plus loin le long du chemin de Saint-Félix, un moulin à scie a été implanté le long de la rivière Francoeur (« Little River »). À la fin de la période historique, quelques bâtiments ont disparu, notamment l'hôtel et la forge, sans compter les nombreuses écoles et églises démolies qui ont caractérisé l'histoire coloniale de Kingsey Falls.

La figure 4.7 illustre le petit hameau d'occupation qui s'est implanté autour de la gare de Kingsey. En plus des habitations s'y trouvaient un bureau de poste, un moulin à scie et une école.



Figure 4.5 – Extrait de la carte du comté de Drummond d'après le cadastre, 1930 (BAnQ : 2684788)



Figure 4.6 – Extrait de la carte topographique 31H/16, 1943 (BAnQ : 2670139), illustrant le village de Kingsey Falls



Figure 4.7 – Extrait de la carte topographique 31H/16, 1943 (BAnQ : 2670139), illustrant le hameau de Lorne autour de gare de Kingsey

4.4.5 Patrimoine bâti

Les caractéristiques géographiques du territoire de Kingsey Falls ont permis de voir évoluer une organisation spatiale singulière et l'aménagement d'éléments architecturaux significatifs dont certains ont probablement bien traversé le temps, conférant une valeur privilégiée à certains emplacements.

Le village actuel de Kingsey Falls correspond en effet à un type d'organisation spatiale traditionnelle implantée à la croisée du rang et de la rivière Nicolet Sud-Ouest. L'église catholique est le pôle de l'agglomération et occupe cet emplacement névralgique, bien qu'elle ait été édifiée tardivement dans l'histoire coloniale. Ce schéma traditionnel est renforcé par la géographie du site situé sur une pointe formée par les méandres de la rivière Nicolet Sud-Ouest et perché à quelque 10 mètres d'altitude à amont des chutes de la rivière.

Parmi les éléments patrimoniaux ayant un statut légal se trouve l'ensemble institutionnel catholique inventorié par le MCC (tableau 4.3). À ce jour, aucun autre lieu ni bâtiment n'est classé, désigné, cité ou répertorié par les différentes instances gouvernementale ou municipale.

Tableau 4.3 – Les éléments patrimoniaux de Kingsey Falls inventoriés par le MCC, 2013

Dénomination	**Numéro civique**	**Type de rue**	**Nom de la rue**	**Date d'origine**	**Statut**	**Fonction d'origine**
Église de Saint-Aimé	10	rue	Caron	1896	Inventorié	Lieu de culte catholique
Presbytère de Saint-Aimé	10	rue	Caron	1887	Inventorié	Résidence curiale

Le tableau 4.4 fait état des bâtiments qu'il a été possible d'identifier lors de notre étude. Ces données ne sont pas exhaustives et soulignent une des lacunes des documents de sources secondaires pour une analyse exhaustive du bâti. Une fois l'inventaire complété grâce à l'étude du rôle d'évaluation, l'analyse comparative des cartes anciennes, la consultation d'archives, la visite au terrain et la communication avec des personnes-ressources (notamment les ainés de la municipalité), ces données pourront constituer le point de départ d'une cartographie exhaustive du patrimoine bâti.

Tableau 4.4 – Inventaire préliminaire du patrimoine bâti de la municipalité de Kingsey Falls

Dénomination	**Numéro civique**	**Type de rue**	**Nom de la rue**	**Date d'origine**	**Fonction d'origine**	**Fonction actuelle**
Magasin de la Dominion Paper Co.					Magasin général	
Moulin de la Dominion Paper Co.					Moulin	Cascades Inc.
Magasin Ponton				Vers 1925	Magasin général	
Magasin Napoléon-Roux					Imprimerie/Magasin général	
Magasin Ernest-Roux					Magasin général	
Magasin Albert-Grégoire		rue	Tardif		Magasin général	
Magasin Josaphat-Robidoux					Bureau de poste/Magasin général	
Le Restaurant du Coin					Restaurant	
Au Vieux Fanal					Restaurant	
Le Normandie					Restaurant	Résidence
Magasin Kirouac	405	rue	Marie-Victorin		Magasin/Épicerie	Résidence
Épicerie Damien-Bélanger		rue	Tardif		Épicerie	Résidence
Épicerie Pépin		rue	Tardif		Épicerie-restaurant/résidence	Résidence
Maison Blanche-Olney					Restaurant et maison de pension	Résidence
Maison Herman-Hamel		rue	Marie-Victorin		Épicerie	Résidence
Épicerie Albert-Boutin					Épicerie	Résidence
Épicerie Laveault					Épicerie	
Boulangerie Cyrille-Gauvin					Boulangerie	
Boulangerie Josaphat-Robidoux					Boulangerie	
Boucherie Gédéon-Poudrier				Avant 1936	Boucherie	Magasin Spécialités Kingsey
Cordonnerie Jos-Raymond					Cordonnerie	Résidence
Forge Savage					Boutique de forge/garage	Garage
Boutique James Mastine				Avant 1911	Quincaillerie?	Garage
Église méthodiste		rue	Caron (coin Tardif)	Vers 1874	Lieu de culte protestant	Garage
Maison Boulet	25	rue	Caron		Résidence/local de la Caisse Populaire	
Maison Bolduc					Résidence/local de la Caisse Populaire	
Moulin Diogène-Tanguay				1950	Moulin à scie	Tanguay et frères Enr.

4.4.6 Conclusion

Synthèse de l'histoire coloniale

Le territoire de Kingsey Falls semble avoir été colonisé aussitôt qu'en 1811 alors que le territoire venait tout juste d'être arpenté. La première mission méthodiste est établie en 1830. C'est grâce à l'ouverture des chemins de Warwick et de Saint-Rémi dans les années 1850, et de l'arrivée du chemin de fer dans la même décennie, que la population augmente significativement, ce qui favorisa le développement rapide de la municipalité. En 1864, l'érection canonique de la paroisse de Kingsey Falls était réalisée et il faudra attendre encore 22 années pour que s'implante la mission catholique (1886).

Témoignant de l'origine hétéroclite des premiers habitants de Kingsey Falls, les nombreuses manifestations confessionnelles ont mené à l'érection de plusieurs lieux de culte. Fait plutôt inhabituel, l'érection de la municipalité a été réalisée avant celui de la paroisse en raison de la multiplicité des origines pratiquantes. Au déplaisir des citoyens actuels, il reste peu de témoignages de cette période coloniale particulière. Au cours de la période moderne, plusieurs bâtiments ont été vendus à des particuliers, puis réaménagés pour participer à une nouvelle fonction ou parfois même détruits. Pour certains bâtiments, il est difficile à partir des ressources historiques d'établir ce qu'ils sont réellement devenus. C'est le cas par exemple de la première église méthodiste. Il faut dire que la communauté catholique francophone emboita rapidement le pas au départ massif des protestants. Si ces derniers ont été attirés par les promesses d'une vie meilleure au sein des grandes compagnies urbaines, les nouveaux venus habitués au travail acharné, se sont implantés aux confins des terres de Kingsey Falls et ont propulsé son développement et son essor régional.

Outre son histoire religieuse complexe, la municipalité a donc vu évoluée au sein d'un réseau économique qui s'est diversifié rapidement, probablement au gré de ces influences culturelles diverses. La réussite économique de la municipalité de Kingsey Falls a débuté par la prospérité de ses premiers moulins, de nombreux magasins généraux, de ses petits commerces, mais encore plus, dès la fin du XIXe siècle, grâce à la réussite de ses industries, dont celle de *Papiers Cascades inc.*

Recommandations

Nous avons abordé l'étude de l'habitat rural ancien de Kingsey Falls en identifiant les caractéristiques du peuplement initial, en identifiant les aspects matériels de la culture qui pourraient subsister du développement colonial et enfin, en documentant l'évolution des

principaux réseaux de communication. Chacun des aspects abordés dans ce chapitre a ainsi contribué à expliquer divers phénomènes reliés à l'histoire sociale, économique, culturelle et religieuse de ce territoire, dont la présence de certains bâtiments que l'occupation ininterrompue a permis de conserver. Il ne s'agit toutefois pas d'une étude approfondie et beaucoup reste à faire pour documenter, analyser et mieux comprendre les différentes facettes de l'héritage bâti.

L'inventaire préparé dans ce chapitre est à l'état préliminaire. Il constitue un outil de référence pour faciliter l'identification plus formelle du patrimoine à la grandeur de la municipalité. La création d'un inventaire exhaustif grâce à l'étude des cartes, des titres de propriété et de l'analyse architecturale au terrain permettra de mener plus loin les efforts de préservation et de mise en valeur du patrimoine kingseyfallois. Nous proposons ici diverses avenues pouvant mener à une meilleure compréhension du patrimoine bâti :

1) **Choisir des thèmes d'interprétation en fonction de l'impact que les phénomènes sociaux, économiques et culturels ont eu sur la vie des habitants du territoire.** En fait, certains thèmes ont marqué l'ensemble de la MRC alors que d'autres sont plus spécifiques à la municipalité. Ainsi, l'occupation initiale de Kingsey Falls, par l'implantation de moulins, dont un moulin à pâte, favorisera rapidement l'économie du territoire. D'autre part, l'importance de l'occupation protestante est aussi à souligner de même que l'occupation catholique subséquente moins précaire. Bien que l'ensemble du territoire du canton de Kingsey ait suscité l'attention de colons défricheurs, un emplacement a suscité l'implantation progressive du noyau villageois le long de la rivière Nicolet Sud-Ouest, où il subsiste d'ailleurs un nombre important de bâtiments historiques, malgré le feu de 1881 qui ravagea le village.

2) **Pousser plus avant la recherche documentaire en fonction des choix thématiques.** Le processus de mise en valeur des thèmes patrimoniaux choisis devra tenir compte du potentiel qu'ils présentent en regard des richesses archéologiques et documentaires qu'ils recèlent. Pour un thème donné, par exemple le développement d'une société aux origines culturelles et confessionnelles différentes ou encore le développement industriel dans le piémont des Appalaches, il sera important de connaître en profondeur l'ensemble du phénomène et les différentes phases de son développement, ce qui permettra d'identifier les installations ou les sites les plus représentatifs et les plus susceptibles d'offrir des avenues de mise en valeur ainsi que des facilités de recherche, d'accessibilité, d'aménagement, etc. Parmi les études à réaliser, nous recommandons :

- Des études reliées au patrimoine bâti et au paysage culturel de la municipalité de Kingsey Falls :
  - Document davantage les moulins, les installations agricoles, les zones de culture et d'élevage, les commerces et les petites et grandes industries qui ont marqué l'économie de façon à faire ressortir les variantes locales;
  - Documenter, à l'aide de la réalisation d'une chaîne de titre, les diverses propriétés privées répertoriées au macro-inventaire patrimonial;
  - Identifier et analyser les caractéristiques physiques des bâtiments patrimoniaux et équipements associés;
  - Établir des critères menant à la sélection d'immeubles et de sites patrimoniaux voués à être reconnus au niveau fédéral, provincial et/ou municipal;
  - Identifier le potentiel archéologique des établissements les plus caractéristiques en vue de leur protection et d'une éventuelle mise en valeur.

- Des études reliées au réseau de transport de la municipalité de Kingsey Falls :
  - Identifier les principales caractéristiques physiques des routes et des ponts à l'aide de relevés appropriés.

- Des études reliées aux personnages ayant marqué la municipalité de Kingsey Falls :
  - Identifier plus spécifiquement les familles pionnières, tant protestante que catholique, et leur site d'implantation;
  - Retracer la vie des personnages qui ont marqué l'histoire du développement de Kingsey Falls.

3) **Poursuivre le macro-inventaire du bâti ancien et le mettre à jour**.

4) À la lumière de la présente recherche historique, nous recommandons également la mise sur pied d'un certain nombre d'autres **mesures visant à mieux protéger et à mettre en valeur le patrimoine bâti de la municipalité de Kingsey Falls**. Ces mesures représentent des pistes de réflexion qui pourront alimenter les débats pour la réalisation d'autres volets d'étude et de mise en valeur prévus à la suite de ce premier volet. Les recommandations présentées devront être développées dans un prochain rapport :

   - Cartographier les éléments du bâti et autres traces culturelles

- Traduire la présente recherche en un document accessible au citoyen
- Créer une banque de photographies anciennes
- Revoir et créer des circuits patrimoniaux
- Diffuser l'information sur le patrimoine
- Accompagner et outiller le citoyen
- Inciter les propriétaires à mettre en valeur leur bâtiment patrimonial
- Conserver et mettre en valeur les immeubles publics
- Se doter d'outils d'urbanisme efficaces

Bibliographie

CELAT (1980) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska – Ethnologie.* Arthabaska : MRC d'Arthabaska. Rapport déposé au Ministère des Affaires culturelles, Direction générale du patrimoine, Service des Inventaires.

Hardy, René, Gamelin, Alain et Carmen Rousseau (1979) : *Publications du Groupe de recherche sur la Mauricie, Université du Québec à Trois-Rivières. Cahier 1 : La Mauricie et les Bois-Francs, chronologie, 1850-1950*, 151 p.

MCC (2013) : *Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ)*. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2013) : Cartographie des sites et zones d'interventions archéologiques du Québec. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2012) : Inventaire des lieux de culte du Québec. Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.lieuxdeculte.qc.ca, consulté en octobre 2012]

MCC (2013) : Répertoire du patrimoine culturel du Québec (RPCQ). Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca]

Milot, Jean et Jocelyne Simard (1994) : *Les croix de chemin du Québec : inventaire sélectif et trésor*. Collection Patrimoines. Dossier, 10. Québec, Les publications du Québec.

PARC CANADA (2013) : *Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens.* Gouvernement du Canada. [http://www.historicplaces.ca/]

Smith Ian et al. (1986) : *Kingsey Falls 1886-1986.* Sherbrooke : Albums souvenirs québécois, 271 p.

Société La Haye et Ouellet (1982) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska - Analyse du paysage architectural*. Arthabaska : La Société La Haye-Ouellet, 166 p.

Cartes et plans anciens

1831 Bouchette, Joseph. *To his most Excellent Majesty, King William IV. This topographical map of the districts of Quebec, Three Rivers, St.Francis and Gaspé, Lower Canada : exhibiting the new civil division of the districts into counties pursuant to a recent Act of the provincial legislature; is with his Majesty's gracious and special permission, most humbly and gratefully dedicated by his Majesty's most devoted and loyal Canadian subject.* Londres : James Wyld. BAnQ : 90117.

1867 *Map of the Eastern Townships of Canada : compiled and engraved expressly for the Eastern Townships Gazetteer.* St. Johns : Smith & Co. BAnQ : 107580.

1897 Goad E. Chas. *Kingsey Falls, Que*. Plans de villes et villages du Québec. Montréal : Chas. E. Goad. BAnQ : 225091.

1919 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:63 360. 31-H-16, Drummondville.* Québec Topographique. BAnQ : 2669842.

1930 *Carte de comté du Québec à l'échelle de 1:63 360 Drummond, Carte du comté de Drummond d'après les plans du Cadastre.* BAnQ : 2684788.

1944 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:50 000. 31-H-16, Drummondville*. Québec Topographique. BAnQ : 2670190.

Sites Internet

Répertoire des municipalités du Québec
http://www.mamrot.gouv.qc.ca

Commission de toponymie du Québec
http : //www.toponymie.gouv.qc.ca/

Municipalité de Kingsey Falls
http://www.kingseyfalls.ca/

Statistique Canada – Profil du recensement
http://www12.statcan.ca/

4.5 Maddington

L'essentiel des données composant cette synthèse sur l'histoire de Maddington a été acquis à la lecture et l'analyse d'un document généalogique produit par un comité organisateur en 1987 à l'occasion du 100e anniversaire de la municipalité de Sainte-Anne-du-Sault. Cet ouvrage renferme des données inédites qui concernent les conditions de l'arrivée des premiers colons sur ce grand territoire, les premières familles à s'y être établies et l'évolution du cadre religieux, municipal, scolaire et économique. Il comprend également des informations substantielles sur les familles de Maddington et leurs origines.

À cette source d'informations s'ajoute la consultation de divers répertoires renfermant la liste de biens ou sites patrimoniaux ayant une valeur culturelle majeure, tels que le Répertoire du patrimoine culturel du Québec (MCC, 2013), le Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens (Parc Canada, 2013), le Répertoire des lieux de culte du Québec (MCC, 2012) et le Répertoire des croix de chemin (Milot et Simard, 1994), le Répertoire toponymique du Québec (Commission de toponymie du Québec, 2013), l'Inventaire des sites archéologiques du Québec (MCC, 2013), le Répertoire de cartographie numérique du site de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec et divers macro-inventaires mandatés par le ministère des Affaires culturelles et élaborés à compter des années 1980 dont ceux du CÉLAT (1980) et de la Société La Haye et Ouellet (1982). Ces documents ont permis d'établir l'état des connaissances et la valeur patrimoniale déjà inventoriée, reconnue, classée ou simplement répertoriée de certains bâtiments.

4.5.1 Site d'implantation

Enserrée entre les municipalités de Maddington au nord, Saint-Louis de Blandford à l'est, Sainte-Anne-du-Sault au sud et Aston Jonction à l'ouest, la municipalité de Maddington était au départ partie intégrante de la paroisse de Sainte-Anne-du Sault (figure 5.1). Autrefois connue sous l'appellation de Maddington-Falls, cette municipalité occupe actuellement une partie du 10e, 11e, 15e, 16e et 17e rang du canton de Maddington.

La rivière Bécancour borde son territoire immédiatement au sud, ce qui a favorisé l'accès à ce territoire. Cette rivière coule en direction est-ouest entre les cantons de Maddington et de Bulstrode. Elle prend sa source dans Appalaches et se déverse dans le fleuve St-Laurent. Quelques cascades accidentent son parcours. Les Abénaquis nommaient cette rivière *Solinak*, ce qui signifie « cours d'eau qui décrit plusieurs détours ». Le territoire de Daveluyville intègre également une île autrefois dénommé « Grosse Île » (Île Benson Hall ou Côté) et qui divise les deux bras de la rivière. Lorsque ces bras se rejoignent un

peu plus en aval, se forment alors de tumultueuses chutes et cascades d'eau (chutes de Maddington). « La rivière Bécancour serpentant nos terres agrémente le paysage d'une beauté naturelle au gré de ses humeurs saisonnières », souligne le Comité organisateur (1987). Le cours périlleux de cette même rivière rendait néanmoins difficile les traversées d'une rive à l'autre de sorte que différentes paroisses ont vu le jour de part et d'autre de cet axe à la hauteur des chutes, dont Sainte-Anne-du Sault et Daveluyville immédiatement au sud, sur la rive sud. Il est à noter que la présence amérindienne est connue de la population sur cette partie de territoire. À l'époque coloniale, des campements étaient installés aux abords du grand « sault » à l'occasion des portages obligés :

> Avant l'arrivée des Canadiens français dans les Bois-Francs, les Indiens des réserves de Bécancour s'y rendent [rivière Bécancour, à la hauteur du 16e rang de Maddington] régulièrement en raquettes l'hiver. Ils aiment particulièrement se rendre à cette rivière qui serpente les terres du 16ième rang dans le township de Maddington. À cet endroit, ils peuvent trapper le castor qui s'y trouve en abondance. Les barrages retrouvés par les canadiens français en sont la preuve (…) Durant la saison de la chasse, les Indiens de Bécancour s'y installent des campements et y passent plusieurs semaines. C'est pour cette raison que le 16ième rang prend le nom de "Rivière Sauvage". Les Indiens ont aussi des campements à la vieille traverse et sur le lot 11, près d'un petit rapide de la rivière Bécancour. Des vestiges retrouvés à ces endroits attestent de leurs séjours saisonniers. (Comité organisateur, 1987).

La municipalité se trouve à la limite sud-est de la plaine du Saint-Laurent. Le territoire occupe donc une région à peine vallonnée et bordée au sud-est par les petites collines qui définissent le piémont des Appalaches. L'altitude varie généralement entre 80 et 90 mètres (ANMM). À partir de l'île Côté, le lit de la rivière se trouve particulièrement encaissé avec des dénivellations allant parfois jusqu'à 15 mètres. La présence des chutes Maddington à cet emplacement favorisa l'implantation de moulins à scie et, plus tard, l'implantation d'un réseau d'exploitation hydro-électrique. Avant la création du paysage rural que l'on connait aujourd'hui, une forêt mature composée de conifères et de feuillus favorables au commerce du bois (notamment le pin, l'érable, le merisier, le hêtre et le tilleul) occupait le territoire, ce qui attira l'œil d'entrepreneurs dans ce domaine. Cette forêt s'est implantée dans un sol principalement composé d'argile et de sable marin favorable à l'agriculture.

Les premiers colonisateurs s'investiront également à exploiter l'énergie hydraulique de la rivière Bécancour à la hauteur de Maddington-Falls et de Daveluyville, le lit de la rivière s'abaissant considérablement, soit de près de 15 mètres, ce qui était favorable à l'implantation de moulins à scie (pour la drave et l'énergie) et, plus tard, à l'implantation d'un réseau d'exploitation hydro-électrique.



Figure 5.1 – Limites actuelles de la municipalité de Maddington (Statistique Canada, 2014 : 2439165)

4.5.2 Familles et personnages

Les premiers colons de la colonie

La majorité des terres de Maddington ont d'abord été octroyées à des miliciens anglais et bien peu sont venus défricher et occuper leur terre. Pierre Bruneau fut le seul milicien à prendre possession d'un lot qui lui avait été octroyé et à y demeurer. Ce qu'il fit au mois de février 1827 en s'établissant au lot 5 du 11e rang de Maddington, sur un territoire qui appartenait auparavant à Sainte-Gertrude. Pierre Bruneau fut ainsi le premier à s'établir dans ce canton. L'arrivée de Pierre Bruneau sur le territoire de Maddington sera suivie quelques années plus tard par celle d'un de ses beaux-frères, Emmanuel Lamy et de trois compagnons en provenance de Maskinongé.

Les données colligées dans la monographie de Sainte-Anne-du-Sault soulignent également la venue massive de nouvelles familles vers 1880. C'est ainsi que Isaac Gagnon, Antoine Goupil et Nil Soucy se sont porté acquéreurs de lots dans la continuation du 11e rang à Maddington-Falls.

Voici comment est racontée l'histoire du passage de Léandre Lainé, jeune amérindien métis qui parcourait le territoire de la rivière Sauvage [rivière Bécancour] et exploitait les ressources du 16e rang de Maddington avec son père durant son enfance :

> Léandre Lainé, métis, fils de Jean-François Lainé de la tribu des Melsalabanlettes, naquit en 1856 dans une réserve indienne de Bécancour. Très jeune, Léandre accompagne son père dans ses randonnées de chasse dans les belles forêts des Bois-Francs. Très tôt, la pêche, la chasse et le trappage n'ont plus de secret pour lui. Jean-François et son fils Léandre parlent la langue indienne, le français et l'anglais. De retour de leurs excursions de chasse, ils traversent aux Trois-Rivières, leur canot chargé de peaux de fourrure qu'ils vont vendre aux Anglais et ceux-ci en font le commerce.
>
> Léandre devient orphelin de père à l'âge de 15 ans. Il continue chaque hiver à se rendre à la rivière du 16ième rang en compagnie de ses amis indiens.
>
> En 1889, il épouse, à la réserve, Zéphirine Blanchet, de race blanche. Léandre garde un attachement tout particulier pour cet endroit où tant de fois il est venu faire le trappage en compagnie de son père. Il raconte à sa jeune épouse la beauté de la nature, de cette forêt qui est remplie de gibier et la belle rivière où abonde le castor. Il l'assure que si elle veut bien le suivre, il fera le nécessaire pour leur établissement et qu'il saura la faire vivre convenablement. Fascinée par les récits de son mari en qui elle a entière confiance, elle accepte de quitter Bécancour, leur village natal, pour venir vivre définitivement à la Rivière Sauvage, affrontant les sacrifices et l'isolement associés à l'ouverture de toute nouvelle colonie (Comité organisateur, 1987 : 67).

Le territoire du canton de Maddington, malgré son ouverture précoce à la colonisation au début du XIXe siècle, n'a pas été officiellement fondé avant le début des années 1880. Le territoire devait alors être peuplé par des squatters, c'est-à-dire par des familles qui ne disposaient pas de titres de propriété et qui, par la même occasion, n'ont pu être reconnues historiquement parlant.

4.5.3 Faits historiques

Histoire religieuse

Avant l'érection de la première chapelle sur le futur territoire saintanois, les habitants de Maddington devaient se rendre à Gentilly pour obtenir l'assistance d'un prêtre (baptêmes, mariages, sépultures, onction aux malades). C'est en 1873 que le premier missionnaire, en l'occurrence Charles-Théodore Bellemare, curé de Saint-Louis, se rendit pour la première fois sur le territoire du « Sault », tel que la mission de Sainte-Anne était nommée à l'époque (tableau 2.1). Cette première visite non officielle fut suivie en 1875 par celle dédiée à la préparation des fidèles à la fête de Pâques. À partir d'octobre de cette même année, l'abbé Bellemare vint se consacrer à la mission du Sault régulièrement, soit une fois par mois. Durant cette mission, il semble qu'aucun mariage ne fut célébré et qu'aucune sépulture ne fut inhumée en terre saintanoise. Les actes religieux étaient plutôt prononcés et enregistrés à la paroisse de Saint-Louis. Plus tard, à la suite de la fondation des paroisses environnantes (Saint-Wenceslas, Sainte-Gertrude, Saint-Sylvère, Sainte-Eulalie), les habitants de Sainte-Anne-du-Sault ne se déplaçaient plus seulement vers

Saint-Louis afin d'accéder aux services religieux, mais vers le lieu de culte qui leur convenait le plus, la proximité étant un facteur clé dans ce choix.

Durant la mission de l'abbé Bellemare, les habitants du Sault ont organisé une corvée permettant de transformer en chapelle un hangar situé près de l'ancienne manufacture de pulpe, sur le lot 22 du 1er rang de Bulstrode (emplacement du futur village de Daveluyville). C'est dans ce lieu que l'abbé Bellemare octroie ses premiers services et que la population de Maddington se rendait pour assister aux offices religieux. Après son départ de la mission à la fin de l'automne 1875, l'abbé Honoré Julien, nouveau curé de Saint-Louis, viendra donner la messe et autres services de façon régulière. Cependant, il semble se désintéresser de cette mission puisqu'en l'espace de quelques mois, il choisit d'offrir ses services deux fois par année, ne conservant que les visites des fêtes de Pâques et de Noël. Puis, le 20 avril 1879, l'abbé Julien vint donner sa dernière mission. Le territoire du Sault sera ainsi privé de services religieux pour une période de huit années consécutives. La chapelle fut alors abandonnée.

En 1882, des habitants du canton de Maddington envoyaient une requête à Mgr Laflèche, évêque de Trois-Rivières, afin d'établir une paroisse sur leur territoire. Une seconde requête fut envoyée en 1884 à Trois-Rivières, puis une autre en 1885, cette fois à Mgr Elphège Gravel, évêque du nouveau diocèse de Nicolet. Ces requêtes ne furent pas encore entendues, mais la nomination de l'abbé Charles-Édouard Mailhot à la cure de la paroisse de Saint-Louis a permis la reprise de la mission du Sault qui fut menée une fois par mois entre 1887 et 1888. Aucun égard ne fut porté aux requêtes des habitants de Maddington. À cette époque, la messe était célébrée chez certains habitants qui acceptaient de transformer leur maison en chapelle pour cette occasion.

Tableau 5.1 – Les missionnaires et curés de Maddington

Nom	**Année**
Abbé Charles-Théodore Bellemare	1875-1875
Abbé Honoré Julien	1875-1879
Aucun missionnaire durant cette période	1879-1888
Abbé Cléomène Lafond (curé fondateur)	1888-1893
Abbé Georges Béliveau	1893-1896
Abbé Lucien Lavallée	1896-1898
Abbé Alfred Manseau	1898-1905
Abbé Majorique Laperrière	1905-1908
Abbé Rémi Généreux	1908-1916
Abbé Charles-Édouard Provencher	1916-1928
Abbé Alfred Tétreau	1928-1937
Abbé Eugène Autate	1937-1952

À la suite de l'érection canonique formulée le 29 juin 1888, les habitants de la nouvelle paroisse de Sainte-Anne-du Sault, nommée ainsi pour honorer Sainte-Anne et aussi pour évoquer la présence des chutes de la rivière Bécancour, recevaient leur premier prêtre résident, le curé Cléomène Lafond. La chapelle du 1er rang de Bulstrode fut alors rénovée et permettra la desserte des offices religieux jusqu'à la construction d'une église. Dans l'attente de la construction du presbytère, le curé Lafond habita une maison prêtée par Adolphe Daveluy situé sur le lot 41-111. Cette maison a d'ailleurs longtemps été le lieu de résidence de Charles-Borromée Lord.

En 1889, Mgr Gravel demandait dans une lettre adressée au paroissien d'envisager le déplacement de la chapelle sur la pointe du lot 22 du 1er rang de Bulstrode afin de libérer l'espace pour la construction d'une église. Au final la première chapelle sera déménagée au lot 42-7.

De manière inattendue, les paroissiens estimaient qu'il fallait attendre d'acquérir les fonds nécessaires avant d'envisager la construction de leur église et, ainsi, avec l'accord de Mgr Gravel le projet fut repoussé. Pendant ce temps, des discordes sont nées au sujet de l'emplacement de ladite chapelle. Les habitants de Maddington-Falls argumentaient que leur territoire était plus central et plus ancien que les terres de Bulstrode situées de l'autre côté de la rivière. Une division importante survint alors entre les paroissiens des deux rives de la rivière. Malgré les oppositions, une chapelle de bois (Johny Bergeron, entrepreneur) fut construite en 1893 à l'emplacement initialement visé. Voici la description donnée de ce lieu de culte (Comité organisateur, 1987) :

> La chapelle mesure 42 pieds de largeur par 80 pieds de longueur tandis que la sacristie mesure 30 pieds par 25 pieds. Le tout est bâti en bois par Johnny Bergeron au coût de 2 957,89$. La première cloche, œuvre londonienne fabriquée en 1871, provient de la paroisse de Saint-Léonard-d'Aston. Le maître-autel ainsi que les deux autels latéraux en bois sculpté, dons de la paroisse de Bécancour, se révèlent être des œuvres d'art d'une grande beauté.

Le 22 juillet 1894, Adolphe Daveluy, écuyer et marchand, fit don de deux lots à la Fabrique, soit les lots 22 du 1er rang et 23 du 2e rang de Bulstrode, pour la construction d'un presbytère. Suivant les plans de l'architecte David Deshaies, le presbytère est alors recouvert de briques identiques à celles de l'église.

Le projet de construction d'une nouvelle église réapparaît au début des années 1900. La population ayant considérablement augmenté sur le territoire de Sainte-Anne-du-Sault, les paroissiens avaient de plus en plus de mal à assister au culte catholique sans être bousculés dans leur pratique. La population globale atteignait effectivement près de 1 500 âmes au tournant du siècle sur le large territoire qu'était Sainte-Anne avant le détachement de Maddington. La demande sera réitérée à maintes reprises durant les années 1900. D'après Mgr Brunault, évêque de Nicolet, cette problématique n'était pas

suffisante pour envisager la construction d'une nouvelle église avant les années 1920. Ainsi, en 1912, devant l'accroissement de la population, Mgr Brunault accepta seulement le projet d'agrandissement de la chapelle et de la sacristie, ce qui sera réalisé suivant les plans de Louis Caron et le travail de Lauzophe Nault. Cependant, dès 1926, la chapelle aura grand besoin de rénovations. Les réparations envisagées concernaient les fondations, la voûte, le clocher, la couverture, la cheminée, le perron, le revêtement extérieur et l'intérieur du bâtiment, bref, tout était à refaire et un budget éloquent de 40 000 $ était prévu pour la réalisation des travaux. Le contrat sera confié à Henri Levasseur de Victoriaville qui réussira à terminer les travaux pour les fêtes de Pâques de 1928. En 1939, l'œuvre de la Fabrique fera l'acquisition d'un orgue électrique Everett-Orgatron de la maison Lindsay Cie, mais celui-ci sera vendu aux enchères en 1975 après l'acquisition d'un orgue à tuyau Casavant Opus 1428 (1931) des Révérendes Sœurs de la Présentation de Saint-Hyacinthe.

Les mécontentements quant au choix de l'emplacement de la chapelle amenèrent plusieurs paroissiens à cesser leur pratique religieuse pour un temps. Les tensions étaient si fortes que Mgr Gravel commandera la fermeture du lieu de culte afin d'imposer une réflexion aux paroissiens, principalement à ceux qui avaient cessé d'observer les prescriptions religieuses et ceux qui avaient acquis des bancs de manière contraire aux règles canoniques. La période de réflexion fut brève, car le curé Georges Béliveau revint rapidement à ses fonctions. À l'automne 1908, l'arrivée du curé Rémi Généreux calmera encore les ardeurs des paroissiens et ceux qui avaient délaissé l'église reprirent leur pratique avec enthousiasme. Comparativement à son prédécesseur, le curé Généreux était « d'une grande bonté » et « d'une intelligence supérieure », selon les anciens (Comité d'organisation, 1987 : 47).

Le détachement de Maddington de sa municipalité mère sera donc une réponse à l'absence de lieu de culte sur la marge nord de la rivière Bécancour. Malgré cette chicane avec Sainte-Anne-du Sault, il semble qu'aucun lieu de culte n'ait été aménagé sur le territoire de la municipalité de Maddington. La construction d'un pont et le passage du chemin de fer auront suffi à faciliter les déplacements vers l'église de Daveluyville.

Histoire municipale

Le canton de Maddington, arpenté en 1808, a été un lieu d'occupation précoce (1827) mais qui tarda par la suite à se faire connaître. Il fallut attendre plusieurs décennies, soit en 1848, pour que Mgr Joseph Signay, archevêque de Québec, érige la paroisse de Saint-Louis-de-Blandford en annexant au canton de Blandford une partie des cantons de Maddington (rang 7 à 11) et de Bulstrode (rang 1 à 6), démembrant par la même occasion

la paroisse de Sainte-Gertrude. Avant ces annexions, la paroisse de Saint-Louis-de-Blandford n'avait pas la population de 300 âmes requise par la loi des municipalités et chemins du Bas-Canada (1855) pour former par elle-même une municipalité distincte.

Tableau 5.2 – Les premiers maires de Maddington

Nom	**Année**
Florido Bruneau	1902-1904
Nérée Faucher	1904
Nil Soucy	1905-1907 ; 1912
Arthur Gagnon	1907-1912 ; 1920-1923 ; 1925-1937
Henri Massé	1913 ; 1938
David-E. Bruneau	1914-1917 ; 1919
Alfred Trudel	1917-1919
Ovila Goupille	1923-1925
Ludger Cormier	1937
Napoléon Gagnon	1939-1953

En 1888, la municipalité de paroisse de Sainte-Anne-du-Sault est érigée par le détachement des paroisses de Ste-Gertrude, de St-Louis-de-Blandford et de Saint-Valère-de-Bulstrode. Avant sa constitution légale, le territoire de Sainte-Anne-du-Sault était identifié sous la dénomination descriptive « Le Sault ». La population qui y vivait était alors désignée comme les habitants du Sault. Tel qu'il a été vu précédemment, la communauté grandissante demandait depuis nombre d'années l'établissement d'un lieu de culte à leur proximité. En 1902, Maddington Falls se détacha ainsi de Sainte-Anne-du-Sault pour former une municipalité de canton. Les séances du conseil ont lieu à la maison d'Arthur Goupille à cette époque. À partir de 1910, les réunions du conseil se dérouleront chez Henri Massé. Enfin, un bureau de poste et ouvert en 1856 sous l'appellation Maddington, laquelle sera modifiée en 1885 pour Maddington Falls. C'est dans le magasin général de Antoine-Ephrem Bruneau que ce fut établi ce bureau situé sur la rive droite de la rivière. À cet emplacement, A.E. Bruneau fut le premier maitre poste. En 1907, le bureau de poste sera transféré à la gare Lavergne et abandonnera le nom de « Rivière Sauvage » pour adopter le nom de « Lavergne ». David (Dave) Smith, commerçant de bois et propriétaire d'une scierie sur une terre située dans la portion nord-est de la paroisse, à proximité du chemin de fer Intercontinental, fut le premier maître de ce bureau de poste.

En 1915, Mgr Brunault annonce des remaniements territoriaux pour faciliter l'accès à l'église paroissiale. En 1921, seront également retranchés les lots no 618 à 623 du 17e rang de Maddington pour la fondation de la paroisse du Sacré-Cœur de Lemieux.

L'histoire scolaire

Avant la création de la commission scolaire Sainte-Anne-du-Sault, le territoire de la municipalité actuelle était rattaché à la commission scolaire de la paroisse de Saint-Louis-de-Blandford. Peu de temps après la création de la nouvelle paroisse de Sainte-Anne-du-Sault en 1888, la commission scolaire naissait et avec elle la création d'arrondissements qui comprenaient chacun une école. Un seul arrondissement occupait alors les terres de Maddington. Celui-ci englobait les rangs 10, 11, 15, 16 et 17 de même que l'augmentation du 11e rang (Comité organisateur, 1987 : 84). En 1903, Maddington forme sa propre commission scolaire, ce qui amena la création de nouveaux arrondissements et de nouvelles écoles (tableau 5.3).

L'école no 1. La première école de Maddington Falls (arrondissement no 1) sera alors bâtie en 1889 sur le lot 12 dans la continuation du 11e rang sur la propriété de Isaac Gagnon, immédiatement en face de la propriété de Clément Trépannier. Après sa fermeture en 1904, cette école a été vendue à Timothée Béland qui l'a déménagé sur le site de M. Trépannier. Cette école occupe toujours son second emplacement mais un étage y a été ajouté. En 1904, l'école ne respecte déjà plus les normes d'établissement et alors une nouvelle école est construite par Laurent Gaudette. Après avoir servi à l'éducation des jeunes une trentaine d'années, cette école devint à la propriété d'Ernest Gagnon et, par la suite, de Boromée Poirier et de Paul Gélinas. En 1938, une nouvelle école pouvant accueillir une cinquantaine d'élèves est construite, cette fois sur le lot 12b dans la continuation du 11e rang, au village, près du chemin de la traverse, et dont une partie fut achetée de Donat Pépin et l'autre d'Arthur Gagnon. Émilien Rivard, menuisier, en dirigera les travaux. Lorsqu'elle ferma ces portes en 1961, cette école sera vendue à Cyprien Roussel qui la réaménagea pour y loger sa famille.

L'école no 2. Déjà en 1894, une requête a été envoyée par des habitants à la commission scolaire quémandant la formation d'un nouvel arrondissement scolaire afin de satisfaire à l'éducation des élèves issus des 15e, 16e rang et d'une partie de la continuation du 11e rang. La construction de l'école est réalisée sur le lot 7 à l'intersection des 11e et 16e rangs de Maddington. L'année exacte de la construction de l'école no 2 est inconnue, mais les registres démontrent que Maria Héon y devient la première institutrice en 1902. L'année 1931 est celle de la construction d'une nouvelle école no 2, la première étant devenue trop petite et vétuste. Celle-ci sera construite sur une parcelle de terrain achetée d'Ernest Montambeault. Conçue par Émilien Rivard, cette école sise toujours à son emplacement d'origine et abrite la famille Gagné en 1987.

L'école no 3. En février 1903, un terrain est acheté de Zéphirin Mercier en vue d'y bâtir une école. Cette école n'a jamais été reconstruite et figurait ainsi parmi le patrimoine

scolaire relativement intact de la municipalité de Maddington dans les années 1980, malgré sa détérioration. Elle occupe toujours la « courbe à Mercier » dans le rang de la Rivière de Maddington. Les trois écoles qui étaient en opération au premier tiers du XXe siècle sont illustrées sur la carte topographique de 1944 (voir figure 5.5).

Tableau 5.3 – Les premières écoles de Maddington

Nom	**Période d'utilisation**	**Emplacement**	**Notes historiques**
École no 1	1889-1904? (école) 1904-auj. (résidence)	Lot 12 de la continuation du 11e rang. Déménagée de son emplacement initial.	Construction d'un étage au début des années 1900. Vendue à Ernest Gagnon en 1904?
Seconde école no 1	1904-1938 (école) 1938-?	Lot 12 de la continuation du 11e rang.	
Troisième école no 1	1938-1961 (école) 1961-auj. (résidence)	Lot12b de la continuation du 11e rang.	Émilien Rivard, menuisier. Vendue à Cyprien Roussel en 1961.
École no 2	1894-1931 1931-?	Lot 7 à l'intersection des 11e et 16e rangs de Maddington, près du coin du chemin du 16e rang.	?
Deuxième école no 2	1931-1961 (école) 1961-auj. (résidence)	?	Émilien Rivard, menuisier. Vendue à la famille Gagné.
École no 3	1903-auj?	?	1921 : réparation à l'école et construction d'un hangar 1924 : aménagement d'un puits Abandonné

Alors qu'auparavant l'éducation était dispensée par des institutrices qui enseignaient tous les niveaux d'étude de la 1ere année à la 6e année, entre 1910 et 1953, un couvent est construit au village de Daveluyville où l'enseignement aux filles était dorénavant prodigué par les religieuses de la communauté des Sœurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge. De nombreux élèves de la paroisse de Maddington Falls y seront instruits. Ce couvent deviendra l'école primaire centrale de Notre-Dame-de-l'Assomption et lorsque les écoles de rang fermeront définitivement en 1961, tous les enfants de Maddington y seront transportés.

Entre 1961 et 1964, l'école Sainte-Anne dispensera les cours des jeunes maddingtonois de la 7e à la 11e année. Après la fondation de la Commission scolaire régionale des Bois-Francs, en 1964, l'école Sainte-Anne située à Daveluyville dispensera les niveaux I et II du secondaire seulement. Depuis les années 1980, les cinq niveaux du secondaire sont dispensés à l'école Sainte-Anne sous la direction de la Commission scolaire Prince-Daveluy. Les élèves de Maddington y recevront leur éducation secondaire, ce qui évitera le transport des jeunes vers Victoriaville.

Histoire économique et industrielle

Le commerce du bois constituera le premier moteur de l'économie de Maddington et ce, dès 1862 avec la migration des grands chantiers de Georges Benson Hall et de Henry Early Hall dans les townships de Maddington, de Bulstrode et de Blandford (Comité organisateur, 1987). Les Hall possédaient toute une suite de lots le long de la rivière Bécancour et ils parvenaient à déplacer l'ensemble des billots de leur chantier jusqu'à leur scierie de Bécancour grâce à la drave réalisée dans la rivière Bécancour. Avec l'arrivée du chemin de fer du grand Tronc puis de l'Intercolonial, l'amélioration des voies de communications terrestres et la présence du pouvoir hydraulique, cette industrie ne saura que grandir. Plus tard, l'économie des habitants de Maddington sera alimentée principalement par les produits dérivés de l'agriculture et le développement de petits commerces et services.

Les moulins de Maddington

Les premiers moulins locaux apparaissent dispersés à proximité des cours d'eau afin d'actionner les grandes roues à aubes ou bien les turbines. Lorsque le pouvoir de l'eau n'était pas suffisant, la vapeur était employée pour faire fonctionner le moulin avant que ne survienne l'invention des moteurs à l'huile.

Le 20 juillet 1874, la compagnie du tanin établi à Daveluyville avait acheté de François-Hyacinthe Saint-Germain, homme d'affaires important et maire de la municipalité de Saint-Louis-de-Blandford, le pouvoir de l'eau de la rivière et une partie des lots 8, 9, 10, 11, 12 et 13 dans le 11e rang de Maddington (Comité organisateur, 1987: 173), ce qui lui permettait d'exploiter le pouvoir hydraulique pour le flottage du bois et d'installer un barrage à la pointe de l'île afin de contraindre les billots à descendre par le petit bras de la rivière Bécancour (embranchement ouest). Les billots pouvaient ainsi être recueillis directement à leur manufacture construite sur le lot 23 de Bulstrode (Daveluyville). L'exploitation du bois pour la production de tanin était vouée à l'exportation. La manufacture cessa ses activités en 1877.

La fermeture de l'industrie du tanin coïncide avec l'ouverture d'un moulin à papier qui était localisé au pied du Sault à Maddington Falls (Comité organisateur, 1987). Le moulin de la *Dominion Paper Co.* (1877 à 1894) s'installe effectivement à Maddington-Falls, sur les abords de la rivière Bécancour en y exploitant l'énergie hydraulique. Les présidents, William et Frank Currie, y avaient aménagé un barrage à une vingtaine de pieds en amont des chutes afin de détourner l'eau vers la branche droite de la rivière. Cette pratique a permis d'alimenter en eau le moulin à papier, de même qu'un moulin à farine. Les produits de cette industrie voyageaient en voiture vers la station du Grand Tronc à

Bulstrode (Defoy) pour être distribués en train. Durant cette même période, des colons récupéraient les restes d'écorces du moulin pour fabriquer de la bière d'épinette. En 1894, les deux moulins brûlaient et ne furent pas reconstruits.

Par la suite, trois autres moulins se sont implantés sur le futur territoire de Maddington. Le moulin à scie d'Oliva Goupil sera un des plus prospères de la colonie. En 1884-85, Oliva Goupil achetait le lot 13 de Maddington de Earshaw Bradley où avait été construit le moulin à papier. Oliva formera une association avec Edmond Doyon et Jean-Baptiste Plourde qui opérera sous le nom de « Edmond Doyon et compagnie ». Un moulin à scie dans lequel est installée une pierre de moulange fut construit au-dessus de la petite chute, non loin de l'embouchure du cours d'eau « Bruneau » qui borne entièrement le terrain : « L'eau de la chute, retenue par un barrage, actionne une roue à aubes qui fournit la force motrice nécessaire au moulin et à la moulange. Un engin à vapeur permet de continuer à donner du service tard à l'automne (Comité organisateur, 1987 : 152). » En 1892, Florido Bruneau devient propriétaire de ce moulin qu'il entretiendra pendant une quinzaine d'années. Il vend à Onésiphone Beauchesne en 1908. L'année 1920 marque la fin des opérations de ce moulin. La machinerie fut vendue et le moulin abandonné. Il faudra attendre l'arrivée d'Émile Magnan, meunier de Saint-Valère, qui, en 1934, achète le terrain, la maison et les bâtisses du moulin, et s'investit dans la moulange quelques années en dotant le moulin d'une nouvelle machinerie.

Un moulin à scie et une cour à bois ont été aménagés en 1893 lorsque le chemin de fer Intercolonial s'est implanté sur le territoire. David Smith de South-Durham, entrepreneur dans le bois de sciage, en sera le propriétaire et formera avec son beau-frère une association dénommée *Smith et Larivière*. Le moulin à scie fut construit au 16e rang de Maddington (Comité organisateur, 1987). Il semble que de nos jours, ce terrain appartienne à la paroisse de Lemieux. La fabrication de bois de charpente de ce moulin était vouée exclusivement à l'exportation. L'industrie fera faillite en 1902. Le moulin et la cour à bois deviennent alors la propriété de David-Éphrem Bruneau et les activités se poursuivent sous le nom de *Larrivière et Bruneau*. Le dernier propriétaire du moulin fut Moïse Proulx et lorsque le moulin fut incendié, il ne fut pas reconstruit.

Un troisième moulin à scie occupait la même portion de la rivière Bécancour au début du XXe siècle. Alfred Trudel fit l'acquisition en 1906 d'une pointe de terre qui longeant le chemin de fer dans le 16e rang. La cour à bois qui occupait une partie du terrain appartenait par le passé à la compagnie *Smith et Larivière*. Alfred Trudel y construisit un moulin à scie et s'approvisionnait en bois chez les cultivateurs qui coupaient leur bois durant la saison hivernale. Ce moulin cessa ses opérations en 1926.

Les premiers commerces et services

Plusieurs magasins généraux sont recensés dans la monographie de Sainte-Anne-du-Sault. Le premier a pris place sur le lot 12 du 16e rang de Maddington. Il a été construit et opéré par David-Éphrem Bruneau (site de maisons à logement près de la voie ferrée). Ce magasin était le mieux organisé et le plus complet de la région. Il fut incendié en 1908 et reconstruit la même année. À l'arrière de son magasin se trouvait une terre à bois. Son propriétaire fera la collecte de billots en échange de marchandise et donnera du travail aux paroissiens dans la transformation du bois de papier dont le produit est vendu au moulin *Dominion Paper*.

Au début du XXe siècle, Napoléon Gagnon ouvre également un magasin sous l'appellation Magasin général Gagnon et frère. En 1913, les commis voyageurs Brother et Walter Prince l'informent des menaces d'une guerre mondiale et des prix de certaines denrées qui fluctueront rapidement. Ils lui suggèrent d'acheter en grande quantité à prix modique afin de revendre à haut prix la guerre terminée. Napoléon Gagnon avait des hangars remplis à pleine capacité comme nulle part ailleurs, ce qui attira les paroissiens des régions voisines et fit de Napoléon un marchand prospère. En 1917, le magasin Gagnon et Frère est vendu à Arthur Goupil et en sera propriétaire plus de 25 ans. Le bâtiment fut incendié en 1922 et reconstruit aussitôt.

Siméon Goupil, Nérée Faucher (10e rang), Wellie Pépin (16e rang) et Adalbert Poirier comptent également parmi les pionniers ayant tenu des magasins.

Tableau 5.4 – Les anciens commerces de Maddington-Falls, excluant les magasins généraux

Commerce	**Propriétaire**	**Localisation**
Fromagerie-beurrerie	Edmond Doucet, Philippe Nault, Wellie Laliberté et Gérard Beaudet	Lot 606 du 16e rang
Boutique de charrons	Onésiphone Beauchesne	À définir
Boutique de forge	Louis Bergeron, Charlemagne Marchand, Wellie Gagnon, Lauger Goupil, Tom Dion	À définir
Boutique de selliers	Alfred Goupil	À définir
Cordonnerie	Henri Massé, Alfred Goupil	À définir
Boulangerie	M. Robitaille, David Rheault, Donat Loranger, Jos Mayrand, Jos (Alphée) Béland, Alphédas Bibeau	À définir
Boucherie	Cyrille Hardy, Albert Hardy, André Rheault	À définir
Salon du barbier	Laurent Jutras, Hervé Dunn	À définir
Boutique du charretier	Émile Larivière, David Fontaine, Alfred Goupil	À définir

Parmi les fromageries-beurrerie de Maddington se trouve celle du lot 606 du 16e rang. Edmond Doucet, le premier propriétaire de cette terre y fit construire la bâtisse vers 1900 ou 1905. Jusqu'à son incendie vers les années 50, trois autres fromagers se sont succédé. D'autres fromageries ont vu le jour sur ce territoire, mais ce type de commerce était éphémère et souvent annexé aux habitations, ce qui rend leur identification difficile.

À Maddington-Falls, d'autres métiers et professions se sont illustrés, mais c'est à Daveluyville, avec l'augmentation démographique qui y a été plus marquée, qu'ils se sont davantage diversifiés. Notons cependant la présence de deux restaurants sur le territoire de Maddington, celui de Hervé Dunn et de Roger Raymond, qui ont servi les besoins des habitants (Comité organisateur, 1987 : 166).

Plusieurs autres hôtels ont vu le jour à Maddington, principalement entre les années 1900 et 1930. Vers 1894, Enselme (Sam) Lavigne construisit le premier hôtel d'hébergement à deux étages qu'il implantait près de la station de la voie ferrée Lavergne. Il y logeait particulièrement les travailleurs, employés aux coupes de bois, au moulin à scie et à la cour à bois de *Smith et Larivière*. Trois licences d'hôtel sont distinctement émises en 1904, l'une à Octave Petit, une autre à Athanase Lavigne et une dernière à Arthur Goupille. Les autres propriétaires d'hôtel les plus connus sont Polycarpe Lambert, Émile Larivière, Alpharie Beauregard, Tom Dion, Joseph Brisson.

Tableau 5.5 – Les hôtels de Maddington Falls

Type d'hôtel	**Propriétaires**	**Localisation**
Hôtel d'hébergement	Anselme (Sam) Lavigne (vers 1894) ; Athanase Lavigne (1904)	Lot 611 du 16e rang
Hôtel licencié devenu tempérance	Arthur Goupille (1904) ; Polycarpe Lambert ; Léonie Cormier Larivière (Émile) ; Ida Vadnais Beauregard (Alpharie) ; Tom Dion ; Joseph Brisson	Lot 12, rang de la Rivière
Hôtel licencié devenu tempérance	Octave Petit (1904) ; Jos Poirier et Stanislas Brochu ; Ernest et Alexandre Baril ; Jos-Henri Lafond ; Nestor Hardy ; Edmond Marchand ; Adélard Lacourse (1933-1968)	Lot 41-36, rang de la Rivière

Événements marquants

Dans les premiers temps de la colonie, le territoire a été marqué par la présence de grandes étendues de terre noire qui consistaient en fait à des terres et des forêts brulées durant la saison estivale, jusqu'à tard l'automne. Les habitants avaient même surnommée

la Bulstrode Station "Terre Noire" en évoquant cette situation qui devenait somme toute peu agréable en raison des fortes odeurs qui s'en dégageait.

Tout comme ses municipalités sœurs, les cours d'eau sont nombreux à Maddington et plusieurs ont été verbalisés pour souligner les personnalités qui ont participé à l'histoire de la municipalité, notamment Florido Bruneault, Beauvilliers, Cormier, Demers, Gagnon, Gaudet, Goupil, Joseph Larivière, Poirier, Vigneault et Lainé.

4.5.4 Routes et chemins anciens

Les premiers chemins de la colonie

Avant les années 1830, le territoire de Maddington n'était pas encore ouvert à la colonisation. La rivière Bécancour faisait office de voie de pénétration et force est de constater l'abondance des terres cultivées de part et d'autre de son parcours dans les cantons de Blandford, Bulstrode et une portion de Maddington (figure 5.2).

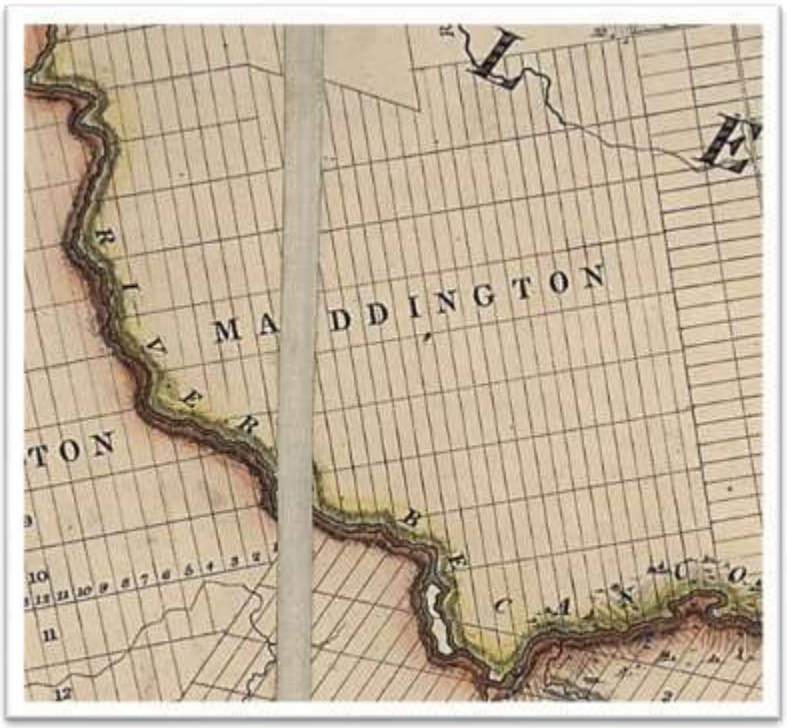

Figure 5.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117). Aucun chemin ne figure sur cette carte, mais des lots sont cultivés le long de la rivière Bécancour dans la portion est de la future municipalité.

La route de Gentilly (route 263 actuelle) est ouverte à la circulation en 1826. Cette route donna accès aux Bois-Francs directement en direction sud, les routes de Sainte-Gertrude

et d'Aston n'ayant été aménagées qu'après cette date. Cette route ne restera pas praticable bien longtemps puisque d'aucuns voulaient débourser pour l'entretenir. Au final, en 1855, elle devint un chemin à péage dont Georges Benson Hall fut le principal payeur étant donné sa présence sur les grands chantiers des cantons de Blandford et de Maddington.

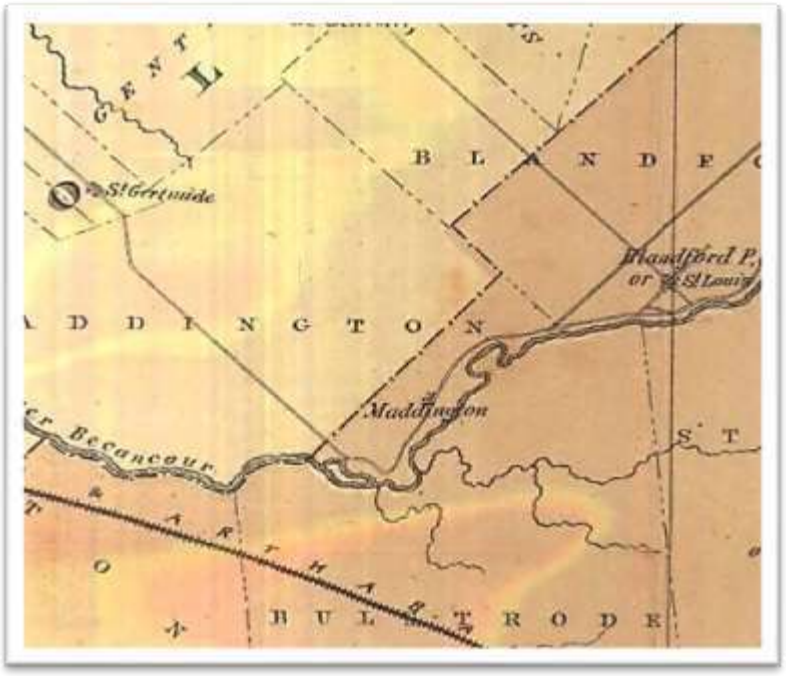

Figure 5.3 – Extrait d'une carte des *Eastern Townships*, 1867 (BAnQ: 107580). Les premiers chemins de la colonie de même qu'un premier noyau d'occupations est représenté.



Figure 5.4 – Extrait de la Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre, 1920 (BAnQ : 2684630). Découpage du territoire et premiers chemins de la colonie.

Le chemin de la Rivière (chemin du 11e rang ou rang de la Rivière sauvage) constitue vraisemblablement le premier chemin de la colonie (figure 5.3) aménagé un peu avant les années 1860. Ce chemin longe la rivière en provenance de Saint-Louis où elle rencontre la route de Gentilly. Vers l'ouest, le chemin rencontre le village de Sainte-Gertrude. Le long de ce chemin, entre les lots 7 et 8 de l'augmentation du 11e rang de Maddington (futur chemin du 16e rang), se dressait un premier hameau de bâtiments coloniaux.

Entre 1867 et 1920, le réseau routier a quelque peu évolué (figure 5.4). Le chemin du 11e rang traverse le territoire couvert par la continuation du 11e rang. Il faut savoir cependant que cette route était encore sans procès-verbal avant 1864, mais que son entretien était confié au concours public, signalant par la même occasion qu'elle constituait déjà une voie de déplacement. Le chemin du 16e rang est également déjà en usage au cours des années 1870 et joint le chemin de la Rivière Sauvage (chemin du 11e rang) où s'était implanté le premier noyau de colons. Enfin, un pont permet de traverser vers la rive sud, via l'île Côté.

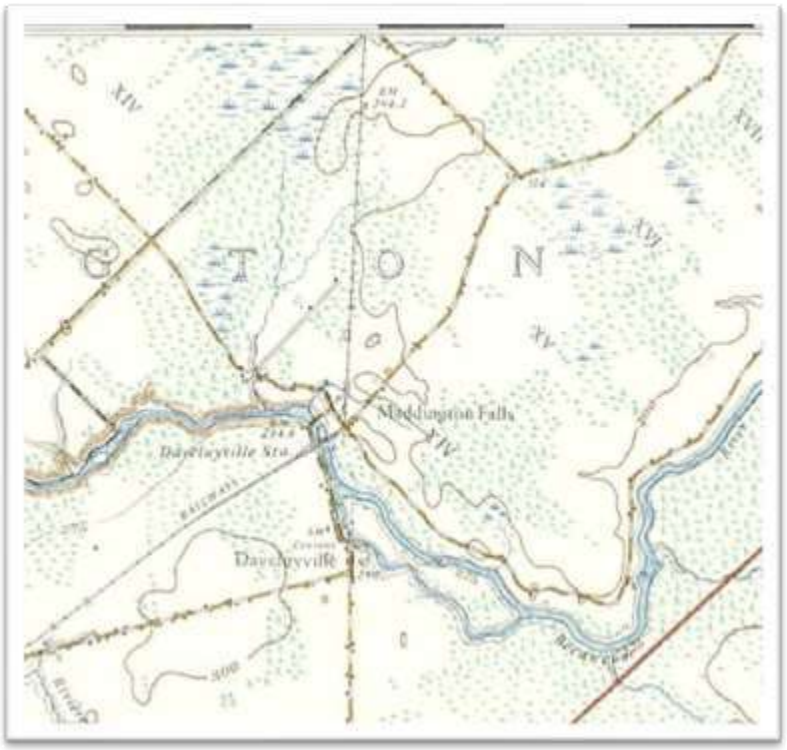

Figure 5.5 – Extrait de la carte topographique 31I/01, 1944 (BANQ : 2670191). Les maisons d'école y sont positionnées (*S*) de même que le bureau de poste.

C'est en 1875, que le Conseil résolût d'accorder un droit de passage d'eau ou traverse sur la rivière Bécancour à l'emplacement du grand chenal de la rivière (côté de Maddington) et du petit chenal (côté Bulstrode). Cet emplacement deviendra "La vieille Traverse" de

l'île. Un permis était alors octroyé Pierre Langelier qui était alors tenu responsable de faire traverser les voyageurs jour et nuit sans retard, « sauf quand les courants seront trop violents et hors de la force de deux hommes » (Comité organisateur, 1987).

Déjà en 1880, le tracé de route traversant la rivière Bécancour entre le lot 12E de Maddington (vieille traverse) et les lots 22 et 23 de Bulstrode, était homologué par le Conseil. Un pont devait ainsi relier l'Île de Henry Early Hall (Grosse Île ou île Côté) à la rive sud (figure 5.4) sur le petit chenal pendant la saison estivale ; ce pont devait être retiré durant la saison froide. Ephrem Goupille a été nommé responsable de la construction du pont, tandis qu'Honoré Provencher devait aménager les côtes conduisant à la traverse. Un an à peine après la fin des travaux, les eaux printanières avaient emporté le pont. Ephrem Goupille dû reconstruire à ses frais, n'ayant pas respecté la hauteur exigée dans le procès-verbal (Comité organisateur, 1987). De nombreux responsables se sont vus confier les traverses des deux chenaux de la rivière Bécancour, dont Pierre Langelier (1875); Jean Goupille, fils (1876); Isaac Gagnon (1881); Earshaw Bradley (1886); Oliva Goupil (1886); Moïse Crochetière (1887).

En 1890, la compagnie Stevenson construisait un pont enjambant la rivière Bécancour. La structure métallique a incité les habitants à nommer le pont « le pont de fer », car il contrastait à l'époque avec les ponts habituellement de bois.



Figure 5.6 – Extrait de la carte topographique 31I/01, 1924 (BANQ : 2684672).



Figure 5.7 – Extrait de la carte topographique 31I/01, 1944 (BANQ : 2670191).

À compter de 1890, un pont était construit par la compagnie Stevenson au-dessus des chutes de Maddington (figure 5.6). De par la nature de sa structure métallique (contrastant avec le bois qui était la ressource traditionnellement employée), ce pont fut dénommé « le pont de fer ». Le nouveau pont érigé amène l'aménagement d'une nouvelle route pour se rendre à la continuation du 11e rang (figure 5.5). En 1953, un pont aurait été construit par le propriétaire de l'île grâce à une subvention obtenue pour cette réalisation. Un peu plus tard, en 1960, le Ministre des travaux publics était enfin disposé à reconstruire le pont sur la rivière Bécancour entre Daveluyville et Maddington (pont actuel). La municipalité cède alors au Gouvernement du Québec le pont hasardeux qui traversait déjà les chutes de Maddington. Elle s'engageait ainsi à obtenir les terrains requis pour l'aménagement d'un nouveau pont et de ses approches. Comme le pont du chemin de fer a été construit vers 1894, une traversée permanente pour les piétons et les carrosses devait donc avoir été construite quelque part entre cette date et 1920. Du même coup, des liens avec Daveluyville se sont développés avantageusement.

Lorsque la municipalité entre dans la modernité, entre les années 1940 et 1950, le réseau de circulation routier est demeuré le même depuis le début de l'essor démographique et économique, vers les années 1900.

Les chemins de fer

Bien avant le développement du réseau routier, le chemin de fer était implanté au sud du territoire de Maddington, dans le canton de Bulstrode. En 1864, le chemin de fer du Grand Tronc traversait ce territoire lors de son parcours vers Québec. La Compagnie aménage alors une station portant le nom de Bulstrode Station, avec deux voies d'accès, immédiatement au sud du village de Daveluyville près de l'intersection de la route Hodges et des 5e et 6e rangs de Bulstrode. La présence de cette station de chemin de fer a sans aucun doute favorisé l'essor de la région, dont l'exportation des produits du bois, l'implantation industrielle et manufacturière et, certainement, la venue de nouveaux colons en provenance de Québec.

Vers 1893-1894, la *Cie Drummond County Railways (C.D.C.R.)* terminait la construction de la voie ferrée qui traverse le canton de Bulstrode et de Maddington et démarra ces opérations. Une station fut construite à Sainte-Anne-du-Sault (Daveluyville) sur le lot 41-10 du 1er rang près des ponts de la rivière Bécancour. Cette voie ferroviaire avait officieusement pris le nom de « chemin de fer des Mitchell » pour la population locale. En novembre 1899, la C.D.C.R. est vendue au chemin de fer colonial qui, plus tard, se fusionne pour devenir les Chemins de fer nationaux du Canada (CN). Une voie de desserte est construite jusqu'à la hauteur des moulins. La gare est détruite lors de

l'incendie de 1908. Profitant de cette situation, Maddington Falls demande la construction d'une station de chemin de fer sur son territoire, d'autant plus qu'une gare existe à Bulstrode Station pour desservir le chemin de fer du Grand Tronc. Malgré la demande, le site de la reconstruction de la station se situa toujours à Daveluyville. Une voie de desserte, appelée la voie d'évitement « Gagnon » ou Station Levergne, sera cependant aménagée à Maddington pour accommoder, disait-on, les paroissiens des 15e et 16e rangs (Comité organisateur, 1987). Cette voie ferrée sera en usage un certain nombre d'années puis arrêtera son service. En 1943, on tenta en vain de la rétablir. La gare a été vendue en 1971.

Bien entendu, l'implantation du chemin de fer du Grand Tronc et, plus tard de l'Intercolonial (CN) ont assuré l'essor économique de Maddington et de Sainte-Anne-du-Sault qui, comme il a été démontré, a été initialement centré sur l'industrie du bois. D'ailleurs, vers 1880, plusieurs jeunes bûcherons s'immisceront sur le territoire saintanois pour y travailler. Ces derniers s'investiront d'abord aux moulins à scie des Goodhue et de Narcisse Babineau situés sur la rive sud de la Bécancour. Plusieurs deviendront également "jobbers" à la gare de Bulstrode Station. Plusieurs de ces jeunes ont fini par acheter les terres qu'ils avaient bûchées afin d'y établir une famille et d'y cultiver.

Les noyaux de peuplement

La municipalité de Maddington a présenté au cours de son histoire deux hameaux de village. Le premier correspond au lieu d'occupation initial le long du chemin du 11e rang (rang de la Rivière), à la croisée du chemin du 16e rang sud (cette portion est abandonnée aujourd'hui). Il semble que les habitants aient délaissé ce secteur au cours du dernier quart du XIXe siècle au profit de la terrasse des chutes de Maddington, en face de Daveluyville. Un second hameau de village est ainsi né sur le rang de la Rivière, entre le chemin du 11e rang (portion qui sépare les lots de la continuation du 11e rang) et le chemin Roussel, sur une terrasse surplombant les chutes Maddington à quelque 20 à 25 mètres d'altitude. Sur cet axe, les bâtiments sont nombreux et relativement près les uns des autres. L'angle des 16e et 11e rangs (portion qui sépare les lots de la continuation du 11e rang) présente une certaine densité d'habitations. Rappelons qu'au début du siècle, une importante scierie y a tenu ses opérations. Par ailleurs, des habitations historiques sont répertoriées sur tous les axes anciens (figure 5.5).

4.5.5 Patrimoine bâti

Le village actuel de Maddington correspond à un type d'organisation spatiale linéaire centré sur les chutes de Maddington et situé dans le prolongement de la route d'Hodges où se trouve l'église de Saint-Anne-du-Sault sur le côté sud de la rivière. La municipalité de Maddington se caractérise ainsi par l'absence d'un lieu de culte sur son propre territoire, mais l'histoire nous raconte les discordes qui ont pris naissance à Sainte-Anne-du-Sault à ce sujet. La paroisse de Sainte-Anne-du-Sault seule a toujours desservi la population dispersée sur le territoire des municipalités de Sainte-Anne-du-Sault, Daveluyville et Maddington.

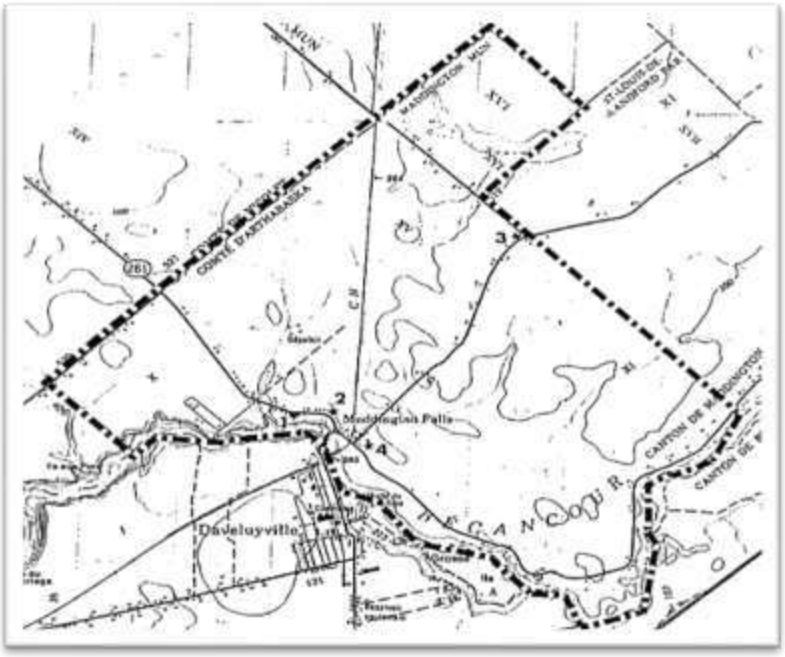

Figure 5.8 – Carte de La Haye et Ouellet, 1982, représentant les bâtiments patrimoniaux d'intérêt.

Des commerces ont bénéficié de la concentration de la population distribuée le long de cet espace linéaire. Ainsi, pour comprendre les schèmes d'établissement des habitants de Maddington, il faut inclure le territoire de Daveluyville qui agit comme le centre économique et cultuel de la région. Ce schéma somme toute traditionnel est renforcé par la géographie du site perché sur une haute terrasse fluviale au-dessus de chutes d'eau d'importance.

Il n'a pas été possible de réaliser l'inventaire du patrimoine bâti toujours existant lors de notre étude. Le manque de temps couplé au manque d'exhaustivité des données a limité notre étude. Cet aspect de la recherche dénote les lacunes des documents de sources secondaires pour une analyse détaillée du bâti. D'ailleurs, à ce jour, aucun lieu ni

bâtiment n'est classé, désigné, cité, inventorié par les différentes instances gouvernementale ou municipale, mais quatre bâtiments ont été répertoriés par une étude réalisée par La Société La Haye et Ouellet dans les années 1980 (figure 5.8).

L'inventaire du patrimoine bâti de Maddington devra donc être complété lors d'un autre volet de la recherche grâce notamment à l'étude du rôle d'évaluation, l'analyse comparative des cartes anciennes, la consultation d'archives, la visite au terrain et la communication avec des personnes-ressources (notamment les ainés de la municipalité). Ces données pourront constituer le point de départ d'un macro-inventaire et d'une cartographie du patrimoine bâti.

4.5.6 Conclusion

Synthèse de l'histoire coloniale

L'économie forestière a joué un rôle majeur sur la portion du canton de Maddington (1808) où s'est développée la municipalité de Maddington (1902). Les moulins à scie étaient nombreux le long des cours d'eau du territoire. Vers les années 1920, l'économie agricole vint supplanter l'économie du bois.

Le noyau de colonisation se situe en bordure de la rivière Bécancour sur une terrasse de 20 mètres surplombant les chutes de Maddington. C'est à cet emplacement que s'établit Pierre Bruneau, premier colon de Maddington en 1827. De nombreux squatters se sont probablement approprié des lots le long de la rivière Bécancour. La vague colonisatrice perçue dans les registres fonciers à compter des années 1880 doit comprendre une bonne part des propriétés acquises par ces squatters à la suite de l'application de la nouvelle législation émise par le gouvernement du Bas-Canada en 1856 pour répondre au problème des occupants sans titre de propriété (Whan, 1996).

C'est à Daveluyville que s'est implantée l'institution religieuse catholique qui servira aux besoins des occupants du canton de Maddington. Le premier missionnaire visitait la communauté naissante dès 1873, mais il faudra attendre 1888 pour voir le premier prêtre résident, également fondateur de la paroisse de Sainte-Anne-du-Sault. Au tournant du XXe siècle, la municipalité de Sainte-Anne-du-Sault se composera de plus de 1 500 âmes et la population mitigée par l'emplacement du lieu de culte mènera vers la création de la municipalité du canton de Maddington.

Le détachement municipal de Maddington de sa municipalité mère, Sainte-Anne-du-Sault, sera en quelque sorte une réponse à l'absence de lieu de culte sur la marge nord de

la rivière Bécancour. Malgré cette chicane, il semble qu'aucun lieu de culte n'ait été aménagé sur le territoire de la municipalité de Maddington; la municipalité était toujours rattachée à l'église de Sainte-Anne-du Sault située à Daveluyville. La construction d'un pont et le passage du chemin de fer auront suffi à faciliter les déplacements vers les lieux d'intérêt.

La prospérité de la municipalité de Maddington Falls transparaît déjà au début du XXe siècle lorsque trois licences d'hôtel sont émises en 1904, l'une à Octave Petit, une autre à Athanase Lavigne et une dernière à Arthur Goupille. Des commerces s'établissent également le long du rang de la Rivière. Néanmoins faut-il reconnaître l'influence du développement industriel qui a eu cours à Daveluyville. Une simple traversée de la rivière permettait d'accéder à un noyau de colonisation particulièrement dense et plus urbanisé.

Recommandations

Nous avons abordé l'étude de l'habitat rural ancien en identifiant les différentes phases du peuplement, en identifiant les aspects matériels de la culture qui pourraient subsister du développement initial de la municipalité de Maddington et enfin, en documentant le développement des principaux réseaux de communication. Chacun des aspects abordés dans ce chapitre a ainsi contribué à expliquer divers phénomènes reliés à l'histoire sociale, économique, culturelle et religieuse de ce territoire, dont la présence de certains bâtiments que l'occupation ininterrompue a permis de conserver. Il ne s'agit toutefois pas d'une étude approfondie et beaucoup reste à faire pour documenter, analyser et mieux comprendre les différentes facettes de l'héritage bâti.

L'inventaire préparé dans ce chapitre est à l'état préliminaire. Il constitue un outil de référence pour faciliter l'identification plus formelle du patrimoine à la grandeur de la municipalité. La création d'un inventaire exhaustif grâce à l'étude des cartes, des titres de propriété et de l'analyse architecturale au terrain permettra de mener plus loin les efforts de préservation et de mise en valeur du patrimoine de Maddington. Nous proposons ici diverses avenues pouvant mener à une meilleure compréhension du patrimoine bâti :

1) **Choisir des thèmes d'interprétation en fonction de l'impact que les phénomènes sociaux, économiques et culturels ont eu sur la vie des habitants du territoire.** En fait, certains thèmes ont marqué l'ensemble de la MRC alors que d'autres sont plus spécifiques à la municipalité. Ainsi, l'occupation initiale de Maddington par l'implantation de scieries le long du chemin de la Rivière assurera une présence précoce sur le territoire. En revanche, l'occupation

coloniale officielle moins précaire est plus tardive, survenant dans les années 1880. De plus, le développement de Maddington est intimement lié au développement paroissial et municipal de Sainte-Anne-du-Sault et de Daveluyville.

2) **Pousser plus avant la recherche documentaire en fonction des choix thématiques.** Le processus de mise en valeur des thèmes patrimoniaux choisis devra tenir compte du potentiel qu'ils présentent en regard des richesses historiques, archéologiques et documentaires qu'ils recèlent. Pour un thème donné, par exemple l'exploitation forestière et l'opération de moulins à scie el long de la rivière Bécancour, il sera important de connaître en profondeur l'ensemble du phénomène, les différentes phases de son développement et les acteurs principaux, ce qui permettra d'identifier les installations ou les sites les plus représentatifs et les plus susceptibles d'offrir des avenues de mise en valeur ainsi que des facilités de recherches, d'accessibilité, d'aménagement, etc. Parmi les études à réaliser, nous recommandons :

   - Des études reliées au patrimoine bâti et au paysage culturel de la municipalité de Maddington :
     - Documenter à l'aide d'archives pertinentes les moulins à scie, mais aussi les installations agricoles, les zones de culture et d'élevage et autres petites industries qui ont marqué l'économie historique de Maddington de façon à faire ressortir les variantes locales;
     - Mieux documenter les écoles de rang et les commerces qui ont servi la communauté coloniale ;
     - Documenter, à l'aide de la réalisation d'une chaîne de titre, les diverses propriétés privées répertoriées au rôle d'évaluation;
     - Établir des critères menant à la sélection d'immeubles et de sites patrimoniaux voués à être reconnus au niveau fédéral, provincial et/ou municipal;
     - Identifier et analyser les caractéristiques physiques des bâtiments patrimoniaux et équipements associés qui méritent cet intérêt légal;
     - Identifier le potentiel archéologique des établissements les plus caractéristiques en vue de leur protection et d'une éventuelle mise en valeur archéologique ;
     - Définir et détailler les lieux culturels et les paysages significatifs.

   - Des études reliées au réseau de transport de la municipalité de Maddington :
     - Identifier les principales caractéristiques physiques des routes pionnières et des ponts à l'aide de relevés appropriés ;

- Situer et décrire l'emplacement de la gare de Lavergne.

- Des études reliées aux personnages ayant marqué la municipalité de Maddington

3) **Poursuivre le macro-inventaire du bâti ancien et le mettre à jour**.

4) À la lumière de la présente recherche historique, nous recommandons également la mise sur pied d'un certain nombre d'autres **mesures visant à mieux protéger et à mettre en valeur le patrimoine bâti de la municipalité de Maddington.** Ces mesures représentent des pistes de réflexion qui pourront alimenter les débats pour la réalisation d'autres volets d'étude et de mise en valeur prévus à la suite de ce premier volet. Les recommandations présentées devront être développées dans un prochain rapport.

   - Cartographier les éléments du bâti et autres traces culturelles
   - Traduire la présente recherche en un document accessible au citoyen
   - Créer une banque de photographies anciennes
   - Revoir et créer des circuits patrimoniaux
   - Diffuser l'information sur le patrimoine
   - Accompagner et outiller le citoyen
   - Inciter les propriétaires à mettre en valeur leur bâtiment patrimonial
   - Conserver et mettre en valeur les immeubles publics
   - Se doter d'outils d'urbanisme efficaces

Bibliographie

s.n. (1960?): *Inventaire économique et industriel. Municipalité : Daveluyville, Weddington et Ste-Anne-du-Sault, comté : Arthabaska [Québec]* : Ministère de l'industrie et du commerce, Commissariat industriel.

Comité organisateur du centenaire de Sainte-Anne-du-Sault (1987?): *La Paroisse de Sainte-Anne-du-Sault, 1888-1988.* Sainte-Anne-du-Sault : Paroisse de Sainte-Anne-du-Sault, 546 p.

CELAT (1980): *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska – Ethnologie.* Arthabaska: MRC d'Arthabaska. Rapport déposé au Ministère des Affaires culturelles, Direction générale du patrimoine, Service des Inventaires.

MCC (2013) : *Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ)*. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2013) : Cartographie des sites et zones d'interventions archéologiques du Québec. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2012) : Inventaire des lieux de culte du Québec. Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.lieuxdeculte.qc.ca, consulté en octobre 2012]

MCC (2013) : Répertoire du patrimoine culturel du Québec (RPCQ). Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca]

Milot, Jean et Jocelyne Simard (1994) : *Les croix de chemin du Québec : inventaire sélectif et trésor*. Collection Patrimoines. Dossier, 10. Québec, Les publications du Québec.

PARC CANADA (2013) : *Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens.* Gouvernement du Canada. [http://www.historicplaces.ca/]

Pépin, Jean-Pierre-Yves (2005): *Sainte-Séraphine, 1914-1940 et Daveluyville, 1880-1940, comté d'Arthabaska, paroisses Sainte-Séraphine et Sainte-Anne-du-Sault : 1344 fichiers-images.* Longueuil : Éditions historiques et généalogiques Pépin, 1 CD-Rom.

Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville (2011) : *Répertoire des baptêmes, mariages et sépultures, paroisse de Ste-Anne-du-Sault, Daveluyville, QC : baptêmes, 1888-1940, mariages, 1888-1970, sépultures, 1888-1940.* Victoriaville: Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville, 169 p.

Société La Haye et Ouellet (1982): *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska - Analyse du paysage architectural*. Arthabaska: La Société La haye-Ouellet, 166 p.

Whan, Éric (1996) : *Improper Property: Squatters and the Idea of property in the Eastern Townships of Lower Canada, 1838-1866.* Thèse présentée à la Faculté d'étude et de recherche de l'Université McGill.

Cartes et plans anciens

1831 Bouchette, Joseph. *To his most Excellent Majesty, King William IV. This topographical map of the districts of Quebec, Three Rivers, St.Francis and Gaspé, Lower Canada : exhibiting the new civil division of the districts into counties pursuant to a recent Act of the provincial legislature; is with his Majesty's gracious and special permission, most humbly and gratefully dedicated by his Majesty's most devoted and loyal Canadian subject.* Londres : James Wyld. BAnQ: 90117.

1867 *Map of the Eastern Townships of Canada : compiled and engraved expressly for the Eastern Townships Gazetteer.* St. Johns : Smith & Co. BAnQ: 107580.

1920 *Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre.* Québec (Province) : s.n. BAnQ-2684630.

1924 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:63 360. 31-I-01, Aston*. Québec Topographique. BAnQ : 2684672.

1944 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:50 000. 31-I-01, Aston.* Québec Topographique. BAnQ : 2670191.

Sites Internet

Répertoire des municipalités du Québec, 2013
http://www.mamrot.gouv.qc.ca

Commission de toponymie du Québec, 2013
http://www.toponymie.gouv.qc.ca/

Municipalité de Maddington, 2013
http://www.maddington.ca/

Statistique Canada – Profil du recensement, 2014
http://www12.statcan.ca/

4.6 Notre-Dame-de-Ham

L'essentiel des données concernant l'histoire de Notre-Dame-de-Ham a été acquis grâce à la lecture et l'analyse d'un ouvrage réalisé par l'historien Gilles De L'Isle dans le cadre de l'anniversaire du centenaire de la municipalité (Comité du centenaire de Notre-Dame-de-Ham, 1997). Ce document regroupe des données d'archives recueillies de manière rigoureuse et qui illustrent l'évolution du cadre municipal, religieux et, dans une certaine mesure, économique. Il a été possible d'y répertorier les grandes lignes de la période coloniale et d'identifier les premières familles à s'y être établies. Des données pertinentes au sujet des protestants ayant occupé la paroisse des Saints-Anges de Ham-Nord au début de la période coloniale ont également été extraites d'un ouvrage réalisé par Florent Charest en 2011. Enfin, toujours parmi les ouvrages spécialisés, nous avons consulté les pages écrites par Albert Gravel et Louis-Philippe Demers (s.d.), lesquelles recèlent d'importantes informations au sujet du contexte de l'occupation du canton de Ham.

À ces sources d'informations s'ajoutent la consultation de divers répertoires renfermant la liste de biens ou sites patrimoniaux ayant une valeur culturelle majeure, telle que le Répertoire du patrimoine culturel du Québec (MCCQ, 2013), le Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens (Parc Canada, 2013), le Répertoire des lieux de culte du Québec (MCCQ, 2012) et le Répertoire des croix de chemin (Milot et Simard, 1994), le Répertoire toponymique du Québec (Commission de toponymie du Québec, 2013), l'Inventaire des sites archéologiques du Québec (MCCQ, 2013), le Répertoire de cartographie numérique du site de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec et divers macro-inventaires mandatés par le ministère des Affaires culturelles et élaborées à compter des années 1980 dont ceux du CÉLAT (1980) et de la Société La Haye et Ouellet (1982). Ces documents ont permis d'établir l'état des connaissances et la valeur patrimoniale déjà inventoriée, reconnue, classée ou simplement répertoriée de certains bâtiments.

4.6.1 Site d'implantation

La municipalité de Notre-Dame-de-Ham, d'abord connu sous le nom de paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham, se développera dans la portion nord-ouest du canton de Ham-Nord, actuelle (figure 6.1). Elle se trouve enserrée des municipalités de Chesterville, Ham-Nord, Saint-Adrien et Saint-Rémi-de-Tingwick et comprend tous les lots des deux premiers rangs du canton de Ham-Nord et les lots 1 à 5 des 10e et 11e rangs de Wolfestown, formant un rectangle étroit au sud-est du territoire de la MRC d'Arthabaska.



Figure 6.1 – Limites actuelles de la municipalité de Notre-Dame-de-Ham (Statistique Canada, 2014 : 2439015)

Le territoire de cette municipalité se caractérise par une topographie irrégulière, particulièrement ondulée, interrompue par endroit par des ravins et des talus de terrasses creusés dans des matériaux sableux, avec des altitudes variant entre 200 et 300 mètres (ANMM). Certains sommets atteignent jusqu'à 500 mètres (mont Sévigny). La roche en place peut parfois se retrouver à la surface du sol, mais elle est souvent recouverte d'une épaisse couche de matériaux d'origine postglaciaire (till sableux et rocailleux). Située en domaine appalachien, cette région accidentée présente ainsi des terres fertiles cultivables dans les vallées et des replats rocheux en altitude qui se prêtent moins à la culture. Néanmoins doit-on soulever le fait que certaines difficultés agricoles sont liées à la présence de dépressions tourbeuses qui entravent l'écoulement des eaux de surface et la présence de sols combien trop sableux qui, à la différence des terres argileuses des basses-terres, doivent être fertilisés pour produire un rendement agricole continu année après année.

Un cours d'eau d'importance traverse ce territoire, soit la rivière Nicolet, ayant comme point d'origine le lac Nicolet et cheminant à l'aide de méandres à travers la municipalité dans un axe sud-est/nord-ouest. La présence de cette rivière de même que les nombreux ruisseaux qui l'alimentent ont joué un rôle prédominant dans la fondation de la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham en favorisant l'implantation de moulins grâce au pouvoir hydraulique et en facilitant la pratique de l'agriculture par possibilité de développer un réseau d'irrigation. Au début de l'histoire de la municipalité, le territoire

était également composé d'une dense forêt de bois dur et mou de qualité favorable à la transformation en bois de construction : érable, hêtre, bouleau, cèdre.

4.6.2 Familles et personnages

Les premiers colons et leurs origines

Malgré l'octroi de terres par le gouvernement à la Compagnie des terres de l'Amérique britanniques (British American Land Company), les spéculations ont retardé la colonisation des terres de certaines régions des Cantons de l'Est. C'est le cas du canton de Ham-Nord où ont été alloués, entre 1807 à 1815, les quatre premiers rangs, totalisant 9 800 acres, à quinze personnes seules. Malgré l'arpentage primitif des lots du canton, aucun des propriétaires terriens n'a habité sur les terrains qui leur avaient été octroyés par la Couronne britannique.

À l'époque où les deux cantons n'en formaient qu'un seul, la partie nord du canton, où se situe Ham-Nord, a été colonisée par des Canadiens français alors que des Anglais, Écossais et Irlandais ont davantage occupé la partie sud, désignée aujourd'hui comme étant le canton de Ham-Sud. L'abbé Duhaut, curé de Wotton, mentionnait en 1853 dans une lettre adressée à l'évêque de Trois-Rivières qu'une trentaine d'habitants occupaient les terres de Ham. Quelques familles se sont établies dans le canton à titre de « squatters », et aucun document d'archives ne témoigne ainsi de leur présence de manière plus officielle.

Ainsi, il faudra attendre au moins cinquante ans après l'arpentage initial des lots de Ham pour que soient légalement cédés des lots à des propriétaires occupants, c'est-à-dire au même moment où était réalisé l'arpentage définitif des lots entre 1857-1861. D'ailleurs, en 1868, le premier curé de Ham-Nord, l'abbé J. Charles Lemire, réalisa le recensement de la population où apparait la date d'arrivée des premiers colons de la culture française.

Louis Côté, son épouse Josephte Leclerc et son fils Lazarre, Pierre Prince de Princeville, et Barthélémy Toupin accompagné de sa femme Sophie Courtois et de ses deux enfants, Louis et Barthélémy, sont les colons fondateurs de Notre-Dame. Ils s'installent sur le lot 23 du rang 1 en 1849.

En 1855, Pierre Prince construit un moulin à farine sur la rivière Nicolet. Celui-ci était situé près du pont actuel au village de Notre-Dame-de-Ham. À la fin des années 1860, l'industrie comprend un moulin à scie à la seule propriété de Pierre Prince ainsi qu'un moulin à farine que Pierre Prince possède en copropriété avec Joseph Filteau. Pierre Prince aurait également tenu un bureau de poste pendant quelques années. Il décèdera en

1863 et le moulin à scie et à farine alors vendu aux enchères à Joseph Filteau. À peine quelques mois plus tard, un peu avant 1865, le moulin aurait été emporté par la crue des eaux de la rivière (Comité du Centenaire de Notre-Dame-de-Ham, 1997 : 26).

Les colons sont plus nombreux à s'établir à compter de 1855. Israël Côté et son épouse Émilie Roy-dit-Masserette, Nazaire Côté et Philomène Auger, Modeste Gosselin, Marcellin Roy, France Tardif, Camille Morin, Henriette Poliquin et plusieurs autres proviennent des anciennes seigneuries ou des paroisses environnantes, notamment Saint-Antoine de Tilly, Saint-Anselme de Dorchester, Lévis, Stanfold, et s'installent essentiellement sur les lots du 1er rang 1 en marge de la rivière Nicolet.

D'autres colons attirés par le développement de la mine de cuivre des Pennoyer s'établissent au rang 2 de Ham-Nord : Charles Gagné et son épouse Émilie Hoffman, Pascal Proulx et Adèle Bélanger, Thomas Proulx et Louise Collin, Eusèbe Bélair et Sara Bruno, Pierre Toupin et Délima Carrier.

Au milieu des années 1860, le futur territoire de Notre-Dame-de-Ham voit s'établir Olivier Roberge et Geneviève Demers ainsi que Alexis Langlois et Catherine Fortin. C'est en 1868 que s'installe M. Joseph Fecteau (Filteau).

Personnages importants

M. Joseph Fecteau (Filteau)
Arrivé dans le canton de Ham-Nord en 1868 en provenance de Beaumont, Co. Bellechasse, il s'installe sur le site actuel du hameau qui portera son nom, Fecteau's Mills. Il opérera un moulin à scie et à farine, et fournira des moyens aux colons afin de faciliter leur implantation dans le canton. Il favorisa également la venue d'un missionnaire en donnant un terrain pour érection de la chapelle en 1897. Il est à noter que ces successeurs, appartenant à la famille Trottier, maintiendront adroitement son industrie.

Pierre Bélair (1898-1901), Charles Gagné (1901-1904) et **Sinaï Sévigny (1904-1908)** auront été les premiers maires de Notre-Dame-de-Ham. Ils ont construit les assises de la paroisse.

4.6.3 Faits historiques

Histoire religieuse

Au Québec, l'histoire coloniale est intimement liée à la foi religieuse. Des missions et des paroisses étaient généralement établies avant l'édification des municipalités. L'histoire coloniale et religieuse de Notre-Dame-de-Ham est également celle de Ham-Nord puisqu'au milieu du XIXe siècle et jusque dans les années 1890, les deux paroisses n'en formaient qu'une seule. À Notre-Dame-de-Ham, l'érection de la mission (1898) suit cependant de près l'érection canonique de la paroisse (1897).

Les documents historiques soutiennent ainsi que c'est à partir de 1842 que le premier curé de Saint-Félix-de-Kingsey, l'abbé Hubert Robson, devait assurer les missions de Kingsey, Warwick, Chester et même celle de Ham. Il s'avère néanmoins que les premiers colons du canton, entre 1849 et 1857, devaient habituellement se déplacer vers Saint-Christophe d'Arthabaska pour partager les rites religieux. Entre 1857 et 1861, ils pouvaient se déplacer à la mission de Saint-Paul-de-Chester où l'abbé Télésphore Lacoursière, curé de Saint-Médard de Warwick, donnait la messe régulièrement. C'est à partir de 1860-1861 que l'abbé Lacoursière desservait la mission des Saints-Anges. Comme la chapelle n'était pas construite, ses messes étaient données chez Alexis Demers. Déjà en 1860, 610 personnes, appartenant à 90 familles, étaient établies dans la région. Selon l'abbé Moise Duguay, il s'agissait d'un développement inattendu dans ce canton, car il avait cru percevoir un intérêt plus marqué pour Chester et Warwick.

Tableau 6.1 – Les premiers curés de Notre-Dame-de-Ham

Nom	**Année**
Abbé Jos. N.-V. Dodier	1897
Abbé C.E. Ouellet	1898-1907
Abbé Joseph-Cyrille-Ferdinand Corrivault	1907
Abbé Jos. N.-V. Dodier	1908
Abbé Rémi Guertin	1908-1910
Abbé Barthélémy Couillard	1910-1921
Abbé Hébert	1921-1924
Abbé J.-L.-E. Calixte Champagne	1924-1927
Abbé Eugène Pépin	1927-1940

Les premiers paroissiens du canton de Ham-Nord doivent leur première chapelle au missionnaire Joseph Damase Sicard de Carufel, alors curé de Saint-Paul-de-Chester (1860-1866), laquelle fut bâtie en 1861 au village des Saints-Anges-de-Ham-Nord et desservie par voie de mission. Déjà en 1866, les colons de Ham-Nord réquisitionnaient

les services d'un prêtre résident. Deux années ont passé avant la nomination de J.-N.-Charles Lemire à titre de premier prêtre résident de la nouvelle paroisse Saints-Anges-de-Ham-Nord d'où il desservira aussi Tingwick et Garthby. À cette époque, les paroissiens des rangs 1 et 2 de Ham-Nord doivent donc se rendre au village des Saints-Anges pour quérir certaines commodités, dont la chapelle, mais aussi les magasins, le bureau de poste et les moulins.

Quelque 25 années ont passé lorsque, le 16 janvier 1893, Joseph Fecteau demande à Mgr Antoine Racine l'autorisation de construire une chapelle à Fecteau's Mills. Durant cette même année et au cours des années suivantes, les demandes se multiplient de la part des habitants pour l'obtention d'une paroisse, mais il semble que le curé Lemire de Ham-Nord ne soit pas en accord avec ce projet. En 1897, les familles Fecteau en viennent à s'engager à supporter les frais d'un prêtre résident à Fecteau's Mills. De même, Joseph Fecteau est prêt à offrir quelques acres de terre pour la construction de l'église et Nazaire Payeur ferait un don de trois acres pour l'établissement d'un cimetière. Il ne faudra attendre que quelques mois, soit septembre 1897, pour voir le projet se concrétiser en vertu de la volonté soutenue des habitants et de leurs promesses d'engagement pécuniaire. On procède alors à l'octroi du contrat de construction d'une chapelle de bois à Ulric Bourget de Victoriaville sur le lot numéro 20 du 1er rang de Ham, puis Mgr Chalifoux signe le décret d'érection canonique de la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham.

La première messe et le premier baptême seront réalisés le 21 novembre 1897 par le prêtre de Saint-Adrien-de-Ham, l'abbé Jos. N.-V. Dodier, qui devint pour une courte période le missionnaire desservant les besoins de la population de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham. En 1898, l'abbé C.E. Ouellet agira par la suite à titre de premier curé de la paroisse (Comité du centenaire de Notre-Dame-de-Ham, 1997 : 36) jusqu'en 1907 alors que sa santé mentale est affaiblie (*ibidem* : 61). L'abbé Joseph-Cyrille-Ferdinand Corrivault qui lui succède n'aura desservi Notre-Dame que deux mois et onze jours, puisqu'il décède subitement à l'âge de 56 ans. Suite à cet événement, l'abbé Dodier de Saint-Adrien desservira la paroisse en attendant l'arrivée du nouveau pasteur, Rémi Guertin, alors âgé de 32 ans. Barthélémy Couillard, 26 ans, succèdera au court service du l'abbé Guertin en 1910. Ce dernier gèrera les affaires religieuses de la paroisse en laissant les paroissiens et les membres du comité municipal aux prises avec d'importantes dettes une dizaine d'années plus tard (affaire Couillard).

En 1899, le projet d'agrandissement de l'église et la construction d'un presbytère et d'une grange ont été donnés à l'architecte J.-B. Verret et à l'entrepreneur Alexandre Ouellet. Plusieurs problèmes suivront ce projet tout au long de son dénouement à commencer par les insatisfactions de l'entrepreneur Alexandre Ouellet qui suspendra à plusieurs reprises

ses travaux, jugeant mal établis les plans de l'architecte. L'entrepreneur finira par briser son contrat et de nouvelles soumissions seront demandées par les syndicts. La maison Paquet et Godbout présentera ainsi une soumission à l'architecte Verret, laquelle sera acceptée et réalisée cette même année. L'église fabriquée de bois a été rénovée à plusieurs reprises au cours de sa vie. Le 11 mai 1930, elle sera la proie des flammes. Une bonne portion des paroissiens étant partie pour des promenades ce dimanche après-midi, très peu de personnes ont pu sauver le lieu de culte. La salle paroissiale (anciennement la salle de l'A.C.J.C.) devint chapelle temporaire. Il faudra attendre neuf ans avant que le conseil municipal ne s'engage dans la construction d'une nouvelle église. Avec l'autorisation de Mgr Philippe Desranleau, celle-ci sera édifiée sur un nouveau site, au milieu du village et sera faite de bois. Le contrat est accordé à l'architecte J. Aimé Poulin et à l'entrepreneur Georges H. Roberge. La même année, les paroissiens se réunissent pour discuter du déménagement du presbytère et de la construction d'un hangar à bois et d'un garage. Tous les travaux seront réalisés au cours de l'année 1940. À ce moment, le presbytère est transformé en Centre communautaire (Comité du centenaire de Notre-Dame-de-Ham, 1997 : 260).

Histoire municipale

La proclamation du canton de Ham-Nord et les premières concessions datent du 29 juillet 1807. À cette époque l'arpentage est terminé et le canton, de forme régulière, comprend onze rangs de vingt-huit lots chacun.

Fecteau's Mills est le nom donné initialement à l'agglomération qui s'était développée auprès du moulin à scie d'Arthur Fecteau, sur le site du village de Notre-Dame-de-Ham entre 1868 et 1890. Dès 1891, des paroissiens de Saint-Paul-de-Chester et des Saints-Anges-de-Ham-Nord s'unissent pour ériger une requête d'élection en faveur d'une nouvelle paroisse afin de répondre aux besoins d'une population bien établie, mais trop éloignée du lieu de culte. La requête se fera entendre en 1897 alors que la paroisse est érigée canoniquement sous le nom de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham. Elle comprendra les lots numéro 15 à 28 des rangs 1 et 2 du canton Ham-Nord, ainsi que les lots numéro 1 à 5 des rangs 10 et 11 du canton Wolfestown. La paroisse deviendra municipalité de paroisse en 1899. Dès l'année suivante, les paroissiens demandent l'érection civile, ce qui n'adviendra pas avant 1903.

Une fois créée, Notre-Dame-de-Ham n'évoluera pas sans heurts. Plusieurs habitants des municipalités voisines, soit ceux de la municipalité mère de Ham-Nord, de Saint-Paul-de-Chester et de Saint-Adrien-de-Ham, étaient mécontents de leur identité paroissiale et ont cherché à annexer leurs terres à celles de Notre-Dame-de-Ham. Certains habitants

détachés ont également partagé des frustrations et soudoyé les autorités pour une réannexion de leurs terres. Le refus de Mgr Gravel dans le cas du démembrement de la paroisse de Saint-Paul-de-Chester provoquera d'ailleurs une rébellion où des habitants menacèrent de couper leurs liens avec la religion catholique advenant le *statu quo* dans ce conflit. Les demandes d'annexion qui avaient été refusées sont réitérées après la guerre et certaines se sont laissé entendre, comme l'annexion d'une partie de Saint-Adrien-de-Ham.

Tableau 6.2 – Les premiers maires de Notre-Dame-de-Ham

Nom	**Année**
Pierre Bélair	1898-1901
Charles Gagné	1901-1904
Sinaï Sévigny	1904-1908
Joseph Gagné	1908-1915
Théophile Lavigne	1915-1916; 1941-1945
Narcisse Goulet	1916-1919
Clément Payeur	1919-1921
Pierre Toupin	1921-1927; 1933-1937
Omer Goulet	1927-1927
Auguste Côté	1927-1933
Amédée Trottier	1933-1941
Omer Trottier	1945-1949

En 1900, le conseil municipal de la paroisse entreprend les démarches pour joindre la paroisse au comté d'Arthabaska, laquelle faisait en effet partie, à cette époque, du comté de Richmond et de Wolfe. Enfin, il est à noter que la municipalité deviendra, en 1958, la municipalité de Massabielle, mais elle reprendra son nom originel en 1961, jusqu'en 1996, où elle deviendra Notre-Dame-de-Ham.

L'histoire scolaire

Trois arrondissements scolaires sont créés en 1899 ainsi que trois écoles de rang. La toute première école de Notre-Dame est l'école Saint-Joseph située au sein de l'arrondissement 3, au coin de la route du 11e rang de Wolfestown, sur le lot 2 (Comité du centenaire de Notre-Dame-de-Ham, 1997 : 47). Elle sera agrandie en 1903.

L'école numéro 1 est l'école du village et promue d'être reconstruite en 1915, car elle était trop petite pour le nombre d'élèves inscrits (Comité du centenaire de Notre-Dame-de-Ham, 1997 : 52). Le contrat de construction de l'école Notre-Dame-de-Lourdes est attribué à Eugène Côté de Wotton.

L'école numéro 2 a changé de place fréquemment dans le 2e rang (Comité du centenaire de Notre-Dame-de-Ham, 1997 : 60). En 1905, la construction d'une nouvelle école est revenue à l'ordre du jour puisqu'il devenait impératif de la positionner plus au centre de l'arrondissement, soit au lot 21A situé au 2e rang. Moïse Fortin a cédé l'emplacement gracieusement. La vieille école sera vendue aux enchères en 1907. Cette école était en 1997 à la propriété de Pierre Côté qui l'utilisait comme remise (*ibidem* : 58). En juillet 1918, il est mentionné toutefois dans les registres municipaux que la reconstruction de l'école numéro 2 est rapidement devenue une fatalité pour des raisons inconnues (*ibidem* : 85). Comme les travaux de réparation n'ont pas été réalisés avant l'année 1920, la classe est tenue dans une résidence privée, chez Théophile Lavigne. En 1948, cette école est vendue aux enchères et un nouveau site, le lot 25A, accueille la nouvelle école (école Sainte-Thérèse).

Un quatrième projet d'arrondissement est né de l'annexion d'une partie des lots de Saint-Adrien en 1900. Il comprend les lots 11 à 17 du 1er rang du canton de Ham-Nord. La nouvelle école serait alors construire sur le lot 15, près de sa limite avec le lot 16, sur une terre qu'Amédée Champoux donne à la municipalité (Comité du centenaire de Notre-Dame-de-Ham, 1997 : 49). Ce projet est toutefois mis sur la table des négociations par les commissaires scolaires qui jugent inopportune la création d'un nouvel arrondissement et d'une nouvelle école, d'autant plus que l'on refuse la demande d'annexion des lots 11 à 16 du rang 1 (dont une partie de Saint-Adrien). Il faudra attendre le rapport d'inspection d'Arthur Filteau pour que s'entame véritablement la construction de l'école numéro 4 sur le lot 13 du 1er rang, à quelque 125 pieds de la fromagerie de Napoléon Roy (*ibidem* : 52). L'école sera fonctionnelle jusqu'en 1925, alors qu'elle fermera définitivement ses portes faute d'avoir été entretenue. Elle sera rouverte en 1939.

Les limites d'arrondissement évoluent avec l'augmentation de la population. C'est ainsi qu'en 1904 la formation d'un 5e arrondissement est proposée, détachant une partie des 1er et 2e arrondissements, soit les lots 15 à 19 ainsi que les trois quarts du lot 20 du rang 2 et les lots 17 et 18 du 1er rang. Ce projet ne verra le jour qu'en 1942 lorsque les commissaires réévaluent le besoin d'une seconde école sur le 2e rang. La maison de Paul Lavigne servira à donner la classe quelques semaines dans l'attente de la construction de l'école Sainte-Cécile (Comité du centenaire de Notre-Dame-de-Ham, 1997 : 154, 195). L'école n'aura eu qu'une courte vie puisqu'elle fermera ses portes en 1957 et les élèves conduits à l'école du village.

Les écoles de Notre-Dame-de-Ham ont bénéficié, comme ailleurs, des conseils de l'inspecteur qui vérifiait chaque année les besoins des élèves en termes de matériel scolaire, mais aussi de méthodes éducatives selon les exigences de la Commission scolaire. Il appert qu'au début de la colonie, l'équipement pédagogique faisait souvent

défaut dans les écoles (dictionnaires, cartes du monde, tableaux et craies, livres, etc.) : « L'eau séjourne dans la cave de l'école No 3 et y gèle en hiver, ce qui est malsain […] L'école No 3 quand elle sera agrandie devra être pourvue de bancs et tableaux noirs en conformité avec les exigences de l'article 114 des règlements scolaires. L'école No 1 devrait être pourvue d'une carte des deux Amériques […] » (Comité du Centenaire de Notre-Dame-de-Ham, 1997 : 54). La relative pauvreté de la communauté ne suffisait souvent pas à fournir des biens pour l'enseignement, mais aussi du matériel pour l'entretien des écoles. Avec le temps, cependant, et les visites assidues des commissaires, les écoles de Notre-Dame ont réussi à bien se positionner et à entrer dans la modernité sans heurts. À cet effet, dans les années 1940-1950, les comptent rendus des inspections devenaient particulièrement positifs et davantage tourné vers la qualité de l'enseignement : « Tous va bien dans vos écoles. Vos institutrices remplissent consciencieusement les devoirs de leur charge et font preuve de beaucoup de savoir-faire. Le programme des études est bien suivi et la discipline est bonne dans chaque classe […] » (Comité du Centenaire de Notre-Dame-de-Ham, 1997 : 154).

Enfin, en 1958, au moment où un nombre grandissant d'élèves commence à fréquenter l'école du village et que la bâtisse ne réponde plus aux besoins de l'époque, la population demande l'établissement de religieuses pour prendre la direction des études dans un couvent construit à leur bénéfice. Par la suite, le transport des élèves est progressivement organisé vers cette nouvelle école du village, le couvent des Filles de la Charité du Sacré-Cœur. Les écoles de rang sont quant à elles vendues aux enchères. Conrad Ramsay achète l'école no 1, Adrien champoux l'école no 5, Jean-Paul Ramsay l'école no 3 et Raymond Morin l'école no 2 (Comité du Centenaire de Notre-Dame-de-Ham, 1997 : 203).

La baisse démographique de Notre-Dame-de-Ham a affecté le fonctionnement de l'institution scolaire. Dans les années 1960, le nombre d'élèves diminuait suffisamment pour justifier le remerciement de plusieurs institutrices (Comité du centenaire de Notre-Dame-de-Ham, 1997 : 227). Le couvent desservira les besoins éducatifs jusqu'en 1970, alors qu'il est vendu à un particulier.

Histoire économique et industrielle

Au début de la colonie, comme partout ailleurs dans les Cantons de l'Est, la potasse, les produits de l'érable et le bois sont les premiers produits exploités pour le commerce. L'industrie du bois dépassera rapidement la demande en bois de chauffage en fournissant du bois pour la construction, notamment pour le bois utilisé par les chemins de fer (dormants), la construction de ponts et la construction d'habitations. Ce type

d'exportation deviendra par la suite le moteur de la réussite économique de la région. Plus tard, l'agriculture et l'élevage se tailleront une plus grande place.

Le moulin Fecteau est le plus ancien de la municipalité (Charest, 2001). Il occupe le lot 20 du 1er rang, en marge droite de la rivière Nicolet, en aval du pont du 1er rang qui était autrefois recouvert. En janvier 1895, Joseph Fecteau fera l'acquisition d'une machine à préparer le bois pour la fabrication de boîte à fromage. Le 7 octobre 1899, Léocardie Bernier, veuve de Joseph Fecteau, aurait cédé le moulin à ces trois fils, Joseph, Arthur et Philippe, qui forme la société « Filteau & frères ». Le moulin aurait été emporté par l'eau vers 1900 (Comité du centenaire de Notre-Dame-de-Ham, 1997 : 52) et reconstruit vers 1901-1902. Le moulin est par la suite vendu à Joseph Gagné en 1901-1902, à Alphonse Lehouillier en 1905, puis à Amédée Trottier et Modeste Côté en 1919 (*ibidem,* 1997 : 94).

Le moulin Fecteau (Filteau) devenu Trottier après la Première Guerre comprend dorénavant un barrage en bois et un moulin à moudre le grain. La boutique d'Amédée Trottier (devenu plus tard celle d'Omer Trottier) occupait une bâtisse en marge gauche de la rivière, en face du moulin. Lorsqu'Omer Trottier devint le propriétaire du moulin, il construisit lui-même sa maison vers 1933. Il construit également un barrage de ciment pour remplacer l'ancien vers les mêmes années. Le moulin brûle en 1939 et fut reconstruit aussitôt. Lorsque Bertrand Trottier succède à son père dans l'entreprise, en 1942, l'industrie se porte bien. La maison et la grange d'Omer Trottier ainsi que sa manufacture brûlent en 1946, mais furent de nouveau reconstruites. Enfin, une partie du moulin est emportée par les eaux vers 1960 et ce qui en reste est démoli.

D'autres moulins à scie et à farine ont également participé à l'économie locale. Louis Toupin signe un bail à rente en 1892 avec Joseph Fecteau et établit un moulin près de la rivière Nicolet, un peu plus bas que celui des Fecteau (Comité du centenaire de Notre-Dame-de-Ham, 1997 : 33). Au cours de l'été 1916, Eugène Côté se construit aussi un moulin au coin de la route 161 actuelle et de la rue Principale. Ce moulin a servi entre autres à la fabrication de boîte à beurre et à fromage. Selon les registres, Eugène vendit son moulin la même année à son fils Oscar. Dans les mêmes années, le moulin de Pierre Toupin fournissait du bois près du 1er rang. (*Ibidem* : 93). En 1942, ce moulin est acquis par Émile Toupin. Enfin, Willie Charest fait vivre un moulin entre 1906 et 1939 sur le 1er rang Nord, près du 11e rang de Wolfestown (*ibidem :* 126).

En 1895, de nouveaux colons s'installent au village de Fecteau's Mill amenant avec eux leur métier. C'est le cas de Bourget le tailleur, Charles Lavigne et Honorisse Grenier les beurriers, M. Laurendeau, le cordonnier. Plusieurs fromageries se sont également démarquées à Notre-Dame, dont celle de Napoléon Roy, celle de Joseph Lavertu et celle

d'Albert Giguère et Oliva Côté. Du côté des magasins généraux, le plus reconnu est le magasin Hudon et frère (Comité du centenaire de Notre-Dame-de-Ham, 1997 : 176), Louis Hudon arrivant à Notre-Dame à la toute fin du XIXe siècle. Le magasin Goulet se démarque aussi fièrement à la fin des années 1910. Il y reçoit également la banque Provinciale et le bureau de poste. Le magasin Dosthie acheté en 1927 a été épargné des flammes en 1931.

En 1898, Joseph-Pierre-Cyrénus Lemieux, jeune diplômé en médecine de l'Université de Montréal vint s'établir à Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham où il pratiqua la médecine pendant deux années. La petite paroisse comprenait également, au premier tiers du XXe siècle, un hôtel et des forges dont la forge de Noël Pellerin et forge Wilfrid Pépin. Enfin, la maison du vétérinaire Yvan Bigras, lequel était actif dans les années 1920, était située en face de l'église actuelle (Comité du centenaire de Notre-Dame-de-Ham, 1997 : 110).

Événements marquants

D'importants événements ont marqué la prospérité de Notre-Dame-de-Ham. La jeune paroisse n'échappera pas à l'épidémie de variole à l'automne 1902, à la suite de laquelle la vaccination deviendra obligatoire. Des soucis économiques ont également affecté la paroisse après quoi un incendie majeur affecta une partie du village.

La faillite inattendue de la famille Filteau en 1904 occasionnera pendant quelque temps un ralentissement économique dans la localité. Les moulins sont vendus à Joseph Gagné. Accompagnant ce deuil, la Fabrique accuse également des problèmes financiers. Le curé Ouellet écrit :

> […] Pour moi c'est une année de misère, impossible d'avoir de l'argent, j'ai reçu en tout pour la dime de l'année $62.00, les années précédentes à ce temps-ci j'avait collecté plus que la moitié c'est-à-dire au dela de $200.00 les quêtes sont nulles enfin c'est une gêne universelle […] J'ai placé le tronc pour le carême, j'ai peur que la recette soit petite. J'ai bien peu confiance que Jos. Gagné le nouveau propriétaire du moulin puisse arriver surtout s'il n'a pas d'autre aide que celui de ses beaux frères Filteau […] (Comité du centenaire de Notre-Dame-de-Ham, 1997 : 57)

Les années 20 et 30 sont également difficiles comme partout ailleurs dans les communautés rurales. Suivant cette crise de l'économie canadienne, la Fabrique accuse un déficit important, tout comme la Coopérative qui pourtant avait généré des gains notables durant la guerre. Les emprunts, tant privés que sociétaires, ont mené progressivement vers la faillite. Voici plus en détails, l'implication de l'abbé Couillard, curé de Notre-Dame-de-Ham dans la plus importante débâcle financière de la paroisse. Cette débâcle est connue sous le nom d'« Affaire Couillard ».

Lorsqu'il est nommé curé de la paroisse de Notre-Dame-de-Ham, en 1910, l'abbé Barthélemy Couillard fonde la compagnie de téléphone locale avec une quarantaine d'actionnaires. Cette réussite dans le domaine des technologies, l'incita à s'introduire dans le secteur de l'économie locale en démarrant un magasin coopératif qui vend de la moulée. Plus tard, en 1920, malgré certaines oppositions venant des directeurs de la coopérative, l'abbé Couillard achète deux wagons de clous de fer à cheval. Les coûts exorbitants reliés à l'entreposage de ces biens ont pourtant mené la Coopérative à faillite.
À cela s'ajoute la circulation de faux billets que la Banque ne peut honorer. Mgr Gagnon, archevêque de Sherbrooke déclarait que « […] des billets qui n'ont jamais été signés par les gens sont en circulation. La Banque d'Hochelaga détient pour $19 878.25 de ces billets. La banque Molson en détient pour $1 200. Cette dernière banque ne fera pas grand'chose. La Banque d'Hochelaga a l'air de vouloir nous faire peur en criant au scandale […] » (Évêque de Sherbrooke dans Comité de Centenaire de Notre-Dame-de-Ham, 1997 : 98).

Déclinant toute responsabilité, Mgr Gagnon, s'est vu obligé de transférer l'abbé Couillard dans une autre paroisse en 1921, en l'occurrence à Lewiston, aux États-Unis. Afin de se souscrire à un bilan d'enquête, les coopérateurs durent assumer une partie de la dette, soit 250$ chacun, une somme importante pour l'époque. L'évêché paya le reste de la dette, mais les prêtres de Notre-Dame-de-Ham ont tout de même été taxés durant plusieurs années. Le règlement de cette banqueroute débute en 1939 et se termine en 1959 (Giroux, 2010 : 47).

Autre événement important, après l'incendie de l'église en 1930, un incendie majeur a détruit une partie du village le 8 février 1931. Il prit origine dans la cave de l'école du village, par un défaut du système de chauffage (Comité de Centenaire de Notre-Dame-de-Ham, 1997 : 124). Le feu s'est répandu rapidement aux deux étages de la bâtisse puis les flammes joignirent les maisons adjacentes, poussées par un vent violent. Le feu s'attaqua donc à une dizaine de maisons de la rue Principale, en plus de l'école, des garages et petits hangars attenants aux maisons : celles de Louis Tardif, Joseph Sévigny, Amédée Sévigny, Médéric Binette, Pierre Morin, J.W. Smith, Xavier Giguère et Wilfrid Pépin.

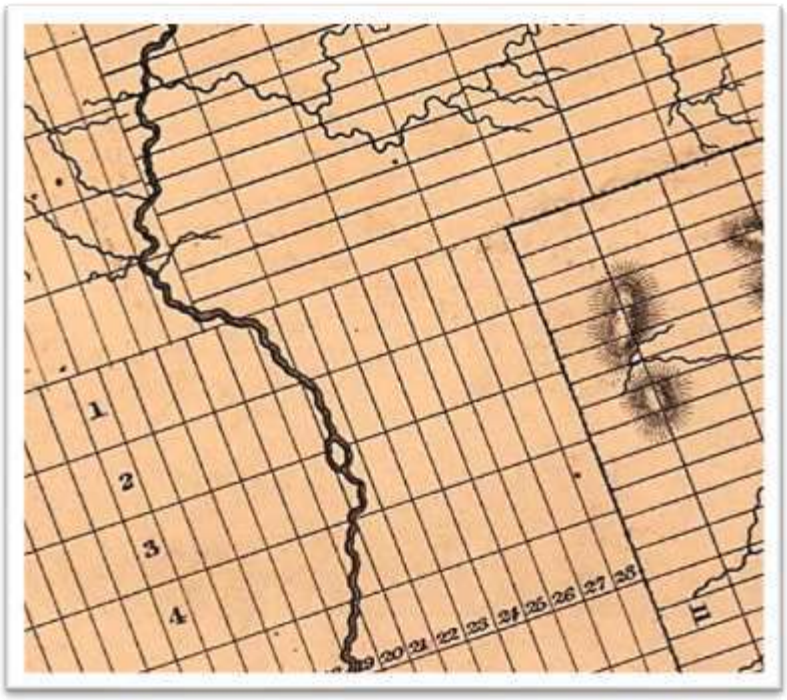

Figure 6.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90 117). Bien que le territoire soit arpenté, aucun chemin ne figure encore sur le futur territoire de Notre-Dame-de-Ham.

4.6.4 Routes et chemins anciens

Les premiers chemins

Le plan de Bouchette (figure 6.2) confirme l'absence d'établissement dans le futur territoire de Notre-Dame-de-Ham dans les années 1830. Aucun chemin n'est aménagé, malgré l'arpentage des lots qui le constituent. En 1867, lorsqu'est réalisée la carte des *Eastern Township*, seule l'Espérance (Ham-Nord) figure le long du chemin Saint-Philippe (figure 6.3).

Parallèlement à la vague colonisatrice opérée dans les années 1860 et au succès de l'industrie du sciage, le réseau routier de Notre-Dame-de-Ham s'agrandit entre les années 1870 et 1910. Le plan cadastral de 1912 présente ainsi cinq chemins principaux (figures 6.4 et 6.5).

Tracés à partir du chemin Saint-Philippe, le premier chemin de la colonie, les chemins du 1er et du 2e rang sont les premières routes locales à être aménagés. Par la suite, en 1900, la requête d'un chemin dans la « Grande ligne » reliant Notre-Dame-de-Ham et Saint-Paul-de-Chester a été initiée par les habitants (Comité de Centenaire de Notre-Dame-de-Ham, 1997 : 49) et discutée plusieurs années en assemblée municipale (idem : 54). Ce chemin a

été établi en suivant la ligne qui partage les rangs 10 et 11 du canton de Wolfestown, puis le long du chemin du 7e rang de Chester avant d'atteindre le chemin Craig. Prenant sa source au village de Notre-Dame-de-Ham, un autre chemin joint, vers nord, le chemin Saint-Philippe dans Chester. Ce chemin deviendra la route 161 actuelle. Elle aura pour effet de « remplacer par un beau Chemin, le Chemin Actuel dans lequel se trouvent les Côte des Houles, Côte Filteau et Autres […] » (Comité du centenaire de Notre-Dame-de-Ham, 1997 : 72). Ce chemin a longtemps pris le nom de « rang des Binette » par la population locale et les actes notariés utilisent abondamment cette appellation pour désigner ce rang double et ses occupants (Charest, 2011 : 14). Avec la rue de l'Église, présentée en 1934 (figure 6.7), figurait déjà sur la carte topographique de 1925, ces chemins constituent l'essentiel du réseau routier d'autrefois.

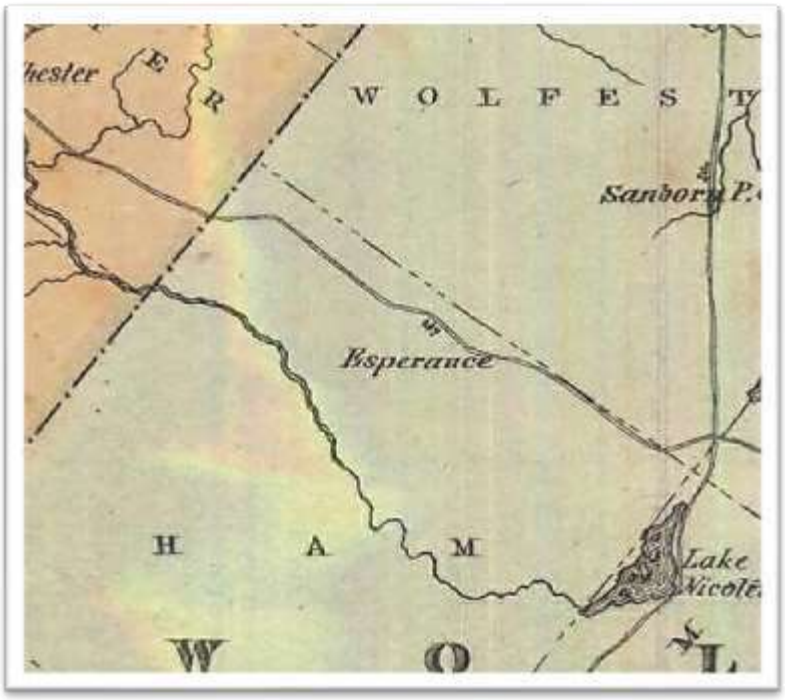

Figure 6.3 – Extrait de la carte des *Eastern Townships*, 1867 (BAnQ : 107 580). Aucun chemin ne figure sur le futur territoire de Notre-Dame-de-Ham à cette époque.

Parallèlement à l'entretien de ces chemins, plusieurs ponts de bois seront construits, réparés, détruits et reconstruits pour traverser les ruisseaux du territoire tout au long de la période coloniale. Le bois fut remplacé au fil des ans par des matériaux plus solide et durable comme les pierres et le ciment. C'est en 1919 que se voit construire un nouveau pont dans le rang 1, entre les lots 16 et 17, sur le chemin Saint-Philippe. Il s'agissait d'une solution afin de détourner la Côte Croche qui déplaisait tant aux citoyens. Enfin, avec l'augmentation des véhicules à moteur, plusieurs corrections de courbes sont réalisées sur le Chemin Saint-Philippe au début des années 1930.

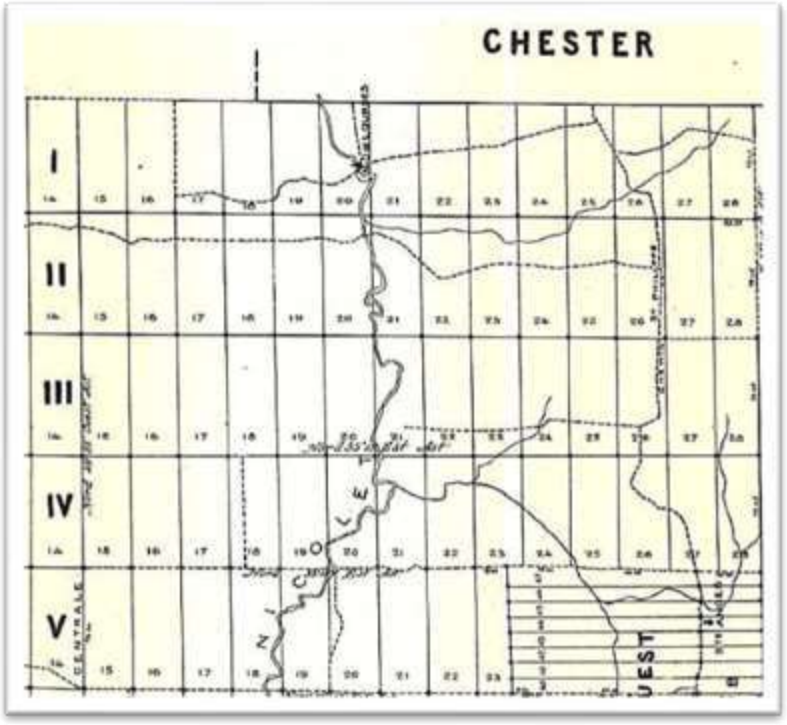

Figure 6.4 – Extrait du plan cadastral de 1912 (BAnQ : 2 684 398). Quatre chemins principaux figurent sur cette carte.



Figure 6.5 – Extrait du plan cadastral de 1927 (BAnQ : 2 684 726). Le territoire de Notre-Dame-de-Ham comprend les deux premiers rangs du canton de Ham-Nord, de même qu'une partie des 10e et 11e rangs de Wolfestown.



Figure 6.6 – Extrait de la carte topographique 21E/13, 1934 (BAnQ : 2 669 951) illustrant le territoire municipal de Notre-Dame-de-Ham

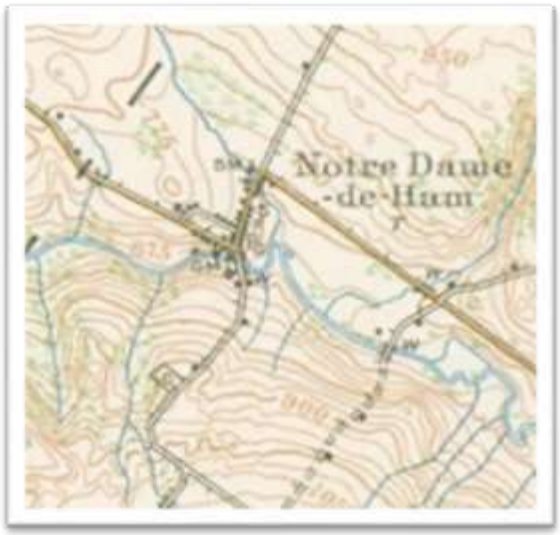

Figure 6.7 – Extrait de la carte topographique 21E/13, 1934 (BAnQ : 2 669 951) présentant le noyau de village de Notre-Dame-de-Ham

Les noyaux de peuplement

Un noyau de village s'est développé au croisement du chemin du 1er rang (rue Principale actuelle) et du chemin des Binette, près de la rivière Nicolet. Cette agglomération comprenait l'église, le presbytère et le bureau de poste (*P*), mais aussi un moulin à scie (*SM*), deux moulins à farine (*GM*), une école (*S*), une forge (*F*), et probablement d'autres petits commerces en plus des habitations. Une bonne part de la population se répartit aussi le long des routes rurales. Sur le 1er rang Nord, s'est également implanté un moulin à scie qui semble avoir incité quelques colons à s'établir à proximité.

4.6.5 Patrimoine bâti

Les caractéristiques géographiques du territoire de Notre-Dame-de-Ham ont permis de voir évoluer une organisation spatiale traditionnelle et l'aménagement d'éléments architecturaux significatifs dont certains ont probablement bien traversé le temps et conférant une valeur privilégiée à certains emplacements.

Le village actuel de Notre-Dame-de-Ham situé près de la rivière Nicolet correspond à un type d'organisation spatiale linéaire implantée à la croisée de deux chemins. Le moulin à scie de Prince et de Fecteau a été le pôle de l'agglomération et occupe cet emplacement névralgique.

Tableau 6.3 – Les éléments patrimoniaux de Notre-Dame-de-Ham inventoriés par le MCC, 2013

Dénomination	Numéro civique	Type de rue	Nom de la rue	Date d'origine	Statut	Fonction d'origine
Église de Notre-Dame-de-Lourdes	25a	rue	de l'Église	1939-1940	Inventorié	Lieu de culte catholique
Presbytère de Notre-Dame-de-Lourdes	25a	rue	de l'Église	s.d.	Inventorié	Résidence curiale

Parmi les éléments patrimoniaux ayant un statut légal se trouve l'ensemble institutionnel catholique inventorié par le MCC (tableau 6.3). À ce jour, aucun autre lieu ni bâtiment n'est classé, désigné, cité ou répertorié par les différentes instances gouvernementale ou municipale.

Il n'a pas été possible d'associer les éléments du patrimoine bâti à des adresses civiques précises à partir des documents consultés. Cet aspect de notre étude souligne les lacunes des documents de sources secondaires pour une analyse exhaustive du bâti. Une fois l'inventaire complété grâce à l'étude du rôle d'évaluation, l'analyse comparative des cartes anciennes, la consultation d'archives, la visite au terrain et la communication avec des personnes-ressources (notamment les ainés de la municipalité), il sera possible de constituer une cartographie exhaustive du patrimoine bâti.

4.6.6 Conclusion

Synthèse de l'histoire coloniale

Avant le milieu du XIXe siècle, les cantons limitrophes à celui de Ham-Nord comptaient des familles bien établies. Déjà en 1835, des familles irlandaises s'établissent dans le canton de Chester le long du chemin Craig. En 1849, les cantons de Wolfestown et de Ham-Sud attireront quelques autres familles d'origine irlandaise, mais aussi canadienne-française grâce au passage du chemin Gosford. Il ne suffisait que d'un pas pour voir naître une vie rurale dans le canton de Ham. Celle-ci a en effet bénéficié, en 1849, de l'aménagement du chemin Saint-Philippe qui permettait dorénavant de relier le chemin Craig au chemin de Gosford entre le canton de Chester et le canton de Ham-Sud. Ce chemin a favorisé la venue de colons tant francophones qu'anglophones ou allochtones (nommément irlandais et écossais). Saints-Anges-de-Ham-Nord est donc né de cet engouement pour les terres appalachiennes et ses ressources lorsque les chemins de pénétration et de liaison sont devenus praticables et se sont fait connaître.

Au départ, le territoire de Notre-Dame-de-Ham participait à la paroisse des Saints-Anges-de-Ham-Nord. L'année 1849 marque l'arrivée des premiers colons : les Côté, les Prince

et lesToupin. Le succès de l'industrie du bois et l'arrivée plus massive de colons dans les années 1860 ont favorisé le développement d'un hameau de population sur le 1er rang de Ham-Nord, près de la rivière Nicolet. Suite à de maintes requêtes, la première mission a finalement été établie en 1897 et l'abbé Jos. N.-V. Dodier en fut le premier missionnaire. Avec ses quelque 600 habitants et l'aménagement de chemins de liaison, la nouvelle paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham développa son autarcie rapidement.

Le développement de la communauté de Notre-Dame-de-Ham précède ainsi de plusieurs années l'établissement de la paroisse. Grâce au réseau ramifié de rivières et au potentiel économique de la coupe du bois, des industries (les moulins Fecteau et Trottier), des commerces (dont le magasin Hudon et frères), un hôtel et des forges ont réussi à bien s'implanter. La présence de mines à Ham-Nord y a probablement attiré des ouvriers au début du XIXe siècle.

Recommandations

Nous avons abordé l'étude de l'habitat rural ancien en identifiant les différentes phases du peuplement, en identifiant les aspects matériels de la culture qui pourraient subsister du développement initial de Notre-Dame-de-Ham et enfin, en documentant le développement des principaux réseaux de communication. Chacun des aspects abordés dans ce chapitre a ainsi contribué à expliquer divers phénomènes reliés à l'histoire sociale, économique, culturelle et religieuse de ce territoire, dont la présence de certains bâtiments que l'occupation ininterrompue a permis de conserver. Il ne s'agit toutefois pas d'une étude approfondie et beaucoup reste à faire pour documenter, analyser et mieux comprendre les différentes facettes de l'héritage bâti.

L'inventaire préparé dans ce chapitre est à l'état préliminaire. Il constitue un outil de référence pour faciliter l'identification plus formelle du patrimoine à la grandeur de la municipalité. La création d'un inventaire exhaustif grâce à l'étude des cartes, des titres de propriété et de l'analyse architecturale au terrain permettra de mener plus loin les efforts de préservation et de mise en valeur du patrimoine notre-d'Hamois. Nous proposons ici diverses avenues pouvant mener à une meilleure compréhension du patrimoine bâti :

1) **Choisir des thèmes d'interprétation en fonction de l'impact que les phénomènes sociaux, économiques et culturels ont eu sur la vie des habitants du territoire.** En fait, certains thèmes ont marqué l'ensemble de la MRC alors que d'autres sont plus spécifiques à la municipalité. Ainsi, le développement initial du noyau de Fecteau's Mills précède de plus de 40 ans l'arrivée de la première mission sur son territoire. En fait, c'est son attachement à la paroisse des

Saints-Anges-de-Ham et le manque de chemins de liaison qui ralentira la formation de la paroisse.

2) **Pousser plus avant la recherche documentaire en fonction des choix thématiques.** Le processus de mise en valeur des thèmes patrimoniaux choisis devra tenir compte du potentiel qu'ils présentent en regard des richesses historiques, archéologiques et documentaires qu'ils recèlent. Pour un thème donné, par exemple l'exploitation de moulins à scie et à moudre le long de la rivière Nicolet, il sera important de connaître en profondeur l'ensemble du phénomène, les différentes phases de son développement et les acteurs principaux, ce qui permettra d'identifier les installations ou les sites les plus représentatifs et les plus susceptibles d'offrir des avenues de mise en valeur ainsi que des facilités de recherches, d'accessibilité, d'aménagement, etc. Parmi les études à réaliser, nous recommandons :

   - Des études reliées au patrimoine bâti et au paysage culturel de la municipalité de Notre-Dame-de-Ham :
     - Documenter les moulins, mais aussi les installations agricoles, les zones de culture et d'élevage et autres petites industries qui ont marqué l'économie initiale de Notre-Dame-de-Ham de façon à faire ressortir les variantes locales;
     - Mieux documenter les écoles de rang et les commerces qui ont servi la communauté coloniale;
     - Documenter, à l'aide de la réalisation d'une chaîne de titre, les diverses propriétés privées répertoriées au rôle d'évaluation;
     - Établir des critères menant à la sélection d'immeubles et de sites patrimoniaux voués à être reconnus au niveau fédéral, provincial et/ou municipal;
     - Identifier et analyser les caractéristiques physiques des bâtiments patrimoniaux et équipements associés qui méritent cet intérêt légal;
     - Identifier le potentiel archéologique des établissements les plus caractéristiques en vue de leur protection et d'une éventuelle mise en valeur archéologique;
     - Définir et détailler les lieux culturels et les paysages significatifs.

   - Des études reliées au réseau de transport de la municipalité de Notre-Dame-de-Ham :
     - Identifier les principales caractéristiques physiques des routes et des ponts à l'aide de relevés appropriés.

- Des études reliées aux personnages ayant marqué la municipalité de Notre-Dame-de-Ham :
  - Détailler la vie des personnages qui ont marqué l'histoire de Notre-Dame-de-Ham.

3) **Poursuivre le macro-inventaire du bâti ancien et le mettre à jour**.

4) À la lumière de la présente recherche historique, nous recommandons également la mise sur pied d'un certain nombre d'autres **mesures visant à mieux protéger et à mettre en valeur le patrimoine bâti de la municipalité de Notre-Dame-de-Ham**. Ces mesures représentent des pistes de réflexion qui pourront alimenter les débats pour la réalisation d'autres volets d'étude et de mise en valeur prévus à la suite de ce premier volet. Les recommandations présentées devront être développées dans un prochain rapport.

   - Cartographier les éléments du bâti et autres traces culturelles
   - Traduire la présente recherche en un document accessible au citoyen
   - Créer une banque de photographies anciennes
   - Revoir et créer des circuits patrimoniaux
   - Diffuser l'information sur le patrimoine
   - Accompagner et outiller le citoyen
   - Inciter les propriétaires à mettre en valeur leur bâtiment patrimonial
   - Conserver et mettre en valeur les immeubles publics
   - Se doter d'outils d'urbanisme efficaces

Bibliographie

CELAT (1980) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska – Ethnologie.* Arthabaska : MRC d'Arthabaska. Rapport déposé au Ministère des Affaires culturelles, Direction générale du patrimoine, Service des Inventaires.

Charest, Florent (s.d.) : Joseph Filteau et ses moulins : de Fecteau's Mills à Notre-Dame-de-Ham, 1862-1903. [s.l.] : F. Charest.

Charest, Florent (2011) : *Les communautés protestantes de Chesterville et Ham-Nord, 1855-1982*. Montréal : Histoire Québec, 298 p.

Comité du livre du centenaire de Notre-Dame-de-Ham (1997) : Notre-Dame-de-Ham, 1898-1998 : album-souvenir. Arthabaska : Imprimerie d'Arthabaska, 496 p.

Giroux, Monique (2010) : *Les Bois-Francs, une volonté de fer*. Québec : Les Éditions GID, 205 p.

Gravel, Albert et Louis-Philippe Demers (s.d.) : *Pages d'histoire régionale des Cantons de l'Est : deux paroisses en bordure des Bois-Francs : les Saints-Anges de Ham-Nord.* Sherbrooke : L.P. Demers, 20 p.

Hardy, René, Gamelin, Alain et Carmen Rousseau (1979) : *Publications du Groupe de recherche sur la Mauricie, Université du Québec à Trois-Rivières. Cahier 1 : La Mauricie et les Bois-Francs, chronologie, 1850-1950*, 151 p.

Hudon, Francine et France McSween (1983) : *Historique du village de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham,* [rapport de recherche, polycopié]. Notre-dame-de-Ham, 191 p.

MCC (2013) : *Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ)*. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2013) : Cartographie des sites et zones d'interventions archéologiques du Québec. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2012) : Inventaire des lieux de culte du Québec. Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.lieuxdeculte.qc.ca, consulté en octobre 2012]

MCC (2013) : Répertoire du patrimoine culturel du Québec (RPCQ). Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca]

Milot, Jean et Jocelyne Simard (1994) : *Les croix de chemin du Québec : inventaire sélectif et trésor*. Collection Patrimoines. Dossier, 10. Québec, Les publications du Québec.

PARC CANADA (2013) : *Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens.* Gouvernement du Canada. [http://www.historicplaces.ca/]

Société de généalogie des Cantons de l'Est (2011) : Baptêmes, mariages, sépultures et annotations marginales de Notre-Dame-de-Lourdes, Notre-Dame-de-Ham, comté de Wolfe, 1897-2010. Sherbrooke : Société de généalogie des Cantons de l'Est, 194 p.

Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville (2010) : Répertoire des baptêmes, mariages et sépultures, paroisse Notre-Dame-de-Lourdes, Notre-Dame-de-Ham, Qc, comté de Wolfe : baptêmes (1897-2009), mariages (1897-2009), sépultures (1897-2009). Victoriaville : Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville, 106 p.

Société La Haye et Ouellet (1982) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska – Analyse du paysage architectural*. Arthabaska : La Société La Haye-Ouellet, 166 p.

Cartes et plans anciens

1831 Bouchette, Joseph. *To his most Excellent Majesty, King William IV. This topographical map of the districts of Quebec, Three Rivers, St.Francis and Gaspé, Lower Canada : exhibiting the new civil division of the districts into counties pursuant to a recent Act of the provincial legislature; is with his Majesty's gracious and special permission, most humbly and gratefully dedicated by his Majesty's most devoted and loyal Canadian subject.* Londres : James Wyld. BAnQ : 90 117.

1867 *Map of the Eastern Townships of Canada : compiled and engraved expressly for the Eastern Townships Gazetteer.* St. Johns : Smith & Co. BAnQ : 107 580.

1912 *Cartes cadastrales de cantons du Québec Comté Wolfe, Ham*. BAnQ-2684398.

1927 *Carte de comté du Québec à l'échelle de 1:63 360 Wolfe, Plan du comté de Wolfe d'après le Cadastre.* Québec (Province) : s.n. BAnQ : 2 684 726.

1934 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:63 360]. 21-E-13, Warwick.* Québec Topographique. BAnQ : 2 669 951.

Sites Internet

Répertoire des municipalités du Québec
http://www.mamrot.gouv.qc.ca

Commission de toponymie du Québec
http://www.toponymie.gouv.qc.ca/

Municipalité de Notre-Dame-de-Ham
http://www.notre-dame-de-ham.ca

Statistique Canada – Profil du recensement
http://www12.statcan.ca/

4.7 Saint-Albert

Les données concernant l'histoire de Saint-Albert ont été acquises à la lecture et l'analyse d'une monographie publiée en 1977 afin de célébrer le centenaire de la municipalité (Comité du centenaire de Saint-Albert, 1977). Ce document regroupe des données d'archives sur les conditions de l'arrivée des premiers colons, les premières familles à s'être établies et l'évolution du cadre religieux, municipal, scolaire et économique.

À cette source d'informations s'ajoute la consultation de divers répertoires renfermant la liste des biens ou sites patrimoniaux ayant une valeur culturelle majeure, tels que le Répertoire du patrimoine culturel du Québec (MCCQ, 2013), le Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens (Parc Canada, 2013), le Répertoire des lieux de culte du Québec (MCCQ, 2012), le Répertoire des croix de chemin (Milot et Simard, 1994), le Répertoire toponymique du Québec (Commission de toponymie du Québec, 2013), l'Inventaire des sites archéologiques du Québec (MCCQ, 2013), le Répertoire de cartographie numérique du site de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec et divers macro-inventaires mandatés par le ministère des Affaires culturelles et élaborés à compter des années 1980 dont ceux du CÉLAT (1980) et de la Société La Haye et Ouellet (1982). Ces documents ont permis d'établir l'état des connaissances et la valeur patrimoniale déjà inventoriée, reconnue, classée ou simplement répertoriée de certains bâtiments.

4.7.1 Site d'implantation

La municipalité de Saint-Albert occupe le canton de Warwick et se trouve enserrée de six municipalités arthabaskiennes : Sainte-Clotilde, Saint-Valère, Victoriaville, Warwick, Sainte-Élizabeth et Sainte-Séraphine (figure 7.1).

Cette municipalité est située dans la région physiogéographique des basses-terres du Saint-Laurent. La municipalité présente ainsi un profil géomorphologique à peine ondulé, les altitudes variant entre 110 et 120 mètres (ANMM). Ce profil devient un peu plus accidenté vers le sud (vers Warwick). La municipalité est également traversée d'est en ouest par la rivière Nicolet qui chemine à l'aide de méandres qui ne cessent de se redresser d'année en année. Plusieurs érosions de terrain ont obligé des déménagements de bâtiments, lesquels se retrouvaient trop près du lit changeant de la rivière. C'est le cas des bâtiments de Johnny Demers qui, en 1922, déplaça sa grange qui menaçait de glisser dans la rivière. La région était aussi ponctuée de marais et de tourbières et les premiers défricheurs en ont relaté quelques souvenirs dans les mémoires. Les plus importants étaient, semble-t-il, situés dans le 7e rang, dans le 8e rang entre le village et le 9e rang et dans le rang 9 (Comité du Centenaire, 1977 : 73). Nonobstant ces milieux humides, la

région était parsemée d'une dense forêt de bois franc avant qu'elle ne soit défrichée pour le commerce du bois et l'aménagement de cultures.



Figure 7.1 – Limites actuelles de la municipalité de Saint-Albert (Statistique Canada, 2014 : 2439085)

4.7.2 Familles et personnages

Les premiers colons et leurs origines

Peu après l'arpentage du canton de Warwick en 1804, plusieurs lots de terre furent concédés par lettres patentes à des Anglais, notamment dans le 5e rang, les lots 13, 15 et 16 du cadastre originaire; et dans le 6e rang, les lots 15 et 17 du cadastre originaire. Ces Anglais étaient des favoris du gouvernement ou des spéculateurs influents qui ne participèrent pas à la véritable colonisation de Saint-Albert. Avant 1841, il semble bien que des lots aient été octroyés à des Canadiens français mais leurs noms n'apparaissent pas dans les registres. De la même manière que leurs confrères anglophones, ils ne défrichèrent pas la terre albertoise ni ne l'habitèrent. Ne respectant pas les exigences contenues dans leurs lettres patentes, leurs lots retournèrent donc à la Couronne.

Le premier véritable colon albertois, Justin-Louis Héroux, lieutenant-capitaine de milice, arrivera de Yamachiche en 1841 à l'âge e 43 ans à bord d'un canot. Il obtint les lots 11 et 12 du cadastre originaire situé au 7e rang le 10 octobre 1828 (les lettres patentes sont datées du 11 juillet 1831). Ces deux lots forment une superficie de 400 acres et figurent au cadastre actuel sous les numéros 788, 789, 790, 791 et 792. Il bâtira sa maison sur une

petite butte du 12e lot du 7e rang, entre la rivière Nicolet et le chemin du petit rang 7, à 150 pieds environ de la route menant à Warwick.

Le frère de Justin-Louis, Charles-Olivier, ainsi que leurs cousins Augustin et Isaac arrivent à Saint-Albert vers la même époque et se sont tous installés sur des lots voisins. Ils seront nombreux par la suite à migrer à Saint-Albert en provenance des seigneuries situées le long du fleuve (tableau 7.1) : Yamachiche, Saint-Grégoire, Saint-Pierre-les-Becquets, Lévis, Lauzon, Bellechasse, Montmagny et l'Île-aux-Grues (Comité du Centenaire, 1977 : 161, 166). Si l'arrivée des pionniers-colonisateurs se déroule de manière progressive au cours des années 1840 et 1850, il est possible d'affirmer que la véritable fondation de Saint-Albert a été réalisée à compter de 1860, alors que des dizaines de famille s'y installent de façon permanente.

Tableau 7.1 – Les premiers colons de Saint-Albert

Noms des colons	**Date d'arrivée (approx.)**
Justin-Louis Héroux	1841
Charles-Olivier Héroux	1843
Célextin Desruisseaux, Barthélémy Rondeau	1847
Isaac Héroux	1849
Olivier Durant, Hilaire Hamel	1852
Jean-Baptiste Bergeron, Jules Lemire, Jean Lapointe	1853
Pierre Foucault, Samuel Normand	1854
Jean-Baptiste Lemire, Cléophas Martel, Jean Noël, Narcisse Desrochers	1855
Pierre Nadeau	1858
Thomas Labbé	1859
Narcisse Gélinas, Ephrem Béland, François Marcotte, Zéphirin Héroux, Louis Leblanc, Charles Déry, Fidèle Demers, Michel Guillemette, Alexis Hébert, Xavier Gagné, Onésime Babineau, Xavier Morin, Benoît Morin	1860

Personnage important

Parmi les personnages qui ont marqué l'histoire de la municipalité, la communauté garde en mémoire **Prudent Lainesse**. À la suite de la courte fonction de Narcisse Marcotte élu premier maire de Saint-Albert (1864-1865), Prudent Lainesse, originaire de Saint-Henri-de-Lauzon, sera élu maire et jouera un rôle prépondérant dans le développement de la jeune paroisse.

4.7.3 Faits historiques

Histoire religieuse

Avec l'arrivée progressive de nouveaux colons en terre albertoise, la population devenait assez nombreuse dans les années 1850 pour voir naître un projet de paroisse. Ainsi, la localité reçue, en 1853, l'abbé Calixte Marquis, curé de Saint-Célestin, pour prononcer la première messe. Jusqu'en 1877, différents missionnaires, outre l'abbé Marquis qui se présenta à diverses périodes, vinrent desservir la mission de Saint-Albert : Philippe-Huppolyte Suzor, curé de Saint-Christophe-d'Arthabaska (1853-1857); Télésphone Lacoursière, Cyrile Brochet et Adolphe Barolet, curés de Saint-Médard; Napoléon Héroux, premier curé de Sainte-Victoire; Gédéon Béliveau et Damase Fortin, curés de Sainte-Clotilde (tableau 7.2). À partir de 1876, Saint-Albert accueillit son premier missionnaire résident, l'abbé Charles-Olivier Gingras. Entre 1853 et 1865, les missionnaires ne se présentaient dans la localité que deux ou trois fois par année et la messe était donnée dans la maison de Prudent Lainesse dans l'attente d'une chapelle. Cette dernière fut bâtie en 1856 sous la recommandation de l'abbé Calixte Marquis. Faite de bois en pièces équarries, la chapelle occupait le 8e rang à l'emplacement de l'actuelle Caisse populaire.

Tableau 7.2 – Les missionnaires et curés de Saint-Albert

Nom	**Année**
Abbé Philippe-Hippolyte Suzor (missionnaire)	1853-1857
Abbé Télesphore Lacoursière	1857-1864
Abbé Cyrille Bochet	1864-1865
Abbé Adolphe Barolet	1865-1867
Abbé Calixte Marquis	1865-1867
Abbé Napoléon Héroux	1867-1868
Abbé Gédéon Béliveau	1868-1874
Abbé Damase Fortin	1874-1876
Abbé Charles-Olivier Gingras	1876-1877
Abbé Charles-Olivier Gingras (1er curé)	1877-1878
Abbé François-Xavier Lessard	1878-1883
Abbé Thomas Boucher	1883-1896
Abbé Théophile Lemire	1896-1902
Abbé Pierre Cardin	1902-1908
Abbé Albert Gladu	1908-1912
Abbé Pierre-Félix Pratte	1912-1916
Abbé Ephrem Lemire	1916-1919
Abbé Roméo Brassard	1919-1920
Abbé Alfred Bernier	1920-1924
Abbé Charles Masse	1924-1929
Abbé Évariste Noël	1929-1940

Dès 1861, la mission de Saint-Albert-de-Warwick comptait autour de 165 habitants et ainsi la chapelle fut agrandie en 1870, suivant les recommandations de Mgr Louis-François Laflèche qui la trouvait trop petite. Lorsque l'abbé Charles-Olivier Gingras fut nommé missionnaire résident de Saint-Albert le 18 septembre 1876, la paroisse comptait une population de 435 âmes. Ce dernier devint le premier curé de la paroisse en 1877.

En 1862, les habitants présentèrent une demande à Mgr Thomas Cooke, évêque de Trois-Rivières pour l'aménagement d'un cimetière. Le terrain choisi était situé derrière la chapelle et donc, près du talus de la rivière, en face de l'église actuelle.

La première église de Saint-Albert fut construite en 1883 à la suite de la demande des paroissiens deux années plus tôt en raison de l'état précaire de la chapelle et de l'augmentation de la population. Le contrat de construction fut confié à Louis Caron, architecte de Saint-Christophe. Le feu la brûla en 1915. Débutant tard dans la soirée, les flammes embrasèrent tout à l'exception des murs et de la sacristie qui restèrent debout, presque intacts. Reconstruite en 1915-1916 sur le même site et avec les mêmes dimensions, la deuxième église (l'église actuelle) comprend dans ses composantes la charpente de bois de la première. Les plans et les travaux furent réalisés par la compagnie Louis Caron et fils Limité. La nouvelle église se différencie de la première par sa façade qui est plus avancée et portant deux tours avec clochers plutôt qu'une.

Le premier presbytère a été construit en 1872, à l'emplacement du presbytère actuel. En raison des coûts onéreux associés à sa réparation, il a été déstructuré en partie, transporté et assemblé de nouveau à Victoriaville où il existe encore sur la rue Héon portant les numéros civiques 5, 5A et 5B. Le deuxième presbytère a été érigé en 1907, tout de brique, avec cuisine extérieure. Les plans ont été préparés par l'architecte Louis Caron et le contrat fut accordé à Joseph Baril, menuisier et entrepreneur. Il est à noter qu'après la construction de l'église, les corps inhumés dans le cimetière ont été exhumés pour être disposés dans le nouveau cimetière (actuel). Le presbytère a été vendu à un particulier en 2007.

Histoire municipale

La municipalité de la paroisse de Saint-Albert-de-Warwick verra le jour en 1864 grâce au détachement de la municipalité du canton de Warwick. Un bureau de poste homonyme a également été créé en 1866. Entre 1865 et 1914, Saint-Albert subit de nombreux détachements, dont ceux des parties de Sainte-Victoire, Saint-Valère, Sainte-Clotilde, Sainte-Séraphine et Sainte-Élizabeth, de sorte que des 127 lots qu'elle comprenait au

départ, la municipalité n'en compte que 83 actuellement. Une des plus grandes annexions fut celle des lots du 5e rang de Warwick en 1907.

Il faudra attendre plusieurs années après la création de la paroisse avant que les habitants de la mission de Saint-Albert demandent l'érection canonique de leur paroisse. Saint-Albert fut ainsi fondée canoniquement et civilement en 1877.

L'histoire scolaire

La commission scolaire de Saint-Albert était dans les premiers temps connue sous le nom de « Municipalité scolaire de Saint-Albert ». Elle fut érigée par un Arrêté en Conseil du Gouvernement du Bas-Canada, le premier mai 1861 et a été formée grâce au détachement d'une partie du territoire scolaire du township de Warwick et du territoire scolaire du township de Horton. Depuis sa formation, la municipalité scolaire a connu de nombreux détachements et annexions.

Comme dans plusieurs municipalités centricoises, les premiers registres scolaires ont été égarés, et l'histoire des toutes premières écoles de rang de la colonie, souvent associée à la générosité des premiers résidents qui prêtaient leur maison, demeure difficile à raconter. Néanmoins, pouvons-nous avancer qu'une maison d'école régnait sur chaque rang.

Il est pourtant connu que la toute première maison d'école était située dans le village (à l'emplacement de la maison de Pierre Saint-Pierre en 1977) alors que la deuxième a été bâtie en 1891 sur le terrain de la Fabrique, en face du presbytère, sur le site de la chapelle et, donc, à l'emplacement de la Caisse populaire actuelle. Cette école eut une bonne vie puisqu'elle fut déménagée en 1933 sur le terrain le Marielle Hébert qui convertit le bâtiment en logements, puis en boulangerie avant son incendie en 1945. En 1933 a été érigée une autre école de village sur le terrain de Wilfrid Boisvert. La salle municipale devait occuper le haut de la bâtisse. Quelque 24 ans plus tard, en 1955, la Commission scolaire décida de construire une école à quatre classes plutôt que deux, en brique cette fois, et avec résidence pour les religieuses. Cette (quatrième!) école du village est l'école actuelle bâtie sur le terrain de la Fabrique. Ainsi, en 1956, arrivent les Sœurs de l'Assomption de Nicolet à qui la direction de l'école confia l'enseignement aux élèves pendant une douzaine d'années. Le nom « Amédée-Boisvert » octroyé à l'école est celui d'un ancien commissaire de l'école.

Les religieuses et religieux qui se sont établis au couvent de Saint-Albert proviennent de diverses professions de foi : Sœurs de l'Assomption de Nicolet, Sœurs Grises de

Montréal, Sœurs de Sainte-Croix, Sœurs Franciscaines Missionnaires de l'Immaculée Conception, Sœurs Dominicaines de la Trinité, Sœurs de la Sainte-Famille de Bordeaux et Sœurs Franciscaines Missionaires de Marie. Les Frères quant à eux étaient rattachés à l'une de ces deux églises : les Frères du Sacré-Cœur et les Frères des Écoles Chrétiennes.

Histoire économique et industrielle

Comme partout ailleurs dans la MRC d'Arthabaska, les moulins à scie ont contribué de manière significative au développement économique de la municipalité de Saint-Albert. Une dizaine de moulins occupait ce territoire avant la Première Guerre (tableau 7.3). Ils recevaient le bois du défrichage et fournissaient le bois qui allait servir à la construction des premières habitations et des bâtiments secondaires.

Le moulin le plus important fut sans contredit celui des Baril situé au 7e rang. Il fut en opération de 1884 à 1948, mais dans cet intervalle de temps, il fut rebâti quatre fois en raison d'incendies (en 1895, 1918, 1921 et 1924). Le moulin demeura à la famille Baril pendant de nombreuses générations; de Sina Baril à son fils Albert, lequel transmit le moulin à ses fils Maurice et Sylvio.

Tableau 7.3 – Les moulins à scie de Saint-Albert

Nom/Propriétaire	**Localisation**	**Date d'origine**
Moulin Ovide-Baril	Chemin du 6e rang	1896
Moulin Sina-Baril	Chemin du 7e rang	1884
Moulin Louis-Foisy	Chemin du 8e rang	1867
Moulin Théodore-Savoie	Village (ancien pont de bois)	1872
Moulin Sina-Baril	Village (ancien pont de bois)	1882
Moulin Joseph-Jutras	Village (ancien pont de bois)	1910
Moulin Hilaire-Hamel	Chemin du 9e rang	1860
Moulin Évariste-Pratte	Chemin du 9e rang	1886
Moulin Joseph-Demers	Chemin du 10e rang	1895

Quant au moulin à scie de Sina Baril (1882) situé au village, il prenait place aux côtés de la maison de Johnny Demers, et occupait la rive nord de la rivière Nicolet à une époque où le lit de la rivière n'avait pas grugé la marge droite de la terrasse sablonneuse.

Une briqueterie était située à la sortie ouest du village, entre le chemin et la rivière, sur une terre qui était à la propriété d'Armand Lessard. La brique fabriquée à partir de l'argile particulièrement abondante dans ce secteur a servi à la construction de la toute première église de Saint-Albert en 1883.

La première boulangerie fut celle de Ludger Guillemette à partir de 1878. Stanislas Langlois et Albert Lainesse poursuivirent la petite industrie pendant quelques années après le départ de Ludger. La deuxième boulangerie eut plusieurs propriétaires : Wellie Turcotte en 1908, Omer Désilet en 1927 et Henri Tardif en 1932. Elle prit feu en 1934. Une autre boulangerie avait été aménagée dans l'ancienne école qui avait été déménagée sur le site de Mme Marielle Hébert. Elle fut en opération de 1935 jusqu'à son incendie en 1945. Enfin, une dernière boulangerie était à la propriété d'Alphonse Pépin et occupait une bâtisse érigée en 1945 par Barthélémy Laforest.

Au côté des boulangeries figuraient également plusieurs fromageries, l'industrie laitière représentant la ressource principale de la région. Sept fromageries se sont bien démarquées à l'époque coloniale (tableau 7.4).

Enfin, avec ces petites industries, plusieurs petits commerces spécialisés se sont établis au cours du développement colonial de Saint-Albert : épicerie, magasin général, restaurant, manufacture, camionnage, garage, etc. À l'époque coloniale, ces commerces occupaient habituellement la maison de leur propriétaire.

Tableau 7.4 – Les fromageries de Saint-Albert

Nom/Propriétaire	**Localisation**	**Date d'origine**
Fromagerie Nazaire-Vidal	5e rang	1896-1906
Fromagerie Sina-Baril	Coin 6e rang	1905
Fromagerie Arthur-Picard*	6e rang	1906-1947
Fromagerie Sina-Baril	7e rang	1902-1915
Fromagerie Michel-Gosselin	7e rang	19??-1948
Fromagerie Hervé-Labarre	Village	1894
Fromagerie Wilfrid-Boisvert	Village	1913-1957

* Cette fromagerie devint une porcherie qui existait encore en 1977

Événements marquants

Parmi les événements importants et malheureux qui ont sévi dans la municipalité de Saint-Albert, la mémoire collective a retenu la noyade de six personnes survenues le 27 avril 1884 lors d'une traversée de la rivière en bac. Des personnes occupant les banquettes d'une voiture ainsi que des piétons étaient présents à bord du bac lorsqu'un gros morceau de glace flottant sur la rivière s'est précipité contre celui-ci en y arrachant les câbles. Le bac a chaviré entraînant M. et Mme Louis Demers de même que quatre enfants qui y prenaient place, Joséphine Garant, 5 ans (fille de Mme Demers), Joseph Bouvette, 5 ans (fils d'Amédée Bouvette), Edmond Bouvette, 7 ans (fils d'Amédée Bouvette) et Louis Gauthier, 6 ans (fils de Joseph Gauthier). Bien avant cette noyade,

l'intérêt de construire un pont au village avait été matière à de longues discussions. Une première requête avait en effet été préparée en cette faveur en 1870 par l'abbé Béliveau, missionnaire. L'incident de 1884 accélérera le processus de prise de décision et alors, en 1886, un pont couvert en bois, œuvre de la famille Baril (Félix, Sina et Paul), devenait fonctionnel.

4.7.4 Routes et chemins anciens

Les premiers chemins

Comme relevé par Joseph Bouchette, arpenteur général du Canada, en 1831 (figure 7.2), le territoire de Saint-Albert doit ses premières occupations à la présence de la rivière Nicolet puisqu'avant cette date, aucun chemin de pénétration ne traverse le territoire.

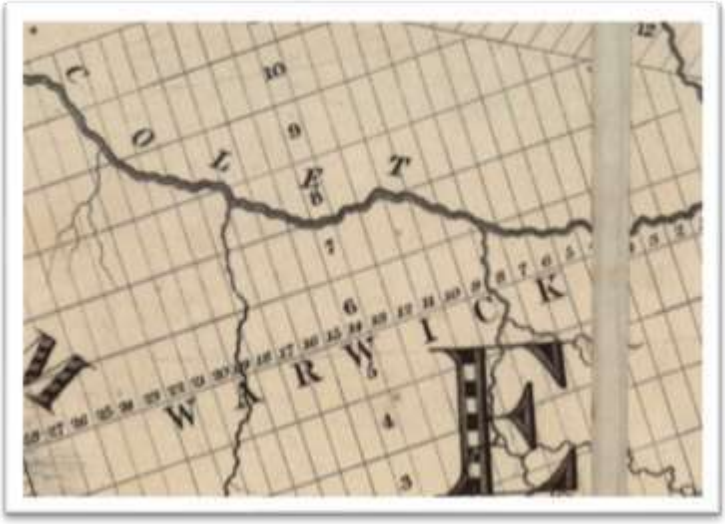

Figure 7.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117). Cette carte illustre le territoire de Saint-Albert avant le début de la colonisation.

Il faudra attendre le milieu du XIXe siècle pour voir l'aménagement d'un chemin de liaison entre Sainte-Clotilde-de-Horton et Victoriaville. Ce chemin parcourait les terres en suivant les courbes de la rivière (figure 7.3) et a incité des familles à s'arrêter sur la marge nord (droite) de la rivière Nicolet, entre les rivières des Pins et des Rosiers, tel que l'atteste l'arrivée massive de colons à cette époque. Plusieurs modifications ont été apportées à ce tronçon de route avec les années (redressement de courbes et de pente, gravelage, asphaltage) de sorte que le tracé initial n'est presque plus le même. Il en est donc de même pour la route Principale de Saint-Albert (chemin du 8e rang) qui ne comprenait pas de courbe au cœur du village, l'érosion ayant occasionné une modification du tracé en 1920. La figure 7.3 illustre également l'aménagement précoce

d'une route entre Warwick et Saint-Albert. Cette route se poursuit jusqu'au 10e rang de Horton.

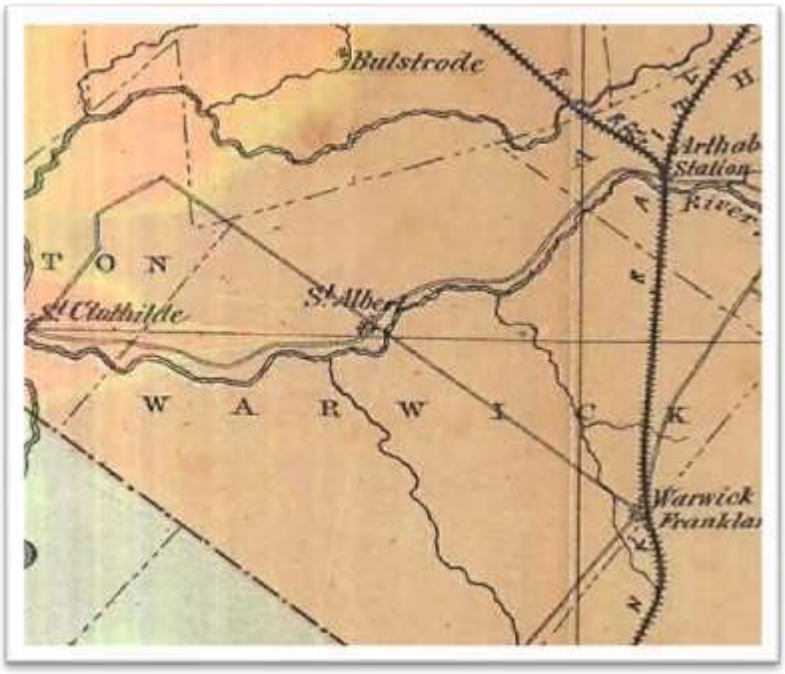

Figure 7.3 – Extrait d'une carte des Cantons de l'Est, 1867 (BAnQ : 107580).

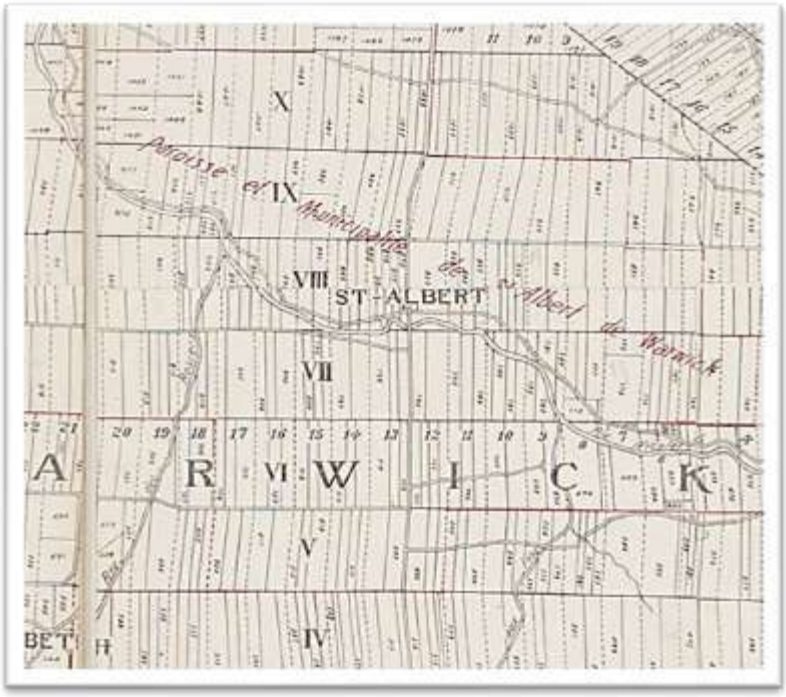

Figure 7.4 – Extrait de la Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre, 1920 (BAnQ : 2684630).

Tel que le soulève le document du centenaire de Saint-Albert (1977), le procès-verbal annonçant l'ouverture du chemin du 6e rang a été homologué en juin 1864 et celui du chemin du 10e rang, entre Saint-Albert et Sainte-Clotilde, en janvier 1865. Quant aux chemins des 9e et 7e rangs, ils ont été aménagés un peu plus tard, soit en 1874. Enfin, le chemin du 9e rang entre la route de canton et la rivière Nicolet a été ouvert en 1878. La route 122 actuelle emprunte essentiellement l'axe du 9e rang, mais vers Sainte-Clotilde, cette route emprunte le « vieux chemin » et longe ainsi la rivière Nicolet (figure 7.4). Nonobstant les diverses corrections mentionnées plus haut, le réseau routier n'a pratiquement pas évolué durant le deuxième quart du XXe siècle (figure 7.5).

Enfin, quelques mots sur les ponts de Saint-Albert. Avant la construction d'un pont, les habitants traversaient la rivière en bac. À l'endroit exact du pont actuel, le conseil municipal avait installé un système de traverse qui permettait de faire transiter les voitures, les personnes et les animaux d'un côté de la rivière vers l'autre. Cette traverse payante a été fonctionnelle entre 1869 et 1886. Après l'époque du bac, ce fut celle du pont couvert qui subsista 70 ans, soit entre 1886 et 1956. Après cette période, la voirie provinciale a favorisé la construction du pont de béton actuel. En 1902, un second pont de bois couvert permettait de traverser la rivière Desrosiers sur le chemin du 7e rang. Il fut construit par Sina Baril et Paul Baril en 1902.

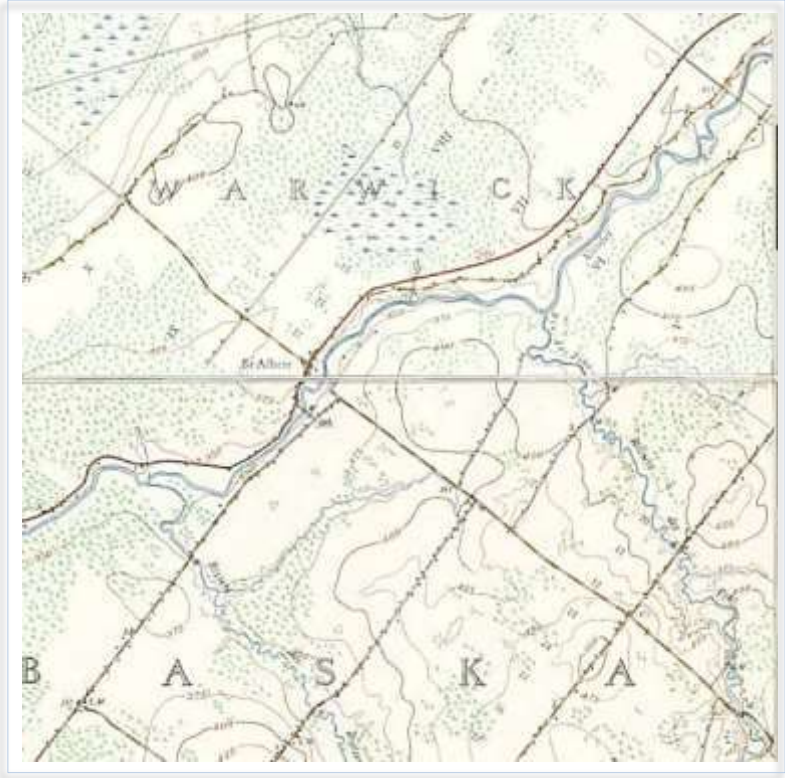

Figure 7.5 – Extraits des cartes topographiques 31H/16 et 31I/01 de 1944 présentant le réseau routier et les bâtiments historiques (BAnQ : 2670190 et 2670191).

Le noyau de peuplement

Un seul noyau villageois s'est formé à Saint-Albert et celui-ci est situé à la croisée du 8e rang (rue Principale) et de la route de Warwick. C'est d'ailleurs le long du chemin du 8e rang que se trouve le bâti le plus ancien de Saint-Albert. Enfin, l'essentiel du territoire albertois est composé de terres en friche ou en culture ainsi que de maisons de ferme relatant la période coloniale et historique et dispersée à la grandeur du territoire.

4.7.5 Patrimoine bâti

Le Répertoire du patrimoine culturel (MCC, 2013) inventorie deux bâtiments de nature religieuse soit l'église de Saint-Albert et le presbytère. Aucun autre site ni bien n'a été classé, désigné ou inventorié par les instances gouvernementales ou municipales.

La monographie réalisée dans le cadre du centenaire de Saint-Albert, répertorie néanmoins des maisons de ferme centenaires en les identifiant à leur propriétaire (voir tableau 7.5). Ces maisons se définissent par leur style architectural colonial (maison de colonisation, vernaculaire, québécoise, etc.). Certains bâtiments ayant servi à des fins industrielles et commerciales sont mentionnés dans cet ouvrage, mais ils demeureront difficiles à positionner sur une carte sans une étude plus approfondie de la chaîne de titres.

Tableau 7.5 – Maisons centenaires* de Saint-Albert
(tiré du Comité du centenaire de Saint-Albert, 1977 : 115-118)

Maison Gilles-Hébert	Maison Bernard-Béliveau
Maison Paul-Émile Béliveau	Maison Raymond-Houle
Maison Gérard-Houle	Maison Antoine-Marcoux
Maison Philippe-Desrochers	Maison Donat-Richard
Maison Lucien-Trépanier	Maison Claude-Bergeron
Maison François-Labarre	Maison Roland-Tessier
Propriété Fabien-Constant	Maison Wellie-Gagnon
Maison Claude-Bousquet	Maison Ferdinand-Houle
Maison Jean-Guy-Grondin	Maison Yvon-Dasylva
Maison Michel-Côté	Maison Jules-Bernier
Maison André-Verville	Maison Edmond-Ramsay
Maison Jean-Paul-Demers	Maison Pierre-Fluette (vers 1867)
Maison Isaac Héroux (vers 1849)	

* Le nom donné aux bâtiments ne correspond pas toujours au nom du constructeur ou du premier occupant.

Parallèlement, lors d'une étude patrimoniale menée il y a déjà une trentaine d'années (Société La Haye et Ouellet, 1982), deux bâtiments à valeur patrimoniale avaient été répertoriés sur le chemin du 10e rang, cinq autres dans le village de Saint-Albert, rue Principale et enfin, quatre le long du chemin du 7e rang, sans spécifications quant aux caractéristiques architecturales et adresses civiques des bâtiments (figure 7.5).

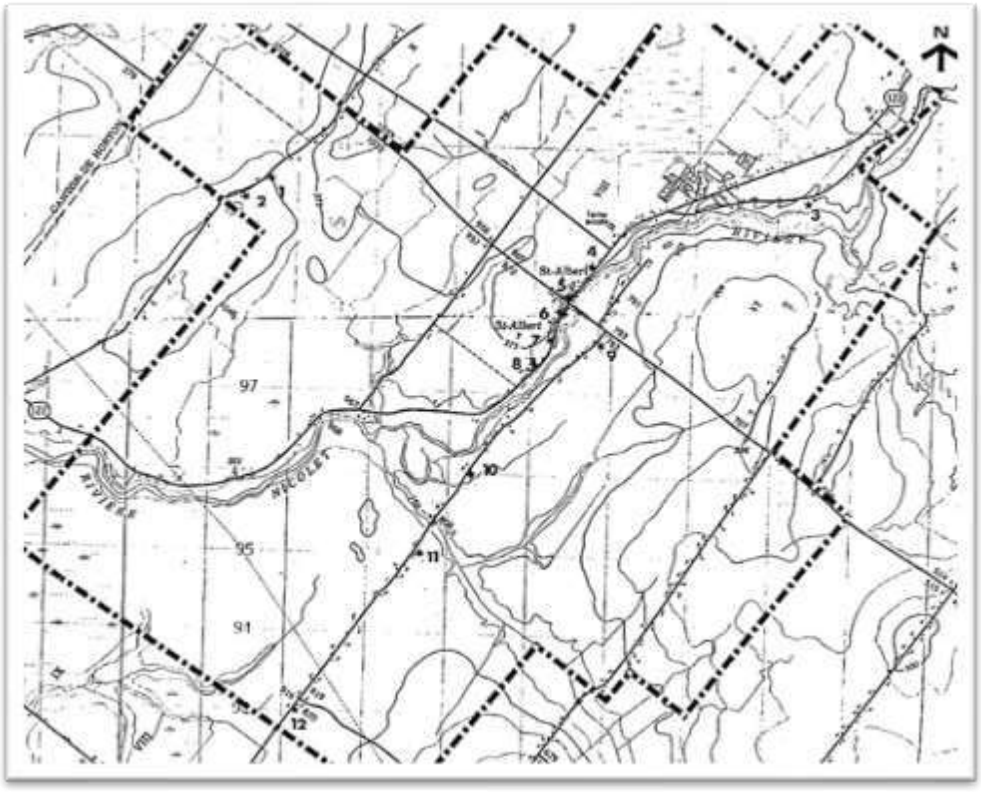

Figure 7.5 – Carte illustrant des bâtiments patrimoniaux d'intérêts répertoriés dans les années 1980 (Société La Haie et Ouellet, 1982).

Il est à noter néanmoins que cette étude historique a démontré que ces axes routiers, de même que ceux des 9e, 8e et 6e rangs (incluant le petit rang 6), sont susceptibles de compter le plus grand nombre de maisons de ferme et de bâtiments secondaires. Au village, l'axe de la rue Principale (chemin du 8e rang) à sa croisée avec la route de Warwick, se trouvait et se trouvent encore le plus dense couvert résidentiel et commercial.

Enfin, des croix de chemin ont été plantées sur tous les rangs de Saint-Albert depuis la fin du XIXe siècle, en gage de foi envers la religion catholique. Elles ont été renouvelées, pour la plupart, depuis ce temps. Les croix de chemin identifiées dans le centenaire de Saint-Albert sont les suivantes : la croix Réjean-Poisson, Albert-Giguère, Amédée-Boisvert et du petit rang 6. Une croix de pierre a été disposée à la mémoire de la victime

d'un meurtre commis en 1881. Cette croix était située entre Saint-Valère et Saint-Albert, sur le chemin du 9e rang ou le rang Landry (Le Messager de Nicolet, 1881 : 3).

Ainsi, il n'a pas été possible de réaliser l'inventaire du patrimoine bâti toujours existant lors de notre étude. Le manque de temps couplé au manque d'exhaustivité des données ont limité notre étude. Cet aspect de la recherche dénote les lacunes des documents de sources secondaires pour une analyse détaillé du bâti. Une fois l'inventaire complété grâce à l'étude du rôle d'évaluation, l'analyse comparative des cartes anciennes, la consultation d'archives, la visite au terrain et la communication avec des personnes-ressources (notamment les ainés de la municipalité), ces données pourront constituer le point de départ d'un macro-inventaire et d'une cartographie du patrimoine bâti.

4.7.6 Conclusion

Synthèse de l'histoire coloniale

Les pionniers de Saint-Samuel s'étaient installés dans le canton de Warwick sur la marge Nord (droite) de la rivière Nicolet en 1841. L'implantation de nombreux moulins spécialisés dans le commerce du bois a contribué à l'essor de la colonie naissante. Malgré l'arrivée précoce de colons, la majorité de ses nouveaux habitants arrive à compter des années 1860. Un seul petit noyau villageois s'est démarqué dans cette municipalité formée par le démantèlement d'une partie du territoire des municipalités environnantes.

Saint-Albert n'a jamais accueilli, à la fin de la période historique récente, plus de 700 habitants. La petite communauté comptait néanmoins plusieurs écoles de rangs et plusieurs petits commerces qui ont permis d'assumer une certaine autonomie dans les premiers temps. Le commerce du bois, l'agriculture et l'élevage de bovins constituent les fondements économiques de cette région. L'aménagement de chemins de liaison aussitôt que dans les années 1860 a favorisé l'arrivée des colons par voies terrestres et a assuré par la même occasion l'exportation des produits albertois.

Recommandations

Nous avons abordé l'étude de l'habitat rural ancien de Saint-Albert en identifiant les différentes phases de son développement initial, en identifiant les aspects matériels de la culture qui pourraient subsister de ce développement et enfin, en documentant l'évolution du réseau routier. Chacun des aspects abordés dans ce chapitre a ainsi contribué à expliquer divers phénomènes reliés à l'histoire sociale, économique, culturelle et religieuse de ce territoire, dont la présence de certains bâtiments que l'occupation

ininterrompue a permis de conserver. Il ne s'agit toutefois pas d'une étude approfondie et beaucoup reste à faire pour documenter, analyser et mieux comprendre les différentes facettes de l'héritage bâti.

L'inventaire préparé dans ce chapitre est à l'état préliminaire. Il constitue un outil de référence pour faciliter l'identification plus formelle du patrimoine à la grandeur de la municipalité. La création d'un inventaire exhaustif grâce à l'étude des cartes, des titres de propriété et de l'analyse architecturale au terrain permettra de mener plus loin les efforts de préservation et de mise en valeur du patrimoine albertois. Nous proposons ici diverses avenues pouvant mener à une meilleure compréhension du patrimoine bâti :

1) **Choisir des thèmes d'interprétation en fonction de l'impact que les phénomènes sociaux, économiques et culturels ont eu sur la vie des habitants du territoire.** En fait, certains thèmes ont marqué l'ensemble de la MRC alors que d'autres sont plus spécifiques à la municipalité. Ainsi, l'occupation initiale de Saint-Albert par l'implantation de l'industrie du bois favorisera rapidement l'économie du territoire. L'accès au territoire a été possible grâce à la rivière Nicolet, mais a surtout été avantagé par l'aménagement de chemins de liaison entre Sainte-Clotilde (occupation précoce), Victoriaville (ville ferroviaire) et Warwick (ville ferroviaire).

2) **Pousser plus avant la recherche documentaire en fonction des choix thématiques.** Le processus de mise en valeur des thèmes patrimoniaux choisis devra tenir compte du potentiel qu'ils présentent en regard des richesses archéologiques et documentaires qu'ils recèlent. Pour un thème donné, par exemple l'exploitation de moulins à scie dans les basses-terres du Saint-Laurent ou encore l'industrie laitière, il sera important de connaître en profondeur l'ensemble du phénomène et les différentes phases de son développement, ce qui permettra d'identifier les installations ou les sites les plus représentatifs et les plus susceptibles d'offrir des avenues de mise en valeur ainsi que des facilités de recherche, d'accessibilité, d'aménagement, etc. Parmi les études à réaliser, nous recommandons :

- Des études reliées au patrimoine bâti et au paysage culturel de la municipalité de Saint-Albert :
  - Localiser et documenter les moulins, les installations agricoles, les zones de culture et d'élevage, les commerces et les petites industries qui ont marqué l'économie de façon à faire ressortir les variantes locales;

- Documenter, à l'aide de la réalisation d'une chaîne de titre, les diverses propriétés privées répertoriées au macro-inventaire patrimonial;
- Identifier et analyser les caractéristiques physiques des bâtiments patrimoniaux et équipements associés;
- Établir des critères menant à la sélection d'immeubles et de sites patrimoniaux voués à être reconnus au niveau fédéral, provincial et/ou municipal;
- Identifier le potentiel archéologique des établissements les plus caractéristiques en vue de leur protection et d'une éventuelle mise en valeur.

- Des études reliées au réseau de transport de la municipalité de Saint-Albert :
  - Identifier les principales caractéristiques physiques des routes et des ponts à l'aide de relevés appropriés.

- Des études reliées aux personnages ayant marqué la municipalité de Saint-Albert
  - Identifier les principaux acteurs de la municipalité et leur apport à la communauté.

3) **Poursuivre le macro-inventaire du bâti ancien et le mettre à jour**.

4) À la lumière de la présente recherche historique, nous recommandons également la mise sur pied d'un certain nombre d'autres **mesures visant à mieux protéger et à mettre en valeur le patrimoine bâti de la municipalité de Saint-Albert**. Ces mesures représentent des pistes de réflexion qui pourront alimenter les débats pour la réalisation d'autres volets d'étude et de mise en valeur prévus à la suite de ce premier volet. Les recommandations présentées devront être développées dans un prochain rapport.

- Cartographier les éléments du bâti et autres traces culturelles
- Traduire la présente recherche en un document accessible au citoyen
- Créer une banque de photographies anciennes
- Revoir et créer des circuits patrimoniaux
- Diffuser l'information sur le patrimoine
- Accompagner et outiller le citoyen
- Inciter les propriétaires à mettre en valeur leur bâtiment patrimonial
- Conserver et mettre en valeur les immeubles publics
- Se doter d'outils d'urbanisme efficaces

Bibliographie

CELAT (1980) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska – Ethnologie.* Arthabaska : MRC d'Arthabaska. Rapport déposé au Ministère des Affaires culturelles, Direction générale du patrimoine, Service des Inventaires.

Comité du centenaire de Saint-Albert (1977) : *Album-souvenir : centenaire de Saint-Albert, 1877-1977.* Saint-Albert : Le Comité], 238 p.

Hardy, René, Gamelin, Alain et Carmen Rousseau (1979) : *Publications du Groupe de recherche sur la Mauricie, Université du Québec à Trois-Rivières. Cahier 1 : La Mauricie et les Bois-Francs, chronologie, 1850-1950*, 151 p.

Le Messager de Nicolet (1881), vol. 1, no 4 (3 février) : 3.

MCC (2013) : *Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ)*. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2013) : Cartographie des sites et zones d'interventions archéologiques du Québec. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2012) : Inventaire des lieux de culte du Québec. Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.lieuxdeculte.qc.ca, consulté en octobre 2012]

MCC (2013) : Répertoire du patrimoine culturel du Québec (RPCQ). Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca]

Milot, Jean et Jocelyne Simard (1994) : *Les croix de chemin du Québec : inventaire sélectif et trésor*. Collection Patrimoines. Dossier, 10. Québec, Les publications du Québec.

PARC CANADA (2013) : *Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens.* Gouvernement du Canada. [http://www.historicplaces.ca/]

Société La Haye et Ouellet (1982) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska - Analyse du paysage architectural*. Arthabaska : La Société La Haye-Ouellet, 166 p.

Cartes et plans anciens

1831 Bouchette, Joseph. *To his most Excellent Majesty, King William IV. This topographical map of the districts of Quebec, Three Rivers, St.Francis and Gaspé, Lower Canada : exhibiting the new civil division of the districts into counties pursuant to a recent Act of the provincial legislature; is with his Majesty's gracious and special permission, most humbly and gratefully dedicated by his Majesty's most devoted and loyal Canadian subject.* Londres : James Wyld. BAnQ : 90117.

1867 *Map of the Eastern Townships of Canada : compiled and engraved expressly for the Eastern Townships Gazetteer.* St Johns : Smith & Co. BAnQ : 107580.

1920 *Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre.* Québec (Province) : s.n. BAnQ : 2684630.

1944 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:50 000. 31-I-01, Aston.* Québec Topographique. BAnQ : 2670191.

Sites Internet

Répertoire des municipalités du Québec
http://www.mamrot.gouv.qc.ca

Commission de toponymie du Québec
http://www.toponymie.gouv.qc.ca/

Municipalité de Saint-Albert
http://www.munstalbert.ca/

Statistique Canada – Profil du recensement : carte
http://www12.statcan.ca/

4.8 Saint-Christophe-d'Arthabaska

Une grande part des données concernant l'histoire de Sainte-Christophe-d'Arthabaska a été acquise à la lecture et l'analyse d'une monographie publiée en 2013 par Denis Saint-Pierre, historien. Ce document regroupe des données d'archives et une analyse des modes d'établissement opéré sur le territoire de Saint-Christophe-d'Arthabaska, lequel a subi des transformations majeures depuis l'arrivée des premiers colons. L'auteur traite également l'évolution du cadre religieux, municipal, scolaire et économique, et donne une bonne part de son attention au développement du bâti d'Arthabaskaville. Le travail du comité du 150e (2001) et de Yolande G. Marcotte (1991) a permis de préciser certaines données concernant des éléments notables du bâti de Saint-Christophe. Enfin, le précis historique de l'abbé Ph. H. Suzor (1892) nous a permis d'apprécier plus en détail le développement missionnaire qui a eu cours dans cette paroisse.

À ces sources d'informations s'ajoutent la consultation de divers répertoires renfermant la liste des biens ou sites patrimoniaux ayant une valeur culturelle majeure, tels que le Répertoire du patrimoine culturel du Québec (MCCQ, 2013), le Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens (Parc Canada, 2013), le Répertoire des lieux de culte du Québec (MCCQ, 2012), le Répertoire des croix de chemin (Milot et Simard, 1994), le Répertoire toponymique du Québec (Commission de toponymie du Québec, 2013), l'Inventaire des sites archéologiques du Québec (MCCQ, 2013), le Répertoire de cartographie numérique du site de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec et divers macro-inventaires mandatés par le ministère des Affaires culturelles et élaborés à compter des années 1980 dont ceux du CÉLAT (1980) et de la Société La Haye et Ouellet (1982). Ces documents ont permis d'établir l'état des connaissances et la valeur patrimoniale déjà inventoriée, reconnue, classée ou simplement répertoriée de certains bâtiments.

4.8.1 Site d'implantation

La municipalité de Saint-Christophe-d'Arthabaska, orthographié Chrystophe au XIXe siècle, tel qu'était identifié couramment l'endroit, occupe une part importante du canton d'Arthabaska. Elle comprend spécifiquement les lots 1 à 8 des 1er au 5e rang du canton d'Arthabaska, et les lots 21 à 28 des 6e au 11e rang du canton de Chester. Située immédiatement à l'est de Victoriaville, elle est enserrée des municipalités de Saint-Nobert-d'Arthabaska, de Chesterville, de Tingwick et de Warwick.

Saint-Christophe-d'Arthabaska est érigée au sud du mont Christo (aussi mont Saint-Michel et mont Arthabaska). La rivière Nicolet et le ruisseau Marcoux traversent la municipalité. Cette colline est située à 350 mètres (ANMM) et formée de roches

sédimentaires plissées et cristallines. Son sommet rivalise peu avec le reste du territoire christophien dont les altitudes varient entre 110 et 250 mètres (ANMM).

Le sol est composé essentiellement de sable et de loam laissé par la mer de Champlain il y a environ 10 000 ans. À l'époque historique, on trouvait dans la région principalement le hêtre, le saule, le bouleau, l'érable, l'orme et un peu de pin. Le mont Christo doit probablement son nom à un chasseur qui avait pris l'habitude de traquer des proies sur les terres de Saint-Christophe dans les années 1830, Jean-Chrysostome ou Christophe Marcoux, dont les compagnons abrégeaient le prénom en Christo (Commission de toponymie, 2013). Le site où se situera l'église quelques années plus tard sera désignée comme étant *Saint-Christophe* (Pelchat, 2002).

Arthabaska reprend l'appellation du canton proclamé en 1802, dans lequel la municipalité se situe en partie. Compte tenu du fait qu'on se trouve plutôt en territoire abénaquis, il est sans doute préférable d'opter pour l'interprétation donnée par le chef Joseph Laurent, en 1884, qui la tire du mot abénaquis *albataska*, « là où il y a beaucoup de mares d'eau stagnantes », en référence à la rivière Nicolet (Fleury, 1961 : 7). Le nom officiel donné au canton est « Athabaska », sans le « R » d'après les lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur, Robert-Shore Milnes en date du 1er février 1802. « Athabaska » devient « Arthabaska » par l'usage et suite à l'introduction du « R » sur les cartes de l'arpenteur Joseph Bouchette (Pelchat, 2002).



Figure 8.1 – Limites actuelles de la municipalité de Saint-Christophe-d'Arthabaska (Statistique Canada, 2014 : 2439060)

4.8.2 Familles et personnages

Les premiers colons

Avant l'occupation coloniale, le territoire d'Arthabaska était un territoire de chasse. Lorsque John Gregory devient propriétaire d'une partie du canton d'Athabaska, il excellait à titre pour la Compagnie du Nord-Ouest. Arthabaska était devenu son territoire de prédilection pour s'adonner au commerce lucratif de la fourrure.

Comme les autres bourgeois de la Compagnie du Nord-Ouest, Gregory participait aux rencontres au « Beaver Club ». Vers 1792, lorsque le Gouvernement fait arpenter et diviser le canton pour vente à des colons, de nombreux spéculateurs s'évertuent à l'achat de canton. Comme l'ont fait ses compagnons, Simon McTavish, William McGillivray, Joseph Frobisher et plusieurs autres, John Gregory devient acquéreur de nombreux lots à Arthabaska (Fleury, 1961 : 5). John Gregory meurt en 1817 en donnant ses propriétés foncières à son fils George. Ainsi en date du 22 octobre 1844, à la suite de l'arpentage réalisé par Louis Legendre dans la région d'Arthabaska, George Grégory possède près de 11 000 acres de terre. D'autres parcelles sont des terres réservées à la Couronne, au clergé protestant et aux Abénaquis de Bécancour.

D'après l'abbé Ph. H. Suzor (1892), le pionnier-colonisateur de la paroisse de Saint-Christophe est Charles Beauchesne, natif de Bécancour et marié à Maguerite Le Vasseur. Celui-ci, après avoir travaillé au service milliaire, puis à titre d'aide-traversier, eut la somme nécessaire pour l'achat d'une terre. Il avait arrêté son choix à Gentilly, mais des redevances onéreuses rattachées à cette terre lui firent perdre sa fortune de sorte qu'il quitta Gentilly pour Arthabaska. Le 18 mars 1835, il planta ainsi sa tente sur la marge de la rivière Bulstrode (auparavant connue sous le nom de rivière au Loup ou rivière Nicolet branche Nord-Est). Le site est ainsi situé :

> (…) à dix arpents environ de l'église paroissiale aujourd'hui bâtie sur le versant d'une montagne que l'on connaissait alors sous le nom de mont Christo et mont Saint-Michel [mont Arthabaska] (…) Il avait avec lui un nommé Morisset (Olivier) qu'il avait amené de Gentilly, comme *engagé*. Un cheval, une voiture, une hache, seize piastres en argent et quelques meubles de ménage faisaient toute sa richesse (…) Ils passèrent la première nuit dans la forêt, n'ayant pour abri que le ciel, et pour lit la terre humide et glacée du printemps (Suzor, 1892 : 4-6).

La même année, le 21 mars 1835, une cohorte de seize colons avaient suivi le même sentier que Beauchesne et Morisset, venant de Gentilly et de Grondines. Parmi eux se trouvaient Joseph Lavigne, Louis Lavigne et Louis Garneau. Ils s'établissent en laissant à Charles Beauchesne le premier choix pour sa terre. Ce dernier choisit les lots 5 et 6 du 3^{e}

rang d'Arthabaska. C'est une fois sa cabane bâtie que Charles Beauchesne serait retourné chercher sa femme et ses 6 enfants (Comité du 150e, 2001).

Toujours d'après Suzor, le colon-fondateur de la paroisse de Saint-Christophe se trouve à être Louis Garneau, fidèle compagnon et ami de Charles Beauchène. Louis Garneau, natif des Grondines, est arrivé avec son engagé, François. L'abbé Suzor précise cependant que les colonisateurs n'étaient pas les premiers à s'être aventurés sur les terres que l'on a plus tard nommées les Bois-Francs (cette nomination englobait d'abord les cantons de Somerset, Stanfold et Arthabaska, mais fut élargie aux cantons d'Inverness, Halifax, Bulstrode, Chester, Warwick, Ham et Wotton, bref l'ensemble de la MRC d'Arthabaska à l'exception de Horton et une partie de la MRC de l'Érable. Outre les Amérindiens qui ont parcouru ces terres depuis des millénaires, les explorateurs, chasseurs et commerçants s'y étaient déjà abondamment aventurés de sorte que ces derniers ont pu rapporter la richesse des ressources qui y étaient disponibles (Suzor, 1892 : 5). Suzor raconte, enfin, jusqu'à la fin du XIXe siècle, on pouvait percevoir encore un nombre important de ces cabanes de bois ronds qui avaient servi à loger les colons dans les premiers mois de leur séjour. Cependant, au rythme du déboisement, elles se mirent à disparaître.

En 1835, lorsque Charles Beauchesne bâtit sa cabane de bois rond sur les terres d'Arthabaska dans le lot 6 du 3e rang, il occupe à titre de squatter les terres de George Gregory. En 1844, après avoir défriché la terre ardemment, il fut sommé par maitre Jean-Lux Cressé, notaire à Nicolet, de la part de George Gregory, de payer ce terrain au prix de 37 livres et dix chelins. Il appert que Charles Beauchesne ne fut jamais propriétaire de la terre qu'il a squattée.

Personnages importants

Charles Beauchesne, pionnier-colonisateur de Saint-Christophe-d'Arthabaska
Charles Beauchesne est né à Bécancour, le 25 décembre 1792, de Charles Beauchesne et d'Agathe Deshaies. Il épouse, en 1819, Marguerite Le Vasseur dont il eut 9 enfants : Elzéar, Nérée, Cyrille, Urbain, Zoé, Rose de Lima, Scholastique, Joseph et Charles. Lorsqu'il quitta Gentilly au printemps 1835, ruiné, il se dirigea vers un emplacement qu'il avait déjà visité lors d'explorations passées. Il semble qu'il ait été impressionné par l'immensité des arbres de la forêt arthabaskienne, de même que la qualité du sol. Il aurait affirmé à ce moment que « C'est ici que je viendrai vivre et mourir ».

James Goodhue Jr
James Goodhue est de profession protestante, mais s'associe avec Charles Prince et Louis Garneau, pour acheter un terrain en vue de la construction d'une chapelle le long du

« chemin d'Arthabaska » (aujourd'hui Laurier Ouest). Saint-Pierre (2013 : 118) souligne que James Goodhue est le seul protestant au mont Christo en 1848. Il est le fils de James Goodhue qui possède une maison, un magasin et une perlasserie dans Chester. Ayant acquis la ½ sud du lot 4 du 2e rang d'Arthabaska, il s'y établit en 1848 en construisant une maison en brique à deux étages (37, rue Pouliot) de même qu'un hangar sur le côté nord-ouest du chemin d'Arthabaska et autres bâtiments secondaires. Il y pratiqua son métier de marchand et de maitre de poste jusqu'en 1866, opéra une perlasserie (3-5-9, rue Poisson) et dirigea une boulangerie exploitée par Louis Hudon entre 1858 et 1864 (site actuel du Pavillon Hôtel des Postes). Il devint également maire du village d'Arthabaskaville de 1870 à 1872. Il quitta Saint-Christophe pour la Californie en 1881 en cédant ses biens.

Joseph-Thomas Rousseau

Né à Saint-Elzear en Beauce, Joseph Thomas Rousseau se rendit à Montréal à l'âge de 21 ans pour étudier l'art de la peinture. Dès lors, il se mit à décorer les églises du Québec. Son éducation se poursuivit à Florence en Italie en 1882 où il reçoit des leçons privées du célèbre professeur Ciceri, commandant de la « Société Artistique de Florence ». Ainsi, l'église de Saint-Christophe bénéficia de son talent et de son inspiration lors de la réalisation de son décor intérieur en 1887. Deux années lui ont été nécessaires pour compléter l'intérieur de l'église, ce qui en fait le travail le plus éminent de sa carrière. Marc-Aurèle Suzor Côté, neveu de l'abbé Suzor, alors âgé de 17 ans aurait été engagé pour aider à la réalisation de l'œuvre. Ce dernier excellait dans la production des angelots (Pelchat, 2002).

Abbé Philippe-Hyppolyte Suzor

L'abbé Philippe-Hyppolyte Suzor est le premier prêtre résident de la paroisse de Saint-Christophe d'Arthabaska (1851-1878). Sa cure durera ainsi quelque 27 années. En plus de répondre aux besoins de sa paroisse à titre de curé, l'abbé Suzor s'engage sur le plan civil afin de favoriser le développement du noyau villageois qui se formait autour de la chapelle. Il acquiert notamment en 1854, un terrain en face de la propriété de la chapelle, terrain qu'il cédera en partie pour la construction du premier couvent au village d'Arthabaskaville. Il intervient également à plusieurs reprises auprès du gouvernement avec l'appui de pétitions concernant des sujets d'ordre législatif. Il ajoutera également à sa tâche en 1867 celle de vicaire forain pour les Cantons de l'Est (1868-1870), puis celle d'aumônier des zouaves pontificaux en Italie (1868-1869). En 1878, il quitte Saint-Christophe pour devenir curé à Nicolet. En 1885, il est nommé vicaire général du diocèse de Nicolet (1885-1891) après quoi il deviendra Monseigneur Suzor. Il se retire à la résidence Saint-Joseph chez les Sœurs de l'Assomption entre 1889 et 1917 où il devient prélat domestique puis membre du Conseil épiscopal des Trois-Rivières en 1870.

4.8.3 Faits historiques

Histoire religieuse

Le premier prêtre ayant visité le canton d'Arthabaska est l'abbé Olivier Larue, curé de Gentilly. L'abbé Olivier Larue, premier missionnaire des Bois-Francs, aurait ainsi donné sa première messe chez un monsieur Hamel dans les environs de la grande ligne entre Stanfold et Bulstrode en février 1838. Il visitera de nouveau les fidèles d'Arthabaska et des pointes de Bulstrode l'année suivante en janvier 1839, cette fois, chez Valère Lavigne et, poursuivant sa course, il se rendit jusqu'aux habitations de Charles Beauchesne, Louis Garneau, Louis Lavigne, Joseph Lavigne et autres (Suzor, 1892 : 31). Cette visite lui permit également de réaliser le premier recensement des Bois-Francs.

Chargé de la mission des Bois-Francs, Denis Marcoux donnera une première messe chez Pierre Landry dit Borcas dans les pointes de la rivière Nicolet puis chez Valère Lavigne, dans sa maison bâtie sur le 12e lot du 1er rang de Bulstrode, en octobre 1838 où se sont réunis les premiers colons de Saint-Christophe. Ce missionnaire revint durant l'hiver 38-39 puis de nouveau à l'été 1839. Pendant cette mission, il donnait la messe et préparait les jeunes en âge de recevoir leur première communion. C'est également sur la terre de Valère Lavigne que fut aménagé en 1838 le premier cimetière qui avait environ trente pieds carrés (Suzor, 1892 : 49).

Le troisième missionnaire des Bois-Francs est l'abbé Clovis Gagnon. Il arriva à l'automne 1840 et résida à Somerset. La mission est toujours à ce moment réalisée dans la maison de Valère Lavigne où seront d'ailleurs célébrés les deux premiers mariages. Le missionnaire visitait la mission de Saint-Christophe tous les trois mois et ses expéditions n'étaient pas sans difficulté :

> Que de fois hélas! n'a-t-il pas entrepris de voyages de cinq, six, dix lieues pour aller administrer les malades et les mourants. Que de fois, au milieu de ses courses, ne s'est-il pas vu exposé aux plus grands dangers, au froid, à la faim et à toutes sortes de misères. Celui qui l'aurait rencontré dans la forêt son brévière suspendu au cou, un bâton dans une main, une torche allumée dans l'autre, aurait bien reconnu le vrai missionnaire (Suzor, 1892 : 51).

Lors de ses premières missions, l'abbé Gagnon consigna également quelques observations rapportées ici par l'abbé Suzor :

> L'homme de Dieu n'avait encore remarqué [lors d'une mission] aucune croix parmi les habitations, et il eut voulu arborer au milieu d'Elles, cet étendard du salt qui, en les ombrageant, les protégerait. Sa pensée fut comprise et en bien peu de temps réalisée. On se mit de suite à l'ouvrage, et la mission n'était pas encore terminée qu'il avait pris possession de ces lieux autrefois sauvages, par la croix qu'il planta sur la terre d'un nommé Joseph Marchand (…) C'était en 1841, après les récoltes (Suzor, 1892 : 55).

Trois années avaient passé que la maison de Valère Lavigne n'était plus appropriée pour recevoir la mission de Clovis Gagnon et les habitants dont le nombre augmentait sans cesse. Le missionnaire proposa donc de bâtir une chapelle qui servirait les besoins seul de la mission. Une assemblée de 47 contribuables a permis de cibler l'emplacement de la chapelle, soit entre le bras de la rivière Nicolet, sur la terre de Pierre Bernier, située sur le 10e lot du 4e rang d'Arthabaska. Ce dernier fit don d'une parcelle de sa terre pour la chapelle, mais aussi pour le cimetière « qui fut entouré par les habitants ». L'entrepreneur fut Paul Beaudet, père. La chapelle « des bras » fut terminée à l'automne 1843. À ce moment, M. Gagnon s'en vint résider à Saint-Norbert et se rapprochait du même coup de Saint-Christophe.

L'analyse de Denis Saint-Pierre (2013) quant à l'emplacement exact de cette première chapelle et du cimetière qui y était rattaché suggère qu'ils étaient situés sur le site du 540 de la rue Notre-Dame Est et une partie du 524 de la rue Notre-Dame-Est (ancienne résidence de l'aumônier du Collège du Sacré-Cœur). Une transaction réalisée entre Pierre Bernier et Honoré Rochefort en 1866 concerne exactement cet emplacement. Malgré l'exhumation des corps, il semble que des vestiges de ce cimetière étaient encore visibles au sol au début des années 1900 (Centenaire de Victoriaville 1861-1961 : 46 dans Saint-Pierre, 2013 : 71).

Tableau 8.1 – Les missionnaires et premiers curés de Saint-Christophe-d'Arthabaska

Nom	**Année**
Abbé Olivier Larue (missionnaire)	1836-1837
Abbé Denis Marcoux (missionnaire)	1838-1839
Abbé Clovis Gagnon (missionnaire)	1840-1848
Abbé Moïse Duguay (missionnaire)	1848-1849
Abbé Paul De Viller (missionnaire)	1849-1851
Abbé Philippe-Hyppolyte Suzor (1er curé résident)	1851-1878
Abbé Jos.-Napoléon Héroux	1878-1885
Abbé Edmond Buisson	1885-1893
Abbé Edmond Grenier	1893-1896
Abbé François-Xavier Lessard	1896-1900
Abbé Louis-Alfred Côté	1900-1938
Abbé Léon Farley	1938-1940
Abbé Henri Bernier	1940-1955

Jusqu'en 1848, la population avait augmenté à un tel point que le cœur de la colonie se dispersait, les habitants s'éloignant chaque année de la rivière Nicolet en s'établissant de plus en plus du côté du canton de Chester. La population s'était à ce point étalée que l'emplacement de la chapelle ne convenait plus à un grand nombre de pratiquants. À la

même époque, Clovis Gagnon fut convoqué à la cure de la paroisse des Éboulements et dut ainsi quitter les Bois-Francs.

L'abbé Moise Duguay succéda à Gagnon en s'installant à Saint-Norbert et continua la desserte de Saint-Christophe « à peu près tous les mois », à compter de 1848. Sur l'avis du missionnaire, une nouvelle chapelle, plus grande, de même qu'une sacristie et un presbytère était des plus attendues dans la communauté grandissante. Le prêtre dressa ainsi une requête à Mgr l'évêque de Québec la permission de bâtir. Antoine Racine alors curé de Stanfold [Princeville] à qui revenait la charge de vérifier les allégations de Moise Duguay, choisit un nouvel emplacement à la chapelle, soit au 4e lot du 3e rang d'Arthabaska, sur le chemin provincial (« chemin d'Arthabaska »), sur une parcelle de terre occupée par Olivier Héroux. Ce choix ne fut pas sans mécontentements puisque plusieurs anciens de la communauté s'éloignaient de près de 70 arpents de leur lieu de culte. Le presbytère construit de bois sur un solage en pierre sera bâti à quelque 60 pieds au nord-est de la chapelle. Les travaux de construction du presbytère furent terminés au début du mois de septembre 1849 et ce lieu fit aussi office de chapelle en attendant la construction tant attendue du lieu de culte. Moisie Duguay desservira les besoins religieux à titre de missionnaire en s'établissant chez Élizée Martel puis Antoine Baril. Il y demeura jusqu'à la fin de l'année, démissionna, puis déménagea à Bécancour.

La desserte de Saint-Christophe fut par la suite confiée à M. Paul de Villers, en décembre 1849. Attitré à la cure de Saint-Norbert, Paul de Villers poursuivit néanmoins sa mission avec dévouement en veillant aux intérêts tant spirituel que matériel de la mission de Saint-Christophe.

À la fin de l'hiver 1851, n'ayant plus de missionnaires résidents, les habitants se réunirent et décidèrent d'aller de l'avant dans la construction d'une véritable chapelle laquelle saurait attirer, selon eux, les services d'un prêtre résident. Cette chapelle a été fabriquée avec le bois de la chapelle « des bras » sur un solage de cèdre avec une emprise de 75 pieds de longueur sur 40 pieds de largeur (Suzor, 1892 : 74-76). Dans une bouteille retirée du solage de cette chapelle lors de sa démolition en 1876, était écrit : « Par les soins de Messire Paul de Villers résidant dans la paroisse Saint-Norbert et desservant Saint-Christophe et Warwick » (écrit daté du 18 septembre 1854) [Pelchat, 2002].

La chapelle construite en 1851 a été convertie en salle de théâtre après sa fermeture, puis elle fut démolie en 1876. Quant au presbytère qui avait fait office de chapelle pendant un temps, il fut vendu et déménagé de son lieu d'origine en 1890, soit la cour de l'actuelle église Saint-Christophe, pour pendre place en face du presbytère actuel, devenant la propriété des sacristains qui se sont succédé (Pelchat, 2002).

Dès 1849, lorsque l'abbé Moise Duguay procéda à l'achat du terrain pour la construction de la nouvelle chapelle, nombre de nouveaux arrivants deviennent propriétaires des terrains situés de part et d'autre du chemin d'Arthabaska, à partir du site de la future chapelle en se dirigeant vers l'est. « La chapelle et le "chemin d'Arthabaska", au pied de la montagne, deviennent le cœur du noyau urbain de la municipalité de Saint-Christophe-d'Arthabaska (…) C'est irrémédiablement la victoire de la montagne sur ce qui devait être la localité appelée "Entre les deux bras" », souligne Saint-Pierre (2013 : 134).

Au début de l'année 1869, les paroissiens de Saint-Christophe font une requête à Mgr Cook, évêque de Trois-Rivières pour la construction d'une église. Le décret est émis par Mgr Cook dès janvier 1869, mais les travaux ne débuteront pas avant 1872. Le contrat est alors octroyé à Joseph-Ferdinand Peachy, architecte de Québec, et à Marcotte et fils, entrepreneur de Cap santé. Les travaux de construction ne se font pas sans heurts, puisqu'en cours de mandat les travaux sont arrêtés faute de fonds. La nouvelle église sera ainsi bénie en juillet 1875. Plus tard en 1882 sera installé dans l'église un orgue *Mitchell*, le premier orgue des Bois-Francs. Roméo Poisson en fut le premier organiste. Cet orgue fut remplacé en 1940 par un orgue de la maison Casavant (devis #322), lequel fut inauguré par l'organiste Arthur Charlebois.

Dès 1887, le décor de l'église a été conjointement réalisé par l'artiste-peintre Joseph-Thomas Rousseau alors âgé de 21 ans et Augustin Leblanc, fils, pour la décoration sculpturale. En même temps qu'étaient organisés ces travaux de décoration, la construction du presbytère débuta (1887). Les plans du presbytère auraient été définis par les architectes Perreault et Mesnard de Montréal puis réalisés Joseph-Thomas Rousseau, Augustin Leblanc. Et pourtant, certains affirment que c'est Louis Caron qui aurait été l'entrepreneur pour la construction du presbytère de Saint-Christophe, mais jamais n'a été mentionné son nom dans le résumé des dépenses associées au presbytère (Pelchat, 2002).

Histoire municipale

Dans le canton d'Arthabaska, l'appropriation du territoire débute le samedi 20 mars 1802 lorsque l'arpenteur Joseph Kilborn, arpenteur provincial, « se rend à la ligne de division des cantons de Chester et d'Arthabaska pour entreprendre l'arpentage des limites du canton d'Arthabaska et de 77 lots localisés à l'intérieur de ce nouveau canton » (Saint-Pierre, 2013 : 35). Charles Beauchesne et Louis Garneau étaient des squatters et se sont installés sur une terre de la Couronne (lot 5 du 3e rang d'Arthabaska) dont Louis Garneau obtiendra les lettres patentes le 10 juin 1845 (Saint-Pierre, 2013 : 44). D'autres squatters se sont plutôt établis sur les terres situées en rive droite de la rivière Nicolet (des terres qui feront partie d'Arthabaska) et à la propriété de John Gregory et ses associés, dont

Joseph Rivard-Lavigne, Pierre Bourbeau-Beauchesne, Charles-Édouard Gosselin et Jean-Baptiste Ouellet. Joseph (Michon) Rivard-Lavigne occupait également le lot 4 dans le rang 3 sur une terre également concédée à John Grégory et ses associés (Saint-Pierre, 2013 : 46).

Le premier lieu de rencontres des squatters du canton d'Arthabaska a été chez Valère Lavigne dont la propriété était située dans les pointes de la rivière Bulstrode (actuellement réservoir Beaudet). En fait, tel que mentionné plus haut, c'est chez Valère Lavigne, entre 1838 et 1843 que les premiers colons de la mission de Saint-Christophe se réunissent pour entendre la messe.

En 1844-1845, les premières démarches d'acquisition des terres squattées sont entamées. Un noyau de propriétaire prenait forme au pied de la montagne, dans la partie sud-est des 3e et 4e rangs du township d'Arthabaska. « Alors que tout le territoire est occupé par des squatters, quatorze d'entre eux acquièrent [par cession] de George Gregory, la terre de 50 ou 100 acres qu'ils défrichent et cultivent. En même temps, un squatter, Louis Garneau, acquiert de la Couronne, les 200 acres de terre qu'il occupe avec Charles Beauchesne (Saint-Pierre, 2013 : 50-51). » Il semble également que Charles Beauchesne avait commencé à cultiver une parcelle de terre appartenant à George Gregory (lot 6 du 3e rang) et s'en porte acquéreur en mars 1844. Les autres lots des 3e et 4e rangs demeurent à cette époque à la propriété de George Gregory ou constituent des réserves pour le clergé protestant et la Couronne.

En 1840, deux ordonnances, adoptées par le gouverneur général Charles Baron Sydenham et le Conseil spécial, créent les corporations municipales du Bas-Canada qui permettent de mettre en place un système municipal garant d'un bon gouvernement, de l'exécution des lois et des intérêts locaux. L'article 18 de l'Ordonnance stipule que tous les townships réputés comme tels dans cette province et ayant une population excédant trois cents âmes sont par les présentes constitués corporation municipale. C'est en vertu de cette Ordonnance datant de 1840 que le territoire du township d'Arthabaska forme la « Corporation municipale du township d'Arthabaska » (Saint-Pierre, 2013 : 58).

Jusqu'en 1840, les occupations coloniales ne formaient pas d'agglomération centrale où il était possible pour la population de se regrouper à l'occasion de différentes activités religieuses ou autres. Néanmoins, plusieurs familles se sont établies entre les deux bras de rivière et alors une localité prendra forme autour de la chapelle. Celle-ci portera le nom de « Entre les deux Bras » jusqu'en 1845 où sera proclamée la municipalité d'Arthabaska. La municipalité de la paroisse de Saint-Christophe d'Arthabaska sera ensuite érigée le 24 novembre 1846 en vertu de l'Acte 8 Vict. Chap. 40. (en même temps que Saint-Norbert d'Arthabaska).Voici comment se définissait le territoire à cette époque.

> Le territoire d'origine est bordé au sud-ouest par les cantons de Warwick et de ***Tingwick***; au sud-est par la ligne qui divise les 20e et 21e lots dans chaque rang du canton de Chester, à partir du canton de Tingwick à aller à la ligne qui divise le 5e rang du 6e rang du canton de Chester; au nord-est partie par la ligne de division entre les 5e et 6e rangs du canton de Chester et partie par la ligne qui divise les mêmes rangs dans le canton d'Arthabaska; au nord-ouest par les cantons de Stanfold et de Bulstrode (Comité du 150e, 2001).

À ce moment Saint-Christophe couvre un plus large territoire, comprenant les municipalités de Victoriaville, Arthabaska, Sainte-Victoire et Saint-Christophe. Les rangs 6 à 17 font alors partie de Saint-Norbert-d'Arthabaska. La municipalité de paroisse a été créée par Ordonnance telle que décrite plus haut et les officiers ont été désignés par le gouverneur laissant alors peu de pouvoir de décision aux paroissiens.

Ainsi, entre 1840 et 1858, sur le plan municipal, les rangs 1 à 5 d'Arthabaska ont été connus sous trois noms différents, soit Municipalité du township d'Arthabaska (1840), Municipalité d'Arthabaska (1845) et Municipalité de Saint-Christophe-d'Arthabaska (1846).

Très tôt, la municipalité du village d'Arthabaskaville s'est détachée de Saint-Christophe et a été érigée en vertu de l'Acte 22 Vict. Chap. 108 le 16 août 1859. Le 20 mars 1853 a eu lieu l'érection civile à la suite de l'adoption d'une nouvelle loi municipale au Parlement de Québec. En 1855, l'Acte des municipalités et des chemins du Bas-Canada vient décentraliser et augmenter le pourvoir des municipalités. Le premier conseil municipal est alors créé le 4 avril 1855. Adolphus Stein devient alors le premier maire de Saint-Christophe.

En 1854, un Acte a été signé afin d'établit un Bureau d'enregistrement dans le comté d'Arthabaska. Jusque-là les notaires du comté d'Arthabaska devaient se rendre dans le comté de Drummond pour enregistrer un acte. Avec l'établissement d'un Bureau d'enregistrement à Saint-Christophe-d'Arthabaska, les notaires pouvaient enregistrer les actes plus directement (Saint-Pierre, 2013 : 178).

En 1858, le village d'Arthabaskaville se détache et M. Adolphus Stein devient le premier maire d'Arthabaskaville alors que Nathanel Brown (quelques mois seulement) et Louis Foisy deviendront les prochains maires de Saint-Christophe. Le village était à cette époque est encerclé complètement par la paroisse. Cette dernière comprend encore la population qui demeurait aux pointes Beaudet.

Jusqu'à maintenant, l'histoire municipale du premier pôle d'occupation du grand territoire de Saint-Christophe est celle du « chemin d'Arthabaska » (rues Laurier Ouest et Laurier Est) et le long du « chemin du roi » (Boulevard des Bois-Francs Sud). Ce noyau

de peuplement est devenu Arthabaskaville en 1858 et le reste du territoire était occupé par des terres cultivées ou à défricher et des maisons de campagne. La mise en service du chemin de fer et de la gare à la fin de 1854 aura favorisé le développement résidentiel et commercial autour de la gare. L'arrivée massive d'artisans et de commerçant amènera la formation d'un second noyau de peuplement au nord-ouest du territoire de la municipalité de Saint-Christophe, future municipalité de Victoriaville (1861). Parallèlement, deux nouveaux propriétaires s'installent au pied de la montagne, soit François-d'Assise Mailhot, marchand de bois, et Adolphus Sein, commerçant.

En vertu de l'Acte pour amender les actes de judicature du Bas-Canada, sanctionné le 10 juin 1857, le district d'Arthabaska a été créé avec la municipalité de Saint-Christophe-d'Arthabaska comme chef-lieu (Saint-Pierre, 2013 : 196). En vertu de cet Acte, « une cour de justice et une prison seront immédiatement érigées, en la manière prescrite ci-après, dans chacun des nouveaux districts mentionnés dans ladite cédule ». Ainsi, une cour de justice et une prison étaient appelées à être construites dans la municipalité de Saint-Christophe, au pied de la montagne, mais des citoyens souhaitaient que le chef-lieu soit déplacé. Diverses propositions ont été faites par voie de pétitions : village de Princeville, village de Plessisville, environs de la station d'Arthabaska. La requête de Louis Foisy ne demandait donc pas que le chef-lieu soit déménagé dans une autre municipalité, mais plutôt, dans un autre secteur de développement de Saint-Christophe, soit autour de la gare du chemin de fer. Malgré les multiples efforts de Louis Foisy, le chef-lieu du district d'Arthabaska demeurera au pied de la montagne, dans la nouvelle corporation de village d'Arthabaskaville. Ces efforts se tourneront dès 1860 vers l'incorporation d'un nouveau village dans la partie nord-ouest de la municipalité de Saint-Christophe avec comme centre économique la gare du chemin de fer. Louis Foisy devra s'atteler de patience puisqu'il n'obtiendra pas une majorité de voix en faveur de la nouvelle incorporation. Son rêve se concrétisera cependant en 1861 lorsqu'une partie du territoire de la municipalité de Saint-Christophe est détachée pour former le village de Victoriaville. Avec Arthabaskaville, lieu de la culture, et Victoriaville, carrefour commercial et industriel, cet ancien territoire christophien s'urbanisera rapidement :

> Les origines du village de Victoriaville sont complètement différentes des origines du village d'Arthbaskaville : alors qu'à l'origine le développement du village de Victoriaville est essentiellement basé sur les activités commerciales et industrielles reliées à la présence du chemin de fer et de sa gare, le développement du village d'Arthabaskaville est plutôt essentiellement basé sur les activités religieuses, judiciaires, institutionnelles, politiques et artistiques. On peut difficilement avoir deux municipalités voisines avec des origines si différentes, mais qui, avec les années, deviendront de plus en plus complémentaires (Saint-Pierre, 2013 : 250).

Saint-Christophe-d'Arthabaska, amputée à quelques reprises de son territoire d'origine, accueillera, avant la fin du XIXe siècle, un nombre important de familles distribuées dans les terres forestières et rurales du mont Arthabaska. Ces familles devaient néanmoins

conserver un lien étroit avec Arthabaska et Victoriaville pour la vente des produits forestiers et/ou agricoles, l'achat de certains biens et la participation à la vie sociale et urbaine.

L'histoire scolaire

Les premiers colons de Saint-Christophe bénéficieront de l'établissement d'une première école identifiée comme « arrondissement scolaire » à un emplacement connu sous le numéro 508 du cadastre officiel de la Paroisse de Sainte-Victoire, actuellement situé sur le site du 969 de la rue Notre-Dame Est. Cet emplacement correspondrait, à l'analyse des écrits de l'abbé Suzor de même que de l'abbé Charles-Édouard Mailhot, à l'ancienne terre de Joseph Marchand où a été plantée la première croix par le missionnaire dans le rang des Bras.

C'est au moment où arrive le chemin de fer du Grand-Tronc (1854) que sont nommés les premiers commissaires qui formeront les premiers arrondissements scolaires de Saint-Christophe.

La première école d'Arthabaskaville verra le jour à compter de 1854 lorsque Adolphus Stein, maire d'Arthabaskaville, James Goodhue et Louis Garneau, commissaires d'école légalement élus pour la paroisse de Saint-Christophe, acquiert un terrain doté d'une maison ayant appartenu au docteur Édouard-Modeste Poisson (51, rue Laurier Ouest). Au départ, les commissaires devaient faire démolir la maison, mais il semble qu'elle fut simplement réaménagée pour y accueillir des élèves; la maison actuelle a les mêmes dimensions que celles mentionnées au contrat de démolition de 1854 (Comité du 150e, 2001).

Une école de rang était construite en 1903 sur un chemin qui deviendra l'avenue Pie-X, dans l'arrondissement 7 de la municipalité scolaire de Saint-Christophe-d'Arthabaska. Cette école a été en service jusqu'en 1960. Dans les années 1970, elle aurait été légèrement déplacée de son site d'origine pour laisser cours à l'élargissement de l'avenue Pie-X. Par la suite, il semble qu'elle ait été quelque peu abandonnée et devint un hangar. En 1981, l'*Association québécoise des amateurs d'antiquités* (devenue par la suite l'*Association québécoise des amis du patrimoine*) en devient le propriétaire et entreprit sa restauration afin d'en faire un lieu touristique sous le nom de *La Maison d'école du rang Cinq-Chicots* (Municipalité de Saint-Christophe-d'Arthabaska, 2014).

Outre cette école, le territoire actuel de Saint-Christophe compta une maison d'école implantée dans chacun de ses rangs. Il est possible d'observer leur distribution sur les cartes topographiques anciennes.

Histoire économique et industrielle

Légalement établie en 1846, à l'est de Victoriaville et à l'ouest de Chesterville, la colonie de Saint-Christophe-d'Arthabaska prospéra d'abord grâce à deux industries principales : la production du sucre d'érable et le salt ou salin, produit tiré des cendres de l'orme, de l'érable et du merisier qui contribuait à former de la potasse, éléments clés de l'économie christophienne. Saint-Christophe, constitue un très ancien centre de production de la perlasse, particulièrement recherchée pour la fabrication du savon. L'abbé Suzor raconte en effet que, en 1839, Jean Labonté vint établir dans les pointes de la rivière Nicolet un petit magasin et une perlasserie

Quelques mois plus tard, Valère Lavigne construisit près de cet emplacement un moulin à farine dont Eustache Baril fit rapidement l'acquisition. Les habitants d'Arthabaska et des environs vinrent porter leur grain à ce moulin, au cours de huit années consécutives. Jean Labonté ne serait resté à la direction de son magasin que très peu de temps avant de le céder à James Goodhue qui sut faire sa renommée dans ce type de commerce (Suzor, 1892 : 56).

La partie du lot 4 du 3e rang d'Arthabaska acquise par Eustache Baril et Antoine Baril en 1848 couvre une partie de la rivière Nicolet. La plus vaste étendue occupe le côté sud-est de la rivière et comprend actuellement les propriétés situées du 64 au 94 et du 95 au 105 de la rue Laurier Ouest, les propriétés situées du 10 au 16 et du 7 au 15 rue Pellerin ainsi que le côté sud-ouest de la rivière Nicolet (Saint-Pierre, 2013 : 109).

Dès 1849, la forge Pierre Beauchesne s'ajoute au complexe de moulin Baril. Cette forge a été construite sur un terrain situé à l'intersection du « Chemin d'Arthabaska » (aujourd'hui, rue Laurier Ouest) et de la ligne de division des 3e et 4e rangs. Il s'agira du premier commerce du futur village d'Arthabaskaville.

En 1853, un barrage « de moulin » est construit par Antoine Baril sur la terre qu'il occupe qui se trouve maintenant en amont du chemin de fer. Ce barrage devait servir à répondre à ses besoins en énergie et pour recevoir le bois flotté transporté par la rivière.

Le 29 mars 1856, les frères Eustache et Antoine Baril s'associent avec Nicolas Lacroix pour construire et exploiter un moulin à farine et un moulin à scie sur les rives de la rivière Nicolet. Chacun possède 1/3 des parts de la société (Saint-Pierre, 2013 : 109). À

compter de 1859, divers membres de la société à succèderont à Nicolas Lacroix : John Macdougall, James Clarke et Firmin Bergeron).

En 1870, les moulins à scie et à farine seront accompagnés d'une fabrique de barils qui sera transformée en fabrique de couchettes et de boutique de meubles. Selon les informations recueillies par Paul-Émile Pellerin en 1999, le moulin à farine s'est écroulé vers 1945 alors que le moulin à scie aurait brulé en 1970. Quant à la boutique de fenêtres, portes et de meubles scolaires a été déménagée de l'autre côté de la rue pour devenir plus tard le local des scouts (10, rue Pellerin).

Il faut mentionner que la présence du moulin Baril au pied de la montagne, contrastant avec l'occupation coloniale initiale entre les deux Bras, crée une nouvelle dynamique au sein de la municipalité et modifiera alors l'orientation du développement de la colonie qui prend ainsi forme au pied de la montagne, de chaque côté du chemin d'Arthabaska, dans la partie sud-est des 3e et 4e rangs du township d'Arthabaska.

En 1857, Archibald Campbell achète le moulin d'Antoine Baril et de François d'Assise Mailhot et ouvre le marché du moulin à scie vers l'Angleterre. Ce moulin deviendra un moteur économique majeur et un des principaux employeurs de la municipalité de Saint-Christophe. En lien avec cette exploitation, des droits de coupe sont acquis à travers les forêts des cantons d'Arthabaska, de Ham et de Wolfestown pour fournir le moulin. L'opération industrielle amorcée par Archibald Campbell se répercutera au sein d'autres colonies tout au long de la deuxième tranche du XIXe siècle.

Enfin, avec l'augmentation démographique du territoire et son urbanisation, un premier médecin, Édouard-Modeste Poisson, père du poète d'Arthabaska, Adolphe Poisson (1851-1922) s'installe au pied de la montagne (51, rue Laurier ouest) dans une maison ayant appartenu à Paul Rivard et François Buteau. La présence d'un médecin dans la communauté rurale de Sainte-Christophe-d'Arthabaska a certainement assuré la viabilité du mode de vie des habitants.

4.8.4 Routes et chemins anciens

Les premiers chemins de la colonie

L'absence de chemins carrossables n'a pas favorisé les déplacements sur le territoire du canton d'Arthabaska (figure 8.2). Mis à part deux chemins reliant les deux bras de rivières (secteur Victoriaville), aucun chemin ne permettait de se déplacer vers les autres localités du territoire des Bois-Francs. Pour cette raison, dès l'automne 1844, quatre

requêtes ont au Gouverneur général proposant l'ouverture d'un chemin provincial. La requête concernait la construction d'un chemin principal reliant les townships d'Arthabaska, Warwick et Chester, ce qui permettait d'ouvrir le township à la colonisation du fleuve en reliant Saint-Christophe au chemin de Gosford, cette véritable « autoroute coloniale » qui permettait de transiter de Québec vers le marché de Melbourne (comté de Mégantic) dans les Cantons de l'Est (Saint-Pierre, 2013 : 90). Parmi les requêtes, trois d'entre elles ont été présentées par des missionnaires des Bois-Francs. Ces derniers voyageaient abondamment dans ce pays pour réaliser leur apostolat et l'absence de chemin de déplacement adéquat mettait en danger leur santé et leur survie. L'abbé Charles-Édouard Bélanger alors missionnaires des townships de Somerset et de Stanfold périt « couvert de sueur, trempé par la pluie et la neige, épuisé de fatigue » dans la *savane* de Stanfold, ce vaste marais boueux infranchissable durant la saison chaude (abbé Charles Trudel dans Saint-Pierre, 2013 : 91).

C'est ainsi que, sous la supervision de Sir Dominik Daly, député du comté de Mégantic et secrétaire provincial du Haut et du Bas-Canada, le chemin d'Arthabaska et le chemin de Gentilly (aussi appelé la « branche Gentilly du chemin d'Arthabaska) furent terminés en 1848 (figure 8.3). Le chemin d'Arthabaska traverse Saint-Christophe en provenance de Warwick, et de Kingsey. Quant au chemin de Gentilly, il débute au chemin d'Arthabaska à Saint-Norbert, près de l'église et traverse la légendaire savane par les cantons de Stanfold et de Blandford. Le chemin Saint-Philippe, terminé en 1849, traversait le territoire dans un axe nord-sud depuis le chemin Craig. Enfin, le chemin du 10e rang longeait la rivière Bulstrode vers la même période en provenance de Saint-Paul-de-Chester (Chesterville) entre la route Craig et le chemin d'Arthabaska (rue Laurier). L'impact de la construction de ces chemins s'est fait rapidement sentir dans la colonie. Il devenait plus facile pour les familles originaires du fleuve de se déplacer vers les cantons reculés d'Arthabaska. La savane de Stanfold ne constituait plus un obstacle. Des squatters s'empressaient de s'établir dans les 3e et 4e rangs d'Arthabaska et les transactions immobilières se multipliaient.



Figure 8.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117). Saint-Christophe n'est pas encore occupé.

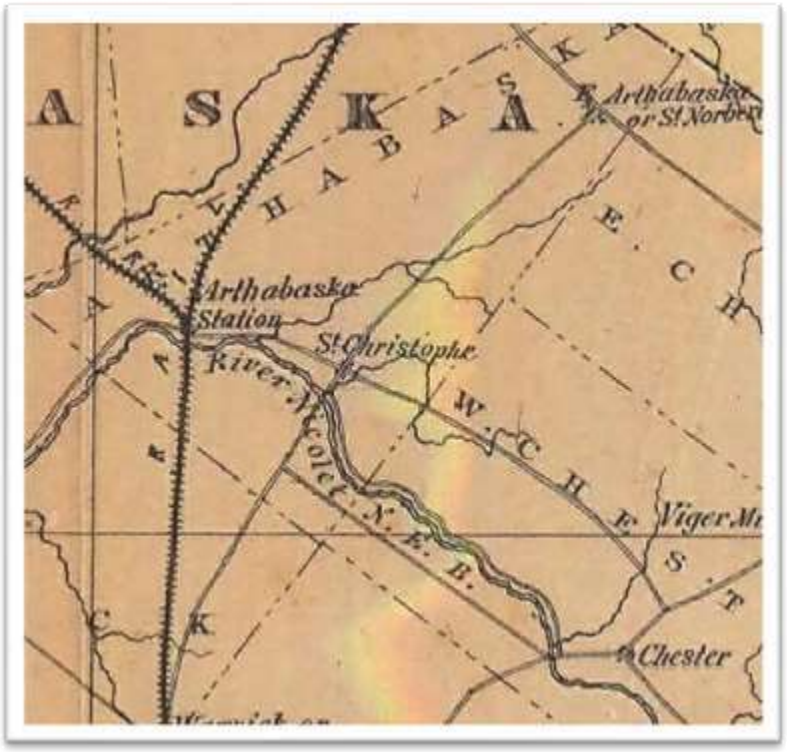

Figure 8.3 – Extrait d'une carte des Cantons de l'Est, 1867 (BAnQ : 107580).



Figure 8.4 – Plan cadastral du comté d'Arthabaska, 1920 (BAnQ-2684630).

L'année 1849 marque d'ailleurs le début des lotissements le long du chemin d'Arthabaska. Traditionnellement, les colons occupaient le territoire en défrichant des terres de 50, 100 ou 200 acres. Lorsque Reine Lavigne divisa sa propriété en lots pour la revente, un noyau de bâtiments se mit à éclore. Elle céda d'abord de longs emplacements à François Marchand et à François Beauchesne (Saint-Pierre, 2013 : 138) sur un espace qui deviendra plus tard Arthabaskaville.

Avec l'arrivée du chemin de fer du Grand Tronc Richmond-Lévis en 1845 (la gare porta le nom d'Arthabaska-Station) et les chemins de pénétration, la région sortit de son isolement et connut même un développement culturel et économique majeur. Quelques tronçons routiers aménagés par la suite permettaient de relier des points névralgiques de la municipalité et d'étendre l'occupation du milieu dans les montagnes (figures 8.4 et 8.5). Ces chemins sont identifiés au tableau 8.2.

Les noyaux de peuplement

Il faut se rendre à l'évidence qu'avec le développement d'Arthabaska et de Victoriaville, et le détachement des portions plus urbanisées de la rue Laurier (chemin d'Arthabaska), le territoire de Saint-Christophe a connu un développement forestier et agricole plutôt que

résidentiel et commercial. Même le site du moulin Baril et le site institutionnel ont été annexés à Arthabaska. La population est restée particulièrement éparpillée le long des routes essentiellement rurales, comme le témoigne la carte topographique de l'année 1935 (figure 8.5). Chaque rang comprenait néanmoins une maison d'école attestant la présence de familles aux nombreux enfants.

Tableau 8.2 – Les chemins anciens de Saint-Christophe-d'Arthabaska

Chemin d'Arthabaska (rue Laurier)	Boulevard des Bois-Francs Sud (route du 8e au 7e rang
Chemin du 8e rang/rang Desharnais	Route du 6e au 7e rang
Chemin du 10e rang Sud (rang de la Rivière)	Avenue Pie-X (chemin du 10e rang Nord)
Chemin du 7e rang/boulevard Jutras Est	Rang Dumas
Chemin du 9e rang	Rang Chicago/chemin du 11e rang
Rang du Petit-9	Rue du Muguet (route du 10e au 11e rang et traversant la rivière Nicolet)

4.8.5 Patrimoine bâti

Saint-Christophe-d'Arthabaska occupe l'espace du mont Saint-Michel (mont Arthabaska) où a été implantée, au pied de la montagne, la route provinciale qui favorisa la colonisation du territoire. À cet emplacement s'est développé un ensemble de bâtiments d'intérêt patrimonial, architectural et historique.

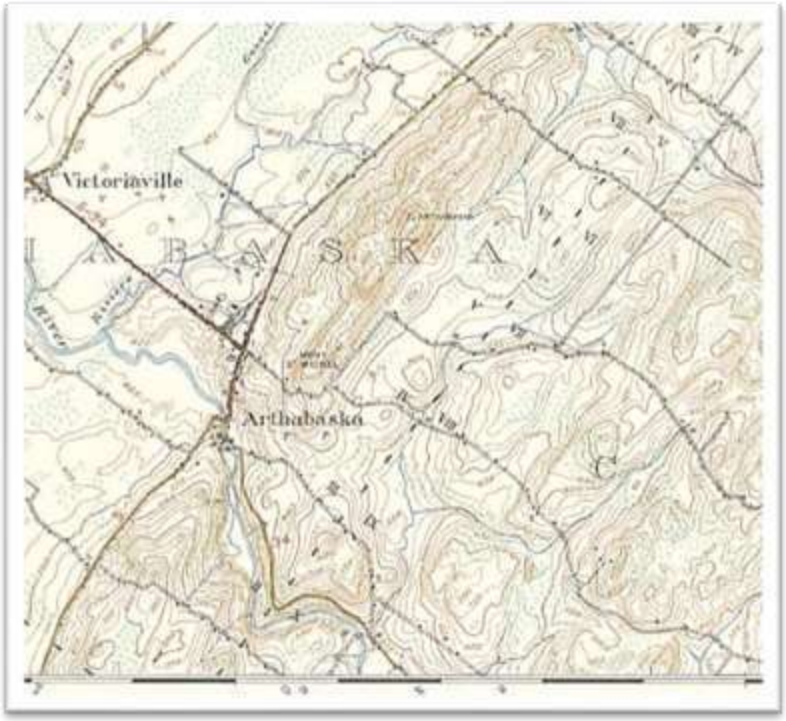

Figure 8.5 – Extrait de la carte topographique 21L/04, 1935 (BAnQ : 2669964).

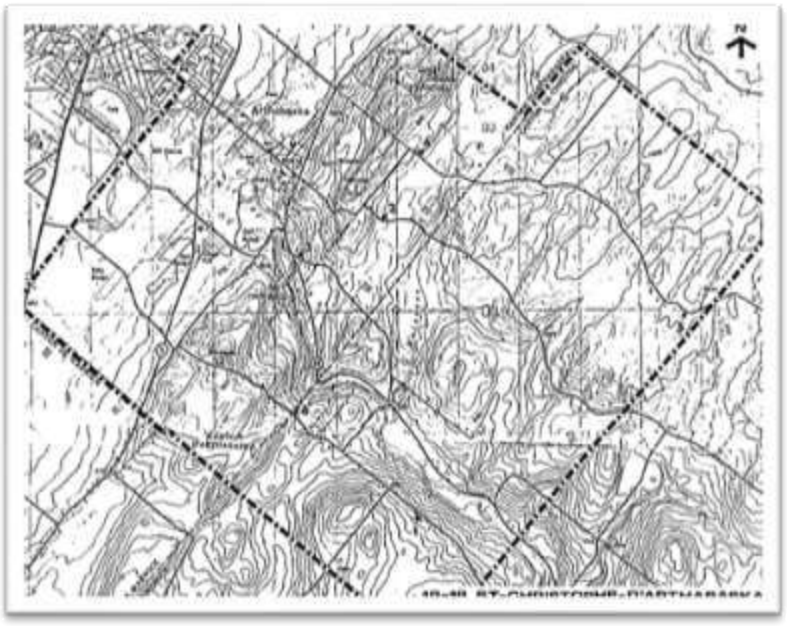

Figure 8.6 – Le territoire rural de Saint-Christophe et les bâtiments patrimoniaux identifiés par la Société La Haye et Ouellet, 1982

Parmi les éléments patrimoniaux ayant un statut légal (tableau 8.3) se trouve la maison d'école du rang Cinq-Chicots citée par Jacques Dorion dans son ouvrage *Les écoles de rang au Québec* (1979). Ce bâtiment est inscrit au Registre du patrimoine culturel du Québec (MCC, 2013). À ce jour, aucun autre lieu ni bâtiment n'est classé, désigné, cité ou répertorié par les différentes instances gouvernementale ou municipale. Le CÉLAT (1980) répertorie cependant une croix de chemin (Croix Clément Verville).

Tableau 8.3 – Les éléments patrimoniaux de Saint-Norbert inventoriés par le MCC, 2013

Dénomination	**Numéro civique**	**Type de rue**	**Nom de la rue**	**Date d'origine**	**Statut**	**Fonction d'origine**
Maison d'école du rang Cinq-Chicots	416	avenue	Pie-X	1903	Cité	École de rang numéro 7

À l'exception de la maison d'école restaurée, il n'a pas été possible d'identifier spécifiquement des bâtiments patrimoniaux encore debout sur le territoire de la municipalité de Saint-Christophe-d'Arthabaska. Quelques bâtiments ont cependant été répertoriés lors de l'étude réalisée par la Société La Haye et Ouellet en 1982 (figure 8.6). Une fois l'état des bâtiments et les numéros civiques identifiés, ces données pourront constituer le point de départ d'une cartographie exhaustive du patrimoine bâti. Parmi les bâtiments qui ont résisté au temps, l'occupation, la rénovation et/ou la mise en valeur par les propriétaires ont sans nul doute favorisé leur bonne conservation. Dans l'état actuel des connaissances, aucune étude ne permet d'établir le nombre de bâtiments patrimoniaux, leur état et leur caractéristique.

4.8.6 Conclusion

Synthèse de l'histoire coloniale

Les limites territoriales de Saint-Christophe ont changé à trois reprises au XIXe siècle. Le territoire a d'abord perdu des lots en faveur de l'incorporation du village d'Arthabaskaville (1858), et trois années plus tard, à la faveur de l'incorporation de Victoriaville (en 1861). Plus tard, une partie du territoire d'Arthabaska lui fut annexée (1888).

De 1839 à 1845, le grand territoire de Saint-Christophe a accueilli la mission de Saint-Christophe, implanté sur la rivière Bulstrode (Pointes Beaudet). Le premier colon, François Marchand, arrive en 1833 et s'installe aux pointes Beaudet, c'est-à-dire sur le site qui deviendra plus tard Victoriaville. En 1835, Charles Beauchesne s'établit à quelque 5 kilomètres plus au sud, sur le territoire de ce qui allait devenir Arthabaska.

Le territoire qui devra la municipalité de Saint-Christophe actuelle était occupé par des familles qui exploitaient la terre de manière traditionnelle. Plusieurs maisons devaient être des maisons de ferme. Les habitants de Saint-Christophe ont dû développer un lien économique important avec Arthabaska et Victoriaville, la proximité étant un premier facteur, mais aussi l'absence de commerces, d'industries et de lieux de culte sur le territoire même de Saint-Christophe.

Recommandations

Nous avons abordé l'étude de l'habitat rural ancien de Saint-Christophe-d'Arthabaska en identifiant les différentes phases du peuplement, en identifiant les aspects matériels de la culture qui pourraient subsister du développement initial de cette municipalité et enfin, en documentant le développement des principaux réseaux de communication. Chacun des aspects abordés dans ce chapitre a ainsi contribué à expliquer divers phénomènes reliés à l'histoire sociale, économique, culturelle et religieuse de ce territoire, dont la présence de certains bâtiments que l'occupation ininterrompue a permis de conserver. Il ne s'agit toutefois pas d'une étude approfondie et beaucoup reste à faire pour documenter, analyser et mieux comprendre les différentes facettes de l'héritage bâti.

L'inventaire préparé dans ce chapitre est à l'état préliminaire. Il constitue un outil de référence pour faciliter l'identification plus formelle du patrimoine à la grandeur de la municipalité. La création d'un inventaire exhaustif grâce à l'étude des cartes, des titres de propriété et de l'analyse architecturale au terrain permettra de mener plus loin les efforts

de préservation et de mise en valeur du patrimoine christophien. Nous proposons ici diverses avenues pouvant mener à une meilleure compréhension du patrimoine bâti :

1) **Choisir des thèmes d'interprétation en fonction de l'impact que les phénomènes sociaux, économiques et culturels ont eu sur la vie des habitants du territoire.** En fait, certains thèmes ont marqué l'ensemble de la MRC alors que d'autres sont plus spécifiques à la municipalité. Ainsi, le territoire initial de Saint-Christophe-d'Arthabaska a beaucoup changé durant la période historique. Il comprenait les territoires de Victoriaville et d'Arthabaska où s'est développés deux noyaux villageois importants tant au niveau économique que culturel. Le territoire rural qu'est devenu Saint-Christophe se caractérise par les nombreuses maisons de ferme établies le long des rangs.

2) **Pousser plus avant la recherche documentaire en fonction des choix thématiques.** Le processus de mise en valeur des thèmes patrimoniaux choisis devra tenir compte du potentiel qu'ils présentent en regard des richesses archéologiques et documentaires qu'ils recèlent. Pour un thème donné, par exemple l'exploitation forestière en milieu appalachien, il sera important de connaître en profondeur l'ensemble du phénomène et les différentes phases de son développement, ce qui permettra d'identifier les installations ou les sites les plus représentatifs et les plus susceptibles d'offrir des avenues de mise en valeur ainsi que des facilités de recherche, d'accessibilité, d'aménagement, etc. Parmi les études à réaliser, nous recommandons :

   - Des études reliées au patrimoine bâti et au paysage culturel de la municipalité de Saint-Christophe-d'Arthabaska :
     - Documenter les moulins, les installations agricoles, les zones de culture et d'élevage, les commerces et les petites industries qui ont marqué l'économie de façon à faire ressortir les variantes locales;
     - Documenter, à l'aide de la réalisation d'une chaîne de titre, les diverses propriétés privées répertoriées au macro-inventaire patrimonial;
     - Identifier et analyser les caractéristiques physiques des bâtiments patrimoniaux et équipements associés;
     - Établir des critères menant à la sélection d'immeubles et de sites patrimoniaux voués à être reconnus au niveau fédéral, provincial et/ou municipal;
     - Identifier le potentiel archéologique des établissements les plus caractéristiques en vue de leur protection et d'une éventuelle mise en valeur.

- Des études reliées au réseau de transport de la municipalité de Saint-Christophe-d'Arthabaska :
  - Identifier les principales caractéristiques physiques des routes et des ponts à l'aide de relevés appropriés

- Des études reliées aux personnages ayant marqué la municipalité de Saint-Christophe-d'Arthabaska :
  - Retracer la vie des personnages qui ont marqué l'histoire du développement de Saint-Christophe-d'Arthabaska.

3) **Poursuivre le macro-inventaire du bâti ancien et le mettre à jour**.

4) À la lumière de la présente recherche historique, nous recommandons également la mise sur pied d'un certain nombre d'autres **mesures visant à mieux protéger et à mettre en valeur le patrimoine bâti de la municipalité de Saint-Christophe-d'Arthabaska**. Ces mesures représentent des pistes de réflexion qui pourront alimenter les débats pour la réalisation d'autres volets d'étude et de mise en valeur prévus à la suite de ce premier volet. Les recommandations présentées devront être développées dans un prochain rapport.

   - Cartographier les éléments du bâti et autres traces culturelles
   - Traduire la présente recherche en un document accessible au citoyen
   - Créer une banque de photographies anciennes
   - Revoir et créer des circuits patrimoniaux
   - Diffuser l'information sur le patrimoine
   - Accompagner et outiller le citoyen
   - Inciter les propriétaires à mettre en valeur leur bâtiment patrimonial
   - Conserver et mettre en valeur les immeubles publics
   - Se doter d'outils d'urbanisme efficaces

Bibliographie

CELAT (1980) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska – Ethnologie.* Arthabaska : MRC d'Arthabaska. Rapport déposé au Ministère des Affaires culturelles, Direction générale du patrimoine, Service des Inventaires.

Comité du 150e : 2001. *Survol historique, 150e de la paroisse St-Christophe d'Arthabaska*. s.l. : s.e.

Dorion, Jacques. *Les écoles de rang au Québec*. Montréal, Les Éditions de l'homme, 1979. 436 p.

Fleury, Alcide, (1994): *Les mémoires d'Alcide.* Arthabaska : A. Fleury, 421 p.

Hardy, René, Gamelin, Alain et Carmen Rousseau (1979) : *Publications du Groupe de recherche sur la Mauricie, Université du Québec à Trois-Rivières. Cahier 1 : La Mauricie et les Bois-Francs, chronologie, 1850-1950*, 151 p.

Marcotte, Yolande Gingras (1991) : *Par delà le mont St-Michel.* Arthabaska : [s.e.], 72 p.

MCC (2013) : *Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ)*. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2013) : *Cartographie des sites et zones d'interventions archéologiques du Québec.* Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2012) : *Inventaire des lieux de culte du Québec. Gouvernement du Québec, Québec*. [http://www.lieuxdeculte.qc.ca, consulté en octobre 2012]

MCC (2013) : *Répertoire du patrimoine culturel du Québec (RPCQ*). Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca]

Milot, Jean et Jocelyne Simard (1994) : *Les croix de chemin du Québec : inventaire sélectif et trésor*. Collection Patrimoines. Dossier, 10. Québec, Les publications du Québec.

PARC CANADA (2013) : *Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens.* Gouvernement du Canada. [http://www.historicplaces.ca/]

Pelchat, Raymond (2002) : *Église Saint-Christophe Christophe-d'Arthabaska : Survol historique.* Saint-Christophe d'Arthabaska : Fabrique Saint-Christophe.

Pépin, Jean-Pierre-Yves (2004) : *Arthabaska, 1852-1940, comté d'Arthabaska, paroisse Saint-Christophe et région Bois-Francs 1840-1844.* Longueuil : Éditions historiques et généalogiques Pépin, 2 CD-Rom.

Saint-Pierre, Denis (2013) : *Arthabaska : localité appelée Entre les deux Bras, Saint-Christophe-d'Arthabaska, Arthabaskaville, 1802-1903 : document de recherches historiques.* Victoriaville : Saint-Pierre, Denis.

Société de généalogie de Victoriaville (2006?) : *Répertoire des baptêmes, mariages et sépultures : paroisse de St-Christophe d'Arthabaska, Victoriaville, Qc*. Victoriaville : Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville, 2 vol.

Société La Haye et Ouellet (1982) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska - Analyse du paysage architectural*. Arthabaska : La Société La Haye-Ouellet, 166 p.

Suzor, Ph. H. (1892) : *Quelques notes sur la paroisse de St Christophe d'Arthabaska et sur ses premiers colons.* Arthabaskaville : imprimé par la Cie. d'imprimerie d'Arthabaskaville.

Cartes et plans anciens

1831 Bouchette, Joseph. *To his most Excellent Majesty, King William IV. This topographical map of the districts of Quebec, Three Rivers, St.Francis and Gaspé, Lower Canada : exhibiting the new civil division of the districts into counties pursuant to a recent Act of the provincial legislature; is with his Majesty's gracious and special permission, most humbly and gratefully dedicated by his Majesty's most devoted and loyal Canadian subject.* Londres : James Wyld. BAnQ- 90117.

1920 *Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre.* Québec (Province) : s.n. BAnQ-2684630.

1935 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:63 360. 21-L-04, Arthabaska*. Québec Topographique. BAnQ : 2669964.

Sites Internet

Répertoire des municipalités du Québec
http://www.mamrot.gouv.qc.ca

Commission de toponymie du Québec
http://www.toponymie.gouv.qc.ca/

Municipalité de Saint-Christophe-d'Arthabaska
http://www.saint-christophe-darthabaska.ca/

Statistique Canada – Profil du recensement
http://www12.statcan.ca/

4.9 Saint-Louis-de-Blandford

Les données concernant l'histoire de Saint-Louis-de-Blandford proviennent d'une source principale, soit un ouvrage réalisé dans le cadre du 150e anniversaire de l'occupation de ce territoire (1975). Ce document regroupe certaines données d'archives qui illustrent dans une certaine mesure l'évolution du cadre municipal et religieux. Il a été possible d'y répertorier les grandes lignes de la période coloniale et d'identifier les premières familles à s'y être établies. Principale faiblesse de ce document : les cadres scolaires et économiques ne sont pas présentés de manière rigoureuse et ainsi le bâti industriel et commercial, de même que l'évolution économique de Saint-Louis sont encore mal compris.

À cette source d'informations s'ajoute néanmoins la consultation de divers répertoires renfermant la liste de biens ou sites patrimoniaux ayant une valeur culturelle majeure, telle que le Répertoire du patrimoine culturel du Québec (MCC, 2013), le Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens (Parc Canada, 2013), le Répertoire des lieux de culte du Québec (MCC, 2012) et le Répertoire des croix de chemin (Milot et Simard, 1994), le Répertoire toponymique du Québec (Commission de toponymie du Québec, 2013), l'Inventaire des sites archéologiques du Québec (MCC, 2013), le Répertoire de cartographie numérique du site de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec et divers macro-inventaires mandatés par le ministère des Affaires culturelles et élaborés à compter des années 1980 dont ceux du CÉLAT (1980) et de la Société La Haye et Ouellet (1982). Ces documents ont permis d'établir l'état des connaissances et la valeur patrimoniale déjà inventoriée, reconnue, classée ou simplement répertoriée de certains bâtiments.

4.9.1 Site d'implantation

La municipalité de Saint-Louis-de-Blandford est située dans le canton de Blandford. Elle est enserrée de huit municipalités dont les principales sont celles de Maddington et Lemieux à l'ouest, Manseau au nord, Princeville à l'est et Saint-Rosaire au sud (figure 9.1). Cette municipalité occupe actuellement le canton de Blandford, une partie des 1er et 2e rangs du canton de Bulstrode (lots 1 à 14) et une partie des 1er et 2e rangs du canton de Stanfold (lots 13 à 26).

La rivière Bécancour traverse son territoire dans un axe nord-est/sud-ouest en accusant de larges méandres, ce qui a favorisé l'accès à ce territoire. Les Abénaquis nommaient d'ailleurs cette rivière *Solinak*, ce qui signifie « cours d'eau qui décrit plusieurs détours ».

Cette rivière prend sa source dans Appalaches et se déverse dans le fleuve St-Laurent. Quelques chutes et cascades accidentent son parcours.



Figure 9.1 – Limites actuelles de la municipalité de Saint-Louis-de-Blandford (Statistique Canada, 2014 : 2439170)

Il est à noter que la présence amérindienne est connue de la population sur cette partie de territoire. Comme des campements étaient installés aux abords de la rivière à l'époque coloniale dans la région de Maddington (Comité organisateur, 1987), il est fort possible que des campements aient été présents à Saint-Louis :

> Avant l'arrivée des Canadiens français dans les Bois-Francs, les Indiens des réserves de Bécancour s'y rendent [rivière Bécancour, à la hauteur du 16e rang de Maddington] régulièrement en raquettes l'hiver. Ils aiment particulièrement se rendre à cette rivière qui serpente les terres du 16ième rang dans le township de Maddington. À cet endroit, ils peuvent trapper le castor qui s'y trouve en abondance. Les barrages retrouvés par les Canadiens français en sont la preuve (…) Durant la saison de la chasse, les Indiens de Bécancour s'y installent des campements et y passent plusieurs semaines. C'est pour cette raison que le 16ième rang prend le nom de "Rivière Sauvage". Les Indiens ont aussi des campements à la vieille traverse et sur le lot 11, près d'un petit rapide de la rivière Bécancour. Des vestiges retrouvés à ces endroits attestent de leurs séjours saisonniers. (Comité organisateur, 1987).

La municipalité se trouve à la limite sud-est de la plaine du Saint-Laurent. Le territoire occupe donc une région à peine vallonnée et bordée au sud-est par les petites collines qui définissent progressivement le piémont des Appalaches, cette région qui annonce le passage de la chaîne de montagnes des Appalaches. L'altitude varie ainsi entre 95 et 110 mètres (ANMM). Les sols sont principalement composés d'argile favorable à l'agriculture. Avant la création du paysage rural que l'on connaît aujourd'hui, une forêt mature composée de conifères et de feuillus favorables au commerce du bois (notamment

le pin, l'érable, le merisier, le hêtre et le tilleul) occupait le territoire, ce qui attirera l'œil d'entrepreneurs dans ce domaine. Enfin, le territoire de Saint-Louis-de-Blandford est recouvert par d'importantes tourbières qui favoriseront plus tard la culture de la canneberge.

Les premiers colonisateurs s'investiront également à exploiter l'énergie hydraulique de la rivière Bécancour et celle de ces affluents principaux, dont la rivière du Moulin, dont le passage était favorable à l'implantation de moulins à scie. La présence de nombreux petits cours d'eau a également assuré le bon drainage des terres en culture (rivière Goulet, un bras de la rivière Gentilly [rivière Sauvage], ruisseaux Brûlé, Poirier, Provencher, Noël, Vézina et Lacasse).

4.9.2 Familles et personnages

Les premiers colons

Charles Héon, premier colon à s'aventurer sur les terres des Bois-Francs, s'établira sur le territoire de Saint-Louis-de-Blandford en mars1825, amenant avec lui sa femme, ses deux enfants, son frère Georges, alors âgé de 16 ans, Hubert Poirier, Charles Thibodeau et son épouse Rosalie Poirier. Ainsi accompagné, Charles Héon choisit les bords de la rivière Bécancour, soit les lots E-F du 10e rang de Blandford, pour y construire sa cabane de bois rond. Il faut mentionner que Charles Héon avait fait un premier voyage le mois précédent, accompagné de deux Amérindiens ayant déjà l'expérience de ce territoire. Cette information de la tradition orale souligne le fait que les Bois-Francs étaient un territoire exploité et occupé par ces groupes autochtones avant l'arrivée des populations canadiennes-françaises. Les premiers colons ont ainsi été témoins de la présence d'habitations amérindiennes installées le long de la rivière Bécancour.

Une fois installés, les colons se mirent à défricher et en peu de temps une parcelle de terre était disponible à la culture. Trois années de labeurs avaient passé avant que Georges ne décède subitement des suites d'une pleurésie. Afin d'offrir à son frère une inhumation convenable, Charles Héon se rendit, seul, à Bécancour pour livrer le corps aux autres membres de sa famille.

Moteur de la colonisation grâce à l'abondance des récoltes, l'agriculture dut rapidement faire place à l'industrie du bois. Le gouvernement y voyait la recette gagnante pour favoriser la colonisation rapide des cantons et ainsi, il constitue Charles Héon propriétaire de la partie du township de Blandford alors divisée en B-C-D-E-F et G, ce qui forma une superficie de plus de trois cent cinquante arpents de terre. La vaste étendue de cette

cession incita Charles Héon à faire don de certaines parties aux nouveaux colons, dont Charles Thibodeau, Joseph Gagnon et Joseph Leblanc. Rapidement, de nouvelles familles principalement originaires de Maskinongé, Bécancour et Gentilly vinrent s'installer sur les bords de la rivière Bécancour : Pierre Richard et Marie Jalbert; Louis Tourigny et Angèle Bourbeau; Joseph Rousseau et Marguerite Bélanger; Jean Rousseau et Angèle Hamel; Clément Mailhot et Élisabeth Tousignant; Barthélémy Auger et Louise Doucet, Antoine Marchand et Françoise Mailhot; J. Baptiste Laneuville; David Lacharité et Julie Landry; et enfin, Pierre Bruneau et Élisabeth Lamy.

Paradoxalement, au moment où le nombre de migrants augmentait, la communauté naissante demeurait toujours dans l'isolement, puisqu'aucune voie de communication n'avait encore été aménagée. Quelques sentiers forestiers devaient permettre les déplacements locaux, mais seule la rivière permettait aux colons de se déplacer sur de longues distances. En 1826, Charles Héon, Charles Thibodeau et Hubert Poirier tracèrent un premier chemin de douze milles de longueur vers Maddington et se prolongeant jusqu'à Gentilly.

Conséquemment, en 1833, près de 40 familles occupaient le territoire de Saint-Louis. Les signatures apparaissant dans la requête envoyée à Mgr Signay, archevêque de Québec, pour obtenir la permission de construire la chapelle donnent un aperçu de la population présente au tout début de la colonie (tableau 9.1).

Tableau 9.1 – Les colons présents sur le territoire de Saint-Louis en 1833 (première requête) et 1835 (deuxième requête)

Amable Ouellet	Antoine Marchand	Zéphirin Marchand
Pierre Richard, père	Charles Richard	Siméon Lafrance
Thomas Boyer	Antoine Bruneau	Alexis Perreault
Gabriel Carpentier	Telesphore Lemay	Joseph Lemay
Dominique Lemay	David Ducas	Jean Marchand
Charles Palmer	Joseph Marchand	Alexis Pépin
Augustin Richard	Hilaire Marchand	Nicholas Gagnon
Pierre Richard, fils	Alexis Hamel	Godefroy Leblanc
François Marchand	Laurent Lahaie	Sifroy Carpentier
Georges Carpentier	François Lemay	Joseph Hardy
Édouard Bazin	Jean Ouellet	François Lacourse
Jean Marchand	Louis Boisvert	Joseph Provencher
J.B. Goupille	Louis Héon	Jacques Dion
Amable Leblanc	Louis Massue	Moise Beauchesne

En plus de décrire l'arrivée de Charles Héon, le livre du Centenaire de Saint-Louis-de-Blandford (1975 : 113) souligne la présence de trois « seigneuries » sur le territoire de Saint-Louis à l'époque coloniale, celle de Charles Héon, celle de Bruneau et celle de Benson et Hall (dont nous reparlerons plus loin). Il faut dire que la tenure des terres sous le mode seigneurial était dans ses derniers souffles au début des années 1800, mais certaines terres avaient été concédées sous cette forme. Il semble que cela ait été le cas à Saint-Louis, dans les premiers temps.

Personnage important

Charles Héon
Charles Héon est né à Bécancour le 20 mars 1799 de Charles-Raymond Héon et de Marie-Soulanges Richard. Il épouse Louise Cormier. Il devint le fondateur de Saint-Louis-de-Blanford où il s'installera avec sa famille au lot E-F du 10e rang de Blandford en mars 1825. Il est considéré comme le fondateur des Bois-Francs et s'est impliqué dans le développement économique grâce à l'implantation d'un moulin et dans la politique régionale. Il reçut également des terres du gouvernement qu'il donna à de nouveaux colons. Il meurt le 16 mai 1882. Un monument commémoratif a été érigé à l'occasion du centenaire de la paroisse.

4.9.3 Faits historiques

Histoire religieuse

Afin de pallier à l'absence de missionnaires dans les premiers mois de l'occupation du territoire de Saint-Louis-de-Blandford, les colons plantèrent une croix sur le bord de la rivière et ils s'y réunirent pour prier et faire des lectures.

C'est à compter de 1828 qu'un curé de Gentilly, l'abbé Claude-Gabriel Courtin, se rendit pour la première fois sur le territoire nouvellement colonisé pour y desservir cette toute première mission des Bois-Francs. Il revint également l'année suivante. Ses messes étaient données dans le haut de la maison de Charles Héon. David Diézel, vicaire à Gentilly, réalisa la troisième mission en terre ludovicienne (gentilé de Saint-Louis) en décembre 1831. La quatrième fut réalisée par l'abbé Thomas Pépin, curé de Saint-Pierre au mois d'août 1832. Trois baptêmes ont été bénis cette même année. Ensuite, les habitants ont reçu la visite de plus en plus fréquente de missionnaires (tableau 9.2). Alors que la mission était desservie par des curés de Gentilly dans les premiers temps, entre

1840 et 1848, la mission était desservie par les curés de Somerset (Plessisville) et entre 1848 et 1862 par les curés de Stanfold (Princeville), une fois par mois.

Tableau 9.2 – Les missionnaires et curés de Saint-Louis-de-Blandford

Nom	**Année**	**Nom**	**Année**
Abbé Claude-Gabriel Courtin	1828-1829	Abbé Albert Désilets	1898-1904
Vicaire David Diézel	1831	Abbé Gustave Bourbeau	1904-1908
Abbé, Thomas Pépin	1832	Abbé Charles-Édouard Joyal	1908-1910
Abbé François Magloire	1832	Abbé Wenceslas Pitt	1910-1916
Abbé Michel Carrier	1832-1836	Abbé J. Alfred Bernier	1916-1920
Abbé Olivier Larue	1837-1840	Abbé Joseph L. Beauchemin	1920-1921
Abbé Denis Marcoux	1840	Abbé Donat Plourde	1921-1924
Abbés Clovis Gagnon, Charles-Édouard Bélanger et Édouard Dufour	1840-1848	Abbé J. Alfred Beaudet	1924-1928
Abbés Antoine Racine, Pierre L. Lahaye et Narcisse Pelletier	1848-1862	Abbé Antonio Denoncourt	1928-1932
Abbé Arthur Sicard de Carufel (1er prêtre résident)	1862-1870	Abbé J. Roméo Doucet	1932-1936
Abbé Ovide Sicard de Carufel	1870-1873	Abbé Edmond Rousseau	1936-1939
Abbé Charles Bellemare	1873-1875	Abbé Jean-Bruno Fréchette	1939-1943
Abbé Henri Julien	1875-1881	Abbé Roland Mercure	1943-1948
Abbé Georges Brunel	1881-1886	Abbé Rémi Allard	1948-1950
Abbé Charles-Édouard Mailhot	1886-1898		

C'est l'abbé Michel Carrier qui célébra la première messe de la chapelle en décembre 1835. En mars 1833, les habitants du canton de Blandford présentaient, en effet, une requête à Mgr Signay, archevêque de Québec pour l'érection d'une chapelle. La demande fut accueillie sans contestation. La construction fut entreprise par Charles Héon dès novembre 1834 sur le lot 5 du township de Blandford pour se terminer en juillet 1835. Louis Massue, marchand de Québec offrit peinture, vitre et ferrures, en plus du terrain qu'il avait cédé pour la construction de ladite chapelle et ses dépendances. « Vers la fin des travaux, Charles Héon et Pierre Bruneau se rendirent à Québec pour recueillir quelques aumônes en faveur de la nouvelle mission. Ils rapportèrent la somme de cent dollars en argent, don de M. Légaré, peintre, et une croix en fer qui brilla sur le clocher de l'église jusqu'à l'incendie du 31 août 1913. On avait rapporté aussi une cloche, la première cloche qui se soit fait entendre dans les Bois-Francs (150e de Saint-Louis-de-Blandford, 1975). » Lorsque la chapelle fut établie et que se préparait le projet de paroisse, celle-ci fut placée sous le patronage de Saint-Louis, roi de France, afin de commémorer cet acte de générosité de Louis Massue. En 1838, une maison a été bâtie aux côtés de la chapelle pour y loger les missionnaires (premier presbytère, 1838-1905).

Les habitants de Saint-Louis durent attendre jusqu'en 1862 pour recevoir leur premier prêtre résident, l'abbé Arthur Sicard de Carufel. Quelques années plus tard, en 1873,

Charles Bellemare établit le rapport sur la paroisse de Saint-Louis et souligne que la population entière est catholique et comprend au total 536 âmes. Il fit également bâtir une chapelle sur le 2e rang de Blandford, près du Petit-Lac (Sainte-Marie avant le démembrement). Cette chapelle a été en usage entre 1873 et 1889.

L'abbé Gustave Bourbeau participera à la construction d'un nouveau presbytère (deuxième presbytère, 1905-1970), un projet qui avait été initié par l'abbé Albert Désilets. Ce dernier avait également fait l'achat d'un terrain pour le nouveau cimetière. Avant la construction du presbytère en 1905, une soumission avait été rendue et acceptée entre les Syndics de Saint-Louis et Sinai Massé, entrepreneur. Les plans ont été préparés par Louis Caron, architecte de Nicolet. Le vieux presbytère fut vendu à Joseph Beauchesne avec la condition de ne pas louer à autrui de bâtiment secondaire (ex. écurie), ni de vendre de l'alcool. Ce bâtiment brûla en 1915.

Tel que mentionné plus tôt, l'église brûle le 31 août 1913. Une nouvelle église (église actuelle) sera construite suivant les plans de Louis Caron, architecte de Nicolet. Un orgue Casavant et frères fut acheté par l'abbé Wenceslas Pitt. Les cloches quant à elles proviennent de la Fonderie Jones. Entre septembre 1913 et septembre 1915, pendant la construction de l'église, les offices religieux étaient réalisés dans la maison de Jules Dufour (Lionel Laliberté en 1975).

En 1970, un nouveau presbytère a été construit, l'ancien presbytère étant vendu à l'encan la même année, puis déménagé. Le contrat de construction fut accordé à J.P. Desharnais.

En bref, la mission et la cure de Saint-Louis ont été assurées par la venue successive d'une trentaine de missionnaires et de curés. Chacun d'entre eux ne restait pas plus une à quatre années dans la municipalité.

Histoire municipale

Fondée en 1825 par Charles Héon, la paroisse de Saint-Louis-de-Blandford fut érigée canoniquement en 1848 et comprenait à cette époque une partie du Township de Blandford, Maddington, Bulstrode et une partie de l'augmentation de Somerset. Quant à l'érection civile, elle sera réalisée en 1861. Le territoire comprenait alors les cantons le Maddington (rang 7 à 11), Buldstrode (rang 1 à 6) et Blandford, comtés de Nicolet et de Drummond, démembrant par la même occasion la paroisse de Sainte-Gertrude. La municipalité de Blandford, officiellement établie en 1845 fera partie de la municipalité de comté en 1847. Elle deviendra la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Blandford

en 1855, puis la municipalité de Saint-Louis-de-Blandford en mars 2009. « Saint-Louis » fut longtemps la dénomination employée pour désigner le territoire.

Dans son volume intitulé *Charles Héon, fondateur de la Paroisse de Saint-Louis-de-Blandford*, Hyacinthe Germain écrivait : « Charles Héon fut le premier maire de sa paroisse » (Germain, 1905 : 174). Cependant, les archives municipales ne font pas mention de son nom à ce titre. Peut-être s'était-il investi dans l'administration des affaires publiques avant l'érection municipale et la création d'un conseil, d'autant plus qu'il participait déjà au Conseil de comté, à Drummondville dans les années 1850.

Tableau 9.3 – Premiers maires de la municipalité de Saint-Louis-de-Blandford

Maire	**Année**	**Maire**	**Année**
Venant Saint-Germain	1855-1858	Antoine Ephrem Bruneau	1892-1893
Antoine Ephrem Bruneau	1858-1860	Cyriac Beauchesne	1893-1894
Venant Saint-Germain	1860-1862	Alphonse Provencher	1894-1896
Antoine Ephrem Bruneau	1862-1864	David Ephrem Bruneau	1896-1898
François Hyacinthe Saint-Germain	1864-1878	Joseph Côté	1898-1899
Antoine Ephrem Bruneau	1878-1879	Philippe Héon	1899-1901
François Hyacinthe Saint-Germain	1879-1880	Napoléon Parent	1901-1903
Antoine Ephrem Bruneau	1880-1882	Victor Dion	1903-1904
Charles Héon, fils	1882-1884	Alphonse Leblanc	1904-1909
Edouard Vézina	1884-1886	Narcisse Bazin	1909-1912
Ferdinand Beaudet	1886-1887	Albert Provencher	1912-1914
Isaac Boisvert	1887-1888	Francis Jacques	1914-1914
Napoléon Parent	1888-1889	Joseph Marchand	1914-1935
Joseph Cormier	1889-1891	Adrien Héon	1935-1957
Ferdinand Beaudet	1891-1892		

La première assemblée des habitants du township unis de Blandford, partie de Maddington et partie de Bulstrode a été tenue le 20 juillet 1855 dans la maison de Jean Rousseau située près de la chapelle. C'est à ce moment que sont nommés les sept conseillers pour la Corporation du conseil municipal du township de Blandford. Par la suite, les réunions du conseil se dérouleront chez les conseillers et le maire à tour de rôle. Cette habitude permit d'économiser les frais de location d'une salle.

En 1857, l'annexion des territoires du 11e rang de Maddington et des 1er, 2e, 3e et 4e rang de Bulstrode, permit de maintenir le statut de la municipalité de paroisse en s'assurant d'avoir plus de 300 habitants sur le territoire.

Vers la fin du XIXe siècle, de nombreuses paroisses ont été créées sur le territoire initial de Saint-Louis-de Blandford (tableau 9.4). Ces paroisses ont vu le jour grâce au détachement de parties du territoire de Saint-Louis.

Tableau 9.4 – Municipalités créées par détachement de Saint-Louis-de-Blandford

Municipalité de paroisse	**Année de création**
Saint-Marie-de-Blandford	1871
Partie de Saint-Sophie de Lévrard	1874
Partie de Saint-Sylvère	1887
Sainte-Anne-du-Sault	1888
Partie de Saint-Rosaire	1893
Saint-Joseph-de-Blandford (Manseau)	1905
Sacré-Cœur de Lemieux	1921

L'histoire scolaire

À la suite de la formation de la Commission scolaire de Saint-Louis-de-Blandford en 1866, une première assemblée a été tenue chez David Bergeron. Trois écoles de rang ont été construites au temps de cette Commission scolaire entre 1866 et 1953 sur le territoire de Saint-Louis, excluant les écoles attachées aux territoires détachés (figure 9.5).

La centralisation de l'enseignement primaire et secondaire a débuté en 1957, lors de la fermeture de l'école du Haut de la rivière et celle du 2e rang. L'école du village fut alors agrandie de trois classes pour y recevoir tous les élèves de la municipalité : « Terminée à la fin de novembre 1958, l'école Labbé recevait dans ses murs 105 écoliers répartis dans les classes de la 1ere à la 9e inclusivement et dotait la paroisse d'une salle paroissiale pour assemblées, amusements et réceptions (Comité organisateur, 1975 : 79) ».

L'école Labbé a été fermée en 1968 lors de la fusion de la commission scolaire avec celle de Princeville. Le « Carré Saint-Louis » correspond aujourd'hui à l'emplacement du bâtiment qui fut l'école centrale du village de Saint-Louis.

Tableau 9.5 – Les écoles de Saint-Louis-de-Blandford

Nom	**Période d'utilisation**	**Localisation**
1ere école du village	Avant 1953	
2e école du village	1953-1958	
3e école du village : 2e école agrandie. L'ensemble prend la forme d'un grand « L » dénommée « Carré Saint-Louis ».	1958-1968	
École du Haut de la rivière	? -1957	10e rang de Blandford, près de la rivière Bourbon/chemin Belgique
École du Bas de la rivière		11e rang de Maddington
École du 2e rang de Bulstrode		2e rang de Bulstrode, au coin de la route Valois (quartier industriel actuel)

Histoire économique et industrielle

L'économie agricole allait pour le mieux au début de la colonie; les colons récoltaient suffisamment de grains pour passer les plus rudes moments de l'année. Charles Héon bâtit alors une petite scierie qui permit dès lors aux habitants de faire préparer le bois nécessaire à la construction des maisons, des bâtiments de ferme et autres dépendances. Plus tard, lorsque Charles Héon ajouta un moulin à farine à son premier moulin, les habitants n'étaient plus dans l'obligation de se rendre à Gentilly pour y faire moudre leurs grains. La moulange a été fournie par Louis Massue.

Si les promesses de l'agriculture favorisèrent la venue de colon dans les premiers temps, le commerce du bois lui emboitera le pas rapidement. Ce dernier constituera le véritable moteur de l'économie de Saint-Louis et ce, dès 1862 avec la migration des grands chantiers de Georges Benson Hall et de Henry Early Hall dans les townships de Maddington, de Bulstrode et de Blandford (Comité organisateur, 1987). Les Hall possédaient toute une suite de lots le long de la rivière Bécancour et ils parvenaient à déplacer l'ensemble des billots de leur chantier jusqu'à leur scierie de Bécancour grâce à la drave réalisée dans la rivière Bécancour. Avec l'arrivée du chemin de fer du grand Tronc (1864) puis de l'Intercolonial (1893), l'amélioration des voies de communication terrestres et la présence du pouvoir hydraulique, cette industrie ne saura que grandir. Plus tard, lorsque cette économie ralentit, les habitants de Saint-Louis se tourneront vers les produits dérivés de l'agriculture et le développement de petits commerces et services.

En 1873, le rapport de la paroisse de Saint-Louis souligne que 20 à 25 garçons et 10 à 15 filles travaillaient aux États-Unis de manière saisonnière (Comité organisateur, 1975). D'autres opéraient de petites industries artisanales. Il y avait le moulin à scie Benoit-Poliquin, la forge Alcide-Vézina et l'Industrie Blandford. Du côté de la transformation laitière, la Fromagerie Philippe-Héon fut bâtie en 1905 et fut opérée avec ses enfants. Ulric Héon compte également parmi les fromagers de talent.

Parallèlement à ces industries, quelques commerces ont assuré la distribution de produits divers et en vrac. Saint-Louis a également compté des restaurants, des garages et une usine de couture. Le véritable développement industriel a débuté à la période moderne, dans les années 1960.

Tableau 9.6 – Les premiers commerces de Saint-Louis-de-Blandford

Magasin général Charles-Beaudoin	Garage Adrien Héon
Magasin Mme Stanislas-Richard	Garage Anfré-Leclair au village
Magasin général Georges-Étienne-Bazin	Garage Paul-Émile-Beaudoin
Épicerie Colbert-Marchand	Station de service d'Antonio Beaudoin
Restaurant Sylvain-Lemay devenu Philippe-Smith	Usine de couture Lucien Desrosiers
Restaurant Armand-Provencher, coin de 2e rang et de l'autoroute transcanadienne (A-20)	Mme Lionel Laliberté (commerce non spécifié)
Restaurant *À la Plage* de Rodolphe Patry	Mme Ovila Hébert (commerce non spécifié)
Restaurant *Chez Lulu* d'André Tremblay	Ti-Jean Berchmans (commerce non spécifié)
Restaurant le *Pignon Rouge*	Ovila Beauchemain (commerce non spécifié)
Restaurant Roger-Vézina.	Alphonse Provencher (commerce non spécifié)
Charles-Héon (commerce non spécifié)	

Une diligence transportait le courrier dans les années 1850, mais jusqu'au mois de juin 1856, il n'y avait toujours pas de bureau de poste dans la paroisse de St-Louis. À ce moment. Un Bureau fut d'abord ouvert dans la partie ouest de la paroisse, dans le Canton de Maddington, chez Charles Héon, et il y a existé jusqu'en1885. Le bureau de poste de Blandford situé au village fut ouvert le 1er juin 1864. Plus tard, le bureau de poste a été tenu chez d'autres commerçants et a donc déménagé autant de fois : chez Colbert Marchand, Alphonse Provencher, Ovila Beauchemin, Ovila Hébert et Lionel Laliberté. Le Comité organisateur (1987) mentionne aussi le Bureau Bourbon situé dans le Haut de la Rivière (figure 9.7) et le Bureau Narcisse-Bazin de 1908 à 1916 et Joseph-Vallière de 1916 à 1931.

4.9.4 Routes et chemins anciens

Les premiers chemins de la colonie

Avant les années 1830, le territoire n'était pas ouvert à la colonisation. La carte produite par Joseph Bouchette, arpenteur général du Bas-Canada, ne présente en 1815 aucun chemin ni terre en culture (figure 9.2). Par contre, des lots ont été arpentés dans les cantons de Bulstrode et Stanfold.

Sur la carte de 1831 (figure 9.3), Bouchette présente le découpage cadastral et les quatre chemins qui traversaient le territoire. Le tout premier chemin du territoire est la route de Gentilly inauguré en 1926. Cette route quitte la seigneurie de Gentilly et traverse le canton de Blandford (route 263 actuelle). Elle joint le rang Smith (axe de l'autoroute transcanadienne actuelle) qui traverse le territoire de Saint-Louis dans un axe sud-ouest/nord-est. La route de Gentilly représente en quelque sorte le prolongement de la

route Stanfold (chemin de la Grande Ligne/route 263 actuelle), laquelle relie la rivière Bulstrode et Bécancour en logeant la ligne de division des cantons de Bulstrode et de Stanfold. Enfin, la route Belgique (route 218 actuelle) longe la portion ouest du canton de Blandford et joint le village de Lemieux puis la seigneurie de Saint-Pierre-les-Becquets.

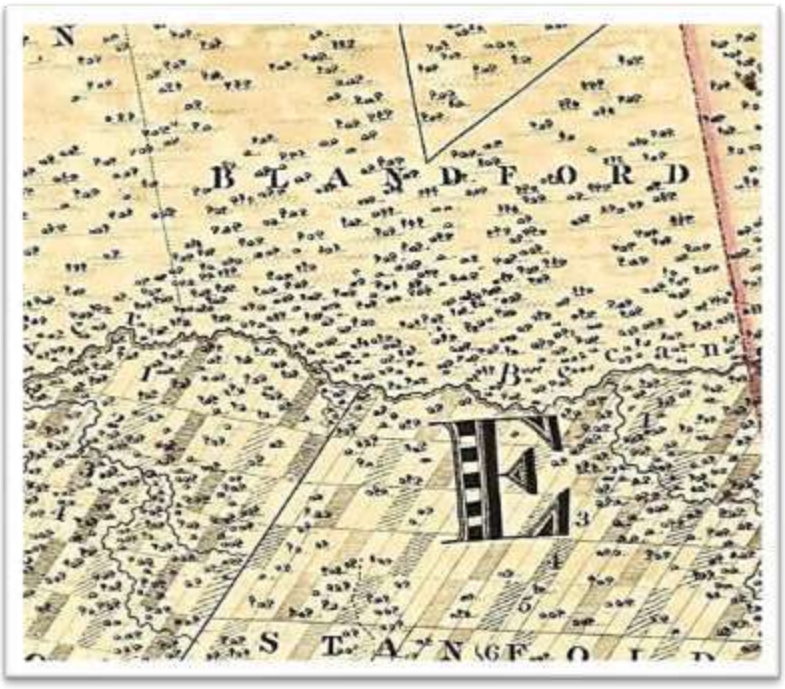

Figure 9.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1815 (BAnQ : 90115). Aucune terre n'est occupée à cette époque, mais les lots ont été arpentés dans les cantons de Bulstrode et Stanfold.

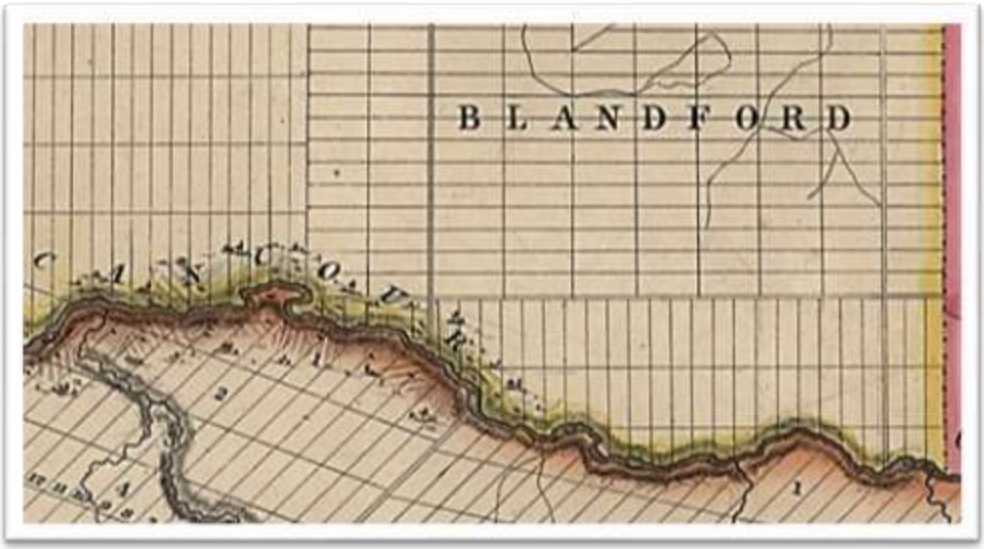

Figure 9.3 – Extrait de la carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117). Quatre chemins apparaissent déjà sur le territoire et des lots sont cultivés le long de la rivière Bécancour dans la portion ouest de la future municipalité

La carte de 1831 illustre également l'emplacement des premiers lots défrichés pour la culture. Il appert que les premiers occupants du territoire ont préféré la portion ouest du territoire de Blandford et la portion est du territoire de Maddington pour implanter leur première cabane. Les lots cultivés occupent les deux rives de la rivière. En l'absence de chemin longeant la rivière, il y a lieu de croire que les premiers colons se déplaçaient en canot le long de la rivière Bécancour ou à travers des sentiers non carrossables.

Vers 1853, une ligne de diligence a été établie entre Stanfold et Trois-Rivières en empruntait la route de Stanfold, traversait la rivière (probablement en bac) puis bifurquait sur la route de Gentilly pour se rendre au fleuve. Pierre Richard a été instigateur de cette diligence. Ce mode de transport ne perdurera pas longtemps puisque le service cessa au moment où est établie la ligne de chemin de fer du Grand Tronc (1864). Une station était accessible à Stanfold (Princeville).

Le chemin de la Rivière (chemin du 10e rang/rang Saint-François ou rang de la Rivière sauvage) a été aménagé un peu avant les années 1860. Il longe la rivière en provenance de Saint-Louis où elle rencontre la route de Gentilly et se poursuit vers Maddington. Sur la carte de 1869 apparaît également le chemin. C'est à la croisée du chemin du 10e rang et de la route de Gentilly (rue Principale de Saint-Louis à cet emplacement) qu'a été implanté le lieu de culte.



Figure 9.4 – Extrait d'une carte des Eastern Townships, 1867 (BAnQ : 107580). Les premiers chemins de la colonie de même qu'un premier noyau d'occupations est représenté à la croisée de la route de Gentilly et du chemin du 11e rang.



Figure 9.5 – Extrait de la Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre, 1920 (BAnQ : 2684630). Découpage du territoire et premiers chemins de la colonie.

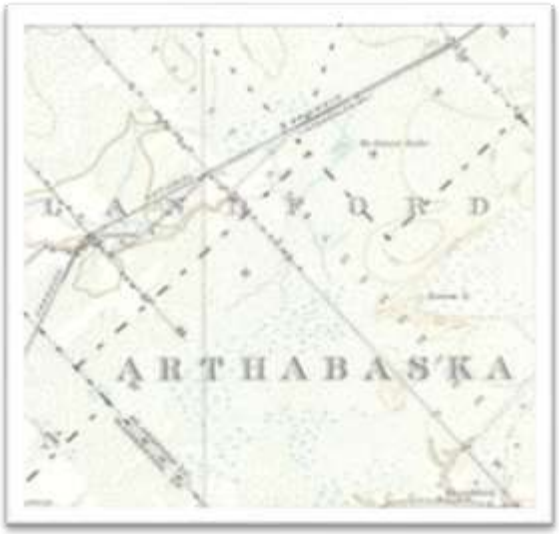

Figure 9.6 – Extrait de la carte topographique 31I/08, 1923 (BAnQ : 2684649). Peu de bâtiments longent le chemin de Gentilly sur le territoire de Saint-Louis.



Figure 9.7 – Extrait de la carte topographique 21L/05, 1929 (BAnQ : 2684764). Un bureau de poste et quelques bâtiments occupent le secteur de la rivière Bourbon, à l'extrémité est de la municipalité de Saint-Louis.



Figure 9.8 – Extrait de la carte topographique 31I/01, 1924 (BAnQ : 2684672). Le lieu de culte occupait le chemin du 10e rang.



Figure 9.9 – Extrait de la carte topographique 21L/04, 1926 (BAnQ : 2684707). Peu de bâtiments longent la Grande Ligne sur le territoire de Saint-Louis.

Entre 1920 et 1940, le réseau routier ne change pas. Un seul carrefour a été reconfiguré au cours de la période moderne; deux portions du 10e rang d'origine ont été abandonnées. Il ne semble y subsister aucun bâtiment.

Les noyaux de colonisation

Un premier noyau de colonisation s'est développé à la croisée de la route de Gentilly et du chemin du 10e rang. Le lieu de culte y a été édifié de même que plusieurs habitations. La population demeure cependant assez répartie sur le territoire. Un petit hameau semble apparaître autour du moulin Héon à la limite Ouest du canton de Blandford et un autre près du commerce Bourbon à l'extrémité est du territoire, près du ruisseau du même nom. En rive sud de la rivière, un petit hameau s'est formé autour de la maison d'école, le long du chemin du 2e rang.

4.9.5 Patrimoine bâti

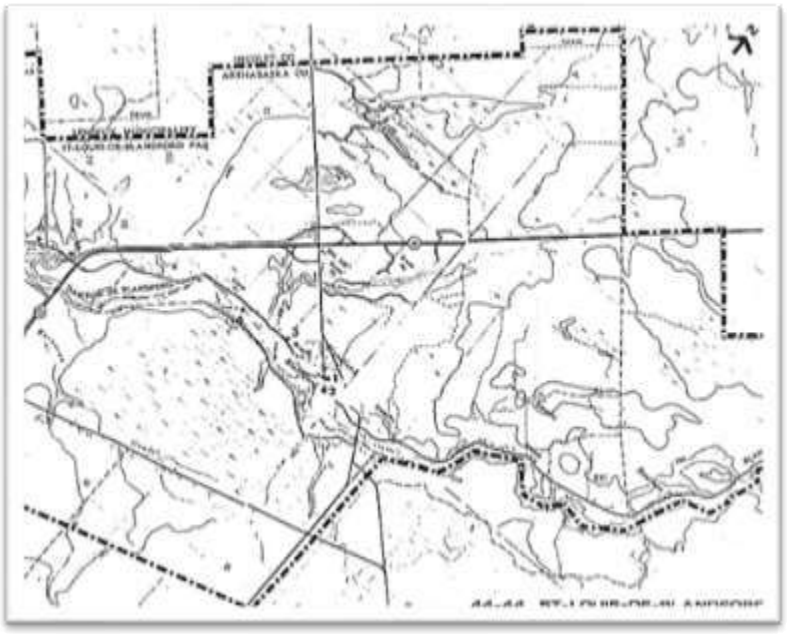

Figure 9.10 – Les bâtiments patrimoniaux identifiés par la Société La Haye et Ouellet, 1982.

Le village de Saint-Louis-de-Blandford correspond à un type d'organisation spatiale linéaire implanté sur les chemins de front le long de la marge nord de la rivière Bécancour. Le lieu de culte a été implanté à la croisée des plus vieux chemins du territoire. Avant l'entrée dans la période moderne, peu de chemin s'entrecroisait sur le territoire. Le bâti ancien se trouve généralement éparpillé sur les routes rurales alors que le noyau villageois actuel comprend une portion plus dense de bâtiments modernes intercalés dans l'ancien tissu villageois.

Parmi les éléments patrimoniaux ayant un statut légal se trouve le site institutionnel catholique inventorié par le MCC (tableau 9.7). À ce jour, aucun autre lieu ni bâtiment n'est classé, désigné, cité ou répertorié par les différentes instances gouvernementale ou municipale. Six bâtiments patrimoniaux ont cependant été répertoriés lors d'une étude réalisée par la Société La Haye et Ouellet en 1982 (figure 9.10). Enfin, Milot et Simard (1984) répertorient quelques croix de chemin (tableau 9.8).

Tableau 9.7 – Élément patrimonial de Saint-Louis-de-Blandford inventorié par le MCC, 2013

Dénomination	**Numéro civique**	**Type de rue**	**Nom de la rue**	**Date d'origine**	**Statut**	**Fonction d'origine**
Église Saint-Louis	72	rue	Principale	1913-1915	Inventorié	Lieu de culte catholique

Tableau 9.8 – Les croix de chemin de la municipalité de Saint-Louis-de-Blandford

Dénomination	**Localisation**	**Date d'origine**
Croix Gérard Pépin	Chemin du 12e rang	Vers 1960
Croix Benoît Asselin		

Tableau 9.9 – Inventaire préliminaire du patrimoine bâti de la municipalité de Saint-Louis-de-Blandford

Dénomination	**Numéro civique**	**Type de rue**	**Nom de la rue**	**Date d'origine**	**Fonction d'origine**	**Fonction actuelle**
Moulin Charles-Héon		chemin	10e rang de Blandford		Moulin à scie et à farine	
École du Bas de la Rivière		chemin	11e rang de Maddington		École de rang	

Les données que nous avons réunies ne sont pas exhaustives au sujet de la localisation des bâtiments et soulignent une des lacunes des documents de sources secondaires pour une analyse du bâti. Une fois l'inventaire complété grâce à l'étude du rôle d'évaluation, l'analyse comparative des cartes anciennes, la consultation d'archives, la visite au terrain et la communication avec des personnes-ressources (notamment les ainés de la municipalité), ces données pourront constituer le point de départ d'une cartographie exhaustive du patrimoine bâti.

4.9.6 Conclusion

Synthèse de l'histoire coloniale

Le premier colon investit le territoire de Saint-Louis-de-Blandford au printemps 1825. Il était accompagné d'autres colons et, à leur suite, plusieurs autres Canadiens français se sont établis le long de la rivière Bécancour. C'est à compter de 1828 qu'un curé de Gentilly, l'abbé Claude-Gabriel Courtin, se rendit pour la première fois à sur le territoire nouvellement colonisé pour y desservir cette toute première mission des Bois-Francs. La chapelle avait été construite en 1834-1835 par Charles Héon, fondateur de la paroisse. Sur le plan municipal, la municipalité de Blandford, officiellement établie en 1845. Son développement est directement tributaire de l'aménagement de chemins carrossables, principalement celui de la Grande-Ligne (chemin de Stanfold) et celui de Gentilly donnant au chantier de Benson et Hall et aux paroisses environnantes.

Moteur de la colonisation grâce à l'abondance des récoltes, l'agriculture dut rapidement faire place à l'industrie du bois. D'ailleurs, la compagnie de Benson et Hall y a exploité à profit le bois durant la deuxième moitié du XIXe siècle. De nombreux ouvriers et bûcherons ont dû s'établir dans le secteur pour l'accès à l'emploi. Après quoi, les familles qui s'implantèrent firent de la terre arable leur principal gagne-pain. Accompagnant les habitations familiales, quelques commerces et petites industries dispersés sur le territoire ont participé à cette économie coloniale sans vraiment favoriser l'implantation d'un noyau villageois bien délimité.

Recommandations

Nous avons abordé l'étude de l'habitat rural ancien en identifiant les différentes phases du peuplement, en identifiant les aspects matériels de la culture qui pourraient subsister du développement initial de Saint-Louis-de-Blandford et enfin, en documentant le développement des principaux réseaux de communication. Chacun des aspects abordés dans ce chapitre a ainsi contribué à expliquer divers phénomènes reliés à l'histoire sociale, économique, culturelle et religieuse de ce territoire, dont la présence de certains bâtiments que l'occupation ininterrompue a permis de conserver. Il ne s'agit toutefois pas d'une étude approfondie et beaucoup reste à faire pour documenter, analyser et mieux comprendre les différentes facettes de l'héritage bâti.

L'inventaire préparé dans ce chapitre est à l'état préliminaire. Il constitue un outil de référence pour faciliter l'identification plus formelle du patrimoine à la grandeur de la municipalité. La création d'un inventaire exhaustif grâce à l'étude des cartes, des titres de

propriété et de l'analyse architecturale au terrain permettra de mener plus loin les efforts de préservation et de mise en valeur du patrimoine ludovicien. Nous proposons ici diverses avenues pouvant mener à une meilleure compréhension du patrimoine bâti :

1) **Choisir des thèmes d'interprétation en fonction de l'impact que les phénomènes sociaux, économiques et culturels ont eu sur la vie des habitants du territoire.** En fait, certains thèmes ont marqué l'ensemble de la MRC alors que d'autres sont plus spécifiques à la municipalité. Ainsi, l'occupation initiale de Saint-Louis est la plus ancienne de la portion est du la MRC d'Arthabaska. Charles Héon, colon fondateur, a également opéré le premier moulin à scie et à farine de la localité, ce qui assurera la venue précoce de plusieurs familles sur le territoire. En revanche, l'occupation canadienne-française moins précaire est plus tardive et associée à l'aménagement de chemins carrossables et de lignes de chemin de fer.

2) **Pousser plus avant la recherche documentaire en fonction des choix thématiques.** Le processus de mise en valeur des thèmes patrimoniaux choisis devra tenir compte du potentiel qu'ils présentent en regard des richesses historiques, archéologiques et documentaires qu'ils recèlent. Pour un thème donné, par exemple l'exploitation agricole et l'opération de moulins à scie le long de la rivière Bécancour, il sera important d'identifier les installations ou les sites les plus représentatifs et les plus susceptibles d'offrir des avenues de mise en valeur ainsi que des facilités de recherches, d'accessibilité, d'aménagement, etc. Parmi les études à réaliser, nous recommandons :

   - Des études reliées au patrimoine bâti et au paysage culturel de la municipalité de Saint-Louis-de-Blandford :
     - Documenter les moulins, les installations d'exploitation forestière, les installations agricoles, zones de culture et d'élevage et autres petites industries qui ont marqué l'économie initiale de Saint-Louis-de-Blandford de façon à faire ressortir les variantes locales;
     - Mieux documenter les écoles de rang et les commerces qui ont servi la communauté coloniale;
     - Documenter, à l'aide de la réalisation d'une chaîne de titre, les diverses propriétés privées répertoriées dans ce rapport et présentes au rôle d'évaluation;
     - Établir des critères menant à la sélection d'immeubles et de sites patrimoniaux voués à être reconnus au niveau fédéral, provincial et/ou municipal;

  - Identifier et analyser les caractéristiques physiques des bâtiments patrimoniaux et équipements associés qui méritent cet intérêt légal;
  - Identifier le potentiel archéologique des établissements les plus caractéristiques en vue de leur protection et d'une éventuelle mise en valeur archéologique;
  - Définir et détailler les lieux culturels et les paysages significatifs ;

- Des études reliées au réseau de transport de la municipalité de Saint-Louis-de-Blandford :
  - Identifier les principales caractéristiques physiques des routes et des ponts à l'aide de relevés appropriés ;

- Des études reliées aux personnages ayant marqué la municipalité de Saint-Louis-de-Blandford ;

- Des entrevues avec des personnes-ressources, élus et ainés de la municipalité

Bibliographie

[s.n.] (1975?) : *Album souvenir : cent-cinquantième de St-Louis de Blandford, berceau des Bois-Francs, 1825-1975.* Saint-Louis-de-Blandford? : [s.n], 402 p.

CELAT (1980) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska – Ethnologie.* Arthabaska : MRC d'Arthabaska. Rapport déposé au Ministère des Affaires culturelles, Direction générale du patrimoine, Service des Inventaires.

Comité organisateur du centenaire de Sainte-Anne-du-Sault (1987?) : *La Paroisse de Sainte-Anne-du-Sault, 1888-1988.* Sainte-Anne-du-Sault : Paroisse de Sainte-Anne-du-Sault, 546 p.

MCC (2013) : *Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ)*. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2013) : *Cartographie des sites et zones d'interventions archéologiques du Québec.* Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2012) : Inventaire des lieux de culte du Québec. Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.lieuxdeculte.qc.ca, consulté en octobre 2012]

MCC (2013) : Répertoire du patrimoine culturel du Québec (RPCQ). Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca]

Milot, Jean et Jocelyne Simard (1994) : *Les croix de chemin du Québec : inventaire sélectif et trésor*. Collection Patrimoines. Dossier, 10. Québec, Les publications du Québec.

PARC CANADA (2013) : *Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens.* Gouvernement du Canada. [http://www.historicplaces.ca/]

Pépin, Jean-Pierre-Yves (2005) : *Saint-Louis-de-Blanford, 1848-1940 et Saint-Rosaire, 1893-1940, comté d'Arthabaska, paroisses Saint-Louis et Notre-Dame-du-Rosaire.* Longueuil : Éditions historiques et généalogiques, 1 CD-Rom.

Saint-Germain, F.H. (1905) : *Charles Héon, fondateur de la paroisse de Saint-Louis de Blandford, premier colon du comté d'Arthabaska : mœurs, coutumes, épisodes de la vie d'autrefois.* Arthabaska : La compagnie d'Imprimerie d'Arthabaskaville, 223 p.

Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville (2011) : *Répertoire des baptêmes, mariages et sépultures paroisse de St-Louis, St-Louis de Blandford, QC, comté d'Arthabaska : baptêmes 1840-1940, mariages 1840-1969, sépultures 1840-1940.* Victoriaville : Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville, 148 p.

Société La Haye et Ouellet (1982) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska - Analyse du paysage architectural*. Arthabaska : La Société La Haye-Ouellet, 166 p.

Cartes et plans anciens

1815 Bouchette, Joseph et William Faden. *To his Royal Highness's George Augustus Frederick, Prince of Wales, Duke of Cornwall, &c.. Prince Regent of the United Kingdom of Great Britain & Ireland; this topographical map of the province of Lower Canada : shewing its division into districts, counties, seigniories & townships, with all the lands reserved both for the crown & the clergy, &c.. Is with his royal highness's special permission, most gratefully dedicated by a faithful & zealous canadian subject, and his royal highness's most obedient & devoted servant.* Londres : W. Faden. BAnQ : 90115

1831 Bouchette, Joseph. *To his most Excellent Majesty, King William IV. This topographical map of the districts of Quebec, Three Rivers, St.Francis and Gaspé, Lower Canada : exhibiting the new civil division of the districts into counties pursuant to a recent Act of the provincial legislature; is with his Majesty's gracious and special permission, most humbly and gratefully dedicated by his Majesty's most devoted and loyal Canadian subject.* Londres : James Wyld. BAnQ : 90117.

1867 *Map of the Eastern Townships of Canada : compiled and engraved expressly for the Eastern Townships Gazetteer.* St. Johns : Smith & Co. BAnQ : 107580.

1920 *Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre.* Québec (Province) : s.n. BAnQ : 2684630.

1923 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:63 360. 31-I-08, Bécancour*. Québec Topographique. BAnQ : 2684649.

1924 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:63 360. 31-I-01, Aston*. Québec Topographique. BAnQ : 2684672.

1926 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:63 360. 21-L-04, Arthabaska*. Québec Topographique. BAnQ : 2684707.

1929 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:63 360. 21-L-05, Lyster*. Québec Topographique. BAnQ : 2684764.

Sites Internet

Répertoire des municipalités du Québec
http://www.mamrot.gouv.qc.ca

Commission de toponymie du Québec
http://www.toponymie.gouv.qc.ca/

Municipalité de Saint-Louis-de-Blandford
http://www.saint-louis-de-blandford.ca/

Statistique Canada – Profil du recensement
http://www12.statcan.ca/

4.10 Saint-Norbert-d'Arthabaska

L'essentiel des données concernant l'histoire de Saint-Norbert-d'Arthabaska a été acquis à la lecture et l'analyse d'une monographie historique préparée par Daniel Robert, historien, et publiée en 1994 à l'occasion du 150e anniversaire de la municipalité. Ce document regroupe des données d'archives acquises de manière rigoureuse concernant les conditions de l'arrivée des premiers colons, les premières familles à s'être établies et l'évolution du cadre religieux, municipal, scolaire et économique.

À cette source d'informations s'ajoutent la consultation de divers répertoires renfermant la liste des biens ou sites patrimoniaux ayant une valeur culturelle majeure, tels que le Répertoire du patrimoine culturel du Québec (MCCQ, 2013), le Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens (Parc Canada, 2013), le Répertoire des lieux de culte du Québec (MCCQ, 2012), le Répertoire des croix de chemin (Milot et Simard, 1994), le Répertoire toponymique du Québec (Commission de toponymie du Québec, 2013), l'Inventaire des sites archéologiques du Québec (MCCQ, 2013), le Répertoire de cartographie numérique du site de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec et divers macro-inventaires mandatés par le ministère des Affaires culturelles et élaborés à compter des années 1980 dont ceux du CÉLAT (1980) et de la Société La Haye et Ouellet (1982). Ces documents ont permis d'établir l'état des connaissances et la valeur patrimoniale déjà inventoriée, reconnue, classée ou simplement répertoriée de certains bâtiments.

4.10.1 Site d'implantation

Le secteur occupé par l'ancienne municipalité de Chester-Nord, érigée en 1870, se situait, comme son nom l'indique, dans la partie Nord du canton de Chester. Quant au territoire de la municipalité de la paroisse de Saint-Norbert-d'Arthabaska, dans lequel était enclavé celui de Norbertville, elle occupait la partie est du canton d'Arthabaska. Le territoire de Saint-Norbert comprend actuellement l'ensemble des lots des 6e au 12e rangs du canton d'Arthabaska, les lots 21 à 28 des 1er au 4e rangs du canton de Chester et les lots 15 à 28 du 1er rang du canton de Chester et du canton d'Halifax.

La portion nord-est du territoire est traversée par la rivière Bulstrode qui décrit de nombreux méandres. Le territoire comprend aussi la rivière Gosselin, la rivière Gobeil et de nombreux ruisseaux. La municipalité est reconnue pour son panorama montagneux caractéristique du piémont des Appalaches. Cette région présente dans sa portion sud des surfaces fortement inclinées, des bombements rocheux et des vallées de rivières encaissées dans le roc. L'altitude varie entre 220 et 380 mètres. Une quantité appréciable de blocs et de cailloux intègrent le sol sableux la recouvrant. Aux bas des pentes se

profilent souvent des zones marécageuses et ravinées. L'ensemble de ces caractéristiques concourt à donner à la région de magnifiques points de vue, mais en même temps de mauvaises qualités de culture. Dans sa partie nord, le relief s'adoucit et fait place à de petits vallons généralement recouverts de sable d'origine postglaciaire (mer de Champlain). L'altitude varie entre 160 et 220 mètres (ANMM) dans ce secteur.

Au tournant du XXe siècle, presque tous les lots du canton de Chester et d'Arthabaska seront occupés et les sols qui y sont cultivés procureront un rendement nettement suffisant pour la survie des familles. La forêt étant composée d'érables, de hêtres, de bouleaux, de tilleuls, de sapins et de cèdres, elles témoignent de la bonne fertilité du sol malgré la présence d'un substrat généralement sableux et pauvre en dépôts organiques



Figure 10.1 – Limites actuelles de la municipalité de Saint-Norbert-d'Arthabaska (Statistique Canada, 2014 : 2439043)

4.10.2 Familles et personnages

Les premiers colons

À Saint-Nobert, la colonisation débute peu de temps après l'ouverture du chemin Gosford, vers 1835, qui donnait accès au territoire des Cantons de l'Est. Les premiers colons sont des *squatters*, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas de titre de propriété. Au moins treize d'entre eux s'établissent, entre 1840 et 1843, dans la portion est du canton d'Arthabaska (tableau 10.1).

Tableau 10.1 – Les squatters de Saint-Nobert-d'Arthabaska

Nom	**Lots occupés**
Olivier Coulombe et autres	Lots 3 à 5 du 11e rang
Pierre Landry dit Bercase	Lot 4 du 11e rang
Raphaël Baril	Lot 1 du 14e rang
Gaudreault	Lot 2 du 14e rang
Alexandre Thibodeau, David Prince, A. et Edw. Picher	Lots 3 et 4 du 14e rang
Jean-Baptiste Béliveau, Jospeph Béliveau et François Pellerin	Lots 1 à 4 du 15e rang
Guillaume et Nazaire Gosselin	Parties de lots des 15e et 16e rangs

Comme les documents officiels ne mentionnent pas leurs noms, il est impossible de trancher avec certitude sur le nom du premier colon de Saint-Norbert. En 1914, l'abbé Charles-Édouard Mailhot, reconnu comme « historien des Bois-Francs » avait nommé dans son ouvrage le nom de Pierre Landry dit Bercase comme premier colon à Saint-Norbert, mais il semble changer d'idée plus tard en élevant Jean-Baptiste-Narcisse Béliveau à titre de pionnier-colonisateur. D'autres sources identifient plus tard Louis Gravel comme le fondateur de la paroisse puisqu'il aurait abattu le premier arbre sur la terre de la future chapelle. En fait, selon Robert (1992 : 17), il serait plus vraisemblable que les premiers colons soient arrivés en petits groupes. Ceux-ci, majoritairement originaires de la région de Bécancour, se sont installés aux environs des 10e et 11e rangs d'Arthabaska. Le tableau 10.2 présente les premiers colons de Saint-Norbert.

Tableau 10.2 – Les premiers colons de Saint-Nobert-d'Arthabaska (tiré de Robert 1992 : 17)

Jean-Baptiste-Narcisse Béliveau	Xavier Ducharme	Louis Guertin
Joseph Béliveau	Moïse Cantin	Édouard Leclerc
Pierre Landry dit Bercase	François Hétu	Jos.-Antoine Brunelle
Raphaël Baril	Narcisse Dessert	Jean-Baptiste Roy
Olivier Coulombe	François Dessert	Antoine Brunelle
Gaudreault	Joseph Juneau	Barnabé Piché
Guillaume Gosselin	Joseph-Étienne Landry	Narcisse Verret
Nazaire Gosselin	Louis Prince	Jacques Hamel
François Pellerin	Édouard Prince	Jean Hamel
A. Picher	William Sharps	Elzéar Nault
Edw. Picher	Pierre Perreault	Ambroise Luneau
David Prince	AntoineLebel	Pierre Nolin
Alexandre Thibodeau	Joseph Lacroix	David Prince
Louis Gravel	Antoine Paquin	Rémi Trottier
Alexis Turcotte	Joseph Ayotte	Jean Matte
Pierre Turcotte	Charles Grosleau	Pierre Vincent
Guillaume Paquin	Charles Landry	Julien Roberge
François Paradis	Édouard Champoux	François Mailhot
Paul Paradis	Godfroy Cormier	Damase Roberge
Pierre Paradis	François Caron	Xavier Roberge
Alexis Paradis	François-Xavier Marcotte	

Personnage marquant

Philippe Napoléon Pacaud

Philippe Napoléon Pacaud, notaire de la paroisse de Saint-Norbert d'Arthabaska, originaire de Sainte-Hyacinthe et illustre patriote[11], facilitera la construction du chemin qui porte aujourd'hui son nom. En 1854, il construira également un magasin et une « perlasserie » à la sortie du village afin d'accommoder les 1er occupants de la région. Il cumulera aussi les titres de juge de paix, capitaine de la milice, maitre de poste et greffier à la cour des commissaires du district d'Arthabaska. Il contribua ainsi de façon mémorable à l'établissement colonial de Saint-Norbert et sa région.

4.10.3 Faits historiques

Histoire religieuse

Clovis Gagnon, curé de Saint-Calixte-de-Somerset (Plessisville) célèbre la première messe de Saint-Norbert en 1841. Les actes de baptême, de mariage et de sépulture sont donc inscrits à Somerset à cette époque. Le premier acte des registres de Saint-Norbert débute ainsi en 1845 lorsque Clovis Gagnon devint le premier prêtre résident de Saint-Norbert.

Les registres paroissiaux mentionnent qu'en 1843, les habitants des cantons d'Arthabaska et de Chester réquisitionnaient la construction d'une chapelle. Les messes étaient données jusque-là dans la maison de Pierre Landry et cette dernière devenait trop exiguë pour accueillir le nombre croissant de la population pratiquante du large territoire. Il semble également que cette maison était mal située par rapport au noyau qui se développait. Enfin, le transport des défunts à la chapelle de Somerset (Plessisville) afin de leur donner une sépulture dans le cimetière, devait se faire en empruntant les chemins de terre difficilement praticables. Pour ces raisons et avec le désir d'obtenir des services religieux plus réguliers, Mgr Signay assigna Clovis Gagnon à la tâche de définir le futur emplacement de la chapelle ainsi que ces dimensions. C'est ainsi qu'une chapelle en bois fut construite par Maxime Morin en 1843 sur le lot 2 des 10e et 11e rangs d'Arthabaska. L'acte de baptême de Célina Gravel, fille de Louis Gravel et de Louise Paquin, le 1er janvier 1845, est le premier à avoir été consigné dans le registre paroissial.

[11] Philippe Napoléon Pacaud fut emprisonné pour son patriotisme durant les années de Rebellions de 1837-1838

La mission, qui donnera son nom à la municipalité de paroisse, est ainsi créée en 1843, douze ans avant son érection canonique (1855) et dix-sept ans avant son érection civile (1860).

La chapelle fut édifiée sur une terre à la propriété du gouvernement. En favorisant l'élection de quatre syndics mandatés pour faire l'acquisition d'une terre au nom de la fabrique en 1846, les paroissiens souhaitaient ainsi régulariser la situation. Les lettres patentes sont obtenues du gouvernement octroyant 11 acres de terre sur le lot 2 du 10e rang et un acre sur le lot 2 su 11e rang. L'établissement de la chapelle put être complété en 1848 (Robert, 1994 : 18) grâce à ces efforts. La même année est envisagée la construction d'un presbytère. Le devis précisait les aspects que devait prendre le bâtiment :

> L'édifice, en planche d'épinette et de pruche, aura 36pieds de longueur, 30 pieds de largeur et dix pieds de hauteur; il sera divisé en sept pièces au rez-de-chaussée; il aura 16 fenêtres, 12 grandes et quatre petites, et deux perrons; le toit sera recouvert de bardeau peinturé à l'huile de couleur rouge ou enduit de goudron (Robert, 1994 : 18).

La multiplication de ce type de devis explique pourquoi les bâtiments religieux sont si homogènes dans le sud de la province.

La chapelle accueillit les paroissiens de Saint-Norbert jusqu'en 1862 alors qu'elle fut remplacée par l'église de pierre actuelle. Un deuxième projet de chapelle discuté vers 1849 mais jamais réalisé a cependant créé des quelques divisions et des frustrations dans la paroisse (Roy, 1992 : 26-29). En fait, les travaux du presbytère étaient promus à l'entrepreneur Antoine Gagnon lorsque, mais avant même le début des travaux, en mars 1849, des protestations envers le choix du site de la chapelle ont déclaré inadaptée la localisation d'une chapelle sur un tertre aussi élevé. Le 19 mars 1849, un total de 70 fidèles du canton de Chester adressent une requête à l'évêque demandant d'implanter la chapelle sur un autre site (Robert, 1994 : 18). C'est alors qu'un emplacement situé à deux arpents du premier, « sur un plateau convenable » à proximité de la chapelle existante, a été sélectionné par le curé-délégué de Stanfold, Antoine Racine.

Dans ce climat houleux, le choix du site du presbytère sema également la discorde. Antoine Racine établit son choix sur le site de la chapelle, non sans plaintes, puisque la division de l'opinion au sujet de l'emplacement de la maison curiale joignait celle de la chapelle. Enfin, le temps et le retrait du prêtre résident auront favorisé la construction d'un presbytère en 1850.

Comme le presbytère avait tardé à être construit, le missionnaire Moïse Duguay avait demandé en 1849 à déménager à Saint-Christophe. Le curé Racine desservira un temps la

mission avant que le premier missionnaire résident, l'abbé Paul de Villers, s'installe à Saint-Norbert (tableau 10.3).

Tableau 10.3 – Missionnaires et premiers curés de Saint-Norbert-d'Arthabaska

Nom	**Années**
Abbé Clovis Gagnon	1840-1848
Abbé Moïse Duguay	1848-1849
Abbé Paul de Villers (missionnaire résident)	1849-1854
Abbé Jean-Octave Plante (1er curé résident)	1854-1855
Abbé Pierre Roy	1855-1878
Abbé Louis-Adélard Buisson	1878-1905
Abbé A.-S.-Edmond Poulin de Courval	1905-1910
Abbé Sylvio Béliveau	1910-1923
Abbé Charles-Édouard Joyal	1923-1945

La population avait suffisamment augmenté entre 1850 et 1855 pour être en mesure de soutenir la charge d'un curé. Une requête est envoyée le 28 janvier 1855 à l'évêque de Trois-Rivières, Mgr Thomas Cooke, afin d'obtenir l'érection canonique de la paroisse de Saint-Norbert.

Une nouvelle requête s'opposant à cette érection canonique était présentée deux jours avant la tenue de l'assemblée pour informer sur la création de ladite paroisse. Une somme de 44 signataires, dont 17 habitaient la « Pointe d'Arthabaska », soit les rangs 14 à 17 qui forment une pointe à l'extrémité du canton triangulaire d'Arthabaska, soulignait qu'il était plus simple et sécuritaire pour eux de se déplacer à Sainte-Sophie qu'à Saint-Norbert pour se rendre à la chapelle. Rejetant à ce moment la requête des habitants de la « Pointe d'Arthabaska », la paroisse est érigée le 18 avril 1855 sous le vocable de Saint-Norbert. D'autres requêtes ont néanmoins favorisé différents détachements et annexions qui ont fait osciller les limites territoriales de la paroisse au début de la période coloniale (voir l'histoire municipale dans la prochaine section).

La population de Saint-Norbert atteint près de 1 500 âmes avant la fin des années 1850. En plus de son espace exiguë, l'état vétuste et ténu de la chapelle et de la sacristie ont eu raison d'une demande adressée en 1857 à l'évêque Thomas Cooke pour la construction d'une église. Une semaine seulement après l'assemblée publique, un décret autorisant la nouvelle construction était formulé. L'église devait être construite à quelque « 15 pieds au sud de la chapelle actuelle [disparue], le portail de ladite église devant être tourné vers l'est… (Thomas Cooke, 1854 dans Roy, 1992 : 30). »

Le début des travaux tarda cependant à être réalisé. « Les questions territoriales » affectant le 1er rang d'Halifax et le canton de Chester ainsi que « le processus menant à l'érection civile de la paroisse » a ralenti considérablement le projet de construction (Robert, 1994 : 22). Enfin, malgré les difficultés à réunir les sommes nécessaires (Roy, 1992 : 27), un plan de financement élaboré avec l'aide de la Fabrique et de ses nouveaux Syndics dès 1860 a dès lors facilité la mise en œuvre du projet. Les plans ont été conçus selon l'avis du commissaire Narcisse Pelletier, curé de Stanfold. Ce dernier présenta les dimensions de même que les caractéristiques architecturales que devaient prendre l'église, soit 120 pieds de longueur, 60 pieds de largeur et 30 pieds de hauteur, la sacristie attenante à l'église faite de pierre avec chapelles latérales. La construction n'a pu être entreprise qu'à compter de 1861-1862 et le lieu de culte reçut la bénédiction de l'évêque en 1863. En 1882, un orgue a été acquis et disposé dans le petit jubé. Il a été remplacé par un orgue signé Casavan et frères en 1920.

Parallèlement au parachèvement tardif de l'œuvre artistique du lieu de culte (achat de bancs et d'un orgue, création de fresques, acquisitions de tableaux et de statues, etc.), en 1892, un nouveau presbytère était en voie de construction pour remplacer la maison curiale délabrée datant de 1850. Le deuxième presbytère dont l'aménagement a été complété en 1894 a été remplacé par le presbytère actuel en 1966.

L'ensemble religieux comprend, en plus de l'église et du presbytère, un cimetière érigé sur la terre de la fabrique à proximité de ces deux autres bâtiments paroissiaux. Il était clôturé de planche de bois et comportait différentes parties réservées, soit aux enfants morts sans baptême, soit aux non-catholiques (Robert, 1994 : 25). En 1894, le cimetière est déjà presque rempli que les paroissiens sont avisés du besoin assez urgent de l'agrandir. Comme les démarches n'ont pas été réalisées en ce sens, Mgr Hermann Brunault exigeait en 1904 l'établissement d'un nouveau cimetière. Dès lors, un terrain situé au lot 365 a été acheté de Hector Bécotte pour la Fabrique, ce qui permettra d'agrandir le cimetière derrière les dépendances curiales.

Trois missionnaires et six curés ont desservi les besoins ecclésiastiques de la paroisse de Saint-Norbert durant les périodes coloniale (avant 1900) et historique (1900-1950). Louis-Adélard Buisson a été curé pendant 27 années consécutives à Saint-Norbert. Cette longue cure est suivie de près par Pierre Roy (23 ans) et Charles-Édouard Joyal (22 ans). La paroisse a ainsi bénéficié d'une stabilité en matière de services religieux, ce qui a assuré une certaine solidité dans le développement de la paroisse. Le missionnaire Moïse Duguay et le curé Jean-Octave Prince n'ont séjourné qu'une année dans la paroisse. À ces prêtres s'ajoute également le passage de nombreux vicaires à Saint-Norbert entre 1903 et 1923 en raison du nombre élevé de fidèles (tableau 10.4). Soumis aux directives de l'évêque, le vicaire accompagne le curé dans la réalisation de ces nombreuses tâches.

La durée de leur séjour varie entre 1 à 3 années. « Hommes effacés, sans véritables responsabilités propres à eux, les vicaires ont laissé peu de traces dans les documents paroissiaux (Robert, 1994 : 42). »

Tableau 10.4 – Vicaires de la paroisse de Saint-Norbert, 1903-1923

Nom	**Années**
Ulric Leblanc	1903-1905
Alfred Tétreau	1910-1911
Honoré Lavigne	1911-1912
Séraphin Capistran	1912-1914
Hector Paradis	1914-1916
Donat Lavallée	1916-1919
Philémon Biron	1919-1922
Ls-Philippe Binette	1922-1923

Histoire municipale

C'est en 1845 qu'a été créée la municipalité d'Arthabaska, dont le vaste territoire a été divisé en 1846 pour donner naissance aux municipalités de Saint-Christophe-d'Arthabaska et de Saint-Norbert-d'Arthabaska. Le gentilé « norbertien » a été créé à partir de la dénomination courante de la localité, Saint-Norbert. L'appellation *Arthabaska* marque l'inclusion de l'endroit dans le canton d'Arthabaska proclamé en 1802.

Trois municipalités historiques composent le territoire norbertien actuel : la municipalité de la paroisse de Saint-Norbert-d'Arthabaska (1855), la municipalité de Chester-Nord (1870) et la municipalité du village de Norbertville (1940).

La municipalité de paroisse de Saint-Norbert est la plus ancienne (et la plus populeuse). Elle occupait les cantons d'Arthabaska, de Chester et une partie d'Halifax). Elle fut créée en 1846, mais ce n'est qu'en 1855 qu'elle fut érigée canoniquement. Selon un document signé par Mgr Thomas Cooke, évêque de Trois-Rivières, dès cette époque, 210 familles regroupant 1343 âmes occupaient déjà les terres de Saint-Norbert (Roy, 1992 : 6). Le territoire de la paroisse de Saint-Norbert formé en 1855 comprenait les rangs 6 à 17 inclusivement du canton d'Arthabaska et les lots 21 à 28 des rangs 1 à 5 du canton de Chester. Au cours des cinq premières années d'activités de la corporation municipale, des réactions quant à la distance à parcourir pour se rendre au lieu de culte ont été féroces, notamment chez les habitants de la « Pointe d'Arthabaska ». À la suite de maintes requêtes de détachement, le décret démembrant les rangs 14 à 17 du canton d'Arthabaska au profit de Sainte-Sophie-d'Halifax est signé le 9 octobre 1856. Les démarches d'annexion des lots 13 à 28 du premier rang d'Halifax qui étaient déjà en vue lors du

détachement de la « Pointe d'Arthabaska » ont tardé quant à elle à être réalisé. Daniel Robert (1994 : 20) avance que le mouvement séparatiste qui prenait de l'ampleur dans le canton de Chester en 1857 et mettant en cause la construction d'une nouvelle église en territoire norbertien, serait à la source de la lenteur de l'annexion dont le processus a été complété le 23 juillet 1858 par la signature du décret par Mgr Cooke. « Le projet de séparation de la partie nord du canton de Chester ne s'est pas poursuivi au niveau religieux, mais au niveau municipal, une partie s'est vue rattachée à Chester-Est [Sainte-Hélène-de-Chester] en 1858 et une autre à la création de la municipalité de Chester-Nord [maintenant Saint-Norbert] en 1870 (Robert, 1994 : 21). »

Lors de l'érection civile de la paroisse de Saint-Norbert en 1860, le décret mentionne les composantes du territoire : les rangs 6 à 13 du canton d'Arthabaska, les lots 21 à 28 des rangs 1 à 5 du canton de Chester et les lots 13 à 28 du 1er rang du canton d'Halifax. Par la suite, Saint-Norbert subira deux démembrements et une annexion sur son territoire : en 1890, les lots 9 à 12 du 6e rang et les lots 9 à 11 du 7e rang sont annexés à la paroisse de Sainte-Victoire; en 1893 les lots 1 à 8 du 6e rang sont annexés à la paroisse de Saint-Christophe; et enfin, en 1913, une partie de Sainte-Hélène-de-Chester soit la partie est du lot 17 et les lots 18, 19 et 20 du 1er rang du canton de Chester sont détachés pour se joindre au territoire de Saint-Norbert (Robert, 1994 : 21). Les pages 129 à 131 présentées par Daniel Robert illustrent les différentes amputations et annexions de territoire de la paroisse de Saint-Norbert.

Le 28 juillet 1940, la municipalité du village de Norbertville est érigée et alors une partie du territoire qui comprend les lots 363 à 388 du 10e rang et les lots 412 à 439 du 11e rang sont détachés de la municipalité de paroisse de Saint-Norbert-d'Arthabaska.

La municipalité de paroisse de Chester-Nord comprenait, quant à elle, 780 habitants en 1871 lorsqu'elle fut créée (détachement de Chester-Est/Sainte-Hélène-de-Chester). Elle comprenait les lots 21 à 28 des 1er au 5e rang du canton de Chester et du 1er rang du canton d'Halifax qui ont été détachés de la municipalité du canton de Chester-Est. Quelques années plus tard, en 1906, l'espace municipal est agrandi et comprend dorénavant les lots 13 à 20 du 1er rang d'Halifax et les lots 15 à 20 du 1er rang de Chester qui sont détachés de Chester-Est et annexés à Chester-Nord. En 1896, un bureau de poste était mis en service à Chester-Nord en employant ce vocable.

Aucune modification territoriale ne sera portée à ces trois entités municipales depuis 1940. Cependant, le territoire municipal n'épouse pas parfaitement le territoire paroissial. Le 13e rang d'Arthabaska est inclus dans la paroisse, mais non dans la municipalité; de même, le 6e rang d'Arthabaska est inclus dans la municipalité, mais non dans la paroisse;

enfin les lots 15, 16 et partie de 17 du 1er rang de Chester sont sous la juridiction de la municipalité de Chester-Nord, mais non de la paroisse au plan religieux.

La municipalité de Saint-Norbert-d'Arthabaska a été créée en 1994, à la suite du regroupement de la municipalité de Chester-Nord et de la municipalité de la paroisse de Saint-Norbert-d'Arthabaska, alors qu'en 2009, la municipalité de Saint-Norbert-d'Arthabaska et la municipalité du village de Norbertville se regroupaient pour former la nouvelle municipalité de Saint-Norbert-d'Arthabaska (Commission de toponymie du Québec, 2013).

Tableau 10.5 – Premiers maires de la municipalité de Saint-Norbert-d'Arthabaska

Maire	**Années**	**Maire**	**Années**
Édouard-Germain Paradis	1855-1858	Joseph Trottier	1910-1911
Charles-Adrien Pacaud	1858-1863	Edmond Juneau	1911-1913
Eusèbe Drouin	1863-1864	Napoléon Normand	1913-1914
François Larivière	1864-1866	Adélard Drouin	1914-1917
Philippe-Napoléon Pacaud	1866-1868	Isodore Létourneau	1917-1919
Bernardin Blais	1868-1872	Hormidas Provencher	1919-1921
Narcisse Talbot	1872-1877	Achille Jolibois	1921-1923
Wilbrod Demers	1877-1889	Adélard Roy	1923-1933
Georges Lebel	1889-1893	Adolphe Lafrance	1933-1939
Pierre N. Morin	1893-1896	Désiré Paris	1939-1943
Hector Poisson	1896-1904	Noël Baril	1943-1945
Désiré Labonté	1904-1905	Amédée Morin	1945-1947
John Turcotte	1905-1907	Jena-Baptiste Jolibois	1947-1949
J.-Achille Gagné	1907-1909	Gustave Bellefeuille	1949-1955
Adélard Drouin	1909-1910		

À Saint-Norbert-d'Arthabaska, 29 maires se sont succédé entre 1855 et 1950 (tableau 10.5). La plupart ont siégé à la mairie de deux à cinq années consécutives, mais quelques-uns n'ont complété qu'une seule année. Rares sont les maires qui ont participé au développement municipal plus de six années. À Chester-Nord, 23 maires se sont succédé au cours de la période historique (tableau 10.6). Il s'agit d'une succession quasi démesurée qui est difficile à expliquer et qui déborde du cadre de cette recherche. Néanmoins, il est clair que cette situation a eu des impacts sur l'évolution municipale qui mériteraient d'être explorés.

Enfin, la municipalité du village Norbertville a vu se succéder quatre maires entre 1940 et 1950 (tableau 10.7).

Tableau 10.6 – Premiers maires de la municipalité de Chester-Nord

Maire	**Années**	**Maire**	**Années**
Jean Plamondon	18??-1884	Désiré Alain	1916-1921
Modeste Poisson	1884-1889	Théophile Angers	1921-1931
Pierre Voyer	1889-1890	Alfred Paris	1931-1939
François-Xavier Voyer	1890-1896	Patrick Therrien	1939-1940
Ferdinand Alain	1896-1898	Napoléon Alain	1940
Joseph Laroche	1898-1903	Edmond Létourneau	1941-1943
Ludger Leblanc	1903-1908	Ludger Poisson	1943-1944
Gédéon Alain	1908-1911	Aurèle Bouffard	1944-1947
Joseph Camiré	1911-1913	Gamelice Boulanger	1947-1949
Jacques Létourneau	1913-1914	Paul Lemay	1949
Henry Bouffard	1914-1915	Rosaire Alain	1949-1953
Edmond Camiré	1915		

Tableau 10.7 – Premiers maires de la municipalité du village de Norbertville

Maire	**Années**
Alphonse Gauvreau	1940-1943
Alphonse Fréchette	1943-1947
Adélard Roy	1947-1949
Jean-Maurice Roy	1949-1953

L'histoire scolaire

Les registres scolaires s'ouvrent en 1854 à Saint-Norbert. La date de création exacte de la commission scolaire de Saint-Norbert d'Arthabaska n'est pas connue. L'organisation et le fonctionnement du premier système scolaire débutent vers 1850-1851 à la suite de la « Loi de 1849 » qui permettait le démembrement des districts municipaux en faveur des municipalités scolaires. Il est donc possible de présumer que la commission scolaire de Saint Norbert est née à cette période. Plusieurs mutations du territoire scolaire ont eu cours à Saint-Norbert. Les amputations et gains suivaient de près les changements opérés aux limites du territoire paroissial et municipal (voir Robert, 1994 : 64-65 pour connaître les détails des mutations territoriales). L'instabilité géographique du domaine scolaire aura des répercussions sur son administration, particulièrement au XIXe siècle, au moment où sont réalisés les différents changements.

Le territoire de la municipalité scolaire est divisé en arrondissements, chacun comportant un nombre minimum d'élèves (entre 15 et 20 selon les époques). C'est précisément le nombre d'élèves qui justifiait l'ouverture, le maintien d'une école ou la fermeture d'une école. Si les limites des arrondissements scolaires ont varié en fonction des besoins et des circonstances, le nombre d'écoles est par contre demeuré particulièrement stable (tableau 10.8).

Tableau 10.8 – Les premières écoles de Saint-Norbert-d'Arthabaska

Nom	Année	Localisation	Notes historiques
École du village (école numéro 1)	Avant 1854-1957	Lot 369-A, près de la chapelle	Reconstruite en 1866 par le menuisier David Poisson. Agrandie en 1914 (annexes et étage). Déplacement de l'école en 1935 sur un terrain de la fabrique. Démolie en 1958.
École de la croix (école numéro 2)	Avant 1854-1957	Lot 304 du 8e rang	Initialement à la propriété de M. Béliveau. Reconstruite en 1887 par l'entrepreneur Octave Normand.
École numéro 3	1855-1899	6e rang	Située à l'origine, sur la propriété d'Edmond Talbot. Fermée en 1882 et 1883 en raison d'un nombre insuffisant d'enfants. Déménagée en 1884 sur la propriété de Bernardin Blais. Cédée en 1899 à la commission scolaire de Saint-Christophe-d'Arthabaska
École du petit rang (école numéro 4)	1873-1957	Lot 316 du 8e rang	
École centrale	1957	Village	L'architecte Jean-Marie Roy supervise les travaux de construction. Agrandissement opéré en 1959 par l'entrepreneur François Bourgeois à la suite de l'annexion de la municipalité scolaire de Chester-Nord, d'un arrondissement scolaire de Stanfold et un autre de Sainte-Sophie d'Halifax.

Jusqu'en 1957, trois écoles et arrondissements (numéro 1, 2 et 4) sont administrés par la Commission scolaire de Saint-Norbert-d'Arthabaska. À partir de cette date, une école centrale construite au village sur un terrain acquis de la fabrique et le transport des élèves par autobus a entraîné la fermeture des maisons d'école. L'école fut agrandie deux années après sa construction.

La commission scolaire de Chester-Nord comprenait quant à elle cinq écoles dispersées sur son territoire (tableau 10.9).

Histoire économique et industrielle

L'économie de Saint-Norbert-d'Arthabaska aura été soutenue au long de son développement colonial par le commerce du bois qui a mené à la construction de nombreuses scieries, tels les moulins Angers, Landry, Gosselin et Normand à Saint-Norbert. La fin de cette industrie sera marquée par le développement d'une agriculture de subsistance qui procurera avec les années des revenus majeurs à sa population. « Dresser un tableau complet de l'histoire économique de Saint-Norbert-d'Arthabaska entre 1855 et

1950 est pratiquement impossible; plusieurs artisans travaillant directement dans la maison familiale, dans un petit atelier ou tout simplement au gré des travaux nécessaires (Municipalité de Saint-Norbert- d'Arthabaska, 2013) ».

Tableau 10.9 – Les premières écoles de Chester-Nord

Nom	Année	Localisation	Notes historiques
École de Chester-Nord (école numéro 1)		Lot 21 du 1er rang de Chester	
École de La Montagne (école numéro 2)		1er rang d'Halifax	
École du 4e rang (école numéro 3)		Lots 119 et 120 du 4e rang de Chester	
École du 5e rang (école numéro 4)		Lot 146 du 5e rang de Chester	
École d'Alainbourg (école numéro 5)		Lot 77 du 1er rang de chester	

Les moulins

Entre 1845 et 1847, Jean Goulet acquiert de Georges Gregory les lots 4 et 5 du 7e rang d'Arthabaska, et y construisit un moulin à scie et à farine. La présence d'une chute de la rivière Gosselin en a fait un site approprié pour l'établissement d'un moulin, lequel sera achevé en 1847. Il était fait « entièrement de bois (pièce sur pièce) avec des murs en pierres, lambrissés à l'extérieur de planches de pin [embouvetées] et recouvertes de bardeaux de cèdre (Roy, 1992 : 53). » Deux barrages aménagés sur la rivière Gosselin ont permis de contrôler l'énergie hydraulique, dont un fut reconstruit deux fois (1909, 1943). Cette même année, Jean Goulet vend une part de sa propriété à Louis Goulet afin de balancer son budget. Par la suite, 14 propriétaires se succèderont à la tête du moulin Goulet jusqu'au jour où la famille Lapierre acquiert la propriété lors d'une vente aux enchères du Shérif du District d'Arthabaska :

> Le 22 mars 1909, le shérif du district d'Arthabaska met à l'enchère public, à la porte de l'église Saint-Norbert, la propriété de Louis Levasseur, saisie le 10 février précédent. Outre le terrain, désigné sous le numéro 266 du cadastre de Saint-Norbert, la propriété comprend un moulin à farine et à carder en opération – mouvements, machineries, arbre de couche, tout son matériel ainsi que les outils et les instruments du moulin, (…) de même qu'une maison, une écurie, un pouvoir d'eau, un barrage (dam) et la chaussé. Joseph Lapierre, alors cultivateur d'Arthabaska, fait la dernière offre, la meilleure, et acquiert la propriété pour le prix de 373 dollars (Roy, 1992 : 52-53).

À cette époque, quatre autres moulins sont implantés sur le territoire norbertois (tableau 10.10) : le moulin Normand situé à la limite du village, un moulin (propriétaire

inconnu) localisé dans le 1er rang d'Halifax (Joseph Gosselin?) et les deux moulins de Paris dans le 5e rang d'Arthabaska (Robert, 1994 : 115). L'eau était employée comme force motrice dans ces moulins et c'est une des raisons qui expliquent leur emplacement à proximité d'un cours d'eau. Les billots voyageaient également par voie d'eau et des aménagements (creusement, barrage) permettaient généralement de faciliter le travail de la drave.

Les moulins d'Alfred Paris ont d'abord été implantés dans le 7e rang d'Arthabaska (appelé couramment 5e rang de Chester puisqu'il en est en quelque sorte, la continuité). En 1930, Paris aurait déménagé le moulin dans le 8e rang. Il construisit à ce moment un moulin à scie sur le lot 11 du 1er rang de Chester, à l'emplacement du petit noyau villageois de Chester-Nord. Cet homme était propriétaire de plusieurs terres dans la paroisse de Saint-Norbert. En plus d'opérer des moulins, il pratiquait l'élevage des chevaux et le commerce du bois. Lors qu'Alfred Paris se retira de son entreprise en 1945, il vendit à la famille Dubois de Plessisville (Robert, 1994 : 115).

Le moulin Angers était situé sur le lot 258 du 7e rang du canton d'Arthabaska (Roy, 1992 : 50). Robert raconte que « c'est en 1866 que Napoléon Larochelle vend à Joseph Angers une terre de dix arpents sur laquelle est bâti un moulin à scie, à carder et à fouler, ainsi que le "pouvoir d'eau" (barrage et système hydraulique). La terre est située dans le tiers central du lot 3 (ancien cadastre), de part et d'autre de la rivière Gosselin » (1994 : 115). La propriété demeurera au sein de la famille pendant quatre générations avant d'appartenir à Rosaire Fournier et Normand Cliche qui y développeront un domaine domiciliaire. Enfin, Guillaume Gosselin aurait opéré un moulin dans le 7e rang d'Arthabaska vers 1855.

Deux autres moulins à scie et à farine sont également répertoriés en 1871 sur le territoire de Chester-Nord, soit celui de Joseph Landry sur le lot 26 du 5e rang de Chester et celui de Joseph Gosselin situé, semble-t-il, sur le lot 23 du 1er rang d'Halifax. Wilfrid Laurendeau puis Pierre Létourneau devinrent propriétaires du moulin Jospeh-Gosselin vers 1914. Il semble que Létourneau démonta le moulin pour le réinstaller en Abitibi.

Autre moulin de l'époque coloniale, le moulin de Napoléon Normand. Il occupait une terre située le long du chemin d'Arthabaska, sur les lots 382, 383 et 384 dans le 10e rang d'Arthabaska. Le moulin était à la propriété de Ulric Normand en 1891, mais était loué par un certain Édouard Côté. En 1896, Ulric Normand acheta le moulin Goulet de Béatrice Provencher, veuve d'Onésime Pépin (Édouard Côté sera lui aussi propriétaire du moulin Goulet de 1888 à 1895). Détruit par le feu en 1918, le moulin est reconstruit. L'entreprise familiale des Normand, exploitée d'abord sous le nom de Normand et Frères, prend alors le nom de Normand et fils vers 1920.

Tableau 10.10 - Les moulins de Saint-Norbert-d'Arthabaska

Nom	**Année**	**Localisation**
Moulin Jean-Goulet/Moulin Lapierre	1845/1974(1909)	5e rang d'Arthabaska/7e rang de Chester
Moulin Guillaume-Gosselin	Vers1855	7e rang d'Arthabaska
Moulin à scie, carder et fouler Joseph-Angers	Avant 1866	Lot 258 du 7e rang d'Arthabaska
Moulin Joseph-Talbot		
Moulin Alfred-Paris	Début 1900?	5e rang d'Arthabaska/7e rang de Chester; 8e rang d'Arthabaska
Moulins Alfred Paris	Vers1930	Lot 11e du 1er rang de Chester
Moulin à scie David Talbot	Vers 1870	
Moulin Joseph-Louis-Landry	Vers 1870	Lot 26 du 5e rang de Chester
Moulin à scie et à farine Joseph-Gosselin	Vers 1870	Lot 23 du 1er rang d'Halifax
Moulin Napoléon-Normand	Vers 1880?	Lots 382, 383 et 384 dans le 10e rang d'Arthabaska
Moulin Baril	Vers 1894	
Moulin Léon-Pelletier	Vers 1894	1er rang de Chester

Les procès-verbaux de 1894 et de 1897 soulignent également la présence d'un moulin Baril puis d'un moulin à farine à la propriété de Léon Pelletier dans le 1er rang de Chester. Robert (1994) n'a cependant pas d'information sur ces moulins.

Bref au total, douze moulins ont été en opération sur le territoire de Saint-Norbert-d'Arthabaska entre 1855 et aujourd'hui. Tous ces moulins ont été ravagés par le feu et s'ils ont été reconstruits, ils ont été déconstruits par la suite, les pièces étant vendues pour être récupérées ailleurs. Même le moulin Lapierre (moulin à farine) a subi les ravages d'un incendie en 1974. Il fut reconstruit en 1974-1975 par son propriétaire, le fils de Joseph Lapierre, et survécu au temps jusqu'à aujourd'hui. En 1978, c'est le moulin à scie de la propriété Lapierre qui brûle et ce dernier demeurera à l'état de vestige.

Les fromageries

L'industrie du fromage tarda à s'établir dans la paroisse, mais connaîtra un succès inégalable au tournant de 1892. Cette période est effectivement marquée par la réorganisation de l'agriculture québécoise au sein d'une conjoncture économique favorable aux exportations. L'industrie laitière prendra alors une lancée sans précédent (Robert, 1994 : 115-116).

Jusqu'à onze fromageries se sont illustrées à travers le territoire de Saint-Norbert (figure 10.11). Les premiers-maitres fromagers de Saint-Norbert figurent parmi les premiers colons du territoire, en l'occurrence : Wilbrod Demers, Wilfrid Legendre et Clément Therrien. Germain Saint-Pierre et Paul Tousignant s'illustrent dans ce domaine à compter de 1891. À Saint-Norbert, verront aussi le jour les fromageries d'Alfred Ouellette, de David Dumont, de Saint-Pierre et Bourbeau, de Brunel et de Pellerin, puis celle de Joseph Prince à Chester-Nord. Parallèlement au développement de commerce naîtra la Société d'agriculture d'Arthabaska où une quarantaine de membres norbertois se sont illustrés en 1873. En 1897, une seule beurrerie-fromagerie transforme le lait dans la municipalité. Alfred Ouellette et son associé Léonard Perreault avaient établi leur industrie au village, sur le lot 379 du 10e rang. Cette même année, les fromageries de David Dumont et Joseph Prince sont toujours en opération, tandis que celles de Brunel, de Pellerin et de Saint-Pierre et Bourbeau semblent avoir disparues. Ces fromageries ont peut-être été achetées par leur concurrent déjà bien établi ou encore par le nouveau venu, Dolphis Boissonneau en 1897.

À la fin du XIXe siècle, la concurrence était bel et bien établie sur le territoire. Se sont succédé des dizaines de fromagers « au rythme des succès et des échecs. » Au cours des années 1930, la fromagerie de Perreault devint la propriété de J.-Donat Nadeau, mais Perreault conservera un emplacement dans le village pour son commerce qui demeurera en activité jusque dans les années 1960. « Pendant la même décennie (1930-1940), Alcide Leblanc cède sa fabrique de fromage à Armand Lambert, tandis que Côté cède la sienne à Vital Larrivée. Alcide Leblanc fonde alors la compagnie Leblanc et Leblanc enr. Et se spécialise dans la fabrication d'accessoire de beurrerie et fromagerie. En 1938, Napoléon Alain est aussi fromager à Alainbourg. En 1945, J.-Donat Nadeau vend ses propriétés; celles-ci sont désignées sous le nom « ancienne fromagerie » en 1953. Lambert opère sa fabrique de fromage jusque dans les années 1950. À la même époque, Vital Larrivée vend la sienne à Lucien Lemarier ». Ce dernier opérera sa fromagerie jusqu'en 1962, année qui marquera la fin de la fabrication de fromage norbertien.

Autres commerces et industries

Plusieurs autres commerces et industries ont soutenu les activités de Saint-Norbert et ont assuré leur bon fonctionnement, notamment des magasins et des boutiques offrant des services spécialisés.

En 1861, les recensements fédéraux relèvent la présence de forgerons, menuisiers, charpentiers et ouvriers, cordonniers, couturière et marchands. La municipalité de Saint-Norbert comptait déjà aussi à ce moment un avocat, un notaire et un huissier. Quelque 10

années plus tard, les professionnels augmentent en nombre et en diversité. S'inscrivent des meuniers et cardeurs, des forgerons et voituriers, des maçons, charpentiers et tonneliers, des cordonniers et charrons, des couturières et modistes, un tanneur et plusieurs marchands ou commerçants. S'ajoutent à cette liste les professions de bedeau, machiniste, courrier, courtier, notaire et maitre de poste et même de physicien et chirurgien. Il faudra attendre les années 1890 pour voir apparaître la catégorie « industriel » dans les recensements. Pour connaître le détail de ces professions et le nom des artisans et professionnels, le lecteur est invité à consulter le chapitre V de la monographie du 150e de Saint-Norbert. L'historien Daniel Robert y répertorie quantité d'informations à ce sujet.

Tableau 10.11 – Les fromageries de Saint-Norbert

Propriétaire	**Année**	**Localisation**
Wilbrod Demers	Avant 1887	Saint-Norbert
Wilfrid Legendre	Avant 1887	Saint-Norbert
Clément Therrien	Avant 1887	Saint-Norbert
Alfred Ouellette	1891	Saint-Norbert
David Dumont	1891	Saint-Norbert
Saint-Pierre et Bourbeau	1891	Saint-Norbert
Brunel	1891	Saint-Norbert
Veuve Pellerin	1891	Saint-Norbert
Joseph Prince	1891	Chester-Nord
Dolphis Boissonneau	1897	Saint-Norbert
Alfred Ouellette et Léonard Perreault	1897	Village de Saint-Norbert, lot 379 du 10e rang
Alcide Perreault	Début 1900	Saint-Norbert
Alcide Leblanc	1923	1er rang de Chester (lot 12 et 13)
Alphonse Côté	1923	4e rang de Chester (lots 126 et 128)
Willie Lafontaine	1928	Chester-Nord

Il semble qu'entre 1880 et 1930, la paroisse de Saint-Norbert change peu du côté socio-économique : « Mises à part les fromageries qui apparaissent et disparaissent au cours de cette période, les entreprises de Saint-Norbert continuent d'offrir des services axés essentiellement sur des activités traditionnelles (Robert, 1994 : 120) ». Même au cours de la crise économique des années 1930, les métiers traditionnels « forment encore le plus gros du contingent des occupations ». Les changements les plus importants surviendront dès les premières années de l'après-guerre. L'émergence de grandes industries, la formation de coopératives, la syndicalisation des travailleurs, le développement des moyens de transport et des télécommunications, l'exode rural, l'urbanisation et la mobilité de la main-d'œuvre sont autant de facteurs ayant contribué à générer un nouveau profil socio-économique à Saint-Norbert (Robert, 1994 : 123). Avec ces nouvelles

avancées, les métiers traditionnels prennent du recul et disparaissent peu à peu. Voici quelques entreprises relevées par le conseil municipal pour la trace qu'elles ont laissée dans l'histoire de Saint-Norbert-d'Arthabaska (Robert, 1994 : 126-127) :

- La compagnie d'assurance des Forestiers Canadiens de Saint-Norbert (1917)
- La société coopérative de Saint-Norbert (1945)
- Tricot Norbertville (1956)
- La compagnie de téléphone de Saint-Norbert (1912)
- Le bureau de poste (1858)
- La Banque provinciale du Canada (1888)
- La caisse Populaire des Deux Cantons (1939)

Les recensements gouvernementaux fournissent des indications quant à la densité démographique et la présence de certains métiers. Ainsi, en 1861, Saint-Norbert-d'Arthabaska compte 1300 habitants dont au moins 18 marchands, dont quatre forgerons, quatre menuisiers, des charpentiers ou ouvriers, deux cordonniers et une couturière. Dix ans plus tard, en 1871, les registres recensent plus de 1800 habitants, dont 35 marchands. En plus des nombreux moulins à scie et à farine s'ajoutent trois boutiques de forge, une boutique de forge et de charron, deux boutiques modistes et une tannerie qui fourniront une production bénéfique pour l'ensemble de la communauté bien établie. Si, au départ, cette production en est une d'autosuffisance, elle deviendra rapidement une production de marché. Les métiers se diversifient et ne sont plus strictement rattachés au domaine agricole.

4.10.4 Chemins de la colonie et noyaux d'occupations

Tableau 10.12 – Les chemins anciens de Saint-Norbert-d'Arthabaska

Chemin d'Arthabaska (rue Laurier/rue Prince)	Chemin du 12e rang d'Arthabaska
Route de Stanfold (partie du 10e rang, route 263)	Rue Notre-Dame
Rang Lainesse	Route Demers
Chemin du 6e rang d'Arthabaska	Route de la Montagne
Chemin du 7e rang d'Arthabaska/5e rang de Chester	Route de la Rivière
Chemin du 4e rang de Chester	Chemin du 1er rang de Chester
Chemin du 9e rang d'Arthabaska	Chemin du 2e rang de Chester
Chemin du 10e rang d'Arthabaska	Rang Lizotte

Au moment où est fondée Saint-Norbert, en 1855, le peuplement avait progressé dans les paroisses environnantes, en l'occurrence à Chester-Ouest (Chesterville) le long du chemin Craig (1815), à Saint-Martyrs-Canadiens le long du chemin Gosford (1830) et à Ham-Nord, Chester-Ouest et Saint-Christophe le long du chemin Saint-Philippe (1849).

L'arrivée du chemin de fer (*Grand Trunk Railway of Canada*) à Victoriaville et à Stanfold (Princeville) en 1854 favorise également l'arrivée de nouveaux colons. La main-d'œuvre canadienne-française est attirée par des emplois dans la construction du chemin de fer et aussi par l'attrait du bois et de la terre neuve pour le commerce.

Avant 1830, aucune occupation humaine n'est répertoriée sur le territoire de Saint-Norbert, malgré l'arpentage primitif des lots (figure 10.2). Les premiers colons ont bénéficié du passage du chemin Saint-Philippe et du chemin d'Arthabaska/rue Laurier (figure 10.3) implantés à l'ouest de son territoire. En plus d'être reliée à la paroisse de Saint-Christophe grâce au passage du chemin d'Arthabaska/rue Laurier, la paroisse de Saint-Norbert se connecte à cette époque à celle de Chester-Est (Sainte-Hélène-de-Chester) via le chemin du 3e rang de Chester et à celle de Stanfold (Princeville) via le chemin de Stanfold (chemin du 10e rang/route 263 actuelle). Le noyau de village de Saint-Norbert s'est développé à la croisée de ces deux vieux chemins. Le réseau routier local se ramifia au village (figure 10.6); la rue Notre-Dame, la route Demers et même la route de la Montagne comptaient, dans la première moitié du XXe siècle, un nombre élevé de bâtiments. En 1935, l'église, le presbytère, le cimetière et l'école du village occupaient un haut plateau situé à quelque 20 mètres d'altitude par rapport à la rue Notre-Dame. Le noyau de village comptait également un moulin à scie.

Quant aux chemins de front et aux routes d'accès aux différents lots du territoire (figure 10.5; tableau 10.12), ils semblent avoir été ouverts dans la seconde moitié du XIXe siècle. L'implantation de moulins le long de ces axes témoigne l'accessibilité rapide de l'ensemble des rangs du canton d'Arthabaska.

Le hameau de Chester-Nord ne s'est pas encore développé vers 1860, mais une concentration de bâtiments apparaît dans un secteur dénommé « Larochelle » où s'était implantée une école de rang (école numéro 2 de Chester). Ce secteur était accessible par le réseau routier de Stanfold et de Saint-Sophie-d'Halifax. Sur la carte de topographique de 1935, un moulin à scie et une école figure dans ce secteur (figure 10.7).

Le hameau de Chester-Nord se distingue sur les cartes des années 1920 (figure 10.4). À cette période, le réseau routier est déjà ramifié dans cette partie de canton de Chester (chemin du 1er rang Ouest/route de la Rivière, chemin du 1er rang Est et chemins des 2e, 3e, 4e et 5e rangs de Chester). Une concentration de bâtiments occupait la croisée des chemins des 1er et 2e rangs près de la traverse de la rivière, dont un bureau de poste, une école de rang (école numéro 1 de Chester-Nord) et un moulin à scie (moulin Alfred-Paris). Un peu plus en amont de la rivière Bulstrode, à la confluence de la rivière Gobeil, un hameau connu sous le nom de « Alainbourg » s'est distingué le long de la route de la Rivière. Un bureau de poste et une école de rang (école numéro 5 de Chester-Nord) y

avaient été implantés. La figure 10.8 représente les hameaux de Chester-Ouest et Alainbourg à la fin de la période historique.

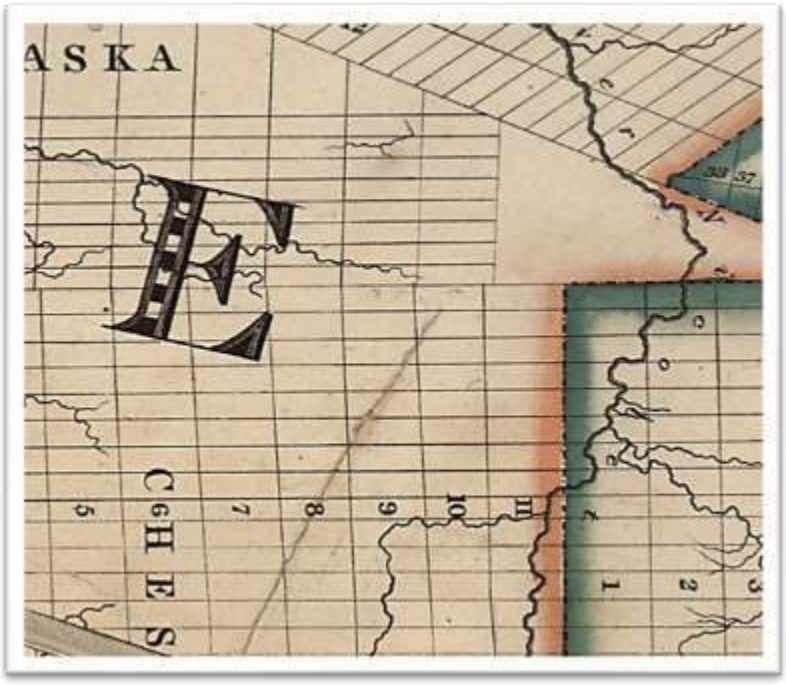

Figure 10.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117), illustrant le futur territoire de Saint-Norbert-d'Arthabaska. À noter : Le territoire est arpenté, mais aucun site d'occupation n'est représenté.

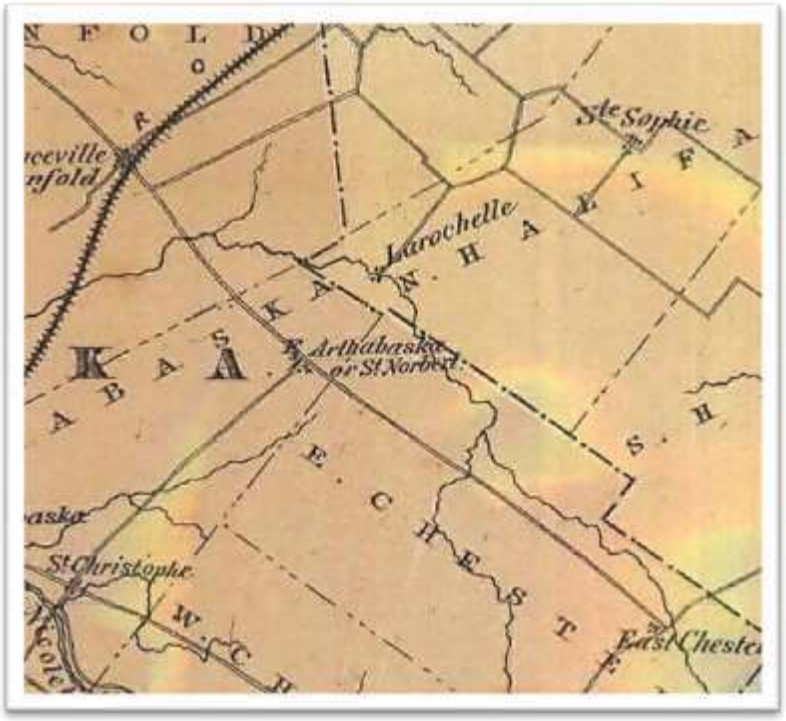

Figure 10.3 – Extrait d'une carte des Cantons de l'Est, 1867 (BAnQ : 107580).



Figure 10.4 – Extrait de la *Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre*, illustrant la municipalité de Saint-Norbert en 1920 (BAnQ : 2684630). Des chemins sont aménagés autour de la municipalité de Chester-Nord.

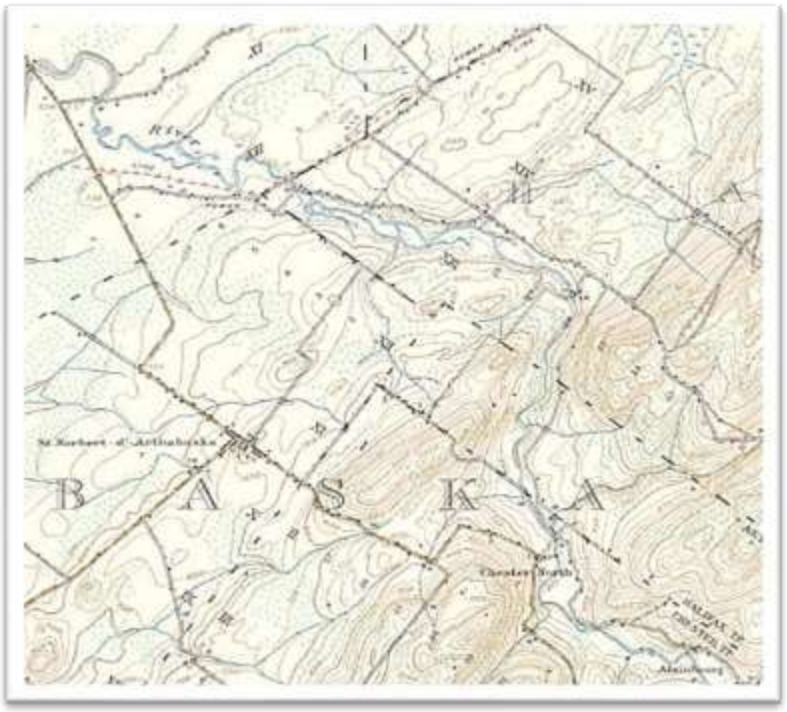

Figure 10.5 – Extrait de la carte 21L/04, 1935 (BAnQ : 2669964), illustrant le territoire de Saint-Norbert.

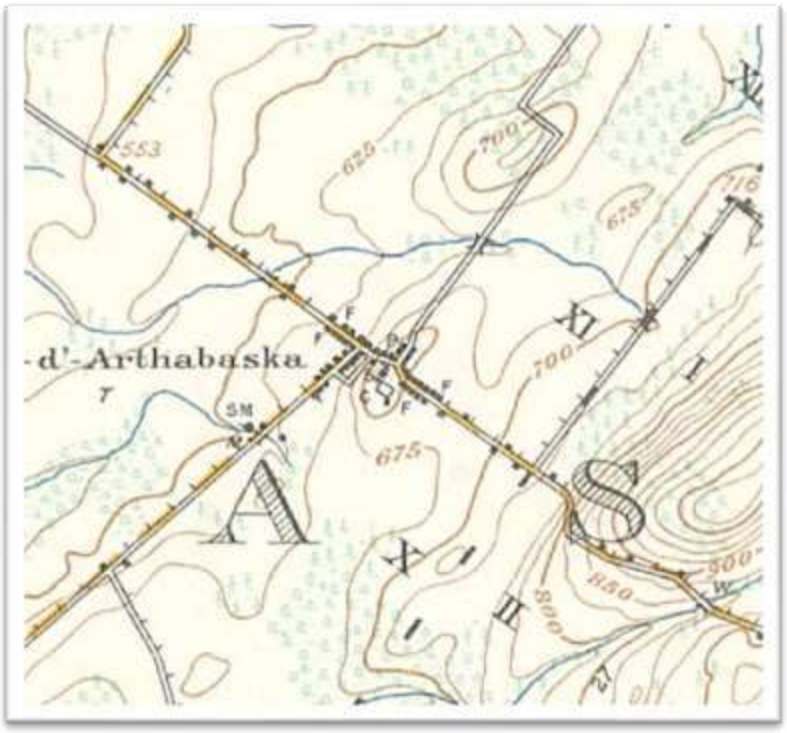

Figure 10.6 –Extrait de la carte 21L/04, 1935 (BAnQ : 2669964), illustrant le village de Saint-Norbert.

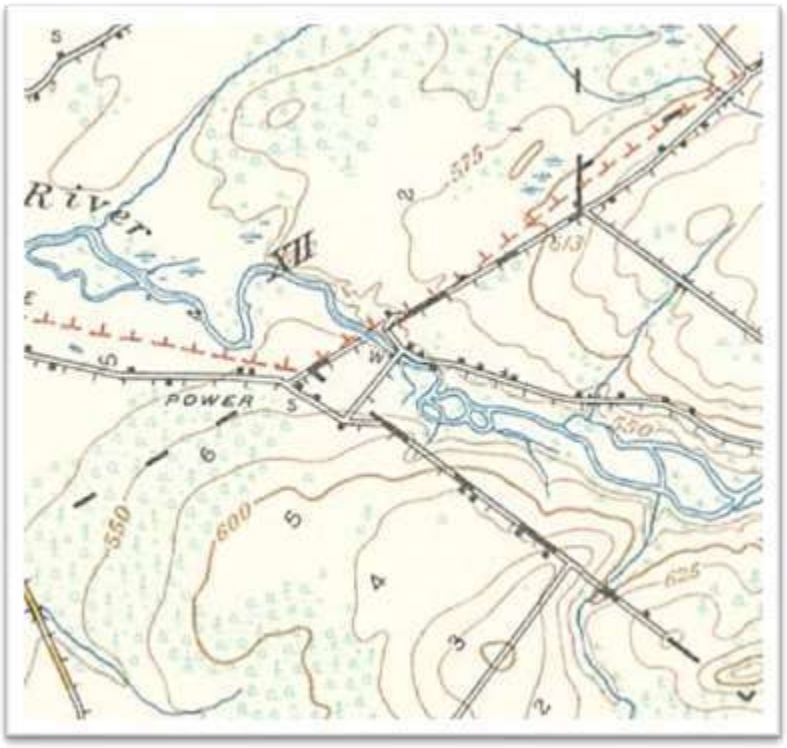

Figure 10.7 –Extrait de la carte 21L/04, 1935 (BAnQ : 2669964), illustrant la concentration de bâtiments dans le secteur de Larochelle.

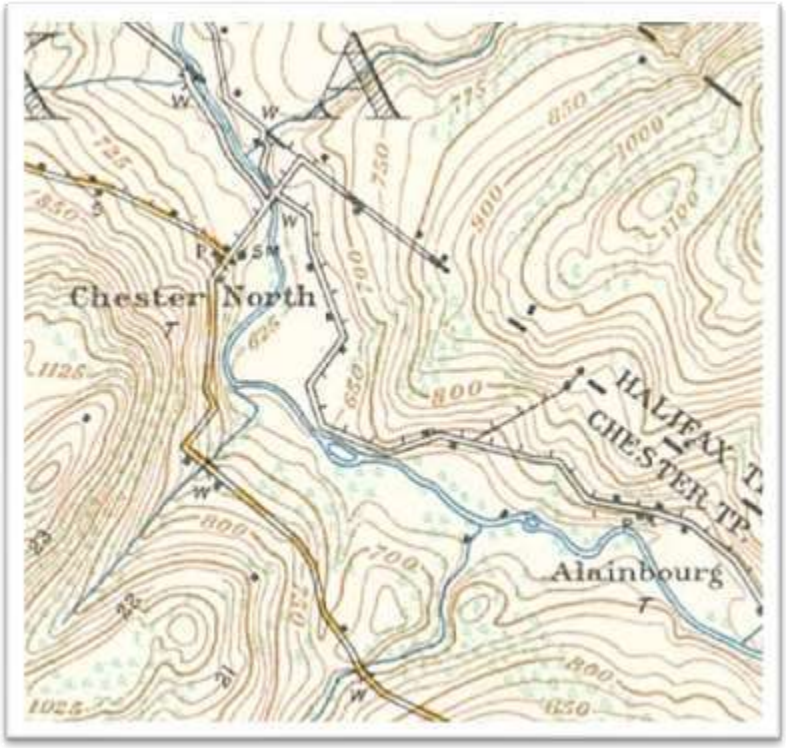

Figure 10.8 –Extrait de la carte 21L/04, 1935 (BAnQ : 2669964), illustrant la concentration de bâtiments dans Chester-Nord.

4.10.5 Patrimoine bâti

Le site du village (auparavant « Norbertville ») a été implanté sur un étroit et haut plateau qui forme les premières collines des Appalaches et dont l'organisation spatiale des bâtiments a su tirer parti. Sur ce plateau se dresse l'église dont la position a influé sur l'aménagement de la route qui se trouve déviée par rapport à l'ensemble de l'agglomération. De plus, l'architecture de certains bâtiments montre une adaptation singulière du site choisi. La Société La Haye et Ouellet décrivait également en 1982 l'uniformité de la « volumétrie simple » des habitations de la rue principale.

Parmi les éléments patrimoniaux ayant un statut légal se trouve le site institutionnel catholique inventorié par le MCC (tableau 10.13). À ce jour, aucun autre lieu ni bâtiment n'est classé, désigné, cité ou répertorié par les différentes instances gouvernementale ou municipale. Le CÉLAT (1980) répertorie cependant trois croix de chemin (tableau 10.14).

Tableau 10.13 – Les éléments patrimoniaux de Saint-Norbert inventoriés par le MCC, 2013

Dénomination	Numéro civique	Type de rue	Nom de la rue	Date d'origine	Statut	Fonction d'origine
Église de Saint-Norbert	46	rue	Landry	1861-1862	Inventorié	Lieu de culte catholique

Tableau 10.14 – Les croix de chemin de la municipalité de Saint-Norbert-d'Arthabaska

Dénomination	Localisation	Date d'origine
Croix Roger Nadeau	Chemin du 8e rang	Vers 1916
Croix Jacques Paquin		
Croix de la R.R.1		

Notre recherche aura entre autres permis de comprendre que l'industrie du sciage a été une activité majeure sur le territoire de Saint-Norbert, mais qu'aucun moulin n'a traversé le temps jusqu'à aujourd'hui. L'examen des cartes topographiques constituera une aide précieuse pour identifier au terrain les anciens bâtiments commerciaux et les habitations des périodes coloniale et historique.

Avec une population dépassant les 1700 habitants en 1880, une masse importante de bâtiments ont dû être construits avant le tournant du siècle. De manière plutôt inattendue, la population baisse significativement entre les années 1880 et 1940, comme si le territoire n'arrivait pas à soutenir ses habitants. Les commerces et industries qui ont participé à l'économie initiale ferment leur porte et sont vendus à des particuliers. Plusieurs bâtiments ont probablement été abandonnés durant cette période. Parmi les bâtiments qui ont résisté au temps, l'occupation, la rénovation et/ou la mise en valeur par les propriétaires ont sans nul doute favorisé leur bonne conservation. Dans l'état actuel des connaissances, aucune étude ne permet d'établir le nombre de bâtiments patrimoniaux, leur état et leur caractéristique.

Exception faite du site institutionnel déjà inventorié, il n'a pas été possible d'identifier des bâtiments patrimoniaux encore debout sur le territoire de la municipalité de Saint-Norbert-d'Arthabaska. Quelques bâtiments ont cependant été répertoriés lors de l'étude réalisée par la Société La Haye et Ouellet en 1982 (figures 10.9, 10.10 et 10.11). Une fois l'état des bâtiments et les numéros civiques identifiés, ces données pourront constituer le point de départ d'une cartographie exhaustive du patrimoine bâti.

En bref, les données que nous avons réunies ne sont pas exhaustives au sujet de la localisation des bâtiments et soulignent une des lacunes des documents de sources secondaires pour une analyse du bâti. Une fois l'inventaire complété grâce à l'étude du rôle d'évaluation, l'analyse comparative des cartes anciennes, la consultation d'archives, la visite au terrain et la communication avec des personnes-ressources (notamment les

ainés de la municipalité), ces données pourront constituer le point de départ d'une cartographie exhaustive du patrimoine bâti significatif.

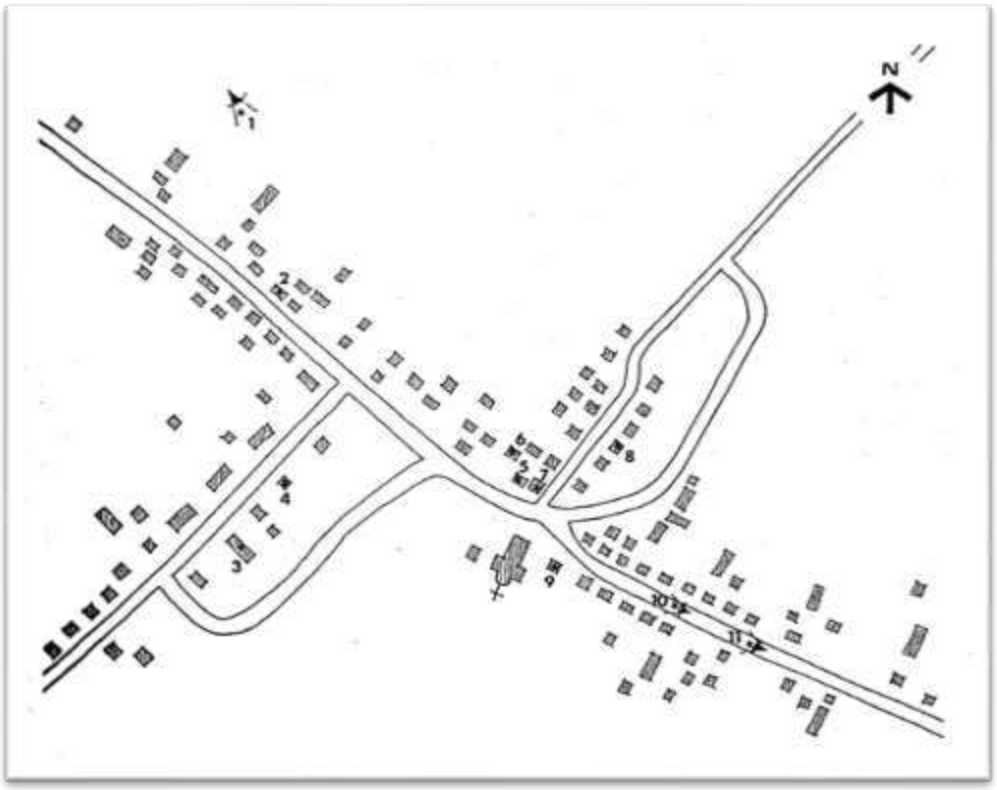

Figure 10.9 – Le village de Saint-Norbert-d'Arthabaska et les bâtiments patrimoniaux identifiés par la Société La Haye et Ouellet, 1982.

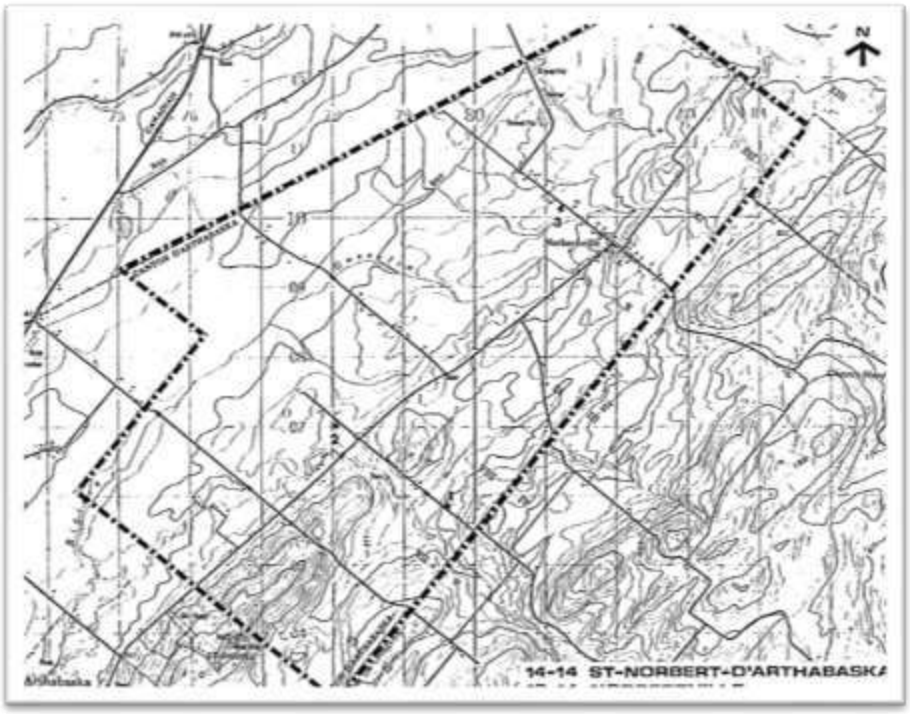

Figure 10.10 – La portion rurale de Saint-Norbert-d'Arthabaska, canton d'Arthabaska, et les bâtiments patrimoniaux identifiés par la Société La Haye et Ouellet, 1982.

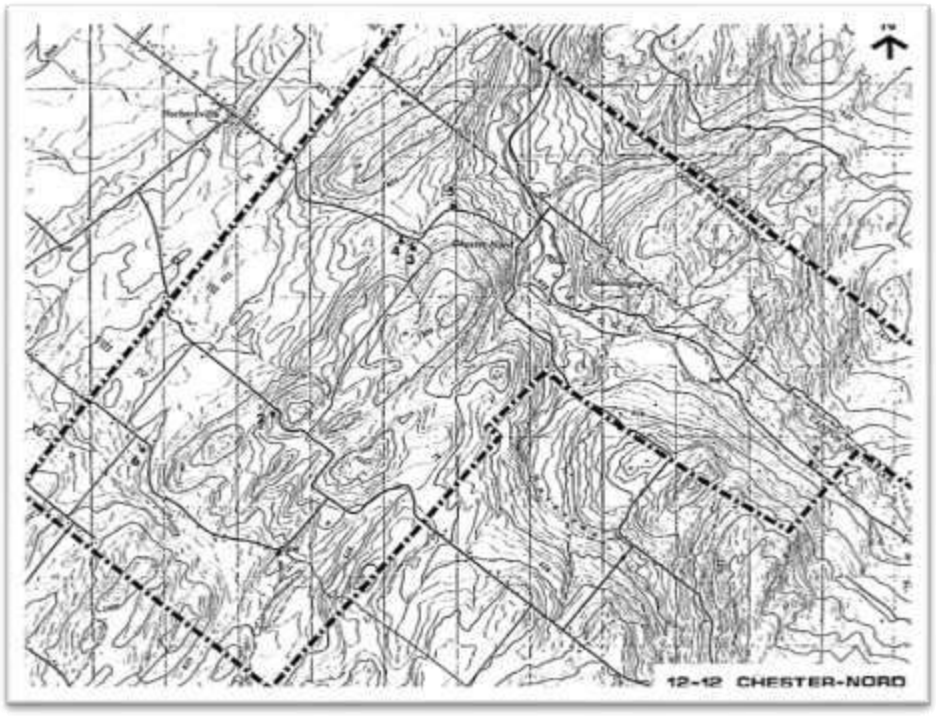

Figure 10.11 – La portion rurale de Saint-Norbert-d'Arthabaska, canton de Chester, et les bâtiments patrimoniaux identifiés par la Société La Haye et Ouellet, 1982.

4.10.6 Conclusion

Synthèse de l'histoire coloniale

Les premiers colons se présentent en territoire norbertois en 1835. Parmi les premières familles, treize sont considérés comme les pionniers colonisateurs dont Pierre Landry dit Bercase, Raphaël Baril, Gaudreault, Alexandre Thibodeau, David Prince, A. et Edw. Picher, Jean-Batiste Béliveau, François Pellerin et Guillaume et Nazaire Gosselin. Le titre de colon fondateur du village de Saint-Norbert-d'Arthabaska reviendrait quant à lui à Louis Gravel, puisque c'est lui qui aurait défriché le site actuel de l'église paroissiale, dont les chemins d'Arthabaska et de Stanfold (chemin de Gentilly). Il devenait ainsi plus facile pour les familles originaires du fleuve de se déplacer vers les cantons reculés de Saint-Norbert.

La mission est fondée dès 1840 à la suite de quoi sera lancé le projet de construction de la première chapelle (1843). L'érection canonique de la paroisse ne sera pas réalisée avant 1855. À ce moment, l'abbé Jean-Octave Plante devint le premier prêtre résident. Placé au centre de la paroisse, le village de Saint-Norbert (devenu Norbertville en 1940) s'est rapidement constitué en centre commercial avec ses forges, magasins généraux et autres petits commerces de détail et industries artisanales. Enfin, en 1871, la municipalité de Chester-Nord a été constituée par détachement de celle de la paroisse de Saint-Norbert-d'Arthabaska.

Dans la portion rurale du territoire de Saint-Norbert actuel, plusieurs familles se sont investies dans le commerce du bois de coupe avant de faire connaître à la région son essor agricole. La construction du moulin de Jean Goulet aussitôt qu'en 1845 exprime cette idée. D'ailleurs la présence précoce de ce type d'industrie a sans aucun doute favorisé la venue de nombreuses autres familles à Saint-Norbert. En fait, l'agriculture comme mode de revenu a connu un essor tardif; l'importance accordée à l'industrie du sciage grâce au revenu qu'elle engendrait a sans doute retardé la mise en culture des champs défrichés. Au tournant des années 1900, l'agriculture de même que la diversification des métiers deviendront le moteur de l'économie norbertoise.

Recommandations

Nous avons abordé l'étude de l'habitat rural ancien en identifiant les différentes phases du peuplement, en identifiant les aspects matériels de la culture qui pourraient subsister du développement initial de Saint-Norbert-d'Arthabaska et enfin, en documentant le

développement des principaux réseaux de communication. Chacun des aspects abordés dans ce chapitre a ainsi contribué à expliquer divers phénomènes reliés à l'histoire sociale, économique, culturelle et religieuse de ce territoire, dont la présence de certains bâtiments que l'occupation ininterrompue a permis de conserver. Il ne s'agit toutefois pas d'une étude approfondie et beaucoup reste à faire pour documenter, analyser et mieux comprendre les différentes facettes de l'héritage bâti.

L'inventaire préparé dans ce chapitre est à l'état préliminaire. Il constitue un outil de référence pour faciliter l'identification plus formelle du patrimoine à la grandeur de la municipalité. La création d'un inventaire exhaustif grâce à l'étude des cartes, des titres de propriété et de l'analyse architecturale au terrain permettra de mener plus loin les efforts de préservation et de mise en valeur du patrimoine norbertois. Nous proposons ici diverses avenues pouvant mener à une meilleure compréhension du patrimoine bâti :

1) **Choisir des thèmes d'interprétation en fonction de l'impact que les phénomènes sociaux, économiques et culturels ont eu sur la vie des habitants du territoire.** En fait, certains thèmes ont marqué l'ensemble de la MRC alors que d'autres sont plus spécifiques à la municipalité. Ainsi, l'occupation initiale de Saint-Norbert-d'Arthabaska par l'implantation de moulins à scie assurera une présence précoce sur le territoire. Au moment où semble s'interrompre ce type d'industrie, vers la fin du XIXe siècle, la population diminue et les familles se tournent vers les produits de la culture de la terre. Le moulin Lapierre (moulin à farine) implanté sur le site du moulin à scie Goulet connaîtra un important succès jusqu'à aujourd'hui.

2) **Pousser plus avant la recherche documentaire en fonction des choix thématiques.** Le processus de mise en valeur des thèmes patrimoniaux choisis devra tenir compte du potentiel qu'ils présentent en regard des richesses historiques, archéologiques et documentaires qu'ils recèlent. Pour un thème donné, par exemple l'exploitation forestière par la multiplication des moulins à scie dans le milieu appalachien, ou encore la diversification des métiers traditionnels, il sera important de connaître en profondeur l'ensemble du phénomène, les différentes phases de son développement et les acteurs principaux, ce qui permettra d'identifier les sites les plus représentatifs et les plus susceptibles d'offrir des avenues de mise en valeur ainsi que des facilités de recherches, d'accessibilité, d'aménagement, etc. Parmi les études à réaliser, nous recommandons :

   - Des études reliées au patrimoine bâti et au paysage culturel de la municipalité de Saint-Norbert-d'Arthabaska :

- Mieux documenter l'emplacement des nombreux moulins, les installations agricoles, les zones de culture et d'élevage et autres petites industries qui ont marqué l'économie initiale de Saint-Norbert-d'Arthabaska de façon à faire ressortir les variantes locales;
- Mieux documenter les écoles de rang et les commerces qui ont servi la communauté coloniale;
- Documenter, à l'aide de la réalisation d'une chaîne de titre, les diverses propriétés privées répertoriées au rôle d'évaluation;
- Établir des critères menant à la sélection d'immeubles et de sites patrimoniaux voués à être reconnus au niveau fédéral, provincial et/ou municipal;
- Identifier et analyser les caractéristiques physiques des bâtiments patrimoniaux et équipements associés qui méritent cet intérêt légal;
- Identifier le potentiel archéologique des établissements les plus caractéristiques en vue de leur protection et d'une éventuelle mise en valeur archéologique;
- Définir et détailler les lieux culturels et les paysages significatifs.

- Des études reliées au réseau de transport de la municipalité de Saint-Norbert-d'Arthabaska :
  - Identifier les principales caractéristiques physiques des routes et des ponts à l'aide de relevés appropriés.

- Des études reliées aux personnages ayant marqué la municipalité de Saint-Norbert-d'Arthabaska :
  - Retracer la vie des personnages qui ont marqué l'histoire de Saint-Norbert-d'Arthabaska.

3) **Poursuivre le macro-inventaire du bâti ancien et le mettre à jour**.

4) À la lumière de la présente recherche historique, nous recommandons également la mise sur pied d'un certain nombre d'autres **mesures visant à mieux protéger et à mettre en valeur le patrimoine bâti de la municipalité de Saint-Norbert-d'Arthabaska**. Ces mesures représentent des pistes de réflexion qui pourront alimenter les débats pour la réalisation d'autres volets d'étude et de mise en valeur prévus à la suite de ce premier volet. Les recommandations présentées devront être développées dans un prochain rapport.

- Cartographier les éléments du bâti et autres traces culturelles
- Traduire la présente recherche en un document accessible au citoyen

- Créer une banque de photographies anciennes
- Revoir et créer des circuits patrimoniaux
- Diffuser l'information sur le patrimoine
- Accompagner et outiller le citoyen
- Inciter les propriétaires à mettre en valeur leur bâtiment patrimonial
- Conserver et mettre en valeur les immeubles publics
- Se doter d'outils d'urbanisme efficaces

Bibliographie

[s.n.] (1945?) : *Centenaire Saint-Norbert d'Arthabaska, 1845-1945 : 29-30 juillet*. Québec (Province).

Robert, Daniel. (1994) : *Ils et elles ont fait l'histoire de Saint-Norbert d'Arthabaska, 1845-1995.* Sherbrooke : Éditions Louis Bilodeau & fils, 446 p.

Beauvillier, Danis (2001) *: L'église de Saint-Norbert d'Arthabaska : son histoire, ses architectes, ses artisans.* Princeville : Patrimoine Princeville, 26 p.

CELAT (1980) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska – Ethnologie.* Arthabaska : MRC d'Arthabaska. Rapport déposé au Ministère des Affaires culturelles, Direction générale du patrimoine, Service des Inventaires.

Gagné, Onil (2011) : *Depuis le Perche jusqu'à Saint-Norbert-d'Arthabaska : histoire d'une lignée Gagné de Pierre et Marguerite Rosée*. Victoriaville : O. Gagné.

Hardy, René, Gamelin, Alain et Carmen Rousseau (1979) : *Publications du Groupe de recherche sur la Mauricie, Université du Québec à Trois-Rivières. Cahier 1 : La Mauricie et les Bois-Francs, chronologie, 1850-1950*, 151 p.

MCC (2013) : *Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ)*. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2013) : *Cartographie des sites et zones d'interventions archéologiques du Québec.* Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2012) : *Inventaire des lieux de culte du Québec.* Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.lieuxdeculte.qc.ca, consulté en octobre 2012]

MCC (2013) : *Répertoire du patrimoine culturel du Québec (RPCQ).* Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca]

Milot, Jean et Jocelyne Simard (1994) : *Les croix de chemin du Québec : inventaire sélectif et trésor*. Collection Patrimoines. Dossier, 10. Québec, Les publications du Québec.

PARC CANADA (2013) : *Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens.* Gouvernement du Canada. [http://www.historicplaces.ca/]

Pépin, Jean-Pierre-Yves (2004) : *Saint-Norbert-d'Arthabaska, 1850-1940, comté d'Arthabaska, paroisse Saint-Norbert : 2199 fichiers images*. Longueuil : Éditions historiques et généalogiques Pepin, 1 CD-Rom

Roy, Jean (1992) : *Textes et documents d'histoire de la paroisse de Saint-Norbert.* Rapport présenté au ministère des Affaires culturelles, division Maurice-Bois-Francs.

Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville (2010) : *Répertoire des baptêmes, mariages et sépultures, paroisse de St-Norbert, Norbertville, Qc, comté d'Arthabaska : baptêmes (1845-1940), mariages (1845-1970), sépultures (1845-1940).* Victoriaville : Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville, 333 p.

Société La Haye et Ouellet (1982) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska - Analyse du paysage architectural*. Arthabaska : La Société La Haye-Ouellet, 166 p.

Cartes et plans anciens

1831 Bouchette, Joseph. *To his most Excellent Majesty, King William IV. This topographical map of the districts of Quebec, Three Rivers, St.Francis and Gaspé, Lower Canada : exhibiting the new civil division of the districts into counties pursuant to a recent Act of the provincial legislature; is with his Majesty's gracious and special permission, most humbly and gratefully dedicated by his Majesty's most devoted and loyal Canadian subject.* Londres : James Wyld. BAnQ : 90117.

1867 *Map of the Eastern Townships of Canada : compiled and engraved expressly for the Eastern Townships Gazetteer.* St. Johns : Smith & Co. BAnQ : 107580.

1920 *Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre.* Québec (Province) : s.n. BAnQ : 2684630.

1935 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:63 360. 21-L-04, Arthabaska*. Québec Topographique. BAnQ : 2669964.

Sites Internet

Répertoire des municipalités du Québec
http://www.mamrot.gouv.qc.ca

Commission de toponymie du Québec
http://www.toponymie.gouv.qc.ca/

Municipalité de Saint-Norbert-d'Arthabaska
saint-norbert-darthabaska.ca/

Statistique Canada – Profil du recensement
http://www12.statcan.ca/

4.11 Saint-Rémi-de-Tingwick

L'essentiel des données concernant l'histoire de Saint-Rémi-de-Tingwick a été acquis à la lecture et l'analyse de deux monographies historiques, l'une publiée en 1981 à l'occasion du centenaire de la municipalité et l'autre en 2006 à l'occasion du 125e anniversaire. Ces documents regroupent des données d'archives sur les conditions de l'arrivée des premiers colons, les premières familles à s'être établies et l'évolution du cadre religieux, municipal, scolaire et économique.

À ces sources d'informations s'ajoutent la consultation de divers répertoires renfermant la liste des biens ou sites patrimoniaux ayant une valeur culturelle majeure, tels que le Répertoire du patrimoine culturel du Québec (MCC, 2013), le Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens (Parc Canada, 2013), le Répertoire des lieux de culte du Québec (MCC, 2012), le Répertoire des croix de chemin (Milot et Simard, 1994), le Répertoire toponymique du Québec (Commission de toponymie du Québec, 2013), l'Inventaire des sites archéologiques du Québec (MCC, 2013), le Répertoire de cartographie numérique du site de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec et divers macro-inventaires mandatés par le ministère des Affaires culturelles et élaborés à compter des années 1980 dont ceux du CÉLAT (1980) et de la Société La Haye et Ouellet (1982). Ces documents ont permis d'établir l'état des connaissances et la valeur patrimoniale déjà inventoriée, reconnue, classée ou simplement répertoriée de certains bâtiments.

4.11.1 Site d'implantation

La municipalité de Saint-Rémi-de-Tingwick s'étend du huitième rang au onzième rang du canton de Tingwick dans sa partie nord et du dixième rang au onzième rang dans sa partie sud. La rivière Nicolet traverse le territoire immédiatement au nord-est de la municipalité, une bonne part de son cours étant située sur le territoire de Chesterville. Le territoire est également parcouru par différents petits cours d'eau qui se jette dans le lac des Trois-Lacs, soit le cours d'eau Boutin, le Deuxième ruisseau, la Petite rivière Monfette et le ruisseau à Truite. Le lac des Trois-Lacs, un lieu de villégiature important dans la région, occupent la portion ouest de la municipalité et se compose de trois lacs distincts joints par de cours chenaux naturels. Outre Chesterville, la municipalité est enserrée des terres de Notre-Dame-de-Ham au nord, de Saint-Adrien et Wotton au sud et d'Asbestos et Tingwick à l'ouest (figure 11.1).

Le territoire de Saint-Rémi-de-Tingwick est plutôt accidenté. Il se trouve en plein domaine appalachien, présentant des altitudes qui varient entre 380 et 460 mètres (ANMM). Les sols sont composés d'un till glaciaire composé de sables pierreux peu

fertiles, mais bien drainés, généralement podzolisés et donc relativement acides. La région se caractérise également par la présence d'amiante dans son sous-sol, un minerai qui a été sujet à l'exploitation par le passé.



Figure 11.1 – Limites actuelles de la municipalité de Saint-Rémi-de-Tingwick (Statistique Canada, 2014 : 2439020)

4.11.2 Familles et personnages

Les premiers colons

Une grande partie des terres forestières du canton de Tingwick avaient été cédées à de riches propriétaires à la suite de la proclamation du canton (1802), dont les plus prospères furent John Young et François Baby. Les lots à la propriété de la Couronne britannique n'ont été vendus à des colons que plusieurs décennies plus tard et les colons qui durent acheter leur terre des riches propriétaires l'ont fait à des coûts et conditions onéreux.

À la suite de la guerre de l'Indépendance américaine (1775-1783), plusieurs loyalistes viendront s'établir dans les Cantons de l'Est. Cette colonisation est cependant longue à s'affirmer, mais à l'aube des années 1840, des colons d'origine anglaise, écossaise, irlandaise et même allemande ont déjà pris racine à Saint-Patrice-de-Tingwick (Tingwick). Les Canadiens français se trouveront minoritaires dans ce schéma tout au début de la période coloniale du canton du Tingwick et ne se présenteront en plus grand nombre dans cette région qu'à partir du milieu du XIXe siècle, c'est-à-dire au moment où Saint-Rémi devient paroisse. D'ailleurs, le canton de Chester, situé immédiatement au

nord-est de Saint-Rémi, accueillait déjà vers 1849-1850 les premiers Canadiens français venus des paroisses avoisinantes.

La colonisation plus tardive des terres de Saint-Rémi-de-Tingwick s'explique par l'absence de chemin, ce qui accentuait l'éloignement des lots situés aux limites du canton de Tingwick et de Chester. L'augmentation de la population de Saint-Patrice-de-Tingwick de même que l'arrivée de nouveaux colons d'origine canadienne-française ont favorisé la colonisation rapide de nouvelles parcelles et la création de chemins et de routes de déplacement de sorte que, au tournant des années 1890, près de 950 personnes habitaient les terres de Saint-Rémi.

D'après l'abbé Israël Hamel, deuxième curé de Saint-Rémi, Rémi Grenier fut le premier colon à s'établir à Saint-Rémi au cours de l'année 1854. Pour ce faire, il choisit le 11e rang de Tingwick pour y défricher la terre et y accueillir sa femme, Esther Bélanger, et ses enfants, l'année suivante. Quatre autres colons se sont joints à Rémi Grenier en 1854 : David Pard, Alexandre Goulet, David Houle et François Beauchesne. Par la suite, de nombreuses familles colonisèrent cette terre d'espérances (tableau 11.1). En 1881, année de création de la paroisse, l'abbé Hercule Bellemare, premier curé de Saint-Rémi, y dénombre 187 familles.

Tableau 11.1 – Les premiers colons d'origine canadienne-française

Nom	**Année**	**Localisation**
Rémi Grenier	1854	11e rang
David Pard, Alexandre Goulet, David Houle, François Beauchesne	1854	11e rang
Joseph Brunelle	Vers 1860	
Honoré Descormiers, accompagné de ses fils Médéric et Albert	Vers 1868	Lot 1063
France Gobeil	1870	Lot 1088 du 11e rang
Norbert Mailhot	1882	Lot 978-979 du 10e rang
Trefflé Groleau	1861	
Louis Arsenault	1884	9e rang
Florian Bossé	1873	
Philippe Beauchesne	1889	Lot 5 du 10e rang
Henri Champoux	1912	10e rang
Joseph Fréchette	1881	Lot 775
Maxime Gobeil (cinq générations de Gobeil habiteront Saint-Rémi)	1883	
Johnny Luneau	1892	Lot 776 puis 777 et 778
Léandre Mailhot	1884	Lots 971 et 972 du 11e rang
Donat Pard	1897	

Certains colons comme David Pard, Joseph Deshaies et d'autres avaient entrepris le défrichage de lots de terre qui ne leur appartenaient pas dans les cantons voisins de

Stanfold notamment. Les Anglais propriétaires des lots « squattés » ne s'étaient pas souciés de coloniser ou d'entretenir leur propriété, mais exigèrent des sommes importantes aux colons qui, le plus souvent, durent se résigner à quitter la terre âprement défrichée pour reproduire leurs efforts sur les terres forestières de Saint-Rémi-de-Tingwick.

Personnages importants

Eugène Levasseur, fabricant de fromage, mais aussi expert-menuisier, organisateur politique et « ardent nationaliste », ce personnage s'intéressa à tout ce qui lui inspira le progrès. Il participa à la reconstruction du lieu de culte qui avait brûlé en 1916 et s'investira dans la construction de moulins à scie et de maisons. Il fera également la promotion d'idées nouvelles qui sont signe de modernité comme l'accès à un bureau de poste et au téléphone local.

Origine des familles

Dans les premiers temps, la paroisse était composée au trois-quarts de famille irlandaise et écossaise originaires des États-Unis. Ils arrivèrent à Saint-Rémi pour « faire de la terre neuve » et semer le sarrasin. Il fallut cependant une génération pour que ne se renversent les statistiques démographiques et, pour voir se dessiner une domination canadienne-française. Des familles en provenance des cantons voisins, Saint-Sylvestre, Plessisville, Saint-Norbert, Saint-Paul-de-Chester, pour ne nommer que ceux-là, vinrent s'installer à Saint-Rémi pour y façonner leur mode de vie.

4.11.3 Faits historiques

Histoire religieuse

La première chapelle de Saint-Rémi (1880-1901) fut construite en bois, pièce sur pièce en 1880, sur le 11e lot du 11e rang de Tingwick, une terre donnée par Joseph Saul Beaudette, écuyer marchand de Tingwick. Située à l'emplacement de la sacristie actuelle (Comité organisateur, 1981 : 9), cette chapelle a été construite afin de satisfaire le besoin d'un lieu de culte aux habitants de la portion sud du canton de Tingwick qui se trouvaient passablement éloignés de l'église de Saint-Patrice. Peu avant l'érection de la chapelle, la messe était donnée dans la maison d'école, « à deux milles plus près de la rivière depuis trois ans déjà » (*ibidem* : 9). Après la construction de l'église, la chapelle a été vendue à

un M. Champagne et déménagée en face du presbytère. Il est donc dire que la mission de Saint-Rémi débute en 1877.

Suite au détachement officiel de la localité pour devenir municipalité de paroisse, en 1881, le premier curé de Saint-Rémi, Hecule Bellemarre (1881-1884) célébrait la première messe dans la chapelle.

En 1901, Mgr Elphège Gravel, évêque de Nicolet, répond à la requête des paroissiens en acceptant par décret la construction de l'église et d'une nouvelle sacristie en pierre. Ce projet sera réalisé durant le mandat du deuxième curé de Saint-Rémi, Israël Hamel (1884-1907), lequel laissa une marque profonde dans le développement de cette municipalité.

Les premières pierres vouées à la construction de l'église ont été taillées à l'automne 1901 dans la cour du moulin de Gédéon Boisvert afin de pouvoir bénéficier « des beaux chemins de neige » durant leur transport hivernal. La maçonnerie de l'église débute en août 1902 à l'aide des plans dessinés par l'architecte Louis Caron et des directives du contremaitre, M. Sénécal. Une année entière aura été nécessaire pour assembler les pierres de l'église et de la sacristie. Le clocher fut installé en octobre 1903 et la première messe chantée un mois plus tard.

Durant le mandat de l'abbé Wenceslas Pitt (1916-1920), l'église fut la proie des flammes au cours de la soirée du 9 mars 1916. Le brasier était trop avancé lors de sa découverte limitant la sauvegarde de l'immobilier. Néanmoins, les ravages du feu demeuraient partiels et ainsi l'église put être restaurée, non sans coûts onéreux, en gardant les mêmes dimensions et les mêmes détails architecturaux. Une nouvelle cloche nommée en l'honneur des cinq premiers curés de Saint-Rémi a été installée. Mises à part les réparations et installations modernes réalisées dans l'église durant le mandat du curé Bruno Benoit (1961-1969), un important aménagement du sous-sol a été réalisé au début des années 1990, grâce à un creusement mécanique qui permit de bâtir une pièce promue à servir de salle communautaire. Quelque huit jours avant l'inauguration de la salle communautaire, le 10 octobre 1993, la foudre frappa l'église et un incendie majeur mena à la destruction complète du lieu de culte.

Le site du Répertoire du patrimoine culturel du Québec (MCC, 2013), inventorie cependant une église dite chapelle Notre-Dame-des-Lacs, construite en 1947 sur le chemin de la chapelle, près des Trois-Lacs. Aucune autre information n'a pu être récoltée sur cette chapelle dans le cadre de notre étude. L'intérêt d'un lieu de culte à cet emplacement serait intéressant à connaître, d'autant plus que peu de lieux de culte étaient nouvellement construits au début de l'époque moderne.

Histoire municipale

En 1881, Mgr Louis-François Laflèche, évêque de Trois-Rivières, signait le décret d'érection de la paroisse de Saint-Rémi-de-Tingwick (érection canonique et civile). La dénomination du lieu réfère d'ailleurs au pionnier colonisateur, Rémi Grenier. Au départ, la municipalité de paroisse fut constituée de la partie est de la paroisse de Tingwick et sera annexée en 1883 une partie de la paroisse de Saint-Paul de Chester.

La paroisse serait née de son détachement de celle de Saint-Patrice-de-Tingwick en 1881. Elle portait le nom de « municipalité du township de Tingwick-Partie-Est » qui référait à sa position géographique dans le secteur est du canton de Tingwick. Son statut et son appellation ont été modifiés en 1884 pour devenir la municipalité de la paroisse de Saint-Rémi-de-Tingwick. Son nom s'harmonisait ainsi à celui du bureau de poste qui était exploité depuis 1882 (Commission de toponymie du Québec, 2013).

L'histoire scolaire

Entre 1881 et la période moderne, onze maisons d'école ont été bâties à Saint-Rémi au sein de sept arrondissements (tableau 11.2). Très peu d'informations ont été compilées dans la monographie consultée au sujet de ces écoles à l'exception des deux principales, soit celle du 11e rang et celle du village.

Ainsi, la première école de l'arrondissement no 1 était située au 11e rang de Saint-Rémi, sur une partie de lot donné par un paroissien (propriété d'Onil Groleau en 1981). Elle était faite de bois équarri à la hache et mesurait 20 pieds par 28 pieds. En 1910, cette école fut démolie au profit d'une école plus grande établie sur un terrain acheté de Lionel Beauchesne. Fait inusité : la cloche de la première chapelle y a été installée! Plus tard, plutôt que d'agrandir l'école pour accommoder le nombre grandissant d'élèves, l'étage existant fut aménagé pour y accueillir une deuxième classe.

La deuxième école de Saint-Rémi (arrondissement no 2), également bâtie en 1881, était celle du village. Elle était précisément située sur le site du magasin d'Ubald Trottier. En 1908, elle ne convenait déjà plus à l'enseignement et ainsi le projet de construction d'une seconde école prit naissance. Le contrat a été donné à Léonidas Dion. Ayant servi à l'éducation près de 40 années consécutives, cette école fut cédée à la municipalité en 1949 pour une modique somme et devint la salle paroissiale qui réunissait divers mouvements sociaux. Ce bâtiment fut démoli au cours de travaux à l'hiver 1961-1962.

Tableau 11.2 – Les écoles de Saint-Rémi-de-Tingwick

Arrondissement	Nom/localisation	Période d'utilisation	Constructeur
1	École du 11e rang	1881-1910	
1	École du 11e rang	1910-1962; ?	
2	École du village	1881-1908	
	École du village	1908-1962; ?	Léonidas Dion
2	Couvent/village	1947-1969; 1969-?	Antonio Pratte
2	École centrale de Saint-Rémi	1961-auj.	J. R. Noël
3?	École des Trois-Lacs	?; 1937-1962; ?	Télesphore Roux
4	École no 4/?	?; 1921-1962; ?	Léonidas Dion
5	École no 5/?	?; 1936-1962; ?	Fernand Cayouette
6	École no 6/?	?; 1913-1962; ?	Louis Roberge
7	École du Petit village Saint-Joseph	1950-1962; ?	Joseph Morin

En 1947, deux années avant la fermeture de l'école du village, des démarches avaient été déclenchées en vue d'aménager un couvent de trois classes avec logement pour les Religieuses (Sœurs Franciscaines Missionnaires de l'Immaculée Conception). Arrivées en 1948 dans le nouvel édifice scolaire, les religieuses y demeurèrent jusqu'en 1969. Comme l'entretien et la rénovation du bâtiment devenaient trop onéreux, le couvent ferma ses portes pour faire place à une école centrale de 10 classes avec logement (143, rue Principale). Le contrat de construction avait été accordé à J. R. Noël. C'est à ce moment que les écoles de rang cessent leurs activités et que les jeunes sont transportés à la nouvelle école centrale du village. Par la suite, la diminution significative du nombre d'élèves obligera la fermeture de l'école qui devint le Musée des outils anciens de Saint-Rémi-de-Tingwick (Écho de Victoriaville, 27 mai 2014).

Enfin, toutes les maisons d'école ainsi que l'ensemble de leur contenu et leur terrain furent vendus aux enchères en juin 1962, soit une année après l'ouverture de l'école centrale.

Histoire économique et industrielle

Au début de la période coloniale, lors des premiers grands défrichements, entre 1850 et 1870, les colons de Saint-Rémi vivront d'abord des revenus de la forêt. Ils échangeaient le salin et la potasse contre de la nourriture. Ils opéraient des moulins à scie et expédiaient le bois vers le marché de Québec. Avec l'agrandissement des espaces cultivables, les colons ont pu commencer l'élevage des animaux qui leur ont permis de produire du lait dont les surplus étaient vendus puis transformé en beurre et en fromage.

L'agriculture s'est organisée en fonction des qualités du sol qui varie d'une localité à l'autre, en fonction de la production de l'herbe et du foin en rapport, surtout, avec l'industrie laitière. Les colons abattaient les bestiaux bien engraissés durant la saison chaude pour y récupérer la chair, le gras, la peau, les entrailles et les os. Ils transformaient également les viandes grâce au fumage, confectionnaient du savon, participaient à des corvées et travaillaient le lin et le cuir. À Saint-Rémi-de-Tingwick, en plus de ces occupations traditionnelles, s'ajouta au début du XXe siècle l'exploitation minière.

Les moulins

David Levasseur, constructeur de moulin à scie, actionné par l'eau. Il en construisit un sur la terre de son Gendre Albert Bernier et un autre chez Lionel Beauchesne (Comité organisateur, 1981 : 142).

Moulin à scie Philippe Proulx au 11e rang est déménagé en 1903 au 9e rang par Eugène Levasseur. Deux années plus tard, il se construisit une maison à proximité du moulin. En 1906, il devint propriétaire de la fromagerie qu'Honoré roux avait déménagée du 11e rang (coin Saint-Joseph) au 10e rang.

Le moulin Cantin (1883-1907) était situé sur les marges du ruisseau à Truite. Ce cours d'eau se jette dans le deuxième bassin (bassin central) du lac des Trois-Lacs.

La mine Norbestos

La mémoire collective raconte que M. Morill, propriétaire des lots ceinturant le lac des Trois-Lacs, découvrit en 1909 sur le site du moulin à scie Cantin, une pierre composée de fibre d'amiante. Les débuts modestes de la mine s'expliquent par l'isolement du gisement d'amiante par rapport au noyau villageois, mais aussi par le manque d'équipement spécialisé pour accomplir le travail d'exploitation. C'est en 1928 que démarra l'exploitation de la mine Nicolet Asbestos, officieusement appelée la « petite mine de Saint-Rémi » par la population locale. Un certain M. Boyd avait été envoyé par la mine Jeffrey pour organiser le travail. Il fit défricher la forêt et entreprit l'aménagement d'une route d'accès. Par la suite furent construits un moulin, un garage, un atelier, un camp et un bureau tenus sous la direction de Georges Turcotte qui encadrait également 85 hommes. Entre 1930 et 1940, la mine cessa ses opérations en raison de la crise économique. Par la suite, la mine arrivait à extraire suffisamment de minerai pour faire perdurer ses opérations jusqu'en 1968 et ce, malgré la grève de l'amiante survenue en

1949 et l'incendie qui toucha l'atelier mécanique de 1956. La fin de l'exploitation est une décision économique découlant de la faible qualité de la fibre d'amiante.

Autres petites industries et commerces

En 1930, Arthur Martel achetait d'Octave L'Heureux un terrain (lot 881) situé au 9e rang de Saint-Rémi. Ce terrain était vendu avec une fromagerie et les accessoires qui s'y trouvaient. Cette fromagerie a été opérationnelle et appréciée pendant près de seize années. La concurrence a cependant eu raison du succès de cette fromagerie et Marcel Martel dû se résoudre à vendre son commerce. Léo Lavigne s'en porta acquéreur et fit démolir le bâtiment peu de temps après.

En plus de cette fromagerie, trois magasins ont été répertoriés dans le livre du Centenaire. Le premier est un magasin général tenu par Amédée Pellerin puis son fils Amédée et son petit-fils André (celui que C. Duhaime administrait en 1981). Le vieux magasin a brûlé en 1931, mais un nouveau magasin fut construit sur le même emplacement. En 1933, la crise économique oblige la fermeture du commerce et sa cession. Un autre magasin, le magasin Donat Pard était voisin de l'église. Donat Pard était aussi propriétaire d'un moulin à scie, d'une fromagerie, de deux fermes qu'il exploitait et d'un magasin général situé à Kingsey Falls. Enfin, Gustave Potvin opérait un magasin général entre 1934 et 1965.

<u>Événements marquants</u>

Une épidémie de variole a touché les habitants de Saint-Rémi-de-Tingwick en 1903 et de nouveau en 1913. Des mesures de salubrité et de désinfection sont organisées, mais en fin de compte, ce sont les habitants qui en ont payé les frais.

Dépendant de leurs récoltes, les cultivateurs de Saint-Rémi ont pu profiter d'un plan de distribution de semences lors de la crise économique des années 1930. Le gouvernement souhaitait ainsi soutenir les habitants en difficulté financière. Plus tard dans l'histoire de Saint-Rémi (et d'autres municipalités rurales), le gouvernement octroya des sommes supplémentaires afin de pallier à la mauvaise température qui avait freiné la pousse des cultures et empêché les récoltes.

4.11.4 Routes et chemins anciens

Les premiers chemins de la colonie

Jusqu'aux années 1860, il semble qu'aucun chemin n'avait été officiellement été implanté sur le territoire de Saint-Rémi (figures 11.2 et 11.3). Cela va dans le sens de la colonisation tardive de Saint-Rémi par rapport aux paroisses environnantes. Le schéma cadastral (figure 11.4) illustre par contre le premier réseau de chemins.

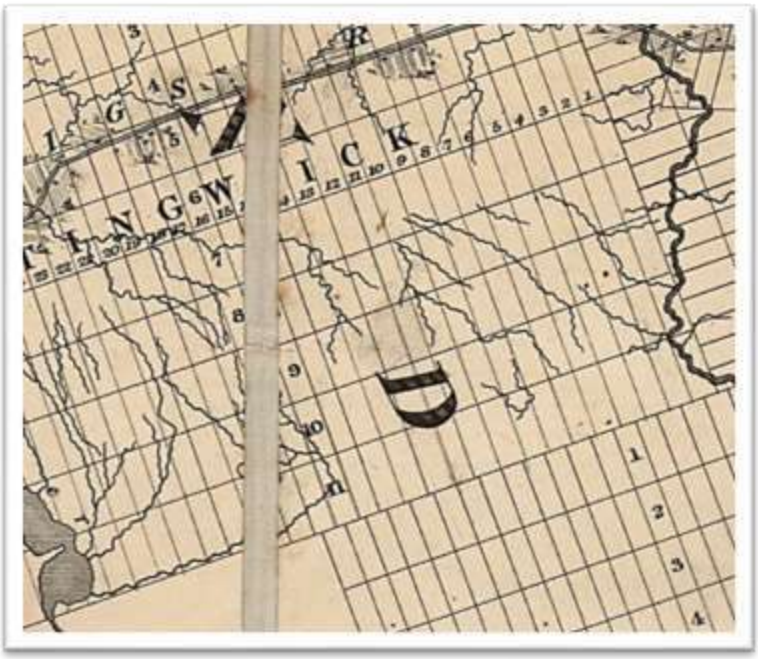

Figure 11.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1831(BAnQ : 90117) illustrant le territoire de Saint-Rémi-de-Tingwick.

Tel que l'attestent les sites choisis par les premiers colons, le chemin Saint-Rémi et le chemin des 10e et 11e rangs constituent fort probablement les tout premiers chemins de la colonie. Par la suite, le rang Vaillière (devenant la route du 8e rang sud à Tingwick), le chemin des 8e et 9e rangs, le rang Hinse, le chemin du 6e rang et le rang Bolduc (chemin des 9e et 10e rangs) se seraient développés. Quelques routes longent la profondeur des lots, mais n'ont pas été occupées par des bâtiments. Le réseau routier de Saint-Rémi n'a pratiquement pas changé depuis la période historique. La monographie mentionne seulement qu'en 1921, la côte chez Joseph Rousseau a été détournée pour faciliter les déplacements. Le chemin devait passer dorénavant sur le terrain de Ludger Verville au 8e rang. Ce chemin dénommé Verville à l'époque deviendra route municipale (no 13).

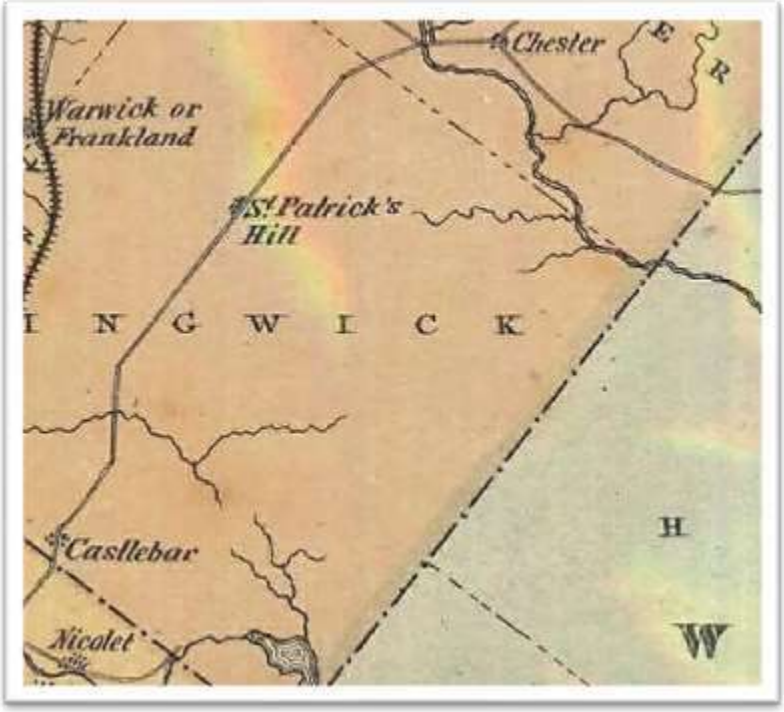

Figure 11.3 – Extrait de la carte des *Eastern Townships*, 1867 (BAnQ : 107580) illustrant le territoire de Saint-Rémi-de-Tingwick.

Malgré tout, au début du XXe siècle, la région de Saint-Rémi était toujours isolée des grandes routes. Les chemins de la colonie se détérioraient par manque d'entretien et rendaient difficiles les déplacements. Les habitants souhaitaient donc ardemment que soit aménagée une station de chemin de fer dans le 3e rang de Tingwick et, pour ce faire, une requête a été envoyée à la compagnie du Grand Tronc en 1904, mais le projet fut refusé.

Les ponts

En 1890, un pont flottant avait été construit sur le chemin des 10e et 11e rangs permettant de traverser la rivière Nicolet. L'axe de ce chemin permettait de relier Saint-Rémi à Saint-Paul-de-Chester et Notre-Dame-de-Ham. En 1896, ce pont est emporté par la crue des eaux printanières. Le Conseil municipal octroie ainsi un contrat à Sina Baril de Saint-Albert afin de construire un pont plus solide.

Dès 1946, les habitants espéraient voir la construction d'un pont sur le lac, vis-à-vis des 10e et 11e rangs de Saint-Rémi de manière à pouvoir traverser vers Asbestos sans trop de détours. Il faudra attendre quelque trente années avant de voir la construction de ce pont,

à un emplacement totalement différent, soit près de la croisée du chemin du Lac et du boulevard du Conseil, en traversant la rivière Nicolet Sud-Ouest.

Un pont couvert à Saint-Rémi-de-Tingwick avait été construit pour traverser la rivière Laflamme. Il a d'ailleurs été inventorié par le MCC (2013).

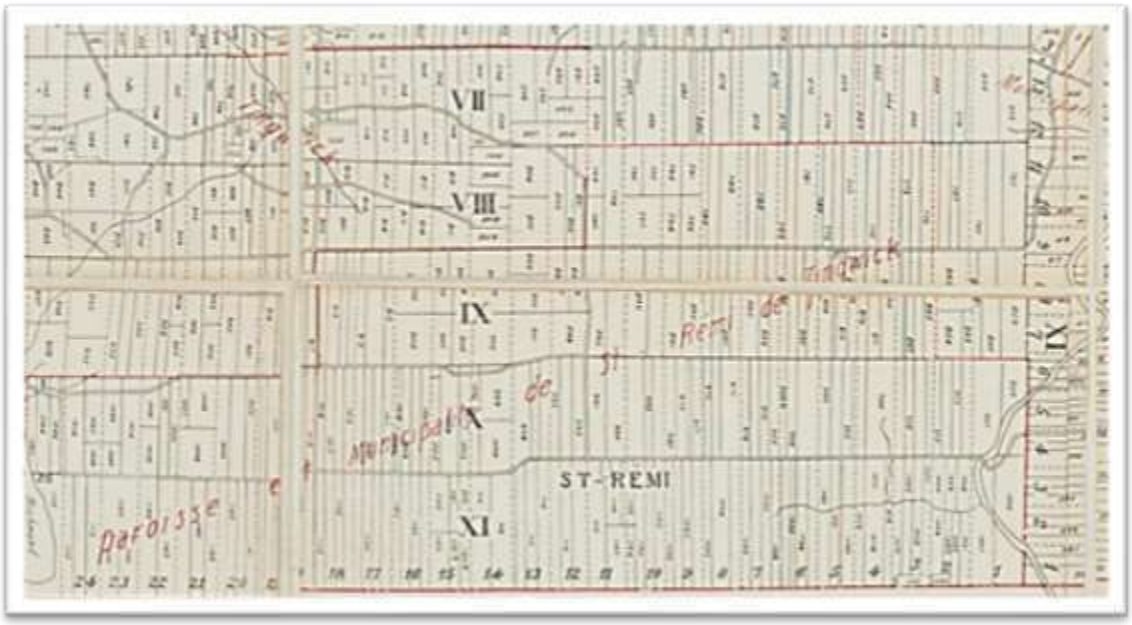

Figure 11.4 – Extrait du schéma cadastral de 1920 (BAnQ : 2684630), illustrant le territoire de Saint-Rémi-de-Tingwick.

Les noyaux de peuplement

Le plus grand noyau d'occupations de Saint-Rémi est situé sur le chemin des 10e et 11e rangs à l'angle du rang Vallières. D'ailleurs, une très bonne concentration de maisons de ferme occupe ce chemin. Le village qui s'est formé comprenait au minimum le bureau de poste, l'église, le presbytère, un moulin à scie, une école, un magasin et une forge.

Le petit coin Saint-Joseph comprenait également un petit hameau d'habitations le long du rang Hince à la hauteur du 6e rang où se trouvait un moulin.

Enfin, la région des Trois-Lacs a attiré quelques habitants, mais ce secteur est somme toute un aménagement moderne qui semble débuter dans les années 1940. Une chapelle du nom de Notre-Dame-des-Lacs a été construite en 1947 le long d'un chemin qui longeait les Trois-Lacs (chemin de la Chapelle). Par la suite, le réseau de rues s'est ramifié.



Figure 11.5 – Extrait de la carte topographique 21E/13, 1934 (BAnQ : 2669951), illustrant le territoire de Saint-Rémi-de-Tingwick.

4.11.5 Patrimoine bâti

Le village actuel de Saint-Rémi-de-Tingwick correspond à un type d'organisation spatiale linéaire implantée à la croisée de deux chemins. L'église est le pôle de l'agglomération et occupe cet emplacement névralgique.

En 1891, plus de mille personnes habitaient sur long territoire de Saint-Rémi. Presque tous les lots étaient alors occupés. Avec la diminution progressive de la population à partir de cette période (aujourd'hui la municipalité compte moins de 500 personnes, certes réparties en petites familles), de nombreuses terres autrefois défrichées et bâties ont été abandonnées. De plus, une bonne part de la population de Saint-Rémi réside actuellement dans le secteur des Trois-Lacs, délaissant le milieu rural proprement rural.

Parmi les éléments patrimoniaux ayant un statut légal se trouve l'église dite chapelle de la mission Notre-Dame-des-Lacs et la remise attenante de même que le pont Descormiers traversant la rivière Laflamme (tableau 11.3). Comme l'église de Saint-Rémi et le presbytère ont brûlé en 1993, l'ensemble institutionnel catholique n'a pas été inventorié

par le MCC. À ce jour, aucun autre lieu ni bâtiment n'est classé, désigné, cité ou répertorié par les différentes instances gouvernementale ou municipale.

Tableau 11.3 – Les éléments patrimoniaux de Saint-Rémi-de-Tingwick inventoriés par le MCC, 2013

Dénomination	**Numéro civique**	**Type de rue**	**Nom de la rue**	**Date d'origine**	**Statut**	**Fonction d'origine**
Église dite chapelle de la mission Notre-Dame-des-Lacs	169	rue	de la Chapelle	1947	Inventorié	Lieu de culte catholique
Bâtiment secondaire	169	rue	de la Chapelle	s.d.	Inventorié	Remise
Pont Descormiers		chemin	10e et 11e rang	1904		Pont couvert

Le livre du Centenaire de Saint-Rémi répertorie deux croix de chemin : la croix du Coin du petit 10 et la croix Lionel-Roger située aux Trois-Lacs. Le CÉLAT (1980) répertoriait aussi la croix Ernest Morin et la croix du 11e rang.

Il n'a pas été possible de réaliser l'inventaire du patrimoine bâti toujours existant lors de notre étude. Le manque de temps couplé au manque d'exhaustivité des données a limité notre étude. Cet aspect de la recherche dénote les lacunes des documents de sources secondaires pour une analyse détaillés du bâti. Une fois l'inventaire complété grâce à l'étude du rôle d'évaluation, l'analyse comparative des cartes anciennes, la consultation d'archives, la visite au terrain et la communication avec des personnes-ressources (notamment les ainés de la municipalité), les données réunies dans ce rapport pourront constituer le point de départ d'un macro-inventaire et d'une cartographie du patrimoine bâti.

4.11.6 Conclusion

Synthèse de l'histoire coloniale

Le territoire de la partie sud du canton de Tingwick a été colonisé à compter des années 1850, mais particulièrement au cours des années 1870 par des Canadiens français originaires des paroisses voisines. La première chapelle voit le jour en 1880, une année avant l'érection canonique de la paroisse de Saint-Rémi-de-Tingwick.

La municipalité, qui se composera au tournant du XXe siècle d'environ 900 âmes, est directement tributaire de la présence coloniale à Tingwick, d'axes de rivières et ruisseaux favorisant l'exploitation de moulins, des ressources forestières et même minières (Norbestos) en plus et des richesses agricoles. L'augmentation rapide de la population favorisera l'ouverture de quelques commerces autour des établissements religieux. Un

hameau principal s'est distingué à la période historique le long du chemin des 10e et 11e rangs.

Cependant, la population souffrira, comme plusieurs autres municipalités d'ailleurs, de son isolement et du manque d'opportunités économiques et ce, malgré l'arrivée massive de colons canadiens-français jusqu'au début du XXe siècle. L'arrêt des activités de la mine, la non-rentabilité des terres agricoles, l'attrait des grandes villes et de la rive des Trois-Lacs, a également contribué à l'exode rural. C'est ainsi que plusieurs anciens bâtiments ont dû être abandonnés et détruits faute d'avoir été entretenus. De nombreux autres sont probablement encore aujourd'hui des lieux d'activités essentiellement domestiques et administratives à valeur patrimoniale à évaluer.

Recommandations

Nous avons abordé l'étude de l'habitat rural ancien de Saint-Rémi-de-Tingwick en identifiant les différentes phases du peuplement, en identifiant les aspects matériels de la culture qui pourraient subsister du développement initial de cette municipalité et enfin, en documentant le développement des principaux réseaux de communication. Chacun des aspects abordés dans ce chapitre a ainsi contribué à expliquer divers phénomènes reliés à l'histoire sociale, économique, culturelle et religieuse de ce territoire, dont la présence de certains bâtiments que l'occupation ininterrompue a permis de conserver. Il ne s'agit toutefois pas d'une étude approfondie et beaucoup reste à faire pour documenter, analyser et mieux comprendre les différentes facettes de l'héritage bâti.

L'inventaire préparé dans ce chapitre est à l'état préliminaire. Il constitue un outil de référence pour faciliter l'identification plus formelle du patrimoine à la grandeur de la municipalité. La création d'un inventaire exhaustif grâce à l'étude des cartes, des titres de propriété et de l'analyse architecturale au terrain permettra de mener plus loin les efforts de préservation et de mise en valeur du patrimoine rémien. Nous proposons ici diverses avenues pouvant mener à une meilleure compréhension du patrimoine bâti :

1) **Choisir des thèmes d'interprétation en fonction de l'impact que les phénomènes sociaux, économiques et culturels ont eu sur la vie des habitants du territoire.** En fait, certains thèmes ont marqué l'ensemble de la MRC alors que d'autres sont plus spécifiques à la municipalité. Ainsi, l'occupation initiale de Saint-Rémi par l'implantation de moulins et le travail minier favorisera rapidement l'économie du territoire. Bien que l'ensemble du territoire de Saint-Rémi ait suscité l'attention de colons-défricheurs, l'établissement de noyau villageois sera réalisé le long du chemin des 10e et 11e rangs.

2) **Pousser plus avant la recherche documentaire en fonction des choix thématiques.** Le processus de mise en valeur des thèmes patrimoniaux choisis devra tenir compte du potentiel qu'ils présentent en regard des richesses archéologiques et documentaires qu'ils recèlent. Pour un thème donné, par exemple l'exploitation minière en milieu appalachien, il sera important de connaître en profondeur l'ensemble du phénomène et les différentes phases de son développement, ce qui permettra d'identifier les installations ou les sites les plus représentatifs et les plus susceptibles d'offrir des avenues de mise en valeur ainsi que des facilités de recherche, d'accessibilité, d'aménagement, etc. Parmi les études à réaliser, nous recommandons :

- Des études reliées au patrimoine bâti et au paysage culturel de la municipalité de Saint-Rémi-de-Tingwick :
  - Documenter davantage les moulins, les installations agricoles, les zones de culture et d'élevage, les commerces et la zone minière qui ont marqué l'économie de façon à faire ressortir les variantes locales;
  - Documenter, à l'aide de la réalisation d'une chaîne de titre, les diverses propriétés privées répertoriées au macro-inventaire patrimonial;
  - Identifier et analyser les caractéristiques physiques des bâtiments patrimoniaux et équipements associés;
  - Établir des critères menant à la sélection d'immeubles et de sites patrimoniaux voués à être reconnus au niveau fédéral, provincial et/ou municipal;
  - Identifier le potentiel archéologique des établissements les plus caractéristiques en vue de leur protection et d'une mise en valeur.

- Des études reliées au réseau de transport de la municipalité de Saint-Rémi-de-Tingwick :
  - Identifier les principales caractéristiques physiques des routes et des ponts à l'aide de relevés appropriés

- Des études reliées aux personnages ayant marqué la municipalité de Saint-Rémi-de-Tingwick :
  - Retracer la vie des personnages qui ont marqué l'histoire du développement de Saint-Rémi-de-Tingwick.

3) **Poursuivre le macro-inventaire du bâti ancien et le mettre à jour**.

4) À la lumière de la présente recherche historique, nous recommandons également la mise sur pied d'un certain nombre d'autres **mesures visant à mieux protéger et à mettre en valeur le patrimoine bâti de la municipalité de Saint-Rémi-de-Tingwick**. Ces mesures représentent des pistes de réflexion qui pourront alimenter les débats pour la réalisation d'autres volets d'étude et de mise en valeur prévus à la suite de ce premier volet. Les recommandations présentées devront être développées dans un prochain rapport :

   - Cartographier les éléments du bâti et autres traces culturelles
   - Traduire la présente recherche en un document accessible au citoyen
   - Créer une banque de photographies anciennes
   - Revoir et créer des circuits patrimoniaux
   - Diffuser l'information sur le patrimoine
   - Accompagner et outiller le citoyen
   - Inciter les propriétaires à mettre en valeur leur bâtiment patrimonial
   - Conserver et mettre en valeur les immeubles publics
   - Se doter d'outils d'urbanisme efficaces

Bibliographie

[s.n.] (2006) : *Saint-Rémi-de-Tingwick, 1881-2006 : 125 ans et l'histoire continue*. Saint-Rémi-de-Tingwick : la Ville.

CELAT (1980) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska – Ethnologie.* Arthabaska : MRC d'Arthabaska. Rapport déposé au Ministère des Affaires culturelles, Direction générale du patrimoine, Service des Inventaires.

Comité organisateur des Fêtes du Centenaire de Saint-Rémi-de-Tingwick (1981?) : *Saint-Rémi-de-Tingwick, 1881-1981*. Saint-Rémi-de-Tingwick : [s.n.], 264 p.

Hardy, René, Gamelin, Alain et Carmen Rousseau (1979) : *Publications du Groupe de recherche sur la Mauricie, Université du Québec à Trois-Rivières. Cahier 1 : La Mauricie et les Bois-Francs, chronologie, 1850-1950*, 151 p.

Mailhot, Raymond (2010) : *Souvenirs du fond de la campagne de 1940 à 1955*. Gatineau : R. Mailhot, 168 p.

MCC (2013) : *Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ)*. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2013) : *Cartographie des sites et zones d'interventions archéologiques du Québec*. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2012) : *Inventaire des lieux de culte du Québec*. Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.lieuxdeculte.qc.ca, consulté en octobre 2012]

MCC (2013) : *Répertoire du patrimoine culturel du Québec (RPCQ).* Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca]

Milot, Jean et Jocelyne Simard (1994) : *Les croix de chemin du Québec : inventaire sélectif et trésor*. Collection Patrimoines. Dossier, 10. Québec, Les publications du Québec.

PARC CANADA (2013) : *Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens.* Gouvernement du Canada. [http://www.historicplaces.ca/]

Pépin, Jean-Pierre-Yves (2005) : *Saint-Rémi-de-Tingwick, 1881-1940, comté d'Arthabaska, paroisse Saint-Rémi : 1023 fichiers-images.* Longueuil : Éditions historiques et généalogiques Pépin, 1 CD-Rom

Saucier, Thérèse Pellerin (2012) : *Norbestos Mines Ltd : Petite histoire de la p'tite mine de Saint-Rémi-de-Tingwick, 1909-1968*. Warwick : Société d'histoire de Warwick.

Société de généalogie de Victoriaville (2009) : *Répertoire des baptêmes, mariages et sépultures, paroisse de St-Rémi, St-Rémi de Tingwick, QC : baptêmes (1881-1940), mariages (1881-1970), sépultures (1881-1940).* Victoriaville : Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville, 131 p.

Société La Haye et Ouellet (1982) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska - Analyse du paysage architectural*. Arthabaska : La Société La Haye-Ouellet, 166 p.

Cartes et plans anciens

1831 Bouchette, Joseph. *To his most Excellent Majesty, King William IV. This topographical map of the districts of Quebec, Three Rivers, St.Francis and Gaspé, Lower Canada : exhibiting the new civil division of the districts into counties pursuant to a recent Act of the provincial legislature; is with his Majesty's gracious and special permission, most humbly and gratefully dedicated by his Majesty's most devoted and loyal Canadian subject.* Londres : James Wyld. BAnQ : 90117.

1867 *Map of the Eastern Townships of Canada : compiled and engraved expressly for the Eastern Townships Gazetteer.* St. Johns : Smith & Co. BAnQ : 107580.

1920 *Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre.* Québec (Province) : s.n. BAnQ : 2684630.

1934 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:63 360]. 21-E-13, Warwick.* Québec Topographique. BAnQ : 2669951.

Sites Internet

Répertoire des municipalités du Québec
http://www.mamrot.gouv.qc.ca

Commission de toponymie du Québec
http : //www.toponymie.gouv.qc.ca/

Municipalité de Saint-Rémi-de-Tingwick
http://www.st-remi-de-tingwick.qc.ca/

Statistique Canada – Profil du recensement
http://www12.statcan.ca/

4.12 Saint-Rosaire

Les données concernant l'histoire de Saint-Rosaire ont été acquises à la lecture et l'analyse d'une monographie publiée en 1985 afin de célébrer le centenaire de la municipalité. Ce document regroupe des données d'archives sur les conditions de l'arrivée des premiers colons, les premières familles à s'être établies et l'évolution du cadre religieux, municipal, scolaire et économique. Les différents chapitres manquaient souvent de détails, ce qui fait que le schème d'occupation historique de Saint-Rosaire est plus difficile à cerner et demandera une bonne recherche en archives.

À cette source d'informations s'ajoute néanmoins la consultation de divers répertoires renfermant la liste des biens ou sites patrimoniaux ayant une valeur culturelle majeure, tels que le Répertoire du patrimoine culturel du Québec (MCC, 2013), le Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens (Parc Canada, 2013), le Répertoire des lieux de culte du Québec (MCC, 2012), le Répertoire des croix de chemin (Milot et Simard, 1994), le Répertoire toponymique du Québec (Commission de toponymie du Québec, 2013), l'Inventaire des sites archéologiques du Québec (MCC, 2013), le Répertoire de cartographie numérique du site de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et divers macro-inventaires mandatés par le ministère des Affaires culturelles et élaborés à compter des années 1980 dont ceux du CÉLAT (1980) et de la Société La Haye et Ouellet (1982). Ces documents ont permis d'établir l'état des connaissances et la valeur patrimoniale déjà inventoriée, reconnue, classée ou simplement répertoriée de certains bâtiments.

4.12.1 Site d'implantation

Implantée dans les cantons de Bulstrode et de Stanfold dans la partie nord de la MRC d'Arthabaska, Saint-Rosaire est encadrée à l'est par Princeville et à l'ouest par Sainte-Anne-du-Sault. Il comprend une partie des derniers rangs du canton de Bulstrode et de Stanfold.

La rivière Blanche coule dans la partie nord du territoire et les ruisseaux Hébert et Perreault irriguent la partie centrale. Le territoire de Saint-Rosaire se trouve ainsi en périphérie des grandes voies de navigation fluviale, la rivière Bulstrode traversant Saint-Valère, Victoriaville et Princeville au sud et la rivière Bécancour parcourant Saint-Anne-du-Sault et Saint-Louis-de-Blandford au nord.

Son sol appartient au domaine laurentien, bien qu'il se situe à sa périphérie. Les basses-terres de Saint-Rosaire sont essentiellement composées de sable ou de matériaux

hétérogènes dont les origines sont postglaciaires. L'altitude variant entre 90 et 110 mètres (ANMM) est caractéristique de cette région située près de la chaîne de montagnes des Appalaches. Par endroit, le sol est marécageux et difficile à parcourir durant la saison estivale.



Figure 12.1 – Limites actuelles de la municipalité de Saint-Rosaire (Statistique Canada, 2014 : 2439145)

4.12.2 Familles et personnages

Les premiers colons

À partir de la deuxième moitié du XIXe siècle, il semble que le territoire de Saint-Rosaire ait reçu ses premiers visiteurs permanents (Commission de toponymie, 2013). Si les noms n'apparaissent nulle part, c'est qu'ils occupaient les terres à titre de squatter, un phénomène répandu à la grandeur du territoire arthabaskien. Un chemin rendait accessible le territoire dans les années 1850, le chemin de Stanfold/Gentilly, ce qui a probablement incité des colons à s'établir dans la région.

Le pionnier-colonisateur officiel de Saint-Rosaire serait Cyprien Moreau, natif de Bécancour. En 1882, il s'installe avec son épouse Marie-Louise Martin dans le 8e rang de Bulstrode (dans un secteur qui sera dénommé « le petit Bécancour » étant donné que plusieurs pionniers de ce rang proviendront de cette région). Maurice Moreau, 7e enfant de cette famille, acquit la ferme familiale en 1925. En plus des travaux de la ferme,

Maurice opérait une boutique de forge où il ferrait les chevaux, réparait les voitures ou autres machineries et réalisait des travaux pour ces voisins (1985 : 145).

Un peu plus tard, Arthur Provencher de Bécancour acheta une terre dans le même rang. En 1886, il revendit sa terre à son frère Ernest également originaire de Bécancour. Ce dernier se maria à Célina Champoux de Bécancour. En 1928, le fils d'Ernest, Lionel, acheta la terre familiale. Il se maria à Mélina Guillemette, originaire de Saint-Valère. En 1954, Léo-Paul fils de Lionel acquiert la ferme de son père. Il se maria à Marie-Rose Parenteau, originaire de Précieux-Sang. Après avoir vécu de la ferme quelque huit années, Léo-Paul vivra de l'industrie de construction. En 1985, son entreprise portait le nom de Provencher Rénovation Inc. (1985 : 153).

Pierre Pratte fut également un des pionniers de Saint-Rosaire. Il arriva de Saint-Grégoire pour s'installer dans le 6e rang en 1886. Son fils Philippe cultiva la terre familiale et, à sa retraite, la légua à son fils Donat avant de déménager au village.

C'est probablement dans ces années que Sévère Champagne, marié à Georgina Ouellet, à Saint-Valère s'établit. Au fil du temps, ils demeurèrent avec leur fils Wiliam qui avait épousé Marie Champagne le 30 mai 1898, à l'église Saint-Rosaire. Cette famille demeurait alors sur une ferme dans le 4e rang de la paroisse (1985 : 87).

Les années 1890 semblent avoir sonné le glas de la vague colonisatrice de Saint-Rosaire. C'est à ce moment que Chrisostome Houle, originaire de Saint-Léonard, époux d'Annie Auger vint s'établir dans le 4e rang de Saint-Rosaire pour y faire vivre sa famille (1985 : 89), puis Vital Fafard et Rose-Anna Lacourse, Hermann Provencher de Sainte-Eulalie et d'Amanda Tourigny de Saint-Grégoire qui louèrent une maison à Alexandre Hébert sur un lot de terre situé au 6e rang de Saint-Valère.

Enfin, au début des années 1890, il est raconté que trois frères, Hercule, Joseph et Moïse Houle se rendirent sur le territoire de Saint-Rosaire en provenance de Saint-Valère en réalisant le trajet à pied. L'objectif de cette expédition était de choisir des lots de terre en bois debout qui étaient adjacents afin d'en exploiter les ressources forestières et éventuellement s'y construire une maison. Joseph acheta un lot situé près de la Grande-Ligne et se construisit une petite maison. Moïse quitta la terre après quelques années ce qui permit à Joseph d'acheter la maison. Joseph est né à Saint-Valère en 1867. Il se maria en 1892 avec Ludgérine Saint-Cyr également originaire de Saint-Valère et s'installa avec elle sur le « lot de la Grande-Ligne » pour y faire grandir ses enfants. Dans le centenaire de Saint-Valère (1985 : 118), il est précisé que trois générations de Houle (Joseph, Alphonse et Pierre) se sont succédé sur cette terre. Plus loin, il est mentionné que le 23 avril 1898, Gonzague Houle fait donation de 3 parts de ses lots de terre et de bâtiments à

ses trois fils : Joseph, Moïse et Hercule. La part d'Hercule s'est aussi transmise de père en fils pour trois générations (1985 : 125). En avril 1968, lorsque Pierre rachète la ferme familiale (1985 : 127), il y réalise de grandes rénovations (agrandissement de l'étable, achat de machinerie, amélioration des fonds de terre, drainage souterrain et addition de bâtiments).

Alfred Fournier s'installe en 1895 sur une terre achetée quelques années plus tôt dans le 8e rang de Saint-Rosaire. Il se construisit une cabane de bois rond et commença à défricher sa terre. Il rencontra une institutrice originaire de Plessisville et qui travaillait à Saint-Valère, Alida Garneau. Ils se marièrent le 26 juillet 1900 et s'installèrent dans leur maison nouvellement construite. La même année, Ovila Guillemette marié à Adéline Lefebvre s'acheta un lot dans le 4e rang de Saint-Rosaire. Il divisa plus tard sa terre en trois parties à ses fils Georges, Henri et Edmond. Édouard Poirier, originaire de Saint-Célestin, acheta une terre sur le lot 284 du 6e rang de Saint-Rosaire en 1895 afin d'y défricher une parcelle et y construire une maison. Ce lot était situé à proximité du village et la maison fut construite en 1901 (1985 : 145). Enfin, Alphonse Levasseur, né à Arthabaska et époux de Marie-Aline Lallier puis d'Herméline Hébert en seconde noce, s'établit dans le « p'tit 8 » à Saint-Rosaire après son deuxième mariage en 1896 le 29 juin 1896 et y demeura jusqu'à sa mort, le 17 mai 1938, âgé de 73 ans (1985 : 80).

Au début des années 1890, 55 familles représentant 300 personnes étaient déjà regroupées dans la région dénommée le « Petit-Bécancour », sur une superficie d'environ 100 km^{2}, le long du chemin de la Grande Ligne. Cet axe routier traversait le territoire le long de la ligne de division des cantons de Bulstrode et de Stanford, entre Saint-Norbert-d'Arthabaska et Saint-Louis-de-Blandford. En 1899, au premier recensement, on comptait dans cette paroisse 165 familles, soit 772 personnes (municipalité de Saint-Rosaire, 2013).

Origine des familles

À la différence des autres municipalités de la région, il semble que la composition démographique de Saint-Rosaire ait été exclusivement canadienne-française et catholique.

Les premiers colons proviennent essentiellement de l'ancienne seigneurie de Bécancour, des secteurs surpeuplés de la vallée du Saint-Laurent, mais aussi de Saint-Valére, Plessisville, Princeville, Sainte-Monique et Saint-Célestin. Plus tard, après 1900, des colons arriveront d'autres municipalités arthabaskienne ou centricoise comme Saint-

Samuel-de-Horton, Saint-Rémi-de-Tingwick, Victoriaville, Warwick, Saint-Bonaventure et Saint-Guillaume.

4.12.3 Faits historiques

Histoire religieuse

Le territoire de Saint-Rosaire se serait organisé en structure paroissiale en 1871 (Commission de toponymie, 2013), ce qui implique la visite de missionnaires à partir de cette date. L'abbé Alexis Desaulniers, curé de Stanfold et par F.-O.-A Désilets, vicaire, ont assuré quelques visites avant l'arrivée du premier missionnaire régulier. La présence de cette mission souligne la présence d'un nombre important de fidèles sur le territoire qui, à compter 1890, avait atteint le nombre requis d'âme pour obtenir l'érection canonique de la paroisse (1893).

Tableau 12.1 – Les missionnaires et premiers curés de Saint-Rosaire

Nom	**Période de mission/cure**
Abbé Alexis Desaulniers et F.-O.-A Désilets	Vers 1890
Abbé Alfred Manseau	1893-1898
Abbé Omer Mélançon	1898-1908
Abbé Jean-Baptiste Durocher	1908-1925
Abbé Henri Martin (desservant)	1925
Abbé Roméo Salois	1925-1932
Abbé Antonio Denoncourt	1932-1940
Abbé Ernest Marier	1940-1947
Abbé Philippe Poulet	1947-1953

Avant la construction de la chapelle, il semble que la messe ait souvent été donnée dans la maison d'Octave Hébert, avant que la bâtisse ne devienne un hôtel de tempérance (s.n., 1985). Une chapelle a été construite en mai 1893. Elle était assez grande pour contenir la petite population de cette époque. Elle était située dans la position des transepts de l'église actuelle. L'abbé Alfred Manseau y desservit les besoins cultuels par voie de mission entre 1893 et 1898. Dès 1894, la chapelle fut agrandie par une rallonge de 30 pieds par 40 pieds disposée dans le même axe que l'église actuelle. Un presbytère fut construit cette même année pour accueillir le missionnaire.

L'abbé J.-O. Mélançon entre 1898 et 1908 poursuivit la mission jusqu'à l'arrivée du premier prêtre résident, l'abbé Jean-Baptiste Durocher, lequel fut accueilli en 1908. À cette époque, la paroisse comptait déjà plus de 800 personnes.

Le presbytère bâti en 1894 fut rasé par les flammes le 29 octobre 1916. Les registres paroissiaux qu'il contenait furent également détruits. Un nouveau presbytère fut reconstruit en 1917 selon les plans et devis préparés par l'architecte Louis Caron, fils, de Nicolet.

En 1925, le feu enflamma le bois du lieu de culte. Une église (église actuelle) parée de brique fut rebâtie par Pierre Mayrand, architecte, en 1926-1927 sur le site de la chapelle.

Histoire municipale

Le 6 septembre 1887, Mgr Gravel, évêque de Nicolet, accepta la requête des habitants en déléguant l'abbé Édouard Brunel, curé de Saint-Valère, à la tâche de planter une croix sur un terrain donné à la Corporation épiscopale de la paroisse de Nicolet par Lazarre et Eugène Desharnaies. Ce terrain faisait partie des 6e et 7e lot du 6e rang de Bulstrode et quelques colons s'y étaient installés.

C'est en 1893 que Mgr Gravel émit un décret annonçant l'érection canonique de la paroisse de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire. La Commission de toponymie (2013) mentionne que ce nom proviendrait d'un vocable usuel, couramment employé par les habitants comme « la paroisse du Rosaire », où quantité de scieries étaient répertoriées. La paroisse occupait alors une partie des cantons de Bulstrode et de Stanfold. Elle a été formée par le détachement d'une partie des territoires de Saint-Valère-de-Bulstrode, Saint-Eusèbe-de-Stanfold et de Sainte-Victoire-d'Arthabaska. La gare de Bulstrode était située à 8 kilomètres de distance de la paroisse. La municipalité de paroisse établie en 1897 ne conservera dans sa dénomination que l'élément Saint-Rosaire, tout comme le bureau de poste en activité entre 1894 et 1970.

Tableau 12.2 – Les maires de Saint-Rosaire

Nom	**Année**
Johnny Lacourse	1896-1911
Albert Pellerin	1911-1912
Alfred Fournier	1912-1929
Alexandre Hébert	1929-1937
Oscar Pratte	1937-1957

À la suite de l'érection civile de la municipalité de paroisse de Saint-Rosaire, la première assemblée municipale a mené à l'élection du premier maire Johnny Lacourse et de sept

conseillers municipaux, en présence du préfet du comté d'Arthabaska, Georges Gendreau du secrétaire d'élection Joseph Trudel.

L'histoire scolaire

En 1900, il devait y avoir cinq écoles élémentaires sur le territoire rosarois qui était divisé ainsi en cinq arrondissements scolaires (tableau 12.3). Le document commémoratif ne révèle pas davantage d'informations sur l'institution scolaire de Saint-Rosaire.

Nous savons seulement que le gouvernement centralise les écoles et organise le transport des élèves vers le couvent en 1958. À ce moment, les écoles de rang ferment leur porte et une école centrale de village assure les besoins éducations. Il possible de connaître leur répartition sur le territoire en observant les cartes topographiques du territoire des années 1930 (31I/01 et 21L/4).

Tableau 12.3 – Les écoles de rangs de Saint-Rosaire

École du village – maternelle, 1er et 2e année
École du village – de la 3e à la 6e année
École du 6e rang
École du 4e rang
École du 8e rang

Histoire économique et industrielle

Au début de la colonie, comme partout ailleurs dans les Cantons de l'Est, les produits de l'érable et le bois sont les premiers produits exploités pour le commerce. L'industrie du bois dépassera rapidement la demande en bois de chauffage en fournissant du bois pour la construction, notamment pour le bois utilisé par les chemins de fer (dormants), la construction de ponts et la construction d'habitations. Ce type d'exportation deviendra par la suite le moteur de la réussite économique de la région (tableau 12.4). Plus tard, l'agriculture et l'élevage se tailleront une plus grande place.

Tableau 12.4 – Les moulins à scie de Saint-Rosaire

Propriétaire	**Année**	**Localisation**
Joseph Paris	Période historique indéterminée	*Lot 23 du 6e rang de Stanfold*
Athanase Blanchette et ses fils Léonard et Édouard	Période historique indéterminée	*Village de Saint-Rosaire*
Albert Brunelle	Période historique indéterminée	*Au coin du 8e rang Est.*
Onésime Guillemette	Période historique indéterminée	*4e rang de Blandford*

Avant l'implantation des moulins à scie, nombre d'habitants ont dû profiter des grands chantiers de coupe (dont la compagnie du tanin, le moulin Goodhue et la *Dominion Paper Co.*) qui opérait à Saint-Anne-du-Sault (incluant à l'époque Daveluyville et Maddington).

Mme Ève Dargis a été la propriétaire de la première boutique de forge du village de Saint-Rosaire. La boutique fut vendue successivement à Édouard Houle (1917), Eddy St-Pierre (1920), et à Lucien Bégin (1926) qui maintinrent ses opérations. En mai 1973, la forge ferma ses portes. La deuxième boutique de forge, également située au village, a appartenu à Édouard Saint-Pierre et à son fils Georges. Elle fut en opération pendant quelques années avant qu'elle ne soit démolie. Ces deux bâtisses apparaissent sur la carte topographique de 1932 (figure 12.5).

Le livre du centenaire souligne la présence d'une fromagerie, située au village, ayant d'abord appartenu à Adélard Duchainé. L'industrie fut vendue à Adelard Joyal quelques années plus tard. Une autre fromagerie de type coopérative prit vie au village de Saint-Rosaire (s.n., 1985).

Dans le 4e rang, Herménégilde Robert possédait également une fromagerie qui fut acquise par la suite par son fils Edmond. L'industrie passa aux mains de Lucien Lemarier qui la tient en opération au cours de nombreuses années avant d'être rachetée par la Coopérative du village.

En 1942, le bâtiment de cette « fromagerie du 4e rang » servait de coopérative de produits laitiers. Il fut acquis par Gérard Grenier en 1952 et c'est à ce moment, en 1956 précisément, que le bâtiment fut converti en boucherie. Il devint ensuite une ferronnerie et un garage. Actuellement, ce sont les compagnies « Tiges 4 saisons » et « Fenêtres Form-Tech » qui en occupent les murs.

Deux autres fromageries ont également vécu sur le grand territoire de Saint-Rosaire. Dans le 8e rang près de la rivière Noire se trouvait la fromagerie d'Orel Jean qui brûla en 1941. Près de la grande ligne, François Leclerc travaillait à titre de fromager dans sa maison.

Saint-Rosaire a connu un hôtel de la Tempérence dans la maison d'Octave-Hébert où, semble-t-il, les missionnaires venaient dire la messe avant la construction de la chapelle. Lorsque François Xavier Fortier, natif de Wotton, acheta la maison, il la convertit en hôtel auquel se greffera une cordonnerie. Un bâtiment secondaire situé derrière l'hôtel servait de hangar où pouvaient « être dételés les chevaux soit pour aller à la messe du

dimanche ou aller prendre une consommation, un repas ou jaser (municipalité de Saint-Rosaire, 2013). » En 1985, le bâtiment était à la propriété de Roger Allard.

Vers 1895, Évariste Leclerc fut le premier maître de poste, mais il était aussi épicier et demeurait dans la maison à la propriété de Germain Guilbault en 1985. Plus tard, Lucia Pratte fut maître de poste jusqu'en 1932 dans sa maison à la propriété de Réal Picard en 1985. En 1937, le bureau de poste se trouvait chez Arthur Gendeau, épicier. En 1947, Alexandre Hébert, épicier, s'occupa un temps de la poste avant qu'elle ne déménage à l'épicerie de Donat Smith entre 1946 et 1969. Depuis 1969, le bureau de la municipalité a fusionné à celui de Daveluyville.

Petite anecdote : Joseph Guérin passait le courrier à cheval pour les gens des rangs à partir de 1917. Vers 1927, son fils Arthur parcourait les rangs avec lui pour finalement le remplacer à son décès en 1947. Et il semble qu'Arthur Guérin distribuait encore le courrier en 1985 (1985 : 32).

En 1909, un deuxième bureau de poste était tenu par Cyprien Moreau, arrivé à Saint-Rosaire en 1885. Situé dans le 8e rang, ce bureau prenait place à la limite des paroisses de Saint-Valère et de Saint-Rosaire. Le courrier était trié par le maître de poste du bureau de la Rivière Noire (Saint-Valère).

Enfin, une sucrerie a fait sa marque dans la communauté de Saint-Rosaire. Elle appartenait à la famille Guévin et était située dans le 6e rang vers 1915 (1985 : 108).

Événements marquants

Deux incendies majeurs ont transformé Saint-Rosaire au cours de la période historique, l'incendie de la forge (1925) et l'incendie du 8e rang (1941). L'absence d'une pompe et d'eau au village qui aurait limité davantage la destruction du village de Saint-Rosaire, a été remarqué : « Un feu qui s'est déclaré vers 4 heures le dimanche matin (hivers), a rasé au sol la boutique de forge appartenant à M. Lucien Bégin, a détruit sa maison, son hangar et son garage, ainsi la boulangerie, le magasin général et la résidence de son voisin M. Benoit Houle (Municipalité de Saint-Rosaire, 2013). » Comme les bâtiments de l'époque étaient composés de bois, le feu progressait lentement : « Les occupants des deux logis avaient eu le temps de sauver leur lingerie. Les voisins avaient aidé à sauver les meubles. La boutique de forge fut une perte complète, et presque toute la marchandise du magasin général de M. Benoit Houle avait été sauvée et mise en sécurité (Municipalité de Saint-Rosaire, 2013) ». L'intervention des pompiers de Daveluyville a permis de freiner l'incendie et limiter les dégâts à sept bâtiments.

En 1941, un incendie de forêt a ravagé le 8e rang : « Allumé accidentellement, l'incendie éclata dans la forêt du côté de St-Valère le jeudi 25 septembre, et avec la forte bourrasque de vent s'étendit vers le chemin de la Grande Ligne. Une trentaine de familles ont vu leurs maisons, leurs dépendances avec le mobilier, leurs animaux et leurs récoltes, complètement détruits par le feu. Tout le canton de la rivière Noire disparaissait (1985 : 35) ». Des centaines de soldats de la réserve de Sherbrooke, ainsi qu'une centaine d'étudiants de l'école d'aviation de Victoriaville ont tenté par divers moyens d'éteindre les divers foyers d'incendie, en construisant des tranchées notamment. La pluie qui tomba durant la nuit du dimanche au lundi a grandement contribué à mettre un terme au désastre du 8e rang.

4.12.4 Routes et chemins anciens

Les premiers chemins de la colonie

La route de Gentilly quittait la seigneurie en direction sud pour atteindre Saint-Louis-de-Blandford situé immédiatement au nord de la municipalité de Saint-Rosaire. Quant au chemin de Stanfold, il a été complété en 1848. Sur la carte de Bouchette (1831), arpenteur général du Bas-Canada, le chemin semble tracé sur la ligne de division (figure 12.2). Sur la carte des *Eastern Townships* de 1867 (figure 12.3), nous remarquons que ce chemin ne joint pas encore la rivière Bécancour. A-t-il été abandonné ou bien a-t-il été toujours présent?

Cette situation n'est pas claire, mais permet néanmoins de comprendre que cet axe devait constituer un vecteur de circulation important, tout comme la route de Gentilly. De plus, à en croire les cartes topographiques du territoire créées entre 1920 et 1944, il appert que cette route n'a pas été un lieu d'occupation. Les habitants, s'installant plutôt au front des lots, sont à l'origine des chemins de rangs qui parcourent le territoire (figure 12.4).

Ainsi se développeront les 8e, 7e (quoique dans une moindre mesure), 6e et 4e rangs de Blandford ainsi que les Petits-Rangs 4, 6, 7 et 8 prenant place dans le canton de Stanfold. Un hameau plus important s'est formé à la croisée du 6e rang, de la route Paul-Valois (rue de l'Église) et de la route de la Coupe, laquelle se poursuit vers le sud entre les 6e et 8e rangs. Aucune occupation n'est répertoriée le long des routes Paul-Valois et de la Coupe (figures 12.4, 12.5 et12.6). Le réseau routier ne changera pas au cours de la période moderne à l'exception de l'aménagement de la rue Saint-Pierre au village.

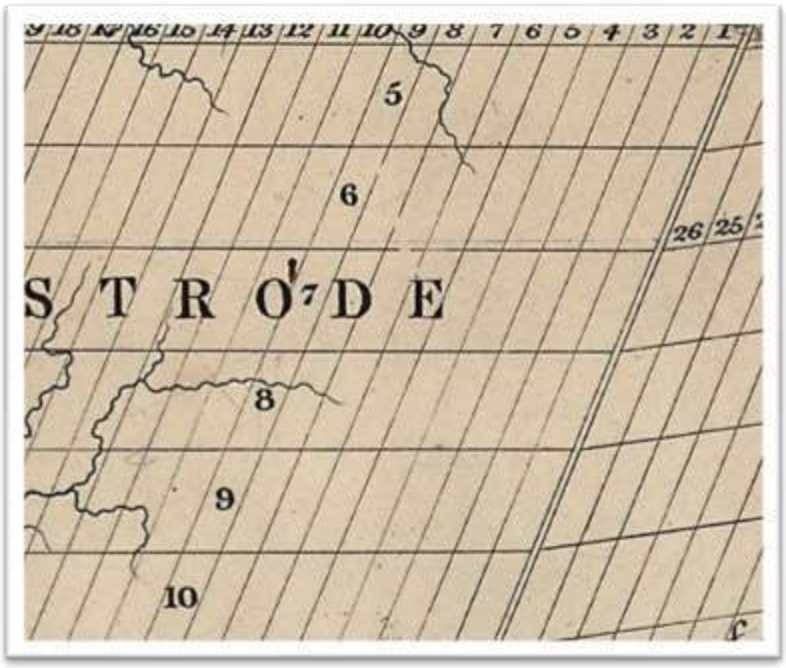

Figure 12.2 – Le territoire de Saint-Rosaire sur un extrait de la carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117). Un chemin semble tracé sur la ligne de division des cantons de Bulstrode et de Stanfold.

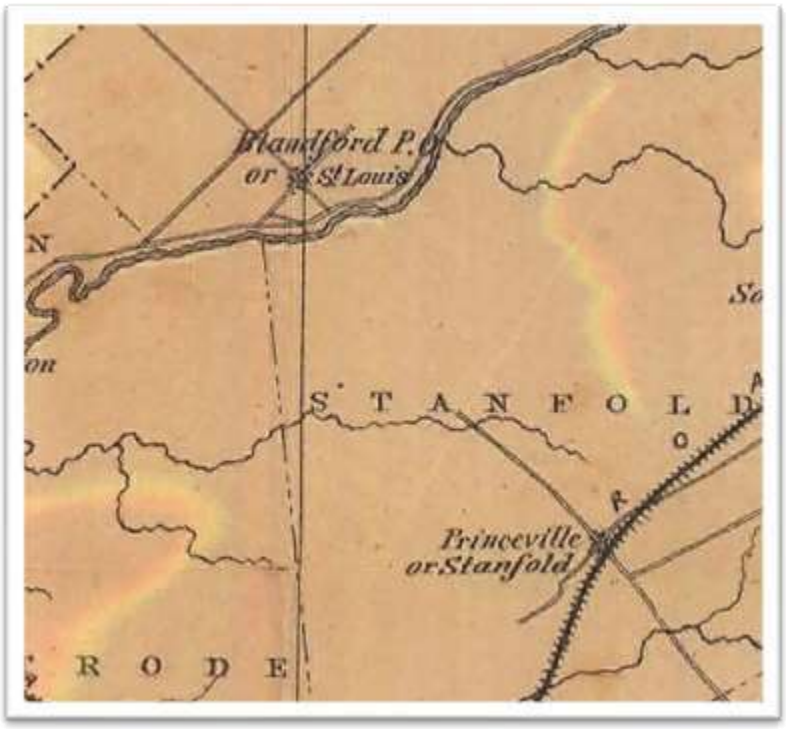

Figure 12.3 – Le territoire de Saint-Rosaire sur un extrait de la carte des Eatern Townships, 1867 (BAnQ : 90117). Le chemin de Stanfold ne semble pas se poursuivre vers le nord. La carte nous rappelle aussi que le territoire de Saint-Rosaire est situé en périphérie de Princeville.

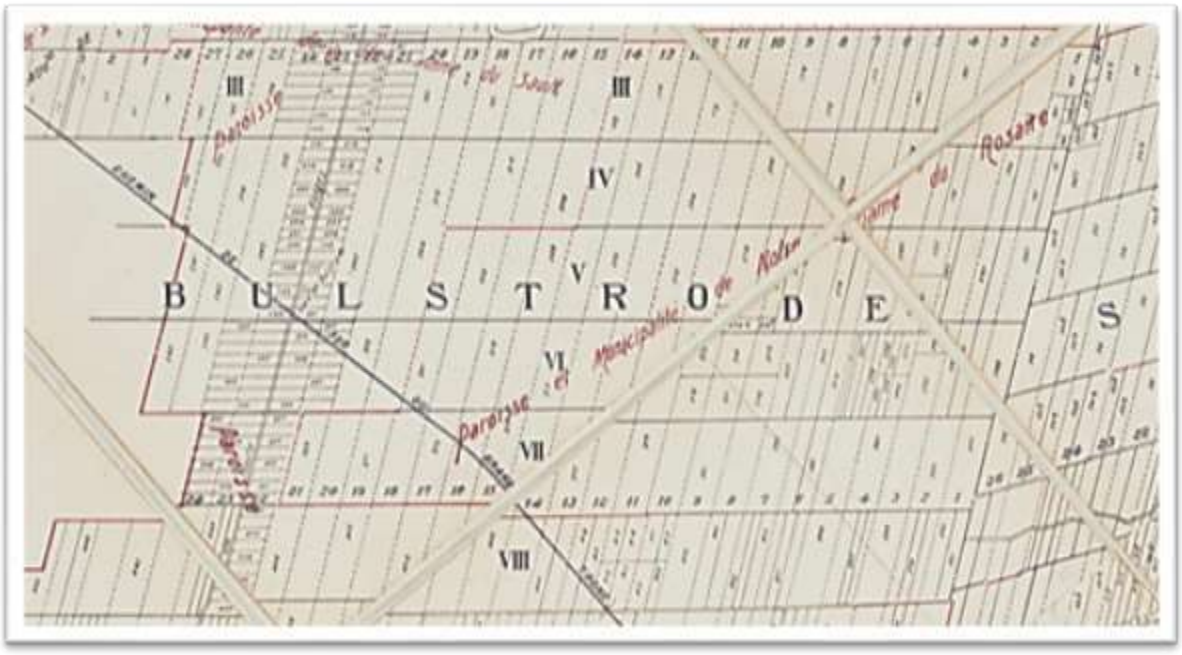

Figure 12.4 – Extrait de la Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre, 1920 (BAnQ : 2684630), illustrant l'emplacement des lots sur le territoire de Saint-Rosaire.



Figure 12.5 – Extrait de la Carte topographique 21E/13, 1932 (BAnQ : 2669964), illustrant le hameau du Petit-Bécancour

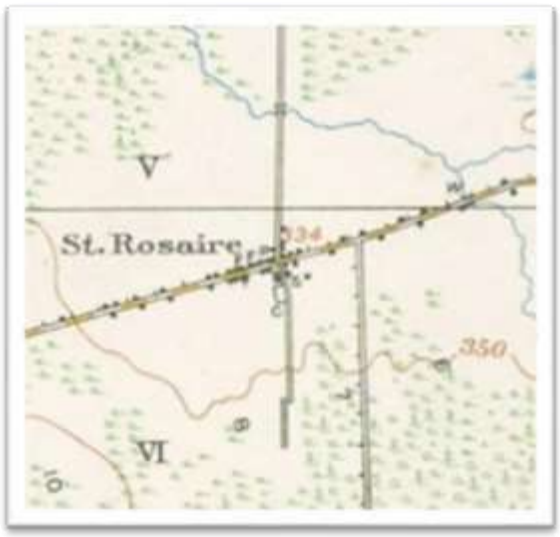

Figure 12.6 – Extrait de la carte topographique 21L/04, 1935 (BAnQ : 2684845), illustrant le village de Saint-Rosaire.

Le noyau villageois, qui n'était pas perceptible sur le schéma cadastral, est bien positionné sur la carte topographique (figure 12.6). Le réseau routier de la période coloniale est fort semblable à celui d'aujourd'hui et les informations qui sont comprises sur les cartes permettent d'envisager l'étude patrimoniale du territoire.

Les noyaux de peuplement

Un hameau était occupé par des colons originaires de Bécancour, d'où le nom donné à l'emplacement « Petit-Bécancour » (figure 12.4). Il était situé au niveau du 8e rang Est de Bulstrode, près de la Grande-Ligne (chemin de Stanfold). Une école et un bureau de poste y avaient été implantés. Le plus grand noyau d'occupation fut néanmoins celui du village actuel situé au 6e rang de Bulstrode à sa croisée avec la route Paul-Valois (rue de l'Église) et de la route de Coupe. Un noyau d'habitations s'est en effet développé autour de l'institution religieuse (église, presbytère, cimetière). Ce noyau comprenait également un bureau de poste, une école, un moulin et des forges (figure 12.5).

4.12.5 Patrimoine bâti

Saint-Rosaire présente un mode d'établissement traditionnel fondé autour de l'église catholique où se trouve également une bonne concentration de bâtiments historiques, et une population bien répartie dans les rangs du territoire.

Parmi les éléments patrimoniaux ayant un statut légal se trouve le site institutionnel catholique inventorié par le MCC (tableau 12.5). Le MCC inventorie également la croix Notre-Dame-du-Saint-Rosaire dressée en 1927 (tableau 12.6). Cette croix correspond-elle à la croix répertoriée par le CÉLAT (1980) située au 8e rang? À ce jour, aucun autre lieu ni bâtiment n'est classé, désigné, cité ou répertorié par les différentes instances gouvernementale ou municipale.

Tableau 12.5 – Les bâtiments patrimoniaux de Saint-Rosaire inventoriés par le MCC (2013)

Dénomination	**Type de rue**	**Nom de la rue**	**Date d'origine**	**Statut**	**Fonction d'origine**
Église de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire	chemin	6e rang	1927	Inventorié	Lieu de culte catholique
Presbytère de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire	chemin	6e rang	1917	Inventorié	Résidence curiale

Tableau 12.6 – Les croix de chemin de Saint-Rosaire

Dénomination	**Type de rue**	**Nom de la rue**	**Date d'origine**	**Statut**	**Fonction d'origine**
Croix de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire			1927	Inventorié	Croix de chemin
Croix du rang 8	chemin	8e rang			Croix de chemin

Il n'a pas été possible de réaliser l'inventaire du patrimoine bâti toujours existant lors de notre étude. Le manque de temps couplé au manque d'exhaustivité des données a limité notre étude. Cet aspect de la recherche dénote les lacunes des documents de sources secondaires pour une analyse détaillée du bâti. Notons qu'une somme de huit bâtiments a été répertoriée dans une étude réalisée par La Société Lahaye et Ouellet dans les années 1980. Ils ont été positionnés par cet auteur sur une carte topographique (figure 12.7).

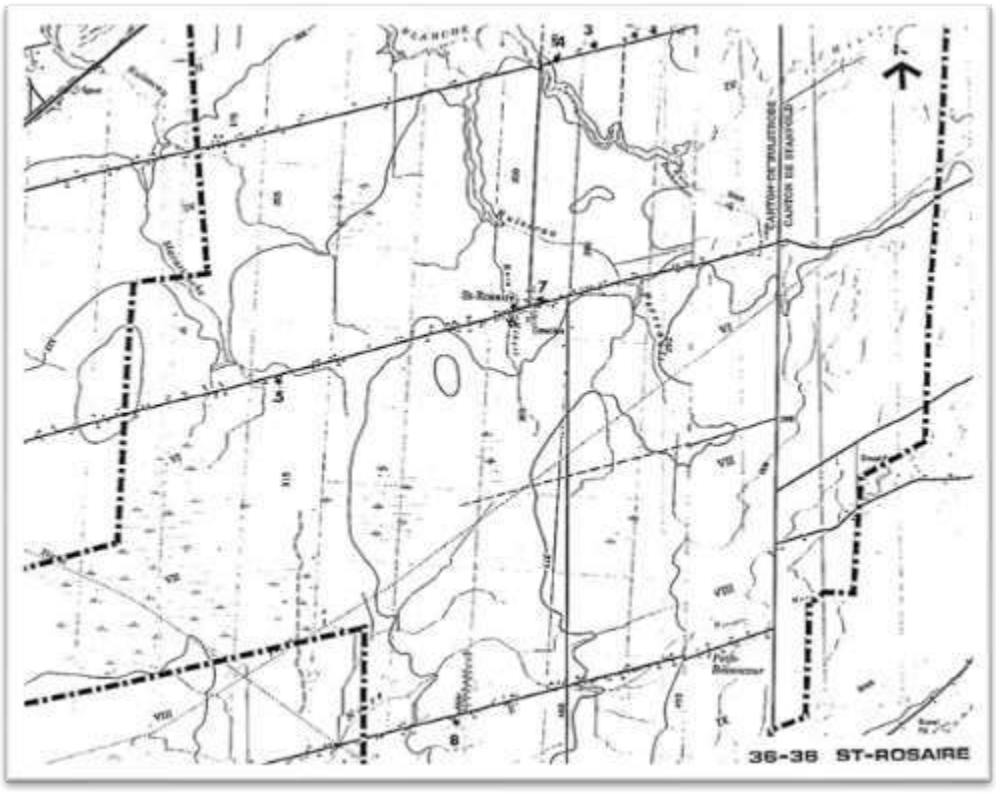

Figure 12.7 – Carte de La Haye et Ouellet, 1982, représentant les bâtiments patrimoniaux d'intérêt.

L'inventaire du patrimoine bâti de Saint-Rosaire devra donc être complété lors d'un autre volet de la recherche grâce notamment à l'étude du rôle d'évaluation, l'analyse comparative des cartes anciennes, la consultation d'archives, la visite au terrain et la communication avec des personnes-ressources (notamment les ainés de la municipalité). Ces données pourront constituer le point de départ d'un macro-inventaire et d'une cartographie du patrimoine bâti.

4.12.6 Conclusion

Synthèse de l'histoire coloniale

Le territoire de la partie est du canton de Bulstrode a probablement été colonisé entre 1850 et 1860 par des Canadiens français originaires des paroisses surpeuplées situées au nord, mais la présente étude tant à démontrer que la vague colonisatrice débute vers 1880 lors de l'arrivée de jeunes familles catholiques s'investissant dans le domaine de la coupe de bois, comme les municipalités voisines. L'ouverture du chemin de Gentilly d'une part et le chemin de Stanfold ont fortement contribué la colonisation du territoire de Saint-Rosaire. La première mission officielle de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire voit le jour en 1893, mais dès les années 1870, il semble que le territoire ait été desservi par des missionnaires en provenance des paroisses avoisinantes. L'érection canonique de la paroisse de Saint-Rosaire était réalisée en 1893 au moment de l'établissement de la mission.

La municipalité, qui se composera au tournant du XXe siècle d'environ 900 âmes. L'occupation tardive s'explique par l'isolement du territoire par rapport aux grands axes de circulation navigable et par l'absence de chemin de pénétration avant les années 1850. Les territoires adjacents ont connu un développement forestier qui semble s'être poursuivi à Saint-Rosaire vers les années 1880 et 1890, favorisant du même coup l'exploitation de moulins. L'augmentation rapide de la population favorisera d'ailleurs l'ouverture de plusieurs commerces, des industries artisanales ainsi que des établissements civils et religieux. Un hameau principal s'est développé le long du 6e rang. Un autre, plus précoce, semble-t-il, s'était développé sur le 8e rang.

Deux incendies ont ravagé le territoire. Celui du village a détruit des bâtiments commerciaux et celui du 8e rang a fait disparaître de nombreux bâtiments de ferme. La population souffrira, comme plusieurs autres municipalités d'ailleurs, de son isolement et du manque d'opportunités économiques, expliquant la baisse démographique des années 1920 à 1950. Cependant, la population actuelle est presque aussi importante qu'à l'époque coloniale. Le potentiel d'identifier des bâtiments historiques encore debout est donc important, car plusieurs anciens bâtiments ont dû être entretenus et même restaurés.

Recommandations

Nous avons abordé l'étude de l'occupation initiale de Saint-Rosaire en identifiant les différentes phases du peuplement, en identifiant les aspects matériels de la culture qui

pourraient subsister du développement initial de cette municipalité et enfin, en documentant le développement des principaux réseaux de communication. Chacun des aspects abordés dans ce chapitre a ainsi contribué à expliquer divers phénomènes reliés à l'histoire sociale, économique, culturelle et religieuse de ce territoire, dont la présence de certains bâtiments que l'occupation ininterrompue a permis de conserver. Il ne s'agit toutefois pas d'une étude approfondie et beaucoup reste à faire pour documenter, analyser et mieux comprendre les différentes facettes de l'héritage bâti.

L'inventaire préparé dans ce chapitre est à l'état préliminaire. Il constitue un outil de référence pour faciliter l'identification plus formelle du patrimoine à la grandeur de la municipalité. La création d'un inventaire exhaustif grâce à l'étude des cartes, des titres de propriété et de l'analyse architecturale au terrain permettra de mener plus loin les efforts de préservation et de mise en valeur du patrimoine rosarois. Nous proposons ici diverses avenues pouvant mener à une meilleure compréhension du patrimoine bâti :

1) **Choisir des thèmes d'interprétation en fonction de l'impact que les phénomènes sociaux, économiques et culturels ont eu sur la vie des habitants du territoire.** En fait, certains thèmes ont marqué l'ensemble de la MRC alors que d'autres sont plus spécifiques à la municipalité. Ainsi, l'occupation initiale de Saint-Rosaire par des squatters est réalisée au même moment que les territoires environnants à l'exception que l'occupation officielle ne débute pas avant les années 1880-1890. Les chantiers de coupe des frères Hall, la Compagnie du tanin et autres compagnies sise à Daveluyville et Maddington ont sans doute profité aux premiers colons, mais l'implantation de petits moulins à scie locaux est somme toute bien tardive. Une fois la colonisation bien implantée, l'ensemble des rangs a suscité l'attention de colons-défricheurs. Si les habitants sont nombreux le long du 8e rang, l'établissement de noyau villageois sera réalisé au 6e rang.

2) **Pousser plus avant la recherche documentaire en fonction des choix thématiques.** Le processus de mise en valeur des thèmes patrimoniaux choisis devra tenir compte du potentiel qu'ils présentent en regard des richesses archéologiques et documentaires qu'ils recèlent. Pour un thème donné, par exemple l'exploitation forestière en milieu appalachien, il sera important de connaître en profondeur l'ensemble du phénomène et les différentes phases de son développement, ce qui permettra d'identifier les installations ou les sites les plus représentatifs et les plus susceptibles d'offrir des avenues de mise en valeur ainsi que des facilités de recherche, d'accessibilité, d'aménagement, etc. Parmi les études à réaliser, nous recommandons :

- Des études reliées au patrimoine bâti et au paysage culturel de la municipalité de Saint-Rosaire :
  - Documenter les moulins, mais les installations agricoles et les zones de culture et d'élevage que nous n'avons pas abordé, les commerces et les petites industries qui ont marqué l'économie de façon à faire ressortir les variantes locales;
  - Documenter, à l'aide de la réalisation d'une chaîne de titre, les diverses propriétés privées répertoriées au macro-inventaire patrimonial;
  - Identifier et analyser les caractéristiques physiques des bâtiments patrimoniaux et équipements associés;
  - Établir des critères menant à la sélection d'immeubles et de sites patrimoniaux voués à être reconnus au niveau fédéral, provincial et/ou municipal;
  - Identifier le potentiel archéologique des établissements les plus caractéristiques en vue de leur protection et d'une éventuelle mise en valeur.

- Des études reliées au réseau de transport de la municipalité de Saint-Rosaire :
  - Identifier les principales caractéristiques physiques des routes et des ponts à l'aide de relevés appropriés.

- Des études reliées aux personnages ayant marqué la municipalité de Saint-Rosaire :
  - Tenter de repérer dans la littérature les personnages politiques et ou les artistes qui ont pu se distinguer à Saint-Rosaire;

3) **Poursuivre le macro-inventaire du bâti ancien et le mettre à jour**.

4) À la lumière de la présente recherche historique, nous recommandons également la mise sur pied d'un certain nombre d'autres **mesures visant à mieux protéger et à mettre en valeur le patrimoine bâti de la municipalité de Saint-Rosaire**. Ces mesures représentent des pistes de réflexion qui pourront alimenter les débats pour la réalisation d'autres volets d'étude et de mise en valeur prévus à la suite de ce premier volet. Les recommandations présentées devront être développées dans un prochain rapport.

   - Cartographier les éléments du bâti et autres traces culturelles
   - Traduire la présente recherche en un document accessible au citoyen
   - Créer une banque de photographies anciennes

- Revoir et créer des circuits patrimoniaux
- Diffuser l'information sur le patrimoine
- Accompagner et outiller le citoyen
- Inciter les propriétaires à mettre en valeur leur bâtiment patrimonial
- Conserver et mettre en valeur les immeubles publics
- Se doter d'outils d'urbanisme efficaces

Bibliographie

[s.n.] (1985) : *Notre-Dame-du-Saint-Rosaire. Album Souvenir.* Sherbrooke : Albums souvenirs québécois, Louis Bilodeau & fils, 175 p.

CELAT (1980) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska – Ethnologie.* Arthabaska : MRC d'Arthabaska. Rapport déposé au Ministère des Affaires culturelles, Direction générale du patrimoine, Service des Inventaires.

Hardy, René, Gamelin, Alain et Carmen Rousseau (1979) : *Publications du Groupe de recherche sur la Mauricie, Université du Québec à Trois-Rivières. Cahier 1 : La Mauricie et les Bois-Francs, chronologie, 1850-1950*, 151 p.

MCC (2013) : *Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ)*. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2013) : *Cartographie des sites et zones d'interventions archéologiques du Québec.* Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2012) : *Inventaire des lieux de culte du Québec.* Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.lieuxdeculte.qc.ca, consulté en octobre 2012]

MCC (2013) : *Répertoire du patrimoine culturel du Québec (RPCQ)*. Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca]

Milot, Jean et Jocelyne Simard (1994) : *Les croix de chemin du Québec : inventaire sélectif et trésor*. Collection Patrimoines. Dossier, 10. Québec, Les publications du Québec.

PARC CANADA (2013) : *Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens.* Gouvernement du Canada. [http://www.historicplaces.ca/]

Pépin, Jean-Pierre-Yves (2005) : *Saint-Louis-de-Blandford, 1848-1940 et Saint-Rosaire, 1893-1940, comté d'Arthabaska, paroisses Saint-Louis et Notre-Dame-du-Rosaire.* Longueuil : Éditions historiques et généalogiques, 1 CD-Rom.

Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville (2011-2012) : *Répertoire des baptêmes, mariages et sépultures, paroisse de Notre-Dame-du-St-Rosaire, St-Rosaire, QC, comté d'Arthabaska : baptêmes, 1893-1940, mariages, 1893-1970, sépultures, 1893-1940.* Victoriaville : Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville, 2 v.

Société La Haye et Ouellet (1982) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska - Analyse du paysage architectural*. Arthabaska : La Société La Haye-Ouellet, 166 p.

Cartes et plans anciens

1831 Bouchette, Joseph. *To his most Excellent Majesty, King William IV. This topographical map of the districts of Quebec, Three Rivers, St.Francis and Gaspé, Lower Canada : exhibiting the new civil division of the districts into counties pursuant to a recent Act of the provincial legislature; is with his Majesty's gracious and special permission, most humbly and gratefully dedicated by his Majesty's most devoted and loyal Canadian subject.* Londres : James Wyld. BAnQ- 90117.

1920 *Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre.* Québec (Province) : s.n. BAnQ-2684630.

1932 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:63 360. 31-I-01, Aston.* Québec Topographique. BAnQ : 2684845.

1935 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:63 360. 21-L-04, Arthabaska*. Québec Topographique. BAnQ : 2669964.

Sites Internet

Répertoire des municipalités du Québec
http://www.mamrot.gouv.qc.ca

Commission de toponymie du Québec
http://www.toponymie.gouv.qc.ca

Municipalité de Saint-Rosaire
http://www.municipalitestrosaire.qc.ca

Statistique Canada – Profil du recensement
http://www12.statcan.ca/

4.13 Saint-Samuel

Les faits historiques de Saint-Samuel ont été réunis grâce à la lecture et l'analyse de deux monographies historiques, l'une publiée vers 1978 à l'occasion des fêtes du centenaire de la municipalité, l'autre créé pour son 125e anniversaire. Ce deuxième document représente une bonification du premier en ce qu'il présente les familles à s'être établi sur ce territoire et à y vivre encore en 2003, en plus des données d'archives sur les conditions de l'arrivée des premiers colons et l'évolution du cadre religieux, municipal, scolaire et économique.

À ces sources d'informations s'ajoutent la consultation de divers répertoires renfermant la liste de biens ou sites patrimoniaux ayant une valeur culturelle majeure, telle que le Répertoire du patrimoine culturel du Québec (MCC, 2013), le Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens (Parc Canada, 2013), le Répertoire des lieux de culte du Québec (MCC, 2012), le Répertoire des croix de chemin (Simard et Milot, 1995), le Répertoire toponymique du Québec (Commission de toponymie du Québec, 2013), l'Inventaire des sites archéologiques du Québec (MCC, 2013), le Répertoire de cartographie numérique du site de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec et divers macro-inventaires mandatés par le ministère des Affaires culturelles et élaborés à compter des années 1980 dont ceux du CÉLAT (1980) et de la Société La Haye et Ouellet (1982). Ces documents ont permis d'établir l'état des connaissances et la valeur patrimoniale déjà inventoriée, reconnue, classée ou simplement répertoriée de certains bâtiments.

4.13.1 Site d'implantation

La municipalité de Saint-Samuel est implantée dans la partie ouest de la MRC d'Arthabaska (figure 13.1). Avant 1920, elle était attachée au comté de Nicolet. La municipalité sise dans les basses terres du Saint-Laurent dont la surface du sol fertile demeure encore faiblement accidentée. La vaste plaine est traversée par la rivière Bulstrode, anciennement connue sous le nom de rivière du Loup, qui coule d'est en ouest en sillonnant le centre du territoire samuelois avant de se jeter dans la rivière Nicolet. Cette rivière prend sa source dans les montagnes de Saint-Fortunat et de Ham-Nord. Avant d'atteindre son embouchure, elle parcourt les paroisses de Sainte-Hélène de Chester, Saint-Norbert, Sainte-Victoire et Saint-Valère. Plusieurs ruisseaux font gonfler les eaux de la rivière Bulstrode. L'érosion des rives et les glissements de terrain ont forgé avec les années les méandres de la rivière qui ne cessent ainsi de dévier son parcours.



Figure 13.1 – Limites actuelles de la municipalité de Saint-Samuel (Statistique Canada, 2014 : 2439130)

Le territoire occupé par la paroisse naissante se définit par cet espace fluvial qui conditionnera les déplacements et l'établissement des premiers colons. Le sol est principalement composé d'argile, ce qui rend le territoire propice à l'agriculture. Notons néanmoins la présence de nombreux bancs de sable, témoignage éloquent de la présence antérieure d'un lac immense (lac Candona) au cours de la période postglaciaire. Les essences de bois sont variées et la richesse (abondance et variété) de l'espace forestier sera propice à la coupe du bois. Le territoire a ainsi été perçu, à l'origine de son occupation euroquébécoise, comme une immense terre à bois, également propice à la chasse et à la pêche. L'agriculture est arrivée ensuite, comme un besoin pour nourrir les familles qui s'y établissent.

4.13.2 Familles et personnages

Les premiers colons

Quelque dix années avant la proclamation du canton de Horton, vers 1830, des colons s'installent aux abords des rives de la branche nord-est de la rivière Nicolet. Ces nouveaux arrivants, que l'on nomme des « squatters » puisqu'ils ne sont pas propriétaires légaux du territoire qu'ils occupent, sont généralement issus des terres surpeuplées situées plus au nord, et consacreront leur temps à défricher les terres. David Prince, Louis Héon, David Poirier/Dorion, Jean-Baptiste Lafond, Jean-Baptiste Boudreault comptent parmi ces premiers défricheurs.

Les premières terres du canton de Horton sont d'abord officiellement accordées à des Anglais qui, pour la plupart, n'ont pas vécu sur le territoire. Trois d'entre eux seront par contre à l'origine des premiers grands défrichements de la région. Thomas Allan Stayer achète vers 1835 les lots 120 à 127 dans le 2e rang et de 100 à 109 dans le 3e rang. Georges L. Marler acquiert les lots 118 à 120 du 15e rang (lettres patentes, 12 novembre 1835). Mathiew Bell obtient le 8 juillet 1843 le lot 109 de l'augmentation d'Aston. Tout comme la famille Thomas Allan Stayer en 1851, la famille de Pierre McDonald figure également sur la liste des premières familles inscrites au registre paroissial (1860).

Si, comme partout ailleurs, la future paroisse s'établit grâce au bois de traite, c'est grâce à la compagnie LeMesurier, Tilstone et cie que la petite communauté de Saint-Samuel connaîtra un son essor. Devant quitter l'armée en raison de blessures de guerre, Henry LeMesurier s'installera à Québec à la fin du premier quart du XIXe siècle. Il jouera un rôle important dans le commerce d'exportation du bois équarri vers les îles britanniques. Il formera entre autres la compagnie LeMesurier & Co. avec un avocat de Québec, William Henry Tilstone. À partir de 1830, la compagnie LeMesurier, Tilstone & Co. sera formée lorsque Havilland LeMesurier Routh devient adjoint officiel (Dictionnaire biographique en ligne, 2000). La compagnie s'implantera en 1843 dans la région de Saint-Samuel et profitera du commerce déjà bien implanté. Le bois de cordes, de billots et de sciage descendait depuis déjà quelques décennies par la rivière Bulstrode puis la rivière Nicolet grâce à la drave avant atteindre le fleuve Saint-Laurent. Afin d'assurer le transport du bois le long du Saint-Laurent vers les Îles britanniques, la compagnie utilisera les bateaux que LeMesurier avait affrétés ou fait construire pour satisfaire au besoin croissant de transport dans ce domaine.

> Bien avant l'établissement de Sainte-Eulalie, il s'est fait ici à Saint-Samuel de nombreux chantiers auxquels nos pères ont presque tous travaillé, mais l'éloignement des centres religieux a longtemps empêché les gens de s'y fixer. Les premiers résidents du 15e rang d'Aston furent messieurs Théodule Prince, Adolphe Boisclair, Uldoric Poirier, etc. Messieurs Thomas Martin, Benjamin et Jules Bergeron sont aussi du nombre des premières familles à s'établir ici. Monsieur Thomas Martin est peut-être le premier colon de ce rang. Il a été le deuxième maire de Sainte-Eulalie. Il y avait aussi monsieur Bourque et peut-être quelques autres. Les premiers pionniers du 2e rang de Horton ont été messieurs Télésphore Martin, Pierre Lemire, Gamélis Désilet, Pierre Macdonald fils, Georges Belleville dit Provencher et son frère Onésime. Monsieur Étienne Martin dut aussi au nombre des premiers colons de ce rang. À cette époque, le 3e rang de Horton était bien peu défriché. On y trouvait qu'un seul résident, soit monsieur Camille Provencher dit Belleville, qui en fut le premier colon (s.n., Saint-Samuel, 2003 : 65).

Personnages importants

Tel que présenté plus haut, **LeMesurier** s'est démarqué dans l'essor initial de la municipalité de Saint-Samuel. D'autres personnages sont également relatés dans la littérature, dont MM. Jules Houle, Pierre Prince, Georges Martin et l'abbé Joseph-Calixte Marquis.

Jules Houle s'est particulièrement distingué en tant que bâtisseur des églises de Saint-Samuel et de Saint-Valère. Il a d'ailleurs vécu dans le 12e rang de Saint-Samuel.

Pierre Prince (1876-1958) est reconnu pour les nombreuses habiletés qu'il avait développées et qu'il a su faire profiter à la municipalité. Connu comme l*'homme aux multiples ressources*, il occupa plusieurs postes. De cultivateurs à manufacturiers, il devint sacristain, maître-chantre, secrétaire de la municipalité et de la commission scolaire locale avant d'exploiter quelques compagnies et de devenir consultant et, éventuellement, un des maires de Saint-Samuel.

Georges Martin (1888-1962), cultivateur, devint marchand général puis tint le bureau de poste. Il fut l'un des fondateurs de la Convention mortuaire dont il a tenu les livres pendant plusieurs années. Impliqué dans la fabrique et la Caisse populaire dont il est aussi un des fondateurs. Il devient maire de la paroisse pendant environ 40 ans et préfet du comté pour près de 10 ans.

Mgr Joseph-Calixte Marquis est à la source de l'établissement du Monastère des Trappistes de Mistassini, de la colonisation d'une grande partie des Cantons de l'Est, de la formation d'une douzaine de paroisses, de la création du diocèse de Nicolet et de la fondation du journal *L'Union des Cantons de l'Est* en 1866. Tout en exerçant son rôle de curé en la paroisse de Saint-Célestin entre 1854 et 1877, il mena vers la fondation de Saint-Samuel, un évènement qu'il a sacralisé en 1880, après l'érection civile de la municipalité.

Origine des familles

À n'en pas douter, une majorité des familles s'étant installées sur les terres de Saint-Samuel proviennent des terres situées le long du fleuve Saint-Laurent. D'origine canadienne-française, elles ont quitté leur lieu d'établissement pour trouver les terres non peuplées et cultivables qui devenaient rares dans les vieilles paroisses. Les familles impliquées sont principalement les Auger, Beauchemin, Boisclair, Girard, Marcotte et

Rousseau. Néanmoins faut-il préciser que ces familles sont venues peupler Saint-Samuel après l'arrivée des familles d'origine acadienne.

En effet, de nombreuses familles ayant été déportées de leur terre vers 1755 s'étaient réfugiées dans les régions de Québec, Trois-Rivières, Bécancour et Nicolet et, à partir de ces régions, ont colonisé le Québec méridional, notamment les localités de Sainte-Gertrude, Sainte-Monique, Saint-Célestin et Saint-Grégoire. De là, certaines ont migré vers Saint-Samuel. On parle alors des Arseneault, Béliveau, Bergeron, Orillon/Champagne, Doucet, Hébert, Poirier, Prince, Richard, Thibodeau, Vigneault et Cyr/Vincent. Ces familles sont les véritables pionnières. L'arrivée massive de familles d'origine canadienne-française est donc un fait plus tardif, une seconde vague de migration, à Saint-Samuel.

4.13.3 Faits historiques

Histoire religieuse

Les premiers missionnaires de Saint-Samuel parcourront cette région à partir de 1838. Ils proviennent de Gentilly, Somerset et Saint-Norbert. Les habitants ont dû faire preuve de patience avant de voir se concrétiser la création de la première mission (1866). Il faut dire cependant qu'entre 1866 et 1878, le territoire samuelois appartient encore aux municipalités environnantes de Sainte-Eulalie, Saint-Léonard, Sainte-Clotilde-de-Horton et Saint-Valère. Quinze années ont passé avant de voir naître le projet de construction du lieu de culte. Les nombreux démantèlements ont affecté la gestion du territoire de Saint-Samuel. Au final, le projet de chapelle devenu église s'est concrétisé en 1893 (œuvre de Hyacinthe Gentes et Jules Houle, charpentier).

En 1943, M. le curé Désilet promouvait l'installation de croix de chemin pour chaque rang de la municipalité, auquel était attaché, à partir de ce moment, le nom d'un Saint. Sur le chemin du 2e rang (rang Sainte-Anne), les écrits relatent qu'une croix a été installée entre Laurent Bergeron et Augustin Pinard pour garder la mémoire d'Édouard Bellefeuille et Amédée Hébert, qui se sont noyés, le deuxième en tentant de sauver le premier. Une deuxième croix est plantée chez Joseph Benjamin Bergeron, avec une niche et une statue de la Vierge sur la croix. Une croix a été installée sur le chemin du 3e rang (rang Saint-Joseph), chez M. André Bergeron. La croix du 4e rang qui devient le rang de l'Assomption a été aménagée chez Wilfrid Horion, et appartenait pendant un temps au maire René Mongrain. La croix du 12e rang (rang Saint-Antoine) était chez Léodor Houle, près de la route 34 (route 161). La croix du chemin du 15e rang (rang Saint-Jean-Baptiste) occupait à l'époque le terrain de Rodolphe Godin, devenu celui de

Roger Beauchemin vers 2003. Enfin, en plus des ornementations d'arbres plantés près de chaque école, en 1935, une croix est construite sur le terrain de l'école du village. L'histoire de ces croix de chemin apporte à l'histoire de la municipalité des pistes de réflexion intéressantes, notamment concernant les axes routiers les plus importants de la municipalité.

Tableau 13.1 – Les missionnaires et curés de Saint-Samuel

Nom	**Année**
Abbé Antoine-Marie-Henri Poulin de Courval	1893-1897
Abbé Pierre Cardin	1897-1902
Abbé Alphonse Houle	1902-1907
Abbé Vincent E. Lemire	1907-1919
Mgr Théophile Melançon	1919-1923
Abbé Auguste Baril	1923-1925
Abbé Philippe Ducharme	1925-1932
Abbé Charles Masson	1932-1934
Abbé Georges Désilets	1934-1945
Abbé Joseph-Alexandre Bergeron	1945-1949

L'histoire municipale

D'abord ouverte comme mission en 1866 et canoniquement érigée la même année en paroisse par Mgr Thomas Cooke, évêque de Trois-Rivières, Saint-Samuel est né du détachement d'une partie de Saint-Léonard (augmentation du 15e rang du canton d'Aston), de Saint-Eulalie (8e et 9e rangs de l'augmentation du canton de Bulstrode, 2e et 15e rang du canton de Horton), de Sainte-Clotilde-de-Horton (3^{e,} 4e et 5e rangs) et de Saint-Valère (10-11e et 12e rangs).

La municipalité de paroisse voit le jour le 9 mars 1878, soit le jour même de l'érection civile de la paroisse. Depuis sa fondation, la paroisse a vécu plusieurs démembrements et rattachements des habitants aux paroisses voisines. Entre autres, Mgr Gravel rétrocède à Saint-Samuel un territoire qui avait été rattaché à Sainte-Clotilde, puis un autre qui avait été cédé à Sainte-Eulalie. Les pionniers de Saint-Samuel ont dû soutenir férocement leur intérêt à ne pas voir leur municipalité se démanteler pour le compte des municipalités avoisinantes.

Tableau 13.2 – Les premiers maires de Saint-Samuel

Nom	**Année**
Benjamin Bergeron	1880; 1882; 1887; 1895-1899
Abraham Descôteaux	1881; 1899-1894
Hyacinthe Gentes	1883-1985; 1900-1907
Isaïe Babineau	1885-1886
Uldoric Poirier	1888-1908
Clovis Béland	1908-1909
Joseph Guévin	1909-1912
Albert Lauzon	1913
Delphis Bergeron	1914
Léopold Lauzon	1915-1919
Oscar Désilets	1920
Georges Martin	1921-1924; 1933-1960
Pierre Prince	1925-1926
Philippe Bergeron	1927-1930
Georges Boisclair	1931-1932

L'histoire scolaire

En 1900, il y a cinq écoles élémentaires sur le territoire samuelois qui était divisé ainsi en cinq arrondissements scolaires. Comme les numéros d'arrondissement étaient sujets à changer avec le temps (notamment, en 1917, arrondissement un devenait l'arrondissement 2 et vice versa), il faut être prudent à la lecture des registres scolaires.

Les documents consultés nous apprennent que l'arrondissement numéro 1 correspondait en 1877 l'école du 2e rang, une maison devenue école louée de M. Alixia Bergeron. En 1878, une bâtisse faisant office d'école est transportée au milieu du 2e rang, sur le lot 128, propriété de M. Uldorique Poirier qui fournit gratuitement le terrain. Cette école sera transportée sur le lot 122, dans le même rang, en 1902 et sera en activité jusqu'en 1921, alors que la partie nord-est du lot no 118 est acquise par la commission scolaire pour y bâtir la nouvelle école du 2e rang.

L'arrondissement numéro 2 occupait en 1877 la Ligue et le coin du petit 2 et a vu une maison d'école se faire construire. Elle sera rénovée et agrandie en 1936. En 1927, cette école est fermée en raison de la diminution du nombre d'enfants. Elle sera rouverte pour l'année 1929-1930.

L'arrondissement numéro 3, situé au 15e rang, accueille une troisième école en 1893 sur le lot 113. En 1919, la municipalité acquiert le lot no 107 pour un nouvel emplacement de l'école numéro 3. Cette dernière sera reconstruite en 1937 puis déménagée dans le village en 1957.

L'arrondissement numéro 4 au 4e rang comprenait une école construite en 1896 sur le lot 170. Elle sera reconstruite en 1938.

Enfin, dans les mêmes années, l'arrondissement numéro 5 était situé au 3e rang et une école est bâtie sur le lot 113, à quelque dix arpents de l'église. En 1919, une nouvelle école est construite au village, sur le lot 118 et il faudra attendre jusqu'en 1946 pour qu'une deuxième classe soit aménagée au 2e étage du bâtiment.

Histoire économique

L'implantation de la compagnie *LeMesurier, Tilstone et Cie* aussi tôt qu'en 1843 sur les rives de la rivière Nicolet pour faire profit du commerce du bois, a mené à l'essor de la localité de Saint-Samuel. La prospérité de cette industrie a conséquemment favorisé l'augmentation de la population locale, puisque la main d'œuvre était repêchée à proximité des installations de la compagnie.

Emboitant le pas au commerce du bois, l'agriculture devint rapidement un des fondements économiques de cette région. La majorité des terres cultivables étaient vouées à la production céréalière et fourragère à laquelle se jouxta la production laitière qui, depuis le début de la colonisation, se tournera vers l'élevage d'une seule race de vaches laitières, la race Holstein, caractérisée par la blancheur de sa robe pourvue de taches noires de grosseurs et de formes variées. La production apicole et acéricole permettra également de varier les produits de consommation et d'exportation.

Grand témoignage de cette période coloniale, un moulin à vent a été aménagé au 580, chemin du 3e rang. Il s'agit du moulin à vent de la grange d'Elphège Arsenault. La grange a pris feu suite à un éclair. Le feu s'est répandu au hangar de bois près de la maison, mais cette dernière n'a pas brûlé, elle est d'ailleurs encore occupée par la famille Bergeron.

Dès 1924, l'Union Catholique des Cultivateurs (U.C.C.), qui deviendra en 1972 l'Union des producteurs agricoles du Québec (U.P.A.), permettra de structurer la pratique de l'agriculture grâce à un programme rigoureux d'enseignement agricole, d'accès au crédit, de taxation, de colonisation et de création d'un environnement coopératif. Cette Union représente un pas vers la syndicalisation agricole. Elle permettra aux cultivateurs de regrouper leur voix en faveur de certaines pratiques agricoles et de l'exportation des produits et facilitera la communication avec les divers paliers gouvernementaux, notamment en terme de demandes spécifiques et de contestations (s.n., Saint-Samuel,

2003 : 90-91). Cette union sera très favorable au développement agricole de Saint-Samuel.

De la subsistance est née des services de plus en plus spécialisés. Saint-Samuel participait à l'époque historique au même théâtre que les municipalités autonomes et dynamiques environnantes : des métiers traditionnels (forgeron, bûcheron, fromager-beurrier, marchand, maraîcher, livreur, barbier, ébéniste, mireur d'œuf, etc.) aux métiers de la modernité (soudeur, entrepreneur spécialisé, épicier, décorateur, gérant de caisse), pour n'en nommer que quelques-uns. Le tableau 13.1 présente les bâtiments décrits dans la monographie de Saint-Samuel comme étant les plus significatifs de l'histoire coloniale et participant toujours, à titre fonctionnel et architectural, à définir la municipalité. Ce qui ressort de notre analyse est la relative lenteur de la diversification économique de Saint-Samuel une fois le commerce du bois avorté au premier quart du XXe siècle. À ce titre, les magasins généraux et la proximité des stations de train ont joué un rôle clé pour entretenir le lien entre la petite communauté samueloise et les autres localités des Bois-Francs, notamment pour vendre des produits locaux comme le pain de la boulangerie Langlois de Sainte-Clotilde.

Le premier magasin général (144 rue de l'Église) appartenait à Eugène Bellefeuille, lequel avait consacré entre 1894 et 1931 une pièce de sa maison pour cette entreprise. En annexe à sa maison a été installée une boutique de forge. M. Bellefeuille vendit son commerce en 1931 à Arthur Martin qui le maintint jusqu'en 1933 lorsqu'il le vendit à Albany Fleurent. Ce dernier vendit la maison pour construire le magasin connu actuellement. La maison a été achetée par Albert Grandmont qui la déménagea en 1947 au 295 dans le Petit Rang 3. La boutique de forge servit, entre 1933 à 1956, d'entrepôt pour les grains de semences et la moulée. Quant au magasin général, il devint au fil du temps une véritable épicerie moderne.

Un autre magasin général (166 rue de l'Église) a desservi la population de Saint-Samuel pendant près de 70 ans entre 1908 et 1974. Il appartenait à l'origine à Philippe Richer, mais c'est Georges Martin qui le tint en opération le plus longtemps, entre 1926 et 1962, en offrant également le service de la poste. Au malheur de la population, le magasin brûlait en 1974.

Vers 1911, Marie-Louise Désilet (femme de Ludger DeGrandpré) maintint également un magasin général dans sa maison de trois étages (409, chemin du 3e rang). La bâtisse reçut plusieurs autres vocations par la suite (confection de cercueil, taille de la pierre, restaurant, bureau de poste) avant de devenir l'immeuble à logements qu'il est devenu aujourd'hui.

Le premier bureau de poste fait son apparition en 1894 et aurait été établi jusqu'en 1899 dans la maison de M. Gamélis Bergeron qui résidait au rang 15. Par la suite, c'est M. Arsène Héroux qui occupera la fonction de maître de poste. Il demeurait au 115 rue Pépin (maison de Gérard Provencher aujourd'hui). Plusieurs autres personnes occuperont cette fonction avant que le bureau de poste ne soit installé dans le magasin général de Georges Martin.

Évènements marquants

Plusieurs évènements ont marqué l'histoire de Saint-Samuel. D'abord, plusieurs feux de bâtiments ont pris naissance entre 1911 et 1945 et ont fait disparaître de vieux bâtiments, des granges, des maisons, mais aucun blessé ou décès n'a été associé à ce type d'évènement.

En outre, la communauté a vécu plusieurs débordements de la rivière Bulstrode et des embâcles multiples provoquant parfois des glissements de terrain et donc des bouleversements majeurs de l'environnement riverain et du cours de la rivière. D'ailleurs, certaines routes ont dû être relocalisées lorsqu'elles ont glissé dans la rivière (s.n., Saint-Samuel, 2003 : 85).

Avant la construction des premiers ponts, le *bac*, un bateau de forme rectangulaire large et plat, assurait la traversée des cours d'eau durant la période estivale. Un système de chaînes et des poulies permettaient de soutenir le bac afin de traverser des personnes ou des biens d'une rive à l'autre. Certains habitants avaient leur propre bac, mais selon les mémoires, un bac à la propriété de la municipalité était à la disposition de tous pour traverser la rivière au Loup (Bulstrode). Nommé *la traverse chez Martin*, il était situé au village, derrière la Caisse, sur un terrain à la propriété de M. Martin. Vers les années 1920, près de l'embouchure de la rivière Bulstrode, un pont reliait les deux rives. Les eaux de fonte printanières emportaient le pont chaque année! Les vestiges d'un quai en pierre sont encore visibles à cet emplacement.

4.13.4 Routes et chemins anciens

Les routes qui seront édifiées suivront ainsi les premiers axes de peuplement. Joseph Bouchette, arpenteur général du Bas-Canada, n'a enregistré aucun chemin ni aucune terre déboisée à la fin des années 1820 lors de son passage dans la région (figure 13.2). Les premières terres de Saint-Samuel à être occupées longeront la rivière Bulstrode.

Le chemin de fer Intercontinental construit en 1854 avec station à Saint-Wenceslas (Aston-Jonction) aura tôt fait de favoriser le développement de la municipalité de Saint-

Samuel. En 1861, le Petit Tronc reliait Doucet Landing (Saint-Angèle) à Arthabaska-Station (Victoriaville). Étant situés à quelques milles de ces deux stations, les habitants de Saint-Samuel sauront exploiter ce mode déplacement pour vendre leur produit et parallèlement, de nouveaux colons seront attirés par les terres plus facilement accessibles.

Accompagnant le chemin de fer, l'aménagement de chemins de pénétration aura favorisé le développement de petites communautés, notamment celle de Sainte-Clotilde située immédiatement au sud de Saint-Samuel, mais en 1867, Saint-Samuel ne figure pas encore sur les cartes (figure 13.3). Selon les registres néanmoins, le premier chemin de la municipalité est le chemin du 15e rang. En 1859, les citoyens présentaient déjà une pétition pour ouvrir ce chemin et il représente le premier axe défriché et habité de la région de Saint-Samuel (figure 13.4). Sur cette dernière carte figure également le chemin du 2e rang Ouest longeant le nord de la rivière Bulstrode, le chemin du 3e rang longeant la rive sud, le chemin du 4e rang, la rue des Bouleaux (route 161 actuelle) et une partie de la rue Sainte-Hélène en rive nord de la rivière Bulstrode.



Figure 13.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117). Le territoire de Saint-Samuel n'est pas encore occupé.

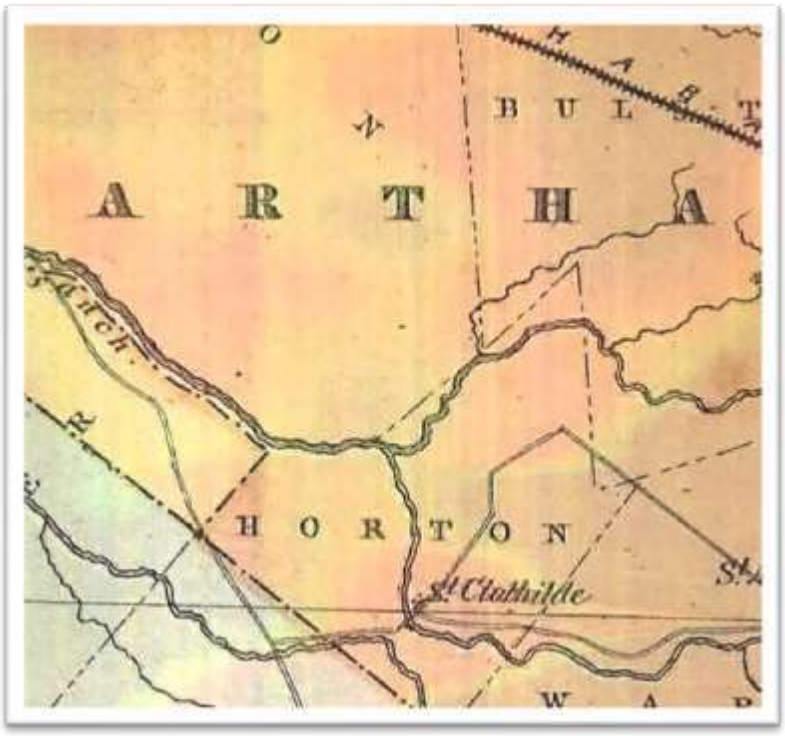

Figure 13.3 – Extrait de la carte des Cantons de l'Est, 1867 (BAnQ : 107580). Malgré le développement de chemins de pénétration et la présence de petites communautés comme Sainte-Clotilde et Saint-Albert, Saint-Samuel ne figure pas encore sur les cartes.



Figure 13.4 – Saint-Samuel extrait de la carte du comté de Nicolet d'après le plan cadastral de 1920 (BAnQ : 2684625). Les premiers chemins de la colonie y sont bien présentés.



Figure 13.5 – Saint-Samuel extrait d'une carte topographique, 1944 (BAnQ : 2670191). À noter : le réseau routier principal est bien implanté et de nombreux bâtiments longent ces axes.

En 1944, le noyau villageois, qui n'était pas perceptible sur le schéma cadastral, est bien positionné sur la carte topographique (figure 13.5). De plus, le réseau routier est semblable à celui d'aujourd'hui et les informations qui sont comprises sur la carte permettent d'envisager l'étude patrimoniale du territoire.

Les noyaux de peuplement

Un seul noyau villageois s'est formé à Saint-Samuel et celui-ci est situé à la croisée du 3e rang et du chemin Sainte-Hélène. Le reste des habitations se trouve dispersé à la grandeur du territoire.

Plusieurs lots ancestraux sont toujours occupés par les descendants des premiers colons. C'est le cas notamment :

- du lot 111 situé au rang 15 acquis aux environs de 1880 par les Bergeron du 15e rang;
- du lot 103 situé rang 3 acquis vers 1883 par les Bergeron du 3e rang;
- du lot 103 situé au rang 4 acquis par les Boisclairs vers 1880;
- du lot 118 situé au rang 3 (village) acquis par les Martin à partir de 1870;

- du lot 153 situé sur la route 161 acquis par les Macdonald.

4.13.5 Patrimoine bâti

Saint-Samuel présente un mode d'établissement traditionnel fondé autour de l'église catholique où se trouve également une bonne concentration de bâtiments historiques, et une population bien répartie dans les rangs du territoire.

Parmi les éléments patrimoniaux ayant un statut légal se trouve le site institutionnel catholique inventorié par le MCC (tableau 13.3).

Tableau 13.3 – Les bâtiments patrimoniaux de Saint-Rosaire inventoriés par le MCC (2013)

Dénomination	**Type de rue**	**Nom de la rue**	**Date d'origine**	**Statut**	**Fonction d'origine**
Église Saint-Samuel	151	rue	de l'Église	1893	Inventorié
Presbytère de Saint-Samuel	151	rue	de l'Église	1893	Inventorié

Notons également qu'une somme de onze bâtiments a déjà été répertoriée dans une étude réalisée par La Société La Haye et Ouellet dans les années 1980. Ils ont été positionnés par cet auteur sur une carte topographique (figure 13.6).

Exception faite du site institutionnel déjà inventorié, il n'a pas été possible d'identifier des bâtiments patrimoniaux encore debout sur le territoire de la municipalité de Saint-Samuel. Quelques bâtiments ont cependant été répertoriés. Une fois l'état des bâtiments et les numéros civiques identifiés par la Société La Haye et Ouellet, ces données pourront constituer le point de départ d'une cartographie exhaustive du patrimoine bâti.

Le manque de temps couplé au manque d'exhaustivité des données a limité notre étude. Cet aspect de la recherche dénote l'importance des documents de sources primaires pour la suite du projet de macro-inventaire. L'inventaire du patrimoine bâti de Saint-Samuel devra donc être complété lors d'un autre volet de la recherche grâce notamment à l'étude du rôle d'évaluation, l'analyse comparative des cartes anciennes, la consultation d'archives, la visite au terrain et la communication avec des personnes-ressources (notamment les ainés de la municipalité). Ces données pourront constituer le point de départ d'un macro-inventaire plus détaillé et d'une cartographie du patrimoine bâti.

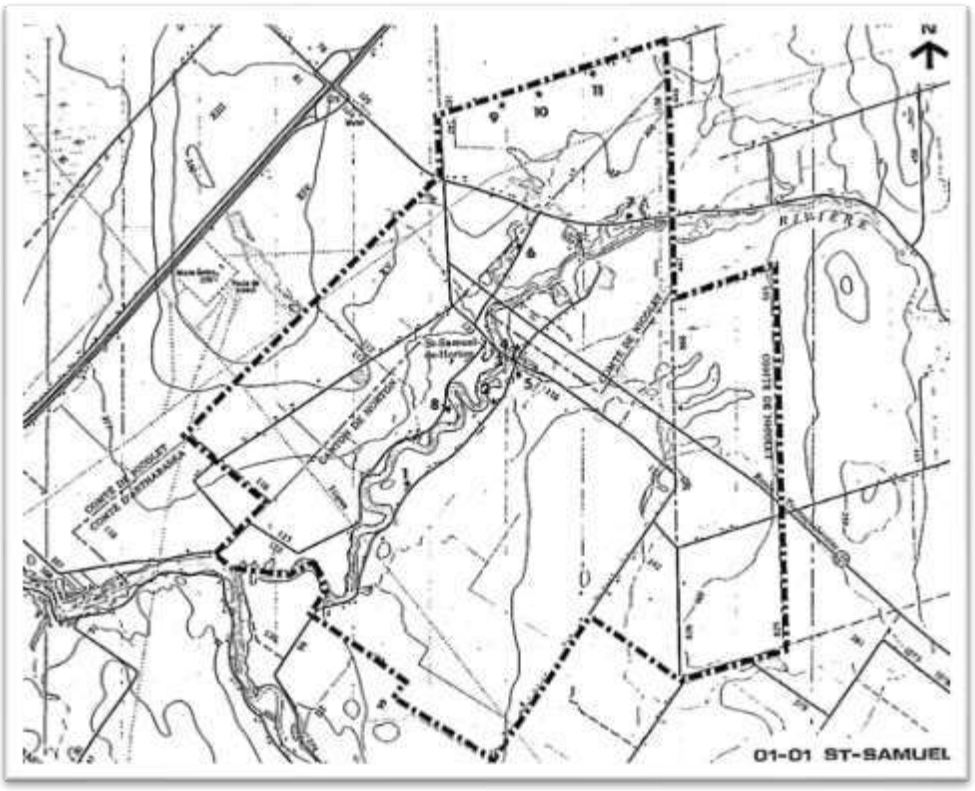

Figure 13.6 – Carte de La Haye et Ouellet, 1982, représentant les bâtiments patrimoniaux d'intérêt.

4.13.6 Conclusion

Synthèse de l'histoire coloniale

Les pionniers de Saint-Samuel s'étaient installés dans le canton de Bulstrode sur les bords de la branche nord-est de la rivière Nicolet vers 1830. L'implantation de la compagnie LeMesurier, Tilstone et cie, en 1843, spécialisée dans le commerce du bois, allait largement contribuer à l'essor de la colonie naissante. Malgré l'arrivée précoce de colons, la communauté a tardé à devenir paroisse. Un seul petit noyau villageois s'est démarqué dans cette municipalité formée par le démantèlement d'une partie du territoire des municipalités environnantes et à la suite de sa formation, la municipalité a subi de multiples fragmentations.

Saint-Samuel n'a jamais accueilli, à la fin de la période historique récente, plus de 800 habitants. La petite communauté comptait néanmoins cinq écoles de rangs et plusieurs petits commerces qui ont permis de conserver l'autonomie de Saint-Samuel dans les premiers temps. Le commerce du bois puis l'agriculture constituent les fondements économiques de cette région.

Recommandations

Nous avons abordé l'étude de l'habitat rural ancien de Saint-Samuel en identifiant les différentes phases de son développement initial, en identifiant les aspects matériels de la culture qui pourraient subsister de ce développement et enfin, en documentant l'évolution du réseau routier. Chacun des aspects abordés dans ce chapitre a ainsi contribué à expliquer divers phénomènes reliés à l'histoire sociale, économique, culturelle et religieuse de ce territoire, dont la présence de certains bâtiments que l'occupation ininterrompue a permis de conserver. Il ne s'agit toutefois pas d'une étude approfondie et beaucoup reste à faire pour documenter, analyser et mieux comprendre les différentes facettes de l'héritage bâti.

L'inventaire préparé dans ce chapitre est à l'état préliminaire. Il constitue un outil de référence pour faciliter l'identification plus formelle du patrimoine à la grandeur de la municipalité. La création d'un inventaire exhaustif grâce à l'étude des cartes, des titres de propriété et de l'analyse architecturale au terrain permettra de mener plus loin les efforts de préservation et de mise en valeur du patrimoine samuelois. Nous proposons ici diverses avenues pouvant mener à une meilleure compréhension du patrimoine bâti :

1) **Choisir des thèmes d'interprétation en fonction de l'impact que les phénomènes sociaux, économiques et culturels ont eu sur la vie des habitants du territoire.** En fait, certains thèmes ont marqué l'ensemble de la MRC alors que d'autres sont plus spécifiques à la municipalité. Ainsi, l'occupation initiale de Saint-Samuel par l'implantation de l'industrie du bois favorisera rapidement l'économie du territoire. Au même moment où Sainte-Clotilde est fondé, le territoire de Saint-Samuel a suscité l'attention de colons-défricheurs, notamment l'axe du rang 15 dans les premiers temps, mais l'établissement du noyau villageois sera réalisé plutôt tardivement en marge gauche de la rivière Bulstrode.

2) **Pousser plus avant la recherche documentaire en fonction des choix thématiques.** Le processus de mise en valeur des thèmes patrimoniaux choisis devra tenir compte du potentiel qu'ils présentent en regard des richesses archéologiques et documentaires qu'ils recèlent. Pour un thème donné, par exemple l'exploitation forestière dans les basses-terres, en marge des Appalaches par une compagnie prospère, il sera important de connaître en profondeur l'ensemble du phénomène et les différentes phases de son développement, ce qui permettra d'identifier les installations ou les sites les plus représentatifs et les plus susceptibles d'offrir des avenues de mise en valeur ainsi que des facilités de recherche, d'accessibilité, d'aménagement, etc. Parmi les études à réaliser, nous recommandons :

- Des études reliées au patrimoine bâti et au paysage culturel de la municipalité de Saint-Samuel :
  - Documenter les moulins, les installations agricoles, les zones de culture et d'élevage, les commerces et les petites industries qui ont marqué l'économie de façon à faire ressortir les variantes locales;
  - Documenter, à l'aide de la réalisation d'une chaîne de titre, les diverses propriétés privées répertoriées au macro-inventaire patrimonial;
  - Identifier et analyser les caractéristiques physiques des bâtiments patrimoniaux et équipements associés;
  - Établir des critères menant à la sélection d'immeubles et de sites patrimoniaux voués à être reconnus au niveau fédéral, provincial et/ou municipal;
  - Identifier le potentiel archéologique des établissements les plus caractéristiques en vue de leur protection et d'une éventuelle mise en valeur.

- Des études reliées au réseau de transport de la municipalité de Saint-Samuel :
  - Identifier les principales caractéristiques physiques des routes et des ponts à l'aide de relevés appropriés

- Des études reliées aux personnages ayant marqué la municipalité de Saint-Samuel

3) **Poursuivre le macro-inventaire du bâti ancien et le mettre à jour**.

4) À la lumière de la présente recherche historique, nous recommandons également la mise sur pied d'un certain nombre d'autres **mesures visant à mieux protéger et à mettre en valeur le patrimoine bâti de la municipalité de Saint-Samuel**. Ces mesures représentent des pistes de réflexion qui pourront alimenter les débats pour la réalisation d'autres volets d'étude et de mise en valeur prévus à la suite de ce premier volet. Les recommandations présentées devront être développées dans un prochain rapport.

   - Cartographier les éléments du bâti et autres traces culturelles
   - Traduire la présente recherche en un document accessible au citoyen
   - Créer une banque de photographies anciennes
   - Revoir et créer des circuits patrimoniaux
   - Diffuser l'information sur le patrimoine

- Accompagner et outiller le citoyen
- Inciter les propriétaires à mettre en valeur leur bâtiment patrimonial
- Conserver et mettre en valeur les immeubles publics
- Se doter d'outils d'urbanisme efficaces

Bibliographie

s.n (2003) : *Saint-Samuel-de-Horton, 1878-2003*. Sherbrooke : Éditions Louis Bilodeau et fils, 360 p.

Boisvert, Léo et al. (2002) : *Répertoire de cimetières de la région de Drummondville*. Drummondville : Société de généalogie de Drummondville, 1 v.

CELAT (1980) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska – Ethnologie.* Arthabaska : MRC d'Arthabaska. Rapport déposé au Ministère des Affaires culturelles, Direction générale du patrimoine, Service des Inventaires.

Comité de l'album souvenir (1978?) : *Album souvenir Saint-Samuel : civil, 1866-1978, religieux, 1878-1978*. s.l. : s.e., 151 p.

Hardy, René, Gamelin, Alain et Carmen Rousseau (1979) : *Publications du Groupe de recherche sur la Mauricie, Université du Québec à Trois-Rivières. Cahier 1 : La Mauricie et les Bois-Francs, chronologie, 1850-1950*, 151 p.

MCC (2013) : *Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ)*. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2013) : *Cartographie des sites et zones d'interventions archéologiques du Québec.* Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2012) : *Inventaire des lieux de culte du Québec*. Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.lieuxdeculte.qc.ca, consulté en octobre 2012]

MCC (2013) : *Répertoire du patrimoine culturel du Québec (RPCQ).* Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca]

Milot, Jean et Jocelyne Simard (1994) : *Les croix de chemin du Québec : inventaire sélectif et trésor*. Collection Patrimoines. Dossier, 10. Québec, Les publications du Québec.

PARC CANADA (2013) : *Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens.* Gouvernement du Canada. [http://www.historicplaces.ca/]

Société La Haye et Ouellet (1982) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska - Analyse du paysage architectural*. Arthabaska : La Société La Haye-Ouellet, 166 p.

Cartes et plans anciens

1831 Bouchette, Joseph. *To his most Excellent Majesty, King William IV. This topographical map of the districts of Quebec, Three Rivers, St.Francis and Gaspé, Lower Canada : exhibiting the new civil division of the districts into counties pursuant to a recent Act of the provincial legislature; is with his Majesty's gracious and special permission, most humbly and gratefully dedicated by his Majesty's most devoted and loyal Canadian subject.* Londres : James Wyld. BAnQ : 90117.

1867 *Map of the Eastern Townships of Canada : compiled and engraved expressly for the Eastern Townships Gazetteer.* St. Johns : Smith & Co. BAnQ : 107580.

1920 *Carte du comté de Nicolet divisé en paroisses dressée d'après les plans du cadastre.* Québec (Province) : s.n. BAnQ : 2684625.

1944 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:50 000. 31-I -01, Aston.* Québec Topographique. BAnQ : 2670191.

Sites Internet

Répertoire des municipalités du Québec
http://www.mamrot.gouv.qc.ca

Commission de toponymie du Québec
http://www.toponymie.gouv.qc.ca/

Municipalité de Saint-Samuel
http://www.saint-samuel.ca

Statistique Canada – Profil du recensement
http://www12.statcan.ca/

4.14 Saint-Valère

Les données concernant l'histoire de Saint-Valère ont été acquises à la lecture et l'analyse des monographies publiée par la municipalité en 1961 et 1985 afin de célébrer le centenaire puis le 125e anniversaire paroissial. Ces documents regroupent des données d'archives sur les conditions de l'arrivée des premiers colons, les premières familles à s'être établies et l'évolution du cadre religieux, municipal, scolaire et économique. Le document de 1985 est semblable en contenu historique que le premier, mais il contient en plus l'histoire des familles des années 1980. Malgré les informations pertinentes qui s'y trouvent, les différents chapitres manquaient parfois de détails, ce qui fait que le schème d'occupation historique de Saint-Valère est plus difficile à cerner et demandera une bonne recherche en archives.

À ces sources d'informations s'ajoutent néanmoins la consultation de divers répertoires renfermant la liste des biens ou sites patrimoniaux ayant une valeur culturelle majeure, tels que le Répertoire du patrimoine culturel du Québec (MCC, 2013), le Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens (Parc Canada, 2013), le Répertoire des lieux de culte du Québec (MCC, 2012), le Répertoire des croix de chemin (Milot et Simard, 1994), le Répertoire toponymique du Québec (Commission de toponymie du Québec, 2013), l'Inventaire des sites archéologiques du Québec (MCC, 2013), le Répertoire de cartographie numérique du site de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et divers macro-inventaires mandatés par le ministère des Affaires culturelles et élaborés à compter des années 1980 dont ceux du CÉLAT (1980) et de la Société La Haye et Ouellet (1982). Ces documents ont permis d'établir l'état des connaissances et la valeur patrimoniale déjà inventoriée, reconnue, classée ou simplement répertoriée de certains bâtiments.

4.14.1 Site d'implantation

Implantée dans la portion sud-ouest du canton de Bulstrode, Saint-Valère est encadrée par Victoriaville à l'est, Saint-Albert au sud et Saint-Rosaire au nord. Le territoire est traversé par un cours d'eau d'importance, soit la rivière Bulstrode qui s'immisce d'est en ouest en accusant de nombreux méandres.

La présence de cette rivière de même que les nombreux ruisseaux qui l'alimentent (notamment les rivières Noire et Blanche et les ruisseaux Landry, Proulx et Bergeron) ont joué un rôle prédominant dans la fondation de la paroisse de Sainte-Valère. Non seulement ces cours d'eau permettaient d'accéder à ce territoire situé aux confins des basses terres, mais ils ont probablement favorisé l'implantation de moulins grâce au

pouvoir hydraulique de même que la pratique de l'agriculture grâce à la fertilité des sols et à la possibilité d'y développer un vaste réseau d'irrigation.

La municipalité appartient à l'unité physiogéographique des basses-terres du Saint-Laurent dont la surface du sol fertile demeure encore faiblement accidentée avec des altitudes variant entre 90 à 130 mètres (ANNM). Cette topographie relativement plane, mais légèrement ondulée est interrompue par le lit de la rivière Bulstrode creusé dans les matériaux sableux et formant une enclave de cinq mètres de profondeur par rapport à la terrasse d'occupations.

La surface du sol correspond à une épaisse couche de sable, vestige de la mer de Champlain et de ses paléoplages. Des niveaux d'argile se présentent aussi en surface par endroit et sous le niveau de sable. Ce sol est parsemé de petits cailloux de forme arrondie. La fertilité des sols est donc inégale à Saint-Valère selon que l'on se situe sur des argiles ou du sable. Se trouve également en portion nord, des sols issus de dépôt de Till. Par endroit, le sol est marécageux et difficile à parcourir durant la saison estivale. Enfin, le territoire présentait lors de la période coloniale des zones forestières d'intérêt, générant des bois durs et mous de qualité (pin, érable, bouleau).

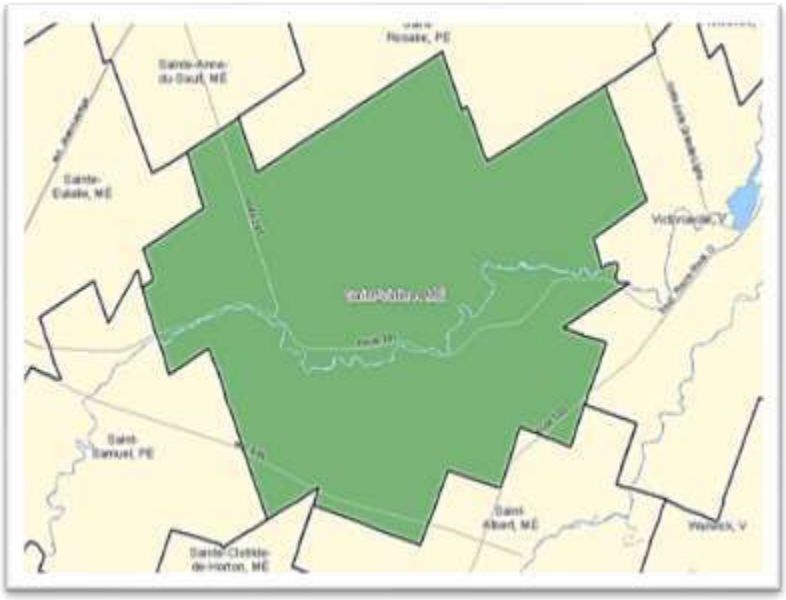

Figure 14.1 – Limites actuelles de la municipalité de Saint-Valère (Statistique Canada, 2014 : 2439135)

4.14.2 Familles et personnages

Les premiers colons

Les premiers colons du canton de Bulstrode se sont établis dans le premier rang de ce canton qui longeait la marge gauche (sud) de la rivière Bécancour. En 1827 s'y trouvent alors Jean-Baptiste Neuville, Louis Tourigny, Jean Rousseau, Clément Mailhot, Rémi Auger, Joseph Gagnon, François Tourigny et quelques autres. Ces pionniers-colonisateurs ne sont pas seuls sur le territoire. Sur les bords de la rivière Nicolet et de la Bulstrode, sur le futur territoire de Saint-Samuel, des familles s'installent vers 1830. L'occupation des pointes de Bulstrode (Victoriaville) se fera vers 1835 par Valère Lavigne, Charles Prince, Jean-Baptiste Labonté, François Boisvert, François St-Cyr et Jean Gaulin.

À l'été 1835, quelques paroissiens partent en direction du sud avec leur menu bagage afin d'y trouver une terre permettant de s'établir. Voici ce qui est relaté dans le livre du centenaire de Saint-Valère (1961 : 110) :

> Ils se rendirent sur les bords de la rivière Nicolet, à l'endroit où est situé le village de Saint-Léonard. Là, ils s'embarquèrent dans un canot et remontèrent la rivière jusque dans les pointes de la rivière au Loup ou branche Nord-Est de la rivière Nicolet [Bulstrode]. Après avoir parcouru une assez longue distance, ils arrivèrent en face de pointes magnifiques, couvertes d'ormes, de noyers et d'érables. Ils décidèrent de ne pas poursuivre plus loin leur course. Quelques cabanes construites par les sauvages, leur servirent d'abris temporaires en attendant de construire des maisons en bois ronds.

Raphaël Poirier-Doiron, Joseph Poirier-Doiron, Jean-Paul Landry et Louis Blanchet sont, d'après la tradition orale, ces colons fondateurs. Ils sont tous d'origine acadienne, mais natifs de Saint-Grégoire. Le recensement du canton de Bulstrode réalisé en 1839 par l'abbé Olivier Larue, curé de Gentilly, ne fait pas mention de ces noms. En fait, ils avaient été inscrits dans le registre du canton de Warwick en raison de la localisation des terres qu'ils se sont appropriées, à la limite de ce canton (1961 : 110).

Les Poirier-Dorion se sont installés sur le lot 17 du 11e rang, c'est-à-dire sur le site de l'église actuelle. Il semble qu'ils n'y sont pas demeurés longtemps, puisqu'ils quittèrent la paroisse, à un moment qui nous est inconnu (1961 : 110), pour retourner à Saint-Célestin. À son retour, Joseph Porier-Doiron prendra un autre lot situé « au Petit-Bois-Franc » (futur village de Saint-Valère?) où il y passa toute sa vie jusqu'à son décès en 1890. Jean-Paul Landry et Louis Blanchet, quant à eux, se rendirent tous deux sur le lot 18 du 11e rang. La terre de Jean-Paul Landry sera plus tard léguée à ses descendants pour plusieurs générations.

À la suite de l'arrivée des pionniers colonisateurs, entre 1835 et 1845, quelque 25 familles, plus une dizaine d'hommes célibataires, en provenance de Saint-Grégoire, Béancour, Gentilly et Saint-Célestin, s'établirent dans le canton de Bulstrode (tableau 14.1).

Tableau 14.1 – Les premiers colons de Saint-Valère entre 1835 et 1845.

Raphaël Poirier et Lucie Morissette	Joseph Poirier et Lucie Morin
Gilbert Bergeron et Marguerite Hébert	Joseph Labelle et Louise Babineau
Joseph Houle et Élisabeth Prince	Pierre Béliveau et Marie Comtois
Jean-Baptiste Prince et Josette Proulx	Jean-Baptiste Houle et Angèle Houle
Trefflé Béliveau et Julie McDonald	François Babineau et Louis Prince
François Hébert et Henriette Poirier	Joseph Prince et Angélique Babineau
Augustin Piché et Odile Richard	Joseph Béliveau et Désanges Labelle
Charles Tourigny et Angélique Désilets	Frs-Urbain Babineau et Sophie Béliveau
Onésime Babineau et Adélaïde Proulx	Noël Saint-Laurent et Geneviève Boudreault
Louis Bergeron et Sophie Bergeron	Henri Houle et Marie Houle
Joseph Saint-Laurent et Lucie Proulx	Xavier Labelle et Marguerite Rochette
Georges Béliveau et Desneiges St-Cyr	Moïse Hébert et Marie Proulx
Joseph Allard et Henriette Lavoie	Villemaire Fournier et Clarisse Houle
François Blanchette	Jean-Paul Landry
Olivier Saint-Cyr	Louis Blanchet
Gervais Labelle	Georges Bergeron
Bélair Leduc	Olivier Béliveau

Au tournant des années 1860, le 10e rang de Warwick a vu s'établir Ambroise Thibault Magloire Tardif et son frère Hubert Tardif. Ce 10e rang de Warwick faisait encore partie du territoire de Saint-Albert et ne sera annexé à Saint-Valère que plus tard, vers 1874.

L'augmentation de la population se fera par migration successive et par un nombre élevé de naissances et ce, jusqu'au début des années 1890. Par la suite, la diminution de la population, passant de 1494 à 1192 habitants au début du XXe siècle, a été marquée par le détachement d'une partie du territoire de Saint-Valère, dont le village du Petit-Sault, au profit de la formation de la paroisse de Saint-Rosaire.

Personnages importants

L'abbé Louis Élie Dauth
L'abbé Élie Dauth fut le premier curé résident de la paroisse où il passa vingt années de sa vie entre 1861 et 1882. Il desservit également les missions de Sainte-Eulalie et de Sainte-Clotilde-de-Horton. Il semble avoir été un puissant colonisateur : « Il fut un apôtre du défrichement de la terre et de l'agriculture. Pour lui, la cause de la colonisation et de l'agriculture était une cause noble et nationale, en la servant il croyait, avec raison, servir la religion et la patrie. M. Dauth cultivait lui-même une terre à St-Valère; prêchant l'exemple, il encourageait par ses sages conseils le travail ardu du défrichement du sol (1961 : 115). » Il porta d'ailleurs son action colonisatrice à d'autres paroisses par l'organisation de conférences agricoles. Il fut ainsi le précurseur de l'œuvre patriotique des missionnaires agricoles établies en 1895.

L'abbé Antoine Racine
Deuxième missionnaire de la paroisse de Saint-Valère, l'abbé Antoine Racine deviendra plus tard le premier évêque du diocèse de Sherbrooke (1874). L'abbé racine a légué le premier mémoire des Bois-Francs. Ce document présenté au gouvernement a été signé par les différents curés et missionnaires des Cantons de l'Est. Il présente certains événements qui ont eu cours au temps des colonies et relatent des problèmes et leurs solutions. Dévoué à la petite mission de Saint-Jules et à sa chapelle dont il fut l'instigateur, l'abbé Racine participa également à la création de la paroisse de Stanfold (Princeville) dont il deviendra le premier curé résident.

William Farly
Cet homme d'affaires fut le propriétaire de la première tannerie de Saint-Valère et, à la suite de l'incendie des équipements de son industrie, il en prit direction sous l'égide de la Maison Lewis. Cette industrie eut un effet particulièrement positif sur l'économie coloniale. William Farly fut également maire de Saint-Valère entre 1880 et 1886.

4.14.3 Faits historiques

Histoire religieuse

Situé dans le comté d'Arthabaska et le diocèse de Nicolet, le territoire de Saint-Valère sera desservi par voie de mission entre 1841 et 1861. Les registres de la paroisse s'ouvrent en 1860 au moment où est érigée canoniquement la paroisse. Pour obtenir des informations quant aux mariages, décès et naissances avant 1840, le chercheur doit consulter les registres de Gentilly, Bécancour et Saint-Grégoire. Entre 1840 et 1862, ce

sont les registres de Saint-Norbert (1840-1849), de Plessisville (1849-1852) et de Saint-Christophe-d'Arthabaska (1852-1862) qui contiennent ce type d'informations.

Le premier missionnaire qui pénétra les terres de Saint-Valère sur le bord de la rivière au Loup (Bulstrode) fut l'abbé Clovis Gagnon, curé de Somerset (Plessisville) en 1841 (tableau 14.2) :

> (…) ce fut une grande joie chez ces fervents chrétiens, privés depuis longtemps des splendeurs « des beaux dimanches d'autrefois », de voir arriver, le 1er avril 1841, le missionnaire Clovis Gagnon (…) [il] arrivait d'ordinaire à pied, accompagné de ce qu'on appelait « sa caravane », c'est-à-dire deux ou trois hommes. Parmi ses compagnons de route, on a même retenu le nom d'un Poudrier, à cause probablement de ses originalités. En hiver pourtant, le missionnaire parvenait à la mission en traîneau; ce que l'on regardait comme un progrès (1961 : 127).

Ses messes furent alors présentées dans la maison de Louis Blanchet qui consistait en une cabane de bois rond de 15 pieds par 18 pieds et située sur le lot 18 du 11e rang de Bulstrode. L'emplacement précis de cette maison est difficile à évaluer en raison des mouvements du lit de la rivière. Le livre du Centenaire de Saint-Valère souligne que « d'après les témoins du temps, si on voulait ériger un monument commémoratif de l'événement, ce serait au beau milieu de la rivière qu'il faudrait le placer (1961 : 128). » Ce lieu devint néanmoins le point de rassemblement des paroissiens durant sept années consécutives jusqu'au jour où un projet de chapelle a vu le jour. La construction a été réalisée lors de l'arrivée de l'abbé Antoine Racine à la mission de Saint-Jules de Bulstrode fondée en 1848, telle qu'elle était appelée à l'époque, sur une terre ayant appartenu à Trefflé Béliveau, lot 17 du 12e rang de Bulstrode. Faite de bois équarri, la chapelle mesurant 20 pieds par 25 était surmontée d'un petit clocher contentant une cloche de 99 livres. Un petit cimetière fut également aménagé à proximité. Une grande croix avait été posée dans ce site pour « protéger les restes de ceux qui sont morts dans la foi du Christ » (1961 : 31).

Le 1er octobre 1851, l'abbé Philippe-Hyppolyte Suzor, curé de Saint-Christophe-d'Arthabaska fut également nommé missionnaire de la mission de St-Jules de Bulstrode. Il vint donner la messe à la chapelle presque tous les mois. Quant aux baptêmes, ils étaient enregistrés au registre de Saint-Christophe durant cette période. Néanmoins en 1853, l'abbé Antoine Racine participait encore à la mission de Saint-Jules et fit ainsi bâtir la première maison d'école en marge droite (nord) de la rivière Bulstrode, à proximité de l'église actuelle. Il semble également que l'abbé Pierre Bellemare et l'abbé Bouchard aient participé à quelques reprises à la mission de Saint-Jules durant la mission de l'abbé Suzor (1961 : 135).

Tableau 14.2 – Les missionnaires et curés de la municipalité de Saint-Valère

Nom	**Année**
Abbé Clovis Gagnon	1841-1849
Abbé Antoine Racine	1849-1851
Abbé Philippe-Hyppolyte Suzor	1851-1861
Abbé Louis Élie Dauth	1861-1882
Abbé Édouard Brunel	1882-1897
Abbé Joseph-Ludger Tourigny	1897-1908
Abbé Pierre Cardin	1908-1918
Abbé Joseph-Aimé Champoux	1918-1923
Abbé Théophile Melançon	1923-1924
Abbé Joseph Beauchemin	1924-1934
Abbé Eugène Pépin, vicaire desservant	1934-1935
Abbé Ludger Lavigne	1935-1939
Abbé Charles-Willie Roux	1939-1948
Abbé Jean-Bruno Fréchette	1948-1954

En 1860 lors de l'érection canonique de la paroisse, la mission de Saint-Jules devint la paroisse de Saint-Valère-de-Bulstrode. L'année suivante, en 1861, fut construit le premier presbytère de la paroisse en vue d'y accueillir le prêtre résident. Celui-ci fut construit par les paroissiens sur le côté nord de la rivière, mais en attendant que les travaux soient terminés, le curé Élie Dauth occupa une partie de la chapelle. La maison curiale fut en usage jusqu'en 1902 lorsqu'elle fut remplacée par le presbytère actuel. Joseph Trudel se porta acquéreur de la maison curiale et la transforma « du tout au tout » pour en faire une résidence privée.

La petite chapelle qui avait été construite sur le côté sud de la paroisse a été déménagée de son emplacement en 1862. Les travaux de déplacement se firent par corvées. Le nouveau site était celui du lot 17 du 11e rang, immédiatement à gauche du presbytère qui venait d'être construit. Situé à quelque 100 mètres à l'est de l'église actuelle, le second site de la chapelle a constitué, à la suite de sa disparition, l'emplacement du potager du curé.

La chapelle venait à peine d'être reconstruite qu'elle était est devenue trop petite pour contenir la population grandissante de Saint-Valère. La construction d'une première église fut alors projetée en 1866 à la suite d'une requête acceptée par Mgr Thomas Cooke, évêque de Trois-Rivières. Les travaux furent confiés à Édouard Hamelin, architecte-entrepreneur, et l'église fut prête pour la bénédiction en 1868. Cette église a été bâtie en pierre sur de longues pièces d'épinette rouge « bien liées ensemble » et recouvrant le sol marécageux de l'emplacement. Cette église était typique des églises

canadiennes des premiers temps coloniaux : « La façade se présentait dans une ligne continue, agrémentée de ses trois portes ogivales et d'une grande fenêtre centrale. La flèche du clocher reposait sur le pignon, et n'avait qu'une lanterne (1961 : 146) ». Cette église brûla le 29 mai 1904.

L'abbé Élie Dauth fut le premier curé résident de la paroisse où il passa vingt années de sa vie entre 1861 et 1882. À sa suite se sont succédé des curés qui ont participé au développement de Saint-Valère en s'impliquant dans la vie religieuse et pastorale pour des périodes variant de six à douze années.

C'est durant la cure de Joseph-Ludger Brunel Tourigny (1897-1908) que furent construits le presbytère et l'église actuelle. Après avoir remis les dépendances à neuf, il entreprit de remplacer le vieux presbytère construit en 1861. L'entrepreneur du presbytère fut Marcellin Croteau. L'ancien presbytère fut vendu à Joseph Trudel. Après la construction du presbytère, l'abbé Tourigny fut l'initiateur du projet de construction de l'église qu'il voulait plus solide. En effet, l'église construite en 1867 par Édouard Hamelin, bien que parée de pierres, comportait une assise en bois qui « commençait à inspirer des craintes ». Toutefois, un incendie déclaré le 24 mai 1904 a anéanti le lieu de culte avant qu'un projet de construction n'ait été vraiment mis de l'avant. Le feu prit naissance chez Olivier Ricard dans sa maison voisine de l'église, du côté ouest. Le feu se propageant rapidement, il atteint le toit de l'église fait de bardeaux de cèdre. À l'évidence, le feu ne pouvait pas s'éteindre, mais des paroissiens décidèrent, vu l'absence du prêtre, de récupérer les objets sacrés gisant à l'intérieur de la chapelle en flamme : tabernacle, ciboires, ornements et linges sacerdotaux, statues, confessionnaux, prie-Dieu, chaire et harmonium. « Ce désastre, le moment le plus triste, et le plus douloureux, qui arrache des sanglots des cœurs les moins tendres, ce fut lorsque la cloche, cette cloche qui avait sonné tant de Baptêmes, de Mariages et de sépultures, tomba du haut du clocher. Elle sonna une dernière fois en descendant, mais ce fut son propre glas avant de gir dans les cendres de son église (1961 : 180) ».

Comme les travaux de reconstruction s'annonçaient particulièrement longs, une chapelle temporaire fut édifiée et les offices religieux eurent lieu dans cette chapelle jusqu'à l'été 1907. La chapelle était faite de bois, « de 80 pieds de long par 30 de large, avec une rallonge de 12 pieds pour la sacristie (1961 : 117) ». Quant aux travaux de construction de l'église, ils furent réalisés par Joseph Giroux de Saint-Casimir de Portneuf entre 1904 et 1907. À la suite de la première grande messe chantée par le curé J.L. Tourigny le 13 août 1907, la statue du Sacré-Cœur et les trois cloches ont été bénies (Pie-Hermann-Joseph-Ludger; Louis-Élie-Édouard; Joseph-Jean-Baptiste-Valère-Marie et Anne).

En 1905, les corps inhumés dans le premier cimetière furent transférés dans le cimetière aménagé au sud de la rivière sur les lots 775 et 781 du cadastre du 12e rang de Bulstrode, sur un terrain donné par Joseph Bergeron et Villemaire Fournier.

En 1924, les statues sauvées de l'incendie de la première église en 1904 sont disposées à différents emplacements dans la paroisse : la statue de la Sainte-Vierge est placée en face de la route de la Rivière-Noire; la statue Saint-Joseph occupe le 10e rang de Bulstrode près de l'équerre; la statue du Sacré-Cœur est placée au coin du chemin chez Rosaire Lupien; et enfin, la statue de la bonne Sainte-Anne a été placée à la sucrerie, sur la route Landry.

La fondation de la congrégation des Dames de Sainte-Anne de la paroisse de Saint-Valère eut lieu dans l'église paroissiale en 1935. Cette association permet de payer une messe annuelle à la fête de Sainte-Anne ainsi qu'à chaque décès d'une de ces membres. Les membres s'occupent aussi de la parure de la statue de Sainte-Anne. Toujours en 1935, la fondation de la congrégation des Enfants de Marie voit le jour.

Histoire municipale

Le bureau de poste de Saint-Valère se nommait Bulstrode en 1882 lors de l'arrivée de l'abbé Ed. Brunel. Plus tard, l'abbé Brunel réussit, avec l'aide de Désiré Bourbeau, député à Ottawa pour Drummond-Arthabaska, à octroyer au bureau de poste le nom francophone de Saint-Valère-de-Bulstrode puis Saint-Valère-d'Arthabaska (s.n., 1961 : 108).

Le territoire de Saint-Valère comprend une partie du canton de Horton (1840) et de Bulstrode (1803), ce dernier ayant été détaché de Saint-Christophe-d'Arthabaska. Le village a été implanté à environ sept kilomètres de la Station de Rivière-Noire (Black River) sur le parcours du chemin de fer Canadien National.

Le 17 juillet 1859, une requête était envoyée à Mgr Thomas Cook, évêque de Trois-Rivières, demandant l'érection canonique de la paroisse. Le curé et missionnaire P-H Suzor fut nommé pour vérifier la requête, ce qui fut réalisé dès la fin du mois de mai 1860. Le 2 juillet 1860, la paroisse était érigée. Elle doit son nom à Valère Guillet (1796-1881), député du comté de Saint-Maurice de 1830 à 1836, coroner du district de Trois-Rivières (1840-1878), qui occupait également le poste de commissaire pour l'érection des paroisses (Commission de toponymie, 2013).

La paroisse de Saint-Valère comprendra à ce moment les 9e, 10e, 11e et 12e rangs du canton de Bulstrode et une partie des 3e et 4e rangs du canton de Horton. En 1874, des habitants du 10e rang de Warwick qui participaient aux offices religieux de Saint-Valère firent une demande d'annexion de leurs terres à celles de Saint-Valère. C'est ainsi qu'après l'étude de ce dossier, qu'une partie des 8e, 9e et 10e rangs de Warwick, dont une partie faisait partie de Saint-Albert, fut annexée à la paroisse de Saint-Valère.

Le nom abrégé de Saint-Valère a été autorisé en 1959. « Cette mutation dénominative se vérifie également pour le bureau de poste ouvert en 1862 sous l'appellation de Bulstrode, laquelle devient Saint-Valère-de-Bulstrode en 1882, modifiée en Saint-Valère en 1961 (Commission de toponymie du Québec) ».

Tableau 14.3 – Les premiers maires de Saint-Valère

Nom	**Période**	**Nom**	**Période**
Stanislas Picher	1872-1880	Jules Landry	1906-1917
Wiliam Farly	1880-1886	Thomas Thibault	1917-1925
Stanislas Picher	1886-1887	Alphonse Vigneault	1925-1927
Onésime Lupien	1887-1900	Thomas Thibault	1927-1931
Napoléon Labbé	1900-1901	Alphonse Vigneault	1931-1935
Ludger Fréchette	1901-1901	Jos-Jules Babineau	1935-1937
Napoléon Labbé	1901-1902	Émile Houle	1937-1943
Jean-Louis Blanchette	1902-1903	Donat Poirier	1943-1945
Honoré Beauchemin	1903-1904	René Provencher	1945-1955
Aimé Lupien	1904-1906		

L'histoire scolaire

En 1879, lorsqu'est créée la commission scolaire, trois écoles occupent le territoire de Saint-Valère; celle du village, celle du Petit-Bois-Franc et celle du 11e rang. Plus tard, s'ajouteront les écoles des arrondissements numéro 4 à 11 (tableau 14.4).

L'abbé Antoine Racine fit bâtir en 1853 la première maison d'école en marge droite (nord) de la rivière Bulstrode, sur une terre à la propriété de Raphaël Poirier, à proximité de l'église actuelle. Il s'agit de la première école du village. La première institutrice fut Hélène Lacharité qui avait quelques années plus tôt, fait la classe chez certains paroissiens, nommément François Hébert et Pierre Béliveau. Une demoiselle Dumont avait également donné des classes dans une petite maison appartenant à Olivier St-Cyr qui habitait dans ce même secteur.

Tableau 14.4 – Les écoles de rang de Saint-Valère

Nom	Origine	Emplacement	Notes historiques
Première école du village (école numéro 1)	Vers 1853-1894?	12e rang de Bulstrode	
École du 11e rang (école numéro 2)	Vers 1853-1887	11e rang de Bulstrode	Déménagée (devient école numéro 8)
École du Petit-Bois-Franc (école numéro 3)	Vers 1853		
École numéro 4	1882		Chez Onésime Lupien
École numéro 5	1883	10e rang de Bulstrode	Terrain donné par Zoël Houle
École numéro 7	1884	10e rang de Warwick	Magloire Tardif, entrepreneur
École numéro 9	1885	8e rang de Bulstrode (route de la rivière Noire)	Sévère Dumont et Timothée Frigon, entrepreneurs
École numéro 8	1887		Il s'agit de la première école numéro 2 déménagée sur un terrain donné par Colbert Houle (1961 : 172)
Deuxième école numéro 2	1887	11e rang de Bulstrode, au centre de l'arrondissement	
Deuxième école du village	1894		Télesphore Geoffroy, entrepreneur. Cette école comprend désormais 2 classes
École numéro 6	1898	7e rang de Bulstrode	Exelia Arseneault, entrepreneur
École numéro 11	1899	8e rang de Bulstrode, à l'ouest de la route de la Rivière Noire	
Deuxième école numéro 9	1901	8e rang de Bulstrode, à l'est de la route de la Rivière Noire	Jean-Baptiste Arsenault, entrepreneur sur un terrain acheté de Télesphore Petit
École numéro 10	1901	Lot 24 su 12e rang	Jean-Baptiste Arsenault, entrepreneur; sur un terrain donné par Émile Bergeron

Sous la cure de l'abbé Joseph Campagna fut construite une école mixte en face de l'église. En 1957, la construction de cette école qui prit le nom de Cœur-Immaculé a permis d'accueillir neuf classes. Cette école devait comprendre également un logement pour les religieuses. Le contrat est accordé à Robert Noël, entrepreneur. Dès lors, le transport des élèves est organisé, à l'exception d'un rang ou arrondissement où les parents ont préféré conserver leur école de rang (1961 : 224). Quatre religieuses Oblates Missionnaires de Marie Immaculée prennent la direction de l'école et le transport des élèves est organisé. La construction d'une nouvelle partie à cette école en 1960 (École Dollard-des-Ormeaux) assurera à la population une meilleure accessibilité à un enseignement de qualité avec l'accès à cinq classes supplémentaire et un gymnase.

Histoire économique et industrielle

Au début de la colonie, comme partout ailleurs dans les Cantons de l'Est, la potasse (salt), les produits de l'érable et le bois sont les premiers produits exploités pour le commerce. Mais avant tout, les terres de Saint-Valère ont d'abord attiré des colons venus pour y pratiquer une agriculture de subsistance qui devenait difficile le long du Saint-Laurent.

La mise en culture demandait un défrichage des terres et le bois obtenu était transformé en potasse et vendu généralement pour l'obtention de lard et de farine. Malgré l'abondance des récoltes les premières années de mise en culture, le potentiel économique de l'industrie du bois a rapidement supplanté l'intérêt pour l'agriculture. D'ailleurs, le commerce des écorces de pruche a mené à l'exploitation d'une tannerie. L'industrie du bois dépassa par la suite rapidement la demande en bois de chauffage en fournissant du bois pour la construction, notamment pour le bois utilisé par les chemins de fer (dormants), la construction de ponts et la construction d'habitations. Ce type d'exportation deviendra le moteur de la réussite économique de la région (tableau 14.5). Plus tard, l'agriculture et l'élevage se tailleront une plus grande place.

La coupe du bois de la voie ferrée

L'entrepreneur Walker dirigea des travaux de déforestation de la voie ferrée entre 1859 et 1862. Sa mort subite provoqua une interruption des travaux de coupe jusqu'au moment où un dénommé Scott paracheva les travaux. « Le nom de Walker nous amène à parler du fameux rocher qu'il fallait percer et que l'on regardait comme insurmontable dans la construction de la voie ferrée (…) Le rocher était creusé de place en place au simple foret à la main et les cavités étaient ensuite chargées de poudre que l'on faisait exploser (1961 : 141). »

Des moulins à scie

Ainsi, après l'exploitation de la potasse, l'écorce de pruche, les courbes et les genoux (tronc d'arbre et racines, servant à la confection des navires), les poteaux de cèdre (pour les lignes télégraphiques), le bois de construction, les plançons, les billots de sciage et le bois de pulpe, devinrent partie intégrante de l'économie valérienne. Le bois de sciage devient la ressource principale de l'industrie du bois dans les années 1875. Charles Ball et Francis McCaffrey originaire de Nicolet virent exploiter le bois de pin, de pruche, d'épinette et de bois franc. Les billots étaient nombreux à voyager dans la rivière

Bulstrode au moment de la débâcle printanière. Ils prenaient la direction de Nicolet où ils étaient dédiés à la transformation. Plusieurs moulins à scie ont occupé le territoire de Saint-Valère après le départ des grands industriels (tableau 14.5).

Tableau 14.5 – Les moulins à scie de Saint-Valère

Nom/propriétaire	**Période d'opération**	**Localisation**	**Remarques**
Moulin Émile-Boisvert	Vers 1880-1905		Paul Rheault, dernier propriétaire
Moulin Anaclet-Leclerc	?-1953	Bas de la rivière Bulstrode	D'abord à la propriété d'Anaclet Leclerc, ce moulin fut successivement la propriété de Théophile Lemire, Magnan, Lehouiller, Alphonse Beauchemin, Enach Piché; il a brûlé et fut reconstruit en 1953 par Adrien Piché.
Moulin Adrien-Piché	1953-?	Bas de la rivière Bulstrode	Reconstruit sur le même site que le moulin Leclerc après l'incendie.
Moulin Calixte-Bergeron	1884-?	En haut du village, sur la rivière Bulstrode	Se succèdent : Hercule Bergeron, Mérildé Bergeron, Joseph Plante et Roger Plante
Moulin Élie-Lemire	?-1920	Au pont d'en haut	
Moulin Théroux	?-1896	Près de la coupe Walker	
Moulin Exilia-Arseneault	?-1940	Bas de la rivière Bulstrode	La crue des eaux de la rivière emporta la chaussée en face du moulin en 1940.
Moulin Méthot	1885-1927	À la coupe Walker	Démoli en 1927
Moulin Dolphis-Vigneault		Sur la terre Vigneault	Ne fonctionna qu'une dizaine d'années
Moulin Mérildé et Émile Bergeron	1893-1915	12e rang	Démoli en 1915
Moulin Noé-Bergeron	?-1891	Ruisseau au petit 9	
Moulin Wilfrid-Lupien	?-1913	Petit 9	Vendu à Dolphis Bergeron. Incendié en 1913.
Moulin Dolphis-Bergeron	1913-1935	Petit 9	Reconstruit par J.J. Babineau sur le même site que le moulin Lupien après l'incendie.
Tannerie Ludger-Béliveau	Vers 1890		Ne fonctionna qu'une dizaine d'années
Fonderie-scierie Trefflé-Béliveau			La fonderie ne fonctionna qu'une dizaine d'années
Manufacture Arthur-Binette	1923-1948 1948-1955		Produisait des portes et châssis. Incendié en 1948, mais reconstruit aussitôt. Ferme ses portes deux années après la mort de M. Binette.

Des tanneries

L'arrivée du chemin de fer ne provoqua pas le départ rapide de l'économie valérienne, mais serait à l'origine de la naissance d'une petite industrie, la tannerie des Farly.

Il est raconté qu'en 1863, un nommé McDougall vint bâtir un moulin à scie et à farine à l'emplacement d'un « petit Sault » dans la rivière Bulstrode, probablement à la limite est du territoire de Saint-Valère (à la hauteur du pont « d'en haut », au 12e rang de Bulstrode). L'année suivante, William Farly en fit l'acquisition et construisit une grande tannerie sur la route 34 (chemin du 11e rang) qui fit naître l'industrie du pelage d'écorce à Saint-Valère. Il semble que cette région comprenait de belles pépinières de pruche (1961 : 142).

Cette industrie du cuir était si prospère qu'un petit village est né dans le voisinage de la tannerie. Avant la fin des années 1870, le feu brûla complètement le complexe de moulins. La perte de William Farly affectait par contrecoup l'industrie de l'écorce de pruche (1961 : 142), mais l'entreprise bénéficia du soutien financier de la Maison Lewis à Montréal qui perçut une occasion d'affaires en fournissant le capital nécessaire à la reconstruction de la tannerie. Celle-ci fut agrandie et la gérance de l'industrie fut confiée à William Farly. L'industrie du tanin prospéra ainsi jusqu'en 1894, alors qu'elle sera vendue à la compagnie des Shaw qui transportera l'ensemble de l'équipement à Victoriaville.

En 1890, il semble qu'Esdras Béliveau fils projeta de construire une tannerie sur sa propriété. Le conseil exempta le propriétaire de la taxe municipale pour une période de dix ans.

Des fromageries

Il fut un temps où Saint-Valère comptait six fromageries (tableau 14.6). Avant 1850, le beurre et le fromage étaient fabriqués directement à la ferme. La première fromagerie de Saint-Valère a été établie en 1888 par Cyrille Saint-Laurent et Johnny Blanchette :

> C'était une ancienne grange qu'on avait transportée au village et posée sur pilotis au coin du 11e Rang et de la montée du 8e rang passant devant la fromagerie actuelle [en 1961]. Cette vieille bicoque subit plusieurs transformations par la suite dont la plus importante, fut l'addition, vers 1895 du magasin des Farly qui ont dirigé une tannerie importante… (1961 : 235).

Vers 1897, Léon Boucher acheta cette fromagerie et la revendit en novembre 1913 à Édouard Desfossés. Ce dernier tint l'industrie en opération jusqu'à ce que soit construite

une nouvelle fabrique par J.J. Babineau. Édouard Desfossés céda alors sa nouvelle acquisition à son fils Onésime en 1942, mais celui-ci vendit en 1945 à Roland Garand, agronome et technicien en industrie laitière.

Tableau 14.6 – Les fromageries de Saint-Valère

Nom/propriétaire	**Période d'opération**	**Localisation**
	Avant 1898	En face d'Elphège Paillé
Damase Marceau	Avant 1898	11e rang
d'Adelphe St-Laurent, frère de Cyrille	Avant 1898	route 34 en face du pont couvert
	Avant 1898	8e rang
Joseph Lupien	vers 1898	10e rang de Warwick

La fromagerie Lupien a une plus longue histoire. Elle passa successivement aux mains d'Herménégilde Hamel, Joseph Emond, Ernest Houle, Omer Lemay, Désiré Alain, pour terminer ses jours sur le territoire valérien à la propriété de Édouard Grandmont. La maison de M. Grandmont fut transportée à Victoriaville et devint la propriété de Ferdinand Béliveau, un des fabricants de Roland Garand (1961 : 236).

Une boulangerie

L'année 1886 marque la construction de la première boulangerie de Saint-Valère. Plusieurs maisons occupaient à cette époque le secteur des industries Farly. Onésiphore Lambert y construisit alors une boulangerie.

Banque, caisse et bureau de poste

La Banque Provinciale ouvre une succursale à Saint-Valère en 1913. Calixte Richard deviendra le premier gérant et le sera jusqu'en 1952 lors de sa retraite. La banque est transposée chez Lucien Hébert.

Quant à la caisse Populaire, elle est fondée en 1937. Sise au côté de l'église et de l'école du village, « elle vient prendre place comme un complément indispensable aux œuvres religieuses et scolaires (1961 : 208) ». Le premier gérant fut Rosaire Lupien jusqu'à sa démission en 1948. La gérance fut alors confiée à Charles Hébert.

En 1913, le bureau de poste est déménagé au magasin général du coin, chez Zoël dit Laurence Hébert. Ce magasin est devenu la propriété de Lucien Hébert par la suite.

Les médecins

En 1887, Henri Carter devint le premier médecin de la communauté de Saint-Valère. Il sera remplacé par Louis-Joseph Trudel.

Événements marquants

La cour de la prison d'Arthabaska a été le théâtre de deux exécutions pour des homicides commis à Saint-Valère. En 1884, Cléophas Lachance a été pendu pour le meurtre d'Odélide Désilets qui avait repoussé ses avances. La défunte a été commémorée par une de ses nièces en 1959 lors de l'édification d'un monument à l'emplacement de la maison Désilet. En 1936, Gérard Gouin fut également condamné à la pendaison pour avoir battu et noyé Joseph Tardif.

4.14.4 Routes et chemins anciens

Les premiers chemins de la colonie

Lorsqu'il a arpenté le territoire, Joseph Bouchette n'a repéré aucune trace humaine sur le territoire valérien (figure 14.2). Sur un extrait de la carte des *Eatern Townships* de 1867 (figure 14.3), un hameau d'habitations est représenté, non pas le long de la rivière Bulstrode, mais le long de la rivière Noire, dans le 10e rang de Bulstrode. Pourtant, ce hameau n'existe pas sur les cartes topographiques plus récentes (figure 14.5). Est-ce une erreur de localisation ou bien s'agit-il d'un véritable hameau disparu? Cette question méritera d'être revue.

Le premier chemin de la colonie est sans conteste le chemin des 10e et 11e rangs. L'entrepreneur Walker dirigea des travaux de déforestation de la voie ferrée entre 1859 et 1862. Il y avait même une gare au 11e rang de Bulstrode portant le nom de « Gare Walker's Cutting » en 1920 (figure 14.4). La route 261 (route Hodges) constitue aussi un axe routier particulièrement ancien. Il se rend à Saint-Anne-du-Sault et Daveluyville. Il a probablement été aménagé à la fin des années 1860 par l'initiative de James Hodges ou ses successeurs qui s'investissent dans les chantiers de coupe. Le territoire a donc été plus accessible à compter des années 1860.

Entre cette période et 1920, le réseau routier local comprend la route de la rivière Noire qui se rend au 8e rang de Bulstrode pour atteindre la gare du Grand Tronc (plus tard

Canadien National). À cet emplacement se trouve également une petite concentration d'habitations anciennes organisées autour de la gare de Rivière-Noire (figures 14.5 et 14.7). Enfin, sur ces mêmes cartes, la route Boisvert et le rang Landry (10e rang de Warwick) semblent bien tracés. Cependant, les routes, contrairement aux rangs, n'ont pas été habitées, car les familles s'installaient traditionnellement sur le front des lots. Les maisons anciennes se situent donc le long des rangs. Parmi ces axes routiers, les 8e, 10e, 11e et 12e rangs de Bulstrode et le 12e rang de Warwick comptaient en 1932 un nombre considérable d'habitations (figure 14.5).

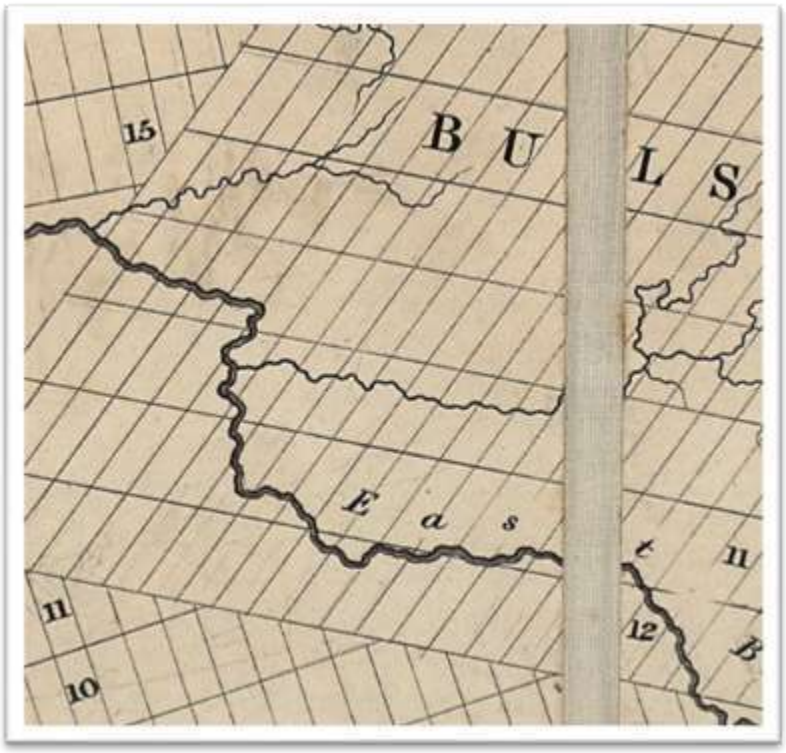

Figure 14.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117). Aucune occupation n'y est répertoriée.

Le chemin de fer

L'arrivée du chemin de fer qui reliait Victoriaville à Sainte-Angèle vers les années 1860 ne procura pas à Saint-Valère autant de bénéfices économiques que dans les autres paroisses. Mis à part les quelques emplois que sa construction a générés (défrichement, confection d'un remblai, creusement du roc), il semble que la population locale n'y a pas vu, dans les premiers temps, une source de profit grâce à la facilitation du commerce et de l'exploitation du bois. Néanmoins, de petites localités prendront forme à la gare Walker's Cutting établie sur le 11e rang de Bulstrode et à la gare de Rivière-Noire (Blackriver Station) établie sur le 8e rang de Bulstrode.

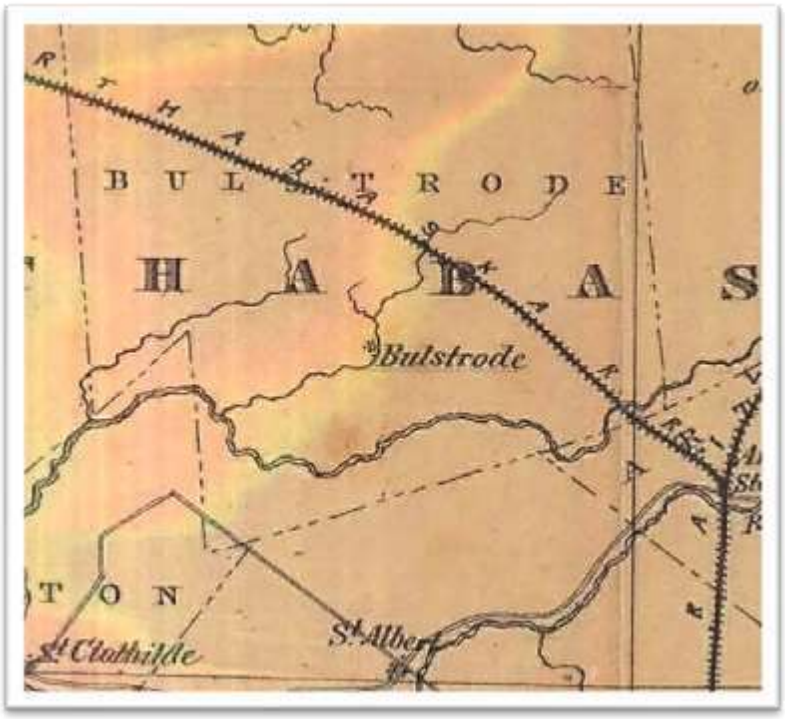

Figure 14.3 – Le territoire de Saint-Valère sur un extrait de la carte des *Eatern Townships*, 1867 (BAnQ : 90117). Un hameau d'habitations est représenté, non pas le long de la rivière Bulstrode, mais le long de la rivière Noire.

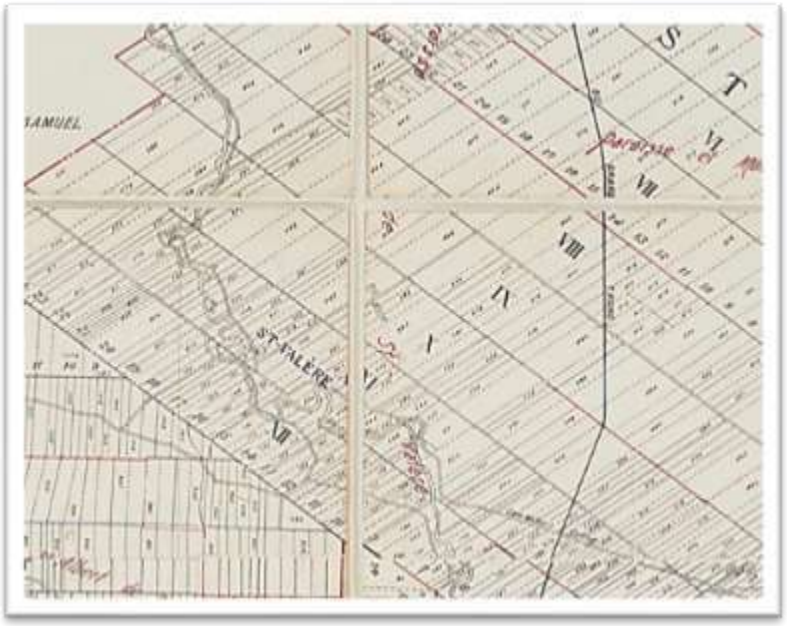

Figure 14.4 – Extrait de la Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre, 1920 (BAnQ : 2684630), illustrant l'emplacement des lots sur le territoire de Saint-Valère.



Figure 14.5 – Extrait de la carte topographique 21E/13, 1932 (BAnQ : 2669964), illustrant le territoire de la municipalité de Saint-Valère.

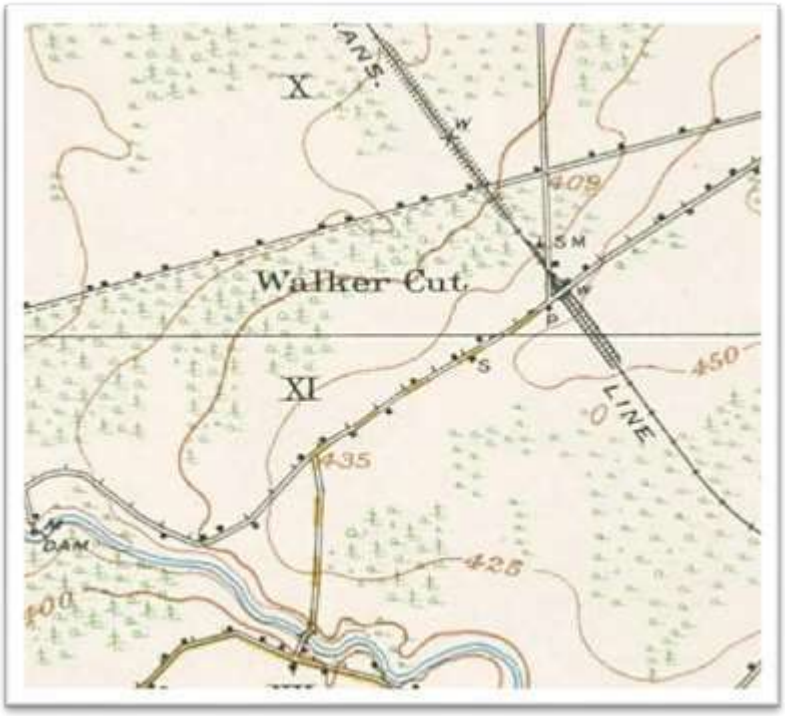

Figure 14.6 – Extrait de la carte topographique 21E/13, 1932 (BAnQ : 2669964), illustrant la portion ouest de la municipalité de Saint-Valère, à l'emplacement de la gare Walker's Cutting et du moulin à scie de Walker en œuvre depuis la fin des années 1860. Figurent aussi un bureau de poste et une école.

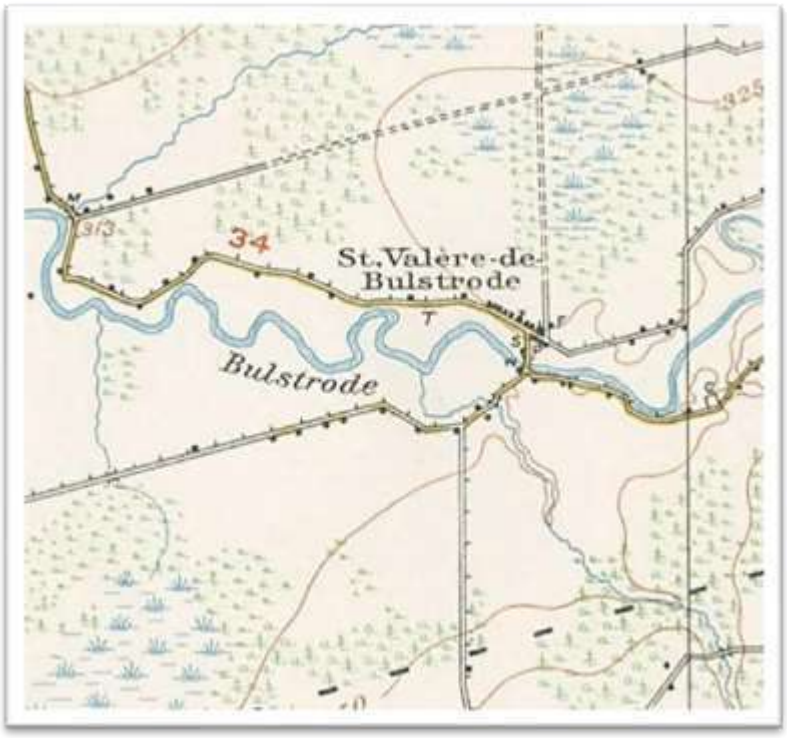

Figure 14.7 – Extrait de la carte topographique 21E/13, 1932 (BAnQ : 2669964), illustrant le village de Saint-Valère. Cet emplacement a aussi obtenu un bureau de poste, une école et des moulins.

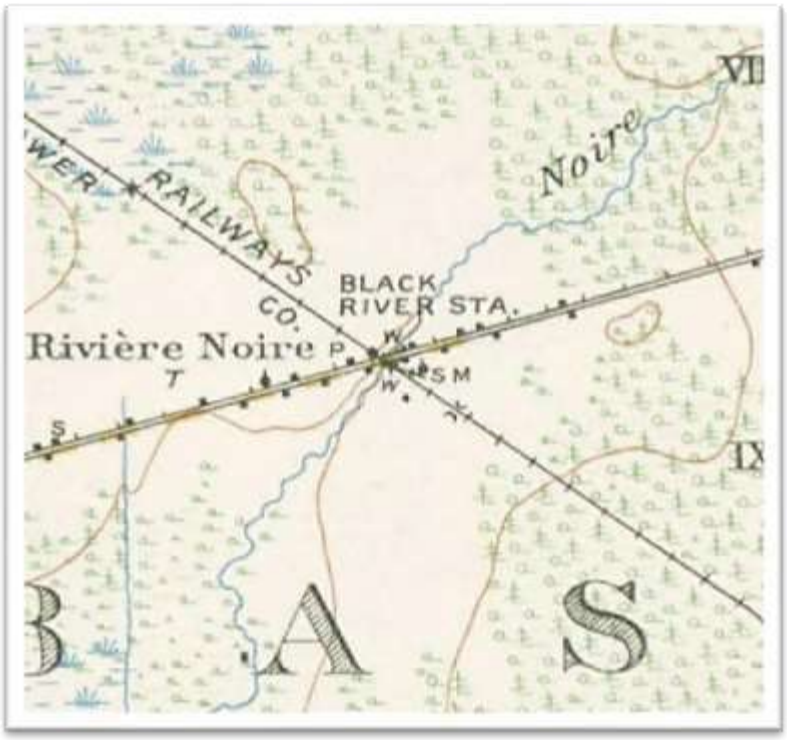

Figure 14.8 – Extrait de la carte topographique 21E/13, 1932 (BAnQ : 2669964), illustrant le hameau de Rivière-Noire près de la gare du même nom. Cet emplacement a aussi obtenu un bureau de poste, une école et des moulins.

Les premiers ponts

Le premier pont qui traversait la rivière Bulstrode a été construit en 1861 par Édouard Hamelin, l'architecte- entrepreneur de la première église de Saint-Valère. Ce pont a servi à transporter les matériaux nécessaires à la construction de l'église et fut par la suite utilisé par les paroissiens par l'instauration d'un péage. Plus tard ce droit de péage fut racheté par la municipalité.

Le pont de bois Lemire est construit en 1893, selon les plans faits par le Rév. Édouard Brunel. Le contrat a été donné à Sina Baril de Saint-Albert. L'année suivante lors de la débâcle printanière, le pont a été emporté par le courant. Sina Baril reconstruira le pont Lemire selon les plans du pont de bois du village. Les deux ponts seront payants jusqu'à l'abolition du péage en 1899.

Un pont de béton est construit en 1912 par Calixte Cloutier sur le ruisseau chez Joseph Tourigny. En 1921, construction d'un pont de béton sur le ruisseau Blanchette au 9e rang de Warwick.

Les noyaux de peuplement

Au tournant des années 1860, les occupations sont particulièrement nombreuses dans les pointes de la rivière Bulstrode, au 11e rang, et surtout dans le rang du Petit-Bois-Franc, où « les clairières s'agrandissent et les chemins sont plus carrossables » (1961 : 136). C'est dans ce secteur qu'ont été initiés les premiers chantiers de coupe, près de la gare de Walker's Cutting. Un hameau de village s'est formé à cet emplacement lorsque le train était le mode de déplacement privilégié (figure 14.6).

C'est le long de la rivière Bulstrode, au 12e rang de Bulstrode, donc en marge sud de la rivière qu'a été construite la première chapelle de Saint-Jules, sur lot 17 du 12e rang de Bulstrode. Par contre, c'est sur la rive nord, dans le 11e rang de Bulstrode, où s'est formé le noyau de village autour de la première école, que les habitants quémandaient la formation de la paroisse (figure 14.7). La chapelle y fut déménagée en 1862. Par la suite s'y trouvaient un bureau de poste, une école, des moulins, une forge, une fromagerie et bien d'autres services.

Dans la portion nord du territoire, un bureau de poste, des moulins, un cimetière et un regroupement d'habitations à Rivière-Noire-Station ont été établis sur le 8e rang de Bulstrode (figure 4.8). Un autre hameau s'était donc développé autour de la gare du Canadien National.

4.14.5 Patrimoine bâti

La route du 12e rang de Saint-Valère chemine le long des méandres de la rivière Bulstrode. « La concentration de maisons à faible volumétrie et le mode d'implantation des bâtiments agricoles en font un rang type de la région (MRC d'Arthabaska, 1984 : 16). » Le village a évolué quant à lui en rive nord le long du 11e rang. En fait, Saint-Valère présente un mode d'établissement traditionnel fondé autour de l'église catholique où se trouve également une bonne concentration de bâtiments historiques, et une population bien répartie dans les rangs du territoire. La Société La Haye et Ouellet ajoutait également que « L'implantation des bâtiments de ferme semble s'effectuer selon les besoins des gens : sans planification proprement dite » (1982 : 10). Et pourtant, les habitants sont nombreux et relativement bien organisés au front de leur lot.

Parmi les éléments patrimoniaux ayant un statut légal se trouve le site institutionnel catholique inventorié par le MCC (tableau 14.7). Le CÉLAT inventorie également quatre croix de chemin. Enfin, le Répertoire des moulins à eau du Québec (1978) identifie le moulin à eau Plante comme un site d'intérêt (tableau 14.8). À ce jour, aucun autre lieu ni bâtiment n'est classé, désigné, cité ou répertorié par les différentes instances gouvernementale ou municipale.

Tableau 14.7 – Les bâtiments patrimoniaux de Saint-Valère inventoriés par le MCC (2013)

Dénomination	No civique	Type de rue	Nom de la rue	Date d'origine	Statut	Fonction d'origine
Église de Saint-Valère	1638	route	161	1905-1907	Inventorié	Lieu de culte catholique
Presbytère de Saint-Valère	1638	route	161	1902	Inventorié	Résidence curiale

Tableau 14.8 – Éléments d'intérêt de Saint-Valère

Dénomination	No civique	Type de rue	Nom de la rue	Date d'origine	Fonction d'origine
Moulin Plante		route	no 2	1870	Moulin à eau
Croix Réal Provencher					Croix de chemin
Croix Laurent Houle					Croix de chemin
Croix du rang 8					Croix de chemin
Croix Rosaire Pépin					Croix de chemin

Enfin, mentionnons qu'Édouard Hamelin, architecte-entrepreneur, a dirigé les travaux de construction de la première église de Saint-Valère, et construisit aussi deux maisons, l'une dédié à l'hospitalisation des hommes et une autre qui servit d'atelier de menuiserie.

Ces deux maisons sont plus tard devenues des résidences privées (1961 : 147). Il sera intéressant de les identifier.

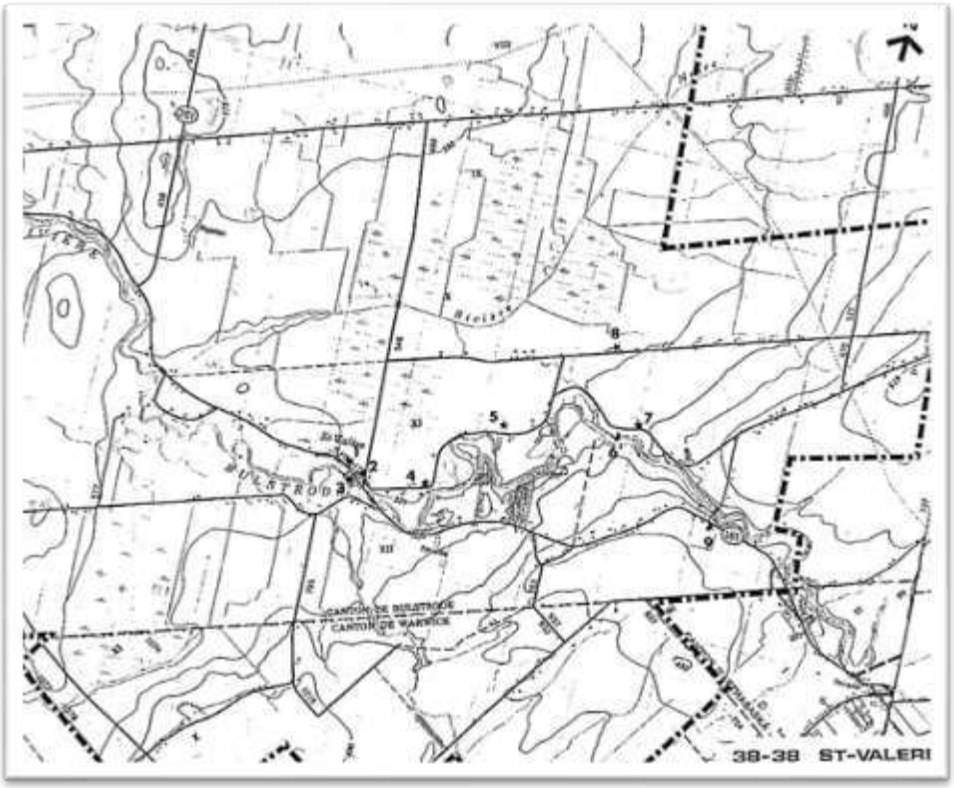

Figure 14.9 – Carte de La Haye et Ouellet, 1982, représentant les bâtiments patrimoniaux d'intérêt le long des chemins des 10e et 11e rangs de Bulstrode.

Quelques bâtiments ont été répertoriés lors de l'étude réalisée par la Société La Haye et Ouellet en 1982 (figures 14.9 et 14.10). Une fois l'état des bâtiments et les numéros civiques identifiés, ces données pourront constituer le point de départ d'une cartographie exhaustive du patrimoine bâti. Parmi les bâtiments qui ont résisté au temps, l'occupation, la rénovation et/ou la mise en valeur par les propriétaires ont sans nul doute favorisé leur bonne conservation. Dans l'état actuel des connaissances, aucune étude ne permet d'établir le nombre de bâtiments patrimoniaux, leur état et leur caractéristique.

Le manque de temps couplé au manque d'exhaustivité des données a limité notre étude. Cet aspect de la recherche dénote l'importance des documents de sources primaires pour la suite du projet de macro-inventaire. L'inventaire du patrimoine bâti de Saint-Valère devra donc être complété lors d'un autre volet de la recherche grâce notamment à l'étude du rôle d'évaluation, l'analyse comparative des cartes anciennes, la consultation d'archives, la visite au terrain et la communication avec des personnes-ressources.

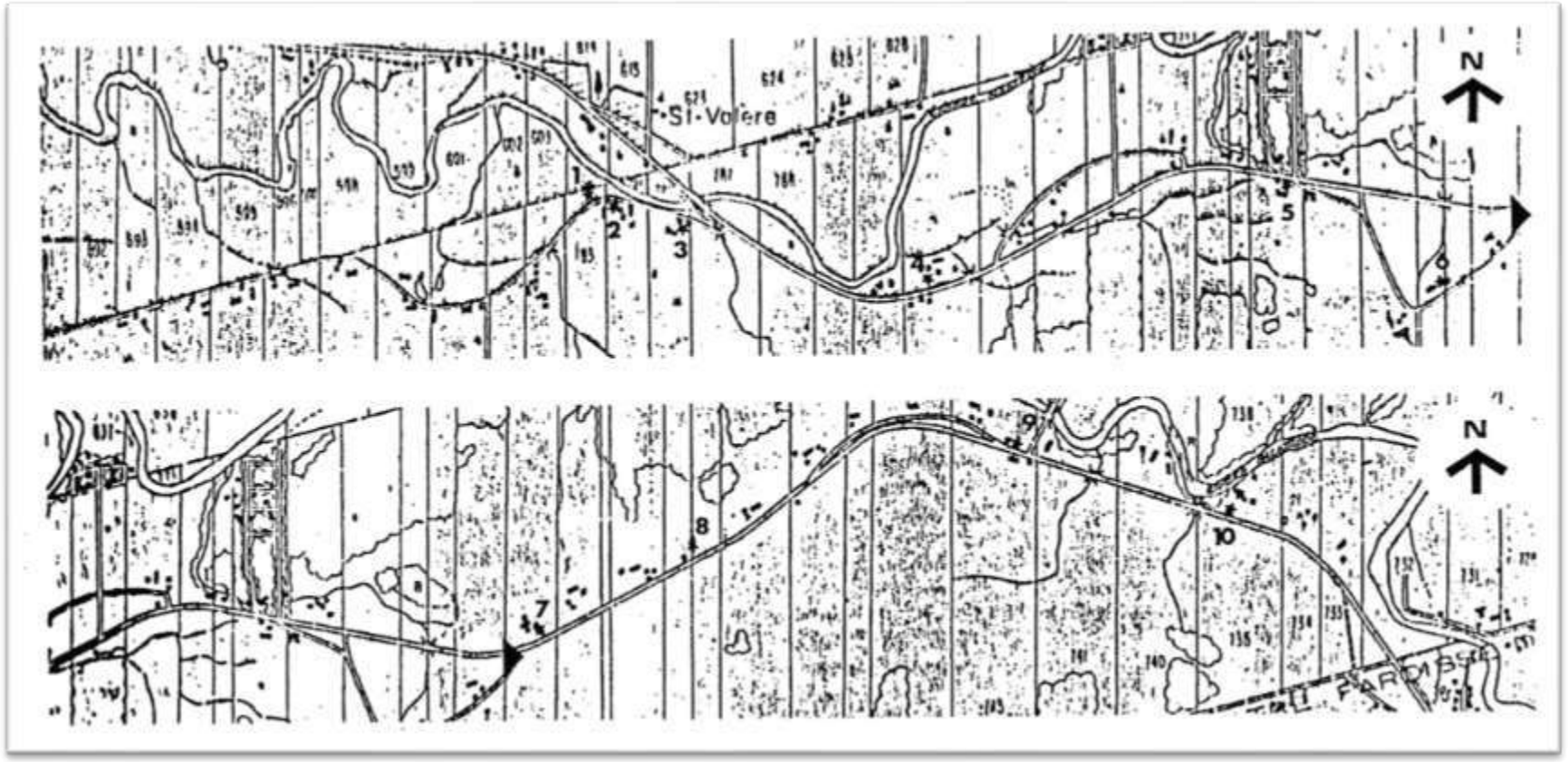

Figure 14.10 – Carte de La Haye et Ouellet, 1982, représentant les bâtiments patrimoniaux d'intérêt le long du chemin du 12e rang de Bulstrode.

4.14.6 Conclusion

Synthèse de l'occupation coloniale

Le canton de Bulstrode (1802) a bénéficié du passage de la rivière Bulstrode à sa limite sud. Cet axe de circulation a favorisé un va-et-vient intermittent dans la région en bois debout. C'est en 1835 que les premiers colons de Saint-Valère, Raphaël Poirier-Doiron, Joseph Poirier-Doiron, Jean-Paul Landry et Louis Blanchet, arrivent via la rivière Bulstrode. Le territoire sera desservi par voie de mission dès 1841 et la paroisse sera érigée canoniquement en 1860.

La petite communauté ne comptait pas moins de onze écoles de rangs et plusieurs petits commerces qui ont permis de conserver l'autonomie de Saint-Valère dans les premiers temps. Le commerce du bois constitue les fondements économiques de cette région. Située en périphérie de centres urbains (Victoriavile, Princeville, Daveluyville), la municipalité a abrité un grand nombre de travailleurs et d'ouvriers. L'agriculture devint le moteur de l'économie lorsque le commerce du bois commença à s'éteindre.

Entre les années 1880 et 1890, l'augmentation rapide de la population (migration, naissances) accéléra le développement des rangs et des trois différents hameaux d'occupations. À cette époque, la municipalité comptait près de 1 500 habitants et de nombreux bâtiments doivent avoir été érigés à cette époque.

Recommandations

Nous avons abordé l'étude de l'habitat rural ancien de Saint-Valère en identifiant les différentes phases de son développement initial, en identifiant les aspects matériels de la culture qui pourraient subsister de ce développement et enfin, en documentant l'évolution du réseau routier. Chacun des aspects abordés dans ce chapitre a ainsi contribué à expliquer divers phénomènes reliés à l'histoire sociale, économique, culturelle et religieuse de ce territoire, dont la présence de certains bâtiments que l'occupation ininterrompue a permis de conserver. Il ne s'agit toutefois pas d'une étude approfondie et beaucoup reste à faire pour documenter, analyser et mieux comprendre les différentes facettes de l'héritage bâti.

L'inventaire préparé dans ce chapitre est à l'état préliminaire. Il constitue un outil de référence pour faciliter l'identification plus formelle du patrimoine à la grandeur de la municipalité. La création d'un inventaire exhaustif grâce à l'étude des cartes, des titres de propriété et de l'analyse architecturale au terrain permettra de mener plus loin les efforts

de préservation et de mise en valeur du patrimoine valérien. Nous proposons ici diverses avenues pouvant mener à une meilleure compréhension du patrimoine bâti :

1) **Choisir des thèmes d'interprétation en fonction de l'impact que les phénomènes sociaux, économiques et culturels ont eu sur la vie des habitants du territoire.** En fait, certains thèmes ont marqué l'ensemble de la MRC alors que d'autres sont plus spécifiques à la municipalité. Ainsi, l'occupation initiale de Saint-Valère par l'implantation de l'industrie du bois et le passage du Grand Tronc favoriseront rapidement l'économie du territoire. Parmi les nombreux moulins implantés sur ce territoire, le succès de l'industrie du tanin se démarqua.

2) **Pousser plus avant la recherche documentaire en fonction des choix thématiques.** Le processus de mise en valeur des thèmes patrimoniaux choisis devra tenir compte du potentiel qu'ils présentent en regard des richesses archéologiques et documentaires qu'ils recèlent. Pour un thème donné, par exemple l'exploitation forestière dans les basses-terres et le développement de plusieurs hameaux d'occupations, il sera important de connaître plus en profondeur l'ensemble du phénomène et les différentes phases de son développement, ce qui permettra d'identifier les installations ou les sites les plus représentatifs et les plus susceptibles d'offrir des avenues de mise en valeur ainsi que des facilités de recherche, d'accessibilité, d'aménagement, etc. Parmi les études à réaliser, nous recommandons :

   - Des études reliées au patrimoine bâti et au paysage culturel de la municipalité de Saint-Valère :
     - Documenter les moulins, les installations agricoles, les zones de culture et d'élevage, les commerces et les petites industries qui ont marqué l'économie de façon à faire ressortir les variantes locales;
     - Documenter, à l'aide de la réalisation d'une chaîne de titre, les diverses propriétés privées répertoriées au macro-inventaire patrimonial;
     - Identifier et analyser les caractéristiques physiques des bâtiments patrimoniaux et équipements associés;
     - Établir des critères menant à la sélection d'immeubles et de sites patrimoniaux voués à être reconnus au niveau fédéral, provincial et/ou municipal;
     - Identifier le potentiel archéologique des établissements les plus caractéristiques en vue de leur protection et d'une éventuelle mise en valeur.

- Des études reliées au réseau de transport de la municipalité de Saint-Valère :
  - Identifier les principales caractéristiques physiques des routes et des ponts à l'aide de relevés appropriés

- Des études reliées aux personnages ayant marqué la municipalité de Saint-Valère

3) **Poursuivre le macro-inventaire du bâti ancien et le mettre à jour**.

4) À la lumière de la présente recherche historique, nous recommandons également la mise sur pied d'un certain nombre d'autres **mesures visant à mieux protéger et à mettre en valeur le patrimoine bâti de la municipalité de Saint-Valère**. Ces mesures représentent des pistes de réflexion qui pourront alimenter les débats pour la réalisation d'autres volets d'étude et de mise en valeur prévus à la suite de ce premier volet. Les recommandations présentées devront être développées dans un prochain rapport.

   - Cartographier les éléments du bâti et autres traces culturelles
   - Traduire la présente recherche en un document accessible au citoyen
   - Créer une banque de photographies anciennes
   - Revoir et créer des circuits patrimoniaux
   - Diffuser l'information sur le patrimoine
   - Accompagner et outiller le citoyen
   - Inciter les propriétaires à mettre en valeur leur bâtiment patrimonial
   - Conserver et mettre en valeur les immeubles publics
   - Se doter d'outils d'urbanisme efficaces

Bibliographie

[s.n.] (1985) : *Si on parlait de nous : 1861-1986, St-Valère, plus de 125 ans d'histoire.* Saint-Valère, Québec : [s.n.], 408 p.

s.n. (1981) : *Procès de Cléophas Lachance trouvé coupable du meurtre d'Odélide Désilets* [microforme]. Lachance, Cléophas, 1859?-1881 accusé. Ottawa : Institut canadien de microreproductions historiques.

[s.n.] (1961?) : *Histoire de la paroisse Saint-Valère d'Arthabaska, 1861-1961*. Québec (Province) : s.n., 258 p.

[s.n.] (1961?) : *Programme souvenir du centenaire de Saint-Valère.* Sherbrooke : La Tribune ltée.

CELAT (1980) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska – Ethnologie.* Arthabaska : MRC d'Arthabaska. Rapport déposé au Ministère des Affaires culturelles, Direction générale du patrimoine, Service des Inventaires.

Giroux, Monique (2010) : *Les Bois-Francs, une volonté de fer.* Québec : Les Éditions GID, 205 p.

Hardy, René, Gamelin, Alain et Carmen Rousseau (1979) : *Publications du Groupe de recherche sur la Mauricie, Université du Québec à Trois-Rivières. Cahier 1 : La Mauricie et les Bois-Francs, chronologie, 1850-1950*, 151 p.

Kessal, Nacer (1996) : *Une nouvelle banlieue dans nos campagnes : cas de Saint-Valère et de Chesterville*. Université Laval, Faculté d'architecture et d'aménagement, Département d'aménagement, Programme interdisciplinaire de maîtrise, aménagement du territoire et développement régional.

MCC (2013) : *Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ)*. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2013) : *Cartographie des sites et zones d'interventions archéologiques du Québec*. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2012) : *Inventaire des lieux de culte du Québec*. Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.lieuxdeculte.qc.ca, consulté en octobre 2012]

MCC (2013) : *Répertoire du patrimoine culturel du Québec (RPCQ).* Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca]

Milot, Jean et Jocelyne Simard (1994) : *Les croix de chemin du Québec : inventaire sélectif et trésor*. Collection Patrimoines. Dossier, 10. Québec, Les publications du Québec.

PARC CANADA (2013) : *Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens.* Gouvernement du Canada. [http://www.historicplaces.ca/]

Pépin, Jean-Pierre-Yves (2004) : *Saint-Valère, 1861-1940, comté d'Arthabaska, paroisse Saint-Valère-de-Bulstrode : 1433 fichiers images*. Longueuil : Éditions historiques et généalogiques Pepin, 1 CD-Rom

Société de généalogie de Victoriaville (2008) : *Répertoire des baptêmes, mariages et sépultures : paroisse de Saint-Valère, comté d'Arthabaska : baptêmes (1861 à 1940), mariages (1861 à 1970), sépultures (1861 à 1940).* Victoriaville : La Société, 264 p.

Société La Haye et Ouellet (1982) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska - Analyse du paysage architectural*. Arthabaska : La Société La Haye-Ouellet, 166 p.

Cartes et plans anciens

1831 Bouchette, Joseph. *To his most Excellent Majesty, King William IV. This topographical map of the districts of Quebec, Three Rivers, St.Francis and Gaspé, Lower Canada : exhibiting the new civil division of the districts into counties pursuant to a recent Act of the provincial legislature; is with his Majesty's gracious and special permission, most humbly and gratefully dedicated by his Majesty's most devoted and loyal Canadian subject.* Londres : James Wyld. BAnQ- 90117.

1867 *Map of the Eastern Townships of Canada : compiled and engraved expressly for the Eastern Townships Gazetteer.* St. Johns : Smith & Co. BAnQ : 107580.

1920 *Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre.* Québec (Province) : s.n. BAnQ-2684630.

1932 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1 : 63 360. 31-I-01, Aston.* Québec Topographique. BAnQ : 2684845.

Sites Internet

Répertoire des municipalités du Québec
http://www.mamrot.gouv.qc.ca

Commission de toponymie du Québec
http://www.toponymie.gouv.qc.ca

Municipalité de Saint-Valère
http://www.msvalere.qc.ca

Statistique Canada – Profil du recensement
http://www12.statcan.ca/

4.15 Sainte-Anne-du-Sault

L'essentiel des données composant cette synthèse sur l'histoire de Sainte-Anne-du-Sault a été acquis à la lecture et l'analyse d'un document généalogique produit par un comité organisateur en 1987 à l'occasion du 100e anniversaire de la municipalité. Cet ouvrage renferme des données inédites qui concernent les conditions de l'arrivée des premiers colons, les premières familles à s'être établies dans la région de Sainte-Anne-du-Sault et l'évolution du cadre religieux, municipal, scolaire et économique. Il comprend également des informations substantielles sur les familles saintanoise et leurs origines.

À cette source d'informations s'ajoute la consultation de divers répertoires renfermant la liste de biens ou sites patrimoniaux ayant une valeur culturelle majeure, tels que le Répertoire du patrimoine culturel du Québec (MCC, 2013), le Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens (Parc Canada, 2013), le Répertoire des lieux de culte du Québec (MCC, 2012) et le Répertoire des croix de chemin (Milot et Simard, 1994), le Répertoire toponymique du Québec (Commission de toponymie du Québec, 2013), l'Inventaire des sites archéologiques du Québec (MCC, 2013), le Répertoire de cartographie numérique du site de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec et divers macro-inventaires mandatés par le ministère des Affaires culturelles et élaborés à compter des années 1980 dont ceux du CÉLAT (1980) et de la Société La Haye et Ouellet (1982). Ces documents ont permis d'établir l'état des connaissances et la valeur patrimoniale déjà inventoriée, reconnue, classée ou simplement répertoriée de certains bâtiments.

4.15.1 Site d'implantation

La municipalité de Sainte-Anne-du-Sault est bornée au nord par la rivière Bécancour qui la parcourt dans un axe est-ouest entre les cantons de Maddington et de Bulstrode. Cette rivière prend sa source dans les Appalaches, près de Thetford Mines, et se jette dans le fleuve Saint-Laurent. Le long de son parcours accidenté, la rivière présente de nombreux méandres et des cascades. Dans sa portion qui traverse Sainte-Anne-du-Sault, en amont des chutes Maddington (il s'agit du « Sault » à l'origine du nom de la municipalité), la rivière se divise en deux bras qui forment une île longue de deux kilomètres autrefois dénommée « Grosse Isle » (île Côté). La rivière du Portage traverse le territoire du sud vers le nord en se déversant à la hauteur d'un Sault. Favorisant l'implantation de moulins à eau, le passage de la rivière Bécancour et de ses nombreux affluents est à l'origine de l'intérêt accordé au territoire saintanois par les premiers colons. Cependant, le cours périlleux de cette même rivière rendait difficiles les traversées d'une rive à l'autre de sorte que différentes paroisses ont vu le jour de part et d'autre de cet axe à la hauteur des chutes, dont Saint-Sylvère, Maddington et Saint-Louis-de-Blandford situés

immédiatement au nord de la municipalité de Sainte-Anne-du-Sault (figure 15.1). Daveluyville correspondait à la portion la plus populeuse du territoire saintanois avant de s'y détacher au début du XXe siècle. Il est à noter que la présence amérindienne est connue de la population sur cette partie de territoire. À l'époque coloniale, des campements étaient installés aux abords du grand Sault lors des portages obligés (Comité organisateur, 1987).



Figure 15.1 – Limites actuelles de la municipalité de Sainte-Anne-du-Sault (Statistique Canada, 2014 : 2439150)

La municipalité se trouve à la limite sud-est de la plaine du Saint-Laurent. Le territoire occupe donc une région à peine vallonnée et bordée au sud-est par les petites collines qui définissent le piémont des Appalaches. L'altitude varie généralement entre 80 et 90 mètres (ANMM). À partir de l'île Côté, le lit de la rivière se trouve particulièrement encaissé avec des dénivellations allant jusqu'à quinze mètres. La présence des chutes Maddington à cet emplacement favorisa l'implantation de moulins et, plus tard, l'implantation d'un réseau d'exploitation hydro-électrique. Avant la création du paysage rural que l'on connaît aujourd'hui, une forêt mature composée de conifères et de feuillus favorables au commerce du bois (notamment le pin, l'érable, le merisier, le hêtre et le tilleul) occupait le territoire, ce qui attira l'œil d'entrepreneurs dans ce domaine. Cette forêt s'est implantée dans un sol principalement composé d'argile et de sable marin favorable à l'agriculture. En quelques endroits, subsistent encore un autre type de vestiges de la mer de Champlain, la tourbière, dont le 6e rang de Bulstrode est le principal héritier.

4.15.2 Familles et personnages

Les premiers colons

Un total de 24 463 acres a été concédé à Patrick Langan, écuyer, époux de Dame Juliana Lagan en 1803, dans le canton de Bulstrode. Malgré cet octroi précoce de terres, l'occupation réelle tarda sur ce territoire. La majorité des terres avait d'abord été octroyée à des miliciens anglais comme Lagnan et bien peu sont venus défricher et occuper leur terre.

Même si Pierre Bruneau, époux d'Élisabeth Lamy, arrive dans le canton de Maddington aussitôt qu'en 1827[12], la vague colonisatrice officielle le long de la rivière Bécancour pour cette partie de territoire ne débuta pas avant les années 1880. Qu'est-il advenu des nouveaux venus durant ces quelque 50 années? Les terres de Maddington et de Sainte-Anne-du-Sault étaient-elles si peu attirantes ou inaccessibles? Les concessions de Patrick Lagan ont-elles été rétrocédées à ce moment tardif de la colonisation des Bois-Francs. En fait, tout porte à croire que de nombreux « squatters » se sont installés sur les terres de Sainte-Anne-du-Sault, c'est-à-dire des familles qui ne disposaient pas de titre de propriété et qui, par la même occasion, n'ont pu être reconnues historiquement parlant. Il faudra attendre la fin des années 1860 pour que certains industriels commencent à s'intéresser à cette région encore en « bois debout ».

Georges Benson Hall et Henry Early Hall établissent en effet d'importants chantiers de coupe dès 1862. James Hodges s'y rend également pour affaire entre 1869 et 1871, possédant des lots dans le canton de Bulstrode. Les familles Bradley et Sharples arrivent quant à elles en 1873, pour s'investir dans l'industrie du tanin et le commerce du bois. Point focal de la localité, les sites de leurs premiers moulins à scie virent s'établir une dizaine de familles au troisième quart du XIXe siècle (Daveluyville). Si les anglophones fourmillent à la tête du domaine industriel, les Canadiens français ne tarderont pas à s'imposer en nombre pour vivre de la présence de ces industries à la fin du XIXe siècle. Par la suite, il semble qu'une véritable vague colonisatrice a pris cours aux environs de 1878 à Sainte-Anne-du-Sault. Des paroissiens de St-Grégoire, de St-Wenceslas et de Bécancour (familles Beaudet, Vigneault et Plourde) sont venus pour y établir leurs garçons dans le 2e rang (Comité organisateur, 1987). Plusieurs lots étaient déjà en culture à cette époque, puisque des squatters s'était approprié des terres pour y établir leur famille alors que le territoire était encore rattaché à diverses paroisses : Ste-Gertrude (1808[13]), St-Louis-de-Blandford (1825[1]), Saint-Valère-de-Bulstrode (1835[1]).

[12] L'arrivée de Pierre Bruneau sur le territoire de Maddington sera suivie quelques années plus tard par celle d'un de ses beaux-frères, d'Emmanuel Lamy et de trois compagnons en provenance de Maskinongé.
[13] Date d'arrivée des premiers colons.

En migrant vers les chantiers de coupe de la fin du XIXe siècle pour y travailler l'hiver, plusieurs jeunes hommes finirent par apprécier cette portion de territoire. Allant se marier dans leur paroisse natale, plusieurs sont revenus à Sainte-Anne-du-Sault pour y faire vivre leur famille et pour cultiver la terre qu'ils avaient défrichée pour le compte d'un « jobber ». C'est ainsi que Philippe Bergeron, alors âgé de 17 ans, accompagné de ses frères Sévéri et Alfred s'installe au 4e rang Ouest[14], que Wilfrid Marcotte alors âgé de 16 ans, s'installe dans le 4e rang Est. Vers la même époque, la famille Plourde, Bourassa et Lamy se sont enquis de lots situés sur ce même rang (Municipalité de Maddington, 2013). Enfin, les pionniers de Bulstrode-Station seraient Maxime Duhaime, Onésime Lefebvre et Évangéliste Levasseur.

En 1890, le curé Cléomène Lafond raconte dans son rapport annuel livré à son évêque les débuts modestes de sa paroisse qui englobe à cette époque le territoire de Saint-Anne-du-Sault, mais aussi celui de Maddington et de Daveluyville. La population d'environ 600 âmes comprend alors 112 familles catholiques. L'ensemble des familles est d'origine canadienne-française à l'exception d'une famille d'origine écossaise (Comité organisateur, 1987).

Personnages importants

Élisabeth Lamy

Habituellement, au temps de la colonie, les médecins se faisaient rares. Sainte-Anne-du-Sault a toutefois bénéficiée de la présence du docteur J.E. Landry qui voyageait périodiquement à travers la plaine en provenance de Bécancour. Ces tournées étaient souvent périlleuses et alors, un beau jour, il invita chez lui Élisabeth Lamy, épouse de Pierre Bruneau afin de lui apprendre à soigner des patients. Pendant près de trois mois, Élisabeth reçut une remarquable formation en soin qu'elle ramena avec elle à la rivière Bécancour. La tradition a gardé en mémoire les qualités de Mme Lamy, sa santé et aussi sa dévotion. Elle assistera ainsi nombre de patients dans les nouvelles colonies de la rivière Bécancour. Lorsque des cas graves de maladies ou d'accidents se présentaient, elle faisait quérir de Dr Landry pendant qu'elle-même s'occupait à soulager le patient (Comité organisateur, 1987 : 30). Plusieurs années plus tard, Zoé Bruneau, petite-fille d'Élisabeth Lamy, est devenue sage-femme à Sainte-Anne-du-Sault et assista à de nombreux accouchements. Les services du médecin résident à la fin du XIXe siècle n'étaient pas accessibles à tous. Certaines familles à très faible revenu et gênées de cette situation faisaient plutôt appel aux services courtois de cette sage-femme.

[14] L'est et l'ouest du 4e rang sont départagés par le passage de la route Hodges.

4.15.3 Faits historiques

Histoire religieuse

Avant l'érection de leur première chapelle, les saintanois devaient se rendre à Gentilly pour obtenir l'assistance d'un prêtre (baptêmes, mariages, sépultures, onction aux malades). C'est en 1873 que le premier missionnaire, en l'occurrence Charles-Théodore Bellemare, curé de Saint-Louis, se rendit pour la première fois sur le territoire du « Sault », tel qu'il était nommé à l'époque. Cette première visite non officielle fut suivie en 1875 par celle dédiée à la préparation des fidèles à la fête de Pâques. À partir d'octobre de cette même année, l'abbé Bellemare vint se consacrer à la mission du Sault régulièrement, soit une fois par mois. Durant cette mission, il semble qu'aucun mariage ne fut célébré et qu'aucune sépulture ne fut inhumée en terre saintanoise. Les actes religieux étaient plutôt prononcés et enregistrés à la paroisse de Saint-Louis. Plus tard, à la suite de la fondation des paroisses environnantes (Saint-Wenceslas, Sainte-Gertrude, Saint-Sylvère, Sainte-Eulalie), les habitants de Sainte-Anne-du-Sault ne se déplaçaient plus seulement vers Saint-Louis afin d'accéder aux services religieux, mais vers le lieu de culte qui leur convenait le plus, la proximité étant un facteur clé dans ce choix.

Durant la mission de l'abbé Bellemare, les habitants du Sault ont organisé une corvée permettant de transformer en chapelle un hangar situé près de l'ancienne manufacture de pulpe, sur le lot 22 du 1er rang de Bulstrode (emplacement du futur village de Daveluyville). C'est dans ce lieu que l'abbé Bellemare a donné ses premiers services. Après son départ de la mission à la fin de l'automne 1875, l'abbé Honoré Julien, nouveau curé de Saint-Louis, viendra donner la messe et autres services de façon régulière. Cependant, il semble se désintéresser de cette mission puisqu'en l'espace de quelques mois, il choisit d'offrir ses services deux fois par année, ne conservant que les visites des fêtes de Pâques et de Noël. Le 20 avril 1879, l'abbé Julien vint donner sa dernière mission. Le territoire du Sault sera ainsi privé de services religieux pour une période de huit années consécutives. La chapelle fut alors abandonnée.

En 1882, des habitants du canton de Maddington envoyaient une requête à Mgr Laflèche, évêque de Trois-Rivières, afin d'établir une paroisse sur leur territoire. Une seconde requête fut envoyée en 1884 à Trois-Rivières, puis une autre en 1885, cette fois à Mgr Elphège Gravel, évêque du nouveau diocèse de Nicolet. Ces requêtes ne furent pas encore entendues, mais la nomination de l'abbé Charles-Édouard Mailhot à la cure de la paroisse de Saint-Louis a permis la reprise de la mission du Sault qui fut menée une fois par mois entre 1887 et 1888. La messe était célébrée chez certains habitants qui acceptaient de transformer leur maison en chapelle pour cette occasion. À la suite de l'érection canonique formulée le 29 juin 1888, les habitants de la nouvelle paroisse de Sainte-Anne-du Sault, nommée ainsi pour honorer Sainte-Anne et aussi pour évoquer la présence du

grand Sault de la rivière Bécancour, recevaient leur premier prêtre résident, le curé Cléomène Lafond. La chapelle du 1er rang de Bulstrode fut alors rénovée et permettra la desserte des offices religieux jusqu'à la construction d'une église. Dans l'attente de la construction du presbytère, le curé Lafond habita une maison prêtée par Adolphe Daveluy situé sur le lot 41-111. Cette maison a d'ailleurs longtemps été le lieu de résidence de Charles-Borromée Lord.

Tableau 15.1 – Missionnaires et curés de Sainte-Anne-du-Sault

Nom	**Année**
Abbé Charles-Théodore Bellemare	1875-1875
Abbé Honoré Julien	1875-1879
Aucun missionnaire durant cette période	1879-1888
Abbé Cléomène Lafond (curé fondateur)	1888-1893
Abbé Georges Béliveau	1893-1896
Abbé Lucien Lavallée	1896-1898
Abbé Alfred Manseau	1898-1905
Abbé Majorique Laperrière	1905-1908
Abbé Rémi Généreux	1908-1916
Abbé Charles-Édouard Provencher	1916-1928
Abbé Alfred Tétreau	1928-1937
Abbé Eugène Autate	1937-1952

En 1889, Mgr Gravel demandait dans une lettre adressée au paroissien d'envisager le déplacement de la chapelle sur la pointe du lot 22 du 1er rang de Bulstrode afin de libérer l'espace pour la construction d'une nouvelle chapelle. Au final, la première chapelle sera déménagée au lot 42-7 et devint une école. Elle fut transformée en maison par la suite et en 1981, elle fut démolie pour faire place au stationnement du Marché Létourneau. De manière inattendue, les paroissiens estimaient qu'il fallait attendre d'acquérir les fonds nécessaires avant d'envisager la construction de leur église et, ainsi, avec l'accord de Mgr Gravel le projet fut repoussé. Pendant ce temps, des discordes sont nées au sujet de l'emplacement de ladite chapelle. Les habitants de Maddington-Falls argumentaient que leur territoire était plus central et plus ancien que les terres de Bulstrode situées de l'autre côté de la rivière. Une division importante survint alors entre les paroissiens des deux rives de la rivière.

Malgré les oppositions, une chapelle de bois (Johny Bergeron, entrepreneur) fut construite en 1893 à l'emplacement initialement visé. Voici la description donnée de ce lieu de culte (Comité organisateur, 1987) : « La chapelle mesure 42 pieds de largeur par 80 pieds de longueur tandis que la sacristie mesure 30 pieds par 25 pieds. Le tout est bâti en bois par Johnny Bergeron au coût de 2 957,89 $. La première cloche, œuvre londonienne fabriquée en 1871, provient de la paroisse de Saint-Léonard-d'Aston. Le

maître-autel ainsi que les deux autels latéraux en bois sculpté, dons de la paroisse de Bécancour, se révèlent être des œuvres d'art d'une grande beauté. »

Le 22 juillet 1894, Adolphe Daveluy, écuyer et marchand, fait don de deux lots à la Fabrique, soit les lots 22 du 1er rang et 23 du 2e rang de Bulstrode, pour la construction d'un presbytère. Plus tard cette même année 1894, il fera également don d'un terrain pour la construction d'un couvent. D'importants travaux sont réalisés au presbytère en 1953. Suivant les plans de l'architecte David Deshaies, le presbytère est alors recouvert de briques identiques à celles de l'église. Le garage attenant au presbytère est, quant à lui, construit en 1973. La grange de la Fabrique est démolie pour l'aménagement d'un stationnement la même année.

Le projet de construction d'une nouvelle église réapparaît au début des années 1900. La population ayant considérablement augmenté sur le territoire de Sainte-Anne-du-Sault, les paroissiens avaient de plus en plus de mal à assister au culte catholique sans être bousculés dans leur pratique. La population globale atteignait effectivement près de 1 500 âmes au tournant du siècle sur le large territoire qu'était Sainte-Anne avant le détachement de Maddington et de Daveluyville. La demande sera réitérée à maintes reprises durant les années 1900. D'après Mgr Brunault, évêque de Nicolet, cette problématique n'était pas suffisante pour envisager la construction d'une nouvelle église avant les années 1920. Ainsi, en 1912, devant l'accroissement de la population, Mgr Brunault accepta seulement le projet d'agrandissement de la chapelle et de la sacristie, ce qui sera réalisé suivant les plans de Louis Caron et le travail de Lauzophe Nault. Cependant, dès 1926, la chapelle aura grand besoin de rénovations. Les réparations envisagées concernaient les fondations, la voûte, le clocher, la couverture, la cheminée, le perron, le revêtement extérieur et l'intérieur du bâtiment, bref, tout était à refaire et un budget éloquent de 40 000 $ était prévu pour la réalisation des travaux. Le contrat sera confié à Henri Levasseur de Victoriaville qui réussira à terminer les travaux pour les fêtes de Pâques de 1928. En 1939, l'œuvre de la Fabrique fera l'acquisition d'un orgue électrique Everett-Orgatron de la maison Lindsay Cie, mais celui-ci sera vendu aux enchères en 1975 après l'acquisition d'un orgue à tuyau Casavant Opus 1428 (1931), des Révérendes Sœurs de la Présentation de Saint-Hyacinthe.

Les mécontentements quant au choix de l'emplacement de la chapelle amenèrent plusieurs paroissiens à cesser leur pratique religieuse pour un temps. Les tensions étaient si fortes que Mgr Gravel commandera la fermeture du lieu de culte afin d'imposer une réflexion aux paroissiens, principalement à ceux qui avaient cessé d'observer les prescriptions religieuses et ceux qui avaient acquis des bancs de manière contraire aux règles canoniques. La période de réflexion fut brève et le curé Georges Béliveau revint rapidement à ses fonctions. À l'automne 1908, l'arrivée du curé Rémi Généreux, calmera

les ardeurs des paroissiens et ceux qui avaient délaissé l'église reprirent leur pratique avec enthousiasme. Comparativement à son prédécesseur, le curé Généreux était « d'une grande bonté » et « d'une intelligence supérieure », selon les anciens (Comité d'organisation, 1987 : 47).

Histoire municipale

Le canton de Bulstrode a été arpenté en 1802. En 1848, Mgr Joseph Signay, archevêque de Québec, érigeait la paroisse de Saint-Louis-de-Blandford en annexant au canton de Blandford une partie des cantons de Maddington (rangs 7 à 11) et de Bulstrode (rang 1 à 6), démembrant par la même occasion la paroisse de Sainte-Gertrude. Avant ces annexions, la paroisse de Saint-Louis-de-Blandford ne comprenait pas la population de 300 âmes requise par la loi des municipalités et chemins du Bas-Canada (1855) pour former par elle-même une municipalité distincte.

Avant sa constitution légale, le territoire de Sainte-Anne-du-Sault était identifié sous la dénomination descriptive « Le Sault ». La population qui y vivait était alors désignée comme les habitants du Sault. L'année 1888 marque l'érection canonique et civile de la municipalité de Sainte-Anne-du-Sault par détachement de Sainte-Gertrude, de Saint-Louis-de-Blandford et de Saint-Valère-de-Bulstrode. Il semble que les archives municipales de Sainte-Anne-du-Sault, incluant alors celles de Maddington et de Daveluyville, aient été détruites par le feu. Un livre de règlements a permis au Comité organisateur du centenaire (1987) de reconstituer les affaires municipales de l'époque coloniale. Les informations historiques proviennent ainsi de ces fragments de papier et de notes qui ont traversé le temps. Il semble que la nouvelle paroisse se peuple rapidement puisqu'elle compte 600 personnes en 1890 puis près de 1400 personnes dix années plus tard. Au début du XXe siècle, les municipalités de Daveluyville (1901) et de Maddington Falls (1902) se détachent de Sainte-Anne-du-Sault pour devenir deux municipalités autonomes.

Tableau 15.2 – Les maires de Sainte-Anne-du-Sault

Nom	**Année**	**Nom**	**Année**
Adolphe Daveluy	1889-1891	Hector Houle	1908
Luc Hélie	1891	Narcisse Babineau	1909
J.F. Esnouf	1892-1901	Joseph Gaillardtez	1910
Sévéry Bergeron	1901-1903; 1923-1930	Arthur Fréchette	1911
Joseph Cadotte	1903-1905	Joseph Morissette	1912-1915
J.-N. Blanchet	1905-1907	Wilfrid Piette	1915-1919
Onésiphore Beauchesne	1907	Édouard Plourde	1919-1923; 1935-1943

Bulstrode-Station voit un bureau de poste s'ouvrir en 1892. Cette localité qui connut un essor notable prendra le nom de Defoy en 1935. En 1915, Mgr Brunault annonce des remaniements territoriaux pour faciliter l'accès à l'église paroissiale. C'est ainsi que le 25 mars 1916, Sainte-Anne-du-Sault verra se détacher les lots no 6 à 10 du 1er rang, les lots 11 à 16 du 2e rang et le lot 141 du 3e rang de Bulstrode en faveur de la création de la nouvelle paroisse de Saint-Raphaël-d'Aston.

L'histoire scolaire

Avant la création de la commission scolaire Sainte-Anne-du-Sault, le territoire de la municipalité actuelle était rattaché à la commission scolaire de la paroisse de Saint-Louis-de-Blandford. La première commission scolaire de Sainte-Anne-du-Sault est née en 1889 peu de temps après la création de la nouvelle paroisse, mais avant 1893, il semble que l'éducation des enfants se donnait à la chapelle. Par la suite, quatre arrondissements permettaient de desservir les besoins en éducation sur le grand territoire et à ces arrondissements était rattachée une école (voir la carte topographique de 1944 pour plus de détails). Ces écoles disposées dans les rangs de la paroisse étaient tenues par des institutrices. Les parents négligeaient souvent, semble-t-il, d'y amener leurs enfants.

École du 2e rang. La première école du territoire de Sainte-Anne-du-Sault a été bâtie en 1887 dans le 2e rang, sur le lot 20 du cadastre officiel de l'augmentation de Bulstrode, sur une terre donnée par Philippe Richard, près du chemin de front (Comité organisateur, 1987 : 85). À l'époque de la construction de cette première école, l'arrondissement était donc rattaché à la commission scolaire de la paroisse de Saint-Louis-de-Blandford. Le contrat de construction de cette école mentionne qu'elle était faite de planches de pruche et d'épinette blanche assemblées pièces sur pièces recouvertes de bardeaux de pin ou de cèdre de première qualité. Éloïse Brassard, institutrice à l'école du rang 2 de l'augmentation de Bulstrode avant 1900.

En 1917, les lots 26 à 28 ont été acquis par Nazaire Plourde pour la construction d'une école. Cette dernière a été érigée par Ernest Deshaies de Lemieux. Comme une partie de cette école sera rattachée plus tard à Saint-Raphaël-d'Aston, les biens de cette école ont été partagés lors de sa fermeture puis celle-ci a été déménagée au 200 de la 2e rue de Daveluyville et habitée par la famille Gaston Hébert.

École Defoy. La date de construction de la toute première école Defoy située au 6e rang de Bulstrode est inconnue. Néanmoins, selon certains registres, une école existait sur le lot 244 en 1899. Fait anodin, la maison de Johnny Blais se trouvant derrière l'école fut échangée, par contrat, contre une maison d'école au début du XXe siècle. La nouvelle école fut par la suite déménagée en 1901 par Luc Hélie sur un terrain acheté de Grégoire

Beaudet au lot 244-45 du 6e rang. Plus tard, en 1920, cette école à une classe sera divisée en deux classes afin d'accueillir davantage d'élèves. En 1935, un terrain est acheté de J. N. Blanchette en vue d'y construire une nouvelle école. Le contrat de construction est donné à Donat Laroche. La vieille école de 1920 fut achetée par Narcisse Beaumier. Arthur Piché y habita jusqu'en 1974 et par la suite elle sera à la propriété de Jean-Guy Fleurent. L'école de 1935 ne comprenait qu'une seule grande classe qui a été divisée en deux classes en 1943. Elle fermera ses portes en 1960 alors que les élèves sont transportés au village de Daveluyville. Cette école occupe toujours son emplacement d'origine sur le 6e rang de Bulstrode.

Tableau 15.3 – Les premières écoles de Sainte-Anne-du-Sault

Nom	**Période d'utilisation**	**Emplacement**	**Notes historiques**
École du 2e rang (école de l'arrondissement 4 de Saint-Louis).	1887-1917 1917-?	À l'origine, située au lot 20 du 2e rang de l'augmentation de Bulstrode.	Construite par Oliva Goupille.
Deuxième école du 2e rang	1917- 1958? 1958-auj.	À l'origine, située sur les lots 26, 27-28. Déménagée au 200 de la 2e rue de Daveluyville.	Construite par Ernest Deshaies de Lemieux. Convertie en résidence privée dans les années 1960 (famille Hébert).
École DeFoy	Vers 1899-1935 1935-auj.	6e rang de Bulstrode	Déménagée sur un lot différent du 6e rang par son nouveau propriétaire, Narcisse Beaumier.
Deuxième école DeFoy	1935-1960 1960-auj.	6e rang de Bulstrode	Construite par Donat Laroche. Convertie en résidence privée dans les années 1960 (Famille Gentes).
École du 4e rang Ouest	1902-1936 1936-?	Partie du lot 211, 4e rang Ouest de Bulstrode.	Construite par Antoine Blais.
Deuxième école du 4e rang Ouest (école Sacré-Cœur)	1936-1958 1958-auj.	À l'origine, située sur le chemin du 4e rang Ouest de Bulstrode. Déménagée au coin de la 2e rue et du 2e rang de Daveluyville.	Construite par Arthur Morin. Convertie en résidence privée dans les années 1960 (Famille Vigneault).
École du 4e rang Est	1903-1936 1936-?	Partie du lot 23 et 24 du 4e rang de Bulstrode.	Construite par Antoine Blais. Convertie en résidence privée dans les années 1930 (Famille Aubin).
Deuxième école du 4e rang Est	1936-vers 1958 1958-1980	Lot 153 du 4e rang Est.	Construite par Donat Laroche. Propriétaire privé inconnu. Démolie.

École du 4e rang Ouest (Sacré-Cœur). En 1895, Ferdinand Dupont souhaite voir une école dans le 4e rang Ouest en raison de la présence de 13 enfants d'âge scolaire. La première école du 4e rang prendra alors place dans sa maison jusqu'en 1902 lorsqu'un terrain est acheté d'Honoré Chamberland et qu'une école neuve y sera construite (Antoine Blais, entrepreneur). Celle-ci demeurera en usage jusqu'en 1936 alors que son état vétuste exigeait son remplacement. Un terrain d'Ubald Provencher fut ainsi acheté pour y construire une école plus grande et moderne (Arthur Morin, entrepreneur). La vieille école fut quant à elle achetée par Wellie Crochetière. L'école du 4e rang Ouest fermera ses portes en 1958 et deux années plus tard, elle sera achetée par André Maheu qui la déménagera au village de Daveluyville, au coin de la 2e rue et du 2e rang. La famille Claude Vigneault y habitera pendant de nombreuses années après l'avoir réaménagée en maison.

École du 4e rang Est. En 1903, une parcelle de terre est achetée de Hippolyte Poirier (demi du lot 24) et de Hector Houle (lot 23-24) afin d'y construire une école. Antoine Blais en sera l'entrepreneur. En 1936, Donat Laroche bâtira une nouvelle école sur un terrain acquis de Donat Houle, sur le lot 153 (échange de terrain entre la Commission scolaire et Donat Houle). Donat Aubin sera acquéreur de l'ancienne école et la déménagera (emplacement inconnu). En 1944, l'école du 4e rang Est sera divisée en deux classes pour répondre à la demande grandissante. Lorsqu'elle fermera ses portes à la fin des années 1950, elle sera vendue (acquéreur inconnu). Elle fut démolie vers 1980.

Alors qu'auparavant l'éducation était dispensée par des institutrices qui enseignaient tous les niveaux d'étude de la 1ere année à la 6e année, entre 1910 et 1953, un couvent a été construit au village de Daveluyville où l'enseignement aux filles devait être prodigué par les religieuses de la communauté des Sœurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge. De nombreux élèves de la paroisse de Sainte-Anne-du-Sault y ont été instruits. Ce couvent deviendra l'école primaire centrale de Notre-Dame-de-l'Assomption et lorsque les écoles de rang fermeront définitivement en 1958, tous les enfants de Sainte-Anne-du-Sault y seront transportés. L'instruction sera dorénavant assumée par des instituteurs laïques.

Entre 1956 et 1964, l'école Sainte-Anne dispensa les cours des jeunes santanois de la 7e à la 11e année. Après la fondation de la Commission scolaire régionale des Bois-Francs, en 1964, l'école Sainte-Anne située à Daveluyville dispensa les niveaux I et II du secondaire seulement. Depuis les années 1980, les cinq niveaux du secondaire sont dispensés à l'école Sainte-Anne sous la direction de la Commission scolaire Prince-Daveluy. Les élèves de Sainte-Anne-du-Sault y reçoivent leur éducation secondaire, ce qui évitera le transport des jeunes vers Victoriaville.

Histoire économique et industrielle

Le commerce du bois constituera le premier moteur de l'économie de Sainte-Anne-du-Sault et ce, dès 1862 avec la migration des grands chantiers de Georges Benson Hall et de Henry Early Hall dans les townships de Maddington, de Bulstrode et de Blandford. Les Hall possédaient une suite de lots le long de la rivière Bécancour et parvenaient ainsi à déplacer l'ensemble des billots de leur chantier jusqu'à leur scierie de Bécancour grâce à la drave réalisée dans la rivière Bécancour. Avec l'arrivée du chemin de fer du grand Tronc puis de l'Intercolonial, l'amélioration des voies de communication terrestres et la gestion du pouvoir hydraulique, la transformation et le commerce du bois prendront une proportion presque démesurée. À l'époque des grands chantiers, les produits de l'érable, les petits fruits à cueillir et le gibier et le poisson répondaient à l'essentiel des besoins de subsistance des premiers colons. Des provisions de farine, de sucre et de sel étaient obtenues en échange des surplus. Plus tard, l'économie des habitants de Sainte-Anne-du-Sault sera alimentée principalement par les produits dérivés de l'agriculture et le développement de petits commerces et services.

L'industrie du tanin

L'économie de Sainte-Anne-du-Sault a toujours été concentrée autour de l'industrie du bois (sciage et transformation) et du textile, mais la première véritable industrie à voir le jour dans cette municipalité est celle du tanin. En 1873, la compagnie du tanin opérait sous le nom de *The Canada Tanning Extract Limited*. Elle avait un siège social à Montréal et une place d'affaires dans le township de Bulstrode. Les entrepreneurs Bradley et Sharples y ont pratiqué le commerce du bois et de l'écorce et manufacturé le tanin[15] qui servait à transformer les peaux en cuir. Cette compagnie a acheté de David Aikman, un capitaliste anglais, une vaste étendue de terre en bois debout qui comprenait les lots 19 à 28 de Bulstrode et ainsi les rangs 1 à 6 de Sainte-Anne-du-Sault. Placée au cœur d'une immense pépinière composée surtout de pruches, la compagnie exploite, même à excès, ces grandes étendues de forêts. Le 20 juillet 1874, la compagnie du tanin achète de François-Hyacinthe Saint-Germain, homme d'affaires important et maire de la municipalité de Saint-Louis-de-Blandford, le pouvoir de l'eau de la rivière et une partie des lots 8, 9, 10, 11, 12 et 13 dans le 11e rang de Maddington (Comité organisateur, 1987 : 173), ce qui lui permettait d'exploiter le pouvoir hydraulique pour le flottage du bois et d'installer un barrage à la pointe de l'île afin de contraindre les billots à descendre par le petit bras de la rivière Bécancour (embranchement ouest). Les billots pouvaient ainsi être recueillis directement à leur manufacture construite sur le lot 23 de Bulstrode

[15] Ce produit a la propriété principale de rendre imputrescibles les peaux animales.

(Daveluyville). L'exploitation du bois pour la production de tanin était vouée à l'exportation. La manufacture cessa ses activités en 1877.

L'industrie du bois de coupe

L'économie de Sainte-Anne-du-Sault et de Daveluyville, au XIXe siècle, se caractérise par l'ouverture de nombreux chantiers de coupe de bois. Dès 1862, Georges Benson Hall et de Henry Early Hall implantent leurs chantiers de coupe dans les townships de Maddington, de Bulstrode et de Blandford. Les Hall possédaient de nombreux lots le long de la rivière Bécancour et ils parvenaient à déplacer l'ensemble des billots de leur chantier jusqu'à leur scierie de Bécancour par voie d'eau (drave). À compter de 1877, après le départ de la compagnie *The Canada Tanning Extract Limited*, le commerce du bois s'implanta sur une base encore plus importante. La construction de moulins à scie à proximité des cours d'eau permettait de collecter l'eau qui actionnait les grandes roues à aubes ou bien les turbines. Lorsque le pouvoir de l'eau n'était pas suffisant, la vapeur était employée pour faire fonctionner le moulin avant que ne survienne l'invention des moteurs à l'huile.

Éd. Calvin Goodhue, marchand d'écorce de Danville, devint propriétaire d'une bonne partie du canton de Bulstrode vers 1880. En 1887, il voit à la construction d'un moulin à scie sur pilier sur le lot 20 du 2e rang de l'augmentation de Bulstrode, sur la marge de la rivière du Portage. Avec sa cour à bois dont l'emprise comprenait le chemin de fer du Grand Tronc et les deux stations à Bulstrode, le chargement et l'exportation de son produit étaient grandement facilités. Les installations de la cour à bois et des hangars de la compagnie du tanin (1873-1877) lui auraient été particulièrement utiles (Comité organisateur, 1987 : 151). Un barrage maintenait le niveau de l'eau servant à actionner la roue à aubes du moulin. La cour à bois des Goodhue à Bulstrode Station servait uniquement à préparer le bois de pulpe. Les billes de bois franc étaient plutôt dravées sur la rivière du Portage et acheminées de la cour à bois vers le moulin du 2e rang. À ce moulin, les Goodhue se consacraient à la préparation du bois de charpente et des dormants de chemin de fer qui étaient expédiés par train. Ils se spécialisent aussi dans la fabrication de mât de navires qui exigeait « un billot de 35 à 40 pieds de longueur, sain et très droit dont le cœur seulement est utilisé » (Comité organisateur, 1987 : 155). Enfin, une partie du bois était destinée à l'exportation via la drave sur la rivière Bécancour. En 1900, il s'avère qu'Éd. Calvin « connaît de mauvaises affaires » et toutes ses possessions passeront aux mains de D.-Éphrem Bruneau. En 1901, Jean-Baptiste Plourde en deviendra le nouveau propriétaire et l'opérateur jusqu'au début de la Première Guerre. Il commercera plus intensément avec les cultivateurs. La nouvelle station de chemin de fer

de l'Intercolonial établie près de la traverse à niveau de 2e rang favorisera la distribution de ses produits.

Un deuxième moulin à scie était situé, au début des années 1900, sur le lot 1 du 2e rang de l'augmentation de Bulstrode, presque en face du moulin J.B. Plourde. À la propriété de Émery Beauchesne, ce moulin à scie comprenait aussi une moulange et fut en opération que peu de temps.

En 1888, Johnny Trudel acheta plusieurs terrains du 5e rang de Bulstrode à la propriété d'Éd. Calvin Goodhue. Sur le lot 246, il construisit et opéra un moulin à bardeau dans lequel il a installé aussi une moulange. À la suite du grand feu de 1908 à Daveluyville et de la diminution notable du bois de pulpe et de l'écorce, Johnny s'aventura davantage dans la transformation du bois de charpente afin de satisfaire à cette demande grandissante et, pour ce faire, il construisit un moulin à scie actionné par un engin à vapeur. L'entreprise sera reprise par les descendants Trudel pendant quatre générations, de père en fils (Donat Trudel, fils en 1912; Lucien Trudel en 1934; Louis-Arthur en 1974). Ce moulin est-il toujours en action et à la propriété des Trudel? Il sera intéressant de poursuivre les recherches à ce sujet.

Quelques autres entrepreneurs s'aventurèrent dans l'exploitation de chantier de coupe. Narcisse Babineau, résidant dans le 6e rang à Bulstrode-Station, fut un entrepreneur et un commerçant de bois important vers les 1880. Vers 1912, les frères Télésphone et Léopold Massé construisent un moulin à scie à Bulstrode Station, sur le lot 325, qui fut en opération quelques années seulement.

Ainsi, de-ci de-là sur le territoire, des entrepreneurs ouvrent des chantiers de pulpe et de coupe. Ces derniers alimentent en grande partie la cour à bois des Goodhue à Bulstrode Station ainsi que les nombreux moulins à scie établis à travers le territoire.

Les fromageries

Très tôt dans l'histoire coloniale apparaissent les fromageries et beurreries qui répondent à la demande de l'industrie laitière. La présence de cheptels composés de bovins laitiers de race Holstein et de Ayrshire fera de Daveluyville et de Sainte-Anne-du-Sault une région prospère dans ce domaine.

En 1904, une donation est enregistrée entre Trefflé Marcotte, cultivateur, et Alexandre Cadotte, fromager concernant le lot 216 du 4e rang Est. Cette donation a été réalisée dans le but de favoriser la construction et la mise en opération d'une fromagerie « dans

l'intérêt des habitants de la paroisse de Sainte-Anne ». Il n'y a pas encore de bâtiment sur la terre au moment de la donation. En 1909, J. Napoléon Blanchet acquiert, par dotation en paiement, la propriété d'Alexandre Cadotte et il la vend la même année à Trefflé Marcotte. De 1930 à 1933, cette fromagerie est gérée par Rolland Beauchemin, fromager. À compter de 1934, Ovila Laroche, industriel, en devient propriétaire, ferme la fromagerie et déplace l'équipement et la machinerie au village de Daveluyville dans l'intention d'y opérer la fromagerie (voir fromagerie-beurrerie du village de Daveluyville).

La fromagerie de Bulstrode-Station (lot 326) a connu plusieurs propriétaires durant sa courte vie, à commencer par Léo-Paul Marcotte, cultivateur de Bulstrode, qui vend en 1909 un terrain avec fromagerie à Arsème Houle, fromager de Saint-Rosaire. En 1914, un échange est réalisé entre Arsème Houle et Eugène Fournier, boucher, mais la même année ce dernier vend à Uldéric Beaudoin, boucher. C'est alors que sans plus tarder Eugène Fournier récupère le commerce par rétrocession et procède à un échange avec Alphonse Lupien, fromager. En 1916, Alphonse Lupien réalise un échange avec Omer Lupien, fromager. Enfin, la fromagerie est vendue et fermée en 1917.

Les premiers commerces (magasin général)

Les marchands étaient nombreux à l'époque coloniale. Bulstrode-Station (Defoy) est rapidement devenu un point névralgique pour la communauté de Sainte-Anne-du-Sault. C'est à cet emplacement (lot 246) qu'a été implanté le magasin général J. Napoléon. Blanchet, repris de O.C. Roberge. Une épicerie à la propriété d'Alfred Duhaime deviendra le magasin général à deux étages de Ludger Labbé (emplacement de la croix de chemin à Defoy). La monographie désigne également Ernest et Alain Duhaime comme marchands à Defoy. Ailleurs à Sainte-Anne-du-Sault, plusieurs autres magasins de moindre importance ont desservi les besoins de la population grandissante sans précision quant à l'emplacement de leur magasin : Mme Omer Pépin, Henri Rochefort, Réal Mercier, Germain Gadbois, Alfonse Soucy, Arthur Soucy, Alain Houle, Robert Piché, Maurice Crochetière, Yvon Crochetière, Gilles Nolet, Ronald Pépin, Jean-Yves Trudel, Léopold Lachapelle, Yvan Gadbois et Gilles Ouellet (Comité organisateur, 1987 : 169).

Autres commerces et services

Un hôtel d'hébergement tenu par Johnny Trudel était en fonction avant 1900. Il s'agissait en fait d'une maison à plusieurs chambres située à Bulstrode-Station (Defoy) et offrant l'hébergement surtout aux voyageurs qui débarquaient du Grand Tronc.

Parallèlement, de nombreux restaurants ont vu le jour à Defoy et ailleurs à Sainte-Anne-du-Sault : Augustin Tourigny, Georges Depont, Paul-Émile Gaudet, Germain Gadbois, Donat Houle, Gilles Desjardins, René Houle, Raymond et Claudette Gauthier (Comité organisateur, 1987 : 166). Il serait intéressant de connaître leur période de mise en service.

Tableau 15.4 – Les anciens commerces de Sainte-Anne-du-Sault

Commerce	**Propriétaire**	**Localisation**
Boutique de charrons	Oscar Lemire	À définir
Boutique de forge	Albert Prince, Eddy Saint-Pierre, Louis-Paul Picher, Armand Bourassa	Defoy
Boulangerie	Alfred Duhaime, Delphis Sicard, Jean-Jacques Trudel	À définir
Salon du barbier	Pierre Sicard, Arthur Piché, Lucien Noël	Defoy
Boutique du charretier	Alfred Duhaime, Oscar Gentes	À définir
Garage	Jos Constant, Mario Gaudet	Defoy

D'autres métiers et professions se sont également illustrés, dont ceux d'artisans, de coiffeuse pour dames, vendeur de tissus et de vêtements, de sage-femme ou de médecin. Enfin, divers ateliers ont pris racine en territoire saintanois : confection de boîtes à beurre, de liqueurs, de portes et châssis, de matelas et sculpture (Comité organisateur, 1987 : 163). Notons cependant que ces métiers et professions ont migré ou perdu leur attrait au fur et à mesure que s'implantait un milieu plus urbanisé et industriel à Daveluyville.

Événements marquants

Plusieurs cours d'eau portent le nom de personnalités qui ont marqué l'histoire de la municipalité, notamment : cours d'eau Mayrand, Joseph Beaudet, Trefflé Blais, Théo Crochetière, Luc Pellerin, Nazaire Plourde, Zéphirin Blais, Victor Doucet, Trefflé Marcotte, Lévis Beaudet, Cyriac Dupont, Philippe Richard, Raphaël Labonté, Francis Désilets, Philippe Morissette et Philippe Bergeron.

4.15.4 Routes et chemins anciens

Les premiers chemins de la colonie

La population augmentait à chaque année à l'époque coloniale, tant par l'arrivée de nouvelles familles que par le nombre important de naissances locales. Cependant, les habitants se trouvaient toujours isolés en raison des chemins peu carrossables. En fait, la grande difficulté de communication avec les vieilles paroisses demeurait le problème

majeur dans les communautés naissantes. Les pères de famille se trouvaient obligés de voyager à pied, en raquette ou à dos de cheval pour se procurer certaines denrées comme de la farine, des graines, du sel et du sucre ou pour faire moudre l'avoine et le blé qu'ils avaient semé et récolté.

La route Hodges constituera le premier axe routier de la municipalité de Saint-Anne-du Sault. Il a probablement été aménagé à la fin des années 1860 pour les besoins des chantiers de coupe. Son tracé traverse une tourbière qui rendait son entretien désespérant à chaque année, à l'exception de la portion qui traversa le village de Daveluyville. Quant aux chemins des 1er et 2e rangs, ils ont été homologués selon le procès-verbal de David Bergeron en 1874. Les chemins des 3e et 4e rangs suivront quelques années après. Aucun autre chemin ne se développera à Sainte-Anne-du-Sault durant la période historique. En 1950, la route Sir Wilfrid Laurier traverse dorénavant la municipalité de Sainte-Anne-du-Sault (A-20-Route transcanadienne actuelle).

Les ponts de la rivière Bécancour

L'importance de la rivière Bécancour pour l'occupation du territoire de Sainte-Anne-du-Sault est une réalité millénaire. Bien avant la colonisation canadienne-française de cette région arthabaskienne, les Amérindiens (Abénaquis) empruntaient son cours pour se déplacer d'un lieu d'exploitation à un autre. Au début du XIXe siècle, l'emprise de la rivière était de beaucoup plus large qu'à l'heure actuelle et tant les colons que les autochtones traversaient le cours d'eau en petite embarcation.

Déjà en 1880, le tracé de route traversant la rivière Bécancour entre le lot 12E de Maddington (vieille traverse) et les lots 22 et 23 de Bulstrode, était homologué par le Conseil. Un pont devait ainsi relier l'île de Henry Early Hall (Grosse Île ou île Côté) à la rive sud (figure 5.4) sur le petit chenal pendant la saison estivale; ce pont devait être retiré durant la saison froide. Ephrem Goupille a été nommé responsable de la construction du pont, tandis qu'Honoré Provencher devait aménager les côtes conduisant à la traverse. Un an à peine après la fin des travaux, les eaux printanières avaient emporté le pont[16]. Ephrem Goupille dut reconstruire à ses frais, n'ayant pas respecté la hauteur exigée dans le procès-verbal (Comité organisateur, 1987). De nombreux responsables se sont vus confier les traverses des deux chenaux de la rivière Bécancour, dont Pierre Langelier (1875); Jean Goupille, fils (1876); Isaac Gagnon (1881); Earshaw Bradley (1886); Oliva Goupil (1886); Moïse Crochetière (1887).

[16] Il n'était pas rare au début de la colonie de voir des ponts emportés par les crues. **En 1912, la crue des eaux printanières occasionnait un débordement si important que le pont public de la rivière du Portage avait cédé sous la pression.**

À compter de 1890, un pont était construit par la compagnie Stevenson au-dessus des chutes de Maddington (figure 5.6). De par la nature de sa structure métallique (contrastant avec le bois qui était la ressource traditionnellement employée), ce pont fut dénommé « le pont de fer ». Le nouveau pont érigé amène l'aménagement d'une nouvelle route pour se rendre à la continuation du 11e rang (figure 5.5). En 1953, un pont aurait été construit par le propriétaire de l'île grâce à une subvention obtenue pour cette réalisation. Un peu plus tard, en 1960, le ministre des Travaux publics était enfin disposé à reconstruire le pont sur la rivière Bécancour entre Daveluyville et Maddington (pont actuel). La municipalité cède alors au Gouvernement du Québec le pont hasardeux qui traversait déjà les chutes de Maddington. Elle s'engageait ainsi à obtenir les terrains requis pour l'aménagement d'un nouveau pont et de ses approches. Comme le pont du chemin de fer a été construit vers 1894, une traversée permanente pour les piétons et les carrosses devait donc avoir été construite quelque part entre cette date et 1920. Du même coup, des liens avec Daveluyville se sont développés avantageusement.

Les chemins de fer

En 1864, le chemin de fer du Grand Tronc traverse le territoire lors de son parcours vers Québec. La Compagnie aménage une station portant le nom de BulstrodeStation, avec deux voies d'accès, immédiatement au sud du village de Daveluyville près de l'intersection de la route Hodges et des 5e et 6e rangs de Bulstrode. La présence de cette station de chemin de fer a sans aucun doute favorisé l'essor de la région grâce à l'exportation des produits du bois, l'implantation industrielle et manufacturière et, certainement, la venue de nouveaux colons en provenance de Québec. D'ailleurs, un village se formera autour de cette « attraction ». En 1935, Bulstrode-Station devient Defoy en l'honneur du colonel DeFoy. L'abandon du train au profit des camions à compter de 1960 a occasionné la fermeture du chemin de fer du Grand Tronc puis la démolition partielle des rails qui traversent le territoire.

Vers 1893-1894, la *Cie Drummond County Railways (C.D.C.R.)* a terminé la construction de la voie ferrée qui traverse le canton de Bulstrode et de Maddington et démarra ses opérations. Une station fut construite à Sainte-Anne-du-Sault (Daveluyville) sur le lot 41-10 du 1er rang près des ponts de la rivière Bécancour. Cette voie ferroviaire avait officieusement pris le nom de « chemin de fer des Mitchell » pour la population locale. En novembre 1899, la C.D.C.R. est vendue au chemin de fer colonial qui, plus tard, fusionne pour devenir les Chemins de fer nationaux du Canada (CN). Une voie de desserte
est construite jusqu'à la hauteur des moulins (figure 15.5). La gare est détruite lors de l'incendie de 1908. Le site de la reconstruction de la station se situa à Daveluyville, malgré la demande des habitants de Maddington. Une voie de desserte à Maddington,

appelée la voie d'évitement « Gagnon » ou Station Levergne, sera aménagée pour accommoder, disait-on, les paroissiens des 15e et 16e rangs (Comité organisateur, 1987).

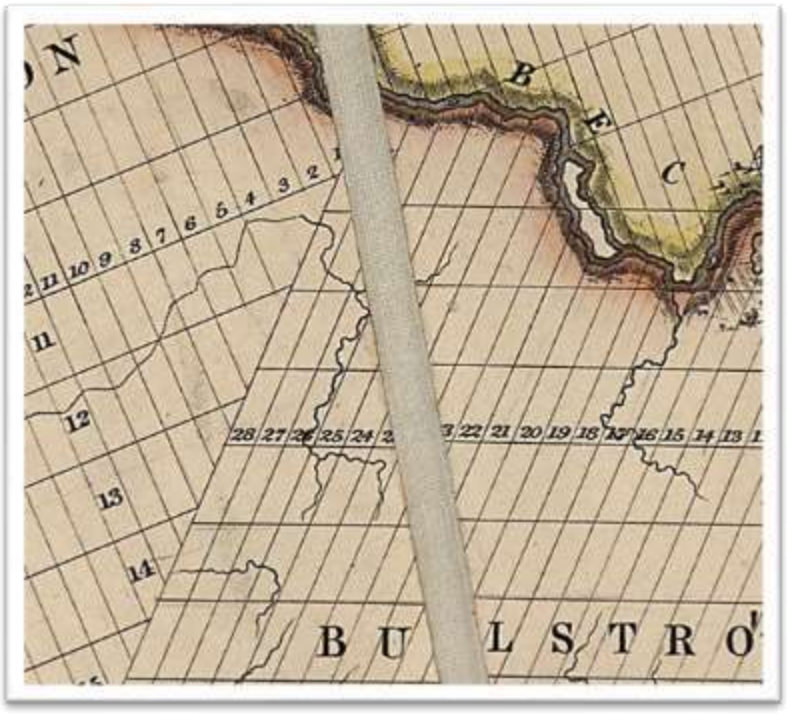

Figure 15.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117), illustrant le territoire de Sainte-Anne-du-Sault.

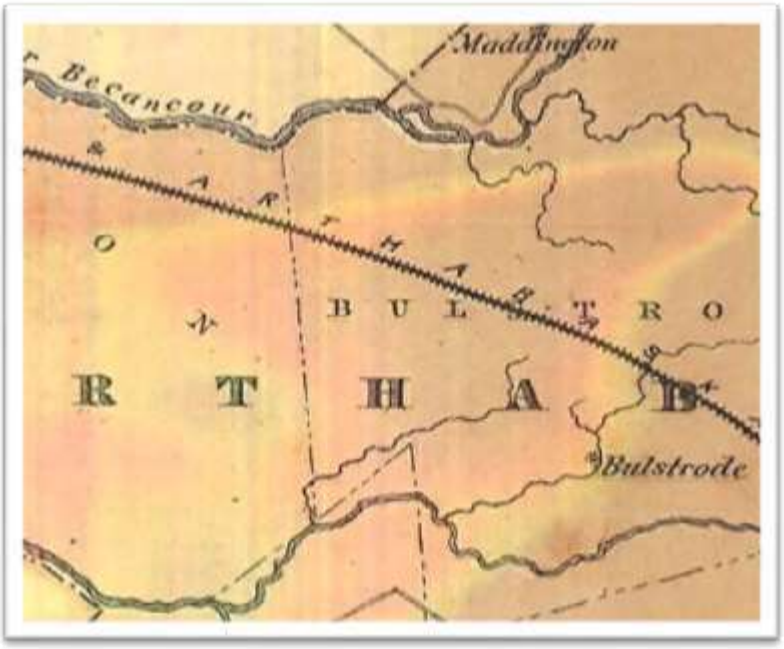

Figure 15.3 – Extrait d'une carte des *Eastern Townships*, 1867 (BAnQ : 107580), illustrant le territoire de Sainte-Anne-du-Sault.

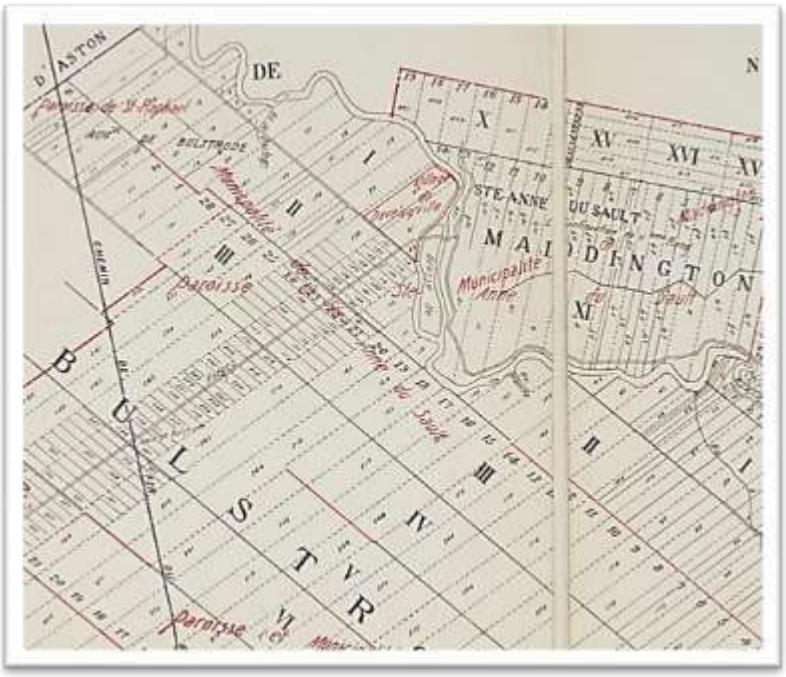

Figure 15.4 – Extrait de la Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre, 1920 (BAnQ : 2684630), illustrant le territoire de Sainte-Anne-du-Sault.



Figure 15.5 – Extrait de la Carte topographique 31I/01, 1944 (BAnQ : 2670191), illustrant le territoire de Sainte-Anne-du-Sault

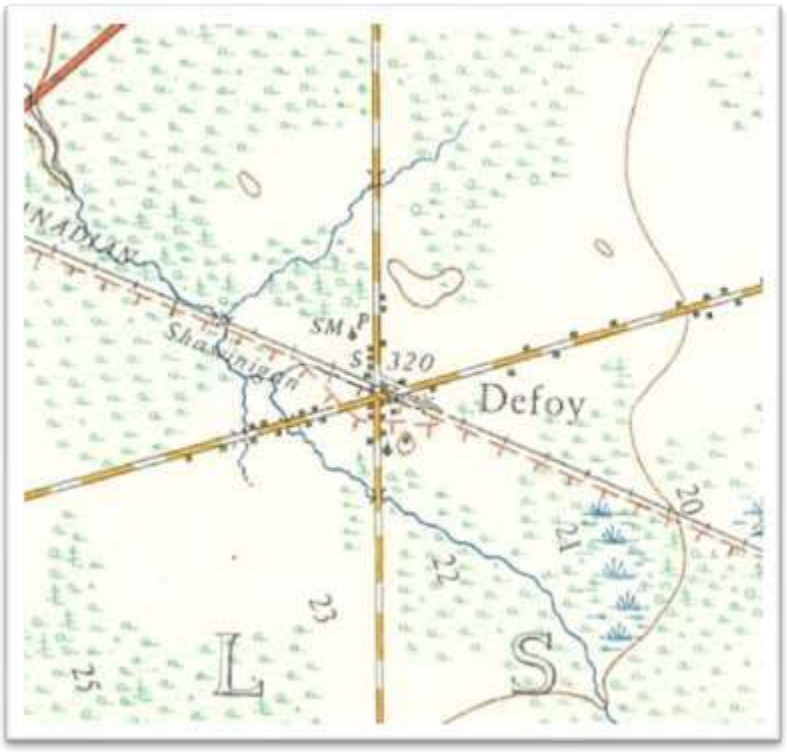

Figure 15.6 – Extrait de la Carte topographique 31I/01, 1944 (BAnQ : 2670191), illustrant le hameau de Defoy (Bulstrode-Station).

Les noyaux de peuplement

Les 2e, 3e et 4e de Bulstrode sont des lieux d'occupation historique et de nombreuses bâtisses y sont répertoriées en 1944 (figure 15.5). En plus de cette occupation rurale, à l'intersection de la route Hodges et du chemin du 6e rang s'est implanté le hameau de Defoy, autrefois connu sous le nom de Bulstrode-Station en raison de la station du chemin de fer qui y était aménagée. La voie ferrée coupe ainsi l'intersection transversalement. À cet emplacement s'est développé un centre économique où se réunirent une gare, un hôtel, des commerces de même que quelques habitations.

4.15.5 Patrimoine bâti

La municipalité de Sainte-Anne-du-Sault actuelle correspond à un type d'organisation spatiale rural traditionnel. Avant son détachement, le village de Daveluyville situé au croisement de la route Hodges et du 2e rang constituait le centre économique et cultuel de la municipalité de paroisse de Sainte-Anne-du-Sault. La municipalité actuelle se caractérise ainsi par l'absence d'un lieu de culte sur son propre territoire. La paroisse de Sainte-Anne-du-Sault a toujours desservi la population dispersée sur le territoire de

Sainte-Anne-du-Sault, Daveluyville et Maddington. Des commerces ont bénéficié de la concentration de la population implantée autour de la gare de Bulstrode Station à partir des années 1870 et 1880.

À ce jour, aucun lieu ni bâtiment n'est classé, désigné, cité, inventorié par les différentes instances gouvernementale ou municipale. Quatre bâtiments ont été répertoriés dans une étude réalisée par La Société La Haye et Ouellet dans les années 1980 (figure 15.7).

Il n'a pas été possible d'identifier des bâtiments patrimoniaux encore debout lors de notre étude. La rareté des informations souligne une des lacunes des documents de sources secondaires pour une analyse exhaustive du bâti. Une seule croix de chemin (tableau 15.5) a été identifiée par le CÉLAT (1980) et Milot et Simard (1994).

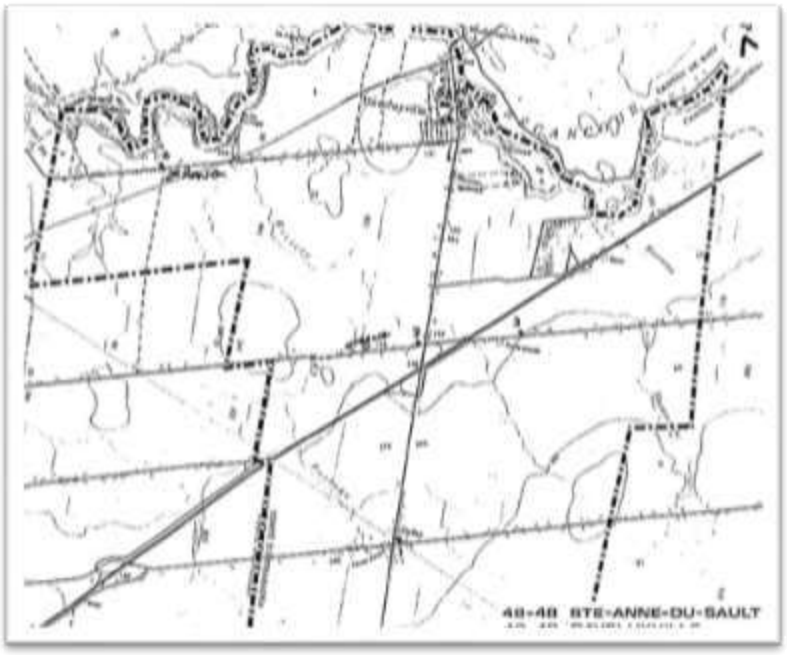

Figure 15.7 – Carte de La Haye et Ouellet, 1982, représentant les bâtiments patrimoniaux d'intérêt.

L'inventaire du patrimoine bâti de Sainte-Anne-du-Sault devra donc être complété lors d'un autre volet de la recherche grâce notamment à l'étude du rôle d'évaluation, l'analyse comparative des cartes anciennes, la consultation d'archives, la visite au terrain et la communication avec des personnes-ressources (notamment les ainés de la municipalité). Ces données pourront constituer le point de départ d'un macro-inventaire et d'une cartographie du patrimoine bâti.

Tableau 15.5 – Croix de chemin répertoriée à Sainte-Anne-du-Sault

Dénomination	No civique	Type de chemin	Nom du chemin	Origine
Croix Yvon Beaudoin	1645	chemin	6e rang	Entre 1910-1920

4.15.6 Conclusion

Synthèse de l'histoire coloniale

Le canton de Bulstrode (1802) a bénéficié du passage de la rivière Bécancour à sa limite nord. Cet axe de circulation a favorisé un va-et-vient intermittent dans la région en bois debout. Une fois reconnue, elle a assuré un pouvoir hydraulique pour l'implantation de moulins et d'une station hydro-électrique.

La municipalité de Sainte-Anne-du-Sault a officiellement été peuplée en 1863 par des Anglais investis dans le commerce du bois et du tanin. La migration canadienne-française se fera plutôt au troisième quart du XXe siècle. Les colons en provenance des vieilles paroisses situées le long du fleuve se sont alors établis le long de la route Hodges afin d'accéder aux chantiers de coupe et aux terres cultivables pour y installer leur famille. La vague colonisatrice perçue dans les registres fonciers à compter des années 1880 correspond probablement, pour une bonne part, à des propriétés acquises par les squatters à la suite de l'application de la nouvelle législation émise par le gouvernement du Bas-Canada pour répondre au problème des occupants sans titre de propriété.

Avant les années 1900, le territoire de Sainte-Anne-du-Sault et de Daveluyville formait avec Maddington une seule entité municipale. Tant au niveau religieux, social et économique, ils ont évolué en complémentarité, le premier y développant un milieu rural caractéristique (déboisement, mise en culture, implantation de maison de ferme), le deuxième un milieu cultuel, urbain, industriel et commercial unique.

C'est à Daveluyville que s'est implantée l'institution religieuse catholique qui servira aux besoins de l'ensemble des occupants du canton de Bulstrode. Le premier missionnaire visitait la communauté naissante dès 1873, mais il faudra attendre 1888 pour voir le premier prêtre résident, également fondateur de la paroisse de Sainte-Anne-du-Sault. Au tournant du XXe siècle, la municipalité de Sainte-Anne-du-Sault se composera de plus de 1 500 âmes et la population mitigée par l'emplacement du lieu de culte forcera la création des nouvelles paroisses de Maddington et de Daveluyville.

Ainsi les moulins à scie deviendront un moteur économique majeur et un des principaux employeurs de la municipalité grandissante. Le développement manufacturier et

industriel a tiré profit du passage du chemin de fer du Grand Tronc situé au 6e rang de Bulstrode (Defoy) et plus tard de l'Intercolonial situé au 2e rang (Daveluyville). L'augmentation rapide de la population villageoise de Daveluyville favorisera plus tard l'ouverture de plusieurs commerces, des industries artisanales ainsi que de différents établissements scolaires dont les habitants du territoire essentiellement rural et agricole de Sainte-Anne-du-Sault ont pu bénéficier.

Recommandations

Nous avons abordé l'étude de l'habitat rural ancien en identifiant les différentes phases du peuplement, en identifiant les aspects matériels de la culture qui pourraient subsister du développement initial de Sainte-Anne-du-Sault et enfin, en documentant le développement des principaux réseaux de communication. Chacun des aspects abordés dans ce chapitre a ainsi contribué à expliquer divers phénomènes reliés à l'histoire sociale, économique, culturelle et religieuse de ce territoire, dont la présence de certains bâtiments que l'occupation ininterrompue a permis de conserver.

L'inventaire préparé dans ce chapitre est à l'état préliminaire. Il constitue un outil de référence pour faciliter l'identification plus formelle du patrimoine à la grandeur de la municipalité. La création d'un inventaire exhaustif grâce à l'étude des cartes, des titres de propriété et de l'analyse architecturale au terrain permettra de mener plus loin les efforts de préservation et de mise en valeur du patrimoine saintanois. Nous proposons ici diverses avenues pouvant mener à une meilleure compréhension du patrimoine bâti :

1) **Choisir des thèmes d'interprétation en fonction de l'impact que les phénomènes sociaux, économiques et culturels ont eu sur la vie des habitants du territoire.** En fait, certains thèmes ont marqué l'ensemble de la MRC alors que d'autres sont plus spécifiques à la municipalité. Ainsi, l'occupation initiale de Sainte-Anne-du-Sault par l'implantation de l'industrie du tanin et de nombreuses scieries assurera une présence précoce sur le territoire. En revanche, l'occupation coloniale officielle moins précaire est plus tardive, survenant dans les années 1880. De plus, le développement de Sainte-Anne-du-Sault est intimement lié au développement paroissial et municipal de Daveluyville.

2) **Pousser plus avant la recherche documentaire en fonction des choix thématiques.** Le processus de mise en valeur des thèmes patrimoniaux choisis devra tenir compte du potentiel qu'ils présentent en regard des richesses historiques, archéologiques et documentaires qu'ils recèlent. Pour un thème donné, par exemple l'exploitation forestière et l'opération de moulins à scie le long de la rivière Bécancour, il sera important de connaître en profondeur

l'ensemble du phénomène, les différentes phases de son développement et les acteurs principaux, ce qui permettra d'identifier les installations ou les sites les plus représentatifs et les plus susceptibles d'offrir des avenues de mise en valeur ainsi que des facilités de recherches, d'accessibilité, d'aménagement, etc. Parmi les études à réaliser, nous recommandons :

- Des études reliées au patrimoine bâti et au paysage culturel de la municipalité de Sainte-Anne-du-Sault :
  - Documenter à l'aide d'archives pertinentes les moulins à scie, mais aussi les installations agricoles, les zones de culture et d'élevage et autres petites industries qui ont marqué l'économie historique de Sainte-Anne-du-Sault de façon à faire ressortir les variantes locales;
  - Mieux documenter les écoles de rang et les commerces qui ont servi la communauté coloniale;
  - Documenter, à l'aide de la réalisation d'une chaîne de titre, les diverses propriétés privées répertoriées au rôle d'évaluation;
  - Établir des critères menant à la sélection d'immeubles et de sites patrimoniaux voués à être reconnus au niveau fédéral, provincial et/ou municipal;
  - Identifier et analyser les caractéristiques physiques des bâtiments patrimoniaux et équipements associés qui méritent cet intérêt légal;
  - Identifier le potentiel archéologique des établissements les plus caractéristiques en vue de leur protection et d'une éventuelle mise en valeur archéologique;
  - Définir et détailler les lieux culturels et les paysages significatifs.

- Des études reliées au réseau de transport de la municipalité de Sainte-Anne-du-Sault :
  - Identifier les principales caractéristiques physiques des routes pionnières et des ponts à l'aide de relevés appropriés;
  - Situer et décrire l'emplacement de la gare Bulstrode Station.

- Des études reliées aux personnages ayant marqué la municipalité de Sainte-Anne-du-Sault :
  - Définir des personnages significatifs et retracer leur vie.

3) **Poursuivre le macro-inventaire du bâti ancien et le mettre à jour**.

4) À la lumière de la présente recherche historique, nous recommandons également la mise sur pied d'un certain nombre d'autres **mesures visant à mieux protéger**

et à mettre en valeur le patrimoine bâti de la municipalité de Sainte-Anne-du-Sault. Ces mesures représentent des pistes de réflexion qui pourront alimenter les débats pour la réalisation d'autres volets d'étude et de mise en valeur prévus à la suite de ce premier volet. Les recommandations présentées devront être développées dans un prochain rapport.

- Créer une banque de photographies anciennes
- Revoir et créer des circuits patrimoniaux
- Diffuser l'information sur le patrimoine
- Accompagner et outiller le citoyen
- Inciter les propriétaires à mettre en valeur leur bâtiment patrimonial
- Conserver et mettre en valeur les immeubles publics
- Se doter d'outils d'urbanisme efficaces

Bibliographie

[s.n.] (1960?) : *Inventaire économique et industriel. Municipalité : Daveluyville, Weddington et Ste-Anne-du-Sault, comté : Arthabaska [Québec]* : ministère de l'Industrie et du Commerce, Commissariat industriel.

CELAT (1980) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska – Ethnologie.* Arthabaska : MRC d'Arthabaska. Rapport déposé au Ministère des Affaires culturelles, Direction générale du patrimoine, Service des Inventaires.

Comité organisateur du centenaire de Sainte-Anne-du-Sault (1987?) : *La Paroisse de Sainte-Anne-du-Sault, 1888-1988.* Sainte-Anne-du-Sault : Paroisse de Sainte-Anne-du-Sault, 546 p.

Hardy, René, Gamelin, Alain et Carmen Rousseau (1979) : *Publications du Groupe de recherche sur la Mauricie, Université du Québec à Trois-Rivières. Cahier 1 : La Mauricie et les Bois-Francs, chronologie, 1850-1950*, 151 p.

MCC (2013) : *Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ)*. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2013) : *Cartographie des sites et zones d'interventions archéologiques du Québec*. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2012) : *Inventaire des lieux de culte du Québec.* Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.lieuxdeculte.qc.ca, consulté en octobre 2012]

MCC (2013) : *Répertoire du patrimoine culturel du Québec (RPCQ).* Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca]

Milot, Jean et Jocelyne Simard (1994) : *Les croix de chemin du Québec : inventaire sélectif et trésor*. Collection Patrimoines. Dossier, 10. Québec, Les publications du Québec.

PARC CANADA (2013) : *Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens.* Gouvernement du Canada. [http://www.historicplaces.ca/]

Pépin, Jean-Pierre-Yves (2005) : *Sainte-Séraphine, 1914-1940 et Daveluyville, 1880-1940, comté d'Arthabaska, paroisses Sainte-Séraphine et Sainte-Anne-du-Sault : 1344 fichiers-images.* Longueuil : Éditions historiques et généalogiques Pepin, 1 CD-Rom.

Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville (2011) : *Répertoire des baptêmes, mariages et sépultures, paroisse de Ste-Anne-du-Sault, Daveluyville, QC : baptêmes, 1888-1940, mariages, 1888-1970, sépultures, 1888-1940.* Victoriaville : Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville, 169 p.

Société La Haye et Ouellet (1982) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska - Analyse du paysage architectural*. Arthabaska : La Société La Haye-Ouellet, 166 p.

Whan, Éric (1996) : *Improper Property: Squatters and the Idea of property in the Eastern Townships of Lower Canada, 1838-1866.* Thèse présentée à la Faculté d'étude et de recherche de l'Université McGill.

Cartes et plans anciens

1831 Bouchette, Joseph. *To his most Excellent Majesty, King William IV. This topographical map of the districts of Quebec, Three Rivers, St.Francis and Gaspé, Lower Canada : exhibiting the new civil division of the districts into counties pursuant to a recent Act of the provincial legislature; is with his Majesty's gracious and special permission, most humbly and gratefully dedicated by his Majesty's most devoted and loyal Canadian subject.* Londres : James Wyld. BAnQ- 90117.

1867 *Map of the Eastern Townships of Canada : compiled and engraved expressly for the Eastern Townships Gazetteer.* St. Johns : Smith & Co. BAnQ : 107580.

1920 *Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre.* Québec (Province) : s.n. BAnQ-2684630.

1944 Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:50 000. 31-I-01, Aston. Québec Topographique. BAnQ : 2670191.

Sites Internet

Répertoire des municipalités du Québec
http://www.mamrot.gouv.qc.ca

Commission de toponymie du Québec
http://www.toponymie.gouv.qc.ca/

Municipalité de Sainte-Anne-du-Sault
http://municipalite.sainte-anne-du-sault.qc.ca/

Statistique Canada – Profil du recensement
http://www12.statcan.ca/

4.16 Sainte-Clotilde-de-Horton

L'essentiel des données concernant l'histoire de Sainte-Clotilde-de-Horton a été acquis à la lecture et l'analyse de deux documents généalogiques, l'un produit à l'occasion du 125e anniversaire de la municipalité (Municipalité de Sainte-Clotilde, 1997), l'autre produit pour apporter un complément à l'histoire coloniale qui était généralement racontée (Rousseau, 1997). Le premier document regroupe des données d'archives sur les conditions de l'arrivée des premiers colons entre les deux rivières, les premières familles à s'être établies et l'évolution du cadre municipal, religieux et économique. Il renferme également quantité de données sur les familles qui ont habité Sainte-Clotilde. Le second document renferme principalement des informations inédites sur l'occupation du rang Saint-Léopold et de ses premiers défricheurs.

À ces sources d'informations s'ajoute la consultation de divers répertoires renfermant la liste de biens ou sites patrimoniaux ayant une valeur culturelle majeure, telle que le Répertoire du patrimoine culturel du Québec (MCC, 2013), le Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens (Parc Canada, 2013), le Répertoire des lieux de culte du Québec (MCC, 2012) et le Répertoire des croix de chemin (Simard et Milot, 1995), le Répertoire toponymique du Québec (Commission de toponymie du Québec, 2013), l'Inventaire des sites archéologiques du Québec (MCC, 2013), le Répertoire de cartographie numérique du site de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec et divers macro-inventaires mandatés par le ministère des Affaires culturelles et élaborés à compter des années 1980 dont ceux du CÉLAT (1980) et de la Société La Haye et Ouellet (1982). Ces documents ont permis d'établir l'état des connaissances et la valeur patrimoniale déjà inventoriée, reconnue, classée ou simplement répertoriée de certains bâtiments.

4.16.1 Site d'implantation

Au début de l'histoire de la municipalité, au premier quart du XIXe siècle, le territoire qui deviendra la paroisse de Sainte-Clotilde est formé sur les terres des cantons de Horton et de Simpson, auquel s'ajoutera une partie du canton de Warwick et de Wendover. La municipalité se développera ainsi dans la portion ouest de la MRC d'Arthabaska, enserrée des municipalités de Saint-Samuel, Notre-Dame-du-Bon-Conseil, Saint-Lucien et Saint-Albert (figure 16.1).

Trois cours d'eau d'importance traversent ce territoire. D'abord, les rivières Nicolet et Nicolet sud-ouest occupent le territoire de Sainte-Clotilde en se rapprochant l'une de l'autre à la hauteur du futur village; à cet emplacement, quelque 500 mètres les séparent. Elles poursuivent leur course vers le Saint-Laurent, ne devenant qu'une seule entité, la

rivière Nicolet, à Nicolet. Quant à la rivière Bulstrode, elle chemine depuis la hauteur des Appalaches pour se jeter dans la rivière Nicolet à l'extrémité nord de la municipalité, faisant figure de frontière avec la municipalité voisine de Saint-Samuel.

La présence de ces rivières de même que les nombreux ruisseaux qui les alimentent ont joué un rôle prédominant dans la fondation de la paroisse de Sainte-Clotilde. Non seulement les rivières ont permis d'accéder à ce territoire situé aux confins des basses terres, mais elles ont aussi favorisé l'implantation de moulins grâce au pouvoir hydraulique de même que la pratique de l'agriculture grâce à la fertilité des sols et à la possibilité d'y développer un vaste réseau d'irrigation.



Figure 16.1 – Limites actuelles de la municipalité de Sainte-Clotilde-de-Horton (Statistique Canada, 2014 : 2439117).

La municipalité appartient à l'unité physiogéographique des basses-terres du Saint-Laurent dont la surface du sol fertile demeure encore faiblement accidentée. Elle présente ainsi une topographie relativement plane, mais légèrement ondulée, interrompue par endroit par des ravins et des talus de terrasses creusés dans des matériaux sableux, avec des altitudes variant entre 80 et 120 mètres (ANMM). La surface du sol correspond à une épaisse couche de sable, vestige de la mer de Champlain et de ses paléoplages. Des niveaux d'argile se présentent aussi en surface par endroit et sous le niveau de sable. Ce sol est parsemé de petits cailloux de forme arrondie. La fertilité des sols est donc inégales à Sainte-Clotilde selon que l'on se situe sur des argiles ou du sable.

Le territoire présentait lors de la période coloniale des zones forestières d'intérêt, générant des bois durs et mous de qualité (pin, érable, bouleau). Enclavée au sein des vallées de la rivière Nicolet, la municipalité bénéficie également d'un microclimat probablement favorable à l'installation d'espèces ligneuses adaptées à des conditions plus douces, comme le hêtre. L'agriculture a pu être pratiquée sur de grandes surfaces, mais avec certaines difficultés liées à la présence de dépressions dans le sol (tourbières) et dont la récurrence est liée à la faible déclivité des nombreux terrains argileux qui entrave l'écoulement des eaux de surface (Héroux, 1996). Ajoutons à cela la présence de sols sableux qui, à la différence des terres argileuses, doivent être abondamment fertilisés pour produire un rendement agricole continu année après année.

4.16.2 Familles et personnages

Les premiers colons

Comme dans la majorité des cantons de l'arrière-pays, les premiers colons à s'établir dans la localité de Sainte-Clotilde étaient des « squatters ». Tel que l'atteste l'absence de leur nom au registre des immeubles associé à la propriété foncière, ces gens s'installaient sur des terres dont ils n'avaient pas la possession légale. Ils défrichaient alors les lots appartenant à des compagnies ou à des marchands dont la plupart sont d'origine anglaise et qui exploitent cette main-d'œuvre en pratiquant le commerce du bois (tableau 16.1). Plusieurs années pouvaient passer avant que les premiers défricheurs ne deviennent les véritables propriétaires des lots qu'ils avaient commencé à sarcler et, souvent, à fort prix.

Les documents d'archives nous apprennent que Pierre Landry accompagné de sa femme, Élizabeth Baker, et ses trois enfants, représente la première famille à s'établir dans la région clotildoise dès 1825 (Municipalité de Sainte-Clotilde-de-Horton, 1997). Des neuf arpents que Pierre Landry avait défrichés avant son décès prématuré, aucun ne lui appartenait légalement, ce qui explique pourquoi son nom n'apparaît pas parmi les premiers propriétaires terriens. Il décède par noyade au printemps 1828. À sa mort, il laisse quatre enfants et sa femme enceinte. Sa maison occupait le onzième rang (lot numéro 6), du côté sud de la rivière Nicolet sud-ouest. La même année, en 1825, Joseph Dubuque arrive au lot 19 b, à un emplacement qui sera plus tard appelé la mission Saint-Léopold. C'est lui d'ailleurs qui concèdera le terrain de la chapelle-école située au centre des habitations de l'époque. Enfin, toujours avant la fin des années 1830, l'arrivée de Jean-Vincent Dubé, qui se maria avec la veuve de Pierre Landry, permettra de poursuivre l'occupation du 11e rang et de la maison Landry. M. Dubé érigera une deuxième maison quelques années plus tard au 7e lot du 12e rang.

Tableau 16.1 – Les premiers propriétaires terriens de Sainte-Clotilde-de-Horton

Rang	Lot	Propriétaire	Année	Rang	Lot	Propriétaire	Année
5	2, 5, 6, 7 moitié SE	Pierre Romain	1840	6	8 moitié NW	Louis Therrien	1844
5	9, 10 et parties de 11, 12 et 13	John B. Monk	1840	4	10-12 moitiés SE	François Roy	1845
6	9, 10,11	John B. Monk	1840	1	3, 4, 5, 6	Joseph Leblanc	1846
2	11	Paul Roger	1844	2	3, 4, 5	Antoine Bazin	1846
3	10	Nathaniel Long	1844	2	6, 7, 8, 9	Isaïe Boudreault	1846
3	11	Alexandre Saint-Pierre	1844	3	3	Antoine Bazin	1846
3	9 moitié SE	Andrew Dickson	1844	3	4, 5, 6, 7	Marinne Hew, veuve de Pierre Bazin	1846
4	10 moitié NW	Étienne Denis	1844	4	3, 4, 5, 6	Louis Théodore Besserer	1846
4	11 moitié NW	Pierre Chevalier	1844	4	8 moitié NW	Michel Couture	1846
4	7 moitié NW	Jean-Baptiste Montigny	1844	5	3	François Vidal	1846
4	7 moitié SE	François Mingay	1844	6	4 moitié SE	Pierre Jourdain	1846
4	8 moitié SE	André Drolet	1844	2,3	12 à 15	Thomas A. Stayer	1853
4	9 moitié NW	Joseph Combre	1844	6	12 à 15	Thomas A. Stayer	1853
4	9 moitié SE	François Cholet	1844	6	2	Louis Champagne	1865
5	4	Peter Bohr	1844	4	2	Antoine Lambert	1868
5	7 moitié NW	William Tower	1844	2	16	Uldéric Poirier	1870
5	8 moitié NW	Olivier Gagnier	1844	3	2	Antoine Lambert	1871
6	3 moitié SE	Paul Gagnon	1844	1	9	Camille Gélinas	1872
6	3 moitié SE	André Gauvreau	1844	3	8	Gonzague Hébert	1872
6	4 moitié NW	Ignace Labranche	1844	3	19 moitié NE	Télesphore Martin	1872
6	5 moitié NW	Jean-Baptiste Guilbert	1844	6	16	Guillaume Désilets	1872
6	5 moitié SE	Joseph Potdevin	1844	6	17	Joseph Beauchemin	1872
6	6 moitié NW	Joseph Foisy	1844	3	18	Thomas Martin	1874
6	6 moitié SE	Jean-Baptiste Martin	1844	1	10	Joseph Boucher	1877
6	7 moitié NW	François Gauthier	1844	1	A	Les Rep. Lég. Jean St-Cyr	1881
6	7 moitié SE	Jean-Baptiste Hianveux	1844	3	19 moitié SW	Arsène Héroux	1888
6	8 moitié NW	Pierre Trudelle	1844	6	D	Olivier Gélinas	1889
6	8 moitié SE	Pierre Giguère	1844	2	22 moitié SW	Isaïe Babineau	1890

S'il est possible d'affirmer que les Landry représentent les colons-colonisateurs du territoire, les Gélinas sont reconnus comme les colons fondateurs. L'arrivée d'Augustin Gélinas en 1829 en provenance de Yamachiche aura en effet déclenché le mouvement de colonisation officiel de la future paroisse. Les lots situés sur les rives de la rivière Nicolet et entre les deux rivières qu'il reçut du juge J. R. Vallières, favoriseront l'établissement de ses nombreux enfants. Le quatrième de ses onze enfants a d'ailleurs été baptisé à Saint-Félix-de-Kingsey durant l'année de son arrivée, le canton de Horton n'ayant pas encore de prêtre résident à cette époque. Joseph Bouchette en 1831 (figure 16.2) relate déjà les terres cultivées et les maisons bâties entre les deux rivières.

Trois noyaux de peuplement se définiront ainsi dès le début de la colonisation. Dans le canton de Simpson, sur les rives de la branche sud-ouest de la rivière Nicolet, s'installent les familles Landry et Dubé et puis, en 1854, les Désilet. Dans ce même secteur, à la hauteur du dixième rang, s'installent, en 1871, les familles Dubuc et Provencher. Ces premiers occupants ont bénéficié de la présence du chemin des « Townships » (dont nous parlerons plus loin) pour se déplacer. Dans le canton de Horton, le long de la rivière Nicolet et entre les deux rivières, ce seront les Gélinas qui se tailleront une place de choix à l'emplacement qui deviendra le village. Enfin, le long du rang Saint-Léopold, les Dubuque marqueront le territoire en favorisant l'édification d'un lieu de culte et la venue d'autres colons.

À compter de 1868, le mouvement de colonisation est véritablement lancé (Hardy *et al*. 1979 : 18). La future paroisse accueillera les familles Lemire, Champagne, Lambert, Boucher, Hébert, Dupont, Lecompte, René, Rousseau, Joyal, Bourgeois et Therrien, entre autres. Les descendants des premiers colons s'attarderont également à défricher les terres encore en bois debout de leur terre natale.

Origine des familles

Les Canadiens français, bien installés dans les seigneuries prolifiques situées en bordure du Saint-Laurent, commencent à se trouver à l'étroit sur ces terres déjà surpeuplées au début du XIXe siècle. La division et l'arpentage des cantons de même que la création de routes de pénétration inviteront certaines familles à entreprendre un voyage vers le sud. Il n'est donc pas surprenant de voir arriver les premiers colons en provenance de régions comme Trois-Rivières, Nicolet, Saint-Grégoire, Saint-Zériphin, Saint-Célestin et Yamachiche entre autres (Municipalité de Sainte-Clotilde-de-Horton, 1997). Plus tard arriveront des colons originaires des paroisses voisines, Notre-Dame-du-Bon-Conseil, Saint-Cyrille-de-Wendover, Drummondville, Saint-Léonard d'Aston, Sainte-Eulalie, Saint-Célestin, Warwick et même de Sainte-Élizabeth, Saint-Lucien et Sainte-Séraphine,

là où les conditions de vie étaient trop laborieuses pour certains. Les familles catholiques francophones sont donc majoritaires sur ce territoire. Une seule famille irlandaise, les Sweeney, est reconnue dans la paroisse au début de la colonisation de la région.

4.16.3 Faits historiques

Histoire religieuse

Durant les premières années de la colonie, entre 1830 et 1859, la future paroisse Sainte-Clotilde n'a pas de prêtre résident. Le Révérend Hubert Robson célèbre la première messe dans la maison de la veuve Pierre Landry [Élizabeth Baker] qui est située dans le canton de Simpson. Le territoire est par la suite régulièrement desservi par les curés en provenance de Saint-Félix-de-Kingsey à la mission Saint-Léopold pour laquelle est envisagé, à ce moment, un projet de paroisse. Une chapelle est érigée vers 1840 sur le 10e rang, sur un terrain à la propriété de Joseph Dubuque. Après 1870, la chapelle servira d'école de rang, jusqu'en 1900, année de sa démolition (Municipalité de Sainte-Clotilde-de-Horton, 1997 : 48).

Tableau 16.2 – Les missionnaires et curés de Sainte-Clotilde-de-Horton

Nom	**Année**
Abbé Gédéon Béliveau	1868-1874
Abbé Damase Fortin	1874-1879
Abbé Napoléon Deshayes St-Cyr	1879-1890
Abbé Edmond Poulin de Courval	1890-1905
Abbé Arsène Longval	1905-1921
Abbé Arthur Leblanc	1921-1933
Abbé Adélard Desmarais	1933-1949

Ce sera l'abbé Calixte Marquis, curé de Saint-Célestin et missionnaire dans le canton de Horton de 1859 à 1861 qui favorisera, à la demande des habitants, la création de la paroisse. En 1860, Olivier Gélinas donnera deux terrains à la paroisse, tous deux situés dans le lot no 5 inscrit au cadastre, un premier qui deviendra le site d'une petite chapelle (1861), d'une grande chapelle (1869) et plus tard de l'église (1904), et un deuxième à l'usage et au profit exclusif du curé qui desservira la future paroisse et où sera érigé le premier presbytère (1869), puis le second (1904).

C'est donc peu de temps avant la fin de la construction du presbytère, en 1868 qu'arrive en terre clotildoise, le révérend Gédéon Béliveau, premier prêtre résident de la paroisse. La paroisse compte à cette époque 323 habitants. Le premier conseil de fabrique verra le jour quelques années plus tard, en 1872, avec l'élection des trois premiers marguillers.

En 1901, la paroisse compte déjà 1200 habitants et la grande chapelle est devenue trop petite pour contenir l'ensemble de la population. L'église de pierre est alors construite presque en face de la grande chapelle. Plus tard cette même année, le presbytère est détruit par un incendie, et il sera reconstruit immédiatement, aux côtés de l'église.

En 1939, les Pères du Sacré-Cœur s'établissent dans le rang de la Rivière Est, sur la ferme abandonnée d'Alexandre Martel. Ils y restaurent la maison et une chapelle est construite à l'arrière. Cette demeure sera d'abord un noviciat et un nombre important de jeunes y recevront une formation religieuse. Elle deviendra par la suite un véritable monastère où grand nombre de fidèles y viendront pour prier.

Le domaine est vendu aux Frères de l'Instruction chrétienne en 1953, lesquels ouvriront un postulat sous le nom de « Notre-Dame de la Chesnaie ». En 1955, les Frères de l'Instruction chrétienne construisent un nouveau postulat à proximité du premier. Celui-ci sera béni le 5 octobre 1958 alors que le 25 décembre de la même année, un incendie détruit complètement le noviciat qu'ils venaient d'acquérir des Pères du Sacré-Cœur. Le nouveau noviciat de Frères de l'Instruction chrétienne reprendra le nom de Notre-Dame de la Chesnaie et poursuivra sa mission jusqu'en 1969, moment où il sera vendu au gouvernement pour devenir la « Maison Sainte-Clotilde », un centre de réadaptation pour handicapés intellectuels. En 1988, un grave incendie amène la mort de neuf résidents et la fermeture définitive du centre. Depuis, le bâtiment est laissé à l'abandon.

Histoire municipale

Comme il a été possible de le voir précédemment, les premiers colons arrivent en territoire clotildois bien avant la proclamation du canton de Horton (1840). Ce canton a probablement tardé à être reconnu en raison de l'exigüité et l'irrégularité de ses frontières. Cela étant dit, les cantons situés plus au nord et à l'ouest étaient occupés depuis déjà quelques décennies, ce qui a favorisé la colonisation rapide de ce canton reclus.

La formation de la municipalité de paroisse a pu être réalisée en 1864 grâce à la cession d'une partie des territoires de Saint-Valère-de-Bulstrode, de Warwick, de Grantham et de Wendover-et-Simpson. La paroisse a quant à elle fait l'objet d'une érection canonique en 1870 et d'une érection civile en 1880 (Hardy *et al.* 1979 : 5).

La dénomination choisie, Sainte-Clotilde (nom abrégé courant), célèbre la mémoire de Sainte Clotilde, reine des Francs (vers 475-545), fille de Chilpéric, roi des Burgondes. Déjà en 1863, Stanislas Drapeau, relate la création de la nouvelle paroisse composée de

« 350 habitants canadiens-français, sauf un ». Il orthographie le nom de la paroisse sans le « h », une erreur qui se glissera donc plus tardivement dans l'ensemble des textes et actes notariés de la municipalité et qui perdurera un peu plus de cent ans!

Dès 1880, des modifications au territoire sont proposées par des francs tenanciers de Saint-Samuel qui souhaiteraient voir leur terre annexée à la paroisse de Sainte-Clotilde. Acceptant le démembrement, le conseil face à des oppositions qui, quelques douze ans plus tard mèneront vers la rétrocession du territoire annexé. Une autre requête lancée en 1880 demandait l'annexion d'une partie des cantons de Simpson et de Wendover à la paroisse de Sainte-Clotilde en raison des distances séparant ces territoires des lieux de culte. Cette annexion a été acceptée. Enfin, en 1915, c'est une partie du dixième rang du canton de Warwick, paroisse de Sainte-Séraphine, qui sera annexée.

Au fil des années, deux foyers d'occupations se démarqueront de part et d'autre de la rivière Nicolet, le village actuel de Sainte-Clotilde et le hameau de Saint-Jacques. La municipalité de Saint-Jacques-de-Horton a ainsi été détachée de la municipalité de Sainte-Clotilde-de-Horton en 1948, au profit de ses citoyens qui refusaient de payer les taxes dites abusives réclamées par la municipalité mère. D'une superficie d'environ 35 km², la survie de cette municipalité ne durera qu'un temps, puisqu'elle se rattachera à Sainte-Clotilde en 1997, au même moment où fusionneront les territoires de la paroisse de Sainte-Clotilde-de-Horton et du village du même nom.

Histoire scolaire

Le rapport du surintendant de l'instruction publique qui date des années 1872-1873 et 1876 et 1877, mentionne qu'il y a trois arrondissements dans la municipalité et que chacun comprenait une école. Une moyenne de 47 enfants fréquentait ces écoles, mais ce nombre variait d'une année à l'autre. À titre d'exemple, l'école no 2 en 1876-1877 n'était pas ouverte en raison du peu d'élèves en âge de la fréquenter.

Il faudra attendre jusqu'en 1938 pour lire de nouvelles informations grâce aux procès-verbaux trouvés dans les registres, un incendie ayant probablement fait disparaître toute trace antérieure. On compte alors 11 écoles de rang et une école de village réparties sur le territoire de Sainte-Clotilde (tableau 16.3) sans compter l'ouverture du couvent de Sainte-Clotilde (1914-1959) qui accueillera les jeunes filles de la municipalité. C'est en 1958, que le gouvernement centralise les écoles et organise le transport des élèves vers le couvent. Cependant, le couvent brûlera complètement le 10 décembre 1959. L'école actuelle située au village de Sainte-Clotilde sera bâtie en 1960 sur le site de l'ancien

couvent et sera nommée *Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours*. Elle prendra le nom de La Sapinière en 1973.

Tableau 16.3 – Les écoles de rang de Sainte-Clotilde-de-Horton

Nom commun	**Origine**	**État**	**Notes historiques**
École du village	1878	Disparu	Sur le terrain de l'actuel bureau de poste. Déménagée en 1913 sur la rue Saint-Denis pour être transformée en salle paroissiale.
École du rang Saint-Léopold	1830-1900 1900-1958	Propriété privée, complètement réaménagée	École d'abord implantée dans la chapelle du rang Saint-Léopold de 1830 à 1870 sur un terrain cédé par Joseph Dubuque. En 1900, une école est construite sur ce rang. Elle desservira les jeunes jusqu'en 1958. L'école est, en 2013, à la propriété de Robert Mireault et a été complètement réaménagée.
École du Rang Bord de l'eau	Indéterminée	Indéterminé	Autrefois, rang de la Rivière Ouest. École située sur le terrain de Claude Landry.
École Desfossés	Indéterminée	Indéterminé	Route Warwick
École du 4e rang	Indéterminée	Indéterminé	
École du 5e rang	Indéterminée	Réaménagé	La première école du 5e rang était située sur le terrain de Wilbrod Côté. La deuxième école était située au même endroit, mais a été déménagée au village, 31 rue Saint-Denis où résident Jean-Marie Richard et Mme Diana Désilet en 1997.
École du 9e rang Simpson	1938-1948	Indéterminé	Première école : cuisine d'Ovila Deslandes de 1934 à 1948. Deuxième école : maison de Ludger Landry déménagé en 1948 de la route du Portage vers le 9e rang.
École du Rang Double	Indéterminée	Bien conservé	École située à son emplacement d'origine. Elle a conservé son plan carré initial et son toit en pavillon.
École du Rang 10 et 11	1910?	Indéterminé	En vue d'y aménager une école, la maison de Freddy Lemire a été déménagée et réaménagée au milieu du rang 10, sur la terre de M. Émile Duguay vers les années 1910. Ce bâtiment a été déménagé vers la route Therrien et, en 2013, il est à la propriété de M. Camille Mireault.
École du Rang 12	Indéterminée	Indéterminé	
École du Rang de la rivière Est	Indéterminée	Indéterminé	
École du 10e Rang Saint-Albert	1950-1952	Démoli	

Histoire économique

Le village de Sainte-Clotilde tel que nous le connaissons aujourd'hui n'existe pas encore entre les années 1830 et 1850. Les pionniers défrichent leur terre et sèment rapidement les graines qui feront vivre leur famille. Ils achètent quelques bêtes de somme, des vaches à lait et des oiseaux de bassecour. Ces pionniers feront tout pour devenir économiquement autarciques, puisqu'il était couteux, surtout en temps, de quitter sa terre pour acquérir des vivres.

Au cours de la deuxième moitié du XIXe siècle, la colonie s'est considérablement développée. L'industrie du bois constituera le point fort du développement économique de Sainte-Clotilde. Contrairement à l'agriculture qui évolue vers l'autarcie, l'exploitation forestière connaît son essor grâce à l'exportation. Cinq moulins à scie œuvront dans ce secteur à la fin du XIXe siècle et au début du siècle suivant (tableau 16.4). Omer Bergeron, Émile Bédard et Napoléon Rousseau furent les plus importants propriétaires de moulins.

Tableau 16.4 – Les moulins à scie de Sainte-Clotilde-de-Horton

Propriété	**Période d'opération**	**Localisation**
Moulin Omer-Bergeron	1908-	Rivière de l'Est
Moulin Napoléon-Rousseau		Rivière de l'Ouest
Moulin de la Rivière-à-« Pat »		Rivière à « Pat »
Moulin et barrage Daniel Plante		Rivière de l'Est
Moulin Charlotte-Brown-Doucet		

Rapidement cependant, les activités agricoles emboiteront le pas à cette industrie lorsque les stocks de bois diminueront. La fertilité naturelle des sols de la région au début de leur exploitation, favorisera grandement l'éclosion d'une économie agricole. Si les premiers agriculteurs cherchaient l'autonomie, leurs successeurs tenteront de la diversifier.

Les magasins généraux étaient nombreux à Sainte-Clotilde durant la première moitié du XXe siècle. Dans ce type de magasin, les marchands écoulaient toutes sortes de produits, des biens de luxe aux biens essentiels : aliments frais et en conserve, liqueurs alcoolisées, farines, vêtements, bois, etc. Malgré la compétition féroce avec le magasin Rousseau, le magasin général Arthur-Ross, actif entre 1924 et 1942, doit son succès, entre autres, à la diversification de ses produits de vente, dont la présence d'une pompe à essence. Arthur Ross était également ferblantier, plombier et photographe. Finalement, Clotilde Ross tient un salon de coiffure dans le magasin en 1940. Le magasin général Ross brûlera en 1942 et le site demeurera vacant jusqu'à aujourd'hui.

Le site du magasin Alfred-Laforest (43, rue Principale), d'abord propriété de Georges Ball, a été acheté par Louis Laforest en 1894 puis par Alfred Laforest en 1899 qui y œuvra à titre de marchand jusqu'à son décès en 1943. Sise au milieu du village, au coin de la rue de l'Église et Principal, le magasin Laforest fera bonne concurrence au magasin de Napoléon Rousseau situé dans le même carrefour et au magasin d'Arthur Ross situé plus loin sur la rue Principale. Rosaire Laforest, fils cadet d'Alfred, continua d'exploiter le commerce par la suite. Le magasin et la maison furent incendiés à deux reprises en 1914, mais malgré cela, il demeurera actif jusqu'en 1976 où il changera de vocation et deviendra une épicerie moderne (Gilles Lajeunesse, Julien Ricard). À compter de 1982, la bâtisse accueillera des ainées et retraités en prenant le nom de *Résidence Milord,* puis *Manoir au Coin du Feu*.

Quant au magasin Napoléon-Rousseau (site du 44, rue Principale), il a été construit en 1914, mais a été incendié en 1947. À partir de cette date, le magasin occupera la boulangerie Napoléon Rousseau, jusqu'en 1959 alors qu'on écoule tout le stock lors d'un encan.

A également été très populaire au début du siècle le magasin de Mike Sweeney, d'origine irlandaise. Il avait localisé son magasin général, non pas au village, mais de l'autre côté du pont de fer de la rivière Nicolet, sur le bord de l'eau (chemin du Petit-5).

Sur la rue Principale depuis les années 1960, il y a toujours eu une épicerie Julien-Ricard et celui-ci a toujours occupé de vieux bâtiments. La vocation de Julien Ricard débute au 13, rue Principale avec un commerce de type boucherie (qu'il reprend de son père en 1975) où étaient vendus aussi quelques articles domestiques. Son commerce de détail (dépanneur) se tint ensuite au 43, rue Principale (bâtisse de l'ancien magasin Laforest), avant de se déplacer en 1976 au 54, rue Principale (épicerie actuelle), dans la bâtisse qui avait servi auparavant au magasin Alpheda-Lemay, puis à l'épicerie Armand et Bernard Boucher. Julie Ricard, succède à son père dans cette entreprise depuis juillet 2006. Ce type d'épicerie (également Épicerie Lajenesse, Supermarché Aux Quatres-Chemins et grand nombre d'épiceries de plus petites dimensions) remplacera les magasins généraux qui animaient le village de Sainte-Clotilde avant la 2e Guerre.

Une boulangerie pionnière, située sur la rue principale, était à la propriété de Léon Gélinas. Elle a été transmise de père en fils et la succession traversera le temps, malgré l'incendie de 1925. D'autres boulangeries ont également laissé leur marque : celles d'Armand Boucher près du pont de fer (brûlée par le feu), celle d'Alexandre De Courval et Marc De Courval de même que celle d'Alphonse Langlois, située au coin de la rue Saint-Jean et de la rue Principale (22 rue Principale). La boulangerie Langlois ainsi située à l'angle de la rue Principale et de la rue Saint-André s'est transmise de père en fils et la succession traversa le temps, malgré l'incendie majeur de 1925 qui a détruit une bonne

portion du village. Chaque jour, le pain était livré aux citoyens de Sainte-Clotilde, de Saint-Samuel et de Sainte-Séraphine au grand plaisir des nez fins amateurs des produits locaux.

Les boutiques de forges ont été nombreuses dans le passé. L'appellation « boutique » peut être trompeur puisqu'à une époque reculée les forgerons pratiqueront leur métier dans leur propre cours ou chez les particuliers. Au village seul, les pionniers dans ce domaine sont : Magloire Champagne, Andrew Sweeney, Napoléon Rousseau, Gérard Aucoin et Alfred Leblanc, dont les descendants ou autres apprentis reprendront les commerces. La maison des Leblanc, fièrement située au 38, rue Principale, a conservé tout son cachet architectural d'antan. À la campagne, Mike Sweeney, Antonio Dupont (12e rang), Alcide Daigle (10e rang de Saint-Albert), Wilfrid Camirand du Rang Double et Albert Desfossé sur la route de Warwick (Sainte-Clotilde, 1995 : 86), auront également fait leur marque.

À Sainte-Clotilde, comme plusieurs autres maisons de colonisation transformées en commerce par leur propriétaire, la maison jaune du 24, rue Principale est devenue pendant un certain temps le restaurant de Onésime Lampron, surnommé « Chez Ti-Zime » par ses clients, vers les années 1930-1940. Ce bâtiment est bien représentatif des expansions et contractions successives de l'économie marchande qu'a subie Sainte-Clotilde durant la première moitié du XXe siècle. En effet, la présence d'un grand hangar à l'arrière du bâtiment serait un vestige d'une coop ayant appartenu au propriétaire précédent Onésime.

Les fromageries prendront une place importante dans la paroisse. En fait, à l'époque coloniale, chaque rang avait sa fromagerie, mais la plupart étaient trop petites pour être rentables. La fromagerie Fortier (1915-1945) fut l'une des plus mémorables. Elle était située le long de la rue Principale (site du 63, rue Prinicpale), à l'emplacement de l'actuelle Caisse populaire. Avant de bâtir cette fromagerie, Norbert Fortier avait acheté la fromagerie du village qui appartenait à M. Boulanger, puis celle de la Rivière-Est, celle du 5e rang et celle de Saint-Léopold pour, enfin, les fermer et s'investir dans le commerce du fromage et du beurre au village pendant près de 30 ans avec ses fils, Arthur et Arsène. En 1945, la fabrique est vendue à la coopérative locale et, au début des années 1960, elle ferma ses portes au profit d'une salaison pour boucherie. Ce commerce ne durera qu'un temps à cet emplacement, car la bâtisse fut démolie vers la fin des années 1970, juste avant la construction de la nouvelle Caisse populaire.

Parmi les autres commerces qu'a vu naître la municipalité de Sainte-Clotilde, se trouvent : un magasin de meuble, d'autres restaurants (dont le restaurant du Centre, cantine le Riverain (saisonnière), restaurant la Calèche (route 122), cantine saisonnière au

Rang Double), de petites épiceries, des cordonneries, boutique de menuiserie Johny Sinclair, des marchands de vêtement et de chapeau (Mme Gouin), des barbiers, des salons de coiffure, des bureaux de poste et même un hôtel (incendié), une bijouterie, des salons funéraires, des taxis, des résidences pour personnes âgées. Un bâtiment (48, rue Principale) a même servi aux jeunes clotildois (Club des Jeunes), lorsqu'il offrait un service de restaurant et un arrêt d'autobus. Rodolphe et Gratien Champagne en ont été les propriétaires. La belle époque de ce restaurant se situe au moment où M. Autote avait acquis la boucherie de M. Poirier, vers les années 40-50. Au cours de la période moderne, le bâtiment devient une maison de logements.

Aucune industrie ou manufacture ne s'implantera sur le territoire de Sainte-Clotilde à l'époque historique, mais comme il a été illustré, plusieurs artisans œuvreront dans la municipalité prospère au cours de la première moitié du XXe siècle.

Parallèlement au développement économique, plusieurs médecins viendront exercer leur métier dans la communauté de Sainte-Clotilde, dont les plus anciens sont les Drs Charles Lemaire, Pierre-Paul Pion, M. Beauviller, Adrien Paulhus et Rodrigue Dugré. La maison de Charles Lemaire (30, rue Principale) a été bâtie en 1894 afin de l'accueillir comme premier médecin de la communauté de Sainte-Clotilde, Il a pratiqué sa profession à Sainte-Clotilde plus de 45 années, entre 1889 et 1935. Sa carrière fut particulièrement active. Il lui arrivait fréquemment de partir en pleine nuit, à cheval, pour assister à un accouchement. Il ne refusait jamais d'apporter les soins nécessaires durant les temps durs de la colonisation. Catholique convaincu, il a aussi contribué monétairement à la construction du couvent du village. Sainte-Clotilde a accueilli son dernier médecin entre 1951 et 1991 : Gérald Slater. En plus d'être médecin, celui-ci pratiquait la pharmacie et l'art dentaire. Sa maison était située au 46, rue Principale. La présence d'un médecin dans la communauté rurale de Sainte-Clotilde tout au long du XXe siècle a certainement assuré la viabilité du mode de vie de ses habitants.

Du côté des premières institutions financières, ont dominé quelques années la banque d'Hochelaga, située dans la demeure de Monsieur Omer Lecompte vers 1925 (5, rue de l'Église), ainsi que la banque Provinciale.

Arthur Fortier fut le premier gérant de la Caisse fondée le 5 mars 1935. La Caisse occupait une pièce de sa propre maison, laquelle est voisine de ce bâtiment. Il faudra attendre l'année 1963 avant que soit construit le premier bâtiment spécifiquement dédié aux activités de la Caisse (64, rue Principale). Ce bâtiment a donc accueilli la deuxième Caisse populaire de Sainte-Clotilde. Il sert aujourd'hui les activités du Bar l'Entre-Deux. Depuis 1981, la Caisse populaire occupe son emplacement actuel, au 63 rue Principale, sur l'ancien site de la fromagerie Fortier.

Autres évènements marquants

Les feux étaient sans doute la catastrophe la plus difficile à surmonter des premiers temps d'une colonie. En peu de temps, les efforts d'une génération pouvaient se réduire à néant. En 1907, un grand feu brûle la forêt de hêtre située aux environs du rang Double. Ce grand feu a également brûlé le barrage de bois de M. Bergeron, mais ne semble pas avoir créé davantage de dégât. En 1925, un énorme incendie ravage une grande partie du village. De nombreux bâtiments disparaîtront ainsi à cette époque et plusieurs seront reconstruits. En 1958, un grand incendie mène à la destruction complète du couvent. La même année, le monastère des Pères du Sacré-Cœur, depuis peu à la propriété des Frères de l'Instruction chrétienne brûle à son tour.

Les feux qui ont ravagé ces bâtisses de grande importance sont-ils responsables de la baisse démographique qui survient dans les années 1950 et 1960? Il faut dire qu'en quelque 30 ans, la population avait diminué de plus 800 habitants, ce qui correspond à plus de la moitié du poids démographique maximal atteint par la municipalité en 1920 (n=1667). Bien entendu, plusieurs facteurs ont probablement contribué au départ des familles, dont, à forte raison, le développement industriel dans les villes voisines, comme Drummondville ou encore à Montréal, dans les Maritimes, dans l'Ouest canadien et aux États-Unis. Il est évident que la diminution de la population a affecté les activités de la municipalité. Les départs ont été si rapides que les commerces ont fermé leur porte les uns après les autres faute d'être rentables et avant de mener à la faillite. La géographie particulière de Sainte-Clotilde, notamment la présence des deux branches de la rivière Nicolet favorisera, à partir des années 1970, l'installation de nombreux chalets dans la paroisse et une recrudescence de la vie municipale.

4.16.4 Routes et chemins anciens

Les premiers chemins

Les premiers colons arrivent des seigneuries situées le long du Saint-Laurent. Un des premiers chemins à être ouvert établira un lien entre Gentilly et Richmond (figure 16.2). Il s'agit d'un ancien chemin transversal, que l'on nommera le chemin des « Townships » et dont la majeure partie du tracé n'existe plus dans la municipalité. Son passage a avantageusement servi les déplacements des premiers occupants de Sainte-Clotilde. Ce chemin quittait la Seigneurie de Godefroy (Nicolet) en marge du fleuve Saint-Laurent et parcourait les basses terres du Saint-Laurent en suivant un axe nord-est/sud-ouest en traversant Douglassville (Saint-Léonard d'Aston), puis la portion occidentale du futur territoire de la paroisse de Sainte-Clotilde en franchissant la rivière à la hauteur du 12^{e}

rang. De Sainte-Clotilde, après avoir traversé le fameux pont de l'Île, le chemin suivait l'emprise du chemin Saint-Léopold en longeant la rivière Nicolet sud-ouest afin de rejoindre la rivière Saint-François à la hauteur du bec de canard, une longue pointe baptisée *Kwanahomok* par les Abénaquis (Commission de toponymie, 2006). À partir de cet endroit, le chemin longeait la rivière Saint-François pour attendre la localité de Richmond.

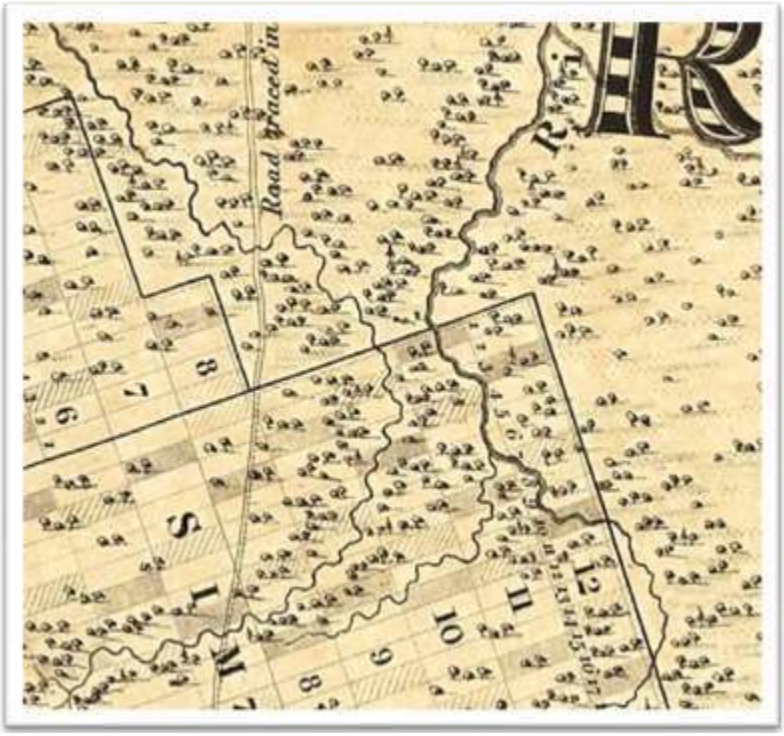

Figure 16.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1815. Le territoire n'est pas encore colonisé, mais un chemin de pénétration, le chemin des « Townships » y figure déjà et traverse la future municipalité.

Les cartes de Bouchette de 1815 et 1831 indiquent la présence de cette route, mais aussi une autre suivant le même axe, abandonnée au profit de la deuxième (figure 16.2 et 16.3). Le village de Douglassville devait d'ailleurs constituer un lieu de ravitaillement important pour les habitants de Sainte-Clotilde au début de la colonie.

Une fois les premières familles établies, l'aménagement de chemins, par ces habitants, devenait nécessaire pour se déplacer dans la future paroisse et vers les paroisses voisines. En 1840, on ne dénombre pas plus que dix familles dans toute la localité. L'aménagement de chemin en sera d'autant plus long à être réaliser que le nombre réduit d'habitants disposer à y travailler. Il faudra attendre les efforts de l'abbé Marquis, curé de Saint-Célestin qui, en 1860, commence à faire ouvrir des chemins, ce qui favorisera la venue de plusieurs familles des régions voisines (figure 16.4).

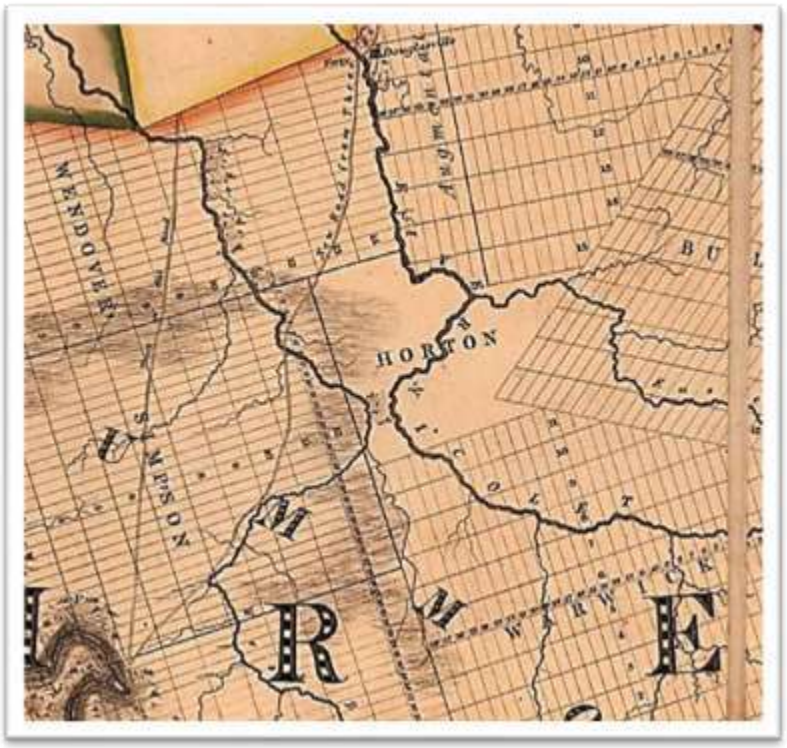

Figure 16.3 – Localisation des cantons de Horton, Simpson, Wendover et Warwick sur une carte de Bouchette, 1831. À noter : la zone déjà bâtie et en culture située entre les deux rivières du canton de Horton

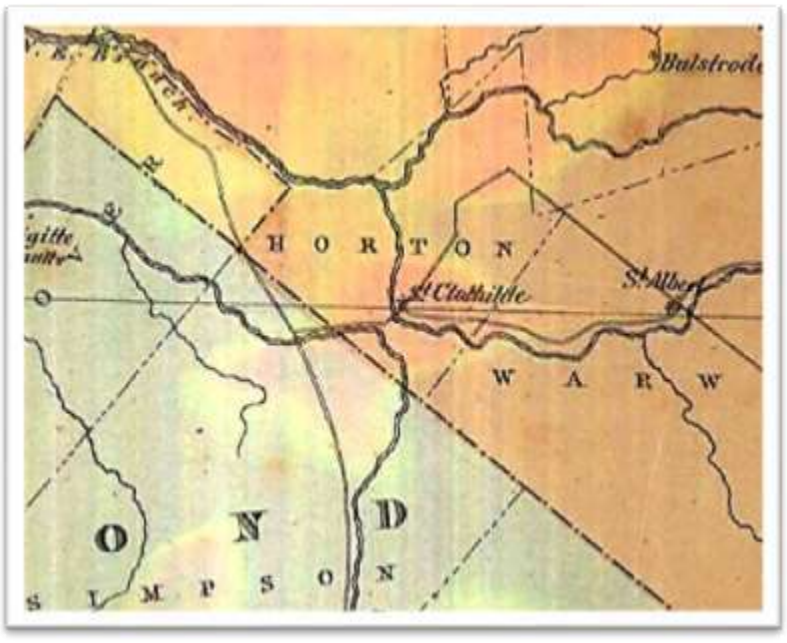

Figure 16.4 – Les premiers chemins de la colonie présentés sur une carte datant de 1867 (BAnQ : 107580). Y sont positionnés, de façon approximative, le chemin des « Townships » qui traverse la portion ouest de Sainte-Clotilde de même que la route de la rivière Ouest qui traverse la rivière Nicolet pour joindre le chemin de Saint-Albert (partie du chemin du 5e rang).

Des informations tirées de la vente des routes des 22 et 29 novembre 1896, permettent d'établir une description sommaire des routes et chemins de l'époque coloniale. Il est intéressant de constater comment les premiers noyaux de peuplement ont favorisé l'aménagement des premiers chemins. Au début de l'occupation du territoire clotildois, le territoire devenu essentiellement agricole, était caractérisé par des maisons de colonisation distribuées le long des deux rivières, ces véritables routes d'eau. Comme les familles bâtissaient généralement leur résidence au front des lots, la majeure partie des chemins ont été aménagés à ces emplacements.

Sur le plan cadastral de 1920 (figure 16.5), il est possible d'observer les premiers chemins de la colonie : les chemins du 3e, 4e, 5e, 10e et 12e rang, le rang Double, le rang Saint-Léopold, la route du portage, la rue principale, la route de la rivière est, la route de la rivière Ouest (rang Bord-de-l'Eau) et la route Lemire. Sur ces chemins subsistent le bâti le plus ancien de la municipalité, même si ce n'est parfois qu'à l'état de vestiges enfouis.

Des chemins apparaissent sur la carte topographique de 1919 (figure 16.6). Il est possible d'y observer la route qui longeait la rivière Nicolet sud-ouest au début de la colonisation de Sainte-Clotilde. Elle fut à l'origine de l'occupation des rangs 10 et 11. Le long de cette route habitaient alors les familles d'Émile Marcotte, Ricard, Hubert, Émilien Lemire et Freddy Lemire. C'est en 1903, lorsqu'ont migré les frères Lemaire, que le chemin du 10e rang a été aménagé. Par la suite, de nombreuses autres familles se sont installées le long de cet axe pour y défricher les terres et pratiquer l'agriculture. Parmi celles-ci, on y compte Herman Allard, Zériphin Duguay, Arthur et André Champagne, Antoine Champoux, Horace Champoux, Onézime Champagne, Henri Blanchette, Ovila Blanchette, Ferdinand Blanchette, Antonio Champoux et Conrad Champoux. Le rang 11 correspond à l'autre côté du chemin, son côté sud-ouest, où s'installent les familles Ephrem Smith, Émile Duguay, Joseph Lafond, Welly Ladouceur et Henri Champagne. Plusieurs maisons qui étaient alors érigées sur le rang de la rivière sont déménagées dans le 10e et 11e rang. Vers 1910, au coin de la route qui mène à la rivière, sera aménagée une fromagerie, puis une école de rang occupera l'ancienne maison de M. Freddy Lemire déménagée au milieu du 10e rang, sur la terre de M. Émile Duguay.



Figure 16.5 – Extrait du plan cadastral du comté d'Arthabaska, 1920. Y figurent les premiers chemins de la colonie.

Le rang 3 de Sainte-Clotilde est situé près de l'embouchure de la rivière Bulstrode, laquelle se jette dans la rivière Nicolet. Ce secteur a attiré de nombreux pionniers au rang 3, dont la famille Houle qui arriva vers 1850 et dressa une maison à la jonction des deux rivières. Situées non loin de la municipalité de Saint-Samuel, les terres offraient de belles étendues cultivables. Un vestige incontournable participe à la mémoire collective de cette petite localité : les poulies et le cordage qui permettaient aux occupants de traverser la rivière Nicolet et de joindre Saint-Samuel et les environs.

Le Rang Double (anciennement rang Hêtre ou chemin de la Hêtrière) prend son départ dans la portion nord-ouest du village, à partir de la route Principale. Il se dresse à partir du village et se poursuit sur une distance de 4,4 km où sera construite la route Boucher qui donne au rang de la rivière Est. Vers l'ouest, ce chemin devient le rang 1 de Horton et mène au rang de l'île (Notre-Dame-du-Bon-Conseil). Les terres du Rang Double sont inscrites au cadastre sur le 4e, 3e et 2e rang du canton de Horton.



Figure 16.6 – Le noyau villageois de Sainte-Clotilde en 1919. Extrait de la carte topographique 31H/16 (BAnQ : 2669842).



Figure 16.7 – Le secteur du rang Saint-Léopold en 1919. Extrait de la carte topographique 31H/16 (BAnQ : 2669842).

À Sainte-Clotilde, la route de Warwick (anciennement la route Sainte-Séraphine) correspond au prolongement de la rue Saint-Jean, à partir de l'ancienne boulangerie Langlois située sur la rue principale. À la jonction du rang de Chalet (route Vigneault), la route Saint-Jean prend le nom de route Warwick. La route se profile vers Saint-Séraphine en empruntant les 9e et 7e rangs pour joindre Saint-Albert et Warwick par la route Saint-Albert actuelle. Quant à la route du Portage, elle apparait bel et bien sur le plan cadastral de 1920 et fait le pont entre le chemin des « Townships » et la route Principale.

Il est à noter que certaines portions du réseau routier d'autrefois ne correspondent plus au réseau routier d'aujourd'hui. C'est le cas notamment de la route de la rivière Ouest au niveau de la section qui mène au village; cette section a été abandonnée au profit de la rue Saint-André avant les années 1950. Des fondations ou un niveau d'occupation sont potentiellement présents sous le niveau de labour le long de cet axe ancien. Les vestiges de récoltés au cours de l'été 2014 sur le site l'ancien moulin Rousseau lors d'un inventaire archéologique le long de la rivière Nicolet Sud-Ouest, ont permis d'identifier l'emplacement de la scierie (Letendre, à paraître). La morphologie du terrain rappelle quant à elle le passage de ce chemin le long de la rivière.

Autre tronçon disparu, le chemin des « Townships » (chemin de Kingsey dans cette portion du territoire) n'apparaît plus sur la carte topographique de 1919 (figure 16.6) alors qu'elle est encore inscrite sur le plan cadastral (figure 16.5), ce qui laisse croire que le chemin n'était plus en service dans le courant des années 1910. Aucune donnée directe ne nous permet d'évaluer, à l'heure actuelle, la présence ou l'absence de bâtiments le

long de cet axe. Néanmoins, l'inscription de nombreux bâtiments dans les axes routiers adjacents (figure 16.7), notamment le long du chemin du 12e rang (dont une partie a été reconfigurée) permet tout de même de croire en la présence de bâtiments aujourd'hui disparus ou déménagés. Le réseau routier a peu évolué entre les années 1920 et les années 1940 (figure 16.8), si ce n'est la disparition de quelques tronçons de route.



Figure 16.8 – Le village de Sainte-Clotilde illustré sur une carte topographique datant de 1944 (BAnQ : 2670190). Le réseau routier est semblable à l'actuel à l'exception du secteur du rang des Chalets qui n'est pas encore développé. On peut voir sur cette carte la portion de la route de la rivière Ouest qui n'existe plus aujourd'hui et l'emplacement du moulin Rousseau.

Avec ces routes et chemins, des ponts ont été construits pour enjamber les deux bras de rivière qui serpentent le territoire de la municipalité. Trois ponts ont marqué l'histoire de Sainte-Clotilde. Il faut reculer loin dans les mémoires de Sainte-Clotilde pour se rappeler la présence d'un premier pont qui permettait de traverser la rivière Nicolet sud-ouest, en aval du village, à la hauteur d'une grande île. Par ailleurs, un pont de bois de type couvert permettait de traverser la branche sud-ouest de la rivière Nicolet. Construit au début des années 1900, ce pont dénommé le Pont rouge, s'envola avec une tornade en 1929. Il dut être reconstruit l'année suivante. Vers 1958, le pont sera mis à terre au profit d'un pont de béton. Du côté de la rivière Nicolet, l'ancien pont de fer près de l'église a été construit en 1885 suite à la recommandation du Conseil. Il aurait coûté près de 12 500 dollars alors que le pont de bois en aurait coûté environ 5 000. La route 122 est aménagée vers 1943 et on y érige le pont de béton actuel, à quelques mètres en aval du pont de fer. C'est aux

environs de 1958 qu'est démoli le pont de fer, en hiver, pour profiter de la passerelle de glace naturelle.

4.16.5 Patrimoine bâti et macro-inventaire

Sainte-Clotilde-de-Horton présente un noyau villageois unique qui se caractérise par une concentration de bâtiments dont l'intérêt architectural et historique est à signaler. L'agglomération présente effectivement un mode d'implantation euroquébécois caractéristique et un lieu d'organisation sociale traditionnelle. La figure 16.9 illustre les bâtiments identifiés par la Société La Haye et Ouellet (1982) comme ayant un intérêt patrimonial. Les auteurs soulignent la diversité de l'architecture des maisons, mais aussi l'absence de constructions contemporaines implantées dans l'ancien noyau de village.

Sainte-Clotilde-de-Horton présente également un certain nombre de bâtiments à caractère patrimonial disséminés sur son territoire rural, particulièrement dans l'ancienne municipalité de Saint-Jacques-de-Horton, de même que le long du chemin Saint-Léopold et des 10e et 11e rangs (figures 16.10 et 16.11). Même au village, certaines maisons de ferme ont bien prospéré. À titre d'exemple, une maison située au 7, rue de l'Église (maison Herménégilde Proulx) constitue un exemple particulier de l'architecture locale compte tenu de la taille du bâtiment et du détail de son décor extérieur. Le site de cette maison de ferme a d'abord été à la propriété de la famille Gélinas au tout début de la période coloniale avant de passer à la famille Martel puis, au cours de trois générations, à la famille Proulx (Herménégilde, Adélard, Gabriel) à l'origine de la construction actuelle qui date de 1932. Après avoir longuement servi à l'élevage de vache laitière, la terre fut labourée pour y planter des pommes de terre. Ferdinand Proulx fit même construire un entrepôt pour contenir ce produit tout au long de l'hiver. Enfin, Louis Langlois acheta la maison de Gabriel et la terre de Ferdinand afin d'entretenir une écurie.

Tableau 16.5 – Les éléments patrimoniaux de Sainte-Clotilde-de-Horton inventoriés par le MCC, 2013

Dénomination	**Numéro civique**	**Type de rue**	**Nom de la rue**	**Date d'origine**	**Statut**	**Fonction d'origine**
Église de Sainte-Clotilde	4	rue	de l'Église	1904	Inventorié	Lieu de culte catholique
Presbytère de Sainte-Clotilde	4	rue	de l'Église	1901	Inventorié	Résidence curiale
Maison du sacristain de Sainte-Clotilde	4	rue	de l'Église	1907	Inventorié	Résidence

L'inventaire du patrimoine culturel du Québec (MCC, 2014) comprend trois bâtiments patrimoniaux inventoriés : l'église de Sainte-Clothilde (1904), le presbytère de Sainte-

Clothilde (1901) et la maison du sacristain (1907) situé à l'arrière du presbytère (tableau 16.5). Cet ensemble est un site institutionnel bordé par la rue Principale, la rivière Nicolet et la rue de l'Église caractérisé par un enclos paroissial de fer forgé. Aucun autre lieu ni bâtiment n'est classé, désigné, cité ou répertorié par les différentes instances gouvernementale ou municipale.

Deux croix de chemin ont été identifiées par le CÉLAT (1980). Il s'agit des croix Gérald-Richard et Georges-Fréchette. La localisation précise de ces croix est inconnue pour le moment et la liste apparaît fort incomplète. Notons également qu'une somme de 22 bâtiments avait déjà été répertoriée au village de Sainte-Clotilde dans une étude réalisée par La Société La Haye et Ouellet (figure 16.9). Dans le milieu rural (figures 16,10 et 16.11), sont répertoriés 23 bâtiments, généralement des bâtiments de ferme.



Figure 16.9 – Le village de Sainte-Clotilde-de-Horton et les bâtiments patrimoniaux identifiés par la Société La Haye et Ouellet, 1982

Avec cette somme de bâtiments déjà répertoriés et grâce aux divers projets de mise en valeur du territoire clotildois amorcés depuis 2012 (Myriam Letendre, 2013; 2014a; 2014 b) et qui ont permis de mieux comprendre le dynamisme villageois de l'époque

historique de Sainte-Clotilde, une part importante du macro-inventaire de Sainte-Clotilde-de-Horton, présentant le patrimoine bâti toujours existant, a pu être réalisée. Une somme particulièrement importante de bâtiment a été construite avant les années 1940 dans cette localité. Les rues du village à elles seules comprennent plus d'une cinquantaine de bâtiments anciens qui n'ont pu être étudiés, sans compter les nombreuses maisons de ferme qui occupent la portion rurale. Le macro-inventaire préliminaire pourra facilement être bonifié grâce à la consultation de la carte historique conçue par la municipalité (Comité organisateur, 1995) et qui comprend l'emplacement des bâtiments anciens et le nom de leur propriétaire. Une recherche en archives permettra d'identifier les années de construction.

Le manque de temps couplé au manque d'exhaustivité des données a limité notre étude. Cet aspect de la recherche dénote l'importance des documents de sources primaires pour la suite du projet de macro-inventaire. L'inventaire du patrimoine bâti de Sainte-Clotilde-de-Horton devra donc être complété lors d'un autre volet de la recherche grâce notamment à l'étude du rôle d'évaluation, l'analyse comparative des cartes anciennes, la consultation d'archives, la visite au terrain et la communication avec des personnes-ressources (notamment les ainés de la municipalité). Ces données pourront constituer le point de départ d'un macro-inventaire plus détaillé et d'une cartographie du patrimoine bâti.

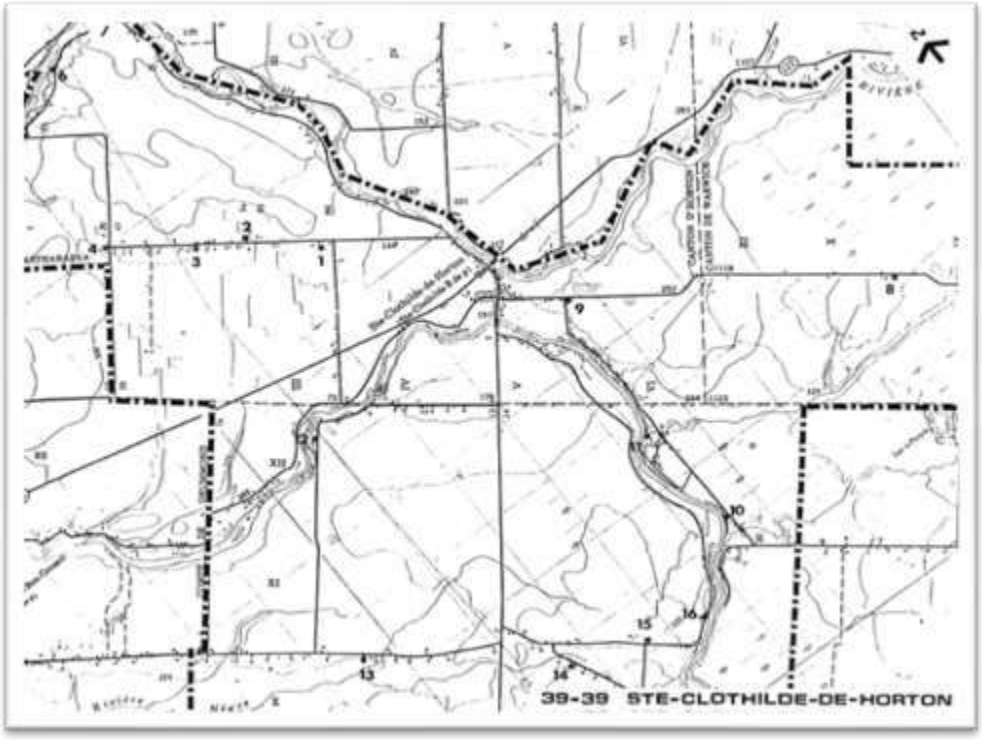

Figure 16.10 – Le milieu rural de Sainte-Clotilde-de-Horton et les bâtiments patrimoniaux identifiés par la Société La Haye et Ouellet, 1982

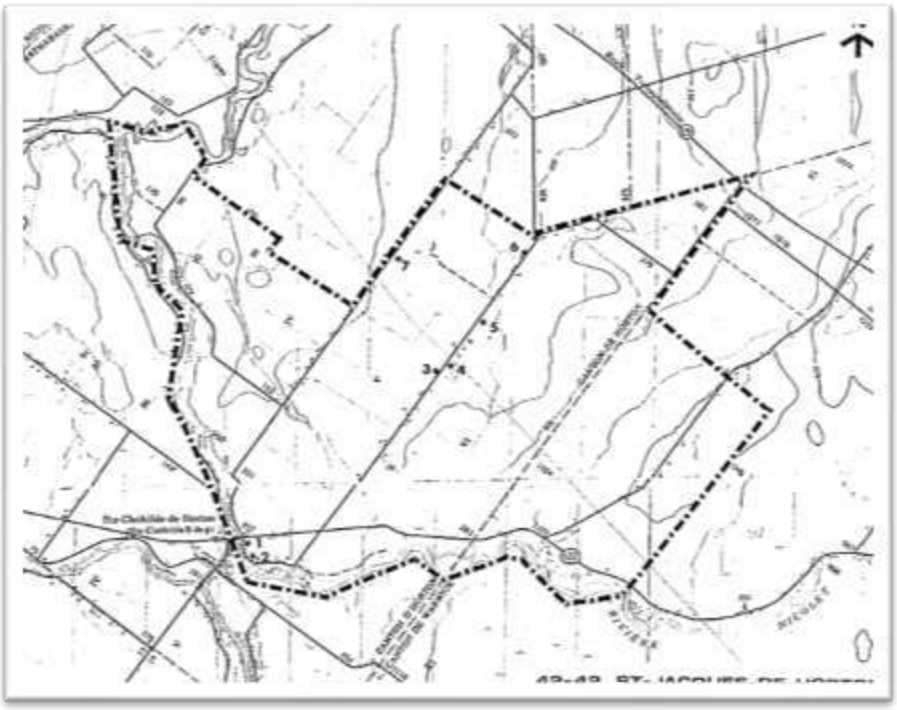

Figure 16.11 – La portion rurale de Sainte-Clotilde-de-Horton anciennement rattachée à Saint-Jacques-de-Horton et les bâtiments patrimoniaux identifiés par la Société La Haye et Ouellet, 1982

4.16.6 Conclusion

Synthèse de l'histoire coloniale

La formation de la municipalité de Sainte-Clotilde paroisse a pu être réalisée en 1864. Les premiers colons se sont cependant présentés sur le territoire dès 1825 et, en 1830, la première mission a pu être établie. Le développement de la municipalité suivra les grandes étapes de l'établissement villageois : arrivée de colons défricheurs, implantation des premières maisons de colonisation, aménagement de chemins, construction d'un lieu de culte, érection de bâtiments commerciaux puis administratifs.

L'histoire de la municipalité se scinde ainsi en deux périodes, soit une première marquée par la colonisation des terres et la survie des familles et un deuxième prenant cours dès la fin du XIXe siècle, empreinte par le développement d'une identité régionale. Le village développera d'ailleurs une concentration peu habituelle de bâtiments assujettie par la présence des deux tronçons de rivière qui se touchent presque à cet emplacement. D'ailleurs, le site institutionnel occupera un espace remarquable affublé d'une vue panoramique sur la rivière Nicolet. L'occupation rapide de cet espace niché entre les deux rivières a sans doute favorisé l'abandon du hameau initial de bâtiments établi à la

limite nord des 10e et 11e rangs, à proximité de l'ancien pont de l'Île, et ceux établis le long du rang Saint-Léopold.

Tableau 16.6 – Inventaire préliminaire du patrimoine bâti de Sainte-Clotilde-de-Horton

Dénomination	No civique	Type de rue	Nom de la rue	Date d'origine	Fonction d'origine	Fonction actuelle
Restaurant Monique-H.-Leroux	7	route	122		Restaurant	Restaurant Marie-Mo
École du rang 12		chemin	12e rang		École de rang	Résidence
École du 4e rang		chemin	4e rang		École de rang	Résidence
Magasin Mike-Sweeney		chemin	4e rang		Magasin général	Abandonné
École du 9e rang Simpson		chemin	9e rang		École de rang	Résidence
Église de Sainte-Clotilde	4	rue	de l'Église	1904	Lieu de culte catholique	Lieu de culte catholique
Presbytère de Sainte-Clotilde	4	rue	de l'Église	1901	Résidence curiale	Résidence/Gîte touristique
Maison du sacristain de Sainte-Clotilde	4	rue	de l'Église	1907	Résidence	Résidence?
Banque d'Hochelaga	5	rue	de l'Église	XIXe siècle	Banque	Résidence
Maison Herménégilde-Proulx	7	rue	de l'Église	1932	Maison de ferme	Maison de ferme
École Desfossés		route	de Warwick		École de rang	Résidence
École du rang Double		rang	Double		École de rang	Résidence
Restaurant Onésime-Lampron	24	rue	Principale	Fin XIXe siècle	Restaurant/résidence	Résidence
Maison Charles-Lemaire	30	rue	Principale	1894	Résidence	Résidence
Maison Alfred-Leblanc	38	rue	Principale	Fin XIXe siècle	Maison du forgeron	Résidence
Magasin Alfred-Laforest	43	rue	Principale	1899 (1914)	Magasin général	Résidence
Club des Jeunes	48	rue	Principale	Fin XIXe siècle	Restaurant/résidence	Résidence à logements
Magasin Alpheda-Lemay	54	rue	Principale	Fin XIXe siècle	Magasin général	Épicerie Julien-Ricard
Maison Arthur-Fortier	62	rue	Principale	Avant 1935	1er Caisse populaire (1935-1963)	Résidence
Boulangerie Alphonse-Langlois	22	rue	Principale	Fin XIXe siècle	Boulangerie	Résidence
Maison Notre-Dame de la Chesnaie		rang	Rivière-Est	1955	Postulat des Frères de l'Instruction Chrétienne	Abandonné
École du 5e rang	31	rue	Saint-Denis	Fin XIXe siècle	École de rang	Résidence
École du rang Saint-Léopold		rang	Saint-Léopold	1900	École de rang	Résidence
	1355	rang	St-Léopold			Résidence
	981	route	Therrien	1939		Résidence
École des rangs 10 et 11		route	Therrien		École de rang	Résidence
Maison Phillipe-Abel		route	Warwick		Résidence	Résidence

L'économie de Sainte-Clotilde, au départ garantie par l'abondance du bois d'exportation, sera rapidement favorisée par les produits de l'agriculture. Tantôt axé sur l'autarcie alimentaire, le mode d'exploitation agricole se diversifiera à un point tel que de nombreux petits commerces présentaient les produits frais et/ou transformés : fromagerie, beurrerie, boulangerie, boucherie, magasins généraux, restaurants. Dès la fin du XIXe, Sainte-Clotilde se définissait déjà comme une communauté autonome et active au niveau économique. Avec ses quelque 1 600 habitants, la municipalité n'était plus un « lieu embryonnaire de colonisation », mais bien un lieu où se développaient des métiers traditionnels, mais aussi de nombreux services.

À compter de 1930, Sainte-Clotilde a connu, comme les communautés rurales voisines, une décroissance démographique associée entre autres à l'implantation d'industries dans les villes qui se développaient à proximité. Les nombreux feux qui ont ravagé de grands bâtiments culturels dans les années 1950, dont le couvent et monastère des Pères du Sacré-Cœur, ont probablement eu un effet sur la désertion de la municipalité. En 1960, la population a atteint un seuil qui a sans aucun doute eu des impacts sur l'abandon de certains bâtiments et d'infrastructures et le départ des commerçants. Néanmoins faut-il souligner l'intérêt touristique porté à cette région à compter des années 1970, ce qui a favorisé la conservation d'une part intéressante du bâti patrimonial.

Recommandations

Nous avons abordé l'étude de l'habitat rural ancien de Sainte-Clotilde-de-Horton en identifiant les différentes phases de son peuplement, en identifiant les aspects matériels de la culture qui pourraient subsister du développement initial de cette municipalité et enfin, en documentant le développement des principaux réseaux de communication. Chacun des aspects abordés dans ce chapitre a ainsi contribué à expliquer divers phénomènes reliés à l'histoire sociale, économique, culturelle et religieuse de ce territoire, dont la présence de certains bâtiments que l'occupation ininterrompue a permis de conserver. Il ne s'agit toutefois pas d'une étude approfondie et beaucoup reste à faire pour documenter, analyser et mieux comprendre les différentes facettes de l'héritage bâti.

L'inventaire préparé dans ce chapitre est à l'état préliminaire. Il constitue un outil de référence pour faciliter l'identification plus formelle du patrimoine à la grandeur de la municipalité. La création d'un inventaire exhaustif grâce à l'étude des cartes, des titres de propriété et de l'analyse architecturale au terrain permettra de mener plus loin les efforts de préservation et de mise en valeur du patrimoine clotildois. Nous proposons ici diverses avenues pouvant mener à une meilleure compréhension du patrimoine bâti :

1) **Choisir des thèmes d'interprétation en fonction de l'impact que les phénomènes sociaux, économiques et culturels ont eu sur la vie des habitants du territoire.** En fait, certains thèmes ont marqué l'ensemble de la MRC alors que d'autres sont plus spécifiques à la municipalité. Ainsi, l'occupation initiale de Sainte-Clotilde par l'implantation de moulins favorisera rapidement l'économie du territoire. L'omniprésence de l'occupation canadienne-française est aussi à souligner de même que la diversification remarquable de l'économie sans la présence d'industries importantes. L'ensemble du territoire du canton de Horton a suscité l'attention de colons défricheurs pour la qualité de son sol, mais l'établissement des premières cultures sera réalisé à l'emplacement du futur noyau villageois, soit entre les deux rivières.

2) **Pousser plus avant la recherche documentaire en fonction des choix thématiques.** Le processus de mise en valeur des thèmes patrimoniaux choisis devra tenir compte du potentiel qu'ils présentent en regard des richesses archéologiques et documentaires qu'ils recèlent. Pour un thème donné, par exemple la diversification économique en milieu colonial, il sera important de connaître en profondeur l'ensemble du phénomène et les différentes phases de son développement, ce qui permettra d'identifier les installations ou les sites les plus représentatifs et les plus susceptibles d'offrir des avenues de mise en valeur ainsi que des facilités de recherche, d'accessibilité, d'aménagement, etc. Parmi les études à réaliser, nous recommandons :

   - Des études reliées au patrimoine bâti et au paysage culturel de la municipalité de Sainte-Clotilde :
     - Documenter les nombreux moulins, les installations agricoles, les zones de culture et d'élevage, les commerces et les petites industries qui ont marqué l'économie de façon à faire ressortir les variantes locales;
     - Documenter, à l'aide de la réalisation d'une chaîne de titre, les diverses propriétés privées répertoriées au macro-inventaire patrimonial;
     - Identifier et analyser les caractéristiques physiques des bâtiments patrimoniaux et équipements associés;
     - Établir des critères menant à la sélection d'immeubles et de sites patrimoniaux voués à être reconnus et classés au niveau fédéral, provincial et/ou municipal;
     - Identifier le potentiel archéologique des établissements les plus caractéristiques en vue de leur protection et d'une éventuelle mise en valeur.

- Des études reliées au réseau de transport de la municipalité de Sainte-Clotilde :
  - Identifier les principales caractéristiques physiques des routes et des ponts à l'aide de relevés appropriés

- Des études reliées aux personnages ayant marqué la municipalité de Sainte-Clotilde. Détailler notamment les informations qui concernent l'évolution des familles toujours présentes sur le territoire et de celles qui ont contribué à l'essor de la municipalité.

3) **Poursuivre le macro-inventaire du bâti ancien et le mettre à jour**.

4) À la lumière de la présente recherche historique, nous recommandons également la mise sur pied d'un certain nombre d'autres **mesures visant à mieux protéger et à mettre en valeur le patrimoine bâti de la municipalité de Sainte-Clotilde-de-Horton**. Ces mesures représentent des pistes de réflexion qui pourront alimenter les débats pour la réalisation d'autres volets d'étude et de mise en valeur prévus à la suite de ce premier volet. Les recommandations présentées devront être développées dans un prochain rapport :

   - Cartographier les éléments du bâti et autres traces culturelles
   - Traduire la présente recherche en un document accessible au citoyen
   - Créer une banque de photographies anciennes
   - Revoir et créer des circuits patrimoniaux
   - Diffuser l'information sur le patrimoine
   - Accompagner et outiller le citoyen
   - Inciter les propriétaires à mettre en valeur leur bâtiment patrimonial
   - Conserver et mettre en valeur les immeubles publics
   - Se doter d'outils d'urbanisme efficaces

Bibliographie

Boisvert, Léo et coll. (2002) : *Répertoire de cimetières de la région de Drummondville*. Drummondville : Société de généalogie de Drummondville, 1 v.

CELAT (1980) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska – Ethnologie.* Arthabaska : MRC d'Arthabaska. Rapport déposé au Ministère des Affaires culturelles, Direction générale du patrimoine, Service des Inventaires.

Hardy, René, Gamelin, Alain et Carmen Rousseau (1979) : *Publications du Groupe de recherche sur la Mauricie, Université du Québec à Trois-Rivières. Cahier 1 : La Mauricie et les Bois-Francs, chronologie, 1850-1950*, 151 p.

Laliberté, J.-M. (1970) : *Mariages de la région de Drummondville : St-Félix-Kingsey (1863), Ste-Clothilde (1864), St-Cyrille (1872), Kingsey Falls (1875), Bon-Conseil (1897), St-Majorique (1900), St-Lucien (1905), St-Charles (1950).* Compilation J.-M. Laliberté, B. Pontbriand. Québec : Éditions B. Pontbriand, 398 p.

Letendre, Myriam (2013) : *Ste-Clotilde en image : exposition à caractère historique d'une vieille municipalité centricoise.* Exposition présentée dans le cadre du Mois de l'archéologie du Réseau Archéo-Québec à Sainte-Clotilde-de-Horton et Victoriaville.

Letendre, Myriam (2014a) : *150e de Sainte-Clotilde-de-Horton, Là où coule l'histoire, (1864-2014). Circuit patrimonial.* Livret réalisé dans le cadre de la journée Retrouvailles du mois d'août 2014, 24 p.

Letendre, Myriam (à déposer) : *Recherches archéologiques le long de la rivière Nicolet Sud-Ouest, août 2014.* Rapport de recherche réalisé à la suite d'un inventaire archéologique qui s'est déroulé dans le cadre du Mois de l'archéologie du Réseau-Archéo-Québec.

MCC (2013) : *Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ)*. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2013) : *Cartographie des sites et zones d'interventions archéologiques du Québec.* Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2012) : *Inventaire des lieux de culte du Québec.* Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.lieuxdeculte.qc.ca, consulté en octobre 2012]

MCC (2013) : *Répertoire du patrimoine culturel du Québec (RPCQ).* Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca]

Milot, Jean et Jocelyne Simard (1994) : *Les croix de chemin du Québec : inventaire sélectif et trésor*. Collection Patrimoines. Dossier, 10. Québec, Les publications du Québec.

Municipalité de Sainte-Clothilde-de-Horton (1997) : *Sainte-Clothilde-de-Horton, 125 ans d'histoire.* Arthabaska : Municipalité de sainte -Clothilde-de-Horton, 336 p.

PARC CANADA (2013) : *Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens.* Gouvernement du Canada. [http://www.historicplaces.ca/]

Pépin, Jean-Pierre-Yves (2002) : *Sainte-Clothilde-de-Horton, 1869-1940, comté d'Arthabaska, paroisse Sainte-Clothilde; 1408 fichiers images.* Longueuil : Éditions historiques et généalogiques Pépin.

Rousseau, Lucien (1997) : *Histoire du rang Saint-Léopold : le rang et la mission, si les pins pouvaient parler.* Saint-Louis-de-Blandford : L. Rousseau, 273 p.

Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville (2012) : *Répertoire des baptêmes, mariages et sépultures, paroisse de Ste-Clotilde, Ste-Clotilde-de-Horton, Qc : baptêmes (1869-1940), mariages (1869-1970), sépultures (1869-1940).* Victoriaville : Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville, 202 p.

Société La Haye et Ouellet (1982) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska - Analyse du paysage architectural*. Arthabaska : La Société La Haye-Ouellet, 166 p.

Cartes et plans anciens

1815 Bouchette, Joseph et William Faden. *To his Royal Highness's George Augustus Frederick, Prince of Wales, Duke of Cornwall, &c. & c. & c. Prince Regent of the United Kingdom of Great Britain & Ireland; this topographical map of the province of Lower Canada : shewing its division into districts, counties, seigniories & townships, with all the lands reserved both for the crown & the clergy, &c. & c. Is with his royal highness's special permission, most gratefully dedicated by a faithful & zealous canadian subject, and his royal highness's most obedient & devoted servant.* Londres : W. Faden. BAnQ : 90115

1831 Bouchette, Joseph. *To his most Excellent Majesty, King William IV. This topographical map of the districts of Quebec, Three Rivers, St.Francis and Gaspé, Lower Canada : exhibiting the new civil division of the districts into counties pursuant to a recent Act of the provincial legislature; is with his Majesty's gracious and special permission, most humbly and gratefully dedicated by his Majesty's most devoted and loyal Canadian subject.* Londres : James Wyld. BAnQ : 90117.

1867 *Map of the Eastern Townships of Canada : compiled and engraved expressly for*

the Eastern Townships Gazetteer. St. Johns : Smith & Co. BAnQ : 107580.

1919 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:63360. 31-H-16, Drummondville.* Québec Topographique. BAnQ : 2669842.

1920 *Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre.* Québec (Province) : s.n. BAnQ : 2684630.

1944 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:50000. 31-H-16, Drummondville.* Québec Topographique. BAnQ : 2670190.

Sites Internet

Répertoire des municipalités du Québec
http://www.mamrot.gouv.qc.ca

Commission de toponymie du Québec
http : //www.toponymie.gouv.qc.ca/

Municipalité de Sainte-Clotilde-de-Horton
http://www.steclotildehorton.ca

Statistique Canada – Profil du recensement
http://www12.statcan.ca/

4.17 Sainte-Élizabeth-de-Warwick

L'essentiel des données concernant l'histoire de Sainte-Élizabeth-de-Warwick a été acquis à la lecture et l'analyse de deux documents de nature historique, soit une œuvre publiée en 1980 par J. Martel, résultat d'un intérêt pour les temps coloniaux des familles élizabéthoises, et une œuvre de Gilles De L'Isle créé en 1986 à l'occasion du 100e anniversaire de la municipalité. Ces documents regroupent des données d'archives sur les conditions de l'arrivée des premiers colons, les premières familles à s'être établies et l'évolution du cadre religieux, municipal, scolaire et économique.

À ces sources d'informations s'ajoutent la consultation de divers répertoires renfermant la liste de biens ou sites patrimoniaux ayant une valeur culturelle majeure, tels que le Répertoire du patrimoine culturel du Québec (MCC, 2013), le Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens (Parc Canada, 2013), le Répertoire des lieux de culte du Québec (MCC, 2012), le Répertoire des croix de chemin (Milot et Simard, 1994), le Répertoire toponymique du Québec (Commission de toponymie du Québec, 2013), l'Inventaire des sites archéologiques du Québec (MCC, 2013), le Répertoire de cartographie numérique du site de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec et divers macro-inventaires mandatés par le ministère des Affaires culturelles et élaborés à compter des années 1980 dont ceux du CÉLAT (1980) et de la Société La Haye et Ouellet (1982). Ces documents ont permis d'établir l'état des connaissances et la valeur patrimoniale déjà inventoriée, reconnue, classée ou simplement répertoriée de certains bâtiments.

4.17.1 Site d'implantation

Cette municipalité est située à 10 km à l'ouest de Warwick, entre Sainte-Séraphine et Kingsey Falls (figure 17.1). La rivière des Rosiers, affluent naturel de la rivière Nicolet, traversait autrefois le territoire élizabéthois grâce à de larges méandres. En 1930, à force d'inondations répétées, la rivière a été creusée et redressée pour devenir telle qu'elle est de nos jours (Martel, 1980 : 19).

Cette municipalité est située dans la région physiogéographique des basses-terres du Saint-Laurent. La municipalité présente ainsi un profil géomorphologique à peine ondulé, les altitudes variant entre 110 et 140 mètres (ANMM), le village étant implantée sur une terrasse sableuse de 140 mètres bordant la vallée de la rivière des Rosiers. Ce profil devient de plus en plus ondulé vers le sud (vers Warwick). Plusieurs érosions de terrain ont obligé des déménagements de bâtiments, lesquels se retrouvaient trop près du lit changeant de la rivière. La région était aussi ponctuée de marais et de tourbières et les premiers défricheurs en ont relaté quelques souvenirs dans les mémoires. Les plus

importants sont situés dans la portion ouest du territoire, vers Saint-Séraphine et Saint-Albert. Nonobstant ces milieux humides, la région était parsemée d'une dense forêt de bois franc avant qu'elle ne soit défrichée pour le commerce du bois et l'aménagement de cultures.



Figure 17.1 – Limites actuelles de la municipalité de Sainte-Élizabeth-de-Warwick (Statistique Canada, 2014 : 2439090)

4.17.2 Familles et personnages

Les premiers colons

Dans les premiers temps, plusieurs terres ont été occupées par des colons qui n'en avaient pas la propriété officielle. Ces squatters sont difficiles à identifier, mais les recherches réalisées jusqu'à présent (Martel, 1980; De L'Isle, 1986) permettent d'étayer un peu ce sujet. Justin-Louis Héroux obtint le titre de premier colon de Saint-Albert. Il arrive sur ce territoire dès 1841, malgré qu'il soit propriétaire de sa terre depuis 1828. Au même moment, James Harvel devenait propriétaire du lot 9 du 11e rang de Kingsey. Pour le moment, peu de données ont été répertoriées sur cette période initiale. Pourtant, en 1840, le missionnaire Denis Marcoux avait dénombré quelque 53 âmes dans l'ensemble du canton de Warwick, mais aucune occupation ne semble répertoriée sur le territoire de Sainte-Élixabeth.

On peut fixer les débuts de la colonisation de cette municipalité au milieu du XIXe siècle avec l'arrivée de familles en provenance des seigneuries de la région de Trois-Rivières.

Selon De L'Isle (1986 : 63), une cinquantaine de colons occupaient spécifiquement les terres de Sainte-Élizabeth-de-Warwick avant son érection canonique (1872).

Parallèlement au mouvement canadien-français, un mouvement loyaliste a influencé l'évolution initiale du territoire. En effet, Edward Baynes, Suzannah McLean, Jennet McLean, Hector McLean, Archibald McLean, Éleonor McLean Élizabeth McLean, Margaret McLean et James George figurent parmi les premiers propriétaires terriens venus des États-Unis vers les années 1840 (De L'Isle, 1986 : 4).

Tableau 17.1 – Les premiers propriétaires terriens de Sainte-Élizabeth-de-Warwick

Année de concession	**Propriétaire terrien**	**Emplacement**
1828	James Harvel	Lot 9 du 11e rang de Kingsey
1835	Robert et William Garden	Lot 8 du 11e rang de Kingsey
1835	Stanislas Vassal	Lots 11, 12 et ½ sud de 14 du 11e rang de Kingsey
1836	Matthew Bell	Lot 25 du 2e rang de Warwick
1838	William Poer French	Lot 5 du 12e rang de Kingsey et ½ sud-ouest du lot 2 du 13e rang de Kingsey
1838	George Johnson	Lot 26 du 1er rang de Warwick
1838	Lieutenant James Thompson	Lot 8 du 13e rang de Kingsey
1839	Lieutenant Colonel William Morris	½ nord-est du lot 11 du 12e rang de Kingsey et lots 4, 5, 6, 7, 11 et 12 du 13e rang de Kingsey
1839	Héritiers de Joseph Voyer	Lots 9, 10 ½ sud-ouest du lot 11 du 12e rang de Kingsey
1841	James Crawford	Lots 20 à 27 du 6e rang de Warwick
1842	British American Land Company	½ nord-ouest du lot 6 du 11e rang de Kingsey, lots 1 à 8 du 12e rang de Kingsey, lots 3, 10 et ½ nord-est du lot 2 du 13e rang de Kingsey
1842	John McDonald	Lot 24 du 5e rang de Warwick
1843	Matthew Bell	Lot 22 du 4e rang de Warwick
1845	Charles Rose	Lot 9 du 13e rang de Kingsey
1850	Richard Brosman	Lot 28 du 2e rang de Warwick
1853	Tomas Allen Stayer	Lots 13, 15 à 28 et ½ nord du lot 4 du 11e rang de Kingsey, lots 13 à 28 du 12e rang de Kingsey, lots 13 à 28 du 13e rang de Kingsey

Thomas Allen Stayer possédait déjà, avant 1838, près de 24 000 acres de terre dans la région de Kingsey Falls. Depuis 1827, il était maître général des Postes du Haut et du Bas-Canada. Durant son mandat, il favorisa l'implantation d'un millier de bureaux de poste dans la province québécoise. En 1853, il fera également l'acquisition d'une quarantaine de lots dans les 11e, 12e et 13e rangs de Kingsey, ce qui représente 36,2 % du territoire de Sainte-Élizabeth. Bref, à cette date, presque tout le territoire élizabéthois avait été *légalement* concédé à des Anglo-saxons (tableau 17.1), mais un nombre limité de propriétaires y avait exploité les ressources sans y habiter, comme Thomas Allen

Stayer. Enfin, au milieu du XIXe siècle, la *British American Land Company* mit la main sur une concession de 800 000 acres de terre dans les Cantons de l'Est, incluant le canton de Warwick, favorisant du même coup l'exploitation du territoire à des fins économiques. Lorsque les grands propriétaires terriens se départiront de leur terre, la colonisation canadienne-française s'accéléra.

Ainsi, vers les années 1850, après l'ouverture de chemin de pénétration, au même moment où les Canadiens français s'implantaient progressivement à Sainte-Élizabeth, vint s'établir un contingent d'Irlandais. Émigrant par centaines à la suite des révolutions qui ont éclatées en Irlande vers 1840, ils ont été contraints à vivre en quarantaine à l'ile du Massacre au Bic ou à l'ile de la quarantaine en aval de Québec et ceux qui ont survécu aux maladies et à la famine, se sont disséminés au travers des terres des Cantons de l'Est. C'est ainsi que les familles Ling et McKeown entre autres sont parvenues à Sainte-Élizabeth. Certaines familles avaient fait halte à Tingwick où s'était établi un nombre important de leurs compatriotes (Martel, 1980 : 24). Patrick McKeown, alors âgé de 15 ans, fut un des premiers à acheter en 1851 une terre à Sainte-Élizabeth. Sa fille y est née en 1864, mais la paroisse participait encore à celle de Saint-Médard (Martel, 1980 : 15).

La paroisse comptait plus de 500 habitants en 1890. En 1901, la population avait diminué considérablement. À Warwick et Kingsey Falls, un nombre important de colons d'origine irlandaise, anglo-saxonne et loyaliste ont abandonné leurs terres pour aller travailler aux États-Unis. Entre la moitié et la fin du XIXe siècle, un nombre important de fermes occupées par des familles anglophones étaient effectivement à vendre. Pourtant, entre 1901 et 1921, la population avait augmenté de 74 %. En fait, la population venait d'atteindre son point culminant, dans les années 20, avec une somme de 695 habitants. L'arrivée de nombreuses familles francophones au cours de cette période pourrait expliquer cette augmentation. Toutefois, la population diminue graduellement à partir de 1921, comme partout ailleurs en milieu rural (crise économique).

Origine des premiers colons

Les noms des premiers colons qui ont été gardés en mémoire sont ceux de Donahue, Morel, Ling, McKeown, William Town, Laliberté, Alex Boulé, Powell, François Prince, Xavier Bourgie, Horace Élie, Narcisse et Joseph Poisson. S'ajouteront plus tardivement les Mondoux, Morin, Bourgault, Fafard, Lambert, Houle, Perreault, Bernier et Martel (Martel, 1980 : 24).

Tel que l'attestent les noms des premiers colons, nous savons que des squatters loyalistes ont occupé certains espaces alors que le territoire était rattaché à Saint-Aimé-de-Kingsey

(Kingsey Falls) et Saint-Médard-de-Warwick (Warwick). Des squatters canadiens-français occuperont des terres élisabéthaines aussitôt qu'en 1828, mais la migration catholique officielle commence véritablement à compter de 1860 avec l'arrivée de Canadien français en provenance des seigneuries du Saint-Laurent et de nombreux Irlandais issus de la famine irlandaise des années 1840-1850.

Personnages importants

Alfred Laliberté

Alfred Laliberté (1878-1953), sculpteur, né à Sainte-Élizabeth-de-Warwick de parents cultivateurs, a immortalisé dans le bronze plusieurs grandes figures de l'histoire canadienne. Près de 200 de ses œuvres sont conservées au Musée national des Beaux-Arts de Québec et représentent les légendes, les métiers et coutumes de son époque. Au fil de sa vie, Alfred Laliberté a écrit trois manuscrits : *Mes mémoires, Réflexions sur l'art et l'artiste* et *Les artistes de mon temps*. Il a également été professeur à l'École des Beaux-Arts de Montréal et devint membre de l'Académie royale canadienne. Il a enfin été nommé docteur *honoris causa* par l'Université de Montréal et membre correspondant pour la section sculpture par l'Académie des Beaux-Arts de l'Institut de France. Un monument relate sa mémoire en territoire élizabéthois, près de la maison de son enfance, lot 637 du cadastre originaire.

Narcisse et Joseph Poisson

Narcisse Poisson est reconnu comme étant un des premiers défricheurs de cette municipalité. Avec ses trois frères, Alexis, Napoléon et Albert, il s'achète un terrain qu'il défrichera pour se construire une maison de bois rond. Sur ce même terrain, chacun des frères participa à la construction des maisons qui leur a permis, tour à tour, de fonder leur famille. Le « rang des Poisson » est rapidement devenu légende. Narcisse est décédé écrasé sous la charge de ses bœufs. Une croix a été plantée à l'emplacement de sa mort pour rappeler sa mémoire. Son fils Joseph disposait de temps libre puisqu'il avait été exempté des gros travaux en raison de sa fragilité. Il se mit alors à la sculpture de petits objets. La qualité de ses sculptures et de ses miniaturisations lui permit de se faire connaître. Son père Narcisse avait reconnu rapidement son talent et l'amena alors à Saint-Hyacinthe, chez Paquette Godbout, où son père le plaça à titre d'apprenti. Cet artiste est à l'origine de nombreuses sculptures présentes dans l'ancienne cathédrale de Nicolet.

Arthur Leblanc
Nommé curé à Sainte-Élizabeth-de-Warwick en 1916, il demandera à ses paroissiens l'autorisation de construire un presbytère assez grand pour y loger, en plus de sa propre personne, neuf enfants et leur mère, famille de son frère Louis-Philippe décédé depuis peu. La demande fut bien accueillie par les membres de la paroisse. Surnommée « madame curé », la belle-sœur d'Arthur deviendra ménagère du presbytère (Giroux, 2010 : 49).

Lily Baril
Née à Sainte-Élizabeth le 29 janvier 1893, Lily Baril était la fille de Mary-Jane McKeown et de Léandre Baril. Ces derniers étaient propriétaires d'une scierie et d'une petite ferme. Lily fera ses études primaires à Sainte-Élizabeth puis poursuivra son éducation au couvent d'Arthabaska. Pratiquant le secrétariat à Montréal, elle demeura dans cette région une trentaine d'années. Elle devint sourde assez tôt dans sa vie et dut renoncer à travailler pour les autres. Pour occuper son temps, elle se mit à colliger de nombreux renseignements sur l'histoire de sa municipalité natale. Ses notes, demeurées manuscrites, comportent plusieurs cahiers dont De L'Isle (1986 : 208) se réfère à quelques reprises.

Rodrigue Héroux
En 1944, Rodrigue Héroux s'établit à Sainte-Élizabeth. Il acheta la fromagerie du 6e rang. Originaire d'une famille de musiciens (il était le dixième d'une famille de douze), il s'adonna à la fabrication d'instrument de musique en plus de pratiquer lui-même divers instruments : violon, piano, égoïne, harmonica, etc. « Alliant à ses talents de musicien celui de luthier et de sculpteur, il aurait fabriqué une vingtaine de violons dont il sculptait la tête en forme d'animaux (cheval de mer, hibou, singe, chien, chat). Il a aussi fabriqué des bombardes dont la vente s'étendait jusqu'en France (De L'Isle, 1986 : 208). »

4.17.3 Faits historiques

Histoire religieuse

La majorité du territoire de Sainte-Élizabeth était rattachée à la paroisse de Saint-Médard de Warwick. Certains colons participaient plutôt au culte de Saint-Félix, de Saint-Aimé et même de Saint-Albert. Les pratiquants devaient se déplacer sur une bonne distance pour assister à la messe. Parallèlement, avec la majorité protestante du début de la colonie, une église et un cimetière protestants seront dressés sur le territoire élisabéthain. Les vestiges du cimetière étaient encore perceptibles dans les années 20 d'après la famille Bourgie, propriétaire dans un coin du lot 25 du 2e rang (cadastre no 362) depuis trois générations

(Martel, 1980). Aujourd'hui disparus de la surface, les vestiges sont probablement enfouis sous les labours ou bien ils ont été déménagés à un certain moment. Il semble que l'Église protestante (« mitaine ») prenait place sur un autre site, soit le site de l'école au lot 27 des 2e et 3e rangs (cadastre numéro 371). Elle a probablement vécu depuis les années 1850-1860 lorsque des Irlandais protestants se sont installés en plus grand nombre. Puis son usage semble se terminer vers le début des années 1900, tel que le suggère l'état des monuments du cimetière dans les années 1920. Il serait intéressant de connaître les dates de l'établissement de cette mission protestante et les détails de son service.

Le plus ancien document connu concernant l'histoire de la paroisse de Sainte-Élizabeth-de-Warwick serait une requête datée du 29 juin 1869 et présentée à Mgr Louis-François Laflèche, évêque de Trois-Rivières afin d'obtenir la permission de construire une chapelle catholique (De L'Isle, 1987 : 63). La requête est signée par une cinquantaine de colons qui considéraient que le territoire agricole pouvait supporter une population grandissante, et que le district dont il était question se peuplait rapidement, mais était trop éloignée des églises de Saint-Médard, Saint-Félix et Saint-Albert. L'érection d'un lieu de culte dans la partie sud-ouest du canton de Warwick favoriserait alors la venue d'autres colons. Une autre lettre adressée à l'évêque en 1872 pour l'érection canonique de la paroisse révèle que les habitants devront s'en remettre à l'évêque pour choisir l'endroit où sera construite la chapelle (De L'Isle, 1986 : 63). Dans le contexte d'une occupation protestante importante à Saint-Félix et Saint-Aimé, où notamment des églises baptiste, méthodiste et anglicane avaient été fondées dès 1860, cette mission deviendra ce que De L'Isle (1986 : 63) nomme un « rempart catholique » contre l'expansion protestante de Kingsey Falls et de Warwick.

Ainsi, la paroisse érigée canoniquement en 1872 par son détachement de la paroisse de Saint-Médard n'a pas encore de lieu de culte ni de missionnaire. C'est en 1874 que le curé missionnaire Pothier, curé de Saint-Médard, fera bâtir une chapelle de bois. La paroisse ne sera pas desservie par voie de mission avant 1876, date à laquelle l'abbé Charles-Olivier Gingras devint desservant-missionnaire des paroisses de Saint-Albert et de Sainte-Élizabeth. Pendant quelques années, des missionnaires viendront célébrer les offices religieux tous les quinze jours. À l'occasion d'une de ces missions, le besoin de bâtir une église et un presbytère a été formulé, car déjà, la chapelle était trop petite pour accueillir la population en pleine expansion. Ce sera l'abbé Thomas Boucher, curé de Saint-Albert et missionnaire de Sainte-Élizabeth entre 1883 et 1896 qui assurera la mission de Sainte-Élizabeth jusqu'à la nomination du premier prêtre résident vers 1885, l'abbé Georges Béliveau. Tout comme l'avaient été les démarches pour l'établissement d'une première mission, les demandes de l'érection de l'église (1887) et du presbytère (1887-1936) ont été longues à être entendues, mais avec la nomination d'un prêtre par le

nouvel évêque de Nicolet, les paroissiens pouvaient désormais passer à une autre étape de la formation de leur paroisse.

Une polémique a éclaté au sujet de l'emplacement de l'église (De L'Isle, 1986 : 74). La conformité avec les plans dut être approuvée par l'évêque, car des initiatives n'étaient pas conformes et décevaient le curé Béliveau, notamment les caractéristiques des châssis. D'autres divergences de point de vue et même des conflits sont apparus entre le curé Béliveau et les paroissiens, bien que ces derniers aimaient bien leur pasteur (sa longue cure de huit années le prouve, malgré les protestations lors de sa nomination).

Le presbytère a été construit à même la chapelle (transformation). Le presbytère sera détruit en 1936 : « … il a été complètement rasé par le feu lors d'une "partie de tire" que se serait payée le curé en faisant bouillir son eau d'érable dans la cave ou dans le petit hangar attenant au presbytère (Martel, 1980 : 11) ». Gilles De L'Isle parle plutôt d'une cause inconnue, mais probablement une étincelle venant d'un poêle. Le curé Elzéar Bonin entreprendra la construction d'un nouveau presbytère au cours de cette même année, en brique cette fois, pour la postérité. Le contrat est confié à David Deshaies de Nicolet.

Au début du XXe siècle, soit au début de la cure de Charles-Édouard Provencher, un inventaire matériel de l'église réalisé par le curé lui-même permet de constater l'état vétuste des ornementations et des biens usuels. Grâce à la réalisation d'une petite loterie et grâce aux dons, les fonds nécessaires ont été réunis afin d'installer différents ornements dans l'église : statues, chandeliers, banc, tables, etc. En 1901, un nouveau cimetière est béni. La paroisse compte à ce moment-là 395 catholiques et 10 protestants.

Tableau 17.2 – Les missionnaires et curés de Sainte-Élizabeth-de-Warwick

Nom	**Année**
Abbé Louis Pothier (missionnaire)	1874-1877
Abbé Charles-Olivier Gingras (missionnaire)	1877-1878
Abbé François-Xavier Lessard (missionnaire)	1878-1883
Abbé Thomas Boucher (missionnaire)	1883-1896
Abbé Georges Béliveau (premier curé)	1885-1893
Abbé Cléomène Lafond	1893-1896
Abbé Georges Béliveau	1896-1904
Chanoine Charles-Édouard Provencher	1904-1908
Abbé Ephrem Lemire	1908-1916
Mgr Arthur Leblanc	1916-1921
Abbé Irénée Courteau	1921-1924
Abbé Léon Farly	1924-1933
Abbé Elzéar Bonin	1933-1942
Abbé Hormidas Rhéault	1942-1954

Histoire municipale

En 1872, le détachement de la partie sud-ouest de la paroisse, un secteur connu sous le nom de « Petit-Warwick » situé en marge de la rivière des Rosiers, pour former Sainte-Élisabeth, a été motivé par la distance à parcourir afin de se rendre à la chapelle (état des chemins, rivière à traverser). La paroisse venait d'être canonisée sous le nom de « Sainte-Élizabeth-de-Hongrie » en souvenir de Sainte Élisabeth de Hongrie (1207-1231) [Commission de toponymie du Québec, 2014]. Cette appellation sera conservée lors de l'érection de la municipalité de paroisse en 1887 et retenue pour le bureau de poste en 1905.

Lors de la première séance du conseil en 1887 à la suite des élections, le territoire de Sainte-Élizabeth est divisé en sept arrondissements. La même année le conseil adopte une résolution qui veut que les publications, règlements, résolutions ou ordres du conseil soient érigés en français, ce qui laisse croire en une majorité canadienne-française à cette époque.

Au courant de l'année 1904, le détachement d'une partie de Sainte-Élizabeth au profit de la nouvelle paroisse de Sainte-Séraphine, soit depuis le lot 23 jusqu'au lot 27 des 12e et 13e rangs de Kingsey, ne plait pas au curé Provencher. Et même plus tard, en 1916 seront détachés les lots 19, 20, 21 et 22 du 12e rang et les lots 20, 21 et 22 du 13e rang de Kingsey encore au profit de Sainte-Séraphine. (De l'Isle, 1986 : 81-82). En 1917, la ½ sud-est du lot 29 du 2e rang de Warwick est annexé à la paroisse de Saint-Aimé-de-Kingsey-Falls.

Tableau 17.3 – Les premiers maires de Sainte-Élizabeth-de-Warwick

Nom	**Période de direction**
Alfred Legendre	1887-1890
Siméon Gélinas	1890-1893
François Prince	1893-1896
Patrick McKeown	1896-1901
Alexis Boulé	1901-1904
John Ling	1904-1918
Léandre Baril	1918-1919
Arthur Poisson	1919-1931
Joseph Rondeau	1931-1941
Deus Morin	1941-1945
Alfred Martel	1945-1955

En 1972, le territoire est transféré au comté de Richmond. Le 2 février 2008, la municipalité de la paroisse de Sainte-Élisabeth-de-Warwick devenait la municipalité de Sainte-Élizabeth-de-Warwick et revenait dans le comté d'Arthabaska. Une importante

fluctuation orthographique, « Élisabeth/Elizabeth/Élizabeth », a historiquement affecté l'appellation actuellement retenue « Sainte-Élizabeth-de-Warwick ».

L'histoire scolaire

Il semble qu'aucun document n'ait été conservé au sujet des premières écoles de cette municipalité (Martel, 1980 : 43) qui ont vraisemblablement précédé l'avènement des Commissions scolaires. Les habitants administraient et entretenaient généralement les toutes premières écoles tenues dans leur propre maison.

À l'orée des commissions scolaires, au début du XXe siècle, les cinq maisons d'école de Sainte-Élizabeth ont fait partie des arrondissements de Kingsey Falls et c'est à partir des registres de cette municipalité que des bribes d'informations permettent d'en apprendre davantage sur le patrimoine scolaire élizabéthois.

Les registres de Kingsey Falls de 1863 nous apprennent qu'il y a quatre écoles sur ce territoire, dont celle dénommée « l'école Little Warwick ». La première école de Sainte-Élizabeth remonterait ainsi avant 1863.

Lorsque l'école de Sainte-Élizabeth portait le nom de District No. 4 de Kingsey Falls, les cours étaient probablement donnés en anglais à une population majoritairement protestante. D'ailleurs, à cette époque l'institutrice s'appelait Éliza Stuart. Entre 1866 et 1876, quatre pétitions différentes revendiquent l'érection de quatre districts scolaires distincts formés chacun d'une partie des rangs de Warwick, et de Kingsey. D'après De L'Isle (1986 : 130), la deuxième école catholique était davantage destinée aux Irlandais établis dans cette partie du canton de Warwick qu'aux Canadiens français. Cependant, les besoins en service francophone révélés par le biais de pétitions soutiennent l'idée que la vague colonisatrice a été opérée à cette époque.

La commission scolaire de Kingsey Falls qui était jusqu'en 1876 gérée par un groupe majoritaire protestant se divisera en deux entités, créant ainsi une commission scolaire dissidente catholique et canadienne-française (De L'Isle, 1986 : 130). Entre 1876 et 1887, l'évolution de l'administration scolaire est méconnue en raison de l'absence des registres à ce sujet à Kingsey Falls. C'est en 1887 lors de la formation de la municipalité scolaire de Sainte-Élizabeth que sont créés trois arrondissements scolaires comprenant chacun les trois écoles déjà existantes.

En 1905, une école fut construite sur la route des Fafard. Deux années plus tard, l'inspecteur Louis-N. Lévesque, recommande l'édification de deux écoles sur le 6e rang,

une à chaque extrémité. C'est ainsi que sont construites par John Ling l'école numéro 2 (école du bas du 6e rang) et l'école no 4 (école du haut du 6e rang). L'école no 4 prendra le nom de Saint-Joseph, par habitude. En 1931, l'école numéro 4 brûlera, et de nouveau en 1954. Elles furent reconstruites à neuf à chaque fois (Martel, 1980 : 47-48).

En 1909, l'arrondissement numéro 2 comprend désormais les lots 18 à 22 des rangs 5 et 6. Emplacement de l'école sur les lots 20 et 21 du 6e rang près du chemin. L'arrondissement numéro 4 comprend alors les lots no 23 à 29 des 5e et 6e rangs de Warwick. L'école sera construite sur le lot 26 du 6e rang. John Ling et fils obtient le contrat de construction des écoles numéro 2 et 4 en 1910. Les plans de construction devaient ressembler à ceux de l'école numéro 3, dont des dimensions de 30 pieds de longueur par 24 pieds de largeur et un deuxième étage pour y loger l'institutrice (De L'Isle, 1986 : 138). L'ancienne école numéro 2 est vendue aux enchères « aux plus haut et dernier enchairisseure, et que l'acheteure devrat inporter cette maison le plus tare aux premier jour du mois de octobre 1910, il faudra que la plasse soit claire (A.C.S.W. Sainte-Élizabeth, vol. I : 274 dans De L'Isle, 1986 : 138) ».

En 1911, d'une requête paroissienne est né un nouveau projet d'arrondissement, soit l'arrondissement numéro 5 qui englobait les lots 13 à 27 des 12e et 13e rangs de Kingsey. La maison d'école sera édifiée sur le lot 17 près du lot no 18 du 13e rang de Kingsey, soit à proximité du chemin qui sépare les 12e et 13e rangs. Le plan de construction devait être semblable aux autres écoles de Sainte-Élizabeth. Le contrat sera accordé au plus bas soumissionnaire, Alfred Guay, et sera réalisé au cours de l'année 1912 (De L'Isle, 1986 : 140).

Enfin, en 1912, Adélard Côté achetait un terrain sur le lot 17 du rang XII pour y construire une maison d'école (école no 5) de même qu'un logement pour l'institutrice. Alfred Guay recevra le contrat de construction (Martel, 1980 : 48). Enfin, l'école numéro 1 fut construite en 1913 par Wilfrid Cantin (Martel, 1980 : 47). À la fin du XIXe siècle.

En 1953, un projet de déménagement de l'école numéro 5 « plus au centre des terres habitées » est discuté à la Commission scolaire. Les commissaires achètent ainsi un terrain de Camille Pothier et acceptent la soumission de Gérard Martel pour la réfection du bâtiment. Cependant, l'école no 4 est détruite lors d'un incendie en 1954, avant que la Commission scolaire n'ait décidé de l'agrandir pour satisfaire les demandes répétitives de l'inspecteur en matière d'hygiène et d'espace. La maison de Berthe Beaudoin servira pendant un temps d'école jusqu'à ce que les commissaires étudient le projet de reconstruction. L'année suivante, alors que diverses propositions de construction n'arrivent pas à trouver l'unanimité, les locaux de Lucien Houle et Léon Lainesse seront

loués pour l'enseignement. En octobre 1954, il est finalement décidé de construire l'école no 4 et de construire une école centrale au village qui desservira les arrondissements 1, 2, 3 et 5. L'école no 4 sera la première à être érigée. Des six soumissions reçues, c'est celle de J.-Conrad Perreault qui sera retenue pour la construction de l'école. Une bande de terre achetée de Henri Poisson sera consacrée à l'aménagement de la cour d'école. Cette école sera ouverte en février 1955 alors que les plans et devis de l'école du village n'ont pas encore été acceptés. Le contrat sera, au final, donné à Arthur Ebacher de Victoriaville en 1955 et un terrain sera acheté d'Armand Ducharme. Les Oblates Missionnaires de l'Immaculée enseigneront à l'école centrale (arrondissement 1) dès septembre 1955 et les élèves des arrondissements 3 et 5 transportés au village soir et matin. Cette école prendra le nom d'École Sainte-Marie. L'année suivante, les élèves de l'arrondissement 2 seront eux aussi transportés à l'école centrale (De L'Isle, 1986 : 154-157).

En 1958, les Oblates font l'acquisition d'un autel pour aménager une chapelle dans l'école Sainte-Marie. C'est en 1964 que s'amorce un changement notable dans l'éducation alors que la clientèle scolaire se voit scindée en deux entités, les 1er et 2e années sont enseignées à l'école Saint-Joseph et les 3e, 4e, 5e et 6e années à l'école Sainte-Marie. Une réorganisation du transport scolaire devenait aussi nécessaire. D'autres changements dans la réorganisation des classes seront réalisés au cours de la période moderne. La commission scolaire de Sainte-Élizabeth-de-Warwick cessa d'exister en 1970 à la suite de son incorporation à la Commission régionale des Bois-Francs. En 1982, l'école Sainte-Marie était convertie en résidence pour personnes âgées dénommée « Résidence Pauline Morin ».

La vieille école du village, l'école de l'arrondissement no 3, située dans le rang Saint-Georges, et l'école de l'arrondissement no 5, situé dans le 12e rang, sont vendues aux enchères le 17 décembre 1956 (De L'Isle, 1986 : 157). L'école numéro 1 est cédée à la corporation municipale et l'école numéro 2 sera vendue aux enchères en mai 1958. Enfin, l'école du haut 6e rang sera démolie par son nouveau propriétaire René Lemieux dans les années 70.

Histoire économique et industrielle

Sainte-Élizabeth a d'abord grandi en tant que paroisse agricole. La terre à bois a cependant tenu une place importante au début de la colonie, ce qui explique la place importante que prenaient les scieries à cette époque. La surface des terres réservée pour la culture prendra par la suite de plus en plus de place. De 2001 acres en 1891, l'espace cultivé atteindra 7 097 acres un siècle plus tard (De L'Isle, 1986 : 177).

Les semences les plus prisées au temps de la colonie étaient le sarrasin, la pomme de terre, les grains d'avoine et autres céréales mélangées (orge, blé, maïs). L'essentiel des produits de la culture est destiné à nourrir les bêtes d'élevage (moutons, chevaux, porcs, bovins et vaches laitières, volailles) dont le nombre ne cessait d'augmenter. Outre l'agriculture de subsistance, quelques initiatives commerciales et industrielles ont participé à l'économie de Sainte-Élizabeth.

Les moulins à scie

Les scieries occuperont une place importante dans la municipalité de Sainte-Élizabeth. Natifs de Sainte-Élizabeth, John Ling et son frère William entreprennent en 1882 la construction d'un moulin à scie dans le 5e rang près de la rivière des Rosiers, sur une terre reçue en héritage. Ce moulin avait été en opération plus de 40 années lorsqu'il fut la proie des flammes. Le bâtiment fut néanmoins rebâti la même année. « En 1892, William Ling se dissocia de l'entreprise et John en demeura seul propriétaire jusqu'à sa retraite en 1918. » Ce dernier vendit l'industrie à son oncle Bernard Ling en 1921. « Voulant, sans doute, se rapprocher des marchés et des moyens de transport et donner à son entreprise une nouvelle expansion la machinerie du moulin fut transportée à Victoriaville, la bâtisse démolie et les autres propriétés de Sainte-Élizabeth vendue… (Lily Baril dans De L'Isle, 1986 : 183). » Ainsi, il semble que la famille Ling ait été le propriétaire unique de cette entreprise jusqu'à sa démolition entre 1925 et 1930.

Une deuxième scierie était en opération à la fin du XIXe siècle. De fait, en 1886, Léandre Baril se portait acquéreur d'un terrain de Damien Fafard situé au 4e rang de Sainte-Élizabeth afin d'y bâtir une scierie. Son moulin était actionné par la vapeur et permettait le sciage du bois des cultivateurs de Sainte-Élizabeth. Il générait également des planches, bardeaux et fonds de boîtes à fromage destinés à d'autres paroisses. Prospère de sa diversification, le moulin Baril actionna aussi une meule à farine. Léandre Baril exploita son industrie sans interruption pendant plus de 60 ans, entre 1886 et 1948. Son entreprise familiale s'est transmise à ses fils, lesquels ont travaillé dès leur plus jeune âge au profit du moulin. À compter du décès de son père Léandre en 1948, Richard prit la relève avec ses propres fils et son frère Édouard. La scierie demeura active dans la municipalité jusqu'en 1973 alors qu'elle ne devenait plus rentable. Elle fut démolie. Le moulin Baril a été, au cours de sa longue vie, la cause de deux accidents mortels, celui de Gertrude, fille de Léandre et celui de Zéphirin (Ti-Gars) Girouard, lesquels ont été happés par la grande roue du moulin.

Un troisième moulin, le moulin Morill, occupait une branche de la rivière à Patte, entre les 5e et 6e rangs de Warwick. Le moulin aurait occupé le lot 27 du 6e rang et aurait été démoli vers 1905. Il aurait donné une bonne concurrence au moulin Ling et Baril.

Deux grandes fromageries

Le recensement de 1891 indique la présence de deux fromagers à Sainte-Élizabeth, Onésimes Bourgault et Eugène Hamel.

La fromagerie du village a d'abord été la propriété de la famille Cyr et Onésime Bourgault y travaille à titre d'employé. Ce dernier demeura fromager dans l'entreprise de Charles Cyr lorsqu'en 1895, la fromagerie est vendue Edmond Desfossés. Léon Mercier en sera le nouveau président. À cette époque la famille Desfossé logeait dans la même bâtisse que la fromagerie, à l'étage. « Le procès-verbal de la réunion du Conseil municipal du 6 juin 1898 nous apprend que la fromagerie d'Edmond Desfossé devient le lieu des réunions du conseil (De L'Isle, 1986 : 182) ». En 1900, Edmond décide de construire la maison familiale près de la fromagerie. À partir de 1935, Maurice Héroux devint le propriétaire exploitant cette industrie florissante. En 1963, la fromagerie cessait ces activités, le bâtiment a été détruit et le terrain fut cédé au Comité des Loisirs.

La fromagerie du 6e rang (lot P-639 du cadastre originaire) a été exploitée par Salus Pelletier et Bélanger au premier quart du XXe siècle. Napoléon Rivard en devient le fromager. Par la suite, l'entreprise située à la croisée des 6e et 7e rangs a été successivement exploitée par Héléodore Gosselin, Paul Laroche et Rodrigue Héroux. Ce dernier fermera l'industrie en 1947, trois années après l'avoir lui-même exploitée (Martel, 1980 : 30; De L'Isle, 1986 : 182-183).

Une briqueterie

Une briqueterie occupait à l'époque une terre située sur la route menant chez Donat Ducharme, avant de traverser le ruisseau. Élisée Martineau avait acheté le terrain en 1915 d'Alexis Boulé pour y installer cette petite industrie qui fut en exploitation environ 5 ans, jusqu'à ce qu'elle soit détruite (Martel, 1980 : 28).

Des magasins généraux et des épiceries

« La documentation est passablement défaillante en ce qui concerne les commerces », raconte De L'Isle (1986). L'auteur relate que dans le journal *La Tribune* du 17 août 1951, on pouvait lire : « Seules quelques industries : une manufacture de portes et châssis, une beurrerie-fromagerie, et un garage de réparation mécanique, en plus de quatre magasins se voient dans le coquet village de Ste-Élizabeth… » (dans De L'Isle, 1986 : 185).

Le premier marchand de la municipalité de Sainte-Élizabeth, Philias Germain, a ouvert son magasin en 1885. Selon la répartition de 1886, son commerce est établi sur le numéro 460A du cadastre, sur un terrain enclavé dans le lot 23 du 3e rang de Warwick. Après avoir opéré quelque treize années, Philias Germain déménage à Victoriaville où il exploita une tabagie (De L'Isle, 1986).

Pierre L. Bélanger achète, probablement en 1898, le marché général de Philias Germain et l'exploite jusqu'au 3 juillet 1906. À cette date le magasin passe aux mains de Wilfrid Cantin. Ce dernier « apportera des modifications notables au magasin, notamment un agrandissement intérieur, et l'installation d'un appareil de gaz acétylène pour l'éclairage que l'on abandonnera peu après en raison des dangers que ce système représentait » (De L'Isle, 1986 : 185). Selon Lily Baril et J. Donat Rondeau, c'est Freddy (Frédéric) Ling, fils de John Ling (maire de Sainte-Élizabeth de 1904 à 1918) qui l'acquiert et « qui l'occupa jusqu'en 1925 ». Aux dires de Lily Baril, il avait réussi en quelques années à « libérer de toutes dettes ce commerce » et à lui insuffler une prospérité nouvelle. Cependant l'avenir allait démontrer le contraire. En 1922, le conseil municipal décide de faire « un tableau par Napoléon Laroche pour métre sur le magasin F.D. Ling pour blacée (…) les avis a affiche ». En 1925, Freddy Ling, veuf depuis quatre ans, succombant « sous le poids des obligations » décide d'aller s'établir à Victoriaville. Le magasin général passa par la suite entre de nombreuses mains (Charles-Édouard Melançon, François-Xavier Grégoire, Joseph Rondeau, Henri Rondeau) plus ou moins habiles pour ce type de commerce (Martel, 1980 : 28-29).

En 1926, Joseph Rondeau se portait acquéreur de F.-X. Grégoire qui revendra à son fils Henri en 1928. Ce dernier exploita le commerce jusqu'à son décès en 1958. En 1945, le bâtiment est jeté par terre par Henri au profit d'une nouvelle construction plus grande et moins rustique. Après sa mort en 1958, sa famille a peiné à maintenir le commerce en vie et décida de le vendre à nouveau. Une fois réaménagé par son nouveau propriétaire, le magasin n'a cessé de prospérer. La moulée, la ferronnerie et l'épicerie faisaient partie des produits vendus. Ils étaient parfois distribués à domicile. Derrière le magasin, l'écurie publique, construite en bois et recouverte de bardeaux était surtout employée durant les offices religieux pour abriter les chevaux. En 1948, le dernier propriétaire de l'écurie,

Henri Rondeau, chargeait une somme annuelle de 2,00 $. En 1958, suite au décès de son mari, la veuve d'Henri Rondeau vendit le commerce qui sera racheté par Elphège Dionne.

Plusieurs paroissiens ont exploité de petites épiceries, généralement dans une pièce de leur propre maison, dont Clément Desruisseaux entre 1940 et 1943 à la croisée du 6e rang et de la route Alfred-Laliberté; Alphonse Boisvert (1937-1940) au lot 27, route Boisclair (cadastre 650 ou 651), Mme Marie Elmire, au lot 554p (emplacement Steven Bernier); Omer Talbot (1930) au lot 29 du 3e rang (cadastre no 480p; emplacement Thomas Baril). Alphonse Boisvert aurait ouvert un restaurant au village et celui-ci sera vendu plusieurs fois en passant à la propriété de Bertrand Vidal, Jean-Baptiste Desjardins, Elphège Dionne (1954), Donat Perreault (1960), Yvon Desharnais puis Laurent Blanchette (1977).

L'épicerie-boucherie Fernand Rondeau sera celle qui traverse plus de temps. Henri Rondeau achetait en 1941 la maison Campagna construite en 1914 sur le lot 24 du 3e rang (cadastre no 461) pour y installer sa famille. Il légua ensuite sa maison à son fils Fernand qui convertit la maison en épicerie-boucherie. Après avoir exploité son commerce quelque deux années, il le vendit à Edouard Perreault (1951), lequel le refila à Armand Gauvreau en 1953. En 1961, Edmond Beauchesne prenait possession du commerce en modernisant ses installations et en se procurant un permis pour vente d'alcool. Avec son abattoir situé au 6e rang qui fournissait sa boucherie, son commerce prospéra.

Des forges

D'après les recherches réalisées par Gilles De L'Isle, le premier forgeron de Sainte-Élizabeth serait Victor Perreault. Il aurait bâti sa forge sur le chemin de la terre de son père. Il aurait construit sa boutique de forge lors de son mariage en 1876. Pierre Bélanger, marchand, aurait déménagé cette boutique au village et revendue au forgeron Joseph Hamel. Son décès précoce permit à Auguste Marcoux de prendre sa place. Les réunions du conseil se dérouleront pendant un temps dans sa boutique de forge. Joseph Ratté, Joseph Hamel, Auguste Marcoux, puis Louis Boulanger succèderont à Victor Perreault à titre de forgerons. Lily Baril, dans un de ses textes sur l'histoire de Sainte-Élizabeth, raconte que c'est Mme David Boulanger, mère du forgeron Louis Boulanger qui avait acquis la boutique de forge de Victor Perreault, laquelle était alors menacée de fermeture par le conseil (De L'Isle, 1986 : 186-187).

Philippe Campagna s'établit également comme forgeron à Sainte-Élizabeth dès 1901-1902 et opérera sa boutique jusqu'en 1936. (De L'Isle, 1986 : 187).

Le premier maréchal ferrant de Sainte-Élizabeth, Eugène Marcoux, a pris boutique sur le lot 461 du cadastre originaire (Martel, 1980 : 36). Philibert Campagna exploita le commerce jusqu'en 1936-1937, moment où Onil Leblanc, originaire de Sainte-Clotilde-de-Horton, s'installa dans la région et lui fit vive concurrence. Entre 1933 et 1975, Onil Leblanc fit bonne figure à Sainte-Élizabeth puisqu'il vivra de son métier plusieurs années après la disparition des chevaux dans les rues et les champs.

Une écurie publique

Construite en bois et couverte de bardeaux, l'écurie publique était située dans le village, en arrière du magasin général (Martel, 1980 : 37). Elle comprenait de nombreuses loges disponibles tout au long de l'année et pouvait abriter près de 60 chevaux. Comme la plupart des écuries, elle servait essentiellement à abriter les chevaux pendant les offices religieux. Henri Rondeau en était le dernier propriétaire.

Quelques autres commerces et industries

En 1954, Fernand Dubois achetait la maison de Gérard Martel pour ouvrir une boulangerie. La municipalité comptait également une fabrique de cintres chez Georges Ling au 6e rang entre 1919 et 1925, puis chez Hormidas Campagna vers 1939-1940, magasins de toutes sortes (Lydia Martel, Rodrigue Héroux, Noël Martel), garages (Ludger Morin, Jacques Méthot et Jean-René Élie), boutique de menuiserie.

En 1954, Fernand Dubois « Lapaille » exploite les vieux bâtiments pour y implanter une boulangerie. Il achète d'abord le hangar de Gérard Martel (lot 24, cadastre no 461) puis l'ancienne boutique de forge située sur le même lot, puis les réaménage pour faire fonctionner son entreprise. Lorsqu'il vend à Raymond Leblanc, la boulangerie aurait cessé ses opérations (De L'Isle, 1986 : 187). L'ancienne boutique de forge brûle en 1974.

Un restaurant au village a été mis en opération par Alphonse Boisvert lorsqu'il décide d'acheter la maison de Napoléon Poisson, père. Une fois converti en restaurant, le commerce voyagera dans le temps et sera tenu par divers propriétaires : Bertrand Vidal, Jean-Baptiste Desjardins, Elphège Dionne (1954), Donat Perreault (1960), Yvon Desharnais et Laurent Blanchette (1977). Les archives mentionnent qu'Elphège Dionne tenait en 1955 le « Service de pompes à incendis » au restaurant.

Banque et caisse populaire

Afin de soutenir l'économie élizabéthoise, l'établissement d'une banque s'avérait nécessaire. C'est ainsi qu'en 1920, Isaïe Bédard ouvrira une banque dans sa maison (cadastre no 556p). Cette première Banque provinciale (1920-1924) eut une vie de courte durée puisqu'à la mort de son instigateur, le projet n'a pas été renouvelé. Néanmoins, les paroissiens pouvaient compter sur la Caisse Populaire qui logeait chez ses différents gérants depuis 1922 : Lucrèce Bernier-Morin (1922-1933); Joseph DeVarennes (1933-1943), Rachel Gagnon (1943-1944), Estelle Leblanc (1944-1978). Par la suite, un bâtiment fut construit pour les besoins propres de la Caisse, surtout qu'en décembre 1964, des voleurs s'emparèrent d'une somme de 4 000 $ chez Estelle et Onil Leblanc.

Événements marquants

L'événement le plus marquant survenu dans la municipalité de Sainte-Élizabeth fut sans nul doute le moment où le conseil municipal entreprit de redresser le cours de la rivière des Rosiers, un affluent naturel de la rivière Nicolet. Avec ses nombreux méandres, cette rivière inondait chaque année des terres aménagées et bâties et occasionnait ainsi bien des ravages. En 1930, les habitants entreprirent donc de creuser à même le lit de la rivière afin de réguler son cours dans la portion qui traverse le village. En 1970, de nouveaux creusements furent nécessaires afin de prévenir les inondations printanières. Certaines portions de la rivière encaissée dans le roc ont même été morcelées à l'aide de la dynamite.

4.17.4 Routes et chemins anciens

Les premiers chemins de la colonie

Bien entendu, l'économie rurale était étroitement liée à l'évolution du réseau de transport routier et des autres modes de communications. Avant 1860 (figures 17.2 et 17.3), aucun chemin ni occupation n'est répertorié sur le territoire de Sainte-Élizabeth.

Nous savons cependant que des squatters loyalistes et irlandais ont occupé certains espaces alors que le territoire était rattaché à Saint-Aimé-de-Kingsey (Kingsey Falls) et Saint-Médard-de-Warwick (Warwick). Nous savons également que la migration catholique officielle commence véritablement à partir de cette date avec l'arrivée de Canadien français en provenance des seigneuries du Saint-Laurent, mais aussi de nombreux Irlandais issus de la famine irlandaise des années 1840-1850.



Figure 17.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117). Sainte-Élizabeth-de-Warwick n'est pas encore occupé.



Figure 17.3 – Extrait de la carte des Cantons de l'Est, 1867 (BAnQ : 107580) où se distingue une route de pénétration, soit le chemin de Saint-Albert reliant Warwick à Saint-Albert.

La route de Warwick qui reliait Saint-Albert à Saint-Médard a sans aucun doute été empruntée avant les années 1860 pour accéder au territoire de Sainte-Élizabeth. Rapidement, ce sont dessinés les chemins de rangs au fur et à mesure du lotissement des habitants.

Le conseil adopte un règlement en 1893 qui favorisera le parachèvement du réseau routier, ce qui annonce la ramification d'un réseau routier plus carrossable. Ce règlement touchait les chemins et routes suivants :

1. Le chemin de front entre les 1er et 2e rangs (chemin du 2e rang)
2. Le chemin de front entre les 4e et 5e rangs (chemin du 5e rang/partie du rang Ling)
3. Un chemin de front entre les 5e et 6e rangs (chemin du 6e rang)
4. Une route entre les lots 26 et 27 du chemin du 4e rang au 6e rang (chemin Boisclair)
5. Une route entre les lots 22 et 23 du chemin du 5e rang au 6e rang (chemin Alfred-Laliberté)



Figure 17.4 – Plan cadastral du comté d'Arthabaska, 1920 (BAnQ : 2684630) illustrant le réseau routier et le découpage du territoire élizabéthois.

C'est en 1896 qu'un règlement rend officielle l'ouverture de la route reliant les 3e et 4e rangs (route Alfred-Laliberté), « qui a son point de départ au milieu du front entre 3 et 4ieme rang sur le lot N° 23 et qui passe en biaisant sur ledit lot n° 23 jusque l'ancienne demeure de Mr Alexi Bellumeur et delà prend la ligne entre le 22.23ieme lot et se dirige jusqu'au 5ieme rang (*Cahier des délibérations*…, livre 2, p. 4 dans De L'Isle, 1986 : 20). » Quant au chemin du 4e rang, il dut être officiellement aménagé vers les

années 1870 lorsque s'est implantée la mission de Sainte-Élizabeth. Il y a donc lieu de croire que l'essentiel du réseau de déplacement, établi le long des chemins de front où s'installaient habituellement les familles, a été créé entre 1860 et 1900. Les figures 17.4 et 17.5 en montre le déploiement. Y sont représentés les chemins mentionnés ci-haut, auxquels s'ajoutent la route Ling, qui se rend au moulin en provenance du chemin Alfred-Laliberté, la route St-François et la route Mondou qui relie le chemin des 2e et 3e rangs et le chemin du 4e rang et la route Méthot.



Figure 17.5 – Extrait de la carte topographique 31H/16, 1927 (BAnQ : 2684724) illustrant le territoire de Sainte-Élizabeth.

Un chemin présent sur le schéma cadastral de 1920 n'est plus représenté sur la carte topographique de 1934. Il traversait les lots 21, 22 et une partie du lot 23 entre les 4e et 5e rangs. Des bâtiments sont représentés le long de cet ancien chemin sur la carte topographique.

Les ponts

Le premier pont qui enjambait la rivière des Rosiers à Sainte-Élizabeth d'Arthabaska était situé au bas de la côte du village. Comme il était composé de bois, il était facilement altéré par les intempéries. Un pont couvert le remplaça plus tard. Celui-ci a été refait à

neuf vers 1929-30, au même moment qu'était redressée la rivière. Le pont de ciment actuel a quant à lui été érigé en 1950 (Martel, 1980 : 24).

Les noyaux de peuplement

Tous les lots des rangs de Sainte-Élizabeth semblent avoir été occupés par un bâtiment installé au front des lots, tel que la tradition le prescrivait. Les chemins de rang comportent ainsi une masse importante de bâtiments. Il faut noter cependant que quelques bâtiments occupent aussi les routes qui longent la profondeur des lots (route Mondou, Boisclair, Alfred-Laliberté et Ling).

En 1885, la majorité de la population se situe dans les 4e et 6e rangs de Warwick et une minorité dans les rangs 1, 2 et 3. Il semble que les protestants aient été plus nombreux dans les trois premiers rangs de Warwick et les derniers lots de Kingsey alors que les Canadiens français ont préféré les 4e et 6e rangs de Warwick.

Un milieu villageois est né sur le chemin du 4e rang, à l'extrémité sud de la route Alfred-Laliberté. Il comprenait vers 1920 une école, un bureau de poste, l'église, le presbytère, le cimetière, une forge, une fromagerie et des magasins et épiceries. Le moulin Baril se situait à quelque trois kilomètres à l'ouest sur ce même chemin.

Le long du 6e rang s'était implanté le moulin Morill. Une petite concentration de bâtiments, de même qu'une école et une fromagerie, figuraient également près de cet emplacement.

Enfin, malgré qu'ils n'y soient pas représentés en 1920, une église protestante et un petit hameau d'habitants occupaient le secteur de l'école des 2e et 3e rangs (extrémité sud-ouest de la municipalité).

4.17.5 Patrimoine bâti

Le Répertoire du patrimoine culturel (MCC, 2013) inventorie deux bâtiments de nature religieuse soit l'église et le presbytère (tableau 17.4). Aucun autre site ni bien n'a été classé, désigné ou inventorié par les instances gouvernementales ou municipales.

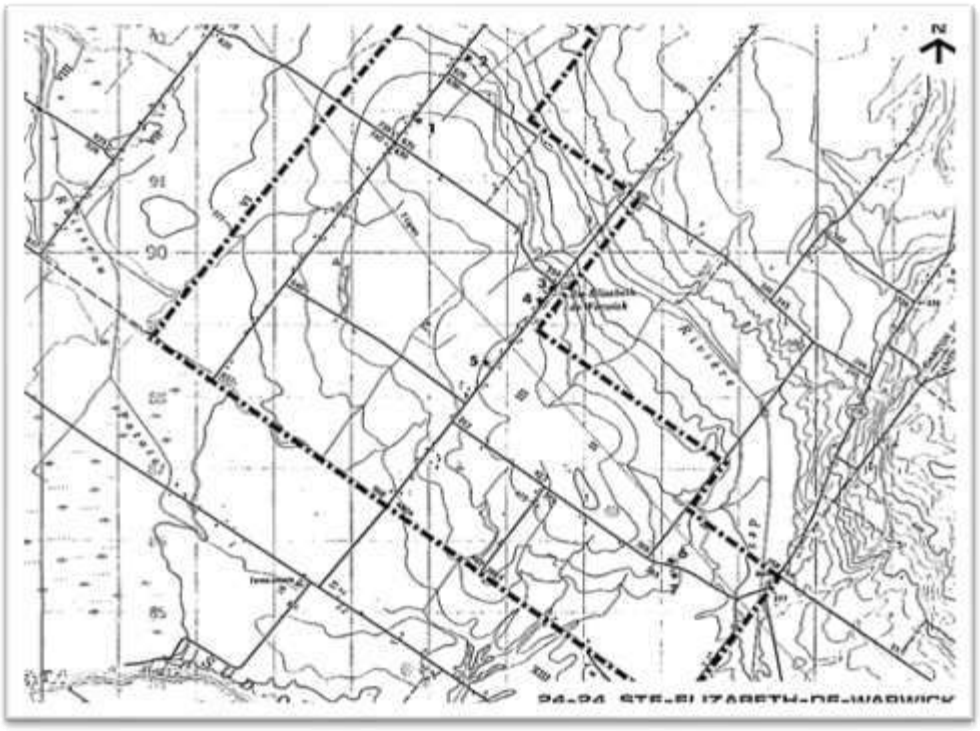

Figure 17.6 – Les bâtiments patrimoniaux identifiés à Sainte-Élizabeth-de-Warwick par la Société La Haye et Ouellet, 1982

Lors d'une étude patrimoniale menée il y a déjà une trentaine d'années (Société La Haye et Ouellet, 1982), sept bâtiments à valeur patrimoniale avaient été répertoriés sur les chemins du 6e, 4e et 2e/3e rangs (figure 17.6). Cinq d'entre eux ont pu être identifié à un site précis (numéro civique) tel que présenté dans le tableau 17.5.

Tableau 17.4 – Les éléments patrimoniaux de Sainte-Élizabeth-de-Warwick inventoriés par le MCC, 2013

Dénomination	**Numéro civique**	**Type de rue**	**Nom de la rue**	**Date d'origine**	**Statut**	**Fonction d'origine**
Église de Sainte-Élizabeth-de-Hongrie	222	rue	Principale	1885	Inventorié	Lieu de culte catholique
Presbytère de Sainte-Élisabeth-de-Hongrie	222	rue	Principale	1936	Inventorié	Résidence curiale

Tableau 17.5 – Bâtiments patrimoniaux répertoriés par la Société La Haye et Ouellet (1982).

Numéro civique	**Type de rue**	**Nom de la rue**
474	chemin	6e rang
469	chemin	6e rang
227	rue	Principale
229	rue	Principale
246	rue	Principale

Enfin, au tableau 17.6 se trouvent les diverses croix de chemin répertorié par le CÉLAT et l'historien Gilles De L'Isle (1986). La croix de chemin située au carrefour du 6e rang et de la route Alfred-Laliberté sur le lot 739, a été érigée en 1905 par M. Saluste Pelletier, fromager. Elle a, depuis, été remplacée deux fois, en 1946 et 1979, mais conserve son emplacement d'origine (Martel, 1980 : 14; De L'Isle, 1986 : 123). En 1907, le curé Charles-Édouard Provencher bénissait une croix érigée sur la terre d'Albert Poisson dans le haut du rang Saint-Joseph (route Poisson?) [De L'Isle, 1986 : 123]. En 1911, les habitants érigeaient une croix de chemin dans le 5e rang pour garder en mémoire la vie de Narcisse Poisson, décédé accidentellement à cet endroit, le 15 juillet 1907, à l'âge de 45 ans, écrasé par une bille de bois que ces bœufs ont fait tomber lors d'une embardée. Plus tard, en 1931, un calvaire a été érigé dans le 12e rang à la suite d'une promesse faite par Henri Martin avant la guerre à la suite d'une faveur demandée. Si ses fils Saül et Donat étaient exemptés de la guerre, il érigerait le calvaire. Situé à l'intersection des chemins menant à Saint-Aimé-de-Kingsey et à Sainte-Séraphine (chemin des 2e et 3e rangs). En 1935, une croix aurait été bénie sur le terrain d'Alphonse Prince dans le 2e rang alors qu'en 1941, le curé Leblanc procédait à la bénédiction d'une croix érigée à l'angle des chemins Sainte-Marie et de la route limitant la ferme de Joseph-Henri Rondeau. Enfin, la croix située au 3e rang (lot 27, cadastre no 473) a été érigée en 1982, mais elle commémorait une ancienne croix érigée par Arthur Fafard sur ce même emplacement.

Tableau 17.6 – Les croix de chemin et calvaire répertorié à Sainte-Élizabeth-de-Wawick

Dénomination	**Numéro civique**	**Type de rue**	**Nom de la rue**	**Date d'origine**
Croix du 6e rang				1979
Croix du rang Saint-Joseph				1907
Croix du rang Petit 5				1911
Calvaire du 12e rang	16	chemin	12e rang	1931
Croix du 2e rang				1935
Croix du 12e rang				1941
Croix du 3e rang		chemin	3e rang	1982

Une fois que l'étude des titres de propriété et des adresses civiques aura été effectuée à partir des données répertoriées dans le présent rapport, celles-ci pourront constituer le point de départ d'une cartographie exhaustive du patrimoine bâti. Parmi les bâtiments qui ont résisté au temps, l'occupation, la rénovation et/ou la mise en valeur par les propriétaires ont sans nul doute favorisé leur bonne conservation. Dans l'état actuel des connaissances, aucune étude ne permet d'établir le nombre exact de bâtiments patrimoniaux, leur état et leur caractéristique.

Le manque de temps couplé au manque d'exhaustivité des données a limité notre étude. Cet aspect de la recherche dénote l'importance des documents de sources primaires pour la suite du projet de macro-inventaire. L'inventaire du patrimoine bâti de Sainte-

Élizabeth-de-Warwick devra donc être complété lors d'un autre volet de la recherche grâce notamment à l'étude du rôle d'évaluation, l'analyse comparative des cartes anciennes, la consultation d'archives, la visite au terrain et la communication avec des personnes-ressources.

4.17.6 Conclusion

Synthèse de l'histoire coloniale

Les pionniers de Sainte-Élizabeth-de-Warwick s'étaient installés dans le canton de Warwick sur la marge gauche de la rivière des Rosiers dès 1851. L'implantation de nombreux moulins spécialisés dans le commerce du bois a contribué à l'essor de la colonie naissante, malgré l'intérêt initial accordé à l'agriculture. Si quelques colons arrivent vers les années 1850, la majorité des nouveaux habitants d'origine diverse (anglo-saxons, loyalistes, irlandais et canadiens-français) s'installent à Sainte-Élizabeth à compter des années 1860. Un seul petit noyau villageois s'est démarqué dans cette municipalité formée par le démantèlement d'une partie du territoire des municipalités environnantes. L'aménagement de chemins de liaison aussitôt que dans les années 1850-1860 a sans doute favorisé l'arrivée des colons par voies terrestres et a assuré par la même occasion l'exportation des produits élizabéthois.

La paroisse de Sainte-Élizabeth-de-Hongrie est érigée canoniquement en 1872. Le territoire scolaire faisait partie de l'arrondissement (district) numéro 4 de Kingsey Falls dans les premiers temps et ce n'est qu'en 1887 que la commission scolaire de Sainte-Élizabeth a été créée et a participé à l'implantation de ses propres arrondissements scolaires. L'économie a par ailleurs bénéficié de trois scieries (Ling, Baril, Morill), de deux grandes fromageries, une briqueterie, des forges, des magasins/épiceries, une boulangerie et un restaurant.

La municipalité aurait atteint son plein développement vers les années 1915-1925 avec ses quelque 700 habitants et sa diversité économique. À partir de ce moment, la population diminue graduellement. La terre autrefois forestière et partiellement marécageuse est devenue une vaste zone cultivable. Le secteur agroalimentaire, particulièrement l'industrie laitière, deviendra à la fin de la période historique, un pilier important de l'activité économique.

Recommandations

Nous avons abordé l'étude de l'habitat rural ancien de Sainte-Élizabeth-de-Warwick en identifiant les différentes phases de son peuplement, en identifiant les aspects matériels de la culture qui pourraient subsister du développement initial de cette municipalité et enfin, en documentant le développement des principaux réseaux de communication. Chacun des aspects abordés dans ce chapitre a ainsi contribué à expliquer divers phénomènes reliés à l'histoire sociale, économique, culturelle et religieuse de ce territoire, dont la présence de certains bâtiments que l'occupation ininterrompue a permis de conserver. Il ne s'agit toutefois pas d'une étude approfondie et beaucoup reste à faire pour documenter, analyser et mieux comprendre les différentes facettes de l'héritage bâti.

L'inventaire préparé dans ce chapitre est à l'état préliminaire. Il constitue un outil de référence pour faciliter l'identification plus formelle du patrimoine à la grandeur de la municipalité. La création d'un inventaire exhaustif grâce à l'étude des cartes, des titres de propriété et de l'analyse architecturale au terrain permettra de mener plus loin les efforts de préservation et de mise en valeur du patrimoine élizabéthois. Nous proposons ici diverses avenues pouvant mener à une meilleure compréhension du patrimoine bâti :

1) **Choisir des thèmes d'interprétation en fonction de l'impact que les phénomènes sociaux, économiques et culturels ont eu sur la vie des habitants du territoire.** En fait, certains thèmes ont marqué l'ensemble de la MRC alors que d'autres sont plus spécifiques à la municipalité. Ainsi, l'occupation initiale de Sainte-Élizabeth-de-Warwick par l'implantation de moulins et de zones agricoles favorisera rapidement l'économie du territoire. L'hétérogénéité de l'occupation initiale sur ce territoire est cependant à souligner, même si cette diversité culturelle ne semble pas avoir perduré plus d'une génération. En effet, les habitants anglophones et protestants quittent la région en masse au moment où les Canadiens français commencent à s'y intéresser en plus grand nombre. Notons également la diversification remarquable de l'économie sans la présence d'industries importantes.

2) **Pousser plus avant la recherche documentaire en fonction des choix thématiques.** Le processus de mise en valeur des thèmes patrimoniaux choisis devra tenir compte du potentiel qu'ils présentent en regard des richesses archéologiques et documentaires qu'ils recèlent. Pour un thème donné, par exemple l'occupation protestante en milieu rural, il sera important de connaître en profondeur l'ensemble du phénomène et les différentes phases de son développement, ce qui permettra d'identifier les installations ou les sites les plus représentatifs et les plus susceptibles d'offrir des avenues de mise en valeur ainsi

que des facilités de recherche, d'accessibilité, d'aménagement, etc. Parmi les études à réaliser, nous recommandons :

- Des études reliées au patrimoine bâti et au paysage culturel de la municipalité de Sainte-Élizabeth-de-Warwick :
  - Documenter davantage les moulins, les installations agricoles, les zones de culture et d'élevage, les commerces et les petites industries qui ont marqué l'économie de façon à faire ressortir les variantes locales;
  - Documenter la mission protestante des 2e et 3e rangs de Warwick;
  - Documenter, à l'aide de la réalisation d'une chaîne de titre, les diverses propriétés privées répertoriées au macro-inventaire patrimonial;
  - Identifier et analyser les caractéristiques physiques des bâtiments patrimoniaux et équipements associés;
  - Établir des critères menant à la sélection d'immeubles et de sites patrimoniaux voués à être reconnus et classés au niveau fédéral, provincial et/ou municipal;
  - Identifier le potentiel archéologique des établissements les plus caractéristiques en vue de leur protection et d'une éventuelle mise en valeur.

- Des études reliées au réseau de transport de la municipalité de Sainte-Élizabeth-de-Warwick :
  - Identifier les principales caractéristiques physiques des routes et des ponts à l'aide de relevés appropriés

- Des études reliées aux personnages ayant marqué la municipalité de Sainte-Élizabeth-de-Warwick. Détailler notamment les informations qui concernent l'évolution des familles toujours présentes sur le territoire et de celles qui ont contribué à l'essor de la municipalité. Détailler également le nom et l'histoire des familles pionnières.

3) **Poursuivre le macro-inventaire du bâti ancien et le mettre à jour**.

4) À la lumière de la présente recherche historique, nous recommandons également la mise sur pied d'un certain nombre d'autres **mesures visant à mieux protéger et à mettre en valeur le patrimoine bâti de la municipalité de Sainte-Élizabeth-de-Warwick**. Ces mesures représentent des pistes de réflexion qui pourront alimenter les débats pour la réalisation d'autres volets d'étude et de mise

en valeur prévus à la suite de ce premier volet. Les recommandations présentées devront être développées dans un prochain rapport :

- Cartographier les éléments du bâti et autres traces culturelles
- Traduire la présente recherche en un document accessible au citoyen
- Créer une banque de photographies anciennes
- Revoir et créer des circuits patrimoniaux
- Diffuser l'information sur le patrimoine
- Accompagner et outiller le citoyen
- Inciter les propriétaires à mettre en valeur leur bâtiment patrimonial
- Conserver et mettre en valeur les immeubles publics
- Se doter d'outils d'urbanisme efficaces

Bibliographie

CELAT (1980) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska – Ethnologie.* Arthabaska : MRC d'Arthabaska. Rapport déposé au Ministère des Affaires culturelles, Direction générale du patrimoine, Service des Inventaires.

De L'Isle, Gilles (1986) : *Un Site des Bois-Francs, Sainte-Élizabeth, 1887-1987.* Sainte-Élizabeth-de-Warwick : Corporation municipale de Ste-Élizabeth-de-Warwick, 390 p.

Hardy, René, Gamelin, Alain et Carmen Rousseau (1979) : *Publications du Groupe de recherche sur la Mauricie, Université du Québec à Trois-Rivières. Cahier 1 : La Mauricie et les Bois-Francs, chronologie, 1850-1950*, 151 p.

Martel, Jules (1980) *: Pages d'histoire de la paroisse Sainte-Élizabeth-de-Hongrie, canton de Warwick.* Sainte-Élizabeth-de-Warwick : s.n., 56 p

MCC (2013) : *Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ)*. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2013) : *Cartographie des sites et zones d'interventions archéologiques du Québec.* Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2012) : *Inventaire des lieux de culte du Québec*. Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.lieuxdeculte.qc.ca, consulté en octobre 2012]

MCC (2013) : *Répertoire du patrimoine culturel du Québec (RPCQ).* Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca]

Milot, Jean et Jocelyne Simard (1994) : *Les croix de chemin du Québec : inventaire sélectif et trésor*. Collection Patrimoines. Dossier, 10. Québec, Les publications du Québec.

PARC CANADA (2013) : *Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens.* Gouvernement du Canada. [http://www.historicplaces.ca/]

Pépin, Jean-Pierre-Yves (2002) : *Sainte-Élizabeth-de-Warwick, 1880-1940, comté d'Arthabaska, paroisse Sainte-Élizabeth.* Longueuil : Éditions historiques et généalogiques Pepin, 1 CD-Rom.

Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville (2008) : *Répertoire des baptêmes, mariages et sépultures : paroisse Ste-Élizabeth de Hongrie, Ste-Élizabeth de Warwick, QC : baptême (1880-1940), mariages (1880-1970), sépultures (1880-1940).* Victoriaville : Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville, 80 p.

Société La Haye et Ouellet (1982) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska - Analyse du paysage architectural*. Arthabaska : La Société La Haye-Ouellet, 166 p.

Cartes et plans anciens

1831 Bouchette, Joseph. *To his most Excellent Majesty, King William IV. This topographical map of the districts of Quebec, Three Rivers, St.Francis and Gaspé, Lower Canada : exhibiting the new civil division of the districts into counties pursuant to a recent Act of the provincial legislature; is with his Majesty's gracious and special permission, most humbly and gratefully dedicated by his Majesty's most devoted and loyal Canadian subject.* Londres : James Wyld. BAnQ : 90117.

1867 *Map of the Eastern Townships of Canada : compiled and engraved expressly for the Eastern Townships Gazetteer.* St. Johns : Smith & Co. BAnQ : 107580.

1920 *Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre.* Québec (Province) : s.n. BAnQ : 2684630.

1927 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:63 360. 31-H-16, Drummondville*. Québec Topographique. BAnQ : 2684724.

Sites Internet

Musée national des Beaux-Arts de Québec (Œuvres d'Alfred Laliberté)
http://www.mnbaq.org

Répertoire des municipalités du Québec
http://www.mamrot.gouv.qc.ca

Commission de toponymie du Québec
http://www.toponymie.gouv.qc.ca/

Municipalité de Sainte-Élizabeth-de-Warwick
http://www.sainte-elizabeth-de-warwick.ca/

Statistique Canada – Profil du recensement
http://www12.statcan.ca/

4.18 Sainte-Hélène-de-Chester (Chester-Est)

Les faits historiques de Sainte-Hélène-de-Chester ont été réunis grâce à la lecture et l'analyse de la monographie généalogique publiée en 1985 à l'occasion des fêtes du 125e anniversaire de la municipalité. En plus de présenter des données d'archives sur les conditions de l'arrivée des premiers colons et l'évolution du cadre religieux, municipal, scolaire et économique, ce document présente les familles à s'être établies sur le territoire chesterestois et à y vivre encore en 1985.

À ces sources d'informations s'ajoutent la consultation de divers répertoires renfermant la liste de biens ou sites patrimoniaux ayant une valeur culturelle majeure, tels que le Répertoire du patrimoine culturel du Québec (MCC, 2013), le Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens (Parc Canada, 2013), le Répertoire des lieux de culte du Québec (MCC, 2012), le Répertoire des croix de chemin (Simard et Milot, 1994), le Répertoire toponymique du Québec (Commission de toponymie du Québec, 2013), l'Inventaire des sites archéologiques du Québec (MCC, 2013), le Répertoire de cartographie numérique du site de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec et divers macro-inventaires mandatés par le ministère des Affaires culturelles et élaborés à compter des années 1980 dont ceux du CÉLAT (1980) et de la Société La Haye et Ouellet (1982). Ces documents ont permis d'établir l'état des connaissances et la valeur patrimoniale déjà inventoriée, reconnue, classée ou simplement répertoriée de certains bâtiments.

4.18.1 Site d'implantation

Sainte-Hélène-de-Chester, anciennement connue sous le nom de Chester-Est, est une municipalité située en marge de la rivière Buldstrode (autrefois rivière Nicolet, branche est). Elle est enserrée des municipalités de Saint-Norbert-d'Arthabaska, Saint-Ferdinand, Saint-Fortunat et Chesterville (figure 18.1). Sise au sein la vallée encaissée de la rivière Buldstrode, elle occupe ainsi la région des montagnes appalachiennes, comme l'atteste l'altitude de ses terres qui varient entre 350 et 500 mètres (ANMM). Cette région figure parmi les plus élevées des Bois-Francs. Elle est ponctuée d'escarpements rocheux qui ont généré des sols moins propices à l'agriculture.



Figure 18.1 – Limites actuelles de la municipalité de Sainte-Hélène-de-Chester (Statistique Canada, 2014 : 2439035)

4.18.2 Familles et personnages

Les premiers colons

Sainte-Hélène-de-Chester doit à l'abbé J.-Elzéar Bellemare, second curé de Sainte-Hélène-de-Chester, la tenue du premier registre de la paroisse où il recense, en 1880, les premières familles qui se sont établies, légalement ou non, dans la future paroisse entre 1847 et 1860 et qui y résidaient encore en date de 1880 (tableau 18.1).

Ferdinand L'Écuyer, originaire de Saint-Henri-de-Dorchester est ainsi reconnu comme étant le colon-colonisateur de la paroisse de Sainte-Hélène-de-Chester. Il arrive en 1847 avec son épouse Julie Gagnon et s'établit sur le 13e lot du premier rang de Chester.

Deux années ont passé avant qu'une petite vague de nouveaux colons arrive sur le territoire. Parmi ceux-ci se trouvent Édouard et François Alain, Jean Milliard, Étienne Goulet et Onésime Demers. À partir de ce moment, mis à part certaines exceptions, un flot migratoire s'installa dans la nouvelle localité, principalement dans les deux premiers rangs du canton, à raison de trois ou quatre familles par année jusqu'en 1858. C'est à partir de ce moment que la future paroisse vit l'arrivée d'une masse plus importante de colons chaque année.

Tableau 18.1 – Les premiers colons et la date de leur arrivée à Sainte-Hélène-de-Chester

Noms des colons	**Date d'arrivée (approx.)**
Ferdinand L'Écuyer	1847
Edouard Alain, François Alain, Jean Millard, Étienne Goulet, Onésime Demers	1849
Louis Roy	1850
Frédéric Dubé	1851
Louis Bouffard, F.-Xavier Larouchelle, Nicolas Buisson	1852
Pierre Bouffard, Édouard Bilodeau, Louis Binette, Jacques Larochelle	1853
François Bilodeau, Luc Lizotte, Charles Lizotte, Marc Godbout	1854
Laurent Chauvette, Pierre Lambert	1855
J.-Baptiste Sévigny, Olivier Turcotte, Louis Chauvette, François Dupuis-dit-Gilbert, Abraham Lambert	1856
Joseph Fontaine	1857
Augustin Bouffard, Abel Bouffard, Pierre Morin, François Bouffard, Joseph Gosselin, Clovis Pratte, Moïse Pratte, Antoine Laurendeau, Mathias Fillion, Louis Drouin	1858
Amable Colette, Jules Fortier, Joseph Fortier, François Fortier, Maxime Filion, Louis Fortier, Johnny Caron, James Caron, Élisée Bergeron, Louis Tessier, Fabien Gagné, Pierre Gagné, Jacques Fournier, Sinaï Savoie, Augustin Ratté, Romuald Fortier, Philippe Girard	1859
Isaac Bilodeau, Jean Turcotte, Ignace Allaire, Ferdinand Rouillard, Joseph Racine, père, Joseph Racine, fils, Gonzague Savoie, Basile Ratté, Noël Tardif, Félix Girard	1860

Outre les 66 familles installées dans Chester-Est entre 1847 et 1860, plusieurs autres familles ont migré dans la région dans ces mêmes années, mais comme elles n'y sont pas demeurées jusqu'en 1880, elles n'ont pu être recensées. Plusieurs pionniers ont ainsi été pris de découragement par rapport à l'ampleur du travail à accomplir et l'isolement associé à l'occupation d'une nouvelle terre. Ils furent nombreux à abandonner leurs terres âprement défrichées pour tenter une vie meilleure ailleurs. Il est encore possible d'observer, sur les premiers lots occupés de la municipalité, les vestiges des petites cabanes désertées qui abritaient ces premiers colons.

Origine des familles

Dans les tout premiers temps, les colons proviennent des terres seigneuriales situées principalement le long du Saint-Laurent : l'Ancienne-Lorette, Sainte-Anne-de-la-Pocatière, Saint-Isidore-de-Dorchester, Saint-Pierre-les-Becquets, Cacouna, L'Île d'Orléans, Sainte-Croix, Saint-Henri, Sainte-Agathe, Saint-Roch-des-Aulnaies, Saint-

Joseph-de-Lévis, Lotbinière, Nicolet, Trois-Rivières, Bécancour, Somerset. Plusieurs familles sont aussi originaires de la Beauce, les représentants de Sainte-Marie-de-Beauce, Saint-Bernard-de-Beauce et de Saint-Elzéar étant relativement nombreux.

Ce n'est que plus tardivement, principalement dans les années 1880, que des colons établis dans les autres cantons du comté d'Arthabaska, dont Saint-Norbert, migreront vers les terres boisées de Chester-Est. L'année 1885 marque l'arrivée de 55 nouvelles familles originaires de ces régions.

4.18.3 Faits historiques

Histoire religieuse

De 1847 à 1869, les fidèles de Sainte-Hélène furent desservis par les missionnaires et curés des régions avoisinantes, en l'occurrence Saint-Norbert. Nommé curé de Saint-Nobert-d'Arthabaska et missionnaire de Sainte-Hélène en 1855 par Mgr Cooke, évêque des Trois-Rivières, ce n'est qu'en 1861 que l'abbé Pierre Roy se rend à Sainte-Hélène-de-Chester pour y établir la première mission et offrir la première messe. D'après le recensement de 1880, vingt-et-une familles occupaient déjà la région à cette époque. Cette première messe était donnée dans la maison de Pierre Laurendeau, sur le 2e rang de Chester. Les maisons privées ont ainsi servi de lieu de mission jusqu'en 1865, alors que la Fabrique acquiert une maison déjà érigée sur la terre d'Édouard-Germain Paradis sur le lot 10 du 3e rang. Cette maison servira de chapelle jusqu'en 1869.

Rapidement à la suite de la première mission, Mgr Cooke émit un décret autorisant la construction d'une église sur le terrain de la chapelle. Les travaux furent confiés à Andrew Kennedy et seront exécutés en 1869. Le presbytère fut construit par Antoine Sévigny dit Lafleur cette même année et l'abbé L.-A. Buisson fut nommé premier prêtre résident.

Comme le nombre de fidèles ne cessait de croître, l'église fut agrandie en 1884 et dotée d'un rondpoint. Au cours de la même année, s'achevait la construction d'un nouveau presbytère en bois avec fondations en pierre (Jean Blais). En 1965, un nouveau presbytère est construit par Jean Binette.

Histoire municipale

Ce ne sera pas la première fois qu'une municipalité doive composer son histoire à partir des archives récentes, les premiers livres des procès-verbaux concernant les sessions du conseil municipal ayant brûlé vers 1925 lors d'un incendie de la maison d'un secrétaire-trésorier.

L'érection canonique et civile du territoire de Sainte-Hélène a été réalisée le 13 septembre 1860 par Mgr Thomas Cooke, évêque de Trois-Rivières. Cette paroisse comprenait alors les lots numéro un à vingt inclusivement dans les premier, deuxième, troisième, quatrième et cinquième rangs du canton de Chester. L'érection civile eut lieu le 18 décembre de la même année. Selon les archives, le premier maire qui aurait présidé le conseil municipal serait M. Israël Beauchesne.

L'histoire scolaire

Très peu de données permettent de reconstituer comment était offerte l'éducation à Sainte-Hélène au temps de la colonisation, les documents d'archives ayant été perdus. Il semble qu'en 1881, cinq écoles catholiques assuraient l'éducation des jeunes de la paroisse (Comité du 125e anniversaire, 1985 : 23), mais aucune information tangible ne circule à ce sujet. Peut-être faudrait-il tenter une chance dans les registres municipaux ou encore les journaux locaux. En 1945, huit écoles de rang sont recensées (*ibidem* : 38; tableau 18.2). De manière générale, il s'agit de maisons d'école où l'enseignement octroyé par des professeurs est donné chez le particulier. Encore une fois, quantité de renseignements manquent dans l'ouvrage consulté à ce sujet.

Tableau 18.2 – Les écoles de rang de Sainte-Hélène-de-Chester

Noms anciens (1945)	**Noms modernes (1956)**
Trottier	Sainte-Jeanne-Mance
Caron	Saint-Alphonse
W. Corriveau	Sainte-Thérèse
Nelson Camiré	Sainte-Jeanne-d'Arc
Village	Sainte-Hélène
Élzéar Goulet	Saint-Édouard
Roland Girard	n/a
Joseph Allaire	Saint-Joseph

À compter de 1961, les élèves de Sainte-Hélène se rendaient à la première école centrale de Sainte-Hélène située au village grâce à l'instauration du transport scolaire. En raison de la baisse importante de la population dont celle des jeunes, cette école fermera ses

portes en 1972 et les élèves participant à ce moment à la commission scolaire Prince-Daveluy pour obtenir leur éducation primaire.

Histoire économique et industrielle

C'est Jean (Johnny) Trottier qui laissa son nom à la localité de Trottier Mill's. Celui-ci a été le propriétaire constructeur du premier moulin à scie et à farine de la région. Cette petite industrie favorisa la construction de maisons pour abriter les ouvriers du moulin, d'où la naissance du hameau. Actionné par une roue à aubes, ce premier moulin comprenait un canal d'environ cinq arpents qui acheminait l'eau de la rivière Buldstrode à la roue du moulin. Jean Trottier ne demeurera pas longtemps propriétaire de son moulin puisque déjà en 1883 il vendit tous ses biens. Entre cette date et 1945, lorsqu'il brûla, le moulin vit une succession de propriétaires : Exilia Poirier (1883), Exilia Bergeron (1886), Hector Bergeron (1886), Alphonse Dubois (1916), Adolphe Lafrance (1918), Albert Lafleur (1921), Ulric Binette (1937), Wilfrid et Delphis Guillemette (1944). Guillemette et frères rebâtir l'année suivante, mais le moulin était cette fois actionné grâce à la vapeur. En 1953, le moulin brûla de nouveau, mais fût rebâti en y intégrant cette fois l'électricité. Plus tard, le moulin devint les Scieries Pépin (1973) et depuis 1977, les Scieries Lemieux (218 rue Guillemette). L'économie de Sainte-Hélène a sans doute bénéficié de la présence de ce moulin et probablement de nombreux petits commerces qui seraient à mieux documenter. Néanmoins, après l'industrie du bois, les sources de revenus étaient davantage dirigées vers l'industrie laitière et l'acériculture :

> Les agriculteurs ont su moderniser et rentabiliser leurs fermes en les pourvoyant de machineries agricoles modernes et en faisant une bonne sélection de leurs troupeaux. Les érablières, pour la plupart, sont pourvues de tubulures et de tous les équipements adéquats pour la cueillette et le traitement de la sève d'érable dont on obtient le sirop, la tire et le sucre qui font les délices de tous. Il y a aussi quelques fermes qui sont équipées pour l'élevage des porcs et des moutons (Comité du 125e anniversaire, 1985 : 33).

Afin de soutenir la population en favorisant l'épargne, le placement et le crédit, la Caisse Populaire de Sainte-Hélène-de-Chester a été fondée le 17 août 1943. Depuis 1973, elle a fusionné avec celle de Saint-Nobert et toutes deux forment aujourd'hui la Caisse Populaire « Les Deux Cantons » située au 2 rue Notre-Dame à Saint-Norbert-d'Arthabaska.

Évènements marquants

Tôt dans la vie de la colonie, en 1881, sera fondée une bibliothèque paroissiale, témoignage d'une localité dynamique et avide de s'instruire. D'ailleurs, la population

augmente à un rythme notable, ce qui a probablement favorisé l'éclosion des petits commerces. En 1885, on signale en effet l'arrivée de 55 nouvelles familles sur le territoire chesterestois en provenance des paroisses voisines et des États-Unis.

Et pourtant, 20 ans plus tard, dès le début du XXe siècle, le territoire verra sa population diminuer considérablement et ce, de façon régulière, passant de 1690 habitants en 1901 à 749 habitants en 1951. Que s'est-il passé pour que cette région, aussi prometteuse qu'elle a été pour voir l'arrivée de centaines de nouveaux colons et ensuite, au cours de la même génération, voir ses défricheurs fuir définitivement la terre durement ouverte et travaillée? Les causes à chercher sont probablement multiples : pauvreté des sols en milieu appalachien, technologie inefficace avant l'entrée dans la période moderne (après-guerre) et l'isolement des familles. À partir de 1930, la présence d'industries dans les villes comme Drummondville, Montréal ou ailleurs au Canada et aux États-Unis, lesquelles nécessitaient une main-d'œuvre importante, doit être considérée parmi les raisons qui ont poussé les familles à quitter Sainte-Hélène-de-Chester.

4.18.4 Routes et chemins anciens

Sainte-Hélène-de-Chester est une municipalité qui a été formée grâce au passage du chemin Craig créé en 1810 sous les directives de l'arpenteur Kilborne et du gouverneur Craig (figure 18.2). Ce dernier parcourt, dans un axe général ouest-est, les cantons de Shipton, Tingwick, Chester, Halifax et Ireland avant de bifurquer vers Maple Grove et rejoindre, beaucoup plus loin, la localité de Saint-Gilles en Beauce. Dans le canton de Chester, le chemin Craig porte encore son nom d'origine entre Chesterville (Saint-Paul-de-Chester) et le 4e rang de Sainte-Hélène-de-Chester. Il reprend son nom à partir de Maple Grove dans le canton d'Ireland. Ainsi, entre le 4e rang et cette dernière localité, le trajet du chemin Craig se perd au dédale des petits chemins locaux reconfigurés qui portent d'autres noms (Dussault, Lambert, Allard, de Vianney), interrompant parfois le parcours plutôt linéaire du chemin ancestral.

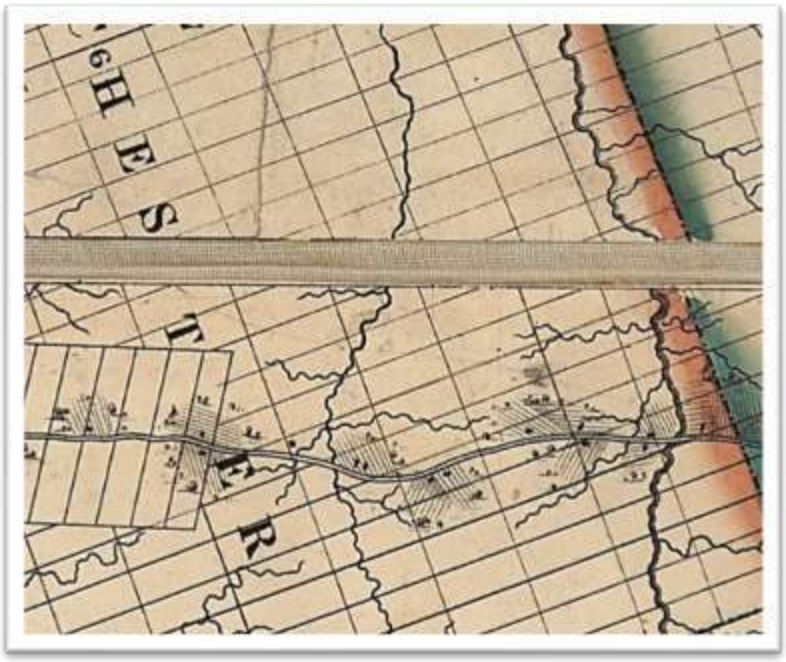

Figure 18.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117), illustrant le futur territoire de Sainte-Hélène-de-Chester. À noter : les premiers lots cultivés et les bâtiments relatés à cette époque longent le chemin Craig.

Les notes historiques mentionnent que le chemin Craig passait à huit arpents de l'église, soit à environ 500 mètres (Comité du 125e anniversaire, 1984 : 35). Cet intervalle correspond exactement à la distance qui sépare l'église de Sainte-Hélène de la route Dussault. En 1867, la mission compte un nouvel axe de déplacement vers le nord, soit vers la paroisse de Saint-Norbert-d'Arthabaska (figure 18.3).

En comparant la carte de Bouchette (figure 18.2) avec le plan cadastral de 1920 (figure 18.4) ou une carte topographique plus actuelle (figure 18.5), il est possible de constater que le chemin Craig traversait la rivière Buldstrode en reliant la route Lambert au rang Allaire, le pont qui permettait d'enjamber la rivière ayant été démoli quelque part durant la deuxième moitié du XIXe siècle. La configuration du chemin Craig a donc subi quelques modifications depuis son aménagement initial.



Figure 18.3 – Chester Est présenté sur une carte des Cantons de l'Est, 1867 (BAnQ : 107580). En plus d'être reliée aux paroisses de Maple Grove et Chester Ouest via le chemin Craig, la mission peut atteindre la paroisse de Saint-Norbert d'Arthabaska.

L'importance du chemin Craig pour le développement des municipalités du canton de Chester est une évidence, les premiers lots cultivés étant situés de part et d'autre de ce chemin, mais les habitants ont préféré établir leurs communautés un peu plus au nord, au sein de vallées plus accueillantes. Paradoxalement, Sainte-Hélène-de-Chester a souffert de son isolement régional. Ainsi, la proximité du chemin Craig devenu rapidement impraticable n'a pas suffi à favoriser les déplacements sur le territoire. À cela s'ajoutent le relief accidenté et les terres rocheuses de la région qui, étant peu propices à l'agriculture, ont favorisé l'exode de la population coloniale, qui avait déjà atteint en 1891 une somme de 1691 âmes.

À partir de 1847, les pionniers occupent préférentiellement les premiers rangs du canton de Chester. Un premier noyau, que l'on nommera Trottier Mills, se dessinera ainsi en marge immédiate de la rivière Buldstrode, laquelle est associée à l'axe du 1er rang. Le hameau de Sainte-Hélène-de-Chester occupera le chemin du 3e rang, immédiatement au sud-est d'une colline culminant à 1 500 mètres d'altitude (ANMM). Enfin, le hameau de Joyal regroupera les familles établies le long du rang 4. Sur la carte topographique de 1935 (figure 18.5), la densité de ces noyaux de peuplements contraste avec celle du noyau villageois actuel qui a considérablement diminué.

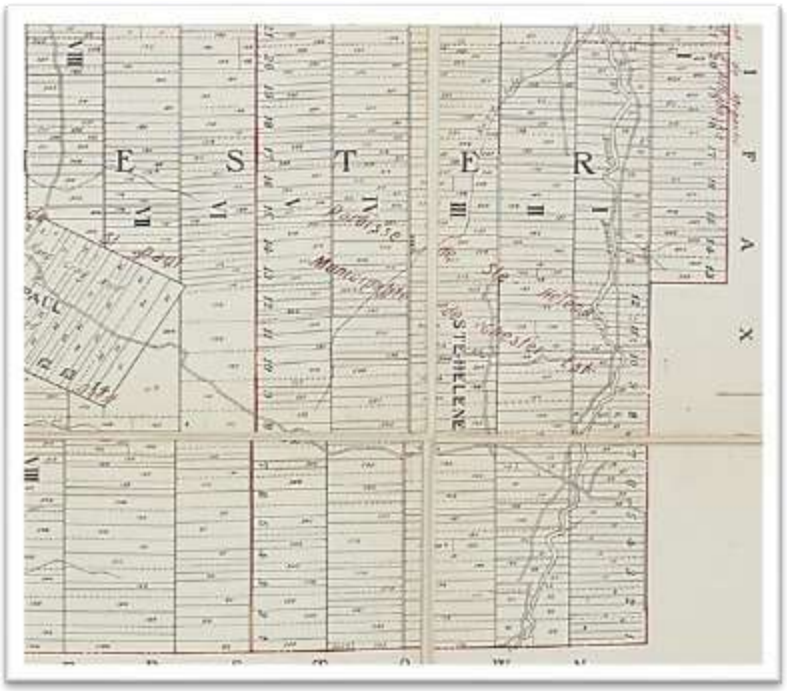

Figure 18.4 – Extrait de la *Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre,* illustrant la municipalité de Sainte-Hélène-de-Chester en 1920 (BAnQ : 2684630). À noter : le chemin Craig traverse la rivière Buldstrode (Nicolet branche Est) un peu au sud de ce qui deviendra le hameau de Trottier Mills.

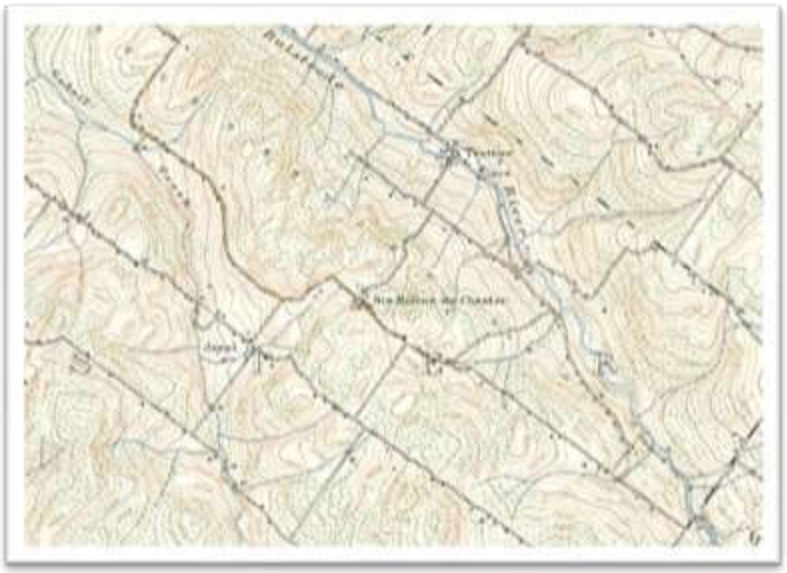

Figure 18.5 – Sainte-Hélène-de-Chester sur une carte topographique de 1935 (BAnQ : 2669964). À noter : le hameau de Sainte-Hélène-de-Chester situé le long du chemin du 3e rang et le parcours interrompu du chemin Craig dans la municipalité.

La carte topographique de 1935 illustre également bien la densité des occupations le long des 2e, 3e et 4e rangs qui se poursuit à cette époque. Il est également possible d'y observer les trois hameaux dont il a été question précédemment.

4.18.5 Patrimoine bâti

Le Répertoire du patrimoine culturel (MCC, 2013) inventorie un bâtiment de nature religieuse soit l'église de Sainte-Hélène (1868-1869). Aucun autre site ni bien n'a été classé, désigné ou inventorié par les instances gouvernementales ou municipales. Le CÉLAT (1980) répertorie cependant quatre croix de chemin, la croix Alfred Paradis (1920), la croix Robert Goulet, la croix Dines Desrochers et la croix Gustave Martineau, sans indications quant à leur localisation.

Comme plusieurs municipalités de la MRC, Sainte-Hélène-de-Chester a vu assez tardivement, au troisième quart du XIXe siècle, s'installer sur son territoire une multitude de familles d'origine canadienne-française. Avec une population dépassant les 1500 habitants en 1880, une masse importante de bâtiments ont dû être construits avant le tournant du siècle. La majorité de ces derniers doivent, hélas, être présent dans la municipalité sous la forme de vestiges abandonnés ou démolis, gisant enterrés dans les sols rocailleux. Parmi les bâtiments qui ont résisté au temps, l'occupation, la rénovation et/ou la mise en valeur par les propriétaires ont sans nul doute favorisé leur bonne conservation. Dans l'état actuel des connaissances, aucune étude ne permet d'établir le nombre de bâtiments patrimoniaux, leur état et leur caractéristique.

Il n'a pas été possible de réaliser l'inventaire du patrimoine bâti toujours existant lors de notre étude. Le manque de temps couplé au manque d'exhaustivité des données ont limité notre étude. Cet aspect de la recherche dénote les lacunes des documents de sources secondaires pour une analyse détaillé du bâti. Une fois l'inventaire complété grâce à l'étude du rôle d'évaluation, l'analyse comparative des cartes anciennes, la consultation d'archives, la visite au terrain et la communication avec des personnes-ressources (notamment les ainés de la municipalité), ces données pourront constituer le point de départ d'un macro-inventaire et d'une cartographie du patrimoine bâti.

4.18.6 Conclusion

Synthèse de l'histoire coloniale

Les pionniers de Sainte-Hélène-de-Chester s'étaient installés dans le canton de Buldstrode sur les bords de la rivière qui porte le même nom avant le début des années 1850. Tel qu'illustré sur la carte de Bouchette, les premiers lots cultivés sont situés de part et d'autre du chemin Craig, ce chemin de pénétration aménagé aussitôt qu'en 1810. Trois hameaux se sont démarqués dans cette municipalité formée dans les

courbes appalachiennes. Contrairement aux paroisses voisines qui ont bénéficié du même chemin d'accès au territoire, Sainte-Hélène s'est développée un peu plus au nord, en marge de la rivière Buldstrode, où les chemins du 1er, 2e, 3e et 4e rang ont rapidement constitué le réseau routier privilégié et ce, jusqu'à aujourd'hui.

Avec l'arrivée précoce de colons dès 1847, la communauté n'a pas tardé à devenir paroisse. Dès son érection canonique et civile en 1860, la première mission est établie. La première chapelle sera édifiée en 1869 puis agrandie en 1884. À cette époque coloniale, la municipalité compte déjà près de 1 600 habitants, 5 écoles de rang et quelques petits commerces qui lui ont permis de conserver son autonomie dans les premiers temps. Le commerce du bois puis l'agriculture constituent les fondements économiques de cette région.

Recommandations

Nous avons abordé l'étude de l'habitat rural ancien de Sainte-Hélène-de-Chester en identifiant les différentes phases de son développement initial, en identifiant les aspects matériels de la culture qui pourraient subsister de ce développement et enfin, en documentant l'évolution du réseau routier. Chacun des aspects abordés dans ce chapitre a ainsi contribué à expliquer divers phénomènes reliés à l'histoire sociale, économique, culturelle et religieuse de ce territoire, dont la présence de certains bâtiments que l'occupation ininterrompue a permis de conserver. Il ne s'agit toutefois pas d'une étude approfondie et beaucoup reste à faire pour documenter, analyser et mieux comprendre les différentes facettes de l'héritage bâti.

L'inventaire préparé dans ce chapitre est à l'état préliminaire. Il constitue un outil de référence pour faciliter l'identification plus formelle du patrimoine à la grandeur de la municipalité. La création d'un inventaire exhaustif grâce à l'étude des cartes, des titres de propriété et de l'analyse architecturale au terrain permettra de mener plus loin les efforts de préservation et de mise en valeur du patrimoine chesterestois. Nous proposons ici diverses avenues pouvant mener à une meilleure compréhension du patrimoine bâti :

1) **Choisir des thèmes d'interprétation en fonction de l'impact que les phénomènes sociaux, économiques et culturels ont eu sur la vie des habitants du territoire.** En fait, certains thèmes ont marqué l'ensemble de la MRC alors que d'autres sont plus spécifiques à la municipalité. Ainsi, l'occupation initiale de Saint-Hélène-de-Chester par l'implantation de l'industrie du bois favorisera rapidement l'économie du territoire. D'ailleurs, l'occupation massive initiale est particulièrement intéressante et mériterait d'être mieux documentée.

2) **Pousser plus avant la recherche documentaire en fonction des choix thématiques.** Le processus de mise en valeur des thèmes patrimoniaux choisis devra tenir compte du potentiel qu'ils présentent en regard des richesses archéologiques et documentaires qu'ils recèlent. Pour un thème donné, par exemple l'exploitation forestière en milieu appalachien, il sera important de connaître en profondeur l'ensemble du phénomène et les différentes phases de son développement, ce qui permettra d'identifier les installations ou les sites les plus représentatifs et les plus susceptibles d'offrir des avenues de mise en valeur ainsi que des facilités de recherche, d'accessibilité, d'aménagement, etc. Parmi les études à réaliser, nous recommandons :

   - Des études reliées au patrimoine bâti et au paysage culturel de la municipalité de Sainte-Hélène-de-Chester :
     - Documenter les moulins, les installations agricoles, les zones de culture et d'élevage et les petites industries qui ont marqué l'économie de façon à faire ressortir les variantes locales;
     - Mieux documenter les écoles de rang et les commerces qui ont servi la communauté coloniale;
     - Documenter, à l'aide de la réalisation d'une chaîne de titre, les diverses propriétés privées répertoriées au macro-inventaire patrimonial;
     - Identifier et analyser les caractéristiques physiques des bâtiments patrimoniaux et équipements associés;
     - Établir des critères menant à la sélection d'immeubles et de sites patrimoniaux voués à être reconnus au niveau fédéral, provincial et/ou municipal;
     - Identifier le potentiel archéologique des établissements les plus caractéristiques en vue de leur protection et d'une éventuelle mise en valeur.

   - Des études reliées au réseau de transport de la municipalité de Sainte-Hélène-de-Chester :
     - Identifier les principales caractéristiques physiques des routes et des ponts à l'aide de relevés appropriés

   - Des études reliées aux personnages ayant marqué la municipalité de Sainte-Hélène-de-Chester

3) **Poursuivre le macro-inventaire du bâti ancien et le mettre à jour**.

4) À la lumière de la présente recherche historique, nous recommandons également la mise sur pied d'un certain nombre d'autres **mesures visant à mieux protéger et à mettre en valeur le patrimoine bâti de la municipalité de Sainte-Hélène-de-Chester.** Ces mesures représentent des pistes de réflexion qui pourront alimenter les débats pour la réalisation d'autres volets d'étude et de mise en valeur prévus à la suite de ce premier volet. Les recommandations présentées devront être développées dans un prochain rapport.

   - Cartographier les éléments du bâti et autres traces culturelles
   - Traduire la présente recherche en un document accessible au citoyen
   - Créer une banque de photographies anciennes
   - Revoir et créer des circuits patrimoniaux
   - Diffuser l'information sur le patrimoine
   - Accompagner et outiller le citoyen
   - Inciter les propriétaires à mettre en valeur leur bâtiment patrimonial
   - Conserver et mettre en valeur les immeubles publics
   - Se doter d'outils d'urbanisme efficaces

Bibliographie

CELAT (1980): *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska – Ethnologie.* Arthabaska: MRC d'Arthabaska. Rapport déposé au Ministère des Affaires culturelles, Direction générale du patrimoine, Service des Inventaires.

Comité du 125e anniversaire (1984) : *Sainte-Hélène-de-Chester 1860-1985*. Sherbrooke : Albums souvenirs québécois, 160 p.

MCC (2013) : *Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ)*. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2013) : *Cartographie des sites et zones d'interventions archéologiques du Québec.* Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2012) : *Inventaire des lieux de culte du Québec.* Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.lieuxdeculte.qc.ca, consulté en octobre 2012]

MCC (2013) : *Répertoire du patrimoine culturel du Québec (RPCQ).* Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca]

Milot, Jean et Jocelyne Simard (1994) : *Les croix de chemin du Québec : inventaire sélectif et trésor*. Collection Patrimoines. Dossier, 10. Québec, Les publications du Québec.

PARC CANADA (2013) : *Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens.* Gouvernement du Canada. [http://www.historicplaces.ca/]

Pépin, Jean-Pierre-Yves (2005) : *Sainte-Hélène-de-Chester, 1869-1940, comté d'Arthabaska, paroisse Sainte-Hélène : 1467 fichiers-images.* Longueuil : Éditions historiques et généalogiques Pépin, 1 CD-Rom.

Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville (2010) : *Répertoire des baptêmes, mariages et sépultures paroisse Ste-Hélene, Ste-Hélène-de-Chester, QC : baptêmes (1896-1940), mariages (1896-1970), sépultures (1896-1940).* Victoriaville : Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville, 188 p.

Société La Haye et Ouellet (1982) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska - Analyse du paysage architectural*. Arthabaska : La Société La Haye-Ouellet, 166 p.

Cartes et plans anciens

1831 Bouchette, Joseph. *To his most Excellent Majesty, King William IV. This topographical map of the districts of Quebec, Three Rivers, St.Francis and Gaspé, Lower Canada : exhibiting the new civil division of the districts into counties pursuant to a recent Act of the provincial legislature; is with his Majesty's gracious and special permission, most humbly and gratefully dedicated by his Majesty's most devoted and loyal Canadian subject.* Londres : James Wyld. BAnQ : 90117.

1867 *Map of the Eastern Townships of Canada : compiled and engraved expressly for the Eastern Townships Gazetteer*. St. Johns : Smith & Co. BAnQ : 107580.

1920 *Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre.* Québec (Province) : s.n. BAnQ : 2684630.

1935 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:63 360. 21-L -04, Arthabaska*. Québec Topographique. BAnQ : 2669964.

Site Internet

Répertoire des municipalités du Québec
http://www.mamrot.gouv.qc.ca

Commission de toponymie du Québec
http : //www.toponymie.gouv.qc.ca/

Municipalité de Sainte-Hélène-de-Chester
http://www.sainte-helene-de-chester.ca/

Statistique Canada – Profil du recensement
http://www12.statcan.ca/

4.19 Sainte-Séraphine

L'essentiel des données concernant l'histoire de Sainte-Séraphine a été acquis à la lecture et l'analyse d'une monographie historique publiée en 1981 à l'occasion du 50e anniversaire de la municipalité (Vincent, 1981). Ce document regroupe des données d'archives sur les conditions de l'arrivée des premiers colons, les premières familles à s'être établies et l'évolution du cadre religieux, municipal, scolaire et économique.

À cette source d'informations s'ajoute la consultation de divers répertoires renfermant la liste de biens ou sites patrimoniaux ayant une valeur culturelle majeure, tels que le Répertoire du patrimoine culturel du Québec (MCC, 2013), le Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens (Parc Canada, 2013), le Répertoire des lieux de culte du Québec (MCC, 2012), le Répertoire des croix de chemin (Simard et Milot, 1994), le Répertoire toponymique du Québec (Commission de toponymie du Québec, 2013), l'Inventaire des sites archéologiques du Québec (MCC, 2013), le Répertoire de cartographie numérique du site de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec et divers macro-inventaires mandatés par le ministère des Affaires culturelles et élaborés à compter des années 1980 dont ceux du CÉLAT (1980) et de la Société La Haye et Ouellet (1982). Ces documents ont permis d'établir l'état des connaissances et la valeur patrimoniale déjà inventoriée, reconnue, classée ou simplement répertoriée de certains bâtiments.

4.19.1 Site d'implantation

Drainé par le ruisseau Dubuc et la rivière Nicolet Sud-Ouest, le territoire de Sainte-Séraphine occupe la portion sud-ouest de la MRC d'Arthabaska enserrée des municipalités de Sainte-Clotilde-de-Horton, de Saint-Albert-de-Warwick, de Saint-Aimé-de-Kingsey-Falls et de Sainte-Élisabeth-de-Warwick (figure 19.1). Il est situé au sein de la région physiogéographique dénommée le piémont appalachien. Ainsi installée aux confins des basses terres laurentiennes où se dessine progressivement un relief légèrement ondulé variant entre 325 et 350 mètres d'altitude (ANMM), la municipalité présente un sol particulièrement acide et, avec l'eau qui ne se draine pas bien, y pousse principalement le pin et l'épinette rouge dont les troncs jonchent le sol un peu partout après avoir été déracinés par le vent. À certains emplacements, la minceur des dépôts organiques forestiers ne permet pas la bonne emprise des racines. Les sols étaient considérés comme peu fertiles avant la colonisation de cette terre, mais les accumulations organiques du milieu tourbeux ont su attirer l'intérêt des agriculteurs du XXe siècle.



Figure 19.1 – Limites actuelles de la municipalité de Sainte-Séraphine (Statistique Canada, 2014 : 2439105)

4.19.2 Familles et personnages

Les premiers colons

Il faudra attendre jusqu'à la fin XIXe siècle, soit en 1898, pour que des groupes de défricheurs s'intéressent assez à la région de Sainte-Séraphine pour y faire vivre leur famille. C'est le cas notamment de Joseph Vincent qui, accompagné de son père Hubert Vincent, colon fondateur de Sainte-Perpétue, de son oncle Godefroi et de leur beau-père Onésime Lampron (Hubert et Godefroy ayant marié les sœurs Lampron, Marie-Louise et Élisabeth) décida de quitter Sainte-Perpétue pour s'approprier un espace en bois debout et encore vierge d'occupations, un territoire appelé le « Klondike » ou encore « le Petit Sainte-Perpétue » (Vincent, 1981 : 60).

Le territoire de la future paroisse de Sainte-Séraphine avait tout pour plaire aux jeunes agriculteurs qui habitaient les paroisses surpeuplées environnantes : l'absence de colons, la présence de bois, de terres cultivables et de routes d'accès. Souhaitant suivre les traces de son père et ouvrir une terre « en pays neuf », Joseph Vincent a ainsi déclenché le mouvement de colonisation de la paroisse de Sainte-Séraphine et, en cela, il est considéré comme le colon fondateur de la paroisse. Notons cependant que la famille Gélinas était présente dans le canton de Warwick avant l'arrivée de Hubert et que le pionnier-colonisateur de Sainte-Séraphine est reconnu pour être Hercule Gélinas. Ce dernier se serait établi sur le territoire de Sainte-Séraphine en 1888 après avoir fait l'achat, deux ans plus tôt, des lots 924 à 927 du 8e rang du canton de Warwick. La demeure qu'il a

construite sur le lot 926 du 8e rang a fait grandir sa famille qui fut donc pionnière sur le territoire de la future paroisse (Vincent, 1981 : 15-18).

La première demeure de Joseph Vincent a été un camp de bucherons utilisés par les compagnies de coupe du pin. Georges Gaudet qui s'établit au lot 827 en 1899, construisit la première maison du nouveau territoire. La maison bâtie en 1900 après l'incendie de 1899 était habitée en 1980 par Pierre-Paul Vincent. Cette maison était la deuxième de la paroisse. « Il y avait déjà une maison de construite, celle d'Adélard Lampron habitée actuellement par Jean-Pierre Raîche. Ce fut la première. Par la suite vers 1901, la troisième fut celle de Joseph Vincent habitée aujourd'hui par Jean-Marie Vincent (Vincent, 1981 : 30). »

La monographie de Vincent (1981) mentionne par la suite l'arrivée de plusieurs familles principalement originaires de Sainte-Perpétue, mais aussi des municipalités environnantes :

- Isidore Mc Carthey originaire de Sainte-Élizabeth (lot 825 du 7e rang en 1897) obtint la terre par donation de Dosithée Mc Carthey et y construisit la maison actuelle. Il vendit le tout à Édouard Clerc en 1917, mais celui-ci abandonna la terre en réponse à la crise économique de 1925. Hervé Turcotte en est le propriétaire actuel;

- Nestor Raîche, originaire de Sainte-Perpétue, s'établit vers 1900 sur le lot 826, partie nord-ouest et avait bâti sa maison sur « ce qui fut » un coteau de sable du 13e rang. La maison a été déménagée dans le 7e rang de Saint-Albert où elle est encore habitée alors que la grange près du chemin du 13e rang figure encore à son emplacement d'origine;

- Georges et Adélard Lampron, natifs de Sainte-Perpétue, achetèrent en 1898, devant le même notaire que celui d'Élie Raîche, père de Nestor, les lots 833-834 (Georges) qui devinrent à la propriété de son petit-fils Denis Lampron, et les lots 834-835 (Adélard) devenus à la propriété de Jean-Pierre Raîche (maison construite en 1900 par Adélard). Les bâtiments attenants ont déjà été ébranlés par une tornade en 1917, mais ils ont été redressés, quoiqu'un peu modifiés;

- Urbain Raîche, natif de Sainte-Perpétue, obtint une terre en 1904 (donation effectuée en 1911) de son frère Nestor et y bâtit une maison et dépendances en 1910;

- Adjutor Turcotte de Saint-Albert, dit le « ramancheur de Sainte-Séraphine », acheta le lot 824 de Sina Baril en 1900 et procéda à l'érection d'une maison qui a

longtemps été habitée par son fils Onil et sa fille Rosianne (mariée à Paul Émile Kirouac);

- Henri Beauchemin de Sainte-Perprétue, s'est établi au lot 927 de Warwick en 1904 où résidait Armand Lampron en 1981;

- Alfred Lampron, frère ainé de Henri Lampron, obtint une terre par donation de son père Joseph Lampron, le lot 930 en 1912. Alfred y construisit la demeure et dépendances qui ont longtemps appartenu à Jean-Guy Vincent;

- Jean-Baptiste Raîche, cousin germain de Nestor et Urbain Raîche, natif du « Pays brûlé » de Nicolet, acheta une partie du lot 828 vers 1905 et construisit les bâtiments actuels;

- Rodolphe Lupien de Saint-Raphaël d'Aston, acheta la terre de Jean-Baptiste Raîche en 1925. Il fut le deuxième maire de la paroisse entre 1933 et 1935. Son fils devint acquéreur de la terre en 1943 et devint à son tour maire de la municipalité entre 1967 et 1971;

- Adélard Desfossés de Sainte-Perpétue s'installa au lot 921 du rang 8 de Warwick acquis par son père, Yves Desfossés, en 1905, lequel construisit les bâtiments encore érigés d'aujourd'hui;

- Évariste Beauchemin, frère cadet de Henri Beauchemin, de Sainte-Perpétue, obtint de son père Jules une partie du lot 828 en 1911. En 1980, cette propriété appartenait à Armand Lampron, le long de la route du 9e rang au coin du 7e rang;

- Henri Lampron, natif de Sainte-Perpétue, s'établit sur une terre acquise par son grand-père Onésime Lampron de Ovide Brouillard et Pierre Désilet en 1898, le lot 931 du 8e rang de Warwick. La terre passa entre plusieurs mains sans être mise à profit avant de revenir à Joseph Lampron pour une somme quintuplée en 1908. Henri défricha cette terre avec détermination, mais dut la vendre à sa créancière faute d'être rentable et de pouvoir payer sa dette. Il racheta néanmoins la terre du lot 27, partie sud-est dans le 12e rang de Simpson (actuellement à la propriété de son fils Paul-Émile Lampron) qu'il put payer sous la forme de versements sans intérêts. Cette terre encore en bois debout avec maison construite lui permit de faire vivre sa famille et devint rentable avec les années de labeur. Il acheta les lots 927 et 829 du rang 7 en 1943, terre qui avait été défrichée par Henry Beauchemin. Il vendit cette terre à son fils Armand en 1955 et y fit déménager l'ancienne école du 7e rang qu'il venait d'acheter afin de la convertir en maison

familiale (Vincent, 1981 : 56). Enfin, son fils Camille a pu acheter l'ancienne terre de Henri (qui appartenait alors à Adélard Desfossés) située au 7e rang (8e rang?) en 1948;

- Philippe Ducharme de Saint-Albert acheta de Sina Baril le lot 823 en 1914 qu'il défricha et bâtit;

- Édouard Ducharme de Saint-Albert vint s'installer à Sainte-Séraphine avec sa famille en 1928.

Origine des familles

Comme il a été mentionné plus tôt, les premières familles à s'établir à Sainte-Séraphine sont originaires de Sainte-Perpétue. Hercule Gélinas, quant à lui, est né à Sainte-Clotilde dans le canton de Horton d'une famille qui s'y était établie en 1829 en provenance de Yamachiche. Ainsi, une bonne part des colonisateurs sont arrivés des paroisses environnantes. Sainte-Brigitte-des-Saults fut également « une pépinière de colons » pour Sainte-Séraphine. Enfin, une famille d'origine irlandaise s'est installée au 13e rang.

Personnages importants

Outre les nombreuses familles qui ont participé à l'éclosion économique de la colonie à ses débuts, notamment la famille Vincent et la famille Gélinas, trois personnages ont marqué les mémoires de la municipalité.

Auparavant, Léon Gélinas, père des frères Gélinas (Hercule, Émile et Edmond), arrivé à Sainte-Séraphine en 1901, s'est également démarqué puisqu'il fut le premier secrétaire de la commission scolaire et le porte-parole des paroissiens pour le développement de certains pans de la nouvelle paroisse, comme la construction d'une église, la nomination d'un prêtre résident et la fondation de la paroisse. Jusqu'en 1916, Léon Gélinas résidait là où demeure M. Paul Page en 1981, par la suite, il demeura au village.

Aimé Allard a également joué un rôle actif au sein de la municipalité. En plus de réaliser plusieurs constructions qui ont favorisé l'essor économique de la municipalité (moulin), il devient secrétaire de la commission scolaire entre 1923 et 1933 (de façon non consécutive), puis, grâce à son instruction et sa volonté, il deviendra le premier maire de Sainte-Séraphine lors de l'érection de la municipalité en 1931.

Enfin, Germain Vincent, auteur/interprète de musique country, est reconnu comme la Légende du country de Sainte-Séraphine.

4.19.3 Faits historiques

Histoire religieuse

La maison de Henry Beauchemin, ce dernier ayant donné naissance à de nombreuses filles, a accueilli le premier prêtre missionnaire de la paroisse en 1914, l'abbé Arthur Leblanc, durant l'attente de la construction de l'église et du presbytère. Entre 1914 et 1916, il semble que la maison d'Alfred Vincent devint la résidence-presbytère du prêtre résident. Une maison désaffectée, qui était à la propriété d'Abraham Lampron, servi de première chapelle (1914), trois années après la fondation de la commission scolaire et son usage en tant que première école (1911) de la municipalité (Vincent, 1981 : 208). La cloche de la chapelle a été récupérée de la chapelle de Sainte-Clotilde, qui fut d'ailleurs le premier lieu de culte de cette paroisse.

Le curé fondateur ayant été nommé, la construction de l'église revint aux paroissiens qui organisèrent une corvée en 1915. Louis Caron en a été l'architecte. La cloche de l'église a été offerte par la municipalité de Sainte-Brigitte-du-Sault (Vincent, 1981 : 211). Par souci d'économie, le presbytère a été annexé à l'église. Il sert actuellement de logement locatif. Le cimetière est, quant à lui, situé immédiatement derrière l'église.

Un décret émis en 1939 a autorisé l'érection de la Congrégation des Dames de Sainte-Anne. Celle-ci réunissait des femmes à l'église après la messe afin d'échanger sur leurs responsabilités en tant que mère et épouse. La Congrégation est devenue le Mouvement des dames chrétiennes en 1967 et cessa ses activités en 1978.

Histoire municipale

En 1898 s'établissaient, dans les cantons de Kingsey et de Warwick, les premiers colons venus de Sainte-Perpétue et de Sainte-Clotilde-de-Horton. La future paroisse se situait entre les municipalités de Warwick, Saint-Albert et Sainte-Clothilde-de-Horton, sur un territoire encore vierge d'occupations. En 1904, la présence d'un nombre raisonnable de colons a mené au détachement de portions de territoire de Sainte-Clotilde-de-Horton, de Saint-Albert-de-Warwick, de Saint-Aimé-de-Kingsey-Falls et de Sainte-Élisabeth-de-Warwick pour former la paroisse de Sainte-Séraphine, laquelle a été érigée civilement en 1913. En 1931, la municipalité de paroisse officiellement créée.

Le nom donné à la municipalité est celui de la mère de monseigneur Joseph-Simon-Hermann Brunault, Séraphine Dufresne. Ordonné prêtre en 1882, monseigneur Brunault devient le deuxième évêque de Nicolet en 1904, au moment où la paroisse de Sainte-Séraphine est érigée canoniquement. Sainte-Séraphine représentait la première fondation de cet évêque (Commission de toponymie, 2006).

L'histoire scolaire

Après l'occupation d'une maison désaffectée entre 1911 et 1914, une première maison d'école a été bâtie au 7e rang. Une autre école au parement de brique cette fois remplacera cette école numéro 1 en 1952.

L'école no 2 était située au 9e rang, presque en face de la petite route Lacerte. Un bâtiment déjà construit a été déménagé à cet emplacement plus central en 1918. Après plusieurs années de fonction et aussi de fermeture et de réouverture, en 1939, l'école sera vendue à Robert Fortier qui la déplacera de son emplacement avant qu'André Rouleau ne décide de la rénover (Vincent, 1981 : 270).

L'école no 3 est d'abord la classe qui a été aménagée au village en 1921 au deuxième étage de la maison d'Alphonse Daigle, et qui fut la proie des flammes en 1926. Rapidement, les commissaires songèrent à construire une école dans l'arrondissement. Ce qui sera chose faite en 1930. Le contrat de construction sera octroyé à Aimé Allard. Comme l'école s'avérait déjà trop petite, en 1938, elle fut agrandie par l'aménagement d'une annexe par le même constructeur.

L'école no 4 est celle du 12e rang qui est née d'un besoin de plus en plus manifeste pour le découpage d'un nouvel arrondissement; une classe se donnait dans une pièce de la maison de Sauveur Plante vers 1923. L'école construite par Aimé Allard en 1928 servira la population durant près de 36 ans jusqu'au jour où elle sera vendue à Norbert Levasseur en 1964 qui la réaménagera en logement. Cette école du 12e rang repose aujourd'hui au 10e rang (Vincent, 1981 : 271).

Histoire économique et industrielle

La municipalité de Sainte-Séraphine n'a pas connu le développement économique des municipalités voisines.

Le moulin à scie du 7e rang, le long de la Rivière-à-Pat (en arrière de la grange appartenant aujourd'hui à Mme Rachelle Desfossés), était en opération avant 1914 durant une dizaine d'années par les trois frères Jutras, Albert, Joseph et Walter. Ce moulin à vapeur était dédié au sciage du bardeau et à la fabrication de fonds de boîtes de fromage (Vincent, 1981 : 68).

Un autre moulin, situé sur l'emplacement du terrain et de la maison de Gilles Lyonnais (1981) a été construit par Aimé Allard en 1927 puis reconstruit après 1934 suite au feu qui l'a ravagé. Le seul vestige qui subsiste de ce deuxième moulin correspond à la cabane de ciment qui contenait « les piles alimentées par une génératrice que le moulin faisait tourner qui fournissaient le courant électrique au moulin, à sa maison privée, à son beau-frère Lucien Jutras puis à l'église et au presbytère (Vincent, 1981 : 116). »

En réponse à une demande de plus en plus croissante dans la transformation de produits laitiers, une fromagerie a été construite en 1912 au coin du 9e et 7e rang. D'abord opérée grâce à un investissement collectif, la fromagerie ira à la propriété de Théo Raîche qui s'engagea dans ce commerce. Suite à la crise d'après-guerre et au feu qui ravagea la fromagerie du village (Léon Gélinas) en 1926, la fromagerie Raîche a été déménagée au village à l'emplacement de la bâtisse brûlée. La fromagerie a été en opération durant 45 années, de 1912 à 1957. L'industrialisation et la centralisation du marché ont entrainé la fermeture de la fromagerie au profit de la Coopérative agricole de Granby et la compagnie Carnation de Sherbrooke.

Ainsi, la colonie a vu se développer deux moulins à scie qui ont permis de générer des revenus associés à la coupe et la transformation du bois. Par la suite, l'économie agricole s'imposa et mena à l'ouverture d'une fromagerie. C'est après les années 40 que la municipalité put compter sur une certaine diversification économique, la présence de petits commerces, l'ouverture de la Caisse populaire et l'arrivée du syndicat de l'U.C.C.

Événements marquants

Malgré leurs investissements en temps et énergie, les colons bâtisseurs, dont les valeurs d'entraide étaient à la base de la réussite, devaient prendre crédit pour assurer le financement de leur projet agricole. Comme partout ailleurs, pour les gens de la classe agricole, prendre crédit était un procédé normal pour se développer rapidement et, généralement, les profits arrivaient au bout de quelques années offrant la possibilité de rembourser les créanciers. À Sainte-Séraphine, ce ne fut pas le cas. La pauvreté du sol, couplé à l'acidité et au mauvais drainage, n'a pas permis d'économiser des surplus agricoles. Le gouvernement en place n'avait pas à cette époque établi de politique d'aide

pour la classe agricole, et la prospérité d'après-guerre étant passée, les créanciers décidèrent de réclamer leur dû, au risque de ruiner les familles de Sainte-Séraphine.

L'abbé Arthur Leblanc se résolut néanmoins à aider les familles à ne pas perdre leur terre. Mais ce fut en vain, puisqu'en 1925, une douzaine de familles, dont celles de Joseph et Alfred Vincent, ont dû faire faillite (nommément connu comme la « faillite collective », car les individus s'étaient endossés mutuellement) et voir leurs biens, leurs toits et leurs terres, distribués au plus offrant. La plupart de ces familles, ayant tout perdu, ont déménagé, parfois en quittant Sainte-Séraphine.

La famille de Joseph Vincent réussit à récupérer la terre grâce à la bienfaisance de l'abbé Émile Bibeau qui l'acheta pour lui quelque neuf mois après l'encan. En 1943, l'abbé Bibeau vendit la terre aux fils de Joseph pour une modique somme de 100,00 $ par année, sans intérêt, plus une rente viagère pour leurs parents. Il mourut cette même année.

4.19.4 Routes et chemins anciens

Le développement colonial de Sainte-Séraphine est particulièrement tardif. C'est ce qui explique l'absence de chemin avant cette date (figure 19.2). Vers 1910, au moment où s'installent des colons, un seul chemin praticable (route du 9e rang) permettait de relier Sainte-Clotilde, à partir du chemin du 7e rang, à Saint-Albert (figure 19.3). « À partir du coteau de sable jusqu'au moulin Baril, c'était une "swamp", un marais (Vincent, 1981 : 65). » Les particularités du terrain ont donc retardé l'aménagement de chemins sur le territoire séraphinois. Une fois défrichés, les chemins de terre, de sable ou de « plé » selon la nature du sol, devaient être entretenus chaque saison pour demeurer carrossables.

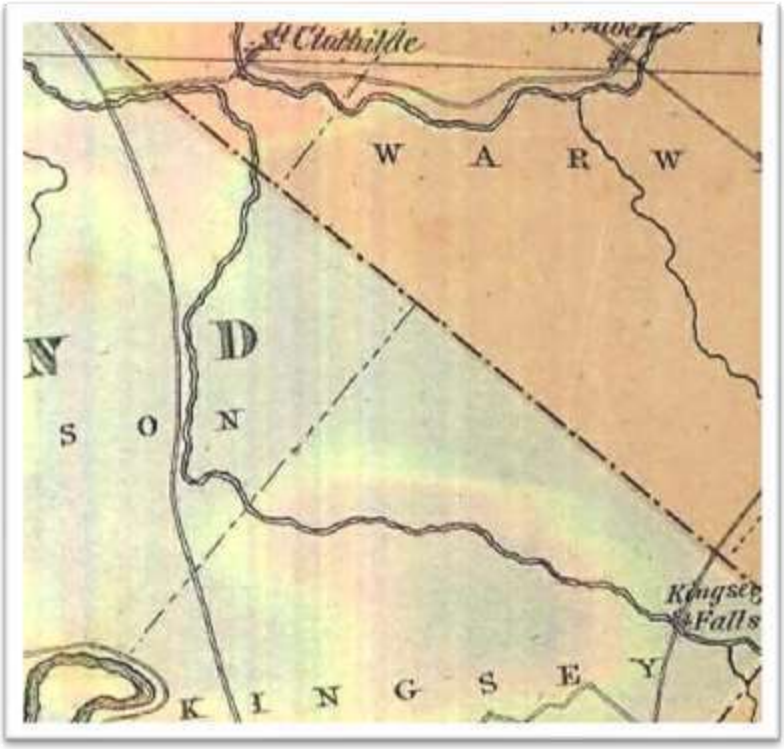

Figure 19.2 – Sainte-Séraphine présenté sur une carte des Cantons de l'Est, 1867 (BAnQ : 107580). Le territoire ne présente aucun chemin d'accès.

La carte topographique créée en 1919 (figure 19.4) illustre les premiers chemins de la colonie. Force est de constater que les chemins du 7e et du 9e rang sont les plus densément peuplés, mais aucun noyau villageois ne s'est formé à cette époque. Lorsque Joseph Vincent choisit de s'établir sur le chemin du 7e rang, il s'installa sur les lots 830, 831 et 832 où coule la rivière à Pat. Aujourd'hui cette terre appartient à son petit fils, Jean-Marie, fils de Gérard Vincent. Son frère Alfred choisit le lot 829-830 de ce même rang, terre appartenant en 1981 à Jacques Raîche (Vincent, 1981 : 23).

L'anglophone Thomas Robert Richarson possédait en 1885 les lots 924 à 927 du 9e rang alors que M. D. LeMesurier aurait acheté, en 1846, le lot 998-999. En 1886, M. Louis Gauthier acheta les lots 989 à 1002. Enfin, M. Sam Woodward acheta en 1857 le lot 887-888 (Vincent, 1981 : 88). Toutefois, aucun de ces propriétaires n'a réellement résidé sur leur terre. Les premiers colons du 9e rang sont nommément Hermenegilde Hamel de 1900 à 1920, Philias Hamel de 1908 à 1910, Léonidas Hamel de 1915 à 1920 et Patrick Hamel vers la même période. Albert Vincent et Albert Lacerte font également partie des pionniers du 9e rang, ce dernier ayant laissé comme héritage son nom à la route qui relie le chemin du 9e rang au village. La famille Jean Page s'établit en 1942 sur la propriété de Richard Gélinas (en 1981, celle de Serge Massé). M. Jean Page fut conseiller et commissaire d'école. Ainsi, le rang 9 du canton de Warwick a, aux premiers temps de la

colonie, été densément peuplé, mais la pauvreté du sol sableux a mené à une grande désertion à compter de 1915-1920.



Figure 19.3 – Extrait de la *Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre,* illustrant la municipalité de Sainte-Séraphine en 1920 (BAnQ-2684630).

Le développement des rangs 7 et 9 a favorisé l'arrivée d'autres colons. Plusieurs compagnies défrichaient les terres de Sainte-Séraphine pour leur propre compte (notamment Herbert Price) et les camps de bucherons étaient nombreux. Toutefois, des rangs entiers étaient dépourvus d'occupations humaines et de nombreux lots boisés attendaient que de jeunes gens courageux y taillent leur place. Lorsque Herbert Price vendit des terres, celles-ci furent acquises par Ovide Brouillard qui revendit à Hubert Vincent en 1898. Hormidas Trudeau se porta acquéreur d'une bonne partie des lots en 1909, « mais par intervalles pour les revendre graduellement soit à la couronne qui était représentée par Maître Jules Allard ou à des particuliers qui furent les pionniers de ces rangs (Vincent, 1981 : 93) ». C'est ainsi que Moïse Charpentier pour son fils Édouard, Joseph Faucher, les Kane, les Therrien, Apolinaire Côté, Jimmy Dubé, Arthur Giguère, Raoul Bourgeois et Évariste Vincent s'établirent sur les 13e et 10e rangs de Sainte-Séraphine. De la famille Kane, d'ascendance irlandaise, quatre jeunes hommes, fils de Michaël Kane qui acheta les lots 24-25 en 1914, s'installèrent au rang 13 où ils bâtirent chacun leurs maisons qui se succédaient le long du même chemin.

Les premiers habitants du 10e rang de Sainte-Séraphine (rang 10 du canton de Kingsey) proviennent en grande majorité de la paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saults, ainsi vue comme « la mère du 10e rang ». Ce rang accueillit les frères Houle, Alphonse et Joseph, en 1918. Suivirent quelques années plus tard les frères Blanchette et les frères Duval.

Le 12e rang figure également parmi les rangs anciens de Sainte-Séraphine, bien que son occupation soit plus tardive. La famille de Léon Plante s'installa effectivement au lot 23, 12e rang du canton de Simpson et pris de sa place dans la municipalité. Bien qu'il devienne aveugle à la suite d'un accident de voiture, Léon Plante travaillait fort pour voir grandir sa famille. Un de ses petits-fils, Paul-Émile, a d'ailleurs racheté la ferme paternelle pour y travailler la terre.

C'est d'ailleurs à la croisée des 7e, 12e et 13e rangs qu'a évolué le petit noyau villageois de Sainte-Séraphine (figure 19.5). Entre 1919 et 1944, la configuration des chemins de Sainte-Séraphine a peu changé, si ce n'est que la portion sud-ouest du territoire a vu l'arrivée davantage de colons, particulièrement autour de l'église édifiée en 1915 à la croisée des chemins mentionnés plus haut, de même que le tracé de certains rangs, dont le 12e et le 10e, ce qui renseigne sur l'occupation plus tardive de ces deux derniers rangs.



Figure 19.4 – Extrait d'une carte topographique illustrant la municipalité de Sainte-Séraphine en 1919 (BAnQ : 2669842)



Figure 19.5 – Extrait d'une carte topographique illustrant la municipalité de Sainte-Séraphine en 1944 (BAnQ : 2670190)

La construction du pont de fer qui enjambe la rivière Nicolet sud-ouest est le résultat d'une requête citoyenne auprès du Conseil de comté d'Arthabaska. La recommandation stipule « qu'il serait bien à propos et dans l'intérêt des municipalités de Sainte-Clotilde-de-Horton, de St-Lucien et des autres municipalités environnantes qu'un pont de fer ou de bois soit construit pour relier les deux parties du chemin, lequel serait le plus direct, le plus court et le plus facile entre Arthabaska et Drummondville et les paroisses entres ces deux villes (Conseil du comté d'Arthabaska, 1911 dans Vincent, 1981 : 67) ». La construction de ce pont en 1913 représente un projet majeur pour ces municipalités, leur octroyant un moyen efficace pour se déplacer vers le territoire drummondvillois.

4.19.5 Patrimoine bâti

Parmi les éléments patrimoniaux ayant un statut légal se trouve le site institutionnel catholique et les bâtiments attenants inventoriés par le MCC (tableau 19.1). À ce jour, aucun autre lieu ni bâtiment n'est classé, désigné, cité ou répertorié par les différentes instances gouvernementale ou municipale.

Tableau 19.1 – Les éléments patrimoniaux de Sainte-Séraphine répertoriés par le MCC, 2013

Dénomination	Numéro civique	Type de rue	Nom de la rue	Date d'origine	Statut	Fonction d'origine
Église Sainte-Séraphine	2656	route	Principale	1915	Inventorié	Lieu de culte catholique
Presbytère de Sainte-Séraphine	2656	route	Principale	1915	Inventorié	Résidence curiale
Bâtiment secondaire	2656	route	Principale		Inventorié	Annexe au presbytère
Garage	2656	route	Principale		Inventorié	Garage, annexe au presbytère
Maison du sacristain		route	Principale		Inventorié	Résidence du sacristain

Le répertoire des croix de chemin (Milot et Savard, 1994) répertorie une croix de chemin dénommée la croix Édmond Lampron (1916) située au 7e rang. Le CÉLAT (1980) répertoriait aussi la croix René-Saint-Louis.

Il n'a pas été possible de réaliser l'inventaire du patrimoine bâti toujours existant lors de notre étude. Le manque de temps couplé au manque d'exhaustivité des données a limité notre étude. Cet aspect de la recherche dénote les lacunes des documents de sources secondaires pour une analyse détaillés du bâti. Une fois l'inventaire complété grâce à l'étude du rôle d'évaluation, l'analyse comparative des cartes anciennes, la consultation d'archives, la visite au terrain et la communication avec des personnes-ressources (notamment les ainés de la municipalité), ces données pourront constituer le point de départ d'un macro-inventaire et d'une cartographie du patrimoine bâti.

4.19.6 Conclusion

Synthèse de l'histoire municipale

Le territoire de Sainte-Séraphine a été colonisé à partir de 1898 par des Canadiens français originaires des paroisses voisines. C'est particulièrement ce contexte d'occupation qui a favorisé l'occupation des terres marécageuses de cette région centricoise : les terres environnantes ont rapidement été acquises et exploitées de sorte à la fin du XXe siècle, peu de terres demeuraient disponibles pour les jeunes colons avides de travailler leur propre terre.

Sainte-Séraphine constitue ainsi le dernier territoire arthabaskien à devenir paroisse. L'érection canonique (1904) s'était réalisée assez rapidement après l'arrivée des premiers colons, mais il faudra attendre près de quinze ans avant l'érection municipale. Devant se déplacer dans les paroisses voisines pour recevoir la bénédiction, les séraphinois ont obtenu leur première chapelle en 1911 puis une église en 1915 signée Louis Caron. La

petite municipalité compta quatre écoles de rang, deux moulins et une fromagerie avant d'entrer dans la modernité. Un seul petit hameau s'est distingué le long du chemin du 7e rang, autour de l'église.

Dans le courant des années 1920 et 1930, la population souffrira, comme plusieurs autres municipalités d'ailleurs, de la piètre qualité de la terre qui, couplée au manque d'opportunités économiques, a vu une bonne part de sa population partir, laquelle, faut-il le rappeler, venait presque tout juste de s'installer.

Recommandations

Nous avons abordé l'étude de l'habitat rural ancien de Sainte-Séraphine en identifiant les différentes phases du peuplement, en identifiant les aspects matériels de la culture qui pourraient subsister du développement initial de cette municipalité et enfin, en documentant le développement des principaux réseaux de communication. Chacun des aspects abordés dans ce chapitre a ainsi contribué à expliquer divers phénomènes reliés à l'histoire sociale, économique, culturelle et religieuse de ce territoire, dont la présence de certains bâtiments que l'occupation ininterrompue a permis de conserver. Il ne s'agit toutefois pas d'une étude approfondie et beaucoup reste à faire pour documenter, analyser et mieux comprendre les différentes facettes de l'héritage bâti.

L'inventaire préparé dans ce chapitre est à l'état préliminaire. Il constitue un outil de référence pour faciliter l'identification plus formelle du patrimoine à la grandeur de la municipalité. La création d'un inventaire exhaustif grâce à l'étude des cartes, des titres de propriété et de l'analyse architecturale au terrain permettra de mener plus loin les efforts de préservation et de mise en valeur du patrimoine séraphinois. Nous proposons ici diverses avenues pouvant mener à une meilleure compréhension du patrimoine bâti :

1) **Choisir des thèmes d'interprétation en fonction de l'impact que les phénomènes sociaux, économiques et culturels ont eu sur la vie des habitants du territoire.** En fait, certains thèmes ont marqué l'ensemble de la MRC alors que d'autres sont plus spécifiques à la municipalité. Ainsi, l'occupation initiale tardive de Sainte-Séraphine par l'implantation de moulins pour y exploiter le bois debout qui s'amenuisait ailleurs favorisera l'économie du territoire et attirera une masse importante de nouveaux colons. Par la suite, l'économie se tournera vers l'agriculture, mais ne connaîtra pas le succès escompté.

2) **Pousser plus avant la recherche documentaire en fonction des choix thématiques.** Le processus de mise en valeur des thèmes patrimoniaux choisis

devra tenir compte du potentiel qu'ils présentent en regard des richesses archéologiques et documentaires qu'ils recèlent. Pour un thème donné, par exemple l'exploitation agricole en milieu marécageux, il sera important de connaître en profondeur l'ensemble du phénomène et les différentes phases de son développement, ce qui permettra d'identifier les installations ou les sites les plus représentatifs et les plus susceptibles d'offrir des avenues de mise en valeur ainsi que des facilités de recherche, d'accessibilité, d'aménagement, etc. Parmi les études à réaliser, nous recommandons :

- Des études reliées au patrimoine bâti et au paysage culturel de la municipalité de Sainte-Séraphine :
  - Documenter les moulins, les installations agricoles, les zones de culture et d'élevage, les commerces (s'il y a lieu) et les petites industries qui ont marqué l'économie de façon à faire ressortir les variantes locales;
  - Documenter, à l'aide de la réalisation d'une chaîne de titre, les diverses propriétés privées répertoriées au macro-inventaire patrimonial;
  - Identifier et analyser les caractéristiques physiques des bâtiments patrimoniaux et équipements associés;
  - Établir des critères menant à la sélection d'immeubles et de sites patrimoniaux voués à être reconnus au niveau fédéral, provincial et/ou municipal;
  - Identifier le potentiel archéologique des établissements les plus caractéristiques en vue de leur protection et d'une éventuelle mise en valeur.

- Des études reliées au réseau de transport de la municipalité de Sainte-Séraphine :
  - Identifier les principales caractéristiques physiques des routes et des ponts à l'aide de relevés appropriés

- Des études reliées aux personnages ayant marqué la municipalité de Sainte-Séraphine :
  - Retracer la vie des personnages qui ont marqué l'histoire du développement de Sainte-Séraphine.

3) **Poursuivre le macro-inventaire du bâti ancien et le mettre à jour**.

4) À la lumière de la présente recherche historique, nous recommandons également la mise sur pied d'un certain nombre d'autres **mesures visant à mieux protéger et à mettre en valeur le patrimoine bâti de la municipalité de Sainte-Séraphine**. Ces mesures représentent des pistes de réflexion qui pourront alimenter les débats pour la réalisation d'autres volets d'étude et de mise en valeur prévus à la suite de ce premier volet. Les recommandations présentées devront être développées dans un prochain rapport.

   - Cartographier les éléments du bâti et autres traces culturelles
   - Traduire la présente recherche en un document accessible au citoyen
   - Créer une banque de photographies anciennes
   - Revoir et créer des circuits patrimoniaux
   - Diffuser l'information sur le patrimoine
   - Accompagner et outiller le citoyen
   - Inciter les propriétaires à mettre en valeur leur bâtiment patrimonial
   - Conserver et mettre en valeur les immeubles publics
   - Se doter d'outils d'urbanisme efficaces

Bibliographie

CELAT (1980) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska – Ethnologie.* Arthabaska : MRC d'Arthabaska. Rapport déposé au Ministère des Affaires culturelles, Direction générale du patrimoine, Service des Inventaires.

Hardy, René, Gamelin, Alain et Carmen Rousseau (1979) : *Publications du Groupe de recherche sur la Mauricie, Université du Québec à Trois-Rivières. Cahier 1 : La Mauricie et les Bois-Francs, chronologie, 1850-1950*, 151 p.

Lampron, Alphonse et Claude Gagnon (1991) : *Album souvenir 60e anniversaire, municipalité Sainte-Séraphine, 1931-1991*. s.l : s.e.

MCC (2013) : *Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ)*. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2013) : *Cartographie des sites et zones d'interventions archéologiques du Québec*. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2012) : *Inventaire des lieux de culte du Québec.* Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.lieuxdeculte.qc.ca, consulté en octobre 2012]

MCC (2013) : *Répertoire du patrimoine culturel du Québec (RPCQ).* Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca]

Milot, Jean et Jocelyne Simard (1994) : *Les croix de chemin du Québec : inventaire sélectif et trésor.* Collection Patrimoines. Dossier, 10. Québec, Les publications du Québec.

PARC CANADA (2013) : *Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens.* Gouvernement du Canada. [http://www.historicplaces.ca/]

Pépin, Jean-Pierre-Yves (2005) : *Sainte-Séraphine, 1914-1940 et Daveluyville, 1880-1940, comté d'Arthabaska, paroisses Sainte-Séraphine et Sainte-Anne-du-Sault : 1344 fichiers-images.* Longueuil : Éditions historiques et généalogiques Pépin, 1 CD-Rom.

Société La Haye et Ouellet (1982) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska - Analyse du paysage architectural*. Arthabaska : La Société La Haye-Ouellet, 166 p.

Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville (2011) : *Répertoire des baptêmes, mariages et sépultures, paroisse de Ste-Séraphine, Ste-Séraphine, QC : baptêmes (1914-1940), mariages (1914-1970), sépultures (1914-1940).* Victoriaville : Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville, 30 p.

Vincent, Émile (1981) : *Histoire de la paroisse de Sainte-Séraphine.* Sainte-Séraphine : La corporation municipale Sainte-Séraphine, 315 p.

Cartes et plans anciens

1867 *Map of the Eastern Townships of Canada : compiled and engraved expressly for the Eastern Townships Gazetteer.* St. Johns : Smith & Co. BAnQ : 107580.

1919 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:63 360. 31-H-16, Drummondville.* Québec Topographique. BAnQ : 2669842

1920 *Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre.* Québec (Province) : s.n. BAnQ : 2684630.

1944 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:50 000. 31-H-16, Drummondville.* Québec Topographique. BAnQ : 2670190

Sites Internet

Répertoire des municipalités du Québec
http://www.mamrot.gouv.qc.ca

Commission de toponymie du Québec
http : //www.toponymie.gouv.qc.ca/

Municipalité de Sainte-Séraphine
http://www.munsainteseraphine.ca/

Statistique Canada – Profil du recensement
http://www12.statcan.ca/

4.20 Saints-Martyrs-Canadiens

Saints-Martyrs-Canadien est civilement né dans les années 1940 grâce au démembrement de municipalités sises au croisement des cantons de Ham-Nord, Ham-Sud, Wolfestown et Garthby. Cette municipalité comprend ainsi des parts situées dans les municipalités des cantons de Garthby (Beaulac) [Létourneau, 1997] et de Ham-Nord (Vézina, 1988), ainsi que les municipalités des paroisses de Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown (Comité du 100e de Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown, 2009), de Saint-Fortunat (Stanborn) [Vaillancourt, 2013] et de Saint-Joseph-de-Ham-Sud (Boucher, 1979). Les données concernant l'histoire de la municipalité des Saints-Martyrs-Canadiens ont alors été acquises à la lecture et l'analyse des différentes monographies mentionnées ci-haut qui ont servi à célébrer la fête de centenaire ou de 150e anniversaire d'existence civile de ces différentes municipalités. Ces documents regroupent des données d'archives sur les conditions de l'arrivée des premiers colons, les premières familles à s'être établies et l'évolution du cadre religieux, municipal, scolaire et économique. Des données pertinentes ont également été extraites de l'étude de Charest (2011) entourant la mission protestante du rang de la Montagne. Quant à l'ouvrage préparé par Gravel (1967), il regroupe quelques notes au sujet de l'établissement catholique dans le canton de Ham.

À ces sources d'informations s'ajoutent la consultation de divers répertoires renfermant la liste des biens ou sites patrimoniaux ayant une valeur culturelle majeure, tels que le Répertoire du patrimoine culturel du Québec (MCC, 2013), le Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens (Parc Canada, 2013), le Répertoire des lieux de culte du Québec (MCC, 2012), le Répertoire des croix de chemin (Milot et Simard, 1994), le Répertoire toponymique du Québec (Commission de toponymie du Québec, 2013), l'Inventaire des sites archéologiques du Québec (MCC, 2013), le Répertoire de cartographie numérique du site de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec et divers macro-inventaires mandatés par le ministère des Affaires culturelles et élaborés à compter des années 1980 dont ceux du CÉLAT (1980) et de la Société La Haye et Ouellet (1982). Ces documents ont permis d'établir l'état des connaissances et la valeur patrimoniale déjà inventoriée, reconnue, classée ou simplement répertoriée de certains bâtiments.

4.20.1 Site d'implantation

Le territoire de Saints-Martyrs-Canadiens (figure 20.1) occupe l'extrémité sud-est de la MRC d'Arthabaska, enserré des municipalités de Ham-Nord, Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfstown, Beaulac-Garthby (Saint-Charles-Borromée de Garthby) et Saint-Joseph-de-Ham-Sud (dont elle est en essentiellement constituée). Il comprend ainsi les 19 à 28 des 10e, 11e, 12e, 13e et 14e rangs de Ham-Nord (dont le chemin de la montagne et le

hameau de Beaudoin-Centre), les lots 22 à 28 des 10e et 11e rangs de Wolfestown (dont la route du 10e rang reliant Beaudoin-Centre au chemin Gosford), les lots 18 à 28 des 1er, 2e et 3e rangs de Ham-Sud (comprenant le lac Nicolet et une portion du chemin Gosford), les lots 22 à 28 du 4e rang de Ham-Sud et, enfin, les lots 1 à 25 des rangs 2 S, 1 S, 1 N et 2 N du canton de Garthby (dont le lac Coulombe, une portion du chemin de Mégantic et sa croisée avec le chemin Gosford).



Figure 20.1 – Limites actuelles de la municipalité de Saints-Martyrs-Canadiens (Statistique Canada, 2014 : 2439005)

Plusieurs cours d'eau occupent ce territoire : la rivière Nicolet amorçant sa course dans le lac du même nom, le ruisseau de l'Aunière et les lacs Nicolet, Sunday et au Canard. Situé sur un haut plateau appalachien ponctué de hautes et larges collines, le territoire présente des altitudes variant entre 350 et 450 mètres (ANMM). Quant au mont Louise, il limite le paysage martyrois dans sa portion sud avec une altitude qui accuse près de 500 mètres.

Joseph Bouchette, arpenteur général du Bas-Canada, écrivait, à la fin du XVIIIe siècle, que le territoire possédait des caractéristiques particulièrement variées : « La demi nord-ouest s'avère modérément bonne; une partie de celle-ci est octroyée et peut rembourser les efforts de sa culture. Quant à la demie-est, c'est une chaîne de collines rocheuses qui ne présente que peu d'intérêt ou d'utilité. Les essences de bois dans les forêts sont le pin, le hêtre, le bois franc, le cèdre et le sapin (Comité du 100e, 2009 : 10). » De plus, dans sa partie montagneuse, sur les lots 9 et 10 du 11e rang, le sol du canton de Wolfestown possède des richesses minérales exploitables comme le cuivre et autres minéraux.

Le domaine forestier domine ainsi le paysage à l'époque coloniale et recouvre un substrat composé essentiellement de dépôt glaciaire (sable grossier, gravier et blocs décimétriques) [Occhietti et Richard, 2003]. La roche-mère affleure également en plusieurs endroits. Malgré ce qu'en a dit Bouchette, les habitants ont probablement souffert des sols passablement fertiles de cette portion de territoire.

4.20.2 Familles et personnages

Dans son ouvrage, Vaillancourt (2013) souligne que plus de la moitié des lots avaient été octroyé à des miliciens ou loyalistes pour services rendus. Les lots donnés à Nicholas Montour (11 550 acres) dans le canton de Wolfestown en 1802 en sont de bons exemples. Comme la plupart des grands propriétaires terriens et spéculateurs des premières années du XIXe siècle, ces lots n'étaient pas habités par leur propriétaire et, très souvent, des squatters s'y implanteront. Vaillancourt précise cependant que les lots du canton de Wolfestown octroyés à Montour « ne sont pas d'un seul tenant, on les espaçait, sans doute en espérant que le jour où ils seraient défrichés, les lots vacants intercalés susciteraient l'intérêt des colons (Vaillancourt, 2013 : 45). »

Les colons d'origine anglaise, irlandaise et écossaise sont les premiers à s'établir sur le futur territoire des Saints-Martyrs-Canadiens. Il faudra attendre 15 années avant que se présente le premier colon francophone. Pour bien comprendre les schèmes d'établissement qui ont eu cours sur le territoire des Saints-Martyrs-Canadiens, nous aborderons tour à tour les origines des différentes municipalités qui le composent à l'exception de Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown dont l'influence n'a pas été particulièrement importante pour les habitants situés à l'extrémité ouest du canton de Wolfestown. Plusieurs familles se sont probablement établies dans le canton à titre de « squatters », mais très peu de documents d'archives arrivent à témoigner de leur présence.

Les premiers colons loyalistes, anglo-saxons, irlandais et écossais

Boucher (1979 : 16) relate qu'en septembre 1830, l'année de la mise en service du chemin Gosford, Israël Rice, un loyaliste américain s'établit à Ham-Sud (maison de Mme Lamoureux en 1979), sur le 2e rang de Ham-Sud. Il semble y demeurer seul pendant près de 13 ans (tableau 20.1).

Dans le centenaire de Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown (Comité du 100e, 2009), il est question de deux vagues de migration irlandaise, la première ayant lieu entre 1820 et 1845 par des gens de la classe moyenne fuyant les conditions précaires qui avaient cours

en Irlande à cette époque et la seconde vague a eu cours après 1845, à la suite de la grande famine qui sévit en Irlande. La famille de John Hagarty aurait immigré en 1836 et celle de Patrick Devlin, en 1843. La seconde vague a impliqué les familles de James Hurley, John Mullins, Andrew Keefe, John McKelvey et Hugh Hagarty.

Avant les années 1850, des lots avaient été octroyés à des vétérans en fonction des axes routiers et ces lots sont ainsi surtout distribués dans l'axe du chemin Gosford, en partant du lot 8 du 1er rang de Wolfestown et allant jusqu'au lot 28 du 11e rang de Wolfestown. Il semble également que plusieurs lots ont été attribués dans le début des 8e et 9e rangs, où un chemin venant du canton de Chester avait été aménagé (chemin Saint-Philippe). Les lots obtenus par vente à des colons se trouvaient concentrés en quatre parties du canton, dont deux nous concernent ici soit : 1) les lots 7 à 15 des 10e et 11e rangs qui correspondent à un secteur accessible via le village de Ham-Nord et 2) les lots intercalés de Montour-Banque de Québec le long du chemin Gosford (Vaillancourt, 2013 : 45). En 1901, une douzaine de familles irlandaises catholiques et anglaises généralement bilingues sont installées dans le canton de Wolfestown, majoritairement dans les rangs 6 et 7 où a été établi le village de Saint-Fortunat (Comité du 100e, 2009). Elles sont d'ailleurs impliquées dans les démarches de fondation de cette paroisse. Bien que le noyau villageois de Saint-Fortunat n'appartienne pas au territoire de Saint-Martyrs-Canadiens, la présence irlandaise et anglaise est à souligner dans le développement initial de la portion ouest du canton de Wolfestown.

Vers les années 1846, M. Barlhow qui était probablement un loyaliste, s'installa près d'une chute d'eau de la rivière Nicolet. La chute d'eau avait la particularité d'avoir été creusée dans le roc naturel. Voyant le potentiel hydraulique, M. Barlhow y installa, dès 1848, un moulin à scie, une meunerie ainsi qu'un moulin à scier le bardeau. Cette industrie deviendra importante pour l'établissement de colons le long du chemin Gosford et des environs.

Tableau 20.1 – Les colons d'origine anglaise, irlandaise ou écossaise de Saints-Martyrs-Canadiens

Noms	**Date d'arrivée**	**Emplacement occupé**
Israël Rice	1830	2e rang du canton de Ham-Sud
John Hagarty	1836	Canton de Wolfestown
Patrick Devlin	1843	Canton de Wolfestown
James Hurley, John Mullins, Andrew Keefe, John McKelvey et Hugh Hagarty	Après 1845	Canton de Wolfestown
M. Barlhow	1846	Rivière Nicolet, Ham-Sud
Goodenough, Porter, Jackson, Osgood, Alfred Galvin, Thomas Jackson, nombreux membres des familles Rice, Rolfe, Goddard	1854	Canton de Ham-Sud

Gravel (1967) précise que d'autres concessions ont été octroyées dans Ham-Sud vers les années 1854 à Alfred Galvin, Thomas Jackson, aux nombreux membres des familles Rice, Rolfe, Goddard, puis à Georges Goodenough, Henry Palmer, Samuel Porter et autres. Il souligne que dans tous les cas, ce sont des demi-lots qui ont été concédés.

Les premiers colons canadiens-français

C'est en 1845 que Jean-Baptiste Coulombe compte parmi les premiers colons francophones à profiter de la présence d'un chemin de pénétration pour y faire son profit. Reconnu alors comme un excellent chasseur, il acquit en 1845 les lots 26 à 28 du 11e rang de Ham et y établit un poste près du lac Nicolet afin d'y recevoir les voyageurs et commerçants d'animaux. Ce poste aurait été érigé à 175 mètres en bordure du lac, sur une descente du chemin Gosford, soit à l'emplacement de l'ancien chalet de Raymond Paquette. Il était situé à une journée de marche des autres postes situés le long du chemin Gosford. Ce serait également à cet endroit qu'aurait été établie la toute première mission de Ham-Sud.

L'année 1848 est marquée par l'enregistrement d'une famille nommé Joseph Dion dans les Annales de la nouvelle paroisse de Ham-Sud. Saint-Joseph-de-Ham-Sud doit son nom au saint patron du Canada, mais aussi à ce premier colon français. Voici le récit raconté par Cécile Boucher (1979 : 28) sur la famille Dion :

> Joseph Dion et Ignace Dion son fils, âgé de 18 ans, originaires de Beaumont co. Bellechasse, arrivèrent à Ham-Sud en 1848 sur un lot boisé. Ils coupèrent les premiers arbres pour bâtir un abri pour l'hiver. Au printemps 1849, ils construisirent une grande maison en grosses pièces de bois équarris à la hache. Très solide, elle existe sur la route Ham-Sud-St-Camille. Joseph Dion retourna chercher sa famille pour s'établir à Ham-Sud au printemps 1849. Il n'y avait pas de chemin, pas de paroisse; c'était une immense forêt.

Joseph et Ignace occupaient la même maison avec leur famille respective. Les enfants d'Ignace, à l'exception d'Alexandre et Oliva qui demeurèrent avec leur parent, s'établir sur des lots voisins.

Lorsqu'elle aborde l'histoire coloniale de Beaulac-Garthby, Létourneau (1997) mentionne que le 4 août 1848, cinq hommes avaient quitté la ville de Québec via le chemin Gosford et le chemin de Mégantic (route161 actuelle) pour arriver près de la rive nord du lac Aylmer (tableau 20.2). Ces hommes s'établirent sur un haut plateau à environ trois kilomètres de la rive du lac, le long du chemin de Mégantic.

Au début de l'été 1845, deux incendies majeurs avaient brûlé de nombreuses maisons dans différents quartiers de la ville de Québec (Létourneau 1997). Avec la nouvelle

politique de colonisation du gouvernement et du clergé, plusieurs familles démunies par la perte de leur foyer et de leurs biens quittèrent leur ville natale pour se procurer une terre neuve, armées seulement de quelques provisions et de certains outils. Arrivées dans la région martyroise, les pionniers durent s'arrêter au poste de relais tenu pas Jean-Baptiste Coulombe le long du chemin Gosford, près du lac Nicolet. Ce relais était situé à environ trois jours de marche de Québec sur un chemin, disons-le, tant soit peu carrossable pour l'époque, parachevé quelques années plus tôt et abondamment emprunté par les militaires et commerçants puis, peu à peu, par des immigrants. À partir du lac Nicolet, le chemin qui se rendait au lac Aylmer, le chemin de Mégantic, n'était qu'un sentier.

Tableau 20.2 – Les premiers colons francophones des Saints-Martyrs-Canadiens

Noms	**Date d'arrivée**	**Emplacement occupé**
Jean-Baptiste Coulombe	1845	Chemin Gosford, en bordure du lac Nicolet
Joseph Dion, père	1848	Canton de Ham-Sud
Félix Vachon, menuisier	1848	Beaulac-Garthby, le long du chemin de Mégantic, près du lac Aylmer, lot 42 nord
François-Xavier Larrivée	1848	Beaulac-Garthby, le long du chemin de Mégantic, près du lac Aylmer
Joseph Lacroix, marin	1848	Beaulac-Garthby, le long du chemin de Mégantic, près du lac Aylmer, lot 42 sud
François-Xavier l'Heureux	1848	Beaulac-Garthby, le long du chemin de Mégantic, près du lac Aylmer
François-Xavier Mercier	1848	Beaulac-Garthby, le long du chemin de Mégantic, près du lac Aylmer
Jean-Olivier Arcand	1849	Baie Ward, lac Aylmer
Joseph Pépin dit Lachance et son épouse Louise Bilodeau, Joseph Dion et son épouse Marie Josephte Pépin dit Lachance, François-Xavier Robitaille, Pierre Charland et Edmond Légaré	1849	Canton de Ham-Sud
Georges Blouin et Annie Gallagher	1866	Rang de la Montagne, canton de Ham-Nord

Une fois la « French Road » (chemin de Mégantic) aménagée, soit à l'été 1849, plusieurs colons français migrent dans la région de Wotton (Patrick O'Bready) et à Saint-Camille (Desrivières et Drolet), Ham-Sud et Garthby-Beaulac. À Ham-Sud arrivent Joseph Pépin dit Lachance et son épouse Louise Bilodeau, Joseph Dion et son épouse Marie Josephte Pépin dit Lachance, François-Xavier Robitaille, Pierre Charland et Edmond Légaré (Boucher, 1979 : 16). La même année, en 1849, à la suite de l'arrivée de Jean-Olivier Arcand, que l'on retiendra comme un « homme cultivé, pratique, débrouillard et

profondément religieux » (Létouneau, 1997 : 14), une chapelle était érigée près de sa maison, sur une colline surplombant la baie Ward.

Tableau 20.3 – Les premiers colons de Ham-Sud d'après Gravel (1967)

Joseph Dion, père (1848)	George Darveau
Joseph Dion, fils	Ignace Dion
Augustin Germain	Geo. Pinard
Antoine Pinard	Toussaint Martin
Ignace Bonhomme	F.X. Robitaille
Joseph Lachance	Louis Marcotte
F.X. Robitaille, fils	J.B. Thibault
J.B. Rouleau	Jacques Renaud
Amable Martin	Antoine Pinard
Édouard Légaré	Cyrille Ménard
Célestin Robitaille	Joseph Germain
Éd. Duvivier	Pierre Poirier
Damase Bonhomme	

À ce moment, une vingtaine de familles occupent aussi le territoire de Beaulac-Garthby principalement le long du chemin de Mégantic (future route 161). Une croix de chemin sise sur la route 161 à l'emplacement initial occupé par les fondateurs de Beaulac-Garthby. Elle a été implantée pour rendre hommage à l'un des premiers arrivants, Félix Vachon. Parmi les autres pionniers colonisateurs se trouvent aussi les familles de David, Édouard, Antoine et Joseph Grenier, Joseph Samson, J-Baptiste Ramsay, Michel Lepage, J-Baptiste Lafrance, Ferdinand Gagné, Jean Delisle, Jules Houde, Thomas Leblanc, Ignès Létourneau, Joseph Morin, Magloire Pichette, Louis Vézina, Hubert Normand, Jean-Baptiste et Jean Laroche, Charles, Édouard, Joseph, Louis et Octave Tessier et quelques autres. Comme la majorité de ces pionniers sont originaires de Québec, ce secteur du chemin de Mégantic a rapidement pris le surnom de « Petit-Québec ». Il semble que le renouvellement constant de la population à la période coloniale a fait en sorte que peu de familles actuelles ont des ancêtres qui avaient migré au tout début de la période coloniale (Létourneau, 1997 : 2).

Vers 1866, Georges Blouin, marié à Annie Gallagher s'installe sur le 10e rang du canton de Ham-Nord (rang de la Montagne). Cette famille et leurs descendants se sont convertis au culte méthodiste dans les années 1880. Au même moment, d'autres colons convertis au protestantisme s'installeront dans ce rang : Félix Roy et Julie Allison ainsi que Moyse Cyr et Odélie Levasseur. En 1894, s'y adjoindront de nouvelles familles originaires de Saint-Philippe-de-Chester : Jean-Baptiste Dupuis, Octave Dupuis, Olivier Lahaie, père, et son épouse Anastasie Charest. Charest (2011 : 97) souligne cependant que d'autres familles catholiques originaires des basses terres du Saint-Laurent auraient migré dans le

rang de la Montagne. Il mentionne que l'occupation canadienne-française de ce rang a dû se produire vers 1875-80, mais que les pionniers demeurent inconnus.

Ainsi, il faudra attendre au moins cinquante ans après l'arpentage initial des lots de Ham pour que soient cédés les lots à des Canadiens français.

Bref, l'accès au territoire de Saints-Martyrs-Canadiens a pu être possible grâce au chemin Gosford (1830) puis celui de Mégantic (1848). Plusieurs des pionniers anglais et irlandais, puis canadiens-français pourraient avoir occupé le territoire de Saints-Martyrs-Canadiens dans sa portion Est, canton de Wolfestown. Le titre de pionnier-colonisateur dans le canton de Ham-Sud revient à Jean-Baptiste Coulombe qui établit un poste en 1845. Quelques années plus tard, une migration plus massive a été opérée par des Canadiens français le long du chemin Gosford, canton de Ham-Sud et du chemin de Mégantic, canton de Garthby. De nombreux colons sont arrivés à la suite d'un incendie majeur qui brûla de nombreux quartiers de la ville de Québec en 1845. L'occupation du rang de la Montagne est plus tardive, vers 1866 par des Canadiens français qui se convertissent au protestantisme. L'emplacement exact des premiers établissements devra être établi lors d'une recherche en archives.

Origine des familles

Le recensement fédéral de 1861 souligne la présence d'adultes anglophones originaires en bonne partie d'Angleterre et d'Irlande et établis le long du chemin Gosford (Vaillancourt, 2013 : 63). D'autres sont des loyalistes qui ont migré des États-Unis. Quant aux Canadiens français, ils sont majoritairement originaires des villes de Québec, Lévis et de Nicolet. À Saint-Jacques-le-majeur-de-Wolfestown, de nombreux pionniers sont principalement originaires de la Beauce. Ce sont les familles Parent, Dubois, Larochelle, Houde, Gosselin, Croteau, Grimard, Couture et bien d'autres (Comité du 100e, 2009).

Les recensements canadiens décrivent avec certains détails les premiers habitants de la paroisse (Comité du 100e, 2009). Ainsi, la plupart des nouveaux colons sont de jeunes couples qui viennent défricher une terre et y établir une famille. Les enfants de moins de 10 ans seront toutefois plus nombreux à la décennie suivante. En 1860, il appert aussi que les habitants anglophones sont nombreux sur le territoire. À titre d'exemple, le recensement canadien de 1861 mentionne la présence de 188 habitants francophones parmi les 293 habitants de la municipalité de Ham-Sud. Les origines de cette population sont particulièrement diverses : 261 habitants sont originaires d'autres paroisses du Québec; 18 proviennent des États-Unis; 8 proviennent de l'Angleterre; et 6 ont migré de l'Irlande. L'enseignement à l'école du village se donnait en anglais jusqu'en 1885. À

partir de 1871, ce sont quelque 364 habitants sur 501 qui sont francophones et alors le français devint la langue officielle.

La majorité des terres cultivables sont défrichées au tournant des années 1880. À l'exception des villages de Ham-Nord, Saint-Fortunat, Garthby-Beaulac, Ham-Sud se développent autour de l'église, les rangs ne connaissent pas tellement de nouveaux développements après 1880. Vaillancourt (2013 : 69) souligne que « les fermes s'améliorent et l'on s'installe mieux », mais que « malgré la forte natalité, la population n'augmente que lentement, signe que plusieurs familles repartent après les premières années, souvent aux États-Unis. »

Personnages importants

Thomas Lapointe étudia à Saint-Charles de Garthby. Il fut gérant de Brompton Pulp and Paper dont les bureaux étaient situés à Beaulac au 5, rue Saint-Jacques. « Suivant la trace de son père qui avait été maire en 1903-1904, Thomas occupa cette fonction du 10 janvier 1917 pour un terme de 2 ans (Létourneau, 1997 : 43). Sous son mandat, la rue Saint-François fut prolongée non sans mécontentement, car l'acquisition du terrain fut difficile. En 1933, Thomas est élu député provincial, un poste qu'il occupa à quelques reprises, alternance de défaites et de victoire électorale avec son adversaire Henri Vachon.

Félix Vachon s'installe à Garthby en 1848 avec d'autres pionniers. Il semble que les missionnaires aient toujours été bien reçus sous son toit. En 1874, il devint conseiller municipal et ainsi, pendant plusieurs années, il devint très actif au sein de la municipalité. Comme il était menuisier, il construisit également de nombreuses maisons et autres dépendances à Beaulac, Garthby et même dans les paroisses environnantes.

Famille Darche

En juin 1865, Eugène Stanislas Darche quitte Henryville dans le Haut-Richelieu pour se rendre dans le canton de Ham-Sud. Il fera d'abord pension chez F-.X. Robitaille sera rapidement secrétaire de la corporation municipale du canton de Ham-Sud, puis député-registrateur de Wolfe. En octobre 1866, il acheta le lot 8, partie sud-ouest du rang Gosford Ouest du township de Ham-Sud où J.H. Jutras avait un commerce. Israël Rice avait vendu ces terrains et bâtiments à William Edward Wedleigh en 1857. En 1860, c'est William Tremholm qui achetait la propriété qu'il loua à la municipalité pour y tenir le bureau d'enregistrement. Hyacinthe Jutras acheta la propriété en 1863 qui comprend la bâtisse et plus de 50 acres de terrain. C'est cette propriété qu'acquiert Eugène Stanislas Darche en 1866 et où il établira un commerce. Le premier octobre 1868, M. Darche sera signataire du contrat d'achat d'un terrain voué à la construction de la première chapelle

de Ham-Sud. M. Darche, en plus de cultiver sa terre et de tenir commerce, fut particulièrement actif dans le domaine politique. Il fut élu secrétaire de la corporation municipale de Ham-Sud, député-registrateur du comté de Wolfe entre 1865 et 1882. Il remplit ainsi un rôle majeur pour la communauté canadienne-française en rédigeant en français dès 1867, les procès-verbaux du conseil du comté, lesquels, avant lui, étaient rédigés en anglais (Boucher, 1979, 42). Enfin, M. Darche sera greffier de la Cour de Magistrat, greffier de la cour de Circuit et Juge des sessions de la paix. Son neveu, Louis-Philippe-Auguste Darche, poursuivra son commerce dès 1882. Il bâtit ensuite son propre magasin et un hôtel sur un lot du 8e rang Ouest, à l'emplacement du marchand PO. Trudel. Oscar Lamoureux, neveu de M. Darche (qui deviendra son fils adoptif), prendra la tâche de secrétaire laissée vacante par son oncle. À l'automne 1893, à la suite du décès de son oncle Eugène Stanislas Darche, mais aussi de son épouse Athanaïs, décédée en couche, les Lamoureux délaissent leur maison située au côté droit du bureau d'enregistrement pour emménager immédiatement en face, dans la maison où M. Darche avait tenu son magasin. Cette maison avait été construite par Pierre Vachon de Garthby, neveu de M. Darche et avait remplacé depuis plus de dix ans à ce moment la petite maison de bois rond qu'Israël Rice, premier colon de Ham-Sud, s'était construite en 1830.

Narcisse Fortunat Belleau

Voir Vaillancourt, 2013 : 46-51. Né à Ste-Foy en 1808, Narcisse-Fortunat Belleau est devenu un homme politique influent. Il a étudié le droit au Séminaire de Québec. Il pratiqua le droit à Québec, mais débute une carrière en politique en se faisant élire conseiller municipal puis en entrant au conseil d'administration de la Banque de Québec. Il occupa de nombreuses autres fonctions avant d'être nommé directeur de la Banque de Québec. Il s'est alors consacré, au nom de la banque, au développement des lots qu'elle possédait en les vendant progressivement à des colons à partir des années 1850. Encourageant ainsi la création des paroisses de Saint-Julien et de Saint-Fortunat, un hommage lui a été rendu en donnant son nom à la paroisse.

4.20.3 Faits historiques

La mission catholique de Beaulac-Garthby (1849)

Gravel (1967) décrit Joseph C. Canac Macquis comme étant premier prêtre à visiter les colons de Ham-Sud. En décembre 1848, accompagné de l'abbé Bellanger, ils visitèrent le canton de Stratford en passant par Arthabaska et Warwick (chemin d'Arthabaska) et sur le chemin de retour, ils auraient emprunté le chemin de Mégantic. J.-A-H Gignac rapporte dans un précis historique sur Saint-Olivier-de-Garthby qu'ils sont parvenus à Beaulac-Garthby « avec beaucoup de peine et de misère » (Gravel, 1967).

Les paroissiens de Saint-Charles-de-Garthby et des Saints-Anges-de-Ham-Nord souhaitaient vers 1849 voir la construction d'un lieu de culte près du lac Nicolet. Pour ce faire, ils envoyèrent une requête à Mgr Desranleau, évêque de Sherbrooke pour l'obtention d'une chapelle. Il semble que la requête n'ait pas été entendue ou mal comprise puisqu'une première chapelle était érigée près de la maison de Jean-Olivier Arcand dans la baie Ward en 1849 (Létourneau, 1997 : 2-3). Il s'agit de la première mission catholique de la région du lac Nicolet. Cette chapelle a été construite aux frais de Jean-Olivier Arcand. En 1850, la chapelle était bénite sous l'invocation de Saint-Olivier. Le premier presbytère de Beaulac-Garthby était construit peu de temps après (1850).

Plus tard en 1850, Mgr J. Calixte Marquis venant de Wotton serait venu donner la messe aux colons qui s'étaient établis dans le secteur que l'on nommait le « Petit Québec », le long du chemin de Mégantic, entre le lac Coulombe et le lac Aylmer. Gravel (1967 : 4) relate qu'un autre, faux missionnaire celui-là, vint aussi au lac Nicolet et au « Petit Québec », pour y dire un simulacre de messe et surtout faire la quête ».

La mission de Saint-Olivier-de-Garthby reçut son premier prêtre résident, l'abbé François Bégin, curé de Wotton, en 1851. Les premiers registres de naissance, de mariage et de décès des habitants de Garthby sont donc conservés au presbytère de Wotton. Alors âgé de 26 ans. L'abbé Bégin ne demeura pas longtemps à la cure de Garthby, car comme il ne semblait « nullement accoutumé à la vie pénible de missionnaire, [il] faillit mourir de misère et d'ennui. Dans ses lettres tout empreintes de tristesse et de découragement, on sent qu'il soupire après délivrance [après son transfert à Saint-Pacôme de Kamouraska] (Létourneau, 1997 : 3) ». Néanmoins, l'augmentation rapide de la population de Wotton a favorisé l'arrivée d'un prêtre résident, l'abbé Georges Duhaut qui avait également pour mission la paroisse de Saint-Olivier-de-Garthby. Trente années devront passer avant qu'un autre prêtre résident ne soit rappelé à Garthby. Une succession de missionnaires, habituellement originaire de Weedon, mais aussi de Ham-Nord et de Saint-Gabriel de Stratford, ont desservi la mission de Saint-Olivier entre 1857 et 1882 (tableau 20.4).

La population du « P'tit Québec » avait augmenté en nombre de telle sorte qu'une requête signée par 29 habitants en 1868 a été adressée à Mgr Thomas Cooke, évêque de Trois-Rivières demandant la permission de déménager la chapelle vers le hameau le plus populeux, le long du chemin de Mégantic. Une réponse positive à cette requête permis non seulement le choix d'un nouveau site, mais également la rénovation du bâtiment pour satisfaire aux nouvelles exigences. Le déménagement ne s'est pas réalisé sans discordes. Devant certaines protestations, l'archevêque délégua le curé d'Arthabaska au soin de

choisir un site approprié, près de la rivière Coulombe (numéro civique 2024 de la route 161) où se dessinait alors un hameau de village.

Tableau 20.4 – Les missionnaires et curés de Saint-Olivier-de-Garthby

Nom	**Année**
Abbés C. Marquis et N. Bellenger (missionnaires)	1848
Abbé François Bégin (curé résident)	1851
Abbé Georges Duhaut (missionnaire)	1852
Abbé Alexandre Bouchard (missionnaire)	1857-1862
Abbé Cléophas Gouin (missionnaire)	1862
Abbé François-Xavier Vanasse (missionnaire)	1863
Abbé Gédéon Béliveau (missionnaire)	1863-1867
Abbé Adolphe Barolet (missionnaire)	1867-1868
Abbé Charles Lemire (missionnaire)	1868-1880
Abbé Adolphe Barolet (missionnaire)	1881
Abbé Émile Olivier Plante (missionnaire)	1882
Abbé Clément Dubé (curé résident)	1882-1884
Abbé Louis Lévêque (curé résident)	1884-1888
Abbé Joseph Arthur Hercule Gignac (curé résident)	1888-1892
Abbé Wilfrid Carrier (curé résident)	1892-1937

En 1880, une nouvelle requête présentée à l'évêque demandait la permission de déménager la chapelle au village de Beaulac-Garthby. Mgr Racine, évêque de Sherbrooke, accède à la demande par décret la même année. Ainsi, l'ancien site de la chapelle a été défriché pour y recevoir la chapelle (et en 1899 l'église) de même qu'un nouveau presbytère dont la construction sera parachevée en 1883 (Létourneau, 1997 : 12). Après des débuts hésitants à la mission de Saint-Olivier-de-Garthby, un curé, l'abbé Wilfrid Carrier s'y installa et développa la municipalité tout au long des 45 années de son service. Un nouveau presbytère sera construit en 1904.

La mission catholique de Ham-Sud

Tel que décrit auparavant, l'abbé C. Marquis et l'abbé N. Bellenger auraient été les premiers missionnaires des cantons de Garthby et de Ham-Sud (tableau 20.5). Ils arrivèrent à Saint-Olivier-de-Garthby ensemble avant même la construction de la chapelle, soit à l'hiver 1848, durant une tempête (Létourneau, 1997 : 5).

Plus tard, l'abbé Charles-Édouard Mailhot mentionne qu'à l'été de 1850, M. Marquis alla faire une mission à Wotton. À partir de ce point, il « se rendit sur les bords du lac Nicolet,

entre Ham-Nord, Ham-Sud et Garthby. Il fut conduit à cet endroit par un colon de Wotton, M. O'Bready. » À la suite de son passage, l'abbé Marquis aurait marqué des emplacements qui deviendraient de futures chapelles.

Selon Boucher (1979), l'abbé L.A. Dupuis, curé de Saint-Ferdinand d'Halifax, donna la première messe de Ham-Sud à titre de missionnaire desservant cette région. Il donna sa messe chez des habitants, dont chez Augustin Germain (maison de Mme Rose Chauveau en 1979) et F.X. Robitaille.

Selon Gravel, le premier missionnaire régulier dans Ham-Sud fut l'abbé François-Xavier Bégin, curé de Garthby et missionnaire à Weedon en 1851-1852. D'après l'auteur, il n'y a pas de doute que l'abbé Bégin en se rendant à Weedon devait desservir les colons du chemin Gosford. Duhaut fut alors le 2e missionnaire de Ham-Sud, puisqu'il avait en charge la mission de Wotton de 1852 à 1857. En fait, le 27 septembre 1852, les gens de Wotton demandaient à Mgr Cooke que le missionnaire du lac Aylmer vienne résider « chez eux » pour desservir l'augmentation de Ham-Sud où une mission venait d'être créée, ce qui fera avec Wotton 300 familles à desservir. La même année, l'abbé Duhaut deviendra curé résident à Wotton. Il écrivait d'ailleurs l'année suivante « qu'il ne peut bâtir la chapelle dans Ham, là où l'archevêque de Québec avait désigné un endroit, parce qu'il n'y a qu'une trentaine d'habitants (Boucher, 1979 : 16). » M. Lupin, agent des terres, précise aussi que le lieu préalablement choisi n'était pas central. La mission fut néanmoins desservie par Casimir Hamelin dès 1853, mais aucun lieu de culte n'a été choisi. Pour cela, il faudra attendre en 1868 lorsque F.G. Goodenough vend un terrain de huit arpents situé sur le lot 8 du rang Ouest[17] (c.-à-d. dans la ligne des 2e et 3e rangs de Ham-Sud) à la Congrégation catholique romaine de Ham-Sud.

Bien avant cela, en 1853, une chapelle est construite sur le lot 42 du 12e rang de Ham-Sud (Saint-Camille) en haut de la côte « Croche ». De 1853 à 1857, l'abbé missionnaire Georges Duhaut y dessert la population de Ham-Sud et de Saint-Camille (Boucher, 1979 : 16).

L'abbé Casimir Hamelin, 2e curé de Wotton, desservit Ham-Sud entre 1857 et 1869. Il soutiendra les habitants de Saint-Camille en 1860 qui souhaitaient qu'un lieu de culte soit construit à « l'Equerre » se plaignant d'être trop de la mission de Saint-Camille. À cette époque, 43 familles occupaient déjà le canton de Ham-Sud. Mgr Cooke visita lui-même Ham-Sud pour identifier l'emplacement de la future.

La première chapelle de Ham-Sud a été construite à l'été 1869 et bénite le 7 novembre de la même année. Cette chapelle deviendra lieu mission jusqu'en 1883, auparavant, les

[17] . On dit Est ou Ouest selon que l'on se situe au nord ou au sud du chemin Gosford.

missionnaires se rendaient chez des habitants pour dire la messe. En 1919, la chapelle fut vendue et le bois servit à la construction de la maison Jean-Baptiste-Lépine. La sacristie fut, quant à elle, vendue à un particulier de Marbleton afin d'y construire un hôtel (Boucher, 1979 : 39).

À la suite de la construction de la chapelle de Saint-Joseph, l'abbé François Venand Charest est nommé premier curé de Saint-Camille et dessert Ham-Sud entre 1869 et 1881. Par la suite, ce sera l'abbé Joseph André Lefebvre, 2e curé de Saint-Camille qui dessert Ham-Sud de 1881 à 1883 (Boucher, 1979). Le premier prêtre résident fut Joseph Bachand à compter de 1883. Il s'est installé dans la maison achetée de F. Goodenough qui fera office de presbytère. L'abbé Théophile Descarries succède à l'abbé Bachand en 1885. Deux années ont passé avant qu'un nouveau curé, Antoine-Théophile-Alexandre Lebel deviennent 3e curé de Saint-Joseph en 1887. Durant cette cure, le presbytère est rénové et des dépendances sont construites. Il y a à ce moment 527 âmes dans Saint-Joseph-de-Ham, 4 écoles catholiques et une protestante. L'abbé Lebel sera remplacé par l'abbé Pierre-Thomas Gélinas en 1892, premier curé résident du territoire de Ham-Sud.

C'est l'abbé Ravenel qui fut en charge de la construction de l'église. Celle-ci fut construite au même emplacement que l'ancienne chapelle. Gravel (1967 : 17) raconte qu'« au mois de mai 1917, M. Louis Audet, architecte, écrit que la nouvelle église aura face au chemin Gosford, à 90 pieds du chemin et à 50 pieds du presbytère. C'est qu'on a fait un nouveau tracé du chemin de Weedon aboutissant à celui de Saint-Adrien, d'accord avec la municipalité; dorénavant, plus de chemin entre l'église et le presbytère ». En 1919, la 2e église de Saint-Joseph-de-Ham-Sud est donc bénie.

Tableau 20.5 – Les missionnaires et curés de Ham-Sud (Boucher, 1979 : 21)

Nom	**Années**	**Nom**	**Années**
Abbés Marquis et Bellanger (passage)	*1848*	Abbé Antoine-Théophile-Alexandre Lebel	1887-1892
Abbé C. Marquis (passage)	*1850*	Abbé Pierre-Thomas Gélinas (1er curé)	1892-1894
Abbé L. A. Dupuis (1er missionnaire)	1850/1851	Abbé Prudent-Léonard Théberge	1894-1901
Abbé François Xavier Bégin	1851-1852	Abbé J.L. Arthur Côté	1901-1909
Abbé Georges Duhaut	1853-1857	Abbé Herménégilde Ravenel	1909-1921
Abbé Casimir Hamelin	1857-1868	Abbé Hormidas Morin	1922-1929
Abbé François Venand Charest	1869-1881	Abbé Armand Malouin	1929-1933
Abbé Joseph André Lefebvre	1881-1883	Abbé Edmond Parent	1933-1937
Abbé Joseph Bachand	1883-1885	Abbé Euclide Rousseau	1937-1945
Abbé Théophile Descarries	1885-1887	Abbé Edgard Parent	1945-1952

La construction du deuxième presbytère de Ham-Sud est l'œuvre de l'abbé J.L. Arthur Côté. L'ancien presbytère ne pouvait, semble-t-il, être rénové. Ce dernier a été cédé à

M. Bilodeau qui le déménagera et le transformera en hangar (Gravel, 1967 : 17). Le décret de construction est finalement donné en 1907. Le presbytère sera bâti sur le même terrain que l'ancien, mais fut incendié le 11 février 1961.

La mission catholique de Ham-Nord (1861)

Les premiers colons du canton, entre 1850 et 1857, devaient se déplacer vers Saint-Christophe d'Arthabaska pour partager les rites religieux catholiques. Entre 1857 et 1861, ils pouvaient se déplacer à la mission de Saint-Paul-de-Chester où l'abbé Télésphore Lacoursière, curé de Saint-Médard de Warwick, donnait la messe régulièrement. C'est à partir de 1860-1861 que l'abbé Lacoursière desservait la mission des Saints-Anges.

C'est au missionnaire Joseph Damase Sicard de Carufel, alors curé de Saint-Paul-de-Chester (1860-1866), que la paroisse des Saints-Anges-de-Chester doit sa première chapelle, laquelle fut bâtie en 1861. Peu après, il érigea un chemin de croix et envoya une requête au Mgr Cooke pour obtenir un cimetière. Malgré tous ces efforts, les paroissiens quémandaient les services d'un véritable curé : prêches périodiques, bénédictions, communions leur manquaient. Ils durent cependant s'armer de patience puisqu'un troisième missionnaire, l'abbé Joseph Agenor Moreau fut assigné à la paroisse des Saints-Anges entre 1866 et 1868. Sous son règne, une requête formelle demandant un prêtre résident a été signée par plus de 85 paroissiens. À cette suite, la paroisse accueillait son premier prêtre résident, le curé Charles Lemire (1868-1924).

À l'époque de la mission de Venand Charest, au début des années 1870, une lettre est adressée à Mgr Laflèche de Trois-Rivières, par des colons des rangs 9e et 10e rang de Ham-Nord contre leur intégration dans Ham-Sud « où l'ont bâtit une chapelle pour une paroisse devant être appellé Saint-Joseph; c'est trop loin et ensuite la chapelle est au milieu des protestants » (Gravel, 1967 : 14).

La mission catholique de Saint-Fortunat, 1879

Une mission régulière assurée par l'abbé Francoeur en 1867 est réalisée auprès des premiers habitants de St-Fortunat. La paroisse de Saint-Fortunat a été fondée en 1871, mais elle ne comprend aucun lieu de culte, ni curé résident, ni registre qui lui est propre. Elle n'est encore qu'une mission desservie par un curé-missionnaire originaire de Saint-Julien qui devait donner la messe dans la maison d'un habitant. Des démarches de construction d'une église sont entreprises par certains habitants, mais elles ont pris du temps à éclore afin de faire des choix étudiés (notamment les dimensions) qui

perdureront dans le temps. Le corps de l'église de Saint-Fortunat située au village (lot 9 du 7e rang) été finalement achevé en 1873. Une sacristie a été ajoutée en 1875 par Louis Bédard.

Entre 1871 et 1876, c'est le curé de Saint-Julien, l'abbé Lucien-Napoléon Leclerc-Francoeur qui vient dans la paroisse plus ou moins régulièrement. Par la suite, l'abbé Louis-Benjamin Demers, curé de Saint-Julien, desservira la mission dans les premiers temps jusqu'à l'arrivée de l'abbé Paul Côté en 1877 à titre de premier curé résident. L'abbé Émile Olivier Plante le remplacera en 1882 et y demeurera 24 ans, soit jusqu'en 1906 et répondra ainsi aux besoins religieux des habitants du canton de Wolfestown.

Lorsque l'église de Saint-Julien-de-Wolfestown brûle en 1904, les habitants en profitent pour demander sa reconstruction sur un autre site situé au bas de la colline afin de la rendre plus accessible en hiver (Vaillancourt, 2013 : 100-101). Malgré les protestations, Mgr Paul Larocque, archevêque, tranche en faveur du nouveau site. En 1908, faisant face à de violentes protestations, les habitants en faveur de la relocalisation du lieu de culte proposent la formation d'une nouvelle paroisse. Plusieurs arguments penchent en faveur de cette idée, notamment l'augmentation rapide de la population et la présence de la compagnie « Mines Asbestos » qui ouvrait à ce moment un chemin pour accéder à une mine dans ce secteur. La nouvelle requête est bien reçue et la paroisse qui comprend les rangs 4, 5, 6, 7, 8 et une partie du rang 9 de Saint-Julien, verra le jour le 30 septembre 1909. L'église faite de bois est construite sur le lot 23 du rang 6, sur des terrains vendus par Antoine Parent et Philias Larprise. L'église brûle le 5 décembre 1992.

Ainsi Saint-Fortunat a vu l'érection canonique de sa paroisse avant la construction d'un lieu de culte. En fait, les habitants de l'ouest du canton de Wolfestown se rendaient encore le plus souvent à la chapelle de Saint-Julien pour les offices religieux.

La mission protestante du rang de la Montagne (1880)

Parallèlement au développement de l'institution catholique, une action missionnaire protestante a évolué dans le Rang de la Montagne, canton de Ham-Nord, à compter de 1882 et a favorisé la venue de protestants francophones. Le « chemin de la Montagne » est une route qui relie les rangs 9 et 10 du canton de Ham-Nord. Vers 1830, les terres qui longent le chemin Saint-Philippe (prolongement du chemin de Mégantic) ne sont pas défrichées (figure 20.2). De même, aucune occupation n'a été répertoriée sur la carte géographique du District de Saint-François publié en 1863 par O.W.Gray (Charest, 2011 : 97). Charest (2011) mentionne que la première famille à s'y établir serait celle de Georges Blouin et d'Annie Gallagher. Mariés selon la tradition catholique peu de temps auparavant, les Blouin ont eu des enfants dès 1866 et ces derniers ont été baptisés à

l'église catholique à Ham-Nord, leurs noms apparaissant dans les registres à compter de 1875. En 1882, le 7e enfant de la famille Blouin est baptisé « méthodiste » à Danville. L'action missionnaire protestante apparaît ainsi dans ce lieu isolé en 1882. Les témoins de ce baptême sont des protestants établis : Octave Dupuis établi à Saint-Philippe-de-Chester et le pasteur Antoine Geoffroy qui sillonne les cantons de Chester, Ham, Tingwick et Wotton. Deux autres enfants du couple seront aussi baptisés « méthodistes ». Un noyau de familles protestantes va se créer avec l'arrivée successive de grandes familles au milieu des années 1880, soit celles de Félix Roy et Julie Allison ainsi que Moyse Cyr et Odélie Levasseur qui ont chacun de nombreux enfants en âge de s'établir. Installé au milieu du rang, ce noyau favorisera dès lors le passage de missionnaires. En 1894, s'y adjoindront de nouvelles familles : Jean-Baptiste Dupuis, Octave Dupuis, Olivier Lahaie, père, et son épouse Anastasie Charest. Les enfants de ces derniers deviendront, par mariage, rattachés aux familles Roy, St-Cyr et Blouin. « Les quatre familles pionnières protestantes formeront une sorte de grande famille tricotée serrée qui se perpétuera par des mariages interfamiliaux et interreligieux, sans trop d'égards à la consanguinité (Charest, 2011 : 99) ». Plus tard s'ajouteront les familles Benoît, Boisvert, Campagna, Chrétien et Benjamin Perron.

À partir des années 1920, il n'était pas rare de voir s'abjurer certains membres de la communauté protestante. Ils pourront se dire catholiques « sous conditions », passage souvent obligé pour contracter un mariage catholique : « parfois dans ces mariages « mixtes » un des conjoints conserve sa foi, mais s'engage à respecter la religion de l'autre et des enfants à naître (Charest, 2011 : 100) ».

Quelque cent années de vie religieuse protestante ont existé dans le Rang de la Montagne. Charest distingue quatre grandes périodes du développement de la communauté protestante du Rang de la Montagne (2011 : 101-119) :

1) La création du noyau de la mission de 1882 à 1911. En 1896, une chapelle est construite et de nombreux pasteurs y ont présenté des lectures. À compter de 1899, de manière non consécutive (indisponibilité des institutrices), des classes étaient données dans le Rang durant la saison estivale.
2) Restructuration de l'église presbytérienne et déclin de la mission du Rang de la Montagne, 1911-1925. Division du territoire en district en centralisation des décisions.
3) Naissance de l'Église Unie du Canada et poursuite du déclin de la mission du Rang de la Montagne. L'Église Unie du Canada regroupe dorénavant les différentes Églises méthodistes, presbytériennes et congrégationalistes 1925-1960. La négligence des missionnaires envers la communauté du Rang explique en partie ce déclin. Malgré tout, un regain d'intérêt apparaît en 1940 lorsque des besoins scolaires se font sentir. Une nouvelle école de rang est alors construite sur

le terrain adjacent au cimetière, côté ouest. Peu de temps après l'arrivée du missionnaire résident Armand Auberson, en 1952, une nouvelle église est construite à l'emplacement de la première. En 1954, des améliorations majeures sont apportées à l'aménagement du terrain de la chapelle et du cimetière.

4) Période d'émigration majeure des jeunes et départ du dernier missionnaire, 1960-1982. Une série d'éléments amène la fermeture de la mission. La vente de l'Église protestante marque la fin officielle de la mission protestante qui aura duré exactement 100 ans.

D'après l'analyse de Charest (2011 : 119), « l'âge d'or » de la communauté protestante se situe vraisemblablement au début de la mission. À ce moment plusieurs conditions amènent son succès, soit l'éloignement du village local, l'isolement des familles au centre du Rang, les mariages entre coreligionnaires, la relève assurée par les familles nombreuses, la jeunesse des couples qui s'installent dans le Rang, le soutien de l'Église presbytérienne, la construction d'un lieu de culte et d'une école, puis la présence soutenue d'un missionnaire résident. Des liens se sont également tissés avec la mission protestante de Saint-Philippe. Les causes de la lente décroissance sont multiples. D'abord, le non-renouvellement de la population protestante, la mauvaise réputation du Rang dans les années 1950, notamment en raison du commerce d'alcool, les décès des pionniers, le départ pour les grandes villes, l'attrait de la modernité, les intérêts divergents de la nouvelle génération, le retour ou l'assimilation grandissante au catholicisme. Bref, le déclin de la communauté protestante est semblable à la décroissance démographique qui survient dans le milieu rural et agricole au début de l'époque moderne (après 1950). En 1982, le temple de l'église Unie du Canada vend à Saints-Martyrs-Canadiens, ses terres, ses immeubles et son mobilier.

La mission catholique de Sainte-Bernadette-de-la-Montagne (1923)

La cohabitation des protestants et des catholiques ne semblait pas problématique dans le rang de la Montagne. Néanmoins, en 1923, le curé Charles Lemire du village de Ham-Nord recommandera à l'évêque l'ouverture d'une mission catholique baptisée Sainte-Bernadette-de-la-Montagne. Cette mission allait permettre à la communauté catholique du Rang et aux ouvriers qui travaillaient autour du lac Nicolet de se créer un sentiment d'appartenance. Cette mission prendra fin avec la fondation de la paroisse des Saints-Martyrs-Canadiens en 1939. À partir de ce moment, l'abbé Rosario Lapointe, nommé curé de la paroisse des Saints-Martyrs-Canadiens (tableau 20.4), donna sa première messe dans la petite école du rang situé au croisement des chemins Gosford et Mégantic. Au Prône, il annonça la construction prochaine d'une église et d'un nouveau presbytère (Vézina, *Ham-Nord*, 1988 : 104). Bâtie au début des années 1930 dans le style roman, l'église Saints-Martyrs-Canadiens est nommée en l'honneur des huit jésuites martyrisés

par les Iroquois au milieu du XVIIe siècle : les saints Jean de Brébeuf, Noël Chabanel, Antoine Daniel, Charles Garnier, René Goupil, Isaac Jogues, Jean de la Lande et Gabriel Lalemant. L'église est située sur la route Gosford (chemin du village), près de la grande courbe.

Mgr Albert Gravel (1967 : 18) raconte la naissance de la mission de Sainte-Bernadette et les Saints-Martyrs :

> Dans le grand canton de Ham, il existe une autre paroisse, une cinquième, dont nous n'avons pas eu l'occasion de parler. Elle est due à l'initiative de M. le curé Lemire. Autour du lac Nicolet et du côté nord de la montagne appelée la Grande-Ham, il y avait en 1923, un certain nombre de familles éloignées des Saints-Anges, de Saint-Joseph et de Saint-Adrien. Durant l'hiver 1923, alors que j'étais vicaire de M. Lemire, j'allai porter les derniers sacrements à une malade du rang dit de la Montagne. Ce fut un voyage d'une journée pénible à tout point de vue. Un moulin à scie y était en opération et une vingtaine de familles autour, en comptant celles du rang de la Montagne, des Belloin, St-Cyr, Roy, Lahaie, Campagna, Tétrault et autres. Ces familles étaient vraiment négligées à cause de leur éloignement ; comme il n'y avait aucune espèce de surveillance, on y fabriquait de la boisson. Des « frappeurs », comme on disait dans le temps, s'y rendaient et provoquaient des désordres dont on avait échos dans les paroisses voisines. En avril 1923, M. Lemire demandait à Mgr l'Évêque de Sherbrooke l'autorisation d'ouvrir une mission. Cette mission que je fis pendant une année, passa en 1924, au curé de Ham-Sud, M. H. Morin. Elle pris le nom de Sainte-Bernadette de la Montagne. Encore en 1943, elle était desservie par M. Euclide Rousseau, curé de Ham-Sud et premier missionnaire aux Saints-Martyrs-Canadiens en 1938 et 1939. Depuis, la mission est disparue et la paroisse des Saints-Martyrs-Canadiens est née.

Histoire municipale

Entre le canton de Ham, érigé en 1807 par le détachement de Dudswell et de Tingwick, et le canton de Weedon érigé en 1822, il subsistait un territoire non attribué appelé un temps l'Augmentation de Ham. En 1851, ce territoire devint le canton de Ham-Sud et l'ancien canton, pour se distinguer, pris alors le canton de Ham-Nord. Selon Vézina (1988 : 151), les deux cantons furent rapidement réunis en une seule municipalité, mais devant les difficultés de communication dans ce vaste territoire à l'époque, les deux cantons retrouveront leur autonomie en redevenant deux « municipalités de canton » autonomes en janvier 1864 à la suite de l'arrivée plus massive de colons canadiens-français.

Boucher (1979) précise que le 21 septembre 1855, Ham-Sud devient le chef-lieu du comté. En 1857, le conseil de la municipalité de Ham et de Ham-Sud se réunit pour la première fois. Georges Goodenough devient le premier maire. En 1862 est ouvert le premier bureau d'enregistrement à Ham-Sud. En 1864, la nouvelle municipalité du Township de South Ham voit le jour et le conseil se réunira à l'école pour réaliser la première session. Cinq années après la création du diocèse de Sherbrooke dont est rattaché Ham-Sud, la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Ham-Sud est

proclamée (7 janvier 1879). Dans le procès-verbal, la paroisse comprend alors 1) les lots 1 à 28 des rangs 10e et 11e rang de Weedon; 2) tous les lots des rangs 1A, 2, 3 et 4 de Ham-Sud; 3) les lots 1 à 24 du 10e rang de Ham-Nord et tous les lots du 11e rang de Ham-Nord.

Se distinguant de Ham-Sud depuis 1855, Ham-Nord a vu sa population croitre à une bonne vitesse lorsque les terres devinrent accessibles. La paroisse Saints-Anges de Ham-Nord a été érigée en 1860. Déjà à cette époque 150 familles occupaient son territoire le long du chemin du 5e rang et le chemin Saint-Philippe ainsi que le 10e rang et 11e rang du Canton de Wolfestown, annexés à la municipalité depuis 1865.

De son côté, le canton de Wolfestown a été érigé en 1801 et le quart a été octroyé le 14 août 1802 à Nicolas Montour, membre de la compagnie des Fourrures dite du Nord-Ouest, pour services rendus au gouvernement. La paroisse de Saint-Julien recouvrait l'ensemble de ce canton et a été établie le long du chemin Craig (Vaillancourt, 2013 : 55). À cette époque, les rangs 10 et 11 de Wolfestown appartiennent à la paroisse des Saints-Anges de Ham (Ham-Nord). Le décret d'érection canonique de Saint-Fortunat est signé par Mgr Taschereau, archevêque de Québec, le 30 décembre 1871. L'érection civile est daté du 13 avril 1872 et l'érection de la municipalité de paroisse, du 1er janvier 1873.

La municipalité de village de Beaulac-Garthby (anciennement Saint-Olivier de Garthby) voyait le jour sous le vocable Beaulac en 1896, remplaçant ainsi le nom Saint-Olivier de Garthby qui avait implicitement été attribuée à la paroisse depuis son érection (1873) avant le détachement du village. Cependant, une année avait passé lorsque Mgr La Rocque, évêque de Sherbrooke, prescrit la nécessité d'employer le nom d'un Saint protecteur inscrit au Martyrologue, comme le prescrivait la Sainte Église. De ce fait, à partir du 6 octobre 1897, la paroisse sera désormais placée sous le vocable de Saint-Charles-Borrommée-de-Garthby (Létourneau, 1997 : 35). Le maire Pierre Bouchard (1895-1897) jouera un rôle prédominant dans la fondation de la municipalité du village de Beaulac. En plus d'être maire, il fut président du Cercle agricole de Garthby et juge de paix. En 1986, il est proposé par le maire en place que soit supprimé le nom Garthby aux entrées de la municipalité pour être remplacé par le nom officiel de la municipalité, soit Beaulac.

En bref, le territoire de la paroisse des Saints-Martyrs-Canadiens qui a été érigée canoniquement en 1939, puis civilement en 1941, est issu des municipalités des cantons de Garthby (1873) et de Ham-Nord (), ainsi que des municipalités des paroisses de Saint-Joseph-de-Ham-Sud (1877), de Saint-Fortunat (1871) et de Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown (1909). La municipalité de paroisse naissait quant à elle en 1943.

Le nom attribué à la paroisse a d'abord été le nom accordé au bureau de poste qui fut en activité entre 1941 et 1969. La dénomination des Saints-Martyrs-Canadiens commémore les huit Jésuites massacrés par les Amérindiens entre 1642 et 1649 : Jean de Brébeuf, Noël Chabanel, Antoine Daniel, Charles Garnier, René Goupil, Isaac Jogues, Jean de la Lande et Gabriel Lalemant. Ces derniers avaient été canonisés en 1930 (Commission de toponymie du Québec, 2013).

Un bureau de poste ouvre le 15 octobre 1908 sur la route 161 (chemin Saint-Philippe, route provinciale 34) près de l'intersection avec le rang de la Montagne. Le nom qui lui est attribué, soit « Beaudoin Centre » provient du nom du premier maître des postes de l'endroit, Rosaire Beaudoin qui occupa sa fonction de 1908 à 1932 puis de 1937 à 1941, année de la fermeture du bureau. Le site choisi pour l'emplacement du bureau de poste correspondait au site d'une fromagerie, d'une école et de plusieurs habitations. Le nom de « Beaudoin-Centre » sera également attribué au cimetière protestant du Rang de la Montagne.

À compter du moment où la municipalité est créée, des changements sont relevés dans la désignation de certains lieux. Lorsque la presque totalité des rangs 9 et 10 de Ham-Nord s'adjoint à Saints-Martyrs, le « chemin de la Montagne » deviendra le « rang de la Montagne de Saints-Martyrs ». La municipalité relève davantage du canton de Ham-Sud où se situait la paroisse Saint-Joseph-de-Ham-Sud. Le village de Saint-Joseph-de-Ham-Sud a joué un rôle majeur dans l'histoire coloniale puisqu'il est situé sur le chemin Gosford.

L'histoire scolaire

Sur la carte topographique de 1924 (figure 20.4), une seule école figure sur le territoire de Saints-Martyrs-Canadiens. Elle est située à Beaudoin-Centre (canton de Ham-Nord), près du bureau de poste. Une deuxième école a été construite dans le courant des années 1930 à la croisée des chemins Gosford et Mégantic (figure 20.6).

Charest (2011 : 94) mentionne l'ouverture d'une petite école sans pensionnat dans le rang de la Montagne en 1918. Il affirme que cet emplacement deviendra la localité protestante connue sous le nom de « Beaudoin-Centre ». Il n'est pas clair si c'est cette école qui figure sur la carte topographique de 1925. Une recherche dans les archives de Ham-Nord et Ham-Sud permettrait de mieux documenter les établissements scolaires de l'époque coloniale.

Il va s'en dire qu'une bonne partie de la population de Saints-Martyrs-Canadien était soit rattachée à la Commission scolaire de Saint-Joseph-de-Ham-Sud, à celle de Ham-Nord, à celle de Saint-Fortunat ou encore à celle de Beaulac-Garthby avant la création de Saints-Martyrs.

Histoire économique et industrielle

Au tout début de la colonie, avant que ne soit aménagé des chemins carrossables, le bois acquis du défrichage n'était pas vendu, mais brûlé puis traité à l'eau pour en faire du « salt » qui était vendu à Danville. Les pionniers empruntaient des sentiers forestiers en suivant les marques (placage) faites sur les arbres pour s'orienter (Boucher, 1979 : 28). En échange de ce produit, les colons obtenaient des vivres pour leur famille. Le voyage était réalisé à pied. Un bœuf ou un cheval facilitait les labours et les champs étaient semés de blé et de sarrasin qui, à maturité, étaient coupés à la faucille et moulus à la pierre.

En 1848, M. Barlhow opéra une industrie de sciage quelques années le long du chemin Gosford à l'emplacement traversé par la rivière Nicolet. Il préparait le bois utilisé pour construire les maisons des premiers colons de la région (Boucher, 1979 : 34). Ce moulin était installé sur le lot 54-11. L'industrie fut vendue à plusieurs reprises avant de devenir la propriété d'Isidore Lapointe de Saint-Camille en 1896. En plus de scier le bois et de moudre le grain, Isodore participa au commerce du bois jusqu'en 1922. Il achetait les billots coupés par les cultivateurs, les sciait et les revendait à Lime Ridge (Dominion Lime) en s'y rendant à cheval afin de les charger dans le train. Isidore ne travaillait pas seul; il employait quelque 10 à 15 ouvriers. Son industrie a grandement participé au développement de Ham-Sud et des paroisses environnantes (Boucher, 1979 : 34).

En 1933, Isidore vendit son industrie à René Dion, arrière-petit-fils de Joseph Dion. Celui-ci remit en opération le vieux moulin à bardeaux abandonnés depuis 1922. Il construisit un barrage en ciment dont les vestiges sont encore perceptibles dans la rivière Nicolet. Un tuyau d'une longueur de 125 pieds permettait de transporter l'eau au moulin et d'actionner la turbine qui faisait tourner les meules. « C'était le seul moulin qu'il y avait dans Ham-Sud et qui pouvait desservir les nombreux cultivateurs » (Boucher, 1979 : 36). Lorsqu'il vendit son industrie à René Dion, il semble que celle-ci n'ait jamais autant fonctionné qu'auparavant et elle fut donc démolie. La crise économique a probablement eu raison de cette activité.

Alfred Raymond, cultivateur à Ham-Sud opéra un moulin à partir de 1914 où il employa de 15 à 20 hommes. Il fournira le bois en vue de la construction de l'église. Ayant un

magasin dans sa propre maison, il poursuivra son commerce en achetant la propriété sise aux côtés de la propriété de son beau-frère Lamoureux avant d'acquérir l'ancien magasin de LP.A. Darche de Sylvestre, lequel il vendit à Didace Pinard avant de quitter Ham-Sud.

Avec l'augmentation de la population et la présence d'ouvrier dans les chantiers de coupe, un hôtel à la propriété de Napoléon Couture a été construit à la fin du XIXe siècle et fut profitable puisqu'il a été tenu jusqu'à sa retraite en 1923 (Boucher, 1979 : 236). À ce moment, Arracide Larrivée achète le bâtiment et tint l'hôtel en opération jusqu'en 1946. La famille Larrivée s'occupe également du secrétariat de la compagnie de téléphone et opère la centrale.

L'industrie du bois de papier constitue également le moteur de l'économie de Beaulac (Garthby). En 1855, une compagnie du nom de Clarke installait des chantiers de billots dans le secteur de la rivière Coulombe, au « Petit-Québec ». Des centaines de bucherons ont alors « trimé » les forêts de la région et les billots étaient acheminés par flottage grâce aux rivières. Ces derniers étaient récoltés en « booms », soit en paquet de billots rattachés les uns aux autres. Ces véritables « trains de bois » étaient ensuite remorqués aux moulins via des bateaux à vapeur qui sillonnaient le lac Aylmer.

Au même moment où s'installe la compagnie Clarke en 1855, François-Xavier Groleau, originaire de Deschambault, construit un moulin à farine sur le bord de la rivière Coulombe. Létourneau (1997 : 15) mentionne qu'un muret de pierres et un barrage sont encore visibles dans le paysage.

Sur le territoire de Saints-Martyrs, il semble qu'un moulin ait été établi près du ruisseau de l'Aulnière. Aucune information n'a pu être colligée sur ce moulin jusqu'à maintenant.

En 1890, une mine d'amiante et une autre de cuivre sont en exploitation sous la direction de M. J. L. Boyle. Avec ces activités d'extraction et de sciage, le nombre d'hommes à l'emploi est considérable dans le village de Saint-Olivier-de-Garthby. Un hôtel voyait le jour cette même année, profitant probablement de l'affluence des ouvriers. Cet hôtel sera construit par M. J. A. Fournier de la société Fournier et Carrière pour le compte d'Alfred Bouchard et servira aux ouvriers du chantier de coupe et de sciage. Le 10 juillet 1890, soit quelques mois à la suite de sa mise en opération, le feu se déclara dans la scierie. Le bâtiment de même que les équipements seront remis à neuf au cours de l'année suivante.

Enfin, en 1891, un moulin à bois de pulpe est déménagé de Weedon à Garthby par Pierre Bouchard. Un peu plus tard, vers 1895, un imposant moulin a été mis en opération sur le bord du lac Aylmer. Arthur Morin et ses garçons devinrent la plus importante famille à exploiter un moulin à scie dans cette région.

Le 1er juillet 1899, un incendie ravagea une centaine de bâtisses du village de Beaulac, dont 43 maisons, les magasins, les hôtels et la gare. Ont été épargnées l'église, l'ancienne chapelle, la maison d'école et 17 maisons et il semble que la plupart des maisons furent reconstruites.

Gravel mentionne que c'est l'industrie laitière qui assurera l'économie de la municipalité à la fin du XIXe siècle, lorsque le rendement de la culture de vivre commença à décroitre et que les opérations des chantiers de coupe se mirent à ralentir.

4.20.4 Routes et chemins anciens

Les premiers chemins de la colonie

Cinq chemins principaux caractérisent le territoire de Saints-Martyrs-Canadiens. En 1830, le chemin Gosford est aménagé (figure 20.2). Il traverse le canton de Ham-Sud en longeant la portion sud du lac Nicolet avant de bifurquer en direction de Sherbrooke. Ce chemin apparait sur une carte de 1830 connue comme un *Stetch exhibiting a line of Communication between Québec and the District of St.Francis.* Sur une carte de la *British American Land Co.* Datant de 1834, ce chemin est désigné sous le nom de Dudswell Road. Plus tard, sur les cartes du Département des Terres de la Couronne, il prend le nom de Gosford. Tel que raconté par l'histoire coloniale, le premier emplacement occupé près du lac Nicolet était celui de Jean-Baptiste Coulombe à compter de 1845. Ces lots sont situés le long du chemin Gosford. L'importance historique de ce chemin est un fait établi. Il a assuré les déplacements de l'armée canadienne qui l'empruntait à maintes reprises au début du XXe siècle. Les troupes s'arrêtaient alors souvent au poste Coulombe pour se reposer et se ravitailler. Plus loin, le long du chemin Gosford, se développèrent les villages de Saint-Joseph-de-Ham-Sud (au sud-ouest) et de Saint-Julien-de-Wolfestown (au nord-est).

Tel que le présente la figure 20.3, plus tard, en 1848, la « French Road » ou chemin de Mégantic est tracée de Danville jusqu'au chemin Gosford, en passant par « l'Equerre » (Saint-Camille). Une fois aménagée, soit à l'été 1849, il semble que plusieurs colons français migrent dans la région.

Le chemin Saint-Philippe, ou chemin Pacaud, du nom de Philippe-Napoléon Pacaud est de loin perçu comme le plus important de la région puisqu'il permettait une communication directe entre les chemins de fer de Québec et Arthabaska à Saint-Christophe et les habitations, commerces et industries qui longent le chemin et les établissements qui occupent les cantons de Chester, Ham, Wolfestown, Garthby, entre

autres. Il permet d'ailleurs de relier le chemin Craig au chemin Gosford. Le chemin Saint-Philippe est perçu comme le prolongement du chemin de Mégantic et aurait alors été établi en 1850. Le canton de Ham-Nord sortit vraiment de son isolement à la suite de la mise en service de ce chemin (Gravel, 1967 : 2).

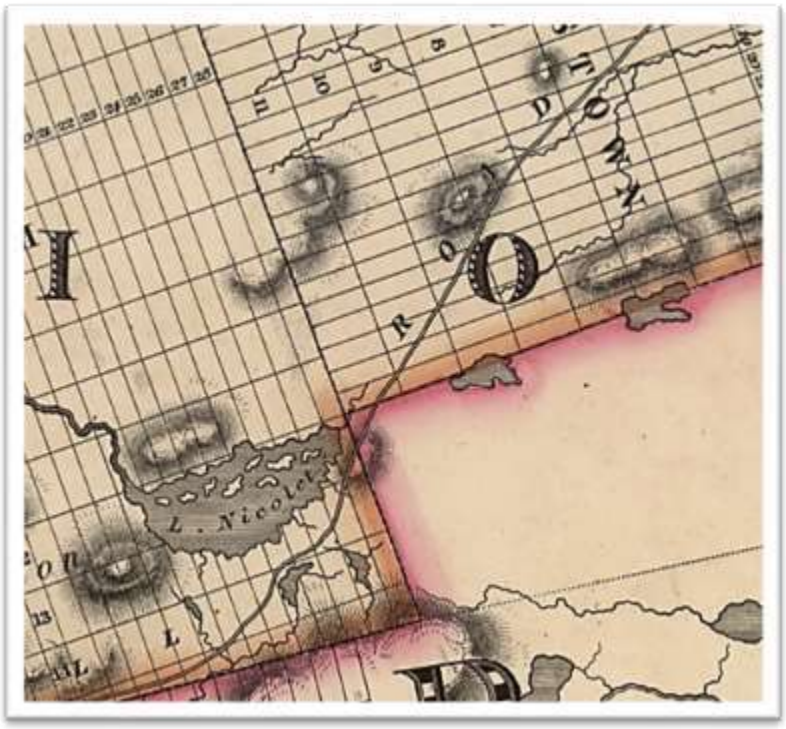

Figure 20.2 – Extrait d'une carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117). Noter le passage du chemin Gosford au sud et à l'est du lac Nicolet et les cantons non arpentés. Bouchette avait l'habitude d'identifier les secteurs en culture. Il appert ici qu'aucun lot n'était encore défriché ou cultivé.

Quant au « rang de la Montagne », anciennement, « chemin de la Montagne » débute son parcours sur le chemin Saint-Philippe et se prolonge jusqu'aux limites de la municipalité de Saint-Adrien-de-Ham. Il dut être aménagé dans le courant des années 1860 lorsque les premières familles s'y établissent. Enfin, le chemin du 10e rang de Wolfestown apparaît sur les cartes dès 1920, mais pourrait être plus ancien. Quelques habitations y sont répertoriées.

Le chemin de fer de Garthby

L'arrivée du chemin de fer du Québec Central à Garthby (1877) favorisa la construction de moulins qui profitaient de ce moyen de transport pour distribuer leur produit. À leur tour, ces moulins attirèrent des travailleurs et des familles. Le village de Garthby devint rapidement un centre d'affaires, les visiteurs arrivaient de partout et des maisons se faisaient construire.

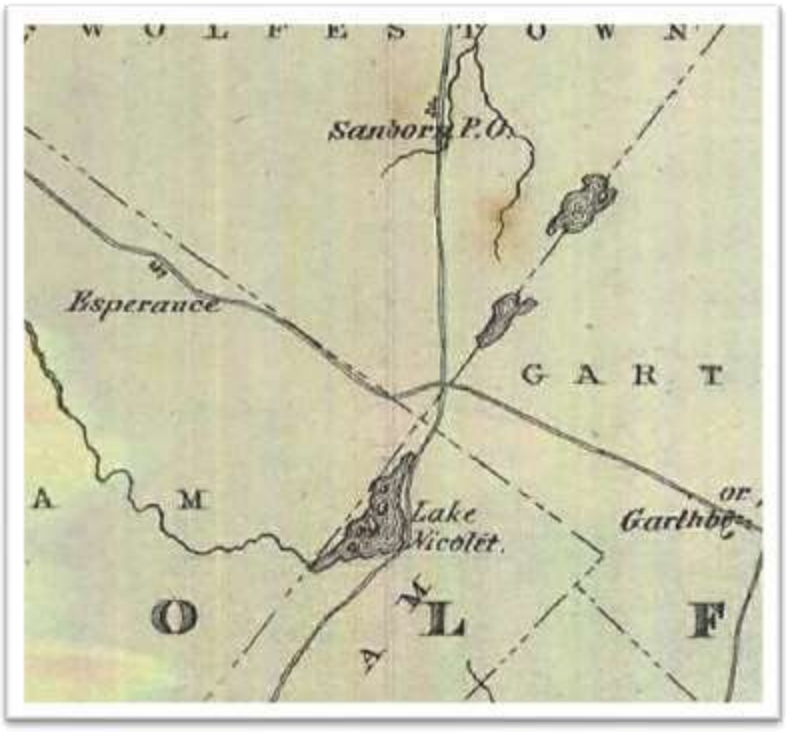

Figure 20.3 – Extrait d'une carte réalisé en 1867 (BAnQ :107580). Le chemin Gosford et le chemin Pacaud (chemin de Mégantic) se rencontrent.



Figure 20.4 – Plan du comté de Wolfe d'après le Cadastre, 1927 (BAnQ : 2684726). Sur ce plan cadastral figurent les anciens chemins de la colonie. Quelques sentiers sont également représentés.

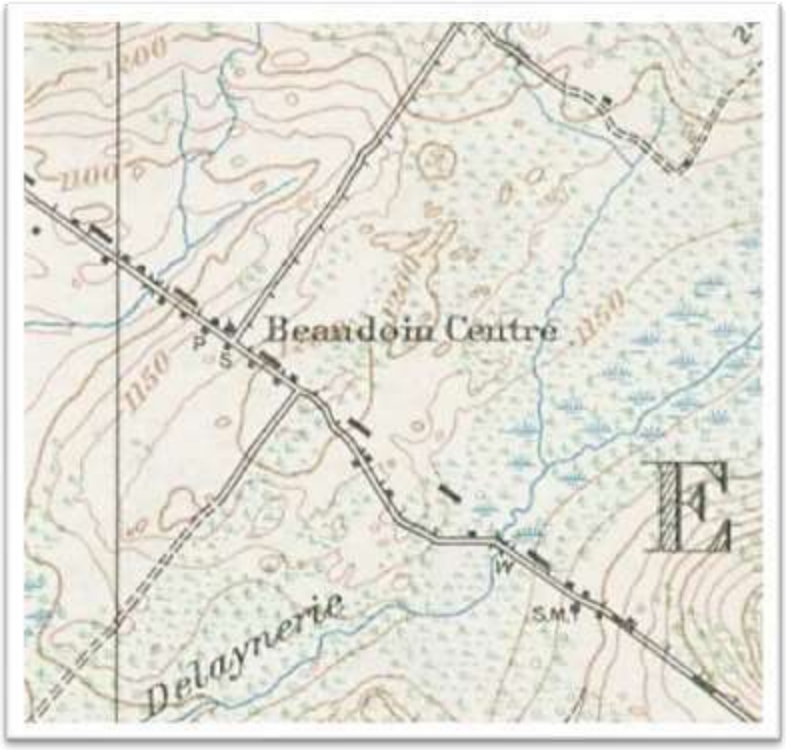

Figure 20.5 – Extrait de la carte topographique 21E/13, 1925 (BAnQ : 2669870) illustrant les bâtiments qui sont localisés dans le hameau de Beaudoin-Centre.



Figure 20.6 – Extrait de la carte topographique 21/E13, 1925 (BAnQ : 2669870). Sur cet extrait sont illustrées quelques habitations sises autour du lac Nicolet.



Figure 20.7 – Extrait de la carte topographique 21/E13, 1953 (BAnQ : 2670358). Sur cet extrait sont illustrées plusieurs habitations sises autour du lac Nicolet et point de rencontre des chemins Gosford et Saint-Philippe.

Les noyaux de peuplement

La population de Saint-Martyrs-Canadiens était plutôt dispersée sur son territoire avant sa constitution légale. Les villages Ham-Nord, Ham-Sud, Garthby et Saint-Fortunat pouvaient suffire aux besoins matériels et même spirituels.

Pourtant, un hameau de protestants et de catholiques francophones se développera au sud de Ham-Nord sur le chemin Saint-Philippe (figure 20.5). Le nom qui lui est attribué, soit « Beaudoin-Centre » provient du nom du premier maître des postes de l'endroit, Rosaire Beaudoin qui occupa sa fonction de 1908 à 1932 puis de 1937 à 1941, année de la fermeture du bureau. S'y trouve ainsi un bureau de poste ouvert le 15 octobre 1908 près de l'intersection avec le rang de la Montagne, une école (*S*), une fromagerie et une vingtaine d'habitations qui ont dû s'implanter quelques années plus tôt. Un moulin à scie (*S.M.*) occupe un emplacement traversé par le ruisseau de l'Aulnière. Le nom de « Beaudoin-Centre » sera également attribué au Rang de la Montagne et au cimetière protestant qui occupe l'espace central du rang.

Un deuxième noyau d'occupations s'est développé plus tard dans l'histoire du canton de Ham-Sud. Il s'agit du hameau actuel qui a bénéficié de la construction d'une église et d'un presbytère le long du chemin Gosford dans les années 1940, près de la grande courbe. C'est également à cette période que les marges sud et est du lac Nicolet accueillent de nouveaux résidents (figures 20.6 et 20.7).

Ailleurs, quelques maisons, probablement des fermettes, distancées les unes des autres, ont été bâties le long des axes routiers anciens dont la topographie a très peu changé depuis l'époque coloniale.

4.20.5 Patrimoine bâti

À ce jour, aucun autre lieu ni bâtiment n'est classé, désigné, cité ou répertorié sur le territoire de Saints-Martyrs-Canadiens par les différentes instances gouvernementale ou municipale (MCC, 2013).

Tableau 20.6 – Inventaire préliminaire du patrimoine bâti de Saints-Martyrs-Canadiens

Dénomination	**Numéro civique**	**Type de rue**	**Nom de la rue**	**Date d'origine**	**Fonction d'origine**	**Fonction actuelle**
Gîte du curé	5	chemin	du Village	1938	Presbytère	Gîte touristique
Maison Joseph-Dion				1849		

Il n'a pas été possible d'étayer davantage l'inventaire du patrimoine bâti toujours existant de Saints-Martyrs-Canadiens. Le manque de temps couplé au manque d'exhaustivité des données a limité notre étude. Cet aspect de la recherche dénote les lacunes des documents de sources secondaires pour une analyse détaillés du bâti. D'autant plus qu'aucune recherche en archives n'a été réalisée au sujet de cette municipalité somme toute récente. Une fois l'inventaire complété grâce à l'étude du rôle d'évaluation, l'analyse comparative des cartes anciennes, la consultation d'archives, la visite au terrain et la communication avec des personnes-ressources (notamment les ainés de la municipalité), les données contenues dans ce rapport pourront constituer le point de départ d'un macro-inventaire et d'une cartographie du patrimoine bâti.

4.20.6 Conclusion

Synthèse de l'histoire coloniale

Le territoire de Saints-Martyrs-Canadiens a bénéficié à la fois du passage du chemin Gosford (1830), du chemin de Mégantic et du chemin Saint-Philippe (1850). Ces chemins ont favorisé un va-et-vient intermittent dans la région. Si des loyalistes et émigrants irlandais sont les pionniers du territoire, Coulombe profitera de cette circulation des personnes pour y entretenir un commerce près du lac Nicolet. Par la suite, il faudra attendre l'intérêt des Canadiens français pour la région avant de voir se développer une véritable colonie. La première mission catholique de la région est établie en 1858 avec la construction de la première chapelle à Beaulac-Garthby. Dans les années 1880, une mission protestante s'établit dans le rang de la Montagne et aura des influences sur le développement du hameau de Beaudoin-Centre. Pour satisfaire la présence catholique, une mission est établie dans les années 1920.

La municipalité de Saints-Martyrs-Canadiens a été constituée à partir de cinq municipalités au développement unique. À l'exception du hameau de Beaudoin-Centre, elle n'a pas supporté durant la période coloniale et historique, d'industries ou de commerces. Ham-Nord, Ham-Sud, Saint-Fortunat et Beaulac-Garthby desservaient les services essentiels à la population rurale qui compose ce territoire.

Au tournant du XXe siècle, une cinquantaine d'habitations occupent le territoire de Saints-Martyrs-Canadiens. Vingt années plus tard, à la suite de l'érection d'un lieu de culte à la croisée du chemin Saint-Philippe et du chemin Gosford, une concentration de bâtiments est perceptible à cet emplacement et autour du lac Nicolet. Le reste de la population s'étalait le long des quelques routes rurales.

L'industrie du bois a assuré le développement initial des municipalités adjacentes et, fort probablement, la survie des premiers habitants de Saints-Martyrs-Canadiens. Avec le temps cependant, la population souffrira, comme plusieurs autres municipalités d'ailleurs, de son isolement, du manque de fertilité des sols et du manque d'opportunités économiques et ce, malgré l'arrivée massive de colons canadiens-français jusqu'au début du XXe siècle.

Parallèlement au développement de l'institution catholique, une action missionnaire protestante a évolué dans le canton de Ham-Nord à compter de 1882. Le nombre d'adhérents au protestantisme s'est accru grâce à la présence missionnaire au rang de la Montagne, ce qui a mené à plusieurs conversions réalisées par des missionnaires-pasteurs. Des liens se sont également tissés avec la mission protestante de Saint-Philippe. Quelque cent années de vie religieuse protestante ont existé à Ham-Nord.

Recommandations

Nous avons abordé l'étude de l'habitat rural ancien en identifiant les différentes phases du peuplement, en identifiant les aspects matériels de la culture qui pourraient subsister du développement de Saints-Martyrs-Canadiens et enfin, en documentant le développement des principaux réseaux de communication. Chacun des aspects abordés dans ce chapitre a ainsi contribué à expliquer divers phénomènes reliés à l'histoire sociale, économique, culturelle et religieuse de ce territoire, dont la présence de certains bâtiments que l'occupation ininterrompue a permis de conserver. Il ne s'agit toutefois pas d'une étude approfondie et beaucoup reste à faire pour documenter, analyser et mieux comprendre les différentes facettes de l'héritage bâti.

L'inventaire préparé dans ce chapitre est à l'état préliminaire. Il constitue un outil de référence pour faciliter l'identification plus formelle du patrimoine à la grandeur de la municipalité. La création d'un inventaire exhaustif grâce à l'étude des cartes, des titres de propriété et de l'analyse architecturale au terrain permettra de mener plus loin les efforts de préservation et de mise en valeur du patrimoine martyrois. Nous proposons ici diverses avenues pouvant mener à une meilleure compréhension du patrimoine bâti :

1) **Choisir des thèmes d'interprétation en fonction de l'impact que les phénomènes sociaux, économiques et culturels ont eu sur la vie des habitants du territoire.** En fait, certains thèmes ont marqué l'ensemble de la MRC alors que d'autres sont plus spécifiques à la municipalité. Ainsi, l'occupation initiale du canton Ham-Sud par l'implantation d'une auberge le long du chemin Craig assurera une présence précoce sur le territoire. En revanche, l'occupation canadienne-française moins précaire est plus tardive, comme ailleurs dans les

Cantons de l'Est, et sera réalisée en divers emplacements répartis dans les cantons de Ham-Sud, Ham Nord, Garthby et Wolfestown.

2) **Pousser plus avant la recherche documentaire en fonction des choix thématiques.** Le processus de mise en valeur des thèmes patrimoniaux choisis devra tenir compte du potentiel qu'ils présentent en regard des richesses historiques, archéologiques et documentaires qu'ils recèlent. Pour un thème donné, par exemple la présence protestante au rang de la Montagne, il sera important de détailler l'ensemble du phénomène, les différentes phases de son développement et les acteurs principaux, mais aussi l'influence de ses acteurs sur le développement de Beaudoin-Centre. Cette étude permettra d'identifier les installations ou les sites les plus représentatifs et les plus susceptibles d'offrir des avenues de mise en valeur ainsi que des facilités de recherches, d'accessibilité, d'aménagement, etc. Parmi les études à réaliser, nous recommandons :

   - Des études reliées au patrimoine bâti et au paysage culturel de la municipalité de Saints-Martyrs-Canadiens :
     - Documenter le moulin à scie du ruisseau de l'Aulnière, les installations agricoles, les zones de culture et d'élevage et autres petites industries qui ont marqué l'économie initiale de Beaudoin-Centre et plus tard du nouveau hameau de Saints-Martyrs-Canadiens situé près de l'église de façon à faire ressortir les variantes locales;
     - Documenter au moyen d'archives les relations entretenues entre les pratiquants catholiques et protestants ;
     - Mieux documenter les écoles de rang qui ont desservi la communauté coloniale ;
     - Documenter, à l'aide de la réalisation d'une chaîne de titre, les diverses propriétés privées répertoriées au rôle d'évaluation;
     - Établir des critères menant à la sélection d'immeubles et de sites patrimoniaux voués à être reconnus au niveau fédéral, provincial et/ou municipal;
     - Identifier et analyser les caractéristiques physiques des bâtiments patrimoniaux et équipements associés qui méritent cet intérêt légal;
     - Identifier le potentiel archéologique des établissements les plus caractéristiques en vue de leur protection et d'une éventuelle mise en valeur archéologique ;
     - Définir et détailler les lieux culturels et les paysages significatifs ;

   - Des études reliées au réseau routier de la municipalité de Saints-Martyrs-Canadiens :

  - Identifier les principales caractéristiques physiques des routes et des ponts à l'aide de relevés appropriés ;

- Des études reliées aux personnages ayant marqué la municipalité de Saints-Martyrs-Canadiens :
  - Retracer la vie des personnages qui ont marqué l'histoire de Saints-Martyrs-Canadiens ;
  - Favoriser la mise en valeur des origines hétérogènes des colons martyrois.

3) **Poursuivre le macro-inventaire du bâti ancien** et le tenir à jour ;

4) À la lumière de la présente recherche historique, nous recommandons également la mise sur pied d'un certain nombre d'autres **mesures visant à mieux protéger et à mettre en valeur le patrimoine bâti de la municipalité de Saints-Martyrs-Canadiens**. Ces mesures représentent des pistes de réflexion qui pourront alimenter les débats pour la réalisation d'autres volets d'étude et de mise en valeur prévus à la suite de ce premier volet. Les recommandations présentées devront être développées dans un prochain rapport :

   - Cartographier les éléments du bâti et autres traces culturelles
   - Traduire la présente recherche en un document accessible au citoyen
   - Créer une banque de photographies anciennes
   - Revoir et créer des circuits patrimoniaux
   - Diffuser l'information sur le patrimoine
   - Accompagner et outiller le citoyen
   - Inciter les propriétaires à mettre en valeur leur bâtiment patrimonial
   - Conserver et mettre en valeur les immeubles publics
   - Se doter d'outils d'urbanisme efficaces

Bibliographie

Boucher, Lucille (1979) : *Ham-Sud, 1879-1979, 100 ans*. Ham-Sud? : s.e., 250 p.

CELAT (1980) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska – Ethnologie.* Arthabaska : MRC d'Arthabaska. Rapport déposé au Ministère des Affaires culturelles, Direction générale du patrimoine, Service des Inventaires.

Charest, Florent (2011) : *Les communautés protestantes de Chesterville et Ham-Nord, 1855-1982.* Montréal : Histoire Québec, 298 p.

Comité du 100e (2009) : *Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown, 1909-2009*. Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown : Comité du 100e, 135 p.

Côté, Lisette (2004?) : *Paroisses Saint-Charles-Borromée (1883-2002), Saints-Martyrs-Canadiens (1939-1995), canton de Garthby : répertoire des naissances, mariages, annotations marginales et sépultures.* Thetford Mines : Société de généalogie et d'histoire de la région de Thetford Mines.

Gravel, Albert (1967) : *Pages d'histoire régionale des Cantons de l'Est : deux paroisses en bordure des Bois-Francs : les Saints-Anges de Ham-Nord.* Sherbrooke : L.P. Demers, 20 p.

Létourneau, Sandra (1997) : *Souvenirs épars sur la berge d'un lac.* Beaulac : Centre d'action bénévole, 76 p.

MCC (2013) : *Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ)*. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2013) : *Cartographie des sites et zones d'interventions archéologiques du Québec.* Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2012) : *Inventaire des lieux de culte du Québec.* Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.lieuxdeculte.qc.ca, consulté en octobre 2012]

MCC (2013) : *Répertoire du patrimoine culturel du Québec (RPCQ).* Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca]

Occhietti, Serge et P.J.H. Richard (2003) : « Effet réservoir sur les âges 14C de la mer de Champlain à la transition Pléistocène-Holocène : révision de la chronologie de la déglaciation au Québec méridional ». *Géographie physique et Quaternaire*, vol. 57 (2-3) : 115-138.

Milot, Jean et Jocelyne Simard (1994) : *Les croix de chemin du Québec : inventaire sélectif et trésor*. Collection Patrimoines. Dossier, 10. Québec, Les publications du Québec.

PARC CANADA (2013) : *Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens.* Gouvernement du Canada. [http://www.historicplaces.ca/]

Société La Haye et Ouellet (1982) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska - Analyse du paysage architectural*. Arthabaska : La Société La Haye-Ouellet, 166 p.

Vaillancourt, Éric (2013) : *Histoire de Saint-Fortunat.* Sherbrooke : Éric Vaillancourt, 327 p.

Vézina, Jean-Paul (1988) : *Ham-Nord, d'hier à aujourd'hui*. Shawinigan : [s.n.], 427 p.

Cartes et plans anciens

1831 Bouchette, Joseph. *To his most Excellent Majesty, King William IV. This topographical map of the districts of Quebec, Three Rivers, St.Francis and Gaspé, Lower Canada : exhibiting the new civil division of the districts into counties pursuant to a recent Act of the provincial legislature; is with his Majesty's gracious and special permission, most humbly and gratefully dedicated by his Majesty's most devoted and loyal Canadian subject.* Londres : James Wyld. BAnQ : 90117.

1867 *Map of the Eastern Townships of Canada : compiled and engraved expressly for the Eastern Townships Gazetteer.* St. Johns : Smith & Co. BAnQ : 107580.

1925 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:63 360. 21-E-13, Warwick.* Québec Topographique. BAnQ : 2669870.

1927 *Carte de comté du Québec à l'échelle de 1:63 360 Wolfe, Plan du comté de Wolfe d'après le Cadastre.* Québec (Province) : s.n. BAnQ : 2684726.

1953 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:50 000. 21-E-13-E, Warwick.* Québec Topographique. BAnQ : 2670357.

Sites Internet

Répertoire des municipalités du Québec
http://www.mamrot.gouv.qc.ca

Commission de toponymie du Québec
http://www.toponymie.gouv.qc.ca

Municipalité des Saints-Martyrs-Canadiens
http://www.saints-martyrs-canadiens.ca

Statistique Canada – Profil du recensement
http://www12.statcan.ca/

4.21 Tingwick

L'essentiel des données concernant l'histoire de Tingwick a été acquis à la lecture et l'analyse de deux documents généalogiques, l'un produit en 1963 à l'occasion du centenaire de Tingwick, et l'autre publié en 1987 à l'occasion du 125e anniversaire de la municipalité. Le premier regroupe des données d'archives sur les conditions de l'arrivée des premiers colons, les premières familles à s'être établies et l'évolution du cadre municipal, religieux et économique. Le second, légèrement bonifié du côté de l'histoire locale, renferme principalement des informations inédites sur les familles tingwickoises et leurs origines. Le parcours patrimonial et historique produit par la municipalité de Tingwick en 2013 à l'occasion du 150e anniversaire de la municipalité a également fourni des données appréciables au sujet de bâtiments patrimoniaux toujours présents et véhiculant un pan de l'histoire locale.

À ces sources d'informations s'ajoutent la consultation de divers répertoires renfermant la liste de biens ou sites patrimoniaux ayant une valeur culturelle majeure, tels que le Répertoire du patrimoine culturel du Québec (MCC, 2013), le Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens (Parc Canada, 2013), le Répertoire des lieux de culte du Québec (MCC, 2012), le Répertoire des croix de chemin (Milot et Simard, 1994), le Répertoire toponymique du Québec (Commission de toponymie du Québec, 2013), l'Inventaire des sites archéologiques du Québec (MCC, 2013), le Répertoire de cartographie numérique du site de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec et divers macro-inventaires mandatés par le ministère des Affaires culturelles et élaborés à compter des années 1980 dont ceux du CÉLAT (1980) et de la Société La Haye et Ouellet (1982). Ces documents ont permis d'établir l'état des connaissances et la valeur patrimoniale déjà inventoriée, reconnue, classée ou simplement répertoriée de certains bâtiments.

4.21.1 Site d'implantation

La municipalité de Tingwick occupe la partie sud-ouest du canton du même nom, s'étendant du deuxième au septième rang dans sa partie nord et jusqu'au neuvième rang dans sa partie sud, enserrée des municipalités de Warwick, Saint-Christophe-d'Arthabaska, Chesterville, Saint-Rémi-de-Tingwick, Asbestos, Danville et Kingsey Falls (figure 21.1). Elle se trouve à la limite entre les plaines du Saint-Laurent et les Appalaches, dans la région physiogéographique appelée le piémont des Appalaches. Le territoire occupe ainsi une région faiblement accidentée située sur les premières collines composées des roches plissées appalachiennes. L'altitude varie entre 500 et 900 mètres (ANMM) avec des sommets pouvant atteindre un peu plus de 1000 mètres. Les sols sont composés d'un till glaciaire qui varie en composition : des sables argileux mal drainés en

bordure de rivières ou d'anciens plans d'eau (tourbières) aux sables pierreux peu fertiles, mais bien drainés, généralement podzolisés et donc relativement acides.



Figure 21.1 – Limites actuelles de la municipalité de Tingwick (Statistique Canada, 2014 : 2439025)

Deux rivières traversent le canton de Tingwick, soit les rivières des Pins au nord et des Rosiers plus au sud. Les Trois Lacs (aussi nommé Lac Nicolet et anciennement le lac Richmond) correspondent à la source de la rivière Nicolet sud-ouest et sont situés à l'extrémité sud de la municipalité de Tingwick. Un système complexe de ruisseaux draine les eaux de la rivière Nicolet et parcourt le territoire de Tingwick : de la tannerie, des aulnes, à la truite, etc.

La présence des nombreux cours d'eau qui serpentent le canton a avantageusement servi les premiers colons du territoire en fournissant le pouvoir hydraulique nécessaire au fonctionnement de moulins. Néanmoins faut-il nuancer l'importance économique de ce réseau fluvial, car c'est la présence d'un chemin de pénétration, le chemin Craig, qui a d'abord favorisé l'occupation des terres tingwickoises.

4.21.2 Familles et personnages

Les premiers colons

L'occupation du canton de Tingwick n'a pas échappé au mode de concession en usage au cours du régime anglais, soit le *franc et commun socage*, dont la législation a été introduite au Canada par l'Acte constitutionnel de 1791. Ainsi, l'occupation initiale fut

lente et difficile, en raison des moyens de pénétration inadéquats des premiers temps et des « politiques mesquines » des gouvernements antérieurs à l'Acte d'Union de 1840. Une grande partie des terres forestières de Tingwick, avaient été cédées à de riches propriétaires à la suite de la proclamation du canton de Tingwick (1802), dont les plus prospères furent John Young, François Baby et S.F. Ferguson (figure 21.2). Les lots à la propriété de la Couronne britannique n'ont été vendus à des colons que plusieurs décennies plus tard et les colons qui durent acheter leur terre des riches propriétaires l'ont fait à des coûts et conditions onéreux car la terre a été le fruit de la spéculation. La spéculation consistait à frauder le gouvernement en se créant des contacts et alliances dans ce milieu, puis en réquisitionnant la concession d'étendue de terres convoitées, souvent référées par l'arpenteur général lui-même. Un acte de rétrocession était alors signé par le gouverneur au nom du spéculateur qui le plus souvent ne s'engageait pas à occuper ou exploiter la terre.

Néanmoins, déjà vers 1790, Timothy Morill, sa femme et leurs deux garçons, quittèrent leur village natal de Meredith au New Hampshire pour remonter, à partir du Saint-Laurent, la rivière Nicolet branche sud-ouest jusqu'à sa source, le lac Nicolet (les Trois Lacs). En 1963, Irénée Chabot raconte l'histoire de ces pionniers :

> Ils débarquèrent sur la rive nord du premier et plus grand de ces trois lacs et prirent leur premier diner dans le canton de Tingwick, assis sur une roche au bord de l'eau. Ils décidèrent de bâtir une cabane en bois rond et réussirent, après bien des efforts et de nombreuses difficultés à mettre en valeur leur lot qui n'a pas encore changé de nom (Centenaire de Tingwick, 1963 : 28).

La maison de bois rond de Timothy a été remplacée en 1834 par une plus grande résidence construite par Emmons, fils héritier de Timothy. Cette maison occupe toujours son emplacement initial. Plusieurs descendants de Timothy demeureront dans la future paroisse.

Il faudra attendre près de 30 ans après l'arrivée de la famille Morill pour que se présente, en 1824, le premier colon catholique, Georges Johnson, d'origine irlandaise. Il s'établit sur les bords du chemin Craig (à l'emplacement où demeurait Robert Allison en 1987). Comme lui, plusieurs loyalistes anglais, écossais et irlandais, se virent ainsi octroyer des terres de 100, voire 200 âcres, en guise de remerciement pour leur fidélité à la Couronne britannique.

Au milieu de la vague de migration loyaliste composée de colons anglophones protestants, le premier colon canadien-français catholique, Michel Plourde, arrive vers 1839 sur le lot no 21 du 9e rang de Tingwick. Suivront Henry Plourde, Herman, David, Cyriack, Jacob, Peter et John Carignan, Michel, James et Patrick Cantin, Édouard et

Hubert Croteau, Narcisse, Amable et Baptiste DeSerres, Thomas Haims, Lewis Martin et Charles Michaud, et plusieurs autres.

Vers 1858, la paroisse Saint-Patrice de Tingwick comptait déjà 395 familles, dont le 2/3 était d'ascendance irlandaise et anglaise. La portion restante était composée de Canadiens français qui ont pris davantage de place dans la municipalité à compter des années 1850, mais surtout vers 1900, lorsque les familles anglophones émigrèrent en ville, dans les provinces voisines, dans l'Ouest canadien ou aux Etats-Unis.



Figure 21.2 – Distribution des lots et des propriétés terriennes dans le canton de Tingwick, vers 1804 (tiré du Comité du 125e de Tingwick, 1987).

Origine des familles

À la suite de la Guerre de l'Indépendance américaine (1775-1783), plusieurs loyalistes viendront s'établir dans les Cantons de l'Est. Cette colonisation est cependant longue à s'affirmer, mais à l'aube des années 1840, des colons d'origine anglaise, écossaise, irlandaise et même allemande ont déjà pris racine en terre tingwickoise. Les Canadiens français se trouveront minoritaires dans ce schéma et ne se présenteront en plus grand nombre dans la région qu'à partir du milieu du XIXe siècle.

L'origine des pionniers est empreinte dans les noms de famille qui figurent aux registres paroissiaux (Comité du 125e de Tingwick, 1987 : 23). C'est ainsi que vers 1846-47 apparaissent une proportion élevée de noms irlandais (Ashmore, Brown, Burns, Cassidy, Farley, Gleason, Johnson, Mc Afree, O'Bien, Sherridan, Williams, etc.) et anglais (Bagley, Coyle, Carr, Fraser, Gordon, Mc Kensie, Morill, Robinson, Taylor, etc.). Des noms canadiens-français tels que Cantin, De Serres, Genest, Martin, Michaud, Pépin, Plante, Plourde et St-Cyr se retrouvent également parmi les premiers à occuper les lots du canton de Tingwick. Ces derniers sont principalement originaires des seigneuries surpeuplées de la région de la plaine du Saint-Laurent (Lévis, Saint-Nicolas) et de la Beauce, profitant du chemin Craig pour atteindre le cœur des cantons.

4.21.3 Faits historiques

Histoire religieuse

La première messe a été célébrée en 1832, dans la maison de Georges Johnson, par l'abbé Hugh Paisley, 3e missionnaire des townships de l'Est. Plusieurs autres missionnaires ont laissé leur marque au début de la colonie : John Holmes, M. Power, H. Paisley, Hubert Robson. Parmi ceux-ci, l'abbé J. Holmes, professeur au Séminaire de Nicolet puis au séminaire de Québec, devint précurseur de l'enseignement de l'agriculture et de la technologie agricole. Ces enseignements dans un de ses chapitres sur l'agriculture, « Abrégé de géographie moderne », ont longtemps été d'actualité pour les agriculteurs et agronomes de la région de Tingwick.

Desservie par voie de mission jusqu'en 1861, la paroisse Saint-Patrice de Tingwick se dote d'une première chapelle, en 1834, nommée Saint-Hubert de Tingwick en l'honneur du missionnaire Hubert Robson. Elle était située à la fourche des quatre chemins (angle du chemin Craig et du chemin du 7e rang), à une distance de 2,4 km à l'ouest du village actuel. Aujourd'hui, ce site est identifié par une croix de chemin.

À la suite de nombreuses années de débats chez les missionnaires qui se sont succédé sur le territoire, le choix de l'emplacement de l'église s'est finalement arrêté au 5e rang, c'est-à-dire le long du chemin Craig (chemin Sainte-Marie), au lot 15. En 1856, à la suite de la requête présentée à Mgr Thomas Cook, évêque de Trois-Rivières, l'année même où la paroisse est érigée canoniquement, une maison de 30 X 40 pieds est bâtie pour y célébrer la messe dans l'attente de la construction de l'église. Ce bâtiment deviendra le premier presbytère. L'implantation du village a donc été réalisée à la croisée des chemins Craig et Warwick où a été érigé le complexe institutionnel.

En 1857, le cimetière situé sur le chemin de Warwick était béni. L'église sera finalement construite en 1860, toute de brique, par l'entrepreneur Édouard Hamelin de St-Barthélémy. Elle sera bénie la même année par l'abbé Hamelin, curé de Wotton et frère de l'entrepreneur et accueillera en 1861 son premier prêtre résident, l'abbé Amable Charest.

Au même moment où une agglomération se formait à l'angle des chemins Craig et Warwick, une autre, nommée Trout Brook, se dessinait le long du chemin du 7e rang. Une chapelle y a été aménagée en 1870. Celle-ci desservait à l'époque une communauté de près de 40 personnes à majorité anglophone. La chapelle a été déménagée sur la rue Jutras au village de Tingwick en 1947. À son nouvel emplacement, elle fut transformée en salon de barbier et en dépanneur avant de devenir une résidence privée.

La construction d'un presbytère en brique se concrétisera dès 1888. L'ancien sera transporté sur la route de Warwick et deviendra la propriété de Normand Cournoyer et de Doris Laverdière (notaire) en 1987. Le nouveau presbytère en brique aura accueilli quelque douze prêtres résidents avant d'être démoli en 1984.

Alors qu'en 1896, l'augmentation de la population exigeait le choix d'un nouvel emplacement pour le cimetière, en 1906, la paroisse entrevoyait la construction d'une nouvelle église pour satisfaire la présence grandissante des Canadiens français catholiques. L'érection d'une chapelle temporaire devant servir au culte durant les travaux sera réalisée la même année par Félix Baril. La démolition de la sacristie agrandie et restaurée quelques années auparavant aura permis de construire la future église à une plus grande distance de la route, et les travaux de construction débuteront aussitôt que 1906 par l'entreprise Bellemare et Héroux, puis seront bénis en 1908 (Comité du Centenaire de Tingwick, 1963).

Histoire municipale

La municipalité de Tingwick

La paroisse de Saint-Patrice de Tingwick avait été érigée canoniquement et civilement en 1856 :

> La paroisse de Tingwick comprendra une étendue de terrain d'environ 12 miles de front sur 12 miles de profondeur borné comme suit : au nord-est par le canton de Chester, au nord-ouest, par la ligne sud-est du premier rang de Tingwick, au sud-ouest par le canton de Shipton et au sud-est partie par le canton de Ham et partie par le canton de Wotton. Ledit territoire comprenant ledit canton de Tingwick à l'exception de son premier rang [Décret

> canonique du 22 juillet 1856 dans le Centenaire de Tingwick, 1963 : 43] (…) Moins cette partie annexée à St-Paul par proclamation de 19 juin 1879. Moins, cette partie comprise dans Saint-Rémi de Tingwick par proclamation du 19 novembre 1881. Moins, cette partie annexée à St-Paul de Chester par proclamation du 18 janvier 1889 (Comité du Centenaire de Tingwick, 1963 : 43).

L'appellation de Tingwick a ainsi été attribuée à la municipalité créée en 1845 et au bureau de poste établi sous le nom de St-Patrick's Hill au milieu du XIXe siècle et qui a été modifié en « Tingwick » en 1903.

La municipalité comptait alors deux noyaux villageois, l'un établi au 5e rang (Chénier) dont nous reparlerons plus loin, l'autre établi au 7e rang et connu autrefois sous le nom de Trout Brook. Ce dernier a d'ailleurs été reconnu en 1926 dans les registres des Villages du Québec. Comme tout village, l'agglomération comprenait un magasin général, un bureau de poste, une fromagerie, une forge, un moulin à scie, à bardeaux, à grain, etc., de même que des habitations établies à proximité du lieu de culte. La communauté aurait survécu jusqu'au milieu du XXe siècle, après quoi, le faible taux de natalité et l'absence d'écoles anglaises, auraient favorisé la dispersion des familles et l'abandon du noyau villageois dont il subsiste encore quelques bâtiments, des fondations remblayées et camouflées par la reprise de la végétation ainsi qu'un cimetière (1840-1977) cerné d'une clôture et toujours bien entretenu. Plusieurs pierres tombales ont d'ailleurs déjà été restaurées.

La municipalité de Chénier

Le 1er janvier 1864 marque l'année de l'érection de la municipalité de Chénier par détachement de Tingwick et ainsi, de la division du canton de Tingwick en deux entités municipales. Ainsi le toponyme de Tingwick est conservé pour désigner la portion sud-ouest du canton et le toponyme Chénier représente dorénavant la portion nord-est.

Les premiers colons établis dans la portion nord-est du canton de Tingwick étant des Irlandais, la paroisse fut mise sous le patronage de Saint-Patrice (Magnan, 1925 : 614). Cependant, le nom de Chénier retenu lors de la formation municipale fait référence à Jean-Olivier Chénier, un patriote radical favorable aux insurrections armées qui devint un chef de file au cours de la Rébellion contre la souveraineté britannique. Chénier rappelle ainsi l'époque de la rébellion des patriotes de 1837-38 qui a succédé à la Guerre de l'Indépendance américaine, et témoigne des bonnes relations qu'ont entretenues les Canadiens français et les loyalistes Écossais, Irlandais, catholiques et protestants. Les Irlandais, en majorité dans la paroisse naissante, ont alors souligné la « charité exemplaire » des Canadiens français en choisissant le nom d'un illustre patriote en guise de municipalité (Comité du Centenaire de Tingwick, 1963 : 33).

La municipalité de Chénier comprenait ainsi dès ses débuts l'administration d'une zone rurale, mais aussi celle d'un village ayant porté divers noms au fil du temps (St-Patrick's Hill, Saint-Patrice, Pontgravé, Chénier et finalement, Tingwick), ce qui lui a conféré une position particulière. Déjà en 1904, la campagne souhaitait se séparer du village alors qu'un conseil avait été formé pour administrer la municipalité du Village de Pontgravé. Ce nouveau découpage administratif ne dura pas puisque les deux municipalités n'en reformeront qu'une seule en 1908 (Comité du Centenaire de Tingwick, 1963 : 24).

En 1881, se formera, au sud du canton, dans la portion rattachée à Chénier, la nouvelle municipalité de Saint-Rémi-de-Tingwick par détachement de la portion sud-est de la paroisse de Saint-Patrice.

C'est en 1981 que fusionnent les municipalités de Tingwick et de Chénier pour devenir la nouvelle municipalité de Tingwick. Il est à noter que les registres municipaux étaient tenus en anglais jusqu'en 1903. À partir de cette date, les deux langues étaient utilisées, alors que le français devenait la langue officielle à partir 1930.

L'histoire scolaire

La première école de rang, appelée école Rouge, est érigée dès 1860 et accueille 6 enfants (Comité du Centenaire de Tingwick, 1963 : 62). En 1873, la paroisse compte déjà 13 écoles de rang fréquentées par 412 enfants.

Au fil des ans, une quinzaine d'arrondissements auront vu le jour, comprenant chacune une école de rang (Comité du 125e de Tingwick, 1987 : 134). L'école de l'arrondissement numéro 1 (1282, rue Saint-Joseph) occupait jadis un terrain à proximité de l'église. Elle a été déménagée à deux reprises, une première fois en 1932 aux côtés du magasin Cayouette et une seconde fois vers 1948 à son emplacement actuel où elle devint la maison Allison.

En 1930, un couvent devait remplacer l'école du village devenue trop petite. L'année de sa construction, le couvent accueillait les Sœurs de l'Assomption de la Saint-Vierge de Nicolet qui y fondèrent une mission dédiée à la gente écolière. Durant les mêmes années fut aménagée une école anglaise (1935-1943) au 7e rang. Cette dernière fut déménagée au 1272, rue Saint-Joseph à Tingwick après sa fermeture et participe aujourd'hui au patrimoine régional. Quant au couvent, il fut agrandi et devint l'école Saint-Cœur-de-Marie. Cette école accueille aujourd'hui tous les enfants de Tingwick.

Il faudra attendre plusieurs années, en 1957, avant de voir la fondation d'une école de garçons, sous le nom de l'école Sainte-Famille. La bâtisse sera transformée en manufacture de vêtement en 1972. Une école de rang était auparavant située à l'emplacement de cette école. Elle a donc été déménagée vers la fin des années 1950 à proximité du presbytère et devint à la propriété de Georges Allison.

Histoire économique et industrielle

Au début de la période coloniale, lors des premiers grands défrichements, entre 1850 et 1870, les colons vivront d'abord des revenus de la forêt. Ils échangeaient le salin et la potasse contre de la nourriture. Ils expédiaient le bois équarri à la hache vers le marché de Québec. Avec l'agrandissement des espaces cultivables, les colons ont pu commencer l'élevage des animaux qui leur ont permis de produire du lait dont les surplus étaient vendus puis transformé en beurre et en fromage.

L'agriculture s'est organisée en fonction des qualités du sol qui varie d'une localité à l'autre, en fonction de la production de l'herbe et du foin en rapport, surtout, avec l'industrie laitière. Les colons fabriquaient de la potasse, du sirop d'érable et du pain de sucre, ils abattaient les bestiaux bien engraissés durant la saison chaude pour y récupérer la chair, le gras, la peau, les entrailles et les os, ils transformaient le lait, cultivaient la terre, fumaient les viandes, confectionnaient du savon, participaient à des corvées, travaillaient le lin et le cuir, en plus d'abattre des arbres.

Les moulins et l'industrie du bois

À Tingwick, les premiers entrepreneurs et commerçants de produits forestiers étaient des loyalistes, Anglais, Écossais, Irlandais. Très peu de Canadiens français se sont alors insinués dans cette entreprise, mis à part un homme. Joseph Saint-Hilaire, originaire de Tingwick et d'ascendance canadienne-française fut un entrepreneur local avec une fougue qui lui permettait de concurrencer l'industrie de ses voisins. En 1865, il achète une sous-concession forestière afin d'y aménager un chantier d'exploitation du bois. Grâce à ces efforts et à l'embauche de main-d'œuvre locale, il contribua à l'éclosion de nombreuses petites industries, telles que des scieries, des ateliers de charron, des manufactures de portes et fenêtres (Cléophas Cayouette, 1898-1944, Eugène Roy et fils, 1945).

En plus du moulin Cantin installé sur les terres qui deviendront Saint-Rémi-de-Tingwick en marge du ruisseau à Truite, la région compta également sur le moulin à scie et à farine

de Sina Baril (1896) situé sur la rivière des Pins et celui de Nazaire Labbé situé sur le lot 19 (ce dernier a brûlé complètement en 1903).

Les magasins généraux

J.E. Bourbeau ouvrit le premier magasin général en 1888. Descendant de marchands, son entreprise sera reprise par sa femme et ses nombreux enfants lors de son décès.

À la même époque, Cyrille Hébert ouvrit son magasin général au même carrefour que le magasin Bourbeau, presque en face. L'entreprise, favorisant le commerce de tissus et lingerie, fera l'affaire de son fils Philippe jusqu'à ce qu'il décide de vendre le commerce, un peu avant 1900, à Félix Baril. Ce dernier concéda une partie du bâtiment au fonctionnement du bureau de poste et de la Banque d'Hochelaga dont il s'occupa au détriment du magasin et de ses employés (Comité du Centenaire de Tingwick, 1963). La mort prématurée d'Arthur Baril, fils héritier de Félix, mit fin à l'emprise commerciale que les Baril partageaient avec les Bourbeau. La bâtisse des Baril fut vendue à Étienne Fouquette (1921-1936) qui lui redonna sa première fonction de mercerie. Le commerce changea de main à plusieurs reprises, de Joseph Pierre Nadeau (1936-1940?), à Conrad et Guy Cantin (1940?-1961), aux Frères Jérémie et Raymond Mayrand (1961-19??), mais demeura toujours un commerce.

Deux autres magasins généraux situés à proximité l'un de l'autre ont fait leur apparition en 1909, celui de Mme Urbain Roux et celui d'Ernest Tourigny. Urbain Roux avait divisé en deux parties le rez-de-chaussée de sa maison. D'un côté sa boutique de sellier; de l'autre le magasin de Madame Roux qui se spécialisait dans les jouets, les hardes et de la marchandise à la verge. La mort accidentelle d'Urbain Roux força Mme Roux à vendre la maison et le commerce. De son côté, le magasin d'Ernest Tourigny a vu plusieurs propriétaires se succéder dès 1913, tous de la lignée des Roux, lesquels ont poursuivi l'administration du commerce.

Des restaurants

Deux petits restaurants ont fait leur temps entre 1890 et 1910, celui de Régis Bossé et celui d'Édouard Biron qui était aussi cordonnier bien connu à cette époque. Vers 1908, Henri Boutin, ébéniste et charron, barbier de temps à autre, tenait également une petite bonbonnerie.

Des boulangeries

Trois boulangeries ont passé dans la mémoire de Tingwick. Celle d'Alexandre Cherrier, qui fut la première, avait un four extérieur construit sur le site de la maison de Léo Morin, rue Sainte-Marie (Comité du Centenaire de Tingwick, 1963). Celle d'Alfred Martel constituait une annexe à la maison de Georges Proulx. Cette boulangerie œuvra plusieurs décennies en passant entre les mains de Napoléon Fouquet puis d'Ernest Nadeau. Enfin, en 1916, Damase Sarrazin démarre une boulangerie qui fera le bonheur des Tingwickois et qui traversera le temps jusqu'à la période moderne.

Des fromageries

En 1890, la première fromagerie de Tingwick a été bâtie à l'extrémité sud du village, sur le prolongement du palier de la Côte Croche (chemin St-Rémi). Elle est demeurée en opération jusqu'en 1943 et a vu toute une suite de maitres fromagers se succéder : Beauchemin, Genest, Moreau, Demers, Ouellet, Philias Laroche, Richard Moreau, Joseph Pierre Moreau et Arthur Gosselin. « En 1943, le dernier propriétaire la vendit à la Coopérative nouvellement formée (Comité du Centenaire de Tingwick, 1963 : 113). »

Il ne faut pas oublier la fromagerie du 7e rang, fondée en 1892, puis celle du chemin Craig, fondée par J.-L. Moreau puis vendu à Pierre Nadeau qui en maintint la production jusqu'en 1918. En fait, les fromageries étaient nombreuses à la période historique et elles étaient dispersées sur le territoire tingwickois :

- Lot P 504, la fromagerie du village qui fabriquait le fromage et le beurre. Une chaudière à vapeur servait à actionner les mécanismes et à pasteuriser le lait quand ce fut obligatoire;
- Lot P 440, sise au coin des quatre chemins du Craig Nord, une construction transformait le lait en beurre et fromage. Cette fromagerie a été détruite vers 1941;
- Lot P 252, Power Town, au coin gauche en entrant dans le rang Plante. Elle brûla en 1921;
- Lot 719, au coin du 7e rang, jusqu'au début des années 1940;
- Lot P 676 du 6e rang;
- Lot P125, au 2e rang. Cette ancienne fromagerie sert aujourd'hui de remise.

Les autres petites industries…

La municipalité a également vu une tannerie, des selliers et cordonniers, des forgerons, une briquèterie, un ferblantier, des garagistes, des barbiers et des coiffeuses parmi les petits commerces ainsi que quatre notaires et deux médecins parmi les professions libérales (Centenaire de Tingwick, 1963 : 114-115).

La municipalité pouvait aussi compter sur des commerçants d'animaux qui étaient nombreux entre 1898 et 1917. Le père Belisle, Charles Roux, John Frawley, Patrick Frawley et Georges Muldoon, parcouraient la campagne de Tingwick et des environs pour acheter le bétail qu'ils conduisaient à la gare de Tingwick pour la revente aux abattoirs. Après la guerre, ce type de commerce déclina brutalement.

Afin de contourner les lois de la prohibition, un hôtel prenait place sur les Trois-Lacs (256, rue Du Bord-de-L'Eau). Au début du XXe siècle, on y vendait diverses boissons alcoolisées, les lois s'appliquant à ce commerce terrestre, ne s'appliquant pas aux plans d'eau à cette époque. Aujourd'hui, seule une bouée indique l'emplacement des fondations de l'hôtel sur le lac, lesquelles sont particulièrement dangereuses au passage des embarcations de plaisance.

Enfin, plusieurs autres anciens commerces sont à mentionner puisqu'ils étaient toujours à l'œuvre en 1965 (Comité du centenaire de Tingwick, 1963 : 110) :

1888 : Machines agricoles de J.R. Cayouette
1888 : Magasin général J.E. Bourbeau
1938 : Lingerie Mlle M.A. Proulx
1942 : Épicerie Mme Édée Boutin
1947 : Épicerie Frédéric Hamel
1948 : Restaurant-épicerie Raymond Charette

… et les autres développements

La Banque d'Hochelaga ouvre ses portes un peu avant 1900 dans les locaux du marchand général Félix Baril. Par la suite, ouvre une succursale de la Banque Canadiene Nationale. Enfin, la Caisse populaire de Tingwick est fondée en 1935 sous la présidence du curé Paul-Émile Lassonde.

Un bureau de poste prenait place au Moulin Cantin jusqu'à la disparition du moulin en 1907. Par la suite, le bureau de poste prendra place au magasin Hébert, Baril (Mayrand et

frères en 1963) jusqu'en 1938 lorsqu'il sera installé chez Roméo Hinse, à sa résidence chemin Sainte-Marie (1938-1978).

Événements marquants

Deux événements ont marqué la municipalité au cours de la 1ere moitié du XXe siècle : l'effondrement du pont du chemin de fer dans la nuit du 6 au 7 octobre 1927 et l'abandon du noyau village établi sur le chemin du 7e rang.

L'effondrement du pont du chemin de fer s'est produit à la suite d'une pluie torrentielle qui a duré une quinzaine de jours et qui a gonflé les eaux des cours d'eau de la région à un point tel qu'ils sont sortis de leur lit, fragilisant les piliers du pont du Chemin de fer. Lorsque le pont a cédé sous le poids du train, il a entrainé dans sa chute les rails et les wagons du train, lesquels ont traversé le pont de voiture pour finir leur course à plusieurs mètres dans un boisé. Le train transportait des employés du chemin de fer qui, précisément à ce moment, vérifiait l'état de la voie ferrée et des ponts. Plusieurs ouvriers ont été gravement blessés, de même que l'ingénieur qui est décédé lors de son transport à l'hôpital.

Le deuxièmement fait marquant est celui de l'abandon d'une localité qui s'était formée à partir du milieu du XIXe siècle le long du 7e rang de Tingwick. Le noyau villageois qui prenait vie grâce à la diversification de l'économie et l'augmentation des habitants à proximité de la chapelle a fini par disparaître après la 2e Guerre au profit du village de Tingwick situé à quelques kilomètres au nord-est, le long du chemin Craig (5e rang).

4.21.4 Routes et chemins anciens

Les premières voies de communication étaient les rivières qui arpentent le territoire, notamment la Nicolet, ses nombreuses branches et tributaires ainsi que les quelques sentiers de terre battue créés par les chasseurs Abénaquis.

De 1850 à 1928, les colons organisent eux-mêmes, avec l'aide de leur curé, l'aménagement des routes et traverses de rangs, sans l'intervention du gouvernement (Comité du 125e de Tingwick, 1989).

Le chemin Craig traverse Tingwick et il sera la principale voie pour la colonisation de se territoire. L'idée d'un chemin traversant les Cantons de l'Est n'était pas nouvelle lorsque le gouverneur Craig le matérialisa. Joseph Frobesher, fondateur de la Compagnie du

Nord-Ouest et chef des associés qui venaient d'ouvrir le canton d'Irlande, en avait déterminé l'ébauche d'un tracé d'après les travaux d'arpentage de Joseph Felborne. « 200 soldats de différents régiments ont traversé la rivière ce matin pour aller ouvrir une route dans les cantons de Leeds, Halifax, Chester, Tingwick pour rejoindre l'autre route de Shipton sur la rivière Saint-François (La Gazette de Québec, 2 août 1810). » Le même journal publiait le 14 janvier 1811 : « Toujours sur ordre du gouverneur Craig, la première diligence empruntait cette route et traversait le canton de Tingwick, venant de Québec via Boston. »

L'axe du chemin Craig a donc joué un rôle déterminant lors de l'occupation initiale de Tingwick. Malgré les obstacles qu'ont pu rencontrer les voyageurs sur cette route de terre mal entretenue, Joseph Bouchette, arpenteur du Bas-Canada, a réussi à démonter à l'aide de ses cartes, que les premiers terrains à être occupés étaient situés le long de cet axe (figure 21.3). Un noyau villageois ne tardera pas à ce démarquer puisque déjà à la fin des années 1870, St-Patrick's Hill est reconnu sur une carte des Cantons de l'Est (figure 21.4). Il faudra néanmoins attendre quelques années encore pour voir se développer un réseau routier qui permettait de voyager aisément vers les paroisses voisines (figure 21.5). Parmi les premiers chemins de service se trouvent le chemin de Warwick (chemin St-Rémi) qui, après avoir traversé Warwick, croise le chemin Craig au cœur du village de Tingwick pour atteindre, plus au sud, le Coin de la petite mine et Norbestos; le chemin du 7e rang qui chemine d'ouest en est entre le chemin Craig et Saint-Rémi-de-Tingwick; le chemin de la grande ligne qui permettait d'atteindre le chemin du 8e rang et enfin; le chemin du 9e rang qui relie le lac Nicolet (lac des Trois-Lacs) et Saint-Rémi-de-Tingwick. En 1954, le réseau routier est semblable à l'actuel et ponctué de nombreux bâtiments (figure 21.6).

Parallèlement à l'aménagement des routes, des ponts devenaient nécessaires pour traverser les rivières du territoire. C'est en 1871 que le Conseil municipal prend la résolution de construire deux ponts. En 1883, la communauté s'attarde à la construction d'un pont près du chemin de fer sur la rivière Trout Brook, et en 1928, un pont couvert est construit sur la rivière aux Pins dans le 2e rang, mais celui-ci est détruit après 1959.

L'arrivée du chemin de fer constitue également un point tournant dans le domaine du transport. La voie ferrée du Canadien National (1857) traverse la municipalité de Tingwick dans sa portion ouest. Une station et des voies d'évitement y ont été construites en 1929 (Comité du Centenaire de Tingwick, 1963).

Les noyaux de peuplement

La municipalité comptait alors deux noyaux villageois, l'un établi au 5e rang (Chénier) l'autre établi au 7e rang et connu autrefois sous le nom de Trout Brook. Ce dernier a d'ailleurs été reconnu en 1926 dans les registres des Villages du Québec. Comme tout village, l'agglomération comprenait un magasin général, un bureau de poste, une fromagerie, une forge, un moulin à scie, à bardeaux, à grain, etc., de même que des habitations établies à proximité du lieu de culte. La communauté aurait survécu jusqu'au milieu du XXe siècle, après quoi, le faible taux de natalité et l'absence d'écoles anglaises, auraient favorisé la dispersion des familles et l'abandon du noyau villageois dont il subsiste encore quelques bâtiments, des fondations remblayées et camouflées par la reprise de la végétation ainsi qu'un cimetière (1840-1977) cerné d'une clôture et toujours bien entretenu. Plusieurs pierres tombales ont d'ailleurs déjà été restaurées.

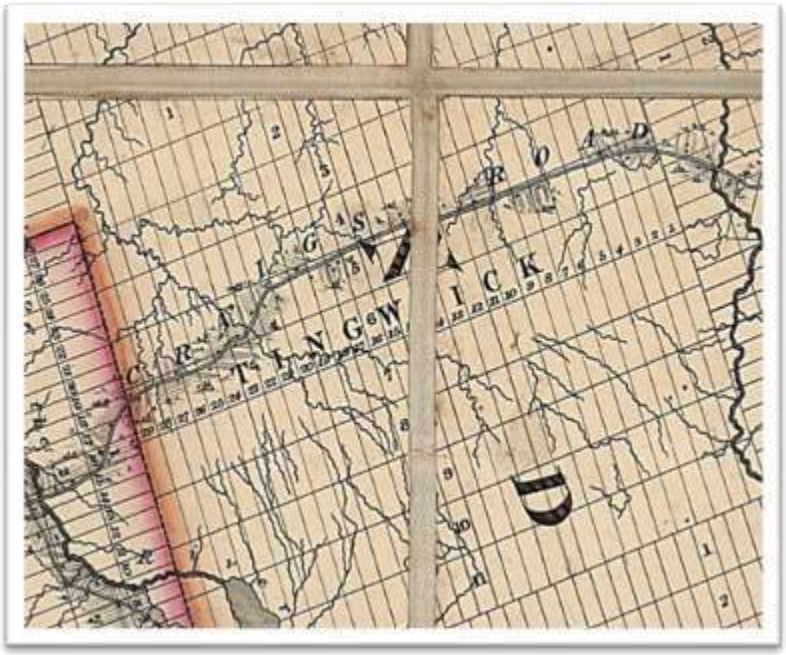

Figure 21.3 – Le canton de Tingwick en 1831 tel qu'arpenté par Joseph Bouchette (BAnQ : 90117). C'est le long du chemin Craig que se sont établis les premiers colons de Tingwick.

4.21.5 Patrimoine bâti

Le village de Tingwick s'est développé au carrefour de deux axes routiers sur lesquels se situent des maisons à caractère patrimonial des plus intéressantes. La place de l'église est située à l'intersection de ces deux rues, mais ne semble pas avoir joué un « rôle pôle » lors de l'établissement du village (Société La Haye et Ouellet, 1982 : 12), puisque les habitations anciennes de la municipalité se trouvent décentrées par rapport au site

institutionnel (figure 21.7). Plusieurs autres habitations se trouvent aussi éparpillées sur l'ensemble du territoire tingwikois.

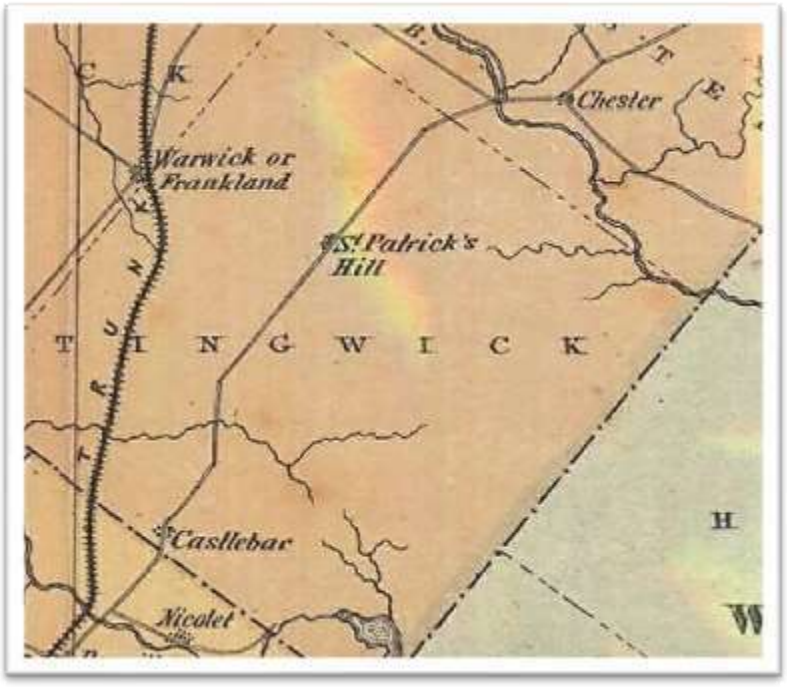

Figure 21.4 – Le canton de Tingwick en 1867 (BAnQ : 107580). Sur cette carte, la petite communauté de Tingwick prenait le nom de St-Patrick's Hill.

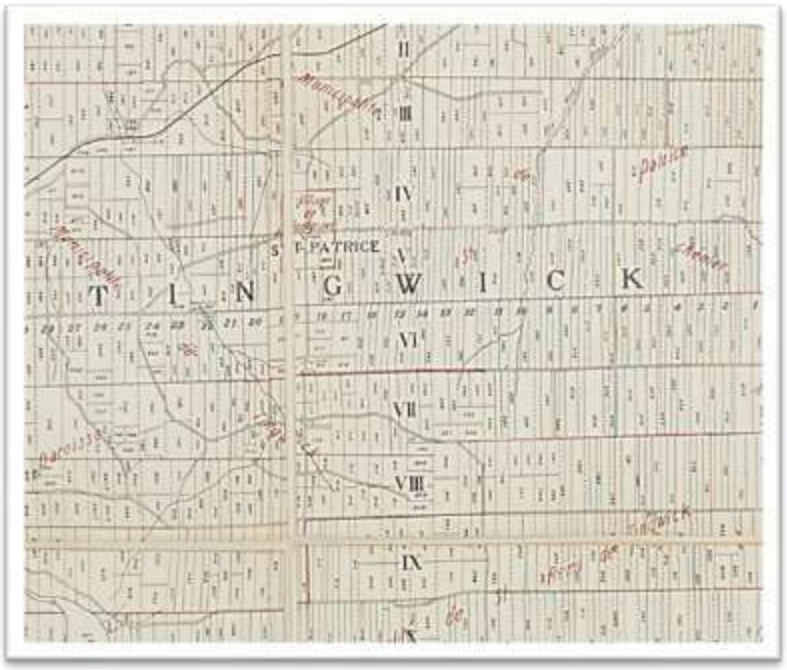

Figure 21.5 – Les municipalités de Tingwick et de Chénier sont présentées sur un plan cadastral de 1920 (BAnQ : 2684630). À noter : les premiers chemins de la colonie, dont le chemin Craig traversant le village de Pontgravé (Tingwick).

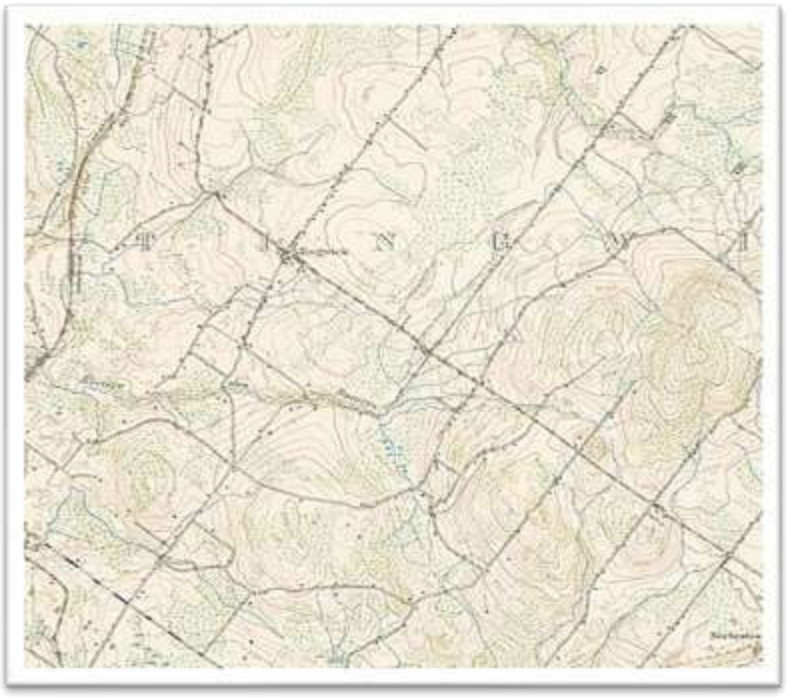

Figure 21.6 – Extrait de la carte topographique 21E/13, 1934 (BAnQ : 2669951), illustrant le territoire de Tingwick et les nombreux chemins historiques qui parcourent son territoire.



Figure 21.7 – Extrait de la carte topographique 21E/13, 1934 (BAnQ : 2669951), illustrant le village de Tingwick (Saint-Patrice).



Figure 21.8 – Extrait de la carte topographique 21E/13, 1934 (BAnQ : 2669951), illustrant le hameau de Trout Brook.

Parmi les éléments patrimoniaux ayant un statut légal se trouve le site institutionnel catholique inventorié par le MCC (tableau 21.1). À ce jour, aucun autre lieu ni bâtiment n'est classé, désigné, cité ou répertorié par les différentes instances gouvernementale ou municipale.

Tableau 21.1 – Éléments patrimonial de Tingwick inventorié par le MCC, 2013

Dénomination	**Numéro civique**	**Type de rue**	**Nom de la rue**	**Date d'origine**	**Statut**	**Fonction d'origine**
Église Saint-Patrice	1360	rue	Sainte-Marie (chemin Craig)	1908	Inventorié	Lieu de culte catholique

Notons cependant qu'une somme de 14 bâtiments avait déjà été répertoriée au village de Tingwick dans une étude réalisée par La Société La Haye et Ouellet en 1982 (figure 21.7). Avec cette somme de bâtiments déjà répertoriés s'ajoutent les bâtiments répertoriés lors de la réalisation du Parcours patrimonial et historique de Tingwick (2013). Les bâtiments de même que leurs adresses civiques sont présentés au tableau 21.2. Une part des bâtiments identifiés par La Haye et Ouellet s'y retrouve.

Deux croix de chemin ont été identifiées par le CÉLAT (1980). Il s'agit des croix du rang 8, de la Fabrique, Julien-Cantin et Clément-Gosselin. La localisation précise de ces croix est inconnue pour le moment. Le Parcours patrimonial et historique de Tingwick répertorie également la croix du 7e rang (1963) indiquant le site de la chapelle Saint-Hubert de 1834. Cette croix de chemin est située à l'angle du 7e rang et du chemin Craig.

Le manque de temps couplé au manque d'exhaustivité des données a cependant limité notre étude. Cet aspect de la recherche dénote l'importance des documents de sources primaires pour la suite du projet de macro-inventaire. L'inventaire du patrimoine bâti de Tingwick devra donc être complété lors d'un autre volet de la recherche grâce notamment à l'étude du rôle d'évaluation, l'analyse comparative des cartes anciennes, la consultation d'archives, la visite au terrain et la communication avec des personnes-ressources (notamment les ainés de la municipalité). Ces données pourront constituer le point de départ d'un macro-inventaire plus détaillé et d'une cartographie du patrimoine bâti.

Tableau 21.2 – Inventaire préliminaire du patrimoine bâti de Tingwick

Dénomination	**Numéro civique**	**Type de rue**	**Nom de la rue**	**Date d'origine**	**Fonction d'origine**	**Fonction actuelle**	**Notes historiques**
Chapelle de Trout Brook	6-8-10	rue	Jutras	1870	Lieu de culte protestant		Ce bâtiment a été bâti au rang 7 de Trout Brook (Saint-Rémi-de-Tingwick) à l'origine avant d'être déménagé sur la rue Jutras de Tingwick en 1947.
Banque Nationale du Canada	1240	rue	Saint-Joseph	s.d.	Banque	Inconnue	
École Sainte-Famille	1243	rue	Saint-Joseph	1957	École pour garçons	Manufacture de vêtement?	
Cordonnerie Perreault	1261	rue	Saint-Joseph	s.d.	Cordonnerie	Résidence	Une des plus vieilles maisons de Tingwick.
Dépanneur/restaurant Chez Rosa	1262	rue	Saint-Joseph	s.d.	Dépanneur/restaurant		
École anglaise du Rang 7	1272	rue	Saint-Joseph	1935	École de rang	Résidence	Ce bâtiment a été bâti au rang 7 de Trout Brook à l'origine avant d'être déménagé vers 1943 sur la rue Saint-Joseph de Tingwick.
École No 1	1282	rue	Saint-Joseph	1930	École de rang	Résidence	Déménagée à deux reprises (1932 et 1948) pour se retrouver à son emplacement actuel, rue Saint-Joseph.
Maison et magasin J. N. Cayouette	1228-1230	rue	Saint-Joseph	1895	Résidence et magasin	Résidence et bureau de poste	
Maison et magasin Félix Baril	1209	rue	Saint-Joseph	1890	Résidence et magasin	Microbrasserie	
Maison Ouellette	1381	rue	Sainte-Marie (chemin Craig)	Vers 1886	Résidence		Cette bâtisse fut le refuge des premières séances du conseil (salle Roseberry)
Maison Xavier Moreau (maison des notaires)	1387	rue	Sainte-Marie (chemin Craig)		Résidence de la famille De Serres		Appelée « Maison des notaires » en raison des deux notaires, Xaviers Moreau et François Victor Lessard, qui y ont tenu leur profession. Quelques réunions du conseil ont eu lieu a dans cette bâtisse.

Dénomination	Numéro civique	Type de rue	Nom de la rue	Date d'origine	Fonction d'origine	Fonction actuelle	Notes historiques
Maison et magasin J. E. Bourbeau	1375	rue	Sainte-Marie (chemin Craig)	1905	Résidence et magasin	Salon funéraire et bureaux	
Premier magasin J. E. Bourbeau	1184	rue	Saint-Joseph	1888	Résidence et magasin	Résidence	
Maison Morill	830	route	Chemin-des-Lacs	1834	Résidence	Résidence	
Moulin Cantin		chemin	6e rang	1883	Moulin	Abandonné	
École Sainte-Anne	1038	chemin	de l'Aqueduc	s.d.	École de rang	Garage	
	1410	rue	Sainte-Marie (chemin Craig)		Résidence	Résidence	
Côte à Baril	2420	chemin	Craig	1915	Moulin à scie, à bardeaux, à farine, forge	Abandonné	En 1946, la maison familiale est déménagée en haut de la côte au 2380 chemin Craig. En 1956, lorsqu'un nouveau pont est construit sur le chemin Craig voué d'ailleurs à une reconfiguration, une partie de la maison familiale (cuisine d'été) est déménagée au 1441 rue Sainte-Marie. L'autre partie est toujours en place.
Maison Baril (cuisine d'été)	1441	rue	Sainte-Marie (chemin Craig)	1915 (1956)	Résidence	Résidence?	Déménagée à cet emplacement en 1956 en raison d'une reconfiguration du chemin Craig.
Maison Baril	2380	chemin	Craig	1915	Résidence	Résidence?	Déménagée de son emplacement d'origine en 1946.

4.21.6 Conclusion

Synthèse de l'histoire coloniale

Le canton de Tingwick a été colonisé relativement tôt par rapport aux autres cantons du comté d'Arthabaska. Il reçoit en effet ses premiers habitants permanents vers 1790 sur les bords des Trois-Lacs. D'origine irlandaise, ceux-ci sont parvenus dans la région en provenance de Meredith au New Hampshire à la suite de la Guerre de l'Indépendance américaine. Comme une majorité de colons irlandais et anglais s'installent dans la région, le long du chemin Craig, une mission s'ouvre en 1832 et est mise sous le patronage de Saint Patrick. Saint-Patrice-de-Tingwick fera l'objet d'une érection canonique et civile en 1856 et c'est à partir de ce moment que des colons d'origine canadienne-française s'intéresseront davantage à la région.

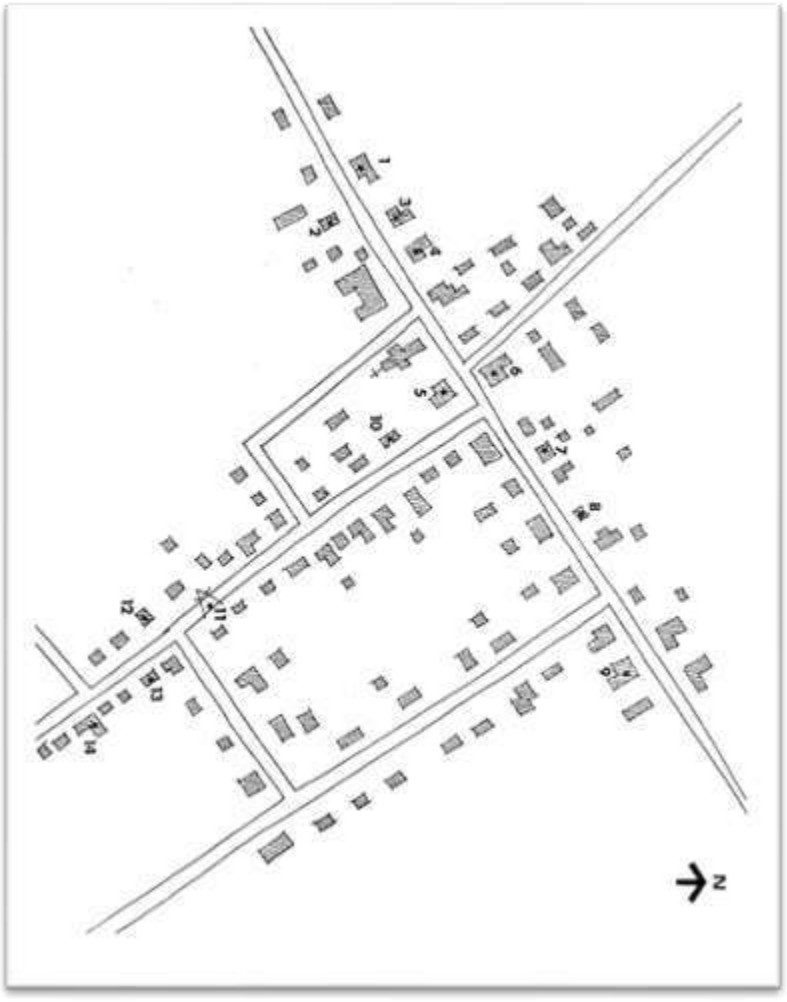

Figure 21.7 – Village de Tingwick où sont représentés des bâtiments à valeur patrimoniale. Tiré de la Société La Haye et Ouellet, 1982.

Avec sa pluralité culturelle, la région témoigne d'un dynamisme certain, directement tributaire de la présence d'un chemin de pénétration, d'axes de rivières favorisant l'exploitation de moulin, des ressources forestières et des richesses agricoles. L'augmentation rapide de la population favorisera d'ailleurs l'ouverture de plusieurs commerces, des industries artisanales ainsi que des établissements civils et religieux. Deux hameaux se sont distingués, l'un à la croisée des chemins Craig et Warwick et l'autre, sur le chemin du 7e rang.

Cependant, la population qui atteignait plus 3 000 habitants en 1880 souffrira, comme plusieurs autres municipalités d'ailleurs, de son isolement et du manque d'opportunités économiques et ce, malgré l'arrivée massive de colons canadiens-français jusqu'au début du XXe siècle; à la fin de la période historique récente, en 1950, Tingwick compte environ 1 500 habitants. C'est ainsi que plusieurs anciens bâtiments ont dû être abandonnés et détruits faute d'avoir été entretenus. De nombreux autres sont, au contraire, le lieu d'activités domestiques et administratives, dont l'intérêt patrimonial particulièrement important à souligner.

Recommandations

Nous avons abordé l'étude de l'habitat rural ancien en identifiant les différentes phases du peuplement, en identifiant les aspects matériels de la culture qui pourraient subsister du développement initial de Tingwick et enfin, en documentant le développement des principaux réseaux de communication. Chacun des aspects abordés dans ce chapitre a ainsi contribué à expliquer divers phénomènes reliés à l'histoire sociale, économique, culturelle et religieuse de ce territoire, dont la présence de certains bâtiments que l'occupation ininterrompue a permis de conserver. Il ne s'agit toutefois pas d'une étude approfondie et beaucoup reste à faire pour documenter, analyser et mieux comprendre les différentes facettes de l'héritage bâti.

La création d'un inventaire exhaustif grâce à l'étude des cartes, des titres de propriété et de l'analyse architecturale au terrain permettra de mener plus loin les efforts de préservation et de mise en valeur du patrimoine tingwickien. Nous proposons ici diverses avenues pouvant mener à une meilleure compréhension du patrimoine bâti :

1) **Choisir des thèmes d'interprétation en fonction de l'impact que les phénomènes sociaux, économiques et culturels ont eu sur la vie des habitants du territoire.** En fait, certains thèmes ont marqué l'ensemble de la MRC alors que d'autres sont plus spécifiques à la municipalité. Ainsi, l'occupation initiale de la municipalité par l'arrivée massive de loyalistes d'origines diverses s'est

concentrée dans la localité de Trout Brook et de St-Patrick's Hill (Tingwick). En revanche, l'occupation canadienne-française est plus tardive, comme ailleurs dans les Cantons de l'Est, et sera réalisée presque exclusivement à Chénier (Tingwick), marquant en même temps l'abandon du second noyau de peuplement.

2) **Pousser plus avant la recherche documentaire en fonction des choix thématiques.** Le processus de mise en valeur des thèmes patrimoniaux choisis devra tenir compte du potentiel qu'ils présentent en regard des richesses archéologiques et documentaires qu'ils recèlent. Pour un thème donné, par exemple l'exploitation forestière, il sera important de connaître en profondeur l'ensemble du phénomène et les différentes phases de son développement, ce qui permettra d'identifier les installations ou les sites les plus représentatifs et les plus susceptibles d'offrir des avenues de mise en valeur ainsi que des facilités de recherches, d'accessibilité, d'aménagement, etc. Parmi les études à réaliser, nous recommandons :

   - Des études reliées au patrimoine bâti et au paysage culturel de la municipalité de Tingwick :
     - Documenter les moulins, les installations agricoles, les zones de culture et d'élevage, les commerces et les petites industries qui ont marqué l'économie de Tingwick de façon à faire ressortir les variantes locales;
     - Documenter, à l'aide de la réalisation d'une chaîne de titre, les diverses propriétés privées répertoriées au macro-inventaire patrimonial;
     - Identifier et analyser les caractéristiques physiques des bâtiments patrimoniaux et équipements associés;
     - Établir des critères menant à la sélection d'immeubles et de sites patrimoniaux voués à être reconnus au niveau fédéral, provincial et/ou municipal;
     - Identifier le potentiel archéologique des établissements les plus caractéristiques en vue de leur protection et d'une éventuelle mise en valeur.

   - Des études reliées au réseau de transport de la municipalité de Tingwick :
     - Identifier les principales caractéristiques physiques des routes et des ponts à l'aide de relevés appropriés;
     - Identifier et documenter les différentes installations associées à l'utilisation du chemin de fer

- Des études reliées aux personnages ayant marqué la municipalité de Tingwick

3) **Poursuivre le macro-inventaire du bâti ancien et le mettre à jour**.

4) À la lumière de la présente recherche historique, nous recommandons également la mise sur pied d'un certain nombre d'autres **mesures visant à mieux protéger et à mettre en valeur le patrimoine bâti de la municipalité de Tingwick**. Ces mesures représentent des pistes de réflexion qui pourront alimenter les débats pour la réalisation d'autres volets d'étude et de mise en valeur prévus à la suite de ce premier volet. Les recommandations présentées devront être développées dans un prochain rapport.

   - Cartographier les éléments du bâti et autres traces culturelles
   - Traduire la présente recherche en un document accessible au citoyen
   - Créer une banque de photographies anciennes
   - Revoir et créer des circuits patrimoniaux
   - Diffuser l'information sur le patrimoine
   - Accompagner et outiller le citoyen
   - Inciter les propriétaires à mettre en valeur leur bâtiment patrimonial
   - Conserver et mettre en valeur les immeubles publics
   - Se doter d'outils d'urbanisme efficaces

Bibliographie

CELAT (1980) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska – Ethnologie.* Arthabaska : MRC d'Arthabaska. Rapport déposé au Ministère des Affaires culturelles, Direction générale du patrimoine, Service des Inventaires.

Comité du Centenaire (1963) : *Album souvenir du centenaire de Tingwick.* Arthabaska : [s.n.], 136 p.

Comité du 125e anniversaire de Tingwick (1987) : *Tingwick, 125 ans... Tant de souvenances!* Tingwick : Paroisse Saint-Patrick de Tingwick, 597 p.

Comité du 150e (2013) : *Parcours partrimonial et historique de Tingwick (1863-2013).* Tingwick : Municipalité de Tingwick, 34 p.

Comité du livre du 150e (2013) : *Tingwick 1863-2013. Une montagne, un sentier, des lacs et des gens accueillants.* Montréal : Société de recherche historique Archiv-Histo inc. 376 p.

Hardy, René, Gamelin, Alain et Carmen Rousseau (1979) : *Publications du Groupe de recherche sur la Mauricie, Université du Québec à Trois-Rivières. Cahier 1 : La Mauricie et les Bois-Francs, chronologie, 1850-1950*, 151 p.

Hinse, Renaud (1984) : *Les Hinse de Tingwick*. Outremont : R. Hinse, 1 v.

Pépin, Jean-Pierre-Yves (2005) : *Tingwick, 1857-1940, comté d'Arthabaska, paroisse Saint-Patrice : 1023 fichiers-images.* Longueuil : Éditions historiques et généalogiques Pépin, 1 CD-Rom.

Pontbriand, B. (1963?) : *Mariages de Tingwick (St-Patrice), comté d'Arthabaska (1856-1963).* Sillery : s.e., 79 p.

Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville. *Répertoire des baptêmes, mariages et sépultures paroisse de St-Patrice, Tingwick, QC : baptêmes (1857-1940), mariages (1857-1970), sépultures (1857-1940).* Victoriaville : Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville, 295 p.

Magnan, Hormisdas (1925) : *Dictionnaire historique et géographique des paroisses, missions et municipalités de la province de Québec.* Arthabaska : Imprimerie d'Arthabaska, 738 p.

MCC (2013) : *Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ)*. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2013) : *Cartographie des sites et zones d'interventions archéologiques du Québec*. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2012) : *Inventaire des lieux de culte du Québec*. Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.lieuxdeculte.qc.ca, consulté en octobre 2012]

MCC (2013) : *Répertoire du patrimoine culturel du Québec (RPCQ).* Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca]

Milot, Jean et Jocelyne Simard (1994) : *Les croix de chemin du Québec : inventaire sélectif et trésor*. Collection Patrimoines. Dossier, 10. Québec, Les publications du Québec.

PARC CANADA (2013) : *Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens.* Gouvernement du Canada. [http://www.historicplaces.ca/]

Société La Haye et Ouellet (1982) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska — Analyse du paysage architectural*. Arthabaska : La Société La Haye-Ouellet, 166 p.

Cartes et plans anciens

1831 Bouchette, Joseph. *To his most Excellent Majesty, King William IV. This topographical map of the districts of Quebec, Three Rivers, St.Francis and Gaspé, Lower Canada : exhibiting the new civil division of the districts into counties pursuant to a recent Act of the provincial legislature; is with his Majesty's gracious and special permission, most humbly and gratefully dedicated by his Majesty's most devoted and loyal Canadian subject.* Londres : James Wyld. BAnQ : 90117.

1867 *Map of the Eastern Townships of Canada : compiled and engraved expressly for the Eastern Townships Gazetteer.* St. Johns : Smith & Co. BAnQ : 107580.

1920 *Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre.* Québec (Province) : s.n. BAnQ : 2684630.

1934 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:63 360]. 21-E-13, Warwick.* Québec Topographique. BAnQ : 2669951.

Sites Internet

Répertoire des municipalités du Québec
http://www.mamrot.gouv.qc.ca

Commission de toponymie du Québec
http://www.toponymie.gouv.qc.ca

Municipalité de Tingwick
http://www.tingwick.ca

Statistique Canada – Profil du recensement
http://www12.statcan.ca/

4.22 Warwick

La ville de Warwick a été au cœur de nombreuses recherches historiques et patrimoniales depuis les années 1970. Plusieurs études synthèses et répertoires alimentent ainsi l'histoire de cette colonie prospère. Les données qui composent le présent chapitre proviennent ainsi de plusieurs sources de référence (voir la liste bibliographique située à la fin du chapitre), mais une attention particulière a été portée à l'étude réalisée par Dawson, Raymond, et Savoie (1999). Ce document regroupe des données d'archives exceptionnelles sur les conditions de l'arrivée des premiers colons, les premières familles à s'être établies et l'évolution du cadre religieux, municipal, scolaire et économique.

À ces sources d'informations s'ajoutent la consultation de divers répertoires renfermant la liste de biens ou sites patrimoniaux ayant une valeur culturelle majeure, tels que le Répertoire du patrimoine culturel du Québec (MCC, 2013), le Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens (Parc Canada, 2013), le Répertoire des lieux de culte du Québec (MCC, 2012), le Répertoire des croix de chemin (Simard et Milot, 1994), le Répertoire toponymique du Québec (Commission de toponymie du Québec, 2013), l'Inventaire des sites archéologiques du Québec (MCC, 2013), le Répertoire de cartographie numérique du site de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec et divers macro-inventaires mandatés par le ministère des Affaires culturelles et élaborés à compter des années 1980 dont ceux du CÉLAT (1980) et de la Société La Haye et Ouellet (1982). Ces documents ont permis d'établir l'état des connaissances et la valeur patrimoniale déjà inventoriée, reconnue, classée ou simplement répertoriée de certains bâtiments.

4.22.1 Site d'implantation

La municipalité de Warwick est située dans le canton de Warwick. Elle comprend aussi le premier rang du canton de Tingwick. Le territoire de cette ville est situé immédiatement au sud de Victoriaville, entre Sainte-Élisabeth-de-Warwick et Tingwick (figure 22.1).

Couvrant une superficie de 116 km^2, la municipalité occupe la région du piémont des Appalaches, se distinguant par des terrains relativement plats caractéristiques des basses terres du Saint-Laurent ainsi que par des terres plus vallonnées qui marquent l'avènement des Appalaches. À cet égard, cette région présente des surfaces légèrement inclinées, tantôt recouvertes d'argile, de limon et de sable fin riches en matière organique, tantôt composées de sable grossier présentant des inclusions de pierre en quantité variable (Till). L'altitude varie entre 140 et 160 mètres (ANMM), mais des collines culminent parfois jusqu'à 200 mètres et même 350 mètres pour le mont Gleason qui se démarquent

magnifiquement. Cette position géographique, au contrefort des basses terres, génère dans la localité de Warwick un microclimat plus chaud que dans le reste de la région.



Figure 22.1 – Limites actuelles de la municipalité de Warwick (Statistique Canada, 2014 : 2439077)

Lorsque les premiers colons Canadiens français parviennent en terres warwickoises en provenance des seigneuries du Saint-Laurent et de la vallée de la Chaudière, ils « envahirent » un territoire forestier giboyeux parsemé de cours d'eau. Warwick est d'abord enserré par la rivière des Pins et des Rosiers, des cours d'eau particulièrement sinueux qui prennent leur source dans les Appalaches et parcourent le territoire warwickois, le premier au centre et le second à l'ouest. La région est également couverte de ruisseaux qui assurent, d'une part, une bonne irrigation des terres fertiles situées dans leur parcours et, d'autre part, le drainage efficace des eaux de fonte. Le sol est en effet favorable à la culture du blé et autres espèces de grains, alors que certaines parties de terre sont plus convenables pour la pomme de terre. L'érable, le merisier, le hêtre, le tilleul, l'orme et la pruche formaient de véritables écosystèmes centenaires qui favoriseront la naissance d'importantes industries du bois.

4.22.2 Familles et personnages

Les premiers colons

Le mouvement de colonisation officiel de la ville de Warwick s'amorce en 1842 par des Canadiens français originaires des seigneuries surpeuplées situées le long du fleuve Saint-Laurent. Les terres du Townships de Warwick ne sont pas encore officiellement

occupées avant cette époque, malgré qu'elles aient été concédées, pour la plupart, à de riches loyalistes anglais à compter de 1792, à la suite de la déclaration d'indépendance américaine. Le canton de Warwick est quant à lui proclamé en 1804.

Des squatters ont probablement occupé les terres warwickoises dès le deuxième quart du XIXe siècle. C'est au cours des années 1830 que des colons peuplèrent la région et favorisèrent la création d'un hameau d'habitants. En 1839, une pétition pour la création d'une mission catholique est signée par près de 30 squatters (tableau 22.1).

Les premiers colons du canton de Warwick à acquérir leur terre de façon *légale* sont arrivés en 1842, malgré la difficulté des routes quasi inexistantes. Il s'agit de J. B. Robida (Batoche), Olivier Leclerc et J.B. Gauthier, père de Louis Gauthier. En 1844, Jean Béliveau, Ignace Demers, J. B. Perreault, J. B. Lafrance et Joseph Painchaud, vinrent les rejoindre. Une fois entamé, le mouvement de colonisation ne ralentit jamais.

Il ne fallut d'ailleurs qu'une quinzaine d'années, soit en 1854, pour que la petite communauté warwickoise d'une centaine d'habitants se dote d'un chemin de fer. Évènement d'une grande importance, l'arrivée du chemin de fer facilita autant qu'il accentua le mouvement de colonisation. Elle recentra, comme il sera présenté plus loin, les activités du village autour de la gare, et favorisa la vente des produits de la forêt et de la terre jusqu'aux ports du fleuve et de l'Atlantique.

Tableau 22.1 – Les pionniers canadiens-français de Warwick recensés en 1839 (Dawson et al., 1999)

François Béliveau	Louis Boisvert	Louis Laurent
Olivier Béliveau	Olivier Boisvert	Bélaire Leduc
Pierre Béliveau	François Dupré-Boisvert	Louis Martin
Élisée Bergeron	Jean-Baptiste Houle	Gilbert Poirier
Georges Bergeron	Joseph Houle	Joseph Poirier
Gilbert Bergeron	Gervais Labelle	Raphaël Poirier
Narcisse Bergeron	Joseph Labelle	Jean-Baptiste Prince
François Blanchet	Jean Landry	François Saint-Cyr
Louis Blanchet	Augustin Larochelle	Olivier Saint-Cyr

Tableau 22.2 – Les pionniers anglo-saxons de Warwick (source : Dawson et al., 1999)

Edward Barry	Dennis Frawley	Michael Jenning	Hohn Raims
James Bowhan	John Frawley	John King	John Slaterry
John Brindle	John Gorman	Michael Ling	Patrick Slaterry
Richard Brosman	Lawrence Gorman	George McGauran	Alex Sproull
William Campbell	Patrick Gorman	Matthew Murphy	Patrick Tearney
Michael Canady	Thomas Hickey	Dennis Nolan	Michael Welch
M. Dowling	M. Jackson	James Perkins	M. William

Personnages importants

Outre les nombreuses familles qui ont participé à l'éclosion démographique, culturelle et économique de la colonie, plusieurs personnages originaires de Warwick ou ayant œuvré au sein de cette municipalité, ont marqué les mémoires de la municipalité.

L'abbé Suzor compte parmi ces personnages illustres. C'est sous le ministère de l'abbé Suzor que la présence catholique dans les Bois-Francs a connu un développement remarquable. Warwick lui doit, entre autres, l'organisation des prémisses à l'édification d'une véritable paroisse : acquisition d'un terrain pour l'éventuelle construction d'une église et d'un presbytère.

Le curé Pothier dont les préoccupations morales et spirituelles étaient fortes s'investissait également dans l'intégration d'institutions religieuses au sein de la paroisse grandissante. Il est à l'origine de l'arrivée des sœurs de l'Assomption de Nicolet dans une maison d'enseignement destinée aux jeunes filles de Warwick.

Parmi les hommes qui ont participé activement à l'économie de Warwick se trouve Honoré Pépin, important marchand général; Félix Baril, grand propriétaire terrien; Raizaine Beaumier, agriculteur prospère; Alphonse-Cyrille Letarte (surnommé : le « Boss » Letarte), actionnaire, directeur, vice-président puis président de la *Dominion Comb and Novelties Company* dont la production consistait en la fabrication d'objet celluloïd; et enfin Louis Triganne : important marchand du village entre 1872 et 1908. En 1872, il achète l'emplacement de son futur commerce d'Éphrem Hudon et fils Compagnie, des marchands associés de Montréal. La maison et le commerce sont voisins. Louis Trigane tiendra le bureau de poste dans son magasin entre 1874 et 1899 et sa fille, Rosa Triganne lui succèdera jusqu'en 1912. Félix-Ovide Baril deviendra acquéreur du commerce en 1929. La bâtisse qui fut à l'époque son commerce brûle vers 1965 (aujourd'hui le stationnement de la Clinique médicale).

Origine des familles

Comme ailleurs dans les Cantons de l'Est, le surpeuplement des seigneuries a mené certaines familles à chercher de nouvelles terres à exploiter. Plusieurs d'entre elles s'enfonceront dans les forêts du piémont appalachien, et y construiront, d'abord, de rustiques cabanes de bois rond afin de s'y installer à titre de « squatters ». Comme le clergé a favorisé l'ouverture des derniers cantons grâce à l'aménagement de chemin et encouragé l'occupation canadienne-française, vers 1840, des dizaines de familles canadiennes-françaises migreront vers ce canton. Les familles arrivées à Warwick avant 1854, sont en grande majorité originaires des paroisses situées près du fleuve dont celles

de la Pointe-de-Lévis, Saint-Henri de Lauzon, Sainte-Claire de Dorchester, Saint-Nicolas, Saint-Antoine de Tilly, Saint-Pierre-les-Becquets, Montmagny, Bécancour, Gentilly, Saint-Grégoire et Nicolet.

Situé à la « porte des Bois-Francs », Warwick saura aussi attirer des familles originaires des cantons situés plus au sud pour les perspectives d'avenir qu'elle leur offrira. Il en est de même pour les familles d'origine anglo-saxonne catholiques et des familles protestantes qui profiteront du chemin de fer et des opportunités de travail. Il fut même un temps, lorsque les premières industries artisanales puis manufacturières se positionnèrent avec succès, où des familles des paroisses avoisinantes migrèrent dans le canton de Warwick.

4.22.3 Faits historiques

Histoire religieuse

De 1841 à 1857, la mission de Warwick était desservie par les curés œuvrant principalement dans les paroisses voisines. Avant la construction de la première chapelle, les premiers habitants devaient se rendre aux pointes Buldstrode ou à Arthabaska pour pratiquer leur foi en présence de leur prédicateur. Par la suite, la maison des particuliers servait aux offices religieux. La maison de Jean-Baptiste Perreault, une cabane de bois rond érigée sur le 3e lot du 5e rang, servit ainsi de lieu de culte dans les premiers temps de la colonie (Dawson *et al.*, 1999). Établis depuis peu de temps sur leurs nouvelles terres, les colons n'avaient à offrir au missionnaire que leurs rustiques installations en guise de logis et de lieu de culte.

Les colons s'étant installés sur les terres de Saint-Médard se rendaient donc aux Pointes Buldstode pour assister à la messe et recevoir les sacrements. Suivant les recommandations du curé Olivier Larue de Gentilly qui avait établi une mission dans la région d'Arthabaska en février 1838, l'archevêque de Québec lui accorda les services d'un vicaire, l'abbé Denis Marcoux pour assurer le service religieux à la mission de Saint-Médard. Comme l'abbé Marcoux tomba malade au début de son mandat, la messe était donnée par le curé de Gentilly jusqu'en 1840. C'est à partir de cette date que l'abbé Marcoux débute officiellement la desserte de cette mission. Sa charge fut pourtant de très courte de durée. Les registres historiques soutiennent à ce sujet que le premier office religieux réalisé au printemps 1841 revient, non pas à l'abbé Marcoux, mais bien à l'abbé Clovis Gagnon, curé de Plessisville (Dawson *et al.*, 1999).

Plusieurs autres missionnaires se succédèrent ensuite, l'abbé Hubert Robson (1843-1844), l'abbé Clovis Gagnon (1844-1848), l'abbé Moïse Duguay (1848-1849), et l'abbé

Paul de Villers (1849-1851) qui déplacèrent le lieu de culte provisoire vers l'ouest, en célébrant la messe chez Jean-Baptiste Lafrance dit Dubois (sur le sixième lot du premier rang, emplacement du premier cimetière) puis chez Édouard Legendre (sur le neuvième lot du premier rang). Ces déplacements successifs des lieux de célébrations vers le sud-ouest du canton démontrent comment la communauté warwickoise s'est d'abord établie dans la portion nord-est du canton, et qu'elle s'évada progressivement de son centre colonisateur en suivant un axe privilégié, celui du 1er rang, qui la mena vers le sud (Dawson *et al*., 1999 : 32).

Tableau 22.3 – Les missionnaires et curés de la paroisse de Saint-Médard-de-Warwick

Nom	**Année**	**Nom**	**Année**
Abbé Olivier Larue, 1er missionnaire	Avant 1839	Abbé Télesphore Lacoursière, 1er curé	1860-1864
Abbé Denis Marcoux	1839-1840	Abbé Benjamin Cyrille Bochet	1864-1864
Abbé Hubert Robson	1843	Abbé Louis Pothier	1865-1897
Abbé Clovis Gagnon	1840-1848	Abbé Joseph Elzéar Tessier	1897-1908
Abbé Moïse Duguay	1848-1849	Abbé Philippe-Antonio Gouin	1908-1919
Abbé Paul de Villers	1849-1851	Abbé Élisée Gravel	1919-1930
Abbé Philippe-Hippolyte Suzor	1851-1857	Théophile Melaçon	1930-1938
Abbé Télesphore Lacoursière (résident)	1857-1860	Arthur Leblanc	1938-1955

En plus de recevoir les assemblées religieuses, Édouard Legendre, cultivateur prospère, possédant une des six maisons de charpente que comptait la communauté naissante, eut l'honneur d'être élu marguiller. Sachant lire et écrire, il présidait parfois aux assemblées religieuses et faisait la lecture du livre religieux à ces voisins. Il offrit une partie de sa propriété terrienne à la communauté pour l'érection de la première chapelle. Le premier conseil de fabrique, responsable des fonds et des revenus affectés au lieu de culte, a été formé par huit paroissiens, dont Édouard Legendre, Joseph Cailloux, dit Comeau et Félix Durand, ainsi que du missionnaire-desservant.

La communauté de foi catholique doit l'avènement de la première chapelle, non pas à l'abbé Clovis Gagnon (1844-1847) tel que le mentionne l'historien Mailhot dans son ouvrage sur les Bois-Francs (Mailhot, 1969), mais à Moïse Duguay, son successeur qui desservit la mission entre 1847 et 1849 (Dawson *et al*. 1999 : 33). La construction de la première chapelle a ainsi été réalisée l'année suivant la nomination d'un nouveau missionnaire, l'abbé de Villers en 1850, ce dernier ayant acquis le titre de prêtre desservant quelque 15 mois après la desserte de l'abbé Duguay. Cette première chapelle desservait à cette époque la majorité francophone qui s'était établie dans le canton. Quelque dix ans plus tard, ce paysage humain avait considérablement changé. En effet, à ces premiers Canadiens catholiques originaires des terres situées plus au nord, s'étaient joints des Irlandais catholiques puis des Anglo-saxons protestants.

Malgré la restructuration du territoire religieux au début des années 1850 (notamment la création du diocèse de Trois-Rivières), la requête des colons pour l'obtention d'une paroisse s'est fait entendre en décembre 1853 et la paroisse a été canoniquement et civilement créée à compter de 1860.

L'ouverture de la nouvelle paroisse de Saint-Christophe, située près du canton de Warwick, aura tôt fait d'octroyer au village Héroux la couverture religieuse attendue. C'est sous le ministère de l'abbé Suzor (1851-1857) que la présence catholique dans les Bois-Francs a connu un développement remarquable. Warwick lui doit, entre autres, l'organisation des prémisses à l'édification d'une véritable paroisse : acquisition d'un terrain pour l'éventuelle construction d'une église et d'un presbytère.

La construction du premier « presbytère » est ainsi réalisée vers 1855. Il s'agit d'une maison qui permettrait de célébrer la messe tout en permettant au missionnaire desservant d'y séjourner, et qui, plus tard, pourrait servir de foyer permanent au prêtre résident.

À cette époque, l'abbé Suzor considérait que la petite chapelle de fortune ne répondait déjà plus aux besoins cultuels de la paroisse naissante. Cette première bâtisse servirait plutôt de sacristie ou de salle publique. En 1856, l'abbé Suzor fit également construire une écurie, un hangar et une remise à proximité du « presbytère », sur les parcelles de terre qu'il a acquises entre 1852 et 1854.

L'abbé Télésphore Lacoursière, missionnaire (1857-1860) et premier curé de Saint-Médard (1860-1864), fut envoyé à Saint-Médard et à Chester à titre de missionnaire résident. Comme Saint-Médard possédait un lieu de culte, c'est en ce lieu qu'il s'établit.

Alors que le besoin pressant d'un véritable lieu de culte catholique se faisait sentir à la suite de l'arrivée massive de nouveaux colons, le 10 août 1864, le passage d'un ouragan dévasta une partie du village de même que la vieille chapelle et le presbytère attenant. Cet évènement dévastateur a retardé du même coup l'élévation de l'église tant attendue, les coûts associés à sa construction étant trop élevés.

Il faut mentionner que l'abbé Lacoursière a reçu des blessures importantes lors de cette tempête. Il aida, tant bien que mal, à remettre la paroisse en ordre, mais dut se retirer à Sainte-Geneviève-de-Batiscan où il décéda le 22 février 1867. Sa desserte aura été de courte durée, mais elle favorisa la construction d'une piètre chapelle de bois pour la pratique de la foi. Une école inachevée servit également de lieu de culte. Enfin, dès la fin de l'année 1864 en attendant les fonds nécessaires à l'érection de l'église, un autre lieu de célébration des offices religieux a été construit pour mieux répondre à l'ensemble des besoins rituels. Dix années passèrent avant que ne soit érigée l'église de pierres. Il

semblerait que cette la chapelle, initialement située sur le chemin Arthabaska, ait été déplacée au village vers 1864-1865.

La visite de Mgr Cooke à Warwick au milieu des années 1860 aura tôt fait de raviver le déploiement religieux dans le village Héroux. Son passage a également favorisé la protection du patrimoine religieux immobilier puisqu'il recommandait « d'enclore et de relever le cimetière désaffecté, situé à plus d'un kilomètre de la chapelle, sur la terre de James Campbell (Dawson *et al*., 1999 : 40) ». Le 8 avril 1865, Mgr Cooke décrétait ainsi la nécessité d'établir un nouveau cimetière de même que le besoin de construire un nouveau presbytère avec dépendances (Dawson *et al*., 1999 : 52).

Les travaux furent confiés à Édouard Hamelin, entrepreneur et constructeur d'églises de Saint-Barthélemy. Édifié en 1865 et 1866, le presbytère était habillé d'un parement de pierre, telle que le sera la future église. Ce fut Cyrias Ouellet qui hérita du contrat de construction de l'église. L'élévation étant achevée en 1874, la bénédiction de l'église de style néo-baroque a été réalisée cette même année. Il fallut attendre quelques années encore pour parachever le décor intérieur de l'église puis voir la création de la nouvelle paroisse de Sainte-Élisabeth, par le démembrement d'une partie de Saint-Médard, ayant mené à Saint-Médard, la diminution des revenus paroissiaux :

> Principal artisan de la reconstruction de l'église Saint-Médard, le curé Pothier peaufina l'œuvre entreprise. En février 1880, il érigeait un chemin de croix dans la sacristie, tandis qu'un second était prévu pour la nouvelle église. Ces œuvres semblent avoir été exécutées par le sculpteur montréalais C. Mariotti, dont la présence est signalée à Warwick vers 1882. À l'automne 1881, le curé faisait installer un carillon de 3 cloches [en provenance des États-Unis] dans un clocher haut de 190 pieds, recouvert de fer-blanc, qui dominait l'église (Dawson *et al*., 1999 : 52).

Une dernière étape réalisée en 1888 et permettant d'exécuter les derniers travaux de l'église grâce à l'entrepreneur Georges Héroux et l'architecte G. Émile Tanguay, a consisté à orner l'église de colonnes en pilastres corinthiens baroques. À cela s'ajoutaient trois statues logées au centre entre des arcades et deux anges reposant sur des colonnes encadrant une coupole.

Dans la foulée de cette construction grandiose, les paroissiens demandèrent un nouveau presbytère. Les travaux entrepris en 1890 ont été une fois de plus octroyés à Héroux qui construisit, à l'emplacement de l'ancien, un presbytère d'inspiration victorienne richement orné au parement de brique rouge (briquèterie Desrochers) et au toit recouvert de tôle. La modeste maison à un étage et demi et au toit à deux versants qui faisait office de presbytère a été démolie. L'allure de ce presbytère ne pouvait que faire transparaître l'aisance financière de la paroisse acquise au cours des dernières années.

Au début du XXe siècle, l'architecte Émile Tanguay reçut le contrat de construire une allonge au jubé et d'en ajouter des bancs. Comme les transformations ont créé des insatisfactions faute d'harmonie avec l'ensemble du décor, il fut décidé, en 1909, d'apporter d'autres réfections majeures à l'église. L'architecte Louis Caron, reconnu pour l'excellence de ses constructions d'églises, ajoutait donc des transepts, « qui logèrent les chapelles latérales » et qui furent recouverts de pierre de taille afin de réconcilier l'ensemble de la nouvelle œuvre avec les structures déjà antiques en pierre des champs. Quant au curé Philippe-Antonio Gouin (1908-1919), il profita des travaux pour « rafraichir la nef » et « doter l'église d'œuvre d'art ».

Jusqu'en 1843, le cimetière du 12e rang de Bulstrode assurait la disposition des morts de Warwick. Le premier cimetière de la paroisse a été en service entre 1843 et 1848 et il était situé sur le 6e lot du 1er rang de Warwick, sur la terre de J. B. Lafrance dit Dubois. Un deuxième cimetière, cette fois établi sur le lot 9 du 1er rang, près de la chapelle construite par l'abbé Gagnon, ne convenait déjà plus au besoin des paroissiens en 1865. Un nouveau est établi en 1873, sur le site de la future église de pierre. Les corps des deux anciens cimetières seront transférés dans ce troisième cimetière (Kirouac et Labelle, 1999). Considérant que la présence d'un cimetière au centre du village n'était plus adaptée au mode de vie de la communauté, en 1895, il fut résolu d'en construire un nouveau sur un terrain acquis par la fabrique sur le treizième lot du 2e rang, chez Joseph Lemay, à l'angle de la route 116 et de la route qui mène à Saint-Albert (Dawson *et al*., 1999 : 54). Les corps de l'ancien cimetière n'ont été exhumés et transférés qu'en 1910 pour trouver place dans le nouveau cimetière.

En somme, huit missionnaires et treize curés ont desservi la communauté de Saint-Médard-de-Warwick et chacun a laissé sa marque au sein de la communauté, que ce soit au travers les registres ou bien l'érection d'un monument. Comme partout ailleurs, le troisième quart du XXe siècle marque le début du recul de la foi religieuse et l'abandon progressif des lieux de culte. Au cours de la Révolution tranquille, l'Église retrouve « la place modeste qu'elle occupait il y a deux siècles passés (Dawson *et al*., 1999 : 29). »

Il ne faut pas oublier que si le canton se peuplait, à fortes proportions, de Canadiens français catholiques, des colons d'autres origines ont également contribué à l'édification de la paroisse (Dawson *et al*., 1999 : 44). Des Anglo-saxons, attirés par les développements dans le secteur du bois de sciage, se sont également établis sur les terres warwickoises et en ont modelé le paysage lors de l'édification de bâtiment religieux dont la nature trahissait leur origine : Irlandais non catholiques et anglo-protestants (anglicans, méthodistes, congrégationalistes). Le premier temple presbytérien, l'« Union Church », a été bâti sur le 25e lot du 1er rang de Warwick, au sud du chemin Egremont.

En bref, une fois qu'ils étaient bien installés sur leur terre, principalement le long de la route provinciale, les premiers colons ont cherché, à compter de 1853, à développer une autonomie en se dotant « des structures qui convenaient à son encadrement et à son développement ». Il faut dire que le premier temple presbytérien, l'« Union Church » bâti sur le 25e lot du 1er rang, au sud du chemin Egremont, répondait à la multiplicité des confessionnalités qui a marqué l'occupation initiale des Cantons de l'Est (Dawson *et al*, 1999 : 42) alors que l'édification de l'église à la fin du XIXe siècle présupposait à ce moment l'affirmation d'une identité majoritairement catholique.

Histoire municipale

La paroisse de Saint-Médard-de-Warwick devra attendre jusqu'au 1er juillet 1860 pour voir son décret d'érection canonique. En réponse à la requête présentée le 14 janvier 1860 et au procès-verbal rédigé par l'abbé Suzor, les limites de la paroisse ont été établies comme suit :

> (…) le premier, le second, le troisième, le quatrième et le cinquième rangs de Warwick et le premier rang de Tingwick, comprenant une étendue de territoire d'environ 9 milles de front sur environ 6 milles de profondeur, borné au nord-est, par le township d'Arthabaska, vers le sud-est par la ligne qui sépare le second rang d'avec le premier rang de Tingwick, vers le sud-ouest, par le township de Kingsey et vers le nord-ouest, par la ligne qui sépare le cinquième du sixième rang du township de Warwick (AEN, fonds Warwick, 1860 dans Dawson *et al*. 1999 : 43).

Quant à l'érection civile de la municipalité de ville de Warwick, elle sera effective l'année suivante. Dès l'érection civile de la paroisse, le premier rang de Tingwick et plus tard, en 1879, le deuxième rang de Tingwick se détachent de leur canton d'origine pour se joindre à la municipalité rurale de Warwick (Mailhot, 1969).

Durant le ministère du curé Pothier, deux modifications ont été portées au territoire paroissial (Dawson *et al.*, 1999 : 54). D'abord, en 1872, le détachement de la partie sud-ouest de la paroisse, un secteur connu sous le nom de « Petit-Warwick » situé en marge de la rivière aux Rosiers, pour former Sainte-Élisabeth, a été motivé par la distance à parcourir afin de se rendre à la chapelle (état des chemins, rivière à traverser). Deuxièmement, en 1880, Warwick vit l'annexion des sept premiers lots du 2e rang de Tingwick. Les habitants de ce secteur étaient attachés à la paroisse Saint-Patrice, mais participaient depuis longtemps à la vie religieuse de Saint-Médard, attendant depuis aussi longtemps l'annexion de leur terre à cette paroisse.

Sous le ministère de l'abbé Gouin, en 1916, la paroisse perdait une partie de son territoire. Les deux premiers lots du 3e rang et les trois premiers lots du 4e rang passaient

à la paroisse de Sainte-Victoire. En 1921, sous le ministère de l'abbé Élisée Gravel (1919-1930), la paroisse de Saint-Médard récupéra le lot no 8 du 2e rang de Tingwick, propriété de Josephat Croteau. Enfin, le village de Warwick proclamé en 1866 devint ville en 1955.

Tableau 22.4 – Les maires de la municipalité du Township de Warwick

Nom	**Année**
William Farrel	1855-1857
Jules Leclerc	1857-1858
John Slatery	1858-1860
Trefflé Dorais	1860-1864

Tableau 22.5 – Les maires du canton de Warwick

Nom	**Année**
Bernard Garneau	1864-1868
Frédéric Pothier	1868-1879
Damase Bussière	1879-1880
Ferdinand Paré	1880-1882
Germain Béliveau	1882-1893
Charles Desrochers	1893-1895
F.-Xavier Desrochers	1895-1898
Pierre Morin	1898-1900
Wilfrid Fournier	1900-1912; 1914-1916
Édouard Barbin	1912-1914
Joseph Desrochers	1916-1923
Trefflé Brisson	1923-1928
Ferdinand Cantin	1928-1931
Joseph Carrier	1931-1936
Eugène Lavertu	1936-1938
Ludger Laroche	1938-1940

Tableau 22.6 – Les maires de la ville de Warwick

Nom	**Année**
Bernard Garneau	1864-1872
Étienne Vaillancourt	1872-1876
Louis Triganne	1876-1878; 1880-1882
Honoré Pépin	1878-1880
Félix Baril	1882-1903
Bernard Charest	1903-1909
Georges Paradis	1909-1919
Louis-Honoré Pépin	1919-1923
André Gingras	1923-1925
F.-Ovide Baril	1925-1937
Alphonse C. Letarte	1937-1941

L'histoire scolaire

L'histoire scolaire a devancé l'organisation administrative, si bien qu'en 1851, le recensement mentionne que le canton de Warwick comptait déjà une école qui accueillait 50 enfants (Dawson *et al*., 1999 : 120). L'appartenance culturelle de cette école n'est pas connue, mais plusieurs indices portent à croire qu'elle n'était ni catholique ni anglicane, mais desservait une population canadienne-française. De fait, les registres soulignent que Thomas Stewart donna, en 1856, un terrain situé sur le lot 27 du 2e rang, afin d'y aménager une « école dissidente » qui ne serait rattachée à aucune pratique religieuse. Néanmoins, la toute première école devait servir la communauté catholique francophone qui comptait déjà un bon nombre de membres établis.

D'après les recherches de J. L. Boucher, T. Bussière et L. Comtois (1970), cette première école rurale de Warwick n'était guère différente des écoles de rang rustique habituellement rencontrées dans les jeunes paroisses. Le témoignage d'une institutrice en 1861 sur la première école de Warwick en est concluant à cet égard :

> Humble maison de bois 24 x 30 pieds, lambrissée de planches debout, blanchies à la chaux, n'ayant que quatre fenêtres, ne laissant entrer parcimonieuse; j'avais deux classes, mais possédais qu'une seule porte ouvrant dans la classe des grands; alors les petits devaient nécessairement traverser cette classe pour se rendre dans la leur. Mobilier des plus restreints : une longue table et deux bancs sans dossier pour chacune des classes. Dans un coin de la classe des grands, un banc rustique portait une chaudière non couverte, une tasse pendait au bout d'une longue chaîne et chacun venait boire à cette même tasse. Le puits était situé à quelques distances de l'école. Une rangée de grands clous décoraient les murs. Un tableau noir était suspendu sur ses pattes, dans un coin, un raide escalier conduisant au logement des institutrices : minuscule cuisine et deux chambres à coucher sans fenêtre (dans Boucher et al. 1970).

Déjà en 1885, la paroisse comptait 11 écoles, en plus du couvent. Aucune précision n'est rapportée dans la littérature concernant l'emplacement des premières écoles de rangs. Dawson, Raymond et Savoie (1999 : 120), rapporte cependant, au sujet des trois premières écoles catholiques, qu'elles devaient être situées dans les secteurs les plus densément occupés par la population francophone, ce qui était le cas du lot numéro 3 du deuxième rang, des environs du lot numéro 9, dans le premier rang, et dans le premier rang de Tingwick. Mentionnons qu'une école protestante aurait également été fréquentée, jusqu'en 1860, par les Irlandais catholiques qui s'étaient implantés du côté du « Petit Saint-François » (idem, 1999 : 120).

Quant au couvent de Warwick, en tant que pensionnat, il accueillait de nombreuses jeunes filles entre 1882 et 1968. Au total, les religieuses y dispensèrent l'instruction et l'éducation à quelque 5 400 élèves dont près de 2 000 pensionnaires. En 1968, le couvent fut transformé en maison d'accueil pour les religieuses à la retraite alors que depuis 1999,

il est devenu le centre d'accueil « La Traverse » et reçoit des jeunes délinquants pour de courts séjours.

Au début du XXe siècle, la paroisse compte quatre écoles de plus, ce qui rapporte le nombre à quinze écoles, selon le rapport du curé Gouin établi en 1912 (Dawson *et al.*, 1999 : 124). En 1908, la paroisse assistait à une modification au sein de la Commission scolaire; deux Commissions scolaires, plutôt qu'une, se partageaient dorénavant la gestion des écoles : celle du village et celle de Saint-Médard de Warwick. L'accroissement constant de la population étudiante exigeait périodiquement l'ouverture de nouvelles classes. Entre les années 20 et 40, la Commission scolaire n'entreprit aucun travail de construction. Lorsque l'instruction devint obligatoire en 1946, le manque d'espace devint un problème contraignant.

L'école Sainte-Marie (construite initialement vers 1895) ne suffisait plus, au cours de cette période, à combler l'éducation des élèves rendus trop nombreux. Pour pallier temporairement au manque de place dans les écoles déjà en place, on vit l'ouverture de nombreux locaux provisoires et même, en 1948-1949, l'achat par la Commission scolaire, de vieilles maisons afin d'y aménager des classes. La construction de l'Académie Saint-Médard de Warwick (1950) signait l'arrivée des frères de l'Instruction chrétienne (1951), et soulagera le manque d'effectif des dernières années en regroupant sous le même toit des garçons de différentes années. Cette école deviendra une école primaire en 1963. Notons cependant que l'exigüité des écoles limitait toujours l'accès à de nombreux jeunes élèves, et c'est dans ce contexte que fut érigée l'école Sainte-Jeanne-d'Arc en 1954. Alors que la Commission scolaire détenait enfin les infrastructures appropriées, la vieille école Sainte-Marie fut la proie d'un important incendie en 1958. Dès 1959, elle fut reconstruite à neuf sur le même site.

Comme ailleurs au Québec, le rapport Parent sur la réforme de l'enseignement de même que la révolution sociale qui prenait de plus en plus d'ampleur ont mené à une complète réorganisation du système scolaire et la centralisation de l'enseignement. Dès le début des années 1960, on assista entre autres à la fusion des commissions scolaires locales, la création du secteur primaire et secondaire, à l'attribution de nouvelles vocations aux écoles déjà existantes, au départ des Frères de l'Instruction chrétienne et plus tard des religieuses de l'Assomption, à la fermeture des écoles de rang et au transport de tous élèves de la municipalité vers les écoles du village.

Histoire économique et industrielle

L'économie de Warwick débuta comme celle des municipalités voisines, grâce à l'exploitation de la forêt riche en bois franc. Déjà en 1852, à l'emplacement de l'usine à croustilles Yum Yum (40, rue du Moulin) (Kirouac et Labelle, 1999), la population disposait d'un moulin à scie et à farine aménagé sur la rivière des Pins, à la limite du village, et de deux tanneries qui exploitaient le tanin extrait de l'écorce de pruche, un conifère présent en abondance dans la région. On comptait aussi deux magasins généraux, dont un était situé près du moulin et de la tannerie Richardson, pour satisfaire les besoins alimentaires et les soins quotidiens. Une école accueillait irrégulièrement une cinquantaine d'enfants (sur les 200 que comptait la communauté à cette époque).

L'industrie forestière et l'aménagement de moulins à scie

Les moulins à scie connurent leur heure de gloire durant la deuxième moitié du XIXe siècle. La capacité de « domestiquer » l'eau grâce à la construction de canaux et de grandes roues permettait de procurer l'énergie motrice nécessaire au fonctionnement des scies et des meules dont les moulins étaient garants. La région de Saint-Médard de Warwick était traversée par deux rivières à débit exploitable et sa couverture était riche en bois de qualité. L'importance de la demande aura tôt fait de favoriser le développement de cette industrie.

L'Irlandais Thomas Hickey était un opérateur de moulin important. De la demande naquirent plusieurs autres entreprises de commercialisation du bois, dont celles d'Arthur Mercier, de Laurent Pépin et de Louis Foisy. Le moulin d'Arthur Mercier a vu plusieurs propriétaires se succéder à la fin du XIXe siècle et en 1884, il passa même aux mains de Félix Baril et de ses fils. Vers 1897, Joseph Vézina s'en porta acquéreur, mais il le vendit peu après à Laurent Méthot. Détruit par un incendie, il fut reconstruit par André Gingras. Quant au moulin à scie de Louis Foisy, premier maire de Victoriaville, il occupait le lot no 11 du 8e rang. Son entreprise alimentait une partie de l'activité forestière de Warwick, mais était localisée sur le territoire de la paroisse Saint-Albert.

De l'agriculture de subsistance à l'agriculture commerciale

Au début de la colonie, la municipalité comptait son lot de fermiers et, en services complémentaires, les moulins transformaient les produits de l'agriculture et de l'élevage. Le meunier assurait la mouture du grain (Garneau, Raphaël Hamel, Pépin, Vallée, Jacques Blais) et le cardeur cardait la laine (Laurent Méthot). Le premier moulin à farine est celui construit dès 1852 en marge de la rivière des Pins, dans le quatrième rang. Un

deuxième moulin était à la propriété de Xavier Mercier, succédant au meunier Louis Fiset, et était fonctionnel à partir de 1882.

Si l'agriculture du blé, de la pomme de terre et de l'avoine constituait au début de la colonie le pilier de la subsistance, ce type d'exploitation deviendra pour certains le moteur d'une économie fructueuse, particulièrement grâce aux possibilités d'exportation qu'apporta le passage du chemin de fer au cœur du village de Warwick. Par contre, à partir du deuxième quart du XXe siècle, alors que les premières industries orienteront la vocation industrielle contemporaine de Warwick, plusieurs cultivateurs se tourneront dorénavant sur l'élevage et la production laitière. En 1928, un minimum de trois fromageries sont reconnues : Abdon Méthot, propriétaire d'une fromagerie; le beurrier Alphonse Perreault; et le fromager Alfred Pouliot.

Le développement de tanneries

Une importante tannerie installée sur la rivière des Pins, près de la voie ferrée, à la limite ouest du village, a été opérée par Thomas Robert Richardson qui fournissait des cuirs de qualité pour la confection de chaussures (Dawson *et al.*, 1999 : 58). C'est en 1872 que les parents de Thomas achetèrent les lots d'un important commerçant de bois, George Benson Hall, afin d'y bâtir une tannerie qui fournirait le cuir à leur manufacture de Québec. L'emplacement favorable, au cœur d'une forêt riche en pruche et à quelques pas du chemin de fer qui assurerait le transport du produit, a favorisé le succès de cette industrie.

Les commerces et services

À la fin du XIXe siècle, Saint-Médard de Warwick se définissait déjà comme une communauté autonome et active au niveau économique. Avec ses quelque 2000 habitants, la municipalité n'était plus un « lieu embryonnaire de colonisation », mais bien un lieu où se développaient des métiers traditionnels et aussi de nombreux services (Registre de 1882 dans Dawson et *al.*, 1999 : 58).

Parmi les artisans, la jeune municipalité comptait ainsi les services de forgerons (dont les pionniers sont : Modeste Beaudet, Joseph Binette, Napoléon Lavoie, Édouard Plourde et Joachim Thibeault), maréchal ferrant (Adolphe Mailhot), carrossier (Moïse Petit), charrons (Moïse Petit, Henri Soucy, Onésime Gaudet, François Mailloux), selliers (Hector Therrien, Thomas Blais), voiturier (Ferdinand Gingras), charretiers (Damase Boutin, Fabien Beaudoin, Eucharist Tremblay), cordonniers (entre autres François Bussière, Édouard Lord, Pierre Lacroix et Eugène Rousseau) et maçon (Joseph Beauchesne). On comptait aussi un maçon.

Le premier magasin général est probablement celui de Louis Trefflé Dorais lequel était désigné comme « marchand » dans un bail signé devant le notaire Théophile Côté en 1857. Félix Baril acheta le magasin de Dorais en 1880 et fut renommé pour la variété des produits qu'il rendait disponible. De son côté, Honoré Pépin ouvrit son magasin général en 1870, lequel demeurera en opération jusque dans les années 1940 et fournissait ainsi à la population des provisions, épiceries, ferronneries et autres articles de mode. Louis Triganne, maître de poste (1874-1899) et maire du village (1876-1878), possédait également un magasin bien nanti, probablement le mieux nanti de la région d'après les journaux de *La Patrie* et *La Revue colombienne* (Dawson *et al*., 1999 : 59). Il y eut en tout pas moins de huit magasins qui offraient des produits complémentaires. Dans le secteur alimentaire, Saint-Médard accueillit également de nombreux spécialistes, dont des boulangers (Phillipe Beauchemin, Mayrand Richard, Arcade Richard) qui se sont bien illustrés.

Dans le secteur des services, la construction de la gare a favorisé la présence de lieux d'hébergement pour accueillir les voyageurs. L'hôtel d'Enos Farwell et l'hôtel Warwick comptaient parmi les premières auberges. Quant à l'aubergiste Pierre Croteau, il vendait également de l'alcool aux « gosiers asséchés des hommes de Warwick » (Dawson *et al*., 1999 : 62). Construit à la fin du XIXe siècle, l'hôtel Warwick aurait d'abord servi de résidence à Mathias Rousseau et fut adapté, en 1909, par son nouveau propriétaire J.-N. Vaillancourt pour devenir un hôtel. L'hôtel Warwick ne desservira les passants que quelques années. Par la suite, une partie de la bâtisse fut dédiée aux opérations de la Caisse populaire à l'époque où Louis Agésilas Kirouac en était le secrétaire-gérant (Dawson *et al*, 1999 : 62).

En sa qualité de municipalité dynamique, Warwick accueillit également les services de barbiers, photographes, horlogers, fossoyeurs, vendeurs de police d'assurance, de médecins et de notaires.

Enfin, l'établissement d'institutions financières emboita le pas au développement des industries du début du XXe siècle. Des succursales de la Banque d'Épargne et de la Banque Provinciale s'installèrent à Warwick dès 1908. Plus tard, en 1921, se seront la Banque Canadienne Nationale (2, rue Saint-Joseph) et la Caisse populaire Saint-Médard de Warwick (6, rue Hôtel de Ville) qui se tailleront une place florissante au sein de la municipalité.

Les industries

Au tournant du siècle, les moulins à scie, à bardeaux et à farine alimentaient toujours l'activité économique dans la région de Warwick. L'implantation de nouvelles

manufactures aura cependant généré une activité sans précédent dans le village autrefois renommé pour sa tannerie.

Très tôt, l'argile déposée le long de la rivière des Pins fut utilisée par de petits industriels ou artisans de Warwick. Une importante briquèterie opérée par la famille Desrochers jusqu'en 1924 fournira le matériel nécessaire à la construction des parements de bâtiment, notamment le presbytère actuel, le couvent et une partie des maisons du rang 4 de Warwick.

Parallèlement, le secteur manufacturier regroupait à cette époque diverses entreprises dont une manufacture de voitures et de boîtes à beurre et à fromage appartenant à André Gingras, deux usines de portes et fenêtres, dont celle de George Paradis, plusieurs grandes fromageries et beurreries ainsi que des entreprises dynamiques fondées par les industriels du village : Étienne Cantin, Félix Baril, Onésime Kirouac et Alphonse-Cyrille Letarte. Cette vocation industrielle à Warwick coïncide avec l'essor des industries textiles ailleurs au Québec et dont la réussite à Warwick se fondera sur une « main-d'œuvre féminine peu couteuse » (Dawson *et al*., 1999 : 63). D'ailleurs, Félix Baril aura favorisé le développement d'une production unique de boutons faits à partir de la corne de bœuf à la fin du XIXe siècle. Cette manufacture marquée par sa réussite devint la propriété de Jos Vézina en 1897. Plusieurs autres manufactures ont également participé à l'essor économique de la ville, dont la *Warwick Wollen Mills Ldt.*, la *Warwick Overall Company* et *Dominion Comb et Novelties Company.*

En 1873, Étienne Cantin, originaire de Saint-Norbert d'Arthabaska, s'installe dans le canton sur les abords de la rivière des Pins afin d'y exploiter le pouvoir hydraulique et faire fonctionner un atelier de foulage. Onésime Kirouac devint employé de Cantin dès l'âge de vingt ans. Rapidement, il en devint le gendre et le collaborateur immédiat. Suivant l'évolution technologique, l'entreprise se lancera dans la fabrication de batteuse mécanique. En 1910, un incendie majeur s'est déclaré dans le bâtiment de la compagnie Cantin. La nouvelle organisation, qui s'appellera *La Compagnie des Industries des Cantin*, se releva rapidement de la tragédie en rebâtissant plus grand et plus moderne. En 1920, Onésime Kirouac et Edgar Laliberté s'associent pour former la *Warwick Wollen Mills Ldt.* qui sera prospère pour le commerce des feutres de laine servant à la fabrication de la pulpe et du papier. La fabrication de batteuses mécaniques est abandonnée. En 1923, un nouvel incendie ravage les bâtiments et le matériel de la compagnie. Tout est reconstruit la même année. Lorsque les deux fils acquièrent les parts de M. Laliberté en 1928, la compagnie se spécialise davantage afin de réduire les coûts d'exploitation et d'administration. Deux années plus tard, la compagnie acquiert un deuxième immeuble pour poursuivre ses opérations. Cet immeuble, reconnu comme l'usine numéro 2 par rapport à l'usine « mère » qui porte le numéro 1, était jadis occupé par la *Warwick Machine Co*. Plusieurs améliorations ont par la suite été apportées aux installations au fur

et à mesure des progrès techniques par la famille Kirouac toujours à la présidence de cette usine.

Établi à Warwick en 1880, Félix Baril, né à Arthabaska, est à l'origine de la fondation de *Warwick Overall Co.*, une manufacture de vêtements pour hommes et enfants. Son influence économique débute à l'ouverture de son magasin général en 1880. En même temps, il exploite le bois de la région et met en place un commerce qui deviendra des plus lucratifs. La première manufacture qu'il fonda s'investit dans la confection de boutons fabriqués, pour la première fois, par des femmes et jeunes filles. Par la suite, il fonda une manufacture de hardes à Warwick et, en 1900, la manufacture d'Overalls mentionnée plus tôt. Cette dernière industrie fut incendiée à deux reprises, en 1902 où elle fut reconstruite à neuf et, en 1946, à la suite de quoi, les activités ont été opérées dans des locaux de fortune jusqu'en 1961, moment de sa fermeture définitive.

Une autre industrie laissa sa marque dans le développement économique du village de Warwick, la *Dominion Commb et Novelties Company*. Cette industrie vit le jour en 1903 et sera d'abord consacrée au commerce de peignes en celluloïd, pour ensuite fabriquer différents produits de matière synthétique. Lorsque Alphonse Letarte en devint directeur, celle-ci connut un essor considérable.

Économie et développement du chemin de fer

La construction de la voie ferrée du « Grand Tronc » et des environs de la gare en 1854 seront marqués par une effervescence démographique non négligeable; le lieu a favorisé l'établissement de nombreuses familles, tant canadiennes-françaises qu'anglo-saxonnes, sans parler de l'effervescence économique qui s'ensuivit.

La voie ferrée traversait dorénavant le village de Warwick en son centre, mais la gare a été bâtie à l'écart du premier noyau colonial. En fait, l'implantation initiale avait porté les premiers colons à s'installer dans les premiers lots du canton, à la limite du canton d'Arthabaska, alors que le site de la gare a été aménagé sur le treizième lot du premier rang, à quelques kilomètres au sud-ouest du noyau du village Héroux (Dawson *et al*., 1999 : 45). L'endroit aura tôt fait d'attirer les marchands qui profiteront du va-et-vient perpétuel des voyageurs et des produits. Un nouveau noyau d'habitations s'organisa autour de la gare, le noyau initial devenant excentré par rapport à cet avènement. Mais encore, c'est tout un mélange ethnique et culturel qui sera engendré par cette possibilité d'immigration nouvelle (Dawson *et al*., 1999). La voie ferroviaire du « Grand Tronc » fusionna avec les Chemins de fer nationaux du Canada en 1923 (CNR). Ce système de déplacement connut ses heures de gloire jusqu'en 1968. Le dégagement des voies a été réalisé en 1990 pour permettre d'y aménager une voie cyclable.

Évènements marquants

Le 10 août 1864, un ouragan d'une telle intensité souffla tout sur son passage. La vieille chapelle, la résidence presbytérale attenante et 34 maisons du village ont été balayées par le vent et réduites en mille miettes. La construction de la future église déjà prévue au calendrier grâce au décret émis par Mgr Cook en 1862 devint donc une priorité qui tarda pourtant à être réalisée en raison des coûts de reconstructions du village engendrés par le cataclysme.

4.22.4 Routes et chemins anciens

Le passage de la ligne de chemin de fer du Grand Tronc, qui traverse le village à compter de 1854, accélèrera sans aucun doute l'occupation du canton en facilitant les déplacements. Il favorisa également le développement économique de la communauté grandissante. Mais avant ce développement majeur, les colons se déplaçaient à pied et à cheval le long de chemins plus ou moins bien entretenus dont les emplacements, grâce à l'étude des cartes, racontent d'une certaine façon l'évolution de l'occupation coloniale.

Les premiers chemins

Dans quel secteur du canton se sont installés les premiers colons, vraisemblablement « squatters » des terres qu'ils occupaient? Quelques indices laissent entrevoir que les premiers colons auraient migré à Warwick grâce à un sentier qui devint plus tard le tracé du chemin provincial d'Arthabaska (route 161 actuelle). Ce tracé était, semble-t-il, situé sur un terrain plus facilement accessible, entre les terres vallonnées du piémont et les terrains marécageux de la vallée de la rivière Nicolet. Ignorant, réellement ou volontairement, les droits de propriété des premiers concessionnaires, les premières familles s'installèrent en majorité sur les lots de la façade des deux cantons, et plus particulièrement sur les premiers lots des deux premiers rangs de Warwick et sur les lots adjacents du premier rang de Tingwick.

Sur la carte de Bouchette de 1831 (figure 22.2), aucun chemin ni aucune terre cultivée ne sont représentés. Il faudra attendre une trentaine d'années pour voir sur carte (figure 22.3) le chemin d'Arthabaska, reliant Arthabaskaville et Kingsey Falls, de même que l'axe du chemin de fer traversant le village de Warwick (Frankland). Le réseau routier, peu développé à cette époque, facilitait déjà des déplacements entre les différentes paroisses. Le passage de la voie ferrée n'aura qu'accentué favorablement l'arrivée de nouveaux colons et le développement de la colonie. Le plan produit par Goad en 1906 (figure 22.4)

est particulièrement éloquent à ce sujet puisqu'on y distingue déjà une concentration importante de bâtiment autour de la gare, le long de deux axes principaux, la route Saint-Albert et la route d'Arthabaska. Accompagnant le développement d'un village fécond, les rangs du canton ne seront pas délaissés pour autant. Ces derniers foisonnent de maisons de ferme prospères (figures 22.5 et 22.6). Des bâtiments ont même été édifiés au pied du mont Gleason. Le réseau routier de campagne aménagé au cours du premier quart du XXe siècle n'a pas vraiment évolué depuis. Sur la figure 22.6, force est de constater que le territoire Warwickois avait atteint au milieu du XXe siècle un plein développement qui ne nécessitait pas l'ouverture de nouvelle route. Même encore aujourd'hui, les derniers développements sont réalisés au village, avec la création de quartiers de facture moderne. Le plan d'assurance réalisé par l'*Underwriters » Survey Bureau* en 1953 (BAnQ : 174329) présente sept plans du noyau villageois tel qu'il était avant la modernisation des bâtiments et des services. Ces plans seront particulièrement utiles pour localiser les bâtiments patrimoniaux.

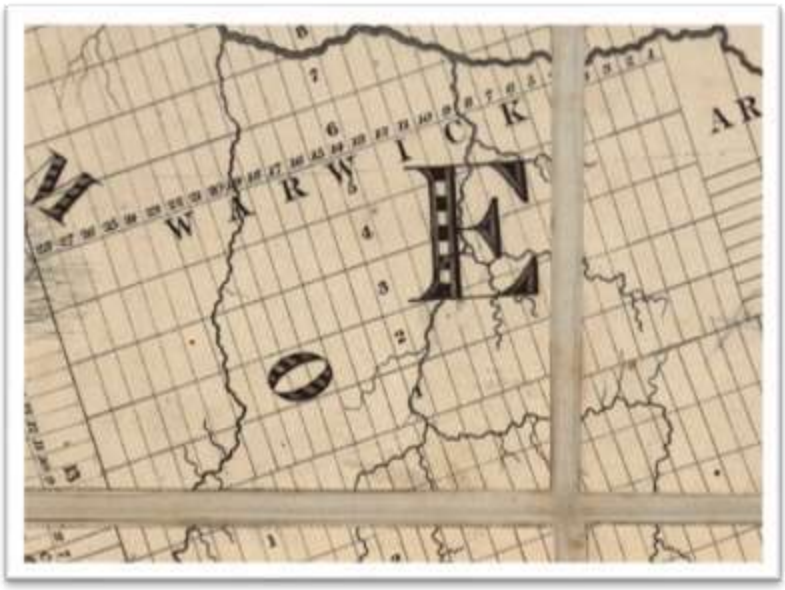

Figure 22.2 – Extrait de la carte de Bouchette, 1831 (BAnQ : 90117). Aucun chemin ni aucune terre cultivée ne figurent sur cette carte ancienne.



Figure 22.3 – Extrait de la carte des Cantons de l'Est, 1867 (BAnQ : 107580) où se distinguent les premiers chemins de pénétration, soit le chemin de Saint-Albert et le chemin d'Arthabaska

Les noyaux de peuplement

Les deux axes principaux caractérisant l'implantation du village de Warwick correspondent à la croisée de deux rangs (Saint-Louis-chemin d'Arthabaska et Hôtel de Ville - route de Saint-Albert) et de la voie ferrée qui coupe transversalement l'intersection. Cet emplacement correspond au centre économique de la municipalité, où se réunissent la gare, l'hôtel, des commerces de même qu'une partie importante des maisons anciennes de Warwick (Société La Haye et Ouellet, 1982 : 28). Le noyau institutionnel se distingue de ce centre-ville, d'abord parce qu'il est situé légèrement à l'écart, mais aussi parce qu'il se caractérise par l'unité architecturale des bâtiments qui le composent (voir figure 22.7).

La rue Saint-Louis constitue l'artère principale de la municipalité qui facilitait, d'une part, des déplacements externes rapides vers Arthabaska, sa municipalité voisine via le chemin provincial ou chemin d'Arthabaska qu'il prolonge (route 116 actuelle), et d'autre part, des déplacements internes qui permettaient d'accéder aux divers points d'intérêt de la paroisse. L'axe de cette rue, s'étendant d'est en ouest jusqu'à l'extrémité de la ville pour joindre les rues de l'Hôtel de Ville et Saint-Joseph, a ainsi favorisé l'implantation des premiers noyaux résidentiels. Dans sa partie sud-ouest, la rue Saint-Louis constitue le

noyau commercial de la municipalité naissante avec des bâtiments occupés par des services publics, des boutiques et magasins. L'extrémité sud de la rue regroupe cependant plusieurs résidences unifamiliales qui ont conservé leur valeur historique et patrimoniale, à la différence du noyau commercial où les bâtisses ont souvent été transformées en édifice plus moderne.

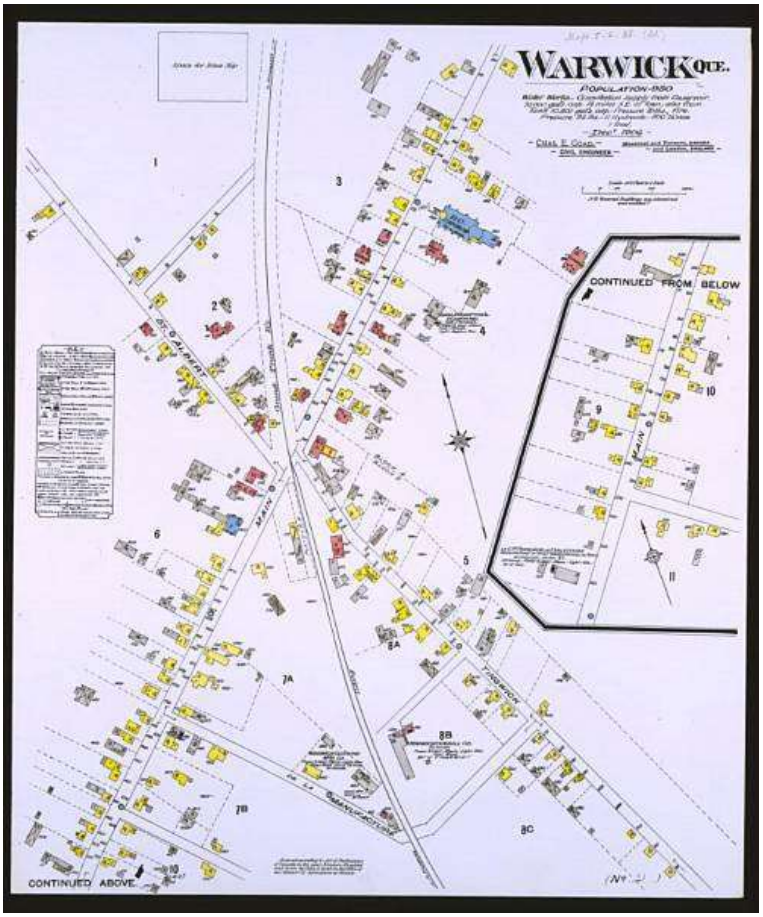

Figure 22.4 – Le plan du village de Warwick en 1906 (BAnQ : 3031210).

La rue Saint-Joseph (anciennement connue sous le nom de route de Powerstown, à l'origine désignant la majorité irlandaise, les familles dénommées Power, installées sur le territoire) abrite plusieurs habitations anciennes depuis son origine, au cœur de la ville, jusqu'aux terres du 1er rang du canton de Tingwick. Toutefois, un incendie s'étant déclaré en 1901, a détruit un bon nombre de bâtisses situées dans cette rue. Du côté sud-est, l'incendie affecta tous les bâtiments entre l'intersection de la rue Saint-Louis et l'Hôtel Sanson. Du côté nord-est, quelques bâtisses ont été complètement détruites, à l'exception de la demeure et des hangars d'Honoré Pépin (5, rue Saint-Joseph) ainsi qu'une maison (15, rue Saint-Joseph) et la forge attenante (aujourd'hui, le hangar n'existe plus).

En plus des rues Saint-Louis et Saint-Joseph, les rues Notre-Dame (anciennement connues sous les noms de rue de la Manufacture, puis rue des Manufactures), et Saint-Médard représentent le plus vieux secteur résidentiel de la municipalité. Notons néanmoins que la majorité des bâtiments de la rue Saint-Médard ont été modifiés sans tenir compte des matériaux et de leur architecture d'origine.



Figure 22.5 – Extrait du plan cadastral de la MRC d'Arthabaska, 1920 (BAnQ : 2684630). Le village comprend déjà plusieurs rangs, routes et chemins de déplacement.

Quant à la rue Hôtel de Ville, à l'origine, elle constituait la voie d'accès au territoire situé au nord-ouest du village. Cette route alors connue sous le nom de « chemin conduisant au 2e rang » permettait de se rendre aux terres de Saint-Albert. En 1945, la *Woollen Mills Limited* s'implante dans ce secteur du village grâce à l'investissement de la famille Kirouac, de même que de nombreuses nouvelles résidences sont érigées, toujours grâce à la famille Kirouac, et la route prendra ainsi ce nom. La rue Kirouac changera à nouveau de nom pour prendre son nom actuel, lorsque la Municipalité achète vers la fin des années 1950, la résidence de l'industriel Lionel Kirouac afin d'y aménager l'Hôtel de Ville. L'abondance des maisons unifamiliales et des constructions à deux logements caractérisent cet axe routier principalement à la croisée de la rue Saint-Louis.

Les rangs du canton de Warwick ont attiré de très nombreuses familles au milieu du XIXe siècle. Au début de la colonisation, les terres étaient en grande partie à la propriété d'anglophones. Ces propriétaires, tantôt écuyers, marchands, manufacturiers ou parfois seigneurs d'une terre située en marge du fleuve, n'habitaient pas la région. Ainsi, la majorité des maisons ont été construites entre 1875 et 1900, mais quelques-unes plus anciennes, témoignent de l'occupation précoce du canton. D'ailleurs, plusieurs propriétés coloniales se caractérisent par des occupations successives de trois ou quatre générations

de la même famille, parfois jusqu'à nos jours. Un rang se distingue parmi tous les autres, tant par son histoire que par l'architecture unique de ses habitations de briques. De fait, la partie sud-ouest du 4e rang a été le lieu où l'ancêtre Eleucippe Desrochers, premier briqueteur de la région, établit ses fils. À la fin du XIXe et au cours de la première moitié du XXe siècle, ce rang regroupa essentiellement des membres de la famille Desrochers. Une des particularités du 4e rang provient de l'uniformité des habitations qui s'y dressent, soit des maisons à deux versants, avec présence de pignons et souvent de lucarnes, récurrence du parement de brique et de la galerie extérieure (Société La Haye et Ouellet, 1982).

4.22.5 Patrimoine bâti

Parmi les éléments patrimoniaux ayant un statut légal se trouve le pont Joseph-Édouard-Perrault (pont de Warwick) qui a été cité monument historique en 1999 (tableau 22.3). Le Répertoire du patrimoine culturel (MCC, 2013) a également inventorié le site institutionnel de Saint-Aimé, en l'occurrence l'église de Saint-Médard et le presbytère Saint-Médard, respectivement construits en 1874 et en 1890. À ce jour, aucun autre lieu ni bâtiment n'est classé, désigné, cité ou répertorié par les différentes instances gouvernementale ou municipale.

Tableau 22.3 – Les éléments patrimoniaux de Warwick inventoriés par le MCC, 2013

Dénomination	Numéro civique	Type de rue	Nom de la rue	Date d'origine	Statut	Fonction d'origine
Église Saint-Médard	99	rue	Saint-Louis	1874	Inventorié	Lieu de culte catholique
Presbytère Saint-Médard	99	rue	Saint-Louis	1890	Inventorié	Résidence curiale
Pont couvert de Warwick	28	route	Saint-Albert	1908 [1929]	Cité	Pont couvert

À noter, en plus du caractère unique du 4e rang et des noyaux villageois et institutionnel, Warwick compte un nombre important de bâtiments patrimoniaux remarquables dispersés sur l'étendue de son territoire. Un macro-inventaire avait déjà été initié au début des années 1980 et répertoriait bon nombre de bâtiments résidentiels à valeur architecturale unique (MRC d'Arthabaska, 1984 : 16). La liste de ces bâtiments se trouve au tableau 22.4.

Enfin, le Circuit patrimonial des croix de chemin de Warwick (Lauzière et Bonin, 2012) répertorie huit croix de chemin en présentant leur localisation précise (carte) et leurs caractéristiques historiques. Parmi celles-ci, quatre ont été construites vers 1930 (tableau 22.5).



Figure 22.6 – Extraits des cartes
topographiques 21L/04 et 21E/13 datant de 1953

Tableau 22.5 – Les croix de chemin historique de Warwick

Nom	Localisation	Année d'origine
Croix Pellerin	Route 116 Est	Environ 1930
Croix du 4e rang Ouest	4e rang Ouest	Environ 1930
Croix du rang Saint-François	Rang Saint-François	1929
Croix Laroche	Route 116 Ouest	1929



Figure 22.7 – Le noyau urbain de Warwick et les bâtiments patrimoniaux identifiés par la Société La Haye et Ouellet, 1982

4.22.6 Synthèse et recommandations

Synthèse de l'histoire coloniale

Le canton de Warwick a été proclamé et arpenté si tôt qu'en 1804. Quelques années plus tard s'y installent des anglophones puis des francophones originaires des seigneuries surpeuplées de la vallée du Saint-Laurent. La ville de Warwick prit son essor dès la fin du XIXe siècle avec l'implantation de la station du Grand Tronc et d'importantes manufactures.

Bien avant la construction de l'église actuelle, deux chapelles ont permis aux paroissiens de pratiquer leur foi. La première fut construite en 1851 à environ un mille de l'église actuelle. C'est elle qui fut renversée par un ouragan le 10 août 1864. La deuxième fut construite après le désastre. Érigée en bois, elle devint rapidement trop petite pour les besoins de la population. Le parachèvement de l'église actuelle fut réalisé en 1874.

Le village s'est développé selon deux axes qui correspondent à la croisée de deux rangs (rue Saint-Louis et rue Hôtel de ville/Saint-Joseph) lesquels se trouvent coupés de façon transversale par la ligne de chemin de fer. Ainsi, la communauté warwickoise s'est-elle développée, non pas autour de l'église, comme il est coutume de le faire, mais autour de la gare.

Warwick se distingue par sa vocation manufacturière qui a attiré une population importante depuis 1875. Avec ses moulins à scie, ses tanneries et ses industries variées allant des fromageries à celles de manufacture de voiture, les Warwickois se sont démarqués du point de vue de l'entrepreneuriat. La première industrie de Warwick date de 1873. Au début du siècle, trois familles ont particulièrement contribué au développement initial du village : les Kirouac, les Baril et les Letarte. Grâce à ses prémisses favorables, la ville a connu un essor économique particulier, notamment par l'implantation de manufactures de textile. Cette industrialisation de la production sera plus favorable à la ville en devenir qu'à la campagne; les pratiques changent autant que le paysage humain. En d'autres termes, les nouveaux emplois créés dans le village inciteront certaines familles à délaisser le canton au profit du village. Parallèlement, le travail de l'agriculteur se mécanise et se spécialise. Dès la fin du XIXe siècle, les cultivateurs passent d'une agriculture de subsistance dont le blé, les pommes de terre et l'avoine constituaient la base de la production, à une économie centrée sur l'élevage et la production laitière.

Recommandations

Nous avons abordé l'étude de l'habitat rural ancien en identifiant les différentes phases du peuplement, en identifiant les aspects matériels de la culture qui pourraient subsister du développement initial de Warwick et enfin, en documentant le développement des principaux réseaux de communication. Chacun des aspects abordés dans ce chapitre a ainsi contribué à expliquer divers phénomènes reliés à l'histoire sociale, économique, culturelle et religieuse de ce territoire, dont la présence de certains bâtiments que l'occupation ininterrompue a permis de conserver.

L'inventaire préparé dans ce chapitre est à l'état préliminaire. Il constitue un outil de référence pour faciliter l'identification plus formelle du patrimoine à la grandeur de la municipalité. La création d'un inventaire exhaustif grâce à l'étude des cartes, des titres de propriété et de l'analyse architecturale au terrain permettra de mener plus loin les efforts de préservation et de mise en valeur du patrimoine warwickois. Nous proposons ici diverses avenues pouvant mener à une meilleure compréhension du patrimoine bâti :

1) **Choisir des thèmes d'interprétation en fonction de l'impact que les phénomènes sociaux, économiques et culturels ont eu sur la vie des habitants du territoire.** En fait, certains thèmes ont marqué l'ensemble de la MRC alors que d'autres sont plus spécifiques à la municipalité. Ainsi, l'occupation initiale de Warwick a débuté par l'intérêt des colons envers cette terre d'abondance (particulièrement les forêts et les sols fertiles), puis pour sa facilité d'accès et ses possibilités commerciales. La nature hétéroclite des bâtiments et de la population constitue un précieux témoignage de l'ouverture qu'a obtenue la région warwickoise grâce au passage du chemin de fer.

2) **Pousser plus avant la recherche documentaire en fonction des choix thématiques.** Le processus de mise en valeur des thèmes patrimoniaux choisis devra tenir compte du potentiel qu'ils présentent en regard des richesses archéologiques et documentaires qu'ils recèlent. Pour un thème donné, par exemple l'implantation manufacturière, il sera important de connaître en profondeur l'ensemble du phénomène et les différentes phases de son développement, ce qui permettra d'identifier les installations ou les sites les plus représentatifs et les plus susceptibles d'offrir des avenues de mise en valeur ainsi que des facilités de recherches, d'accessibilité, d'aménagement, etc. Parmi les études à réaliser, nous recommandons :

   - Des études reliées au patrimoine bâti et au paysage culturel de la municipalité de Warwick :
     - Documenter les moulins, les installations agricoles, les zones de culture et d'élevage, les commerces, les petites industries et grandes industries qui ont marqué l'économie de Warwick de façon à faire ressortir les variantes locales;
     - Documenter, à l'aide de la réalisation d'une chaîne de titre, les diverses propriétés privées répertoriées au macro-inventaire patrimonial;
     - Identifier et analyser les caractéristiques physiques des bâtiments patrimoniaux et équipements associés;

- Établir des critères menant à la sélection d'immeubles et de sites patrimoniaux voués à être reconnus au niveau fédéral, provincial et/ou municipal;
- Identifier le potentiel archéologique des établissements les plus caractéristiques en vue de leur protection et d'une éventuelle mise en valeur.

- Des études reliées au réseau de transport de la municipalité de Warwick :
  - Identifier les principales caractéristiques physiques des routes et des ponts à l'aide de relevés appropriés

- Des études reliées aux personnages ayant marqué la municipalité de Warwick :
  - Retracer la vie des personnages qui ont marqué l'histoire de Warwick

3) **Poursuivre le macro-inventaire du bâti ancien et le mettre à jour**.

4) À la lumière de la présente recherche historique, nous recommandons également la mise sur pied d'un certain nombre d'autres **mesures visant à mieux protéger et à mettre en valeur le patrimoine bâti de la municipalité de Warwick**. Ces mesures représentent des pistes de réflexion qui pourront alimenter les débats pour la réalisation d'autres volets d'étude et de mise en valeur prévus à la suite de ce premier volet. Les recommandations présentées devront être développées dans un prochain rapport.
   - Cartographier les éléments du bâti et autres traces culturelles
   - Traduire la présente recherche en un document accessible au citoyen
   - Créer une banque de photographies anciennes
   - Revoir et créer des circuits patrimoniaux
   - Diffuser l'information sur le patrimoine
   - Accompagner et outiller le citoyen
   - Inciter les propriétaires à mettre en valeur leur bâtiment patrimonial
   - Conserver et mettre en valeur les immeubles publics
   - Se doter d'outils d'urbanisme efficaces

Bibliographie

s.n. (1910?) : *Victoriaville, Arthabaska, Warwick... et les alentours, 1910*. Victoriaville : imp. La Gazette, 84 p.

Beaudet, Gisèle, Galarneau, François et Solange Plourde (1984) : *Le patrimoine architectural dans les Bois-Francs. Tome II. Princeville - Plessisville - Warwick*. Arthabaska : Société du Musée Laurier inc., 441 p.

Lauzière, Pierrette et André Bonin (2012) : *Les Croix de chemin sur le territoire de la municipalité de Warwick*.

Beauvillier, Danis (2001) : *L'église Saint-Médard de Warwick : son histoire, ses architectes, ses artisans*. Princeville : Patrimoine Princeville, 30 p.

Boucher, Jeanne-d'Arc L., Bussière Thérèse et Lise Comtois (1970) : *Recherches sur la ville de Warwick.* Didactique de l'histoire. Collège de Victoriaville.

Burkhart, Janice et Alfred Gaboury (1987) : *Marriages of St. John the Baptist Catholic Church : W. Warwick, R.I. (Arctic), 1873-1980e*. Pawtucket, R.I. : American-French Genealogical society, 2 v.

CELAT (1980) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska – Ethnologie.* Arthabaska : MRC d'Arthabaska. Rapport déposé au Ministère des Affaires culturelles, Direction générale du patrimoine, Service des Inventaires.

Chabot, Rolland (1992) : *La petite histoire rurale de Warwick, 1925-1990.* Warwick : Rolland Chabot, 411 p.

Le Comité culturel de Warwick et Ville de Warwick (2011) : *Circuit piétonnier patrimonial et touristique.* Ville de Warwick.

Comité intermunicipal de développement industriel (s.d.) : *Relevé industriel : Arthabaska, Victoriaville, Warwick*. Victoriaville : Le Comité.

Dawson, Nelson-Martin, Raymond, Claude et Sylvie Savoie (1999) : *Et ils bâtirent Saint-Médard de Warwick. Histoire de la communauté de foi de la ville de Warwick et de la municipalité du canton de Warwick.* Victoriaville : Éditions Claude Raymond, 2 v.

Hardy, René, Gamelin, Alain et Carmen Rousseau (1979) : *Publications du Groupe de recherche sur la Mauricie, Université du Québec à Trois-Rivières. Cahier 1 : La Mauricie et les Bois-Francs, chronologie, 1850-1950*, 151 p.

Kirouac, Hélène et Gilles Labelle (1999) : *Warwick, son patrimoine*. Warwick : Société d'histoire de Warwick.

Labelle, Gilles et André Moreau (2006?) : *Historique de la gare de Warwick.* Warwick : Société d'histoire de Warwick, 23 p.

Mailhot, Harold (1974) : *Warwick, 1874-1974.* Warwick : Le Comité, 48 p.

Marcotte, Yolande Gingras (1991) : *Par delà le mont St-Michel*. Arthabaska : [s.e.], 72 p.

MCC (2013) : *Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ)*. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2013) : *Cartographie des sites et zones d'interventions archéologiques du Québec*. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2012) : *Inventaire des lieux de culte du Québec.* Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.lieuxdeculte.qc.ca, consulté en octobre 2012]

MCC (2013) : *Répertoire du patrimoine culturel du Québec (RPCQ)*. Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca]

Milot, Jean et Jocelyne Simard (1994) : *Les croix de chemin du Québec : inventaire sélectif et trésor*. Collection Patrimoines. Dossier, 10. Québec, Les publications du Québec.

PARC CANADA (2013) : *Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens.* Gouvernement du Canada. [http://www.historicplaces.ca/]

Pépin, Jean-Pierre-Yves (2002) : *Warwick, 1857-1940, comté d'Arthabaska, paroisse Saint-Médard*. Longueuil : Éditions historiques et généalogiques Pepin, 1 CD-Rom.

Pépin, Martial (2007) : *Ordre du mérite agricole, 1892-2006, comté Arthabaska.* Warwick : Société d'histoire de Warwick, 510 p.

Provencher, Claude (2011) : *Ville de Warwick, 150 ans de réalisations.* Warwick : Ville de Warwick, 270 p.

Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville (2010) : *Répertoire des baptêmes, mariages et sépultures paroisse de St-Médard Warwick, QC : baptêmes (1857-2010), mariages (1857-2010), sépultures (1857-2010).* Victoriaville : Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville, 2 v.

Société La Haye et Ouellet (1982) : *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska - Analyse du paysage architectural*. Arthabaska : La Société La Haye-Ouellet, 166 p.

Cartes et plans anciens

1831 Bouchette, Joseph. *To his most Excellent Majesty, King William IV. This topographical map of the districts of Quebec, Three Rivers, St.Francis and Gaspé, Lower Canada : exhibiting the new civil division of the districts into counties pursuant to a recent Act of the provincial legislature; is with his Majesty's gracious and special permission, most humbly and gratefully dedicated by his Majesty's most devoted and loyal Canadian subject.* Londres : James Wyld. BAnQ : 90117.

1867 *Map of the Eastern Townships of Canada : compiled and engraved expressly for the Eastern Townships Gazetteer.* St. Johns : Smith & Co. BAnQ : 107580.

1906 Goad E. Chas. *Warwick, Que*. Plans de villes et villages du Québec. Montréal; Toronto : Chas. E. Goad. BAnQ : 3031210

1920 *Carte du comté d'Arthabaska d'après les plans du cadastre.* Québec (Province) : s.n. BAnQ : 2684630.

1953 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:50 000. 31-H-16-E, Drummondville.* Québec Topographique. BAnQ : 2670364.

1953 *Carte topographique du Canada à l'échelle de 1:50 000. 21-E-13-W, Warwick.* Québec Topographique. BAnQ : 2670358.

1953 Underwriters' Survey Bureau. *Insurance plan of the town of Warwick, Que*. Montreal : Underwriters' Survey Bureau Limited. BAnQ : 174329.

Site Internet

Répertoire des municipalités du Québec
http://www.mamrot.gouv.qc.ca

Commission de toponymie du Québec
http://www.toponymie.gouv.qc.ca/

Municipalité de Warwick
http://www.ville.warwick.qc.ca/

Statistique Canada – Profil du recensement
http://www12.statcan.ca/

CHAPITRE 5 : SYNTHÈSE ET RECOMMANDATIONS

5.1 Présence amérindienne

Jusque vers 13 000 ans avant aujourd'hui, une calotte glaciaire recouvrait le territoire sud-québécois de sorte qu'aucune occupation humaine n'est envisageable (Richard, 1985; Occhietti et Richard, 2003). À cette période, des groupes humains occupaient déjà le nord des États-Unis et de nombreux liens ont été établis entre cette région et les premiers témoignages répertoriés en sol québécois (Laub, 2002). Suivant ces associations, les Paléoindiens, les plus vieilles communautés amérindiennes, auraient voyagé vers la vallée du Saint-Laurent en grande partie grâce à la présence de la mer de Champlain. Le paysage québécois se transforme jusque vers 6 000 ans avant aujourd'hui. La mer se rétracte, les rivières vidangent les eaux de fonte, la forêt et la faune s'implantent suivant les aléas du climat. Au fil des générations, les groupes amérindiens ont traversé les époques Archaïque et Sylvicole et occupé avec plus d'assiduité la profondeur des terres, en suivant le cours des rivières.

Peu de données sont actuellement disponibles en territoire arthabaskien pour étayer l'histoire des populations amérindiennes qui ont vécu avant le contact. C'est par analogie avec les études réalisées ailleurs, notamment dans le Nord-Est américain, le long du fleuve Saint-Laurent et le long des grands axes de rivières où des recherches au terrain ont précédé divers travaux d'aménagement du territoire, qu'il est possible d'entrevoir une occupation humaine préhistorique complexe.

L'importance de la rivière Bécancour pour l'occupation du territoire de Sainte-Anne-du-Sault est une réalité millénaire. Bien avant la colonisation canadienne-française de la marge de la rivière Bécancour, des Amérindiens, probablement d'origine abénaquise, empruntaient son cours pour se déplacer d'un lieu d'exploitation à un autre. Les rivières Nicolet, Nicolet Sud-Ouest, Bulstrode et les nombreux autres axes de rivière et de ruisseau qui traversent le territoire devaient constituer autant de voies de déplacement et de milieux de vie, mais se trouvent actuellement peu documentés.

À la période historique, des traces laissées dans la littérature racontent comment le territoire centricois et, par extension, le territoire arthabaskien, est devenu la terre de prédilection abénaquise. En 1680, Frontenac octroyait aux Abénaquis le territoire compris entre les seigneuries du fleuve Saint-Laurent et la frontière anglaise. Les Abénaquis fuyaient les conflits de leur territoire natal qui s'étendait du Maine à la Nouvelle-Écosse en traversant le New Hampshire et le Nouveau-Brunswick (Maurault, 1866). Ils s'installèrent de manière plus régulière sur les rives des rivières Chaudière et

Etchemins, puis celles du lac Mégantic et des rivières Bécancour et Saint-François. Les historiens ont perçu dans cette situation une réalité politique troublante, qui était celle d'assurer la protection des Français en cas d'attaque anglaise, en favorisant une présence amérindienne à la défense d'un territoire tampon et laissant par la même occasion le temps aux Français de préparer une meilleure défense (Gravel, 1939 : 55). Mais qu'en est-il des motifs des populations autochtones et des modes d'occupation réels du territoire durant les conflits de la période coloniale?

Au début du XIXe siècle, l'emprise de la rivière Bécancour – comme la plupart des cours d'eau d'ailleurs – était de beaucoup plus large qu'à l'heure actuelle et tant les colons que les autochtones traversaient le cours d'eau en embarcation. Particulièrement en hiver pour profiter des ressources de la pêche et de la chasse au castor, les Abénaquis accostaient leur canot sur les rives de la rivière Bécancour. Durant ces épisodes de chasse et de pêche, ils installaient leur campement le long des terres du 16e rang de Maddington et y passèrent quelques semaines, ce qui amena les colons à nommer ce rang « rivière Sauvage » (Comité organisateur, 1987 : 31). Des campements amérindiens sont également connus des paroissiens à la « vieille traverse », près d'un petit rapide de la rivière Bécancour, des vestiges ayant été récoltés à ces emplacements. Bref, quelques informations rappellent que les basses terres du Saint-Laurent et le plateau appalachien étaient occupés avant l'implantation de l'occupation canadienne-française, anglo-saxonne, loyaliste, irlandaise et écossaise.

La présence amérindienne sur le territoire arthabaskien mériterait une attention singulière, que ce soit par la réalisation d'une étude de potentiel archéologique préhistorique et historique, par la recherche de vestiges au terrain ou la documentation des schèmes d'établissement historiques grâce à l'analyse des archives missionnaires.

5.2 Les modes d'établissement colonial anglais

À partir du tournant du XIXe siècle, la marge du fleuve Saint-Laurent est occupée de manière significative par des colons d'origine française selon le mode de tenure seigneuriale. Lorsque les Anglais prennent le contrôle des colonies françaises, la population avait atteint un point de saturation majeur et les développements agricoles s'intensifiaient assez que les sols perdaient du rendement.

À cette époque, la région des Bois-Francs, située au sud du Saint-Laurent était peu connue. Les amérindiens ne s'y rendaient que pour chasser. Quelques trappeurs et coureurs des bois fréquentaient occasionnellement cette région. Lors des premières explorations, les ressources de la forêt ont été vantées et ont attiré les commerçants et les

grands entrepreneurs. Les forêts sont investies d'abord pour la faune diversifiée qu'elle générait pour la traite des fourrures. Rapidement, l'industrie du bois s'implanta de manière virulente, mais accompagnée d'une lente, mais progressive occupation de l'espace par des familles qui en ont fait un milieu de vie.

En 1791, la création du Haut et du Bas-Canada entraînait la création des premiers comtés de la région, dont celui de Buckinghamshire. Au moment où cette région est arpentée, vers 1805, la portion arthabaskienne s'intègre alors à un territoire dénommé « Eastern Townships », traditionnellement traduit par « Cantons de l'Est » ou encore « Townships de l'Est », où la concession des terres se fait sous la tenure du franc et commun socage du droit anglais (Parent, 1980). Ce type de concession s'oppose au régime seigneurial[18] qui prévalait en Nouvelle-France avant la Conquête anglaise des années 1759-1763.

Le territoire des Cantons de l'Est de cette époque diffère de la région usant le même toponyme aujourd'hui (Parent, 1980). À l'époque coloniale, il était comparable à l'espace du comté du Buckinghamshire et englobait l'ensemble des terres situées au sud des seigneuries et au nord de la frontière américaine. À l'est, ce territoire se limitait à la rivière Chaudière tandis qu'à l'ouest les seigneuries du Richelieu faisaient office de limite physique. La MRC d'Arthabaska est entièrement comprise dans ce vaste espace qui demeura inhabité jusque vers 1790 à l'exception de la présence habituelle amérindienne. Plusieurs loyalistes commenceront à s'y réfugier illégalement (ex. Timothy Morill, James Goodhue) suite à la Guerre d'indépendance américaine.

À la fin toute fin du XVIIIe siècle, certaines lignes d'arpentage établies d'après une superficie uniforme sont tracées par l'arpenteur général, Samuel Holland. Les cantons arpentés devaient servir à leur lotissement. Les cantons sont créés par proclamation publiée à la *Gazette officielle du Québec*. Avant 1840, ils furent érigés en vertu d'instructions données par les autorités impériales aux gouverneurs. De 1840 à 1867, ils sont créés en vertu de l'Acte d'Union (3-4 Victoria, chapitre 35, section 58) et depuis 1867, en vertu de l'article 144 de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique.

Parmi les instructions transmises quant à la distribution et l'occupation des lots, certaines stipulent « des mesures en matière de concession des terres de la Couronne, par exemple, l'étendue des concessions, les conditions de défrichement ou de culture, la réserve d'un septième de la superficie du township pour le soutien du clergé protestant et une autre réserve d'un septième de cette superficie de la Couronne ». Cinq concessions ont cependant été accordées en seigneurie en 1823 et 1824, mais aucune n'affectait le

[18] Ce régime constituait un cadre juridique à l'intérieur duquel seigneur et habitants étaient soumis à des droits et à des devoirs réciproques. Les terres seigneuriales sont situées le long de la rive du fleuve Saint-Laurent et de ses principaux affluents.

territoire arthabaskien. L'Acte seigneurial a été réalisé en 1854 et c'est à ce moment que la tenure seigneuriale est complètement abolie. C'est également à ce moment que débute véritablement la colonisation des Bois-Francs.

Avant la guerre de 1812, l'administration coloniale avait généreusement distribué les terres des Cantons de l'Est à certains loyalistes[19] et à des « amis et favoris » qui se sont avérés être des spéculateurs. La spéculation consistait à frauder le gouvernement en se créant des contacts et alliances dans ce milieu, puis en réquisitionnant la concession d'étendue de terres convoitées, souvent référées par l'arpenteur général lui-même. Un acte de rétrocession était alors signé par le gouverneur au nom du spéculateur qui le plus souvent ne s'engageait pas à occuper ou exploiter la terre. C'est donc dire que jusque vers 1830, soit au moment où une nouvelle législation encadre l'attribution des terres publiques, l'espace des Bois-Francs appartenait essentiellement à de riches propriétaires qui n'ont pas eu le souci d'occuper ni même de développer cet espace (Parent, 1980). C'est ce qui est arrivé dans la majorité des cantons de la MRC d'Arthabaska, mais de manière plus assidue dans la portion sud du territoire arthabaskien, en l'occurrence à Sainte-Élizabeth-de-Warwick, Warwick et Kingsey Falls. Parallèlement, la *British American Land Company*, fondée à Londres en 1833, achète à la Couronne britannique des milliers d'acres de terre dans les Cantons de l'Est et c'est sous son influence qu'est aménagé entre autres le chemin Gosford (1838).

Après la guerre, le gouvernement payait également les soldats par l'octroi de terres que les spéculateurs rachetaient à bas prix, les militaires préférant souvent se départir de ces terres encore inaccessibles en raison de l'absence de chemins de pénétration adéquats. L'année 1818 marque le début d'un contrôle plus serré dans la donation ou la vente d'un lot. Par exemple, le concessionnaire devait voir à la construction d'une maison et au défrichage d'un nombre minimum d'acres de terre (De L'Isle, 1986 : 4). À partir de ce moment, des lots commencèrent à être octroyés (par donation) à un plus grand nombre de propriétaires.

Les premiers colons de la MRC d'Arthabaska (tableau 23.1) pouvaient légalement obtenir une terre de trois façons différentes : soit en les achetant de vétérans qui les ont obtenus en récompense, soit en les achetant directement du gouvernement, soit en les achetant de la banque de Québec qui avait récupéré les terres des spéculateurs (Vaillancourt, 2013 : 44). Cependant, l'abbé Marquis reportait en 1860 que les trois quarts des occupants des comtés de Drummond et d'Arthabaska étaient des squatters : des hommes et des familles défrichaient et cultivaient des terres dont ils n'avaient pas la

[19] Les loyalistes sont des colons américains qui ont conservé une fidélité envers la Grande-Bretagne et la monarchie britannique pendant la guerre d'indépendance américaine. Certains ont migré en terre canadienne grâce à l'octroi de terre par le gouvernement.

possession légale. La spéculation avait fait grimper les prix des terres à un tel point qu'elles n'étaient pas achetables par les jeunes familles. Cette situation était telle que l'état dut intervenir en établissant une législation appropriée en faveur des squatters (Whan, 1996 : 2-3). Il faut donc considérer que de nombreux lots sont obtenus par vente à des colons squatters.

Tableau 23.1 – Les premiers colons des municipalités de la MRC d'Arthabaska

Municipalité	**Nom des premiers colons**	**Année d'arrivée**	**Première mission**	**Érection canonique**
Tingwick	Timothy Morill	1790	1832	1856
Chesterville	M. Brook/James Goodhue	1810	1857	1859
Kingsey Falls	E. Baynes	1811	1830	1865
Sainte-Clotilde-de-Horton	Pierre Landry	1825	1830	1870
Saint-Louis-de-Blandford	Charles Héon	1825	1828	1848
Maddington	Pierre Bruneau	1827	1873	1888
Saint-Samuel	David Prince, Louis Héon, David Poirier/Dorion, Jean-Baptiste Lafond, Jean-Baptiste Boudreault	1830	1866	1878
Saints-Martyrs-Canadiens	Jean-Baptiste Coulombe	1830	1850	1939
Saint-Christophe-d'Arthabaska	Charles Beauchesne	1835	1838	1851
Saint-Norbert-d'Arthabaska	Pierre Landry dit Bercase, Jean-Baptiste-Narcisse Béliveau, Louis Gravel	1835	1843	1855
Saint-Valère	Raphaël Poirier-Doiron, Joseph Poirier-Doiron, Jean-Paul Landry et Louis Blanchet	1835	1848	1860
Warwick	Loyalistes indét., J. B. Robida (Batoche), Olivier Leclerc et J.B. Gauthier	1835	1841	1860
Saint-Albert	Justin-Louis Héroux	1841	1861	1864
Ham-Nord	Modeste Gosselin	1845	1861	1870
Sainte-Hélène-de-Chester	Ferdinand L'Écuyer	1847	1861	1860
Notre-Dame-de-Ham	Louis Côté, Pierre Prince, Barthélémy Toupin	1849	1898	1897
Sainte-Élizabeth-de-Warwick	Patrick McKeown	1851	1876	1872
Saint-Rémi-de-Tingwick	Rémi Grenier	1854	1877	1881
Daveluyville	James Hodges, Bradley, Sharples, puis Jules-Ferdinant Esnouf, Ferdinant Laroche, Pierre Arseneault	1869	1873	1888
Sainte-Anne-du-Sault	James Hodges, Bradley, Sharples, puis Beaudet, Vigneault et Plourde	1869	1873	1888
Saint-Rosaire	Cyprien Moreau	1886	1893	1893
Sainte-Séraphine	Joseph Vincent, Hubert Vincent, Godefroi Vincent, Onésime Lampron	1888	1914	1904

L'insistance donnée à l'occupation des cantons ne concernait pas la volonté canadienne-française de migrer en terre nouvelle, mais était plutôt pensée dans la perspective d'une

implantation massive d'Anglo-Saxons. Un flot migratoire britannique pouvait permettre à la fin du XVIIIe siècle de contrebalancer la forte présence américaine, toujours menaçante pour la métropole. Le projet voulait également limiter l'occupation francophone à la vallée du Saint-Laurent. Pour ces raisons, le gouvernement s'investit à découper le territoire et à le rendre accessible via l'aménagement une première voie de pénétration officielle à partir du port de débarquement de la région de Québec.

5.3 Contexte socioculturel de l'occupation coloniale arthabaskienne

Parallèlement à la lente mise en disponibilité d'un territoire nouveau que l'on référait comme en « bois debout » pour désigner l'abondance de la forêt, tout un ensemble de facteurs ont contribué à la rapide colonisation du territoire des Bois-Francs à partir des années 1840.

Des cantons nés de la division des terres par le nouveau gouvernement britannique en 1791, ceux d'Arthabaska furent d'abord octroyés, pour la plupart, à des capitalistes anglais ou à d'anciens miliciens de la même origine, mais ce sont des loyalistes d'origine irlandaise et écossaise qui peuplèrent véritablement les premiers townships entre 1790 et 1840. Ainsi, Saints-Martyrs-Canadiens, Tingwick et Kingsey Falls accueillaient les derniers anglophones émigrant des États-Unis à la suite de la guerre de l'Indépendance américaine ainsi que des cantons estriens situés au sud. Au même moment, des colons d'origine irlandaise et écossaise émigraient par centaines au Bas-Canada à la suite des révolutions et des famines qui ont éclaté sur leur terre natale.

Les premiers colons canadiens-français proviennent des seigneuries surpeuplées situées le long de la vallée du Saint-Laurent. L'augmentation rapide de la population au début du XIXe siècle – la population doublait aux 25 ans – avait favorisé le fractionnement des lots le long du Saint-Laurent. Parallèlement à cela, les techniques de culture de cette époque épuisaient les terres et les rendaient moins performantes. Les paysans s'appauvrissaient. À la suite de l'arrivée des pionniers colonisateurs dans les différentes parties du territoire arthabaskien (tableau 23.2), la richesse des terres fut rapidement vantée à ce point que l'idée du succès de l'agriculture incita de nombreuses familles à s'y installer. C'est l'histoire qui est racontée à propos de Louis Héon, colon-fondateur de Saint-Louis-de-Blandford. Cette période de crise économique a également été marquée par des troubles sociopolitiques (rebellions, pendaisons) qui ont amené plusieurs familles canadiennes-françaises à migrer vers les cantons inoccupés du sud. L'intérêt de la nouvelle génération à maintenir des modes d'établissement traditionnels axés sur l'exploitation agricole et la transformation des produits de culture a sans aucun doute favorisé cette migration.

Tableau 23.2 – Les facteurs à l'origine de l'occupation euroquébécoise de la MRC d'Arthabaska

Type de facteur	Description
Facteurs humains externes	▪ Guerre d'indépendance américaine (1775-1883); ▪ Conflit militaire et politique menant aux Rébellions 1837-1838; ▪ Famine irlandaise et écossaise (1840) ▪ Crise agricole du Bas-Canada (1840-1850) : – Surpeuplement des seigneuries; – Épuisement des terres cultivables; – Appauvrissement des paysans; ▪ Incendie des Faubourgs Saint-Roch et Saint-Jean en 1845; ▪ Acte seigneurial réalisé en 1854; ▪ Nouvelle législation quant à l'abolition du statut d'intrus des squatters.
Facteurs environnementaux internes	▪ Réseau de rivières navigables et favorables à l'implantation de moulins; ▪ Abondance du bois ou et dur de qualité; ▪ Terres fertiles, du moins, dans les premiers temps…
Facteurs humains internes	▪ Absence d'occupations amérindiennes permanentes; ▪ Engagement du clergé dans la colonisation du territoire; ▪ Aménagement de chemins : Craig (1810), des Townships (vers 1810), Gentilly/Stanfold (1826-1830), Gosford (1830-1843), Saint-Philippe (1849-50) et Arthabaska (1849); ▪ Ramification du réseau routier après 1860; ▪ Augmentation rapide de la population (taux de natalité élevé).

En 1854, le gouvernement vote les lois abolissant la tenure seigneuriale et sécularisant les réserves des clergés. Sur le territoire de la MRC d'Arthabaska, la vente de lots réservés jusque-là à la Couronne et au clergé attire de nombreux colons canadiens-français (Robert, 1994 : 16). Parallèlement, une nouvelle législation émise par le gouvernement du Bas-Canada entre les années 1840 et 1880 devait répondre au problème des occupants sans titre de propriété, en abolissant le statut d'intrus des squatters, à la condition qu'il accède au titre légal de leur droit de préemption (preuve d'occupations). Alors que le Bas-Canada et les zones rurales vivent une crise économique majeure, les graves incendies des Faubourgs Saint-Roch et Saint-Jean en 1845 provoquèrent la migration de milliers de sans-abris grâce au chemin Gosford. Plusieurs familles s'installèrent dans la région de Saints-Martyrs-Canadiens et de Garthby. La localité prit alors le nom de « Petit-Québec ». Bref, le surpeuplement des terres et l'arrivée d'immigrants dans un contexte sociopolitique précaire ont forcé l'ouverture du territoire des Bois-Francs qui, vraisemblablement, ne sera pas occupé avant 1790. Ces facteurs humains sont indépendants des facteurs qui se sont mis en place dans les Bois-Francs.

Parmi les facteurs environnementaux qui appartiennent à la région des Bois-Francs, la présence de rivières navigables (Bécancour, Nicolet, Nicolet Sud-Ouest, Bulstrode) accompagnée de quelques sentiers d'abord empruntés par les amérindiens, représentait les seuls moyens d'accéder au territoire arthabaskien. Les rivières que suivaient les amérindiens ou les explorateurs avec leurs canots comptent de nombreux portages et ne

pouvaient généralement pas être empruntées pour du transport de personnes ou de marchandises. Malgré certains obstacles, les voies navigables constituaient néanmoins les premiers vecteurs de déplacement sur le territoire. La rivière Nicolet a été empruntée par la famille Morill (1790) jusqu'à Tingwick. La rivière Nicolet Sud-Ouest donna accès au territoire de Kingsey Falls (1800) et de Sainte-Clotilde-de-Horton (1825). Les premiers occupants de Saint-Louis-de-Blandford et de Maddington ont voyagé grâce à la rivière Bécancour. Ces derniers semblent d'ailleurs avoir implanté leurs premières cabanes sur des sites amérindiens, à la confluence de la rivière Blanche qui prend sa source dans les Appalaches. Les rivières étaient d'ailleurs un critère important dans le choix d'un site d'implantation, afin d'y exploiter l'énergie hydraulique.

Il va sans dire que le succès des premières récoltes a probablement favorisé la venue de nombreuses familles, mais il semble que ce soit l'abondance du bois mou et dur de qualité, associé au réseau ramifié de rivières permettant la drave et l'actionnement de moulins, qui ait motivé les grandes vagues de migration entre les années 1860 et 1880. L'exploitation des immenses forêts de bois francs assurait un revenu à de nombreux travailleurs et est associée directement à la réussite économique de nombreuses municipalités avant la mise en place de l'économie presque strictement agricole des années 1900.

Au niveau des facteurs associés aux comportements humains, l'absence d'occupation amérindienne permanente sur le territoire a contribué à l'établissement harmonieux des premiers colons et de l'institution religieuse, ce qui n'est pas le cas des municipalités centricoises situées le long du Saint-Laurent. L'engagement du clergé dans le domaine de la colonisation est crucial. En fait, le mode d'établissement colonial est intimement lié à l'histoire religieuse : il débute avec le développement de la paroisse. L'implantation d'un lieu de culte constituait généralement le point de rencontre des nouveaux venus et ainsi le site d'un futur village et d'une paroisse. Les prêtres missionnaires et les curés permanents incarnaient l'autorité ecclésiastique dans la paroisse. Ils ont eu une influence significative dans l'évolution des municipalités naissantes. Puisqu'ils étaient instruits, ils n'étaient pas seulement chargés du « soin des âmes », de l'application des règles liturgiques, ils présidaient également les assemblées de fabrique et de paroisse, tenaient les registres d'état civil, érigeaient les confréries et associations pieuses et parrainaient les œuvres socio-économiques (Robert, 1994 : 37). Sans la présence des missionnaires et des curés, le milieu rural aurait perdu davantage d'habitants au profit des grandes villes du Bas-Canada et des États-Unis. En 1849, un rapport du comité législatif spécial mentionne en effet que plus de 20 000 personnes sont parties vers les États-Unis, tandis que de 1861 à 1900, plus d'un demi-million de Québécois vont migrer aux « States » (Létourneau, 1997 : 5).

Les premiers colons à s'immiscer sur le territoire se sont vus confier en même temps la responsabilité d'ouvrir les routes d'accès (Vaillancourt, 2013 : 36-37), mais cette délégation s'avéra inefficace surtout en raison de la spéculation et de l'étalement des occupations initiales. Ainsi, même arpenté, divisé en cantons et octroyé à des individus, le territoire ne sera pas officiellement occupé avant l'établissement de véritables chemins de pénétration. L'historien laïc Hilaire Saint-Germain parlait des Bois-Francs comme de la Mésopotamie, cette région fertile arrosée par des rivières d'importance qui assuraient la fertilité des sols et générant autant de richesses agricoles. Quatre voies de pénétration et deux pistes intérieures auraient favorisé les déplacements vers les nouvelles colonies et entre les colonies. Le chemin de Gentilly/Stanfold (1826-1830) aura permis de se rendre vers la colonie de Charles Héon sur les bords de la rivière Bécancour; le chemin des Townships (1810) aura permis la colonisation de Sainte-Clotilde; tandis que les chemins Craig (1810) puis Gosford (1830) favorisèrent principalement l'occupation des cantons de Chester, de Tingwick, de Ham et de Wolfestown. D'abord établis le long de ces axes principaux, les colons s'aventureront de plus en plus loin dans les terres pour exploiter les lots disponibles. C'est ainsi que naissent les premières pistes intérieures dont les premières et les plus importantes sont le chemin d'Arthabaska (1849) et le chemin Saint-Philippe (1849-1853). Ils serviront à la colonisation (la majorité des habitants s'installent au front des lots), mais aussi à la circulation intercoloniale lorsque les habitants étaient appelés à se déplacer entre les colonies pour faire moudre le grain ou s'approvisionner en produit de toutes sortes.

5.4 Caractère du patrimoine bâti arthabaskien

Le patrimoine bâti, dans la multiplicité de son expression, inclut par définition tous les éléments du bâti ayant un intérêt patrimonial. Différentes catégories de patrimoine matériel sont représentées dans la MRC d'Arthabaska, à commencer par le patrimoine religieux qui est à la source du développement des municipalités. Se comptent également parmi ce patrimoine quantité d'éléments attachés au patrimoine scolaire, industriel, architectural et agricole.

Le **patrimoine religieux** désigne les bâtiments ou immeubles associés aux différentes pratiques religieuses. Cette catégorie comprend alors les églises, presbytères, couvents, maison du sacristain, cimetières et croix de chemin. Dans la MRC d'Arthabaska, les églises catholiques sont les plus nombreuses, mais quelques églises anglicanes et méthodistes sont également illustrées. Les églises catholiques sont souvent accompagnées d'un presbytère qui logeait le prêtre desservant. Dans plusieurs municipalités, comme Warwick et Sainte-Clotilde-de-Horton, se comptaient par le passé des bâtiments religieux connexes comme un couvent ou un juvénat. Certains de ces bâtiments ont brûlé ou ont été

détruits alors que d'autres encore debout ont été concédés à d'autres fonctions. Quelques croix de chemin ont aussi traversé le temps. Elles se retrouvent dispersées sur l'ensemble du territoire, principalement à la croisée des vieux chemins. Le CÉLAT en avait répertorié quelque 66 en 1980. Le CÉLAT répertorie également les autres aménagements religieux comme les charniers et calvaires ainsi que les cimetières.

Le **patrimoine scolaire.** En plus de s'articuler autour de la religion, la vie sociale a cheminé autour de l'éducation, véritable gardien de la tradition et le moteur de l'évolution culturelle. La revitalisation de certaines d'entre elles par la création, entre autres, de musées comme à Saint-Christophe-d'Arthabaska (maison d'école Cinq-Chicots) aura permis la sauvegarde d'un nombre considérablement réduit de bâtiments patrimoniaux. En fait, la diminution démographique jouxtée à l'assaut de la modernité auront fait fit des derniers bastions des premières organisations scolaires. Simplement mises à terre faute d'avoir été entretenues ou bien transformées en petites entreprises à caractère industriel ou communautaire, en résidences, garage ou remise, les maisons d'école ont perdu leur fonction d'antan.

Le **patrimoine industriel** comprend les infrastructures qui ont été édifiées ou utilisées à des fins industrielles ou commerciales et dont les vestiges structuraux sont encore debout. Dans la MRC d'Arthabaska, il a été démontré que des municipalités telles que Kingsey Falls, Warwick et Daveluyville sont truffées de témoins évoquant une longue histoire industrielle. Considérant que plusieurs infrastructures ont été ravagées par le feu et que d'autres sont encore en usage, il est possible que des bâtiments aient conservé leur caractère architectural d'origine. Aucun n'est cependant encore reconnu comme bâtiment patrimonial d'intérêt.

Il va s'en dire que l'industrie du bois s'est taillé une place de choix dans l'économie de la MRC. Le *Répertoire industriel du Québec* faisait mention, en 1977, qu'environ 40 % des industries étaient directement reliée à la transformation du bois ou à la fabrication de produits du bois (CÉLAT, 1980 : 32). Les cartes topographiques anciennes présentent la distribution des quelques centaines de moulins en opération vers les années 1920.

Quelques municipalités conservent aussi des traces des petites industries qui ont marqué l'éclosion de l'économie des localités sur le territoire de la MRC. Les nombreuses scieries, tanneries, meuneries et autres industries artisanales de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle dont plusieurs ont disparu ne sont que très peu documentées à ce jour. Les industries du bois comptent sans nul doute parmi l'exploitation la plus rentable et la plus populaire dans la MRC. Après l'exploitation du bois pour sa vente, quantité de petites manufactures et de boutiques du bois (meubles, armoires, portes, châssis, cercueil, boiseries, placage, etc.) ont vu le jour.

La plupart des moulins du XIXe siècle étaient actionnés grâce au pouvoir hydraulique des rivières qui parcourent le territoire. Trois de ces moulins ont survécu au temps et forment donc aujourd'hui un patrimoine rarissime à protéger : les moulins à eau de Saint-Valère (1870), de Warwick (1915) et de Chesterville.

Les commerces sont nombreux au début du XXe siècle : magasins généraux, bureaux de notaires, hôtels, garages, sans compter les bureaux de postes, banques et caisses populaires. Si certains commerces sont tenus dans la résidence des particuliers dans une pièce attenante, plusieurs bâtiments qui y étaient consacrés existent encore. Les magasins généraux d'antan encore en fonction sont quasiment inexistants de nos jours. Le magasin de M. R. Lafontaine à Chesterville, lequel regroupe à la fois une épicerie et un bureau de poste, constitue le seul représentant de ce type de commerce. Certaines bâtisses qui accueillaient autrefois un magasin général occupent encore fièrement les anciens noyaux villageois, notamment à Sainte-Clotilde-de-Horton et à Daveluyville.

Quantité de beurreries et de fromageries d'abord artisanales puis parfois industrielles se sont implantées sur le territoire arthabaskien. Il n'était pas rare au début du XXe siècle de voir une fromagerie/beurrerie pour chaque rang. Ces industries recevaient le lait des fermes environnantes et produisaient quotidiennement des fromages en grains et en blocs qui étaient livrés le jour même. Chesterville et Tingwick tiennent en opération des fromageries ancestrales prospères. Avant 1850, le beurre et le fromage étaient fabriqués directement à la ferme. « La première fromagerie au Canada ouvrait ses portes en Ontario en 1864 et à Dunham comté de Missisquoi, dans le Québec, en 1865 (1961 : 235). » Après l'ouverture des premières beurreries en 1873 (Huntingdon), le nombre de fabriques augmenta rapidement de sorte qu'en 1890, plus de 600 beurreries-fromageries étaient en opération à travers la province.

Du côté des scieries, le *Recensement du Bas-Canada*, en 1861, note la présence de neuf moulins à scie dans le comté alors que dix ans plus tard leur nombre atteint déjà 43. Cet engouement pour le commerce du bois (sciage et coupe) diminuera drastiquement dans les années 1940 et, de nos jours, le nombre de scieries encore debout ou en opération s'en trouve considérablement diminué. Les quelques scieries ancestrales de renom qui ont survécues au temps, dont celle de M. Campagna au rang 7 de Chesterville, ont été actionnées à la période moderne par la force moteur plutôt par des turbines. Warwick, Saint-Valère, Norbertville, Sainte-Clotilde-de-Horton, Saint-Louis-de-Blandford, Daveluyville, Tingwick, Sainte-Hélène-de-Chester et Chesterville comptaient des moulins à scie ancestraux toujours en opération en 1980 (Célat, 1980 : 24-26).

En plus des bois francs, la forêt arthabaskienne comprend un nombre appréciable d'érables à sucre. Dès le début de la colonisation, les habitants ont su emprunter le savoir-faire amérindien et parfaire la production de sirop et autres produits de l'érable. Plusieurs sucreries traditionnelles occupent encore le territoire malgré la modernisation de la pratique et des savoir-faire, entre autres à Sainte-Hélène-de-Chester, Saint-Rémi-de-Tingwick, Chesterville, Tingwick, Saint-Rosaire et Sainte-Clotilde-de-Horton (CÉLAT, 1980 : 29).

Enfin, l'industrie du vêtement deviendra une source économique importante à Warwick (*Warwick Woolen Mills*) dès sa fondation alors que Daveluyville a centré son économie dans l'industrie du bois de sciage puis dans celle de la transformation, notamment la fabrication de meubles.

Le **patrimoine architectural** correspond aux infrastructures historiques qui n'ont pas de caractère industriel ou religieux, mais qui, de par leur style architectural, se démarquent et ont conservé leur cachet d'origine. Dans les années 80, le ministère des Affaires culturelles a entrepris de réaliser l'inventaire photographique du patrimoine bâti d'un bon nombre de municipalités. Comme la majorité de ces bâtiments n'ont pas été localisés, il est difficile aujourd'hui de les retrouver. Certaines municipalités, comme Warwick, ont entrepris depuis quelques années une démarche d'inventaire détaillée qui permet avec détails de documenter les bâtiments ayant un caractère architectural. Chaque bâtiment répertorié comprend une fiche qui décrit le bâtiment, son état, les matériaux qui le composent et quelques informations historiques. Un circuit patrimonial a été conçu à partir de ce répertoire. Enfin, des municipalités ont pris l'initiative, même sans répertoire du patrimoine bâti, de réaliser des circuits touristiques qui mettent en valeur des bâtiments historiques ayant une valeur culturelle et architecturale. C'est le cas de Tingwick et de Sainte-Clotilde-de-Horton.

Le **patrimoine agricole** correspond aux bâtiments de ferme, aux champs de cultures traditionnelles, aux murets de pierres, aux haies brise-vent, bref au patrimoine bâti qui caractérise la vie agricole coloniale préindustrielle. Les transformations du milieu agricole qui s'opéreront dans les années 50 mèneront vers la disparition du paysage agricole d'antan.

Les **fermes** présentent des bâtiments généralement modernisés en raison de l'importance encore actuelle de l'exploitation agricole dans la MRC d'Arthabaska. Le rapport du CELAT (1980) relate plusieurs granges réparties dans plusieurs municipalités dont l'architecture a conservé son aspect d'origine. Quelques granges jumelées parfois à trois composantes (ex. Saint-Rosaire), d'autres à toit brisé dit mansardé (Chesterville, Norberville, Tingwick, Sainte-Élisabeth-de-Warwick, Warwick, Saint-Louis-de-

Balndford et Daveluyville en comprennent de bons exemples) s'inscrivent dans le paysage rural. Dans ce même rapport, quelques silos de forme octogonale sont répertoriés, notamment à Tingwick et Sainte-Élizabeth-de-Warwick. Parmi d'autres bâtiments intéressants, les maisons-blocs de Saint-Rémi-de-Tingwick et de Sainte-Hélène-de-Chester sont à noter. Enfin, des assemblages de « billes de cèdre » (de rondins de bois) remplissent les murs de certains bâtiments de ferme à Sainte-Élizabeth-de-Warwick, Warwick, Saint-Louis-de-Blandford et Daveluyville.

Le CELAT (1980) répertorie également certaines anciennes **maisons de ferme** construites au cours du XIXe siècle. Celles-ci comptent parmi les plus anciennes constructions de la MRC et témoignent de la colonisation du territoire. Au-delà de 5 000 maisons de ferme ponctuaient autrefois le territoire arthabaskien. De ce nombre, quelques centaines subsistent probablement toujours, la majorité se situant encore dans un contexte rural, puisqu'une faible portion du territoire s'est urbanisée. Quelques-unes, comme à Warwick et Daveluyville, sont intégrées à des quartiers plus denses, l'urbanisation les ayant rejointes. Ces maisons de ferme souvent dénudées des bâtiments qui en caractérisaient la fonction d'autrefois constituent souvent des éléments atypiques dans le paysage urbain actuel.

Durant la période historique ancienne (1830-1900) du comté d'Arthabaska, les villages agricoles étaient caractérisés par des maisons de type « ouvrières » (structure de bois et toit de tôle, presque carrée, toit aux pentes semi-abruptes) distribuées sur le front des lots et le long de rivières, ces véritables routes d'eau. Comme les familles bâtissaient leur résidence au front des lots, la majeure partie des chemins étaient aménagés à cet emplacement. La superposition des cartes topographiques et schémas cadastraux permettrait d'illustrer concrètement ce phénomène, découlant du mode de division des terres (lots).

Au côté du patrimoine bâti, le patrimoine routier et ferroviaire, le patrimoine naturel et le patrimoine vivant contribuent à définir l'histoire culturelle d'un territoire. Abordé lors de cette étude historique, ce type de patrimoine pourra servir à la mise en valeur de la MRC.

Le **patrimoine routier et ferroviaire**. La construction de pont de bois était la norme au début de la colonie lorsque les bacs ne suffisaient plus au transport. Certains ponts de bois ont été remplacés par des ponts de métal ou plus récemment encore, de béton. D'autres ont été recouverts, mais la majorité n'a pas traversé le temps. Certaines municipalités ont conservé et même mis en valeur d'anciens ponts de bois et des ponts couverts. Deux ponts couverts sont à ce jour répertoriés sur l'ensemble de la MRC. Le premier est le pont Descormiers traversant le ruisseau Laflamme à Saint-Rémi-de-Tingwick et, le second, le pont de Warwick (Perreault) qui permettait de traverser la

rivière des Pins. Également à Warwick, la gare du Canadien National a été mise en valeur et rappelle les années glorieuses du chemin de fer. Elle est occupée par la Maison de la culture.

Le **patrimoine naturel** désigne les éléments du paysage naturel qui portent un caractère patrimonial. Un paysage d'intérêt se définit le plus souvent par le fait qu'il n'a peu ou pas été modifié par les activités humaines modernes et qu'il ait, en ce sens, conservé un intérêt historique et culturel. Toutes les municipalités décrivent des points de vue panoramiques, des accès privilégiés aux rivières, des ensembles ruraux ou urbains mémorables. Les rivières Buldstrode, Nicolet et Nicolet Sud-Ouest traversent plus de la moitié des municipalités de la MRC et offrent en plusieurs emplacements des points de vue saisissants. Tout le long de ces cours d'eau, des frayères et des zones d'habitat de la sauvagine peuvent être répertoriées et exploitées à titre de patrimoine naturel. Kingsey Falls tire également son nom des chutes qui traverse son territoire. Le schéma d'aménagement reconnaît également l'intérêt patrimonial de ces trois rivières. Depuis 2002, COPERNIC (http://www.copernicinfo.qc.ca/) lutte pour une gestion saine de l'eau dans le bassin versant de la rivière Nicolet favorisant du même coup la conservation des habitats naturels le long des rivières du territoire arthabaskien.

Certains paysages ont probablement conservé leur caractère naturel strict, c'est-à-dire qu'aucune activité humaine n'est venue perturber le milieu de vie. Ces paysages constituent souvent des parcs voués à la protection des sites archéologiques, de la faune et de la flore.

Enfin, le **patrimoine vivant**, constituant du patrimoine immatériel, se définit par des éléments qui peuvent se transmettre d'une personne à une autre ou d'un groupe à un autre, ces porteurs de mémoire, de traditions et de savoir-faire ancestral. Il comprend ainsi les savoir-faire, les connaissances, les expressions, les pratiques et les représentations qui sont transmises de génération en génération. Reconnaître les diverses origines des habitants de même que les principaux acteurs des microsociétés d'antan (menuisiers, cordonniers, forgerons, ferblantiers – artisans du bois, du cuir et du fer) en relatant la vie de ces personnages historiques, favorise la mise en valeur de ce patrimoine. Le secteur de l'artisanat est généralement composé d'acteurs porteurs des techniques de fabrication ancestrales. Ceux-ci, habitants ou participants à un organisme, tel que le Cercle des fermières, représentent les principales manifestations du patrimoine vivant.

5.5 Recommandations

Nous avons abordé l'étude de l'habitat rural ancien de la MRC d'Arthabaska en identifiant les différentes phases du peuplement, en identifiant les aspects matériels de la culture qui pourraient subsister du développement initial et enfin, en documentant le développement des principaux réseaux de communication. Chacun des aspects abordés dans ce rapport a ainsi contribué à expliquer divers phénomènes reliés à l'histoire sociale, économique, culturelle et religieuse du territoire arthabaskien, dont la présence de certains bâtiments que l'occupation ininterrompue a permis de conserver. Il ne s'agit toutefois pas d'une étude approfondie et beaucoup reste à faire pour documenter, analyser et mieux comprendre les différentes facettes de l'héritage bâti.

L'étude de l'histoire culturelle et l'élaboration d'un macro-inventaire du patrimoine mènent inévitablement à une meilleure compréhension des spécificités de la région et de l'enracinement de ses habitants. Elle peut constituer un actif de base en faveur de la mise en valeur du patrimoine, de la diffusion et de la perpétuation des connaissances et de l'implantation d'installations culturelles et touristiques.

Les manifestations architecturales d'un territoire sont intimement liées à la période d'établissement de ces premiers résidants. Ainsi, la colonisation ouverte au milieu du XIXe siècle dans le piémont des Appalaches verra l'expansion d'une mode architecturale rurale ou villageoise différente de celle assujettie aux communautés du XVIIIe de la vallée du Saint-Laurent. De même, l'origine de ces colons a procuré une grande influence dans la distribution de certaines formes architecturales ou encore dans l'usage de certains matériaux. À titre d'exemple, l'emploi de la brique, déjà bien répandue au début du XIXe siècle par les anglophones et les Irlandais des Cantons de l'Est, n'en sera qu'à ses balbutiements à la fin du XIXe siècle chez les francophones qui colonisent massivement cette contrée. Dresser le portrait du développement historique d'un territoire devient essentiel dans le contexte d'une mise en valeur patrimoniale.

L'inventaire préparé dans ce rapport est à l'état préliminaire. Il constitue un outil de référence pour faciliter l'identification plus formelle du patrimoine à la grandeur de la municipalité. La création d'un inventaire exhaustif grâce à l'analyse architecturale au terrain permettra de mener plus loin les efforts de préservation et de mise en valeur du patrimoine arthabaskien par diverses mesures règlementaires et de sensibilisation. Nous proposons ici diverses avenues pouvant mener à la réalisation de tous ces objectifs, mais avant, il est essentiel de franchir certaines étapes qui conduiront à la mise en valeur du patrimoine :

1) **Choisir des thèmes d'interprétation en fonction de l'impact que les phénomènes sociaux, économiques et culturels ont eu sur la vie des habitants du territoire.** En fait, certains thèmes ont marqué l'ensemble de la MRC alors que d'autres sont plus spécifiques à la municipalité. Les spécificités ont été abordées dans les différents secteurs de notre étude. Elles peuvent constituer le point de départ de nombreux projets de mise en valeur et de sensibilisation.

2) **Pousser plus avant la recherche documentaire en fonction des choix thématiques.** Le processus de mise en valeur des thèmes patrimoniaux choisis devra tenir compte du potentiel qu'ils présentent en regard des richesses archéologiques et documentaires qu'ils recèlent. Pour un thème donné, par exemple l'exploitation agricole en milieu appalachien, il sera important de connaître en profondeur l'ensemble du phénomène et les différentes phases de son développement, ce qui permettra d'identifier les installations ou les sites les plus représentatifs et les plus susceptibles d'offrir des avenues de mise en valeur ainsi que des facilités de recherches, d'accessibilité, d'aménagement, etc. Parmi les études à réaliser, nous recommandons :

   - Des études reliées au patrimoine bâti et au paysage culturel
     - Documenter les moulins, les installations agricoles, les zones de culture et d'élevage et les petites industries qui ont marqué l'économie initiale du territoire de façon à faire ressortir les variantes locales;
     - Mieux documenter les écoles de rang et les commerces qui ont servi la communauté coloniale;
     - Documenter, à l'aide de la réalisation d'une chaîne de titre, les diverses propriétés privées répertoriées au macro-inventaire patrimonial; l'étude de l'histoire des bâtiments, grâce particulièrement à la reconstitution de la chaîne de titres, contribuera à définir le caractère unique du patrimoine bâti, si possible son évolution et ses transformations, mais aussi les particularités des gens qui y ont vécu et des événements qui se sont déroulés.
     - Identifier et analyser les caractéristiques physiques des bâtiments patrimoniaux et équipements associés;
     - Établir des critères menant à la sélection d'immeubles et de sites patrimoniaux voués à être reconnus au niveau fédéral, provincial et/ou municipal;
     - Identifier le potentiel archéologique des établissements les plus caractéristiques en vue de leur protection et d'une éventuelle mise en valeur.

- Des études reliées au réseau de transport
  - Identifier les principales caractéristiques physiques des routes et des ponts à l'aide de relevés appropriés;
  - Identifier les traces laissées par le passage du chemin de fer;
  - Favoriser un intérêt pour les chemins anciens (circuit, piste cyclable, panorama)

- Des études reliées aux personnages ayant marqué l'histoire des municipalités de la MRC;

- Des études approfondies du cadre religieux dont l'expression a inévitablement teinté l'occupation historique de la MRC;

3) **Poursuivre le macro-inventaire du bâti ancien et en présenter la répartition géographique**. L'inventaire du patrimoine bâti de la MRC d'Arthabaska pourra facilement être bonifié lors d'un autre volet de la recherche, grâce notamment à la mise à niveau du potentiel patrimonial des différentes municipalités, l'étude du rôle d'évaluation, l'analyse comparative des cartes anciennes, la communication avec des personnes-ressources (notamment les ainés de la municipalité) et, au final, la visite au terrain. Ces données pourront constituer le point de départ d'un macro-inventaire plus détaillé et d'une répartition géographique (base de données, cartographie) du patrimoine bâti. Certaines composantes comme le lieu, les phases d'occupation, les thèmes/fonctions devront être prises en compte dans l'analyse et pourraient nécessiter la consultation d'archives.

4) À la lumière de la présente recherche historique, nous recommandons également la mise sur pied d'un certain nombre d'autres **mesures visant à mieux protéger et à mettre en valeur le patrimoine bâti de la MRC**. Ces mesures représentent des pistes de réflexion qui pourront alimenter les débats pour la réalisation d'autres volets d'étude et de mise en valeur prévus à la suite de ce premier volet. Les recommandations présentées devront être développées dans un prochain rapport.
   - Cartographier les éléments du bâti et autres traces culturelles pour leur diffusion;
   - Traduire les données en un document accessible au citoyen afin de l'outiller
   - Diffuser l'information sur le patrimoine : doter les sociétés d'histoire d'outils efficaces, créer un réseau culturel, travailler en partenariat avec les municipalités;
   - Créer une banque de photographies anciennes;

- Revoir et créer des circuits patrimoniaux mettant en valeur certaines maisons et certains sites à l'aide d'un dépliant explicatif;
- Conserver et mettre en valeur les immeubles publics;
- Inciter les propriétaires à mettre en valeur leur bâtiment patrimonial en instaurant des prix soulignant la qualité des interventions de rénovation, de transformation, de recyclage et de construction de bâtiments en regard des caractéristiques propres à l'environnement bâti;
- Se doter d'outils d'urbanisme efficaces en vue de protéger le patrimoine bâti, tels que :
  - Favoriser la présence de comité consultatif (CCU) qui étudie les demandes relatives aux modifications des règlements d'urbanisme et donne un avis favorable ou non au conseil municipal.
  - Favoriser le plan d'intégration et d'implantation architectural (PIIA) au sein des municipalités. Cet outil permet d'établir des normes en matière de construction de modification de bâtiment et de terrain.
  - Reconnaître, en accord avec le schéma d'aménagement et de développement de la MRC d'Arthabaska, un territoire d'intérêt patrimonial et des bâtiments patrimoniaux, et identifier les mesures de protection et de mise en valeur stricte ainsi que les sanctions pour non-respect de ces mesures. La reconnaissance de bâtiments d'intérêt patrimonial peut se faire à l'échelle municipale (règlements d'urbanisme, SAD), mais aussi à l'échelle provinciale (désignation patrimoniale).

Tableau 23.3 – Synthèse des recommandations

Objectifs	**Actions**
Pour la réalisation d'un macro-inventaire du patrimoine bâti	• Établir la liste des bâtiments inscrits au rôle d'évaluation • Interpréter les cartes anciennes et actuelles du territoire en fonction des données historiques connues • Réaliser des entrevues avec des personnes-ressources (élus, ainés) en fonction des données historiques connues • Réaliser une étude architecturale au terrain
Pour une documentation exhaustive de certains éléments du bâti	• Sélectionner des éléments d'intérêt • Consulter des documents de première main (archives, actes notariés, etc.) ou des documents spécialisés • Créer des banques de données • Favoriser la recherche archéologique
Pour la mise en valeur du patrimoine bâti	• Cartographier les éléments du bâti et autres traces culturelles • Créer une banque de photographies anciennes • Bonifier le macro-inventaire • Inciter les propriétaires à mettre en valeur leur bâtiment patrimonial • Conserver et mettre en valeur les immeubles publics • Se doter d'outils d'urbanisme efficaces
Pour la sensibilisation face au patrimoine bâti	• Traduire les données en un document accessible au citoyen • Diffuser l'information sur le patrimoine sous différentes formes • Revoir et créer des circuits patrimoniaux • Accompagner et outiller le citoyen

BIBLIOGRAPHIE

Antoine, frère, S. C. (1961): *Laurier, citoyen d'Arthabaska.* Victoriaville : [s. n.], 167 p.

Auclair, Marie-José (2007): *Les Cantons-de-l'Est : paysages, histoire, attraits.* Montréal : Éditions de l'Homme, 413 p.

Beaudet, Gisèle (1984): *Le Patrimoine architectural dans les Bois-Francs [pour le] Projet sur le patrimoine architectural dans les Bois-Francs.* Arthabaska : Société du Musée Laurier, 2 v.

Beauregard, Yves (1986): *Bibliographie du centre du Québec et des Bois-Francs.* Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, 495 p.

Béchard, Jocelyne (1981): *Index de l'Union des Cantons de l'Est, 1866-1867.* Québec (province) : Cégep de Trois-Rivières, 1 v.

Bécotte, Gaby (1974) : *Henri d'Arles, 1870-1930.* Victoriaville : La Société d'histoire d'Arthabaska inc., 22 p.

Bergeron, Alain (1999) : *Visages du siècle.* Victoriaville : Imprimerie Transcontinental, 56 p.

Bergevin, Hélène (1981) : L'Architecture des églises protestantes des Cantons de l'Est et des Bois-Francs au XIXe siècle. Québec : Université Laval, 128 p.

Bernard, Jacques et Norman Perron (2009) : *La Beauce-Etchemin-Amiante.* Québec : Les Presses de l'Université Laval : INRS, 184 p.

Boisvert, Léo et al. (2002): *Répertoire de cimetières de la région de Drummondville.* Drummondville: Société de généalogie de Drummondville.

Booth, Derek (2008) : *Railways of Southern Quebec : from the Richelieu to the Chaudière*. Montreal : Railfare DC Books.

Brunelle, Sylvie (1980): *Macro-inventaire. Ethnologie; rapport synthèse, comté d'Arthabaska.* M.A.C. 209 p.

Brunelle-Lavoie, Louise (1990?) : *Des moulins et des hommes.* Sherbrooke : Société d'histoire de Sherbrooke, 19 p.

Caron, Ivanhoë abbé (1923) : *La colonisation de la province de Québec.* Québec : Ateliers de l'Action sociale ltée, 2 vol. [Document numérique]

Carrier, Geneviève, Gendron, Daniel et Micheline Ouellette (1977): *Centre d'études régionales sur les Bois-Francs : [catalogue]*. Victoriaville : Société d'histoire de la région d'Arthabaska, 103 p.

CELAT (1980): *Macro-inventaire des biens culturels du Québec, comté d'Arthabaska – Ethnologie. Arthabaska: MRC d'Arthabaska.* Rapport déposé au Ministère des Affaires culturelles, Direction générale du patrimoine, Service des Inventaires.

Chouinard, Yvan (1980): *Macro-inventaire. Ethnologie; rapport synthèse, comté de Wolfe.* M.A.C. 319 p.

Collectif (1996 [1995]): *Journal de la Société d'histoire et de généalogie des Bois-Francs.* Victoriaville : la Société, trimestriel.

Collectif: *La Nouvelle de Victoriaville* (vol. 1, no 1 (25 fév. 1956)

Collectif: *La Patrie*

Collectif: *La Revue colombienne*

Collectif : *La Gazette d'Arthabaska* (23 nov. 1907-9 mai 1914)

Collectif: *La Voix des Bois-Francs* [ressource électronique], 1928-1966. Montréal : SOCAMI [2008], 4 DVD

Collectif : *L'Écho des Bois-Francs* (2 juin 1894-3 déc. 1910) [ressource électronique] : journal industriel, politique, agricole et commercial. Montréal : SOCAMI [2008]

Collectif: *Le journal d'Arthabaska* (5 oct. 1877-5 oct. 1878)

Collectif: *L'Union* [ressource électronique] : Victoriaville et les Bois-Francs, 1867-2007. 18 DVD.

Comité d'initiative des Bois-Francs (1959?): *5 villes soeurs dans un rayon de 25 milles avec une population de 65,000 : la région des Bois-Francs.* Québec (Province): [s.n.], 19 p.

Comité organisateur (1987?): *La Paroisse de Sainte-Anne-du-Sault, 1888-1988.* Sainte-Anne-du-Sault : Paroisse de Sainte-Anne-du-Sault, 546 p.

Croteau, Jean-Paul (2009): *Histoire de la Commission scolaire régionale des Bois-Francs, (1963-1985) : pour que la mémoire collective se souvienne!* Victoriaville : Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville, 346 p.

Cyr, Lise (1980): *Macro-inventaire. Ethnologie; rapport synthèse, comté de Drummond.* M.A.C. 243 p.

Day, Catherine Mathilda (1863) : *Pioneers of the Eastern townships [ressource électronique] : a work containing official and reliable information respecting the formation of settlements, with incidents in their early history, and details of adventures, perils and deliverances.* Montreal? : s.n.

Day, Catherine Mathilda (2000) : *Pioneers of the Eastern Townships : Lower Canada, 1815-1899.* Milton : Global, 171 p.

De L'Isle, Gilles (1986) : *Un Site des Bois-Francs, Sainte-Élizabeth, 1887-1987.* Sainte-Élizabeth-de-Warwick: Corporation municipale de Ste-Élizabeth-de-Warwick, 390 p.

Desrochers, Médéric (2009): *Les Bois-Francs : anatomie d'une colonisation.* Léry : Éditions Médéric Desrochers, 440 p.

Farfan, Matthew (2008) : *Les Cantons-de-l'Est, lacs et rivières.* Québec : GID, 2008, 205 p.

Fleury, Alcide, (1994): *Les mémoires d'Alcide.* Arthabaska : A. Fleury, 421 p.

Fournier, Rodolphe (1978): *Lieux et monuments historiques des Cantons de l'Est et des Bois-Francs.* Montréal : Editions Paulines, 275 p.

Gendron, Mario (1999) : *Histoire du Piémont-des-Appalaches.* Sainte-Foy : Institut québécois de recherche sur la culture : Presses de l'Université Laval, 411 p.

Geiser, Valérie (1999): *Où trouver les dépôts d'archives, les centres de gestion documentaire et les musées, Mauricie et Centre-du-Québec.* Trois-Rivières : S.O.S. Documentation, 188 p.

Giroux, Monique (2010): *Les Bois-Francs, une volonté de fer.* Québec: Les Éditions GID, 205 p.

Hallé, France (1994) : *Les Bois-Francs... une région à explorer...* Saint-Grégoire? : [s.n], 52 p.

Gravel, Albert (1939): *Les Canton de l'Est.* Sherbrooke: s.e. 219 p.

Hardy, René, Trépanier, Guy et Jacques Belleau (1977): *La Mauricie et les Bois-Francs : inventaire bibliographiques 1760-1975.* (Collection Mékinac, #2). Montréal : Boréal Express, 389 p.

Hardy, René, Gamelin, Alain et Carmen Rousseau (1979) : *Publications du Groupe de recherche sur la Mauricie, Université du Québec à Trois-Rivières. Cahier 1 : La Mauricie et les Bois-Francs, chronologie, 1850-1950*, 151 p.

Kesteman, Jean-Pierre (1976) : *Documents sur l'histoire des Cantons de l'Est (1871-1880).* Sherbrooke : Faculté des arts, Université de Sherbrooke, 36 f.

Kesteman, Jean-Pierre (2007) : *Aborder l'histoire des Cantons-de-l'Est.* Sherbrooke : GGC, 81 p.

Lambert, Serge (1998): *Le Coeur-du-Québec : la Mauricie et le Centre-du-Québec.* Sainte-Foy : GID : Publications du Québec, 271 p.

Laperrière, Guy (2009) : *Les Cantons-de-l'Est.* Québec : Presses de l'Université Laval, INRS, 197 p.

Larocque, A., Dubois, J.-M. et B. Leblond (2003) : *Characteristics of late-glacial ice-dammed lakes reconstruted in Appalachians of outern Quebec*. Quaternary international, No 99-100 : 73-88.

Laub, R.S. (2002) : « The Paleoindian presence in the Northeast: a view from the Hiscock site, pp. 105-121. » In *Ice Age Peoples of Pennsylvania* (ed. by K. Carr & J. Adovasio). Pennsylvania Historical and Museum Commission, Recent Research in Archaeology 2.

Lemire, Stéphane (2007): *Les chemins des Cantons-de-l'Est.* Québec : Publications du Québec, 173 p.

Little, John Irving. (2006): *The other Quebec : microhistorical essays on nineteenth-century religion and society.* Toronto : University of Toronto Press, 278 p.

Little, John Irving (1989) : *Évolution ethnoculturelle et identité régionale des Cantons de l'Est.* Ottawa : Société historique du Canada, 34 p.

Louis-Victor, frère, S.C. (1950) : *Adolphe Poisson, le barde d'Arthabaska, 1849-1922.* Arthabaska : [s.n.], 242 p.

Magnan, Hormisdas (1925) : *Dictionnaire historique et géographique des paroisses, missions et municipalités de la province de Québec*. Arthabaska : Imprimerie d'Arthabaska, 738 p.

Mailhot, Charles-Édouard (1925) : *Les Bois-Francs.* Arthabaska : la Cie d'imprimerie d'Arthabaskaville, imprimeur.

Marcotte, Yolande Gingras (1991) : *Par delà le mont St-Michel.* Arthabaska : [s.e.], 72 p.

Martel, Jules (1960) : *Histoire du système routier des Cantons de l'est avant 1855 : thèse présentée à la Faculté des arts de l'Université d'Ottawa en vue de l'obtention de la maîtrise ès arts, option histoire.* Victoriaville : Collège de Victoriaville, 262 p.

Martel, Jules (1980) : *Routes de pénétration dans les Bois-Francs.* Arthabaska : Société d'histoire de la région d'Arthabaska, 42 f.

Martin, Paul Louis (1999): *A la façon du temps présent : trois siècles d'architecture populaire au Québec* . Sainte-Foy : Presses de l'Université Laval.

Mathieu, Marie-Élaine (2009?) : *Premier inventaire du patrimoine photographique régional du Centre-du-Québec.* Drummondville : Le Musée populaire de la photographie, 46 p.

Maurault, J. A. (1866) : *Histoire des Abénakis, depuis 1605 jusqu'à nos jours.* Sorel : s.n. Gazette de Sorel.

MCC (2013) : *Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ)*. Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2013) : *Cartographie des sites et zones d'interventions archéologiques du Québec.* Gouvernement du Québec, Québec.

MCC (2012) : *Inventaire des lieux de culte du Québec.* Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.lieuxdeculte.qc.ca, consulté en octobre 2012]

MCC (2013) : *Répertoire du patrimoine culturel du Québec (RPCQ).* Gouvernement du Québec, Québec. [http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca]

Milot, Jean et Jocelyne Simard (1994) : *Les croix de chemin du Québec : inventaire sélectif et trésor.* Collection Patrimoines. Dossier, 10. Québec, Les publications du Québec.

MRC Arthabaska (1984): *Renseignements sur le patrimoine culturel destinés aux municipalités régionales de comté.* Arthabaska: MRC Arthabaska, 19 p. et annexes.

Occhietti, Serge et P.J.H. Richard (2003): « Effet réservoir sur les âges 14C de la Mer de Champlain à la transition Pléistocène-Holocène : révision de la chronologie de la déglaciation au Québec méridional ». *Géographie physique et Quaternaire*, vol. 57 (2-3) : 115-138.

PARC CANADA (2013) : *Répertoire des lieux patrimoniaux canadiens.* Gouvernement du Canada. [http://www.historicplaces.ca/]

Palmer, Denis (2008) : *Hommage à la vie rurale.* Sawyerville, Québec : Rabbit Press, 128 p.

Paul, Victor (1998?): *L'histoire constitutionnelle des Bois-Francs : les Bois-Francs, le pays de l'érable.* Victoriaville : Publications des Bois-Francs, 110 p.

Parent, André (1980a): *Macro-inventaire. Rapport historique du comté de Drummond.* M.A.C. 89 p.

Parent, André (1980b): *Macro-inventaire. Rapport historique du comté d'Arthabaska.* M.A.C. 116 p.

Parent, André (1980c): *Macro-inventaire. Rapport historique du comté de Nicolet.* M.A.C. 102 p.

Parent, André (1980d): *Macro-inventaire. Rapport historique du comté de Wolfe.* M.A.C. 84 p.

Parent, Gilles (1980): *Deux efforts de colonisation française dans les Cantons de l'Est, 1848 et 1851.* Sherbrooke : Groupe de recherche en histoire régionale, Département d'histoire, Université de Sherbrooke, 168 p.

Parent, M. Et Occhietti, S. (1988): «Late Wisconsinan deglaciation and Champlain Sea invasion in the St. Lawrence Valley, Quebec ». *Géographie physique et Quaternaire* : Vol. 42 (3) : 215-246.

Pépin, Martial (2007) : O*rdre du mérite agricole, 1892-2006, comté Arthabaska.* Warwick : Société d'histoire de Warwick, 510 p.

Quintin, Sylvie et Diane Gendron, G.P.A.R. (1980) : *Analyse du paysage architectural du comté de Wolfe.* M.A.C., 181 p.

Richard, J. H. P. (1985) : «Couvert végétal et paléoenvironnements du Québec entre 12 000 et 8 000 ans BP». *Recherches amérindiennes au Québec*. Vol. 15 (1-2), p. 39-56.

Roy, Guy-André (1980a): *Macro-inventaire: Église et oeuvres d'art, comté d'Arthabaska*. M.A.C. 39 p.

Roy, Guy-André (1980b): *Macro-inventaire: Église et oeuvres d'art, comté de Wolfe*. M.A.C. 33 p.

Roy, Jean et Daniel Robert (1993): *Le diocèse de Nicolet, populations et territoires, 1851-1991*. Trois-Rivières: Centre d'études québécoises de l'UQTR.

Ruel-Bouillon, Andrée (1980): *Macro-inventaire: Église et oeuvres d'art, comté de Drummond.* M.A.C. 36 p.

Saint-Amant, J.C. (1932) : *Un coin des Cantons de l'Est : histoire de l'envahissement pacifique mais irrésistible d'une race*. Drummondville : la Parole, 534 p.

s.n. (2000) : *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*, University of Toronto/Université Laval, [http://biographi.ca/]

s.n. (1991) : *L'Union 125 : l'histoire d'une région*. Arthabaska, Imprimerie d'Arthabaska inc., 104 p.

s.n. (1978) : *Le sud des Bois-Francs*. s.l. : s.n, 26 p.

s.n. (2003): *Inventaire du fonds Alcide Fleury / Division des archives de la ville de Victoriaville ; Ministère de la culture et des communications du Québec.* Victoriaville : Division des archives de la ville de Victoriaville, environ 400 p.

s.n. (1873) : *Recensement du Bas canada*, 1870-71, vol. II, Ottawa.

s.n. (1921) : *Souvenir du centenaire de l'institut des Frères du Sacré-Coeur, province d'Arthabaska, 1821-1921*. Arthabaska : L'Union, 160 p.

s.n. (s.d.) : *Les Cantons de l'Est : Victoriaville, Thetford Mines, Lac Mégantic et les régions environnantes.* Montréal : Société historique industrielle, 399 p.

s.n. (1983): *Les Régions culturelles*. Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, 189 p.

s.n. (1980) : *Cultural retention and demographic change : studies of the Hebridean Scots in the Eastern Townships of Quebec*. Ottawa : National Museums of Canada, 170 p.

Milot, Jean et Jocelyne Simard (1994) : *Les croix de chemin du Québec : inventaire sélectif et trésor. Collection Patrimoines. Dossier, 10.* Québec, Les publications du Québec.

Société d'histoire de la région d'Arthabaska (1982 à 1986) : *Aux sources des Bois-Francs.* Victoriaville : La société d'histoire de la région d'Arthabaska, 1982-1985, trimestriel.

Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville (2008) : *Société d'agriculture (1858-2008),* 150e. Victoriaville : Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville, 117 p.

Société généalogique des Cantons de L'Est (1978) : *Dictionnaire des familles seigneuriales et des seigneuries du Gouvernement de Trois-Rivières sous le régime français, 1634-1760 : (extension jusqu'à 1775).* Sherbrooke : Lambert, [1978?]

Société La Haye et Ouellet (1982): *Macro-inventaire des biens culturels du Québec*, comté d'Arthabaska - Analyse du paysage architectural. Arthabaska: La Société La Haye-Ouellet, 166 p.

Walker, Anatole (1995) : *Les Cantons de l'Est.* Boucherville : Société d'histoire postale du Québec, 169 p.

Whan, Éric (1996) : *Improper Property: Squatters and the Idea of property in the Eastern Townships of Lower Canada, 1838-1866.* Thèse présentée à la Faculté d'étude et de recherche de l'Université McGill.

Sites Internet

Commission de toponymie du Québec
http://www.toponymie.gouv.qc.ca

COPERNIC
http://www.copernicinfo.qc.ca/

Dictionnaire biographique du Canada en ligne, University of Toronto/Université Laval, 2000
http://biographi.ca/

Répertoire des municipalités du Québec
http://www.mamrot.gouv.qc.ca

Statistique Canada – Profil du recensement
http://www12.statcan.ca/